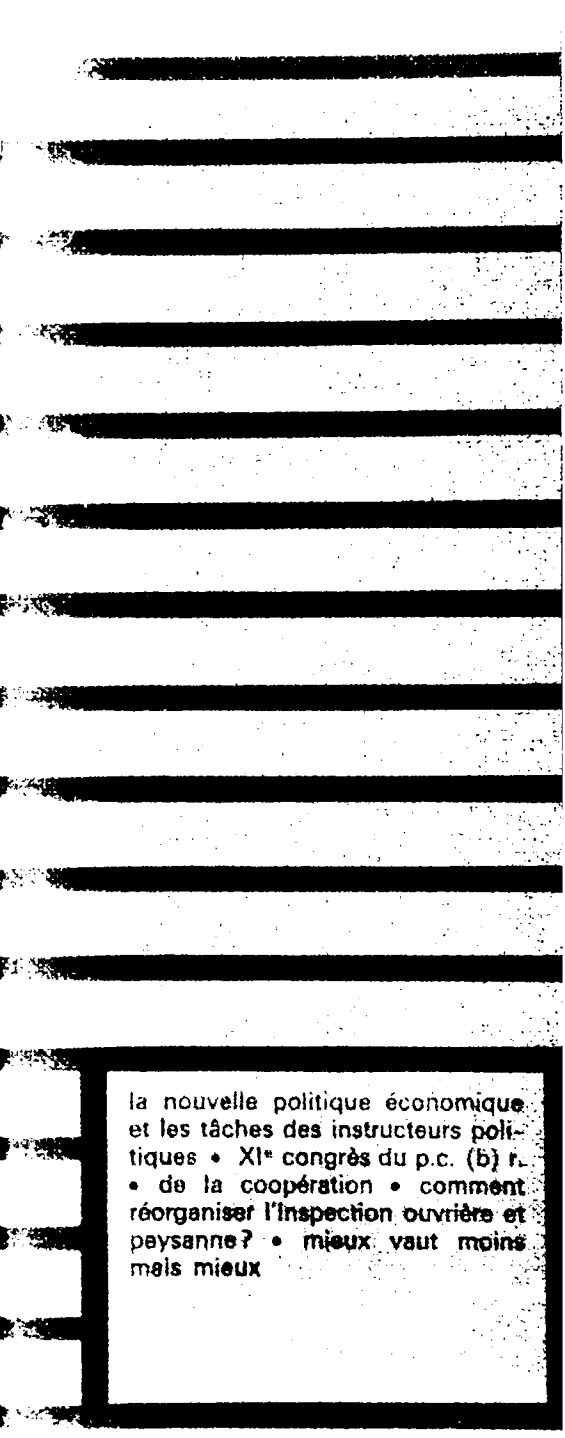
LENINE

œuvres

tome
33

août
1921
mars
1923

LÉNINE



la nouvelle politique économique et les tâches des instructeurs politiques • XI[e] congrès du p.c. (b) r. • de la coopération • comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne ? • mieux vaut moins mais mieux

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

33

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU IXe CONGRES DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRES DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА при ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME

33

Août 1921 – mars 1923

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES * MOSCOU
1963

PREFACE

Le tome 33 comprend des articles, des rapports, des discours et des lettres de V. Lénine, pour la période du 16 août 1921 au 2 mars 1923.

Ces œuvres dressent un premier bilan du relèvement de l'économie nationale en fonction de la nouvelle politique économique, elles font la preuve que l'édification d'une société intégralement socialiste était possible dans notre pays, et en tracent le plan.

Dans ses articles « Nouveaux temps, anciennes erreurs sous une forme nouvelle », « Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre », « Sur le rôle de l'or aujourd'hui et après la victoire complète du socialisme », dans ses rapports: « La politique extérieure et intérieure de la république », présenté au IX^{e} Congrès des Soviets de Russie le 23 décembre 1921, « Rapport politique du Comité central du P.C.(b)R. », présenté au XI^{e} Congrès du Parti le 27 mars 1922, « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », présenté au IV^{e} Congrès de l'Internationale Communiste le 13 novembre 1922, dans son « Discours à l'Assemblée plénière du Soviet de Moscou », en date du 20 novembre 1922, et ailleurs, Lénine montre le début du relèvement et de l'essor de la grande industrie socialiste, le renforcement de l'alliance des ouvriers et des paysans sur une nouvelle base économique. Il indique les voies de l'offensive contre les éléments capitalistes du pays et exprime la ferme assurance que « de la Russie de la NEP sortira la Russie socialiste ».

Un certain nombre de discours, d'articles et de documents publiés dans ce volume sont consacrés aux questions

de l'édification du Parti et de son épuration, de l'amélioration de sa composition sociale, au développement de la critique et de l'autocritique, à la direction des organismes des Soviets, des syndicats et des coopératives. Font partie de ce groupe : l'article « Sur l'épuration du Parti », les lettres à V. Molotov « A propos des conditions d'admission de nouveaux membres au Parti », le « Rapport politique du Comité central du P.C.(b)R. » au XI^e Congrès du P.C.(b)R., la résolution du C.C. du P.C.(b)R. sur « Le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique », etc.

Une grande place est occupée par les œuvres qui reflètent l'activité de Lénine en vue du renforcement et de l'amélioration de l'appareil d'Etat. Citons notamment : « A propos des tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne, de leur interprétation et de leur exécution », « Lettre à J. Staline sur les fonctions des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense », « Décision sur les activités des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense », « De la « double » subordination et de la légalité » et le « Discours prononcé à la IV^e session du Comité exécutif central de Russie, IX^e législature », en date du 31 octobre 1922.

Dans de nombreux discours, articles et documents figurant dans ce tome, Lénine a exposé les principes fondamentaux de la politique extérieure du pouvoir soviétique. Partant de la possibilité de la coexistence pacifique de la République des Soviets et des Etats capitalistes, Lénine fondait la politique extérieure sur la lutte pour la paix et la défense de l'indépendance et de la souveraineté de l'Etat soviétique.

Dans ses œuvres consacrées au mouvement ouvrier et communiste international, Lénine formule les objectifs essentiels de la tactique du front unique et met en lumière les perspectives du développement de la révolution mondiale. Il souligne l'importance énorme, pour la victoire définitive du socialisme dans le monde entier, de la montée du mouvement de libération nationale et de la lutte révolutionnaire dans les pays d'Orient, l'Inde et la Chine, qui représentent avec la Russie soviétique l'immense majorité de la population du globe.

Le tome contient les derniers écrits de Lénine : « Feuillets de bloc-notes », « De la coopération », « Sur notre révolution », « Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne », « Mieux vaut moins, mais mieux ». Lénine y fait le bilan de l'œuvre accomplie et trace le plan de l'édification du socialisme dans notre pays par le ralliement de la paysannerie à la construction socialiste ; il formule son plan coopératif de participation de la paysannerie à l'édification du socialisme. Il définit les tâches dans le domaine de la révolution culturelle et ébauche des mesures concrètes pour la réorganisation de l'appareil d'Etat.

On trouvera dans ce tome le célèbre article « La portée du matérialisme militant », dans lequel Lénine trace un programme de travaux dans le domaine de la philosophie marxiste.

Les œuvres et les lettres qui ont trouvé place dans ce tome évoquent avec éclat la lutte de Lénine contre les ennemis du Parti, trotskistes et boukhariniens, contre le chauvinisme grand-russe et le nationalisme local, pour le renforcement de l'amitié des peuples.

Le tome 33 comprend 20 écrits de Lénine figurant pour la première fois dans ses Œuvres. Les « Lettres à l'Office central de la Statistique », le « Discours à l'Assemblée des ouvriers, des ouvrières, des soldats rouges et des jeunes de l'arrondissement Khamovniki, consacrée à la célébration du quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre, le 7 novembre 1921 », et le « Projet de directive du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. sur la nouvelle politique économique » (ces deux derniers documents sont publiés pour la première fois) mettent en lumière des questions liées à l'application de la nouvelle politique économique.

Dans la « Lettre aux membres du Bureau politique sur l'épuration du Parti et les conditions d'admission au Parti », Lénine propose de fixer des conditions plus sévères pour l'admission au Parti.

La « Lettre à J. Staline pour les membres du Bureau politique (Réponse aux remarques concernant les activités des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple) » est publiée pour la première fois intégralement dans les Œuvres. Lénine y critique vigoureusement la position hostile et antiparti de Trotski sur la question du rôle et des tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne et du Gosplan.

Sont publiées pour la première fois dans les Œuvres : une lettre de V. Lénine à D. Kourski, relative à l'élaboration de la législation judiciaire soviétique ; le « Billet au Bureau politique sur la lutte contre le chauvinisme de grande puissance », la « Lettre à J. Staline sur le monopole du commerce extérieur », en date du 13 octobre 1922 (publiée pour la première fois), dans laquelle Lénine défend l'intangibilité du monopole du commerce extérieur contre les tentatives de Boukharine, de Sokolnikov et d'autres pour en saper les fondements ; la « Lettre à J. Staline pour les membres du C.C. au sujet de l'intervention au Xe Congrès des Soviets de Russie » ; deux lettres à J. Staline sur la question du développement de la radio et une lettre à J. Staline en date du 15 avril 1922 (inédite).

Dans la « Lettre au Bureau politique au sujet d'une résolution du IXe Congrès des Soviets de Russie sur la situation internationale », Lénine souligne le rôle international de l'Etat soviétique, en tant que premier pays qui ait appliqué dans les faits une politique d'autodétermination des peuples.

Le « Projet d'arrêté du C.E.C. de Russie sur le rapport de la délégation à la Conférence de Gênes » définit les tâches essentielles dans le domaine de la politique extérieure de l'Etat soviétique ; dans le « Projet de réponse à E. Vandervelde », Lénine dénonce la trahison des dirigeants de la IIe Internationale et de l'Internationale II 1/2 qui ont pris la défense des partis contre-révolutionnaires des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires (ces deux documents sont publiés pour la première fois).

Ce tome comprend des messages de V. Lénine à divers congrès et organisations, publiés pour la première fois dans les Œuvres : « Télégramme à Narimanov, président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'Azerbaïdjan » (inédit), « Aux travailleurs du Daghestan », « Télégramme aux ouvriers et aux ingénieurs de l'Azneft », « Aux ouvriers de l'usine ex-Michelson », « Aux ouvriers et aux employés de la Centrale électrique d'Etat « Elektropérédatcha ».

Avec le tome 33 s'achève la publication des œuvres fondamentales de V. Lénine qui ont trouvé place dans la quatrième édition. Les tomes 34 et 35 comprendront la correspondance de V. Lénine (lettres, télégrammes, notes) avec des organisations et des particuliers.

V. LÉNINE
1921

NOUVEAUX TEMPS, ANCIENNES ERREURS SOUS UNE FORME NOUVELLE

Chaque tournant caractéristique de l'histoire entraîne des modifications dans la forme des flottements petits-bourgeois qui se produisent toujours à côté du prolétariat, qui pénètrent toujours, dans une mesure ou dans une autre, au sein du prolétariat.

Le réformisme petit-bourgeois, c'est-à-dire la servilité devant la bourgeoisie, servilité dissimulée par de bonnes petites phrases démocratiques et « social»-démocratiques, ainsi que par des vœux impuissants, et le révolutionnarisme petit-bourgeois, redoutable en paroles, bouffi d'orgueil et de vanité, mais en réalité vide de contenu, morcelé, émietté, inepte, — tels sont les deux « courants » de ces flottements. Ils sont inévitables, tant que ne sont pas supprimées les racines les plus profondes du capitalisme. Ils changent de forme aujourd'hui, à la suite du revirement qui s'opère dans la politique économique du pouvoir des Soviets[1].

L'argument essentiel des menchévisants est celui-ci : « Les bolchéviks font marche arrière vers le capitalisme, là est leur perte. La révolution, celle d'Octobre y comprise, n'est donc qu'une révolution bourgeoise ! Vive la démocratie ! Vive le réformisme ! » Que la chose soit dite sur le mode purement menchévik ou socialiste-révolutionnaire, dans l'esprit de la IIe Internationale ou de l'Internationale II 1/2[2] , le fond est le même.

L'argument essentiel des semi-anarchistes, tels que le « parti communiste ouvrier [3] » allemand ou cette fraction

de notre ancienne opposition ouvrière [4] qui a quitté le Parti ou s'en est écartée, est celui-ci : « Les bolchéviks ne croient plus aujourd'hui en la classe ouvrière ! » Et d'en déduire des mots d'ordre qui ressemblent plus ou moins à ceux de « Cronstadt [5] », au printemps de 1921.

Opposer avec le plus de lucidité et de précision possibles, aux lamentations et à la panique des philistins du réformisme et des philistins du révolutionnarisme, les faits incontestables et le rapport réel des forces de classes, telle est la tâche des marxistes.

Rappelez-vous les étapes principales de notre révolution. Première étape, purement politique, pour ainsi dire, du 25 octobre au 5 janvier, jusqu'à la dissolution de la Constituante [6]. En quelque dix semaines, nous avons fait cent fois plus pour supprimer réellement et à fond les vestiges du féodalisme en Russie, que ne l'avaient fait les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires dans les huit mois (février-octobre 1917) de *leur* gouvernement. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires [7], et à l'étranger tous les bonzes de l'Internationale II 1/2, étaient à l'époque de misérables auxiliaires de la réaction. Quant aux anarchistes, ou bien ils se tenaient à l'écart, désemparés, ou bien ils nous aidaient. La révolution était-elle alors bourgeoise ? Oui, certes, pour autant que nous avons achevé la révolution démocratique bourgeoise, et qu'il n'y avait pas encore de lutte de classes au sein de la « paysannerie ». Mais dans le même temps, nous avons fait énormément de choses *en plus* de la révolution bourgeoise, *pour* la révolution socialiste, prolétarienne : 1° Nous avons déployé comme jamais les forces de la classe ouvrière, pour qu'*elle* utilisât le pouvoir d'Etat. 2° Nous avons porté un coup, ressenti dans le monde entier, aux fétiches de la démocratie petite-bourgeoise, à la Constituante et aux « libertés » bourgeoises, telle la liberté de la presse pour les riches. 3° Nous avons créé le *type* soviétique de l'Etat, gigantesque pas en avant après 1793 et 1871.

Deuxième étape. La paix de Brest-Litovsk [8]. Le déchaînement de la phrase révolutionnaire contre la paix — phrase semi-patriotique chez les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, phrase « gauchiste » chez une partie des bolchéviks. Pris de panique ou avec une joie maligne, le philis-

tin répétait : « Du moment qu'ils ont fait la paix avec l'impérialisme, ils sont perdus. » Mais socialistes-révolutionnaires et menchéviks faisaient la paix avec l'impérialisme, comme participants à la spoliation des ouvriers par la bourgeoisie. Nous avons « fait la paix », nous, en livrant au spoliateur une partie de nos biens pour sauver le pouvoir des ouvriers et porter au spoliateur des coups encore plus forts. On nous a rebattu alors les oreilles en disant que nous « ne croyons pas aux forces de la classe ouvrière » ; mais nous n'avons pas été dupes de ces phrases.

Troisième étape. Guerre civile depuis les Tchécoslovaques [9] et les partisans de la Constituante jusqu'à Wrangel, 1918-1920. Notre Armée Rouge n'existait pas au début de la guerre. Aujourd'hui encore, elle est insignifiante en regard de n'importe quelle armée des pays de l'Entente, si l'on compare les forces matérielles. Et cependant nous avons vaincu dans la lutte contre l'Entente, universellement puissante. L'alliance des paysans et des ouvriers, sous la direction du pouvoir d'Etat prolétarien, a été portée, comme une conquête de l'histoire universelle, à une hauteur jamais vue. Menchéviks et socialistes-révolutionnaires ont joué le rôle d'auxiliaires de la monarchie, aussi bien déclarés (ministres, organisateurs, prédicateurs) que dissimulés (voyez la position la plus « subtile » et la plus abjecte des Tchernov et des Martov qui, tout en faisant mine de s'en laver les mains, travaillaient en réalité par la plume contre nous). Les anarchistes eux aussi s'agitaient, impuissants : une partie d'entre eux nous aidait, l'autre partie gâchait le travail par ses cris contre la discipline militaire ou par son scepticisme.

Quatrième étape. L'Entente est obligée de faire cesser (est-ce pour longtemps ?) l'intervention et le blocus. Notre pays ruiné à l'extrême commence à peine à se remettre ; c'est maintenant seulement qu'il aperçoit toute l'étendue du désastre ; il connaît la plus épouvantable détresse : arrêt de l'industrie, mauvaises récoltes, famine, épidémies.

Nous voici arrivés au point culminant et, en même temps, le plus difficile de notre lutte historique d'une portée mondiale. En ce moment précis, pour la période de temps actuelle, l'ennemi n'est pas le même qu'hier. L'ennemi, ce ne sont plus les hordes de gardes blancs sous

le commandement des hobereaux que soutiennent tous les menchéviks et socialistes-révolutionnaires, toute la bourgeoisie internationale. L'ennemi, c'est la grisaille quotidienne de l'économie dans un pays de petite agriculture où la grosse industrie est ruinée. L'ennemi, c'est l'élément petit-bourgeois qui nous entoure comme l'air et pénètre fortement dans les rangs du prolétariat. Or, celui-ci est déclassé, c'est-à-dire qu'il a été mis hors de son milieu social. Fabriques et usines chôment — le prolétariat est affaibli, dispersé, sans forces. Et l'élément petit-bourgeois à l'intérieur du pays est soutenu par toute la bourgeoisie internationale, dont la puissance s'affirme encore dans le monde entier.

Le moyen de ne pas flancher ? Surtout pour des héros comme les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, comme les chevaliers de l'Internationale II 1/2, comme les anarchistes impuissants, comme les amateurs de phrases « gauchistes ». « Les bolchéviks tournent au capitalisme. C'en est fait des bolchéviks ; leur révolution n'a pas dépassé, elle non plus, le cadre d'une révolution bourgeoise. » Ces lamentations, nous les entendons tant et plus.

Mais nous nous y sommes déjà faits.

Nous ne minimisons pas le danger. Nous le regardons bien en face. Nous disons aux ouvriers et aux paysans : le danger est grand ; plus de cohésion, de fermeté, de sang-froid ; chassez avec mépris hors de vos rangs les menchévisants, les adeptes des socialistes-révolutionnaires, les semeurs de panique et les braillards.

Le danger est grand. L'ennemi est beaucoup plus fort que nous économiquement, comme hier il était beaucoup plus fort que nous au point de vue militaire. Nous le savons, et c'est là notre force. Les cris de panique n'ont plus de prise sur nous après l'effort si prodigieux que nous avons déjà fourni pour affranchir la Russie du féodalisme, pour développer toutes les forces des ouvriers et des paysans, pour la lutte contre l'impérialisme à l'échelle mondiale, ainsi que pour le mouvement prolétarien international, débarrassé des platitudes et des bassesses de la IIe Internationale et de l'Internationale II 1/2. Notre activité révolutionnaire, nous l'avons « justifiée » pleinement et même au-delà : nous avons montré dans les faits au monde entier

ce dont est capable l'esprit révolutionnaire prolétarien, à la différence de la « démocratie » menchévico-socialiste-révolutionnaire et du réformisme pusillanime dissimulé sous des phrases de parade.

Ceux qui craignent la défaite à la veille de la grande bataille ne peuvent s'intituler socialistes que pour se moquer des ouvriers.

Précisément parce que nous n'avons pas peur de regarder le danger en face, nous utilisons mieux nos forces pour la lutte, nous pesons les chances avec plus de lucidité, plus de prudence, plus de circonspection ; nous faisons toutes les concessions susceptibles de nous raffermir et de diviser les forces ennemies (aujourd'hui chacun, jusqu'au dernier imbécile, comprend que la « paix de Brest-Litovsk » fut une concession qui nous avait raffermis et avait divisé les forces de l'impérialisme international).

Les menchéviks clament que l'impôt en nature, la liberté du commerce, l'autorisation des concessions et du capitalisme d'Etat signifient la faillite du communisme. A ces menchéviks est venu se joindre, à l'étranger, l'ex-communiste Lévi ; ce Lévi, il fallait le défendre tant qu'on pouvait essayer d'expliquer ses fautes par une réaction contre les erreurs commises en Allemagne[10] par les communistes de « gauche », surtout en mars 1921. Mais on ne saurait plus défendre ce Lévi qui, au lieu de reconnaître son tort, glisse au menchévisme sur toute la ligne.

Aux braillards menchéviks nous rappellerons simplement ce fait que, dès le printemps de 1918, les communistes avaient proclamé et défendu l'idée d'un bloc, d'une alliance avec le capitalisme d'Etat contre l'élément petit-bourgeois. C'était il y a trois ans ! Dans les premiers mois de la victoire bolchévique ! Déjà à ce moment, les bolchéviks ont fait preuve de lucidité. Et depuis, nul n'a pu réfuter la justesse de notre lucide évaluation des forces en présence.

Glissé au menchévisme, Lévi conseille aux bolchéviks (tout en « prédisant » la victoire du capitalisme sur ces derniers, de même que tous les petits-bourgeois, démocrates, social-démocrates, etc., avaient prédit notre perte au cas où nous dissoudrions la Constituante !) d'appeler à leur aide l'*ensemble* de la classe ouvrière ! Car jusqu'à ce jour, voyez-vous, ils n'étaient aidés que par une *partie de celle-ci* !

Ici l'attitude de Lévi coïncide de façon remarquable avec celle des semi-anarchistes et des braillards, et d'une partie de l'ex-« opposition ouvrière », qui se plaisent à proclamer en des phrases sonores qu'aujourd'hui les bolchéviks « ne croient plus aux forces de la classe ouvrière ». Cette notion de « forces de la classe ouvrière », menchéviks et anarchisants en font un fétiche, incapables qu'ils sont de réfléchir à son contenu réel, concret. A l'étude et à l'analyse de ce contenu, on substitue la déclamation.

Ces messieurs de l'Internationale II 1/2 désirent passer pour révolutionnaires ; mais en fait, chaque fois qu'il se présente une situation grave, ils se montrent contre-révolutionnaires, car ils craignent la destruction violente de l'ancien appareil d'Etat et ne croient pas aux forces de la classe ouvrière. Quand nous le disions à propos des socialistes-révolutionnaires et Cie, ce n'était point une phrase. Tout le monde sait que la Révolution d'Octobre a réellement mis en avant des forces nouvelles, une nouvelle classe ; qu'à l'heure présente les meilleurs représentants du prolétariat gouvernent la Russie ; qu'ils ont créé une armée, l'ont commandée, qu'ils ont créé l'administration locale, etc., qu'ils dirigent l'industrie, et ainsi de suite. Et si des déformations bureaucratiques se manifestent dans l'administration, loin de dissimuler ce mal, nous le dénonçons, nous le combattons. Ceux à qui la lutte contre les déformations du nouveau régime fait oublier le contenu de ce dernier, fait oublier que la classe ouvrière a fondé et dirige un Etat de type soviétique, ceux-là tout bonnement ne savent pas penser, ils jettent leurs paroles au vent.

Mais les « forces de la classe ouvrière » ne sont pas illimitées. Si aujourd'hui l'afflux de forces neuves de la classe ouvrière est faible, et parfois très faible ; si en dépit de tous les décrets, appels, agitation, en dépit de tous les ordres relatifs à la « promotion des sans-parti », l'afflux des forces demeure faible, alors s'en tenir quitte par des déclamations sur le « manque de confiance dans les forces de la classe ouvrière », c'est glisser dans une phraséologie creuse.

Sans une certaine « trêve », ces forces neuves ne viendront pas ; elles ne s'accumulent que lentement ; ce n'est

que sur la base de la grosse industrie relevée (c'est-à-dire, en termes plus exacts et plus concrets, sur la base de l'électrification) qu'elles peuvent surgir. *Pas autrement.*

Après des efforts d'une intensité extrême, sans précédent dans le monde, la classe ouvrière de ce pays ruiné de petits paysans, la classe ouvrière qui a grandement souffert d'avoir été déclassée, a besoin d'un intervalle de temps pour que les nouvelles forces puissent progresser, se ressaisir, pour que les forces usées et défaillantes puissent « se refaire ». La création d'un appareil militaire et d'Etat qui a su résister victorieusement aux épreuves des années 1917-1921, a été une grande chose qui a occupé, absorbé, épuisé les « forces » réelles (et non pas celles que les braillards évoquent dans leurs déclamations) « de la classe ouvrière ». Il faut le comprendre et tenir compte de ce fait que le *ralentissement* de la croissance des forces *nouvelles* de la classe ouvrière est nécessaire ou plus exactement, inévitable.

Quand les menchéviks crient au « bonapartisme » des bolchéviks (ceux-ci, disent-ils, prennent appui sur l'armée et sur l'appareil de l'Etat contre la volonté de la « démocratie »), ils expriment parfaitement la tactique de la bourgeoisie, et Milioukov a raison de la soutenir, de soutenir les mots d'ordre « de Cronstadt » (printemps 1921). La bourgeoisie se rend bien compte que les *réelles* « forces de la classe ouvrière » sont formées aujourd'hui de la puissante avant-garde de cette classe (le Parti communiste de Russie qui, non pas d'emblée, mais au cours de vingt-cinq ans, s'est acquis par son action le rôle, la force, le titre d'« avant-garde » de la seule classe révolutionnaire), et puis des éléments le plus affaiblis par le déclassement et le plus susceptibles de flottements menchéviks et anarchistes.

Sous le mot d'ordre : « Plus de confiance en la force de la classe ouvrière », on travaille *en fait*, aujourd'hui, à raffermir les influences menchéviques et anarchistes : au printemps 1921, Cronstadt l'a montré et démontré avec une entière évidence. Tout ouvrier conscient a le devoir de démasquer et de chasser loin de lui ceux qui crient à notre « manque de confiance dans les forces de la classe ouvrière », car ces braillards sont en fait les auxiliaires de

la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, au profit desquels ils travaillent à affaiblir le prolétariat en élargissant l'influence des menchéviks et des anarchistes.

C'est là que « gît le lièvre » si l'on réfléchit avec lucidité au sens véritable de ces mots : les « forces de la classe ouvrière » !

Hé, bonnes gens, où donc est votre travail ? Et qu'avez-vous fait pour promouvoir effectivement les sans-parti sur le « front » le plus important aujourd'hui, le front économique, pour les associer à l'œuvre d'édification de l'économie nationale ? Voilà la question que les ouvriers conscients doivent poser aux braillards. Voilà comment on peut et l'on doit toujours démasquer les braillards, montrer qu'en fait, loin d'aider, ils entravent l'édification économique ; que loin d'aider, ils entravent le cours de la révolution prolétarienne ; qu'ils sont les agents des tendances non point prolétariennes, mais petites-bourgeoises ; qu'ils rendent service à une classe qui n'est pas la nôtre.

Notre mot d'ordre est : A bas les braillards ! A bas les inconscients auxiliaires des gardes blancs, qui répètent les fautes des misérables émeutiers de Cronstadt, du printemps de 1921 ! Tous au travail pratique et sérieux, et tenons compte de la particularité de la situation actuelle et de ses tâches ! Ce ne sont pas des phrases, mais des actes qu'il nous faut.

La saine compréhension de cette particularité et la juste évaluation des forces de classes réelles, et non fantaisistes, nous dit :

— Après une période de réalisations sans précédent de l'activité créatrice du prolétariat dans le domaine militaire, administratif et politique, s'est ouverte — non par hasard, mais nécessairement, non par la faute d'individus ou de partis, mais par suite de la situation objective — une période de croissance beaucoup plus lente des forces neuves. Dans la sphère économique, le travail d'édification est forcément plus difficile, plus lent, plus graduel ; cela tient à la nature même de ce travail, si on le compare à l'action militaire, administrative et politique. Cela tient à ses difficultés particulières et au fait que le terrain à cultiver, s'il est permis de s'exprimer ainsi, est plus en profondeur.

Aussi est-ce avec une très grande, une triple circonspection que nous essaierons de définir nos tâches à cette étape nouvelle, supérieure, de la lutte. Définissons-les avec modestie, faisons davantage de concessions, bien entendu, dans les limites de ce que le prolétariat *peut* céder, tout en restant la classe dominante ; rentrée aussi rapide que possible d'un impôt en nature modéré ; maximum de liberté pour développer, renforcer et relever l'économie paysanne ; les entreprises qui ne nous sont pas absolument indispensables, nous les confierons à des affermataires, y compris nos capitalistes privés et les concessionnaires étrangers. Ce qu'il nous faut, c'est un bloc ou une alliance de l'Etat prolétarien et du capitalisme d'Etat contre l'élément petit-bourgeois. Cette alliance, il importe de la réaliser de façon judicieuse selon la maxime : « Il faut bien réfléchir avant de tailler dans l'étoffe. » Nous garderons pour nous-mêmes un domaine de travail moindre, rien que ce qui nous est absolument nécessaire. Nous concentrerons en ce *secteur moindre* les forces affaiblies de la classe ouvrière, mais en revanche nous fortifierons davantage nos positions, en nous mettant nous-mêmes pratiquement à l'épreuve, non pas une, ni deux, mais maintes fois. Pas à pas, de pouce en pouce : aujourd'hui, sur un chemin aussi difficile, en de si dures conditions, au milieu de tels dangers, une « armée » comme la nôtre *ne peut* avancer autrement. Ceux pour qui ce travail est « ennuyeux » « inintéressant », « incompréhensible », ceux qui froncent le nez ou tombent dans la panique, ceux qui se laissent griser par la déclamation sur l'absence de l'« ancien élan », de l'« ancien enthousiasme », etc., ceux-là, on ferait mieux de les « libérer du travail » et de les reléguer aux archives, afin de les mettre hors d'état de nuire, puisqu'ils ne veulent pas ou ne savent pas réfléchir à ce qu'il y a de particulier au stade actuel, à l'étape actuelle de la lutte.

C'est dans les conditions d'un pays ruiné à fond et où les forces du prolétariat ont été épuisées en des efforts presque surhumains, que nous entreprenons l'œuvre la plus difficile : jeter les fondements d'une économie vraiment socialiste, organiser des échanges rationnels de marchandises (plus exactement : des échanges de produits) entre l'industrie et l'agriculture. L'ennemi est encore beaucoup plus

fort que nous ; l'échange anarchique, spéculateur, individuel, sape notre travail à chaque instant. Nous voyons bien les difficultés et nous les surmonterons avec ténacité, de façon systématique. Laissons plus d'initiative, plus d'indépendance aux organismes locaux, envoyons-y plus de militants, accordons plus d'attention à leur expérience pratique. La classe ouvrière peut guérir ses blessures, rétablir sa « force de classe » prolétarienne ; la paysannerie peut affermir sa confiance en la direction du prolétariat, *seulement* dans la mesure où l'industrie sera véritablement relevée avec succès, et où l'Etat organisera des échanges rationnels, avantageux aux paysans comme aux ouvriers. C'est dans la mesure de ces réalisations que nous aurons un afflux de forces nouvelles ; peut-être se produira-t-il moins vite que nous ne le souhaitons tous, mais nous l'aurons.

En avant pour un travail moins rapide et plus prudent, plus ferme et plus persévérant !

Le 20 août 1921.

La « Pravda » n° 190,
28 août 1921
Signé: N. Lénine

Conforme au texte
de la « Pravda »,
collationné sur les épreuves
corrigées par Lénine

LETTRES A L'OFFICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE

I

AU CHEF DE L'OFFICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE

16. VIII

Camarade Popov, la correspondance avec l'Office central de la statistique, notamment les renseignements que celui-ci m'a communiqués le 3/VIII sur la statistique industrielle courante, m'ont entièrement convaincu que mes indications (par lettre du 4.VI.1921) ne sont absolument pas observées et que tout le travail de l'O.C. St. ainsi que son organisation sont défectueux.

Sur la statistique industrielle courante, on m'a fourni le 3/VIII des renseignements périmés ; on m'a fourni multa non multum : beaucoup de choses par le volume, peu de choses par le contenu ! Aucune différence avec les « institutions bureaucratiques » parmi lesquelles vous refusez de ranger l'O.C. St. dans votre lettre du 11.VI.1921.

L'*Ekonomitcheskaïa Jizn* [11] a déjà *publié* dans son supplément au n° 152, c.-à-d. en *juillet*, des renseignements *plus* complets !

Par cette même *Ekonomitcheskaïa Jizn*, *j'ai déjà eu* les renseignements relatifs au 1er trimestre de 1921 !

L'O.C. St. qui *retarde* sur un groupe d'auteurs privés, est un modèle d'institution bureaucratique. Peut-être fournira-t-elle d'ici quelque deux ans une masse de matériaux

pour le travail scientifique, mais ce n'est pas cela qu'il nous faut.

Près de 2 mois 1/2 ont passé depuis ma lettre du 4.VI. 1921 : rien n'a changé. Les défauts sont les mêmes. Vos promesses, « programme chronologique », etc... (dans votre lettre du 11.VI) : néant.

Une fois de plus, je vous fais observer qu'on a tort d'agir ainsi, et j'attire votre attention sur la nécessité d'*accélérer la réorganisation* du travail à l'O.C. St.

Notamment :

1) le président ou le responsable de l'O.C. St. doit travailler en contact *plus* étroit avec le Gosplan, sur les indications et les *instructions directes* du président du Gosplan et de son présidium.

2) la statistique courante (industrielle et agricole) ne doit en aucun cas fournir après notre presse, mais obligatoirement *avant* elle, les renseignements globaux les plus importants sur le plan pratique (en laissant de côté l'étude académique des renseignements « complets »).

Il faut savoir dégager ce qui est important et urgent *sur le plan pratique*, en renvoyant à plus tard ce qui est précieux sur le plan académique.

3) Il faut établir, en commun avec le Gosplan, une sorte d' *index-number* (nombre-indice) pour juger de la situation de toute notre économie nationale ; cet index doit être calculé au moins une fois par mois, en le comparant obligatoirement aux chiffres d'avant-guerre, puis de 1920 et, dans la mesure du possible, de 1917, 1918 et 1919.

Dans l'impossibilité d'obtenir des chiffres exacts, on doit indiquer des chiffres approximatifs, hypothétiques, préliminaires (en spécifiant qu'ils appartiennent à telle ou telle catégorie).

Pour le travail pratique, nous *devons* avoir des chiffres et l'O.C. St. *doit* les avoir *avant tout le monde*. Pour ce qui est de vérifier l'exactitude des chiffres, de déterminer le pourcentage d'erreur, etc., remettons cela à un peu plus tard.

A l'O.C. St. et au Gosplan de déterminer quels chiffres doivent être utilisés pour cet index-number. (Exemple : chiffres principaux, essentiels : population, territoire, production des produits les plus importants, principaux résul-

tats de l'activité des transports, etc... ; 10 à 15 chiffres au moins, en s'inspirant de la façon dont la statistique étrangère établit depuis longtemps ces « nombres-indices »).

4) Pour les 8 questions que je mentionnais le 4.VI dans la « liste-type », il faut organiser immédiatement, sans la moindre lenteur bureaucratique (car il est absolument inadmissible de n'avoir rien fait en 2 mois 1/2), la collecte et le bulletin des renseignements, sur-le-champ, en général et en particulier :

— sur-le-champ pour Moscou (Moscou doit être exemplaire)

— ensuite pour Pétrograd

— et pour chaque province (en mettant en avant les provinces où l'on sait organiser le travail rapidement, sans lenteurs bureaucratiques, autrement que suivant les vieilles habitudes académiques).

Que les 9/10 des forces disponibles de l'O.C. St. et des bureaux provinciaux de statistique soient immédiatement affectés à l'élaboration correcte et rapide de ces huit questions, et 1/10 au travail académique d'étude des renseignements complets et exhaustifs. S'il est impossible de faire autrement, il faut consacrer 99/100 des cadres à la mise au point de ce qui est nécessaire, pratiquement et immédiatement, à notre édification, et remettre le reste à des temps meilleurs, au jour où il y aura excédent de forces.

5) L'O.C. St. doit présenter chaque mois au C.T.D.[12], obligatoirement avant la presse, un bilan *préliminaire* sur les *principales* questions de l'économie nationale (la comparaison avec l'année précédente étant obligatoire). Ces questions principales, ces chiffres principaux, qu'ils fassent partie ou non du « nombre-indice », doivent être mis au point immédiatement.

Je vous prie de m'envoyer sans retard le programme sur ces questions, et la réponse sur les autres points.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple
V. Oulianov (Lénine).

2

AU CHEF DE L'OFFICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE OU A SON ADJOINT

1/IX 1921

Le « programme » de travail qui m'a été envoyé, sans date, se ramène à une demande d'attribution de fonds supplémentaires.

Cela est impossible actuellement.

C'est pourquoi il faut *réduire tout* le programme *de façon que* les travaux indispensables puissent être poursuivis (et achevés plus régulièrement et plus vite) avec les ressources disponibles *actuelles*.

Je propose de l'abréger immédiatement et d'ajourner jusqu'au mois de *novembre à peu près* la question des fonds supplémentaires.

Je propose de procéder à la réduction du programme, de façon à ne conserver (jusqu'à ce que l'on dispose de ressources plus importantes) que les travaux *les plus indispensables*. Il faut placer au nombre de ceux-ci :

1. Les communiqués mensuels sur la distribution du ravitaillement par l'Etat.

Il faut établir en commun avec le Commissariat du Peuple au Ravitaillement les formulaires pour les renseignements, par exemple de la façon suivante :

a) nombre de ceux qui reçoivent du pain (pour commencer il est sans doute plus prudent de se limiter au pain, si l'on manque de cadres pour ajouter des renseignements

sur tous les autres produits délivrés, tant alimentaires que non alimentaires),

à raison de 1/4 de livre
1/2 «
3/4 «
1 » etc.

b) leur classement par professions, par occupations, etc.

c) bilan : total des rationnaires et total du pain distribué.

En première urgence, les chiffres pour Moscou et Pétrograd ; ensuite les provinces de Moscou et de Pétrograd, les *principales provinces industrielles* (Ivanovo-Voznessensk, bassin du Donetz, Bakou, Oural, etc...) et enfin les autres provinces.

2. Les communiqués mensuels sur les entreprises devant être approvisionnées collectivement.

Tant qu'elles sont peu nombreuses, les contrôler toutes (comme le propose votre note, p. 2 § 1). Ensuite, lorsqu'elles seront devenues très nombreuses, étudier *en détail* 1/5 ou 1/10, au choix.

Brièvement, toutes les entreprises approvisionnées collectivement.

Vous avez établi les formulaires pour les entreprises d'une manière trop détaillée (fin de la p. 2 § 2). On peut et on doit le faire plus brièvement, en se bornant à l'essentiel.

3. Réduire la statistique industrielle courante pour les communiqués mensuels, en mettant en première place, comme absolument indispensable, l'évaluation de la *quantité des produits fabriqués*, les plus importants seulement.

Ces renseignements sont absolument indispensables chaque mois.

Les autres ne sont pas absolument indispensables, sont moins urgents et mis au point dans la mesure des moyens et des ressources de l'O.C. St.

4. Production, répartition, consommation du combustible.

Absolument indispensable chaque mois dans le bilan.

Elaborer le programme en commun avec la Direction centrale du combustible, en changeant le moins possible les formes actuellement employées.

5. Communiqués mensuels sur le commerce intérieur (Commissariat au Ravitaillement et Tsentrosoïouz *), sous la forme la plus brève : en échange de telle quantité de grain, il a été délivré telle quantité de tels produits, par districts.

6. Il est certes difficile de recenser le travail des administrations soviétiques, comme vous l'indiquez dans l'annexe n° 1 § IV. Mais difficile ne veut pas dire impossible. Sinon chaque mois, du moins tous les 2 ou 3 mois, il faut absolument des communiqués, pour commencer au moins, sur les « effectifs actuels », en comparaison avec ceux d'avant-guerre ou avec les effectifs d'autres administrations, d'autres provinces, etc., avec un classement rationnel de tous les employés par catégories (dirigeants responsables ; personnel de bureau ; personnel de service ; *liste-type* de quelques catégories).

Comparaison des effectifs les plus nombreux et les moins nombreux par provinces, etc., Moscou et Pétrograd au premier chef.

Les décisions du dernier Congrès des Soviets font à l'O.C. St. l'obligation absolue d'*entreprendre* l'étude statistique du travail de nos administrations soviétiques, du nombre des employés, etc... [13]

7. Sélection, en vue de les étudier, d'un *petit* nombre d'entreprises-types (fabriques, sovkhozes) et *d'administrations-types* : (α) les meilleures exemplaires ; (β) les moyennes et (γ) les plus mauvaises.

Réduire tout le reste, à l'exception de ces 7 §§.

Je vous prie de me faire savoir vos conclusions à la fois sur le fond et sur les délais d'élaboration du programme de travail.

Le Président du C.T.D. *Lénine*

Publié pour la première fois en 1933

Conforme au manuscrit

* Tsentrosoïouz, Union centrale des Coopératives de Consommation. *(N. R.)*

LETTRE A LA REDACTION DU JOURNAL *EKONOMITCHESKAIA JIZN*

1. IX.

La conversion de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* en organe du *C.T.D.* ne doit pas rester une simple et pure formalité.

Le journal doit devenir un organe de combat, qui ne donnera pas seulement des renseignements réguliers et véridiques sur notre économie, mais de plus analysera ces renseignements, en fera l'élaboration scientifique pour en tirer des conclusions correctes en vue de la gestion de l'industrie, etc. ; enfin il *stimulera* tous les travailleurs du front économique, il luttera pour une comptabilité exacte, il approuvera le bon travail et livrera au jugement de l'opinion publique les travailleurs négligents, retardataires ou incompétents de telle entreprise, ou administration, ou branche de l'économie, etc...

Le journal fournit une documentation abondante et très précieuse, notamment statistique, sur notre économie. Mais cette documentation souffre de deux défauts : elle est occasionnelle, incomplète, non systématique, et, de plus, elle n'est ni mise au point, ni analysée.

Pour plus de clarté, je prendrai des exemples.

L'article « Le bassin de Moscou en juillet » (n° 188) est parmi les meilleurs, car il analyse les chiffres qu'il compare au passé et aussi par entreprises. Mais l'analyse est incomplète. Pas d'explication des raisons pour lesquelles une entreprise (la mine de Tovarkovo) s'est acquittée d'une

tâche dont les autres ne se sont pas acquittées. Pas de conclusion pratique. Pas de comparaison avec les chiffres annuels.

Dans le n° 190, à la page 2, une foule de détails statistiques, comme le journal en est coutumier, mais ces détails ne sont absolument pas « digérés », ils restent fortuits, bruts, sans l'ombre d'une analyse, sans comparaison (avec le passé et avec d'autres entreprises), etc.

Pour que le journal devienne dans les faits, et pas seulement en paroles, l'organe du *C.T.D.*, les changements suivants sont nécessaires :

1) Surveiller plus sévèrement les négligences ou les lacunes dans l'expédition des comptes rendus aux administrations intéressées et stigmatiser les négligents, tout en *œuvrant* (par l'intermédiaire du Commissariat du Peuple intéressé ou du secrétariat du *C.T.D.*) pour une comptabilité ponctuelle.

2) Systématiser toutes les données statistiques beaucoup plus rigoureusement, c.-à-d. avec davantage de soin et de minutie, en recherchant toujours des chiffres pour la comparaison, en citant toujours des chiffres pour les années, les mois, etc., antérieurs, en rassemblant toujours la documentation pour analyser et expliquer les *causes* d'un échec, pour *mettre en avant* les entreprises qui réussissent, ou, du moins, sont en avance sur les autres, etc.

3) Organiser un réseau de correspondants à la base, *aussi bien sans-parti* que communistes, et consacrer davantage de place aux correspondances des provinces, des usines, des mines, des sovkhozes, des dépôts et des ateliers de chemin de fer, etc.

4) Publier dans des suppléments spéciaux des communiqués sur toutes les questions essentielles de notre économie. Il faut absolument que les communiqués soient mis au point et comportent une analyse exhaustive ainsi que des conclusions pratiques.

Comme le papier manque, il faut l'économiser. C'est sans doute réalisable. On peut, par exemple, abaisser le nombre des exemplaires de 44 000 à 30 000 (chiffre tout à fait suffisant pour une distribution correcte, si l'on compte 2 exemplaires pour chacun des 10 000 cantons, 4 pour

chacun des 1 000 districts, 10 pour chacune des 100 provinces et 5 000 en plus, uniquement pour les bibliothèques, les rédactions et un petit nombre d'administrations). Nous libérerons alors suffisamment de papier pour 8 suppléments par mois, de 2 pages chacun.

Cela suffit pour des communiqués mensuels sur toute une série de questions essentielles (combustible, industrie, 2 à 3 suppléments ; transports ; ravitaillement ; sovkhozes, etc.).

Ces suppléments doivent fournir un bilan statistique des aspects essentiels de l'économie, un bilan élaboré, analysé, et comportant des conclusions pratiques.

Dans le journal quotidien, toute la documentation statistique, très abondante mais extrêmement fragmentaire, doit être *alignée* sur ces communiqués mensuels, épurée des détails et des vétilles, etc.

Comme, pour de nombreuses questions, les sources de renseignements de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* et de l'*Office central de la statistique* sont identiques, ces suppléments doivent remplacer (provisoirement) les publications de l'*Office central de la statistique*

5) Toute la documentation statistique courante doit être répartie entre : (a) les collaborateurs de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn*, (b) les membres du *Gosplan* et (c) les membres ou les employés de l'*Office central de la statistique*, de façon que chacun « gère » *une* branche de l'économie nationale et soit *r e s p o n s a b l e*
(aa) de la réception en temps opportun des comptes-rendus ou des éléments de comptes rendus ; du succès de la « lutte » pour les obtenir ; des réclamations à cet effet, etc. ;
(bb) du dépouillement et de l'analyse des chiffres ;
(cc) des conclusions pratiques.

6) Pour les entreprises cédées en concession *et à bail*, l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* doit les suivre à la fois du point de vue de la comptabilité et du point de vue du contrôle et des conclusions, *exactement comme* pour les autres.

Je vous prie de réunir une conférence composée d'un rédacteur de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn*, d'un membre de l'Office central de la statistique et d'un membre du Gosplan en vue de discuter ces questions et ces mesures. Je

vous prie de me faire connaître les décisions de la conférence.

Le Président du *C.T.D. Lénine*

P.S. — Je demande à cette même conférence de discuter la question de l'élaboration d'un index-number (nombre-indice) afin de déterminer la situation d'ensemble de notre économie nationale. Cet « indice » doit être publié chaque mois.

Publié pour la première fois dans l'« Ekonomitcheskaïa Jizn », n° 31, 6 novembre 1923

Conforme au manuscrit

SUR L'EPURATION DU PARTI[14]

L'épuration du Parti a pris visiblement les proportions d'un travail sérieux, infiniment important.

Il est des endroits où l'on épure le Parti en se fondant avant tout sur l'expérience, sur les indications des ouvriers sans-parti, en s'inspirant de leurs suggestions, en tenant compte de l'avis de la masse des prolétaires sans-parti. C'est ce qui est le plus précieux, le plus important. Si nous pouvions réellement épurer *ainsi* le Parti du sommet à la base, « sans égard aux personnes », ce serait là une conquête vraiment considérable de la révolution.

Car les conquêtes de la révolution ne peuvent plus être aujourd'hui ce qu'elles étaient auparavant. Elles changent nécessairement de caractère, du fait que le front militaire a cédé la place au front économique, du fait que nous passons à une nouvelle politique économique, du fait que les conditions réclament en premier lieu le relèvement de la productivité du travail, le renforcement de la discipline du travail. Dans une telle période, la principale conquête de la révolution consiste en une amélioration intérieure, peu saillante, qui ne saute pas aux yeux, qu'on ne voit pas de prime abord : amélioration du travail, de son organisation, de ses résultats ; amélioration dans le sens de la lutte contre les influences dissolvantes que l'élément petit-bourgeois et petit-bourgeois anarchiste exerce sur le prolétariat et sur le Parti. Pour réaliser cette amélioration, il faut débarrasser le Parti des éléments qui perdent le contact avec la masse (sans parler, bien entendu, des éléments qui déshonorent le Parti aux yeux de la masse). Il est évident que

nous n'obéirons pas à toutes les suggestions de la masse, car elle aussi se laisse quelquefois influencer, surtout aux années de fatigue extrême, de surmenage, de privations et de souffrances excessives, par des idées qui sont rien moins qu'avancées. Mais éminemment précieuses sont les indications de la masse prolétarienne sans-parti, et en mainte occasion celles de la masse paysanne sans-parti, pour juger les hommes, répudier les « intrus », les « grands seigneurs », les « bureaucratisés ». La masse laborieuse saisit avec un instinct admirable la différence entre les communistes honnêtes et dévoués et ceux qui inspirent un sentiment de dégoût à l'homme qui gagne son pain à la sueur de son front, à celui qui n'a aucun privilège, aucun « passe-droit ».

Epurer le Parti en tenant compte des indications des travailleurs sans-parti est une grande chose. L'épuration nous donnera de sérieux résultats. Elle fera du Parti une avant-garde de la classe prolétarienne bien plus forte qu'avant ; une avant-garde plus solidement liée à la classe, plus capable de la conduire à la victoire, au milieu d'une foule de difficultés et de dangers.

En fait d'épuration du Parti, j'indiquerai une tâche particulière, celle qui consiste à l'épurer des anciens menchéviks. Selon moi, de tous les menchéviks qui ont adhéré au Parti après le début de 1918, on devrait en laisser dans le Parti, mettons, un centième tout au plus ; encore faudra-t-il vérifier chacun de ceux qu'on garde, trois et quatre fois. Pourquoi ? Parce que dans la période de 1918 à 1921, les menchéviks, comme courant politique, ont révélé deux traits qui leur sont propres : le premier, c'est l'art de s'adapter habilement, de « s'accrocher » au courant qui domine parmi les ouvriers ; le second, c'est de servir encore plus habilement, corps et âme, les gardes blancs, de les servir en fait tout en les reniant en paroles. Ces deux traits découlent de toute l'histoire du menchévisme : il suffit de se rappeler le « Congrès ouvrier » d'Axelrod[15], l'attitude des menchéviks envers les cadets[16] (et envers la monarchie) en paroles et en fait, etc., etc. Les menchéviks « s'infiltrent » dans le Parti communiste de Russie, non seulement et non pas tant par machiavélisme (encore que pour les procédés de diplomatie bourgeoise, les menchéviks aient prouvé dès 1903 qu'ils étaient passés maîtres en la

matière) que par leur « faculté d'adaptation » (mais toute adaptation n'est pas de l'opportunisme), et les menchéviks, en tant qu'opportunistes, s'adaptent, pour ainsi dire, « par principe » au courant qui domine parmi les ouvriers, changent de couleur pour mieux se dissimuler, comme le lièvre qui devient blanc en hiver. Cette faculté des menchéviks, il faut la connaître et en tenir compte. Or, en tenir compte, cela revient à épurer le Parti d'environ quatre-vingt-dix-neuf centièmes des menchéviks qui ont adhéré au P.C.R. après 1918, c'est-à-dire au moment où la victoire des bolchéviks est devenue d'abord probable, et puis certaine.

Il faut chasser du Parti les filous, les communistes bureaucratisés, malhonnêtes, mous, et les menchéviks qui ont « repeint façade », mais qui, dans l'âme, sont restés des menchéviks.

Le 20 septembre 1921.

La « Pravda » n° 210,
21 septembre 1921
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la «Pravda»

A PROPOS DES TACHES DE L'INSPECTION OUVRIERE ET PAYSANNE, DE LEUR INTERPRETATION ET DE LEUR EXECUTION[17]

L'Inspection ouvrière et paysanne n'a pas pour unique tâche, ni même pour tâche essentielle, d'« appréhender » et de « démasquer » (c'est l'affaire de la justice, à laquelle l'Inspection ouvrière et paysanne touche de près, sans s'y identifier nullement), mais bien plutôt de *savoir remédier.*

Corriger judicieusement et à temps : voilà la tâche principale de l'Inspection ouvrière et paysanne.

Pour savoir corriger, il faut, premièrement, *étudier* et connaître la marche du travail dans telle ou telle administration, entreprise, section, etc... ; deuxièmement, *opérer* à temps les changements pratiques nécessaires, les réaliser dans les faits.

Dans la façon de gérer les diverses entreprises, administrations, services, etc., de toutes espèces, il y a beaucoup de points communs qui touchent à l'essentiel. L'Inspection ouvrière et paysanne est appelée à former, grâce à l'expérience pratique, un groupe de dirigeants expérimentés et compétents, capables de poser les questions (lorsque les questions sont *posées* d'une façon judicieuse et correcte, le fait même de les poser décide du succès du contrôle et donne la possibilité de corriger), d'orienter le contrôle et l'inspection, de vérifier la correction, etc.

L'organisation de l'inventaire, par exemple, est une chose essentielle dans tous les services et administrations, même les plus dissemblables. L'Inspection ouvrière et paysanne doit l'avoir étudiée et la connaître ; elle doit pouvoir vérifier dans les délais les plus rapides (en envoyant quelqu'un pour une demi-heure ou une heure dans le bureau intéressé) si l'inventaire est mis sur pied, s'il l'est correctement, quels sont ses défauts, comment les éliminer, etc.

Les moyens de mettre en train un inventaire, de sanctionner les fautes, de déceler les duperies, de vérifier l'exécution pratique doivent être étudiés, rassemblés et systématisés à l'Inspection ouvrière et paysanne. Celle-ci doit avoir une *liste* des administrations, des services et des provinces qui ont *mis sur pied* un inventaire acceptable : qu'il y en ait 1 sur 100 et même 1 sur 1 000, ce n'est pas terrible, pourvu que l'on fasse *systématiquement* et sans faiblir une guerre soutenue et opiniâtre, afin d'élargir le champ d'application des bons exemples. Il doit y avoir à l'Inspection ouvrière et paysanne un tableau chronologique montrant le *déroulement* de cette guerre, nos succès et nos défaites dans cette bataille.

Après avoir pris connaissance de l'avant-projet de rapport sur les activités des organismes du combustible et sur la montée de la crise (du combustible) de l'automne 1921, je suis convaincu que la *base* du travail n'est pas organisée à l'Inspection ouvrière et paysanne comme il convient. Cet avant-projet ne contient *ni étude* de l'affaire, *ni effort pour corriger*.

On compare, par exemple, trois semaines de 1921 à celles de 1920. On prend le bilan pur et simple. La comparaison est erronée, car elle ne tient compte ni (1) de la différence dans l'approvisionnement en vivres (le printemps de 1921 et tout le premier semestre de cette année ont été placés dans des conditions *particulières*, en raison du *passage* à l'impôt en nature), ni (2) de la mauvaise récolte de 1921.

Danichevski indique : les provinces qui n'ont pas été touchées par la mauvaise récolte ont réalisé en 1921 le programme des trois semaines *à plus de 100%* ; les provinces

où la récolte a été mauvaise ont accusé un déficit énorme.

Il n'y a aucune analyse dans le rapport.

Les défauts de l'inventaire de la Direction centrale de l'industrie forestière sont sans doute signalés correctement dans le rapport préliminaire de l'Inspection ouvrière et paysanne. Danichevski lui-même le reconnaît. Cela est prouvé. L'inventaire est défectueux.

Mais, justement sur cette question *essentielle*, il est inadmissible que l'Inspection ouvrière et paysanne *se limite* dans son rapport préliminaire à une « thèse » : « L'inventaire est mauvais, l'inventaire n'existe pas ». Qu'ont donc fait les camarades de l'Inspection ouvrière et paysanne pour en *corriger* l'organisation? De nombreux travailleurs en vue de l'Inspection ouvrière et paysanne ont participé *personnellement*, au cours de l'hiver et du printemps de 1921, à d'*innombrables* conférences et commissions sur la question de la crise du combustible. C'est au printemps de 1921 (en *mars*, je crois) qu'a eu lieu la mutation des administrateurs de la Direction centrale de l'industrie forestière. C'est donc en *mars* 1921 que l'on devait en organiser *à neuf l'inventaire*.

Danichevski l'a fait. Mais d'une façon *non satisfaisante*. Son inventaire est défectueux. Danichevski est coupable, incontestablement.

Mais trouver un coupable en la personne d'un chef, ce n'est qu'une toute petite partie du travail.

L'Inspection ouvrière et paysanne a-t-elle accompli sa tâche et son devoir ? *A-t-elle bien compris sa tâche* ? Voilà la question principale à laquelle on est obligé de répondre : non.

Connaissant la situation critique en matière de combustible, sachant que le bois est l'essentiel, sachant que sous l'ancienne Direction centrale de l'industrie forestière (Lomov) l'inventaire était mauvais, l'Inspection ouvrière et paysanne devait

en *mars* 1921, donner un *conseil formel*, par écrit : organisez l'inventaire *de telle façon*.

en *avril* 1921, vérifier comment la nouvelle direction (Danichevski) avait *mis sur pied* l'inven-

taire et donner *à nouveau* un conseil formel, par écrit: faites telles corrections, sinon les choses n'iront pas.

en *mai* 1921, vérifier encore une fois et ainsi de suite *chaque mois* jusqu'à ce que l'inventaire soit mis en train convenablement.

C'est au printemps de 1921 que l'Inspection ouvrière et paysanne devait désigner un contrôleur (le mieux est *une* personne, et non une « section », bien qu'il existe sans doute en pratique toute une « section » à l'Inspection ouvrière et paysanne qui s'occupe du contrôle ou de la vérification pour le bois ou le combustible en général), afin de suivre l'inventaire de la Direction centrale de l'industrie forestière, de l'*é t u d i e r*, de faire chaque mois un rapport à tel membre du collège ou de fournir des communiqués (inventaire acceptable dans tant de provinces ; leur liste ; aucun dans tant d'autres, etc. Mesures ? Au Comité central du P.C.R. ? au C.E.C. de Russie ? Résultats des mesures ?).

Danichevski est fautif pour avoir mal organisé l'inventaire.

L'Inspection ouvrière et paysanne, c'est-à-dire *un contrôleur* ou un inspecteur *donné*, responsable, dont j'ignore le nom, est coupable de n'avoir pas fait son devoir *depuis mars 1921*.

Question pratique, concrète, non bureaucratique : comment *corriger* l'inventaire de la Direction centrale de l'industrie forestière ?

N'ayant pas trouvé de réponse à cette question (essentielle) dans le rapport préliminaire de l'Inspection ouvrière et paysanne qui *devait* donner cette réponse, je cherche la réponse moi-même, mais je peux facilement me tromper, car je n'ai pas étudié la question. Voici mes propositions que je serais heureux de modifier si on m'en fait de meilleures :

1) fournir la documentation (tous les 15 jours) non par la poste, comme actuellement, mais par téléphone ;

2) établir pour cela une sorte de « code » : 7 à 9 chiffres avec des lettres, pour donner le bilan en quelques lignes

(sajènes [18] cubes stockés ; expédiés ; grain, fourrage, etc... reçus et distribués) ;

3) légaliser le droit de Danichevski de procéder à des arrestations pour non remise des comptes rendus à temps, ou bien (si cela est impossible, si cela ne convient pas pour une raison quelconque), faire une demande d'*arrestation* auprès du présidium du C.E.C.R. pour non remise des comptes ; faire adopter une directive en ce sens par le C.C. du P.C.R. ; vérifier l'exécution ;

4) les moyens de *vérifier sur place*, personnellement et directement, sont-ils appliqués ? Comment ? Où sont les difficultés?

Danichevski dit qu'il a désigné dans toute la Russie des contrôleurs *itinérants*, lesquels se sont déjà rendus dans *toutes* les provinces, sont allés jusqu'à la base, stimuleraient les retardataires et ont déjà réussi pour de nombreuses provinces.

Est-ce exact ? Danichevski n'est-il pas induit en erreur par ses fonctionnaires ?

Cela est fort probable.

L'Inspection ouvrière et paysanne doit étudier et connaître cela. Pas un mot là-dessus dans le rapport préliminaire. Quand les contrôleurs itinérants ont-ils été désignés ? Combien sont-ils ? Leur niveau ? Le bilan de leur travail ? Comment corriger ce qui est mal organisé ? Voilà l'essentiel ; or, c'est justement cet essentiel que le contrôleur de l'Inspection ouvrière et paysanne a passé sous silence.

Je le répète, la question de l'organisation de l'inventaire est une question fondamentale. Elle n'est pas étudiée par l'Inspection ouvrière et paysanne. Celle-ci n'a pas accompli — et même, selon toute apparence, *n'a pas compris* — cette tâche : veiller à l'inventaire, rechercher et obtenir son amélioration.

> Par le C.E.C.R., par le C.C. du P.C.R., par tous les moyens, l'Inspection ouvrière et paysanne doit savoir « conduire » l'affaire jusqu'aux plus hautes instances du Parti et des Soviets et obtenir les corrections dans l'organisation de l'inventaire.

Je me suis arrêté en détail sur une question très importante (et très simple) : la mise sur pied de l'inventaire,

mais ensuite viendront d'autres questions également importantes et plus difficiles, par exemple l'organisation du travail par contrats (vérification de l'exécution ; l'inventaire, etc...) etc.

Une question particulièrement intéressante est *effleurée* dans l'avant-projet de rapport ; elle aussi est seulement effleurée, au lieu d'être pratiquement avancée. L'auteur de l'avant-projet écrit : « Les dirigeants responsables sont accablés de travail jusqu'à l'épuisement, alors que les appareils techniques des organismes subordonnés (on cite les Directions centrales du charbon, de l'industrie forestière, subordonnées à la Direction centrale du combustible) *sont remplis d'employés inactifs.*»

Je suis sûr que c'est là une observation précieuse et absolument juste, et qu'elle ne concerne pas seulement la Direction du combustible, mais la totalité ou les 99% des administrations et services.

Ce mal est partout.

L'Inspection ouvrière et paysanne devait, en mars, alors que l'organisme (nouveau) était en voie de formation, ou au plus tard en avril, alors qu'il était créé, soumettre formellement et par écrit la proposition :

Corrigez de telle façon.

Cela n'a pas été fait.

Comment faut-il corriger ce mal ?

Même d'une façon approximative, je ne le sais pas. L'Inspection ouvrière et paysanne doit le savoir, car c'est son affaire d'étudier cela, de comparer les différents services, d'apporter des propositions pratiques, de les vérifier dans les faits, etc.

En disant «l'Inspection ouvrière et paysanne», je pense avant tout à l'auteur de cet avant-projet de rapport. Mais il est clair pour moi que cela ne concerne pas cet auteur seulement.

Il faut choisir à l'Inspection ouvrière et paysanne quelques travailleurs absolument honnêtes, sensés et expérimentés, 2 ou 3 au moins (on les trouvera certainement), et leur faire établir un plan rationnel du travail des réviseurs, pour commencer au moins la mise en train de l'inventaire. Il vaut mieux entreprendre peu de chose, mais le poursuivre jusqu'au bout.

L'auteur de l'avant-projet effleure une foule de sujets, mais les sujets ne sont pas étudiés, ils sont enfilés à la hâte, sans cohérence. On joue aux « rapports parlementaires ». Ce n'est pas cela qu'il faut, mais une *correction pratique.*

Le manque d'étude ressort, par exemple, de la question 52 (39) : choisir uniquement les mines modèles. C'est exactement la conclusion de la commission du C.T.D. (Smilga et Ramzine) après leur visite du bassin du Donetz en septembre 1921. C'est exactement la conclusion du Gosplan.

D'où vient que je connais le travail du Gosplan et de la commission de Smilga, tandis que le *réviseur* qui s'est *spécialement* occupé du rapport sur la Direction du combustible ne le connaît pas ?

Mauvaise organisation.

Comme conclusion pratique, je propose :

1) mettre à part au moins la question de l'organisation de l'inventaire et la régler jusqu'au bout ;

2) la confier à des gens nommément désignés et me communiquer leurs noms ;

3) me communiquer le nom du réviseur chargé de la Direction centrale du combustible.

Lénine

27.IX.1921.

Publié pour la première fois le 6 février 1927 dans la « Pravda » n° 30

Conforme au manuscrit

AU PRESIDIUM DU VIIIe CONGRES DES ELECTROTECHNICIENS DE RUSSIE [19]

Je regrette très vivement de n'avoir pas pu saluer personnellement le Congrès.

J'ai eu l'occasion de parler plus d'une fois de l'importance du livre *Le plan d'électrification*, et encore plus de l'électrification elle-même [20]. La grande industrie mécanisée et son implantation dans l'agriculture sont l'unique base économique du socialisme, l'unique base permettant de lutter victorieusement afin de délivrer l'humanité du joug du capital, d'éviter à des dizaines de millions d'hommes d'être exterminés ou mutilés pour savoir qui l'emportera dans le partage du monde, le rapace anglais ou allemand, japonais ou américain, etc.

La République ouvrière et paysanne des Soviets a entrepris l'électrification systématique et planifiée de notre pays. Nos débuts ont beau être modestes, médiocres, les difficultés de cette entreprise ont beau être incroyablement grandes pour un pays ruiné par les gros propriétaires fonciers et les capitalistes en 4 ans de guerre impérialiste et 3 ans de guerre civile, pour un pays guetté par la bourgeoisie du monde entier qui vise à l'écraser et à en faire sa colonie, l'électrification a beau progresser chez nous avec une lenteur désespérante, elle n'en progresse pas moins. Avec l'aide de votre Congrès, avec l'aide de tous les électrotechniciens de Russie et de certains parmi les meilleurs et les plus avancés des savants du monde entier, et grâce aux efforts héroïques de l'avant-garde des ouvriers et des

paysans travailleurs, nous viendrons à bout de cette tâche et nous réaliserons l'électrification de notre pays.

Je salue le VIII^e Congrès des électrotechniciens de Russie et je souhaite le maximum de succès à ses travaux.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple
V. Oulianov (Lénine)

Rédigé le 8 octobre 1921, publié le 11 octobre 1921, dans le n° 3 du « Bulletin du VIII^e Congrès des électrotechniciens de Russie »

Conforme au manuscrit

La première page
du manuscrit de V. Lénine
«Pour le quatrième anniversaire
de la Révolution d'Octobre»
— 14 octobre 1921

Réduction

К четырехлетней годовщине октябрьской революции

Наступает четырехлетняя годовщина 25-го октября (7 ноября).

Чем дальше отходит от нас этот великий день, тем яснее становится значение пролетарской революции в России, тем глубже вдумываемся мы и в практический опыт нашей работы, взятый в целом.

В самых кратких — и, конечно, далеко неполных и неточных — абрисах это значение и этот опыт можно бы изобразить следующим образом.

Непосредственной и ближайшей задачей революции в России была задача буржуазно-демократическая: свергнуть остатки средневековья, смести их до конца, очистить Россию от этого варварства, от этого позора, от этого величайшего тормоза всякой культуры и всякого прогресса в нашей стране.

И мы вправе гордиться тем, что провели эту чистку гораздо решительнее, быстрее, смелее,

POUR LE QUATRIEME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Voici venir le quatrième anniversaire du 25 octobre (7 novembre).

Plus cette grande journée s'éloigne de nous, et plus clair devient le rôle de la révolution prolétarienne en Russie, plus profondément aussi nous méditons l'expérience pratique de notre travail, considérée dans son ensemble.

Si l'on veut donner un aperçu très succinct et, partant fort incomplet, insuffisamment précis, de ce rôle et de cette expérience, voici ce qu'on peut dire.

La révolution en Russie s'assignait comme objectif direct, immédiat, une tâche démocratique bourgeoise : supprimer les vestiges du moyen âge, les faire disparaître à jamais, nettoyer la Russie de cette barbarie, de cette honte, de ce qui freinait démesurément toute culture et tout progrès dans notre pays.

Et nous sommes en droit d'être fiers d'avoir opéré ce nettoyage beaucoup plus résolument, plus vite, plus hardiment, avec beaucoup plus de succès, d'ampleur et de profondeur — du point de vue de l'action exercée sur la masse populaire, sur le gros de cette masse — que ne l'avait fait la Grande révolution française, il y a plus de 125 ans.

Anarchistes et démocrates petits-bourgeois (c'est-à-dire les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que représentants russes de ce type social international) ont embrouillé et continuent à embrouiller terriblement la question du rapport entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste (*c'est-à-dire* proléta-

rienne). La justesse de notre conception du marxisme sur ce point, de notre façon d'utiliser l'expérience des révolutions passées s'est, depuis quatre ans, pleinement vérifiée. Nous avons, comme personne, mené *jusqu'au bout* la révolution démocratique bourgeoise. C'est en toute conscience, d'un pas ferme et sans dévier que nous marchons *en avant*, vers la révolution socialiste, sachant qu'elle n'est pas séparée de la révolution démocratique bourgeoise par une muraille de Chine, sachant que *seule la lutte* décidera de l'avance que nous réussirons à prendre (en fin de compte), de la portion de notre tâche infiniment grande que nous exécuterons, de la partie de nos victoires que nous consoliderons. Qui vivra verra. Mais dès aujourd'hui nous voyons qu'un travail prodigieux — pour un pays ruiné, exténué, arriéré — a été accompli quant à la transformation socialiste de la société.

Mais terminons cet aperçu sur le contenu démocratique bourgeois de notre révolution. Les marxistes doivent comprendre ce qu'il en est. A titre d'illustration, prenons quelques exemples pratiques.

Le contenu démocratique bourgeois de la révolution, c'est l'élimination des coutumes moyenâgeuses, du servage, du féodalisme dans les rapports sociaux (régime, institutions).

Quelles étaient les manifestations essentielles, survivances et vestiges du servage en Russie à la veille de 1917 ? La monarchie, les castes, la propriété terrienne et la jouissance du sol, la situation de la femme, la religion, l'oppression des nationalités. Prenez n'importe laquelle de ces « écuries d'Augias » laissées, soit dit à propos, dans une notable mesure, incomplètement nettoyées par tous les Etats avancés au moment où ils firent *leurs* révolutions démocratiques bourgeoises, il y a 125, 250 ans et plus (1649 en Angleterre), — prenez n'importe laquelle de ces écuries d'Augias : vous verrez que nous les avons nettoyées à fond. En quelque *dix semaines*, depuis le 25 octobre (7 novembre) 1917 jusqu'à la dissolution de la Constituante (5 janvier 1918), nous avons fait dans ce domaine mille fois plus que n'ont fait, *en huit mois* d'exercice de leur pouvoir, démocrates et libéraux bourgeois (cadets) et démocrates petits-bourgeois (menchéviks et socialistes-révolutionnaires).

Ces poltrons, ces bavards, ces Narcisses épris d'eux-mêmes et ces Hamlet au petit pied, brandissaient un glaive de carton — et ils n'ont pas même supprimé la monarchie ! Nous avons vidé l'ordure monarchique comme jamais personne ne l'a fait. Nous n'avons pas laissé pierre sur pierre, brique sur brique, de l'édifice séculaire du régime des castes (jusqu'à présent les pays les plus avancés, comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne n'ont pas encore fait disparaître les vestiges des ordres !). Les racines les plus profondes de ce régime, savoir : les restes de la féodalité et du servage dans la propriété terrienne, nous les avons extirpées à fond. « On peut discuter » (il y a à l'étranger suffisamment de littérateurs, de cadets, de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires pour se livrer à ces discussions) sur la question de savoir ce qui résultera «au bout du compte » des réformes agraires de la Grande Révolution d'Octobre. Nous ne sommes pas disposés aujourd'hui à perdre notre temps à ces discussions, car c'est par la lutte que nous tranchons ce différend et toute la masse des différends qui s'y rattachent. Mais on ne saurait contester le fait que, huit mois durant, les démocrates petits-bourgeois « se sont entendus » avec les grands propriétaires fonciers, dépositaires des traditions du servage, tandis que quelques semaines nous ont suffi pour balayer à jamais de la terre russe ces propriétaires et toutes leurs traditions.

Prenez la religion, ou l'absence de droits pour la femme, ou l'oppression et l'inégalité en droits pour les nationalités non russes. Autant de problèmes relevant de la révolution démocratique bourgeoise. Les plats personnages de la démocratie petite-bourgeoise ont palabré sur ce thème huit mois durant ; il n'est *pas un seul pays*, parmi les plus avancés du monde, où *ces* questions aient été résolues *jusqu'au bout* dans le sens *démocratique bourgeois*. Chez nous, elles ont été résolues jusqu'au bout par la législation de la Révolution d'Octobre. Nous avons combattu pour de bon et continuons de combattre la religion. Nous avons octroyé à *toutes* les nationalités non russes *leurs propres* républiques ou régions autonomes. La Russie ne connaît plus cette bassesse, cette infamie et cette ignominie, qu'est l'absence de droits ou l'inégalité des droits pour la femme, cette survivance révoltante de la féodalité et

du moyen âge, replâtrée dans tous les pays du globe, sans exception aucune, par la bourgeoisie cupide et la petite bourgeoisie obtuse et effarée.

C'est là le contenu de la révolution démocratique bourgeoise. Il y a cent cinquante et deux cent cinquante ans, les chefs éclairés de cette révolution (de ces révolutions, s'il s'agit de chaque variété nationale d'un type commun) avaient promis aux peuples d'affranchir l'humanité des privilèges moyenâgeux, de l'inégalité de la femme, des prérogatives accordées par l'Etat à telle ou telle religion (ou « à l'*idée* de religion », à la « religiosité » en général), de l'inégalité des nationalités. Cette promesse, ils ne l'ont pas tenue. Ils ne pouvaient le faire, car ils en ont été empêchés par le « respect » — de la « sacro-sainte propriété privée ». Notre révolution prolétarienne n'avait pas ce « respect » maudit à l'égard de ces survivances moyenâgeuses trois fois maudites et de cette « sacro-sainte propriété privée ».

Mais pour consolider, au profit des peuples de Russie, les conquêtes de la révolution démocratique bourgeoise, nous devions gagner du terrain. C'est ce que nous avons fait. Nous avons résolu les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise en passant, en cours de route, comme un « produit accessoire » de notre principale et véritable action révolutionnaire, *prolétarienne*, socialiste. Les réformes, avons-nous toujours dit, sont un produit accessoire de la lutte de classes révolutionnaire. Les réformes démocratiques bourgeoises — nous l'avons dit et l'avons prouvé par nos actes — sont un produit accessoire de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Au reste, tous les Kautsky, Hilferding, Martov, Tchernov, Hilquit, Longuet, Macdonald, Turati et autres bonzes du marxisme « II 1/2 » n'ont pas su comprendre *ce* rapport entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste prolétarienne. La première se transforme en la seconde. La seconde résout, en passant, les problèmes de la première. La seconde corrobore l'œuvre de la première. La lutte, et la lutte seule, décide dans quelle mesure la seconde réussit à surpasser la première.

Le régime soviétique est précisément l'une des confirmations ou manifestations éclatantes de cette transforma-

tion d'une révolution en une autre. Le régime soviétique est le maximum de démocratisme pour les ouvriers et les paysans ; en même temps, il implique la rupture avec le démocratisme *bourgeois* et l'apparition, dans l'histoire mondiale, d'un *nouveau type* de démocratie, savoir : le démocratisme prolétarien ou la dictature du prolétariat.

Que les cabots et les porcs de la bourgeoisie agonisante et de la démocratie petite-bourgeoise qui se traîne à sa suite, nous accablent de malédictions, d'injures, de railleries pour les impairs et les erreurs que nous commettons en construisant *notre* régime soviétique. Nous n'oublions pas un instant que nous avons commis et commettons encore une foule d'impairs et d'erreurs. Le moyen de ne pas en commettre dans une œuvre aussi neuve dans l'histoire mondiale qu'est la création d'un *type* encore inconnu de régime d'Etat ! Nous lutterons sans désemparer pour corriger nos impairs et nos erreurs, pour améliorer l'application très imparfaite que nous faisons des principes soviétiques. Mais nous sommes en droit d'être fiers, et nous le sommes en effet, de ce que le bonheur nous soit échu de *commencer* la construction de l'Etat soviétique, de *commencer* ainsi une nouvelle époque de l'histoire mondiale, époque de domination d'une *nouvelle* classe, opprimée dans tous les pays capitalistes et s'acheminant partout vers une vie nouvelle, vers la victoire sur la bourgeoisie, vers la dictature du prolétariat, vers l'affranchissement de l'humanité du joug du capital, des guerres impérialistes.

La question des guerres impérialistes, de la politique internationale du capital financier prédominant aujourd'hui dans le monde entier, — politique qui *inéluctablement* engendre de nouvelles guerres impérialistes et pousse nécessairement à une accentuation inouïe de l'oppression nationale, du pillage, du brigandage, de l'étranglement des petites nationalités faibles et arriérées par une poignée de puissances « avancées » —, cette question, depuis 1914, est devenue la pierre angulaire de toute la politique de tous les pays du globe. C'est une question de vie ou de mort pour des dizaines de millions d'êtres humains. C'est la question de savoir si dans la prochaine guerre impérialiste que la bourgeoisie prépare sous nos yeux et que nous voyons surgir du capitalisme, il sera exterminé 20 millions

d'hommes (au lieu des 10 millions de tués pendant la guerre de 1914-1918 et les « petites » guerres qui s'y greffent et qui ne sont pas terminées à ce jour) ; si au cours de l'inévitable (avec le maintien du capitalisme) guerre qui vient il y aura 60 millions de mutilés (au lieu des 30 millions d'estropiés en 1914-1918). Sur ce terrain également, notre Révolution d'Octobre a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire mondiale. Les valets de la bourgeoisie et ses thuriféraires — en la personne des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, en la personne de toute la démocratie petite-bourgeoise pseudo-« socialiste » du monde entier — se sont gaussés du mot d'ordre de «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Or, ce mot d'ordre s'est trouvé être l'unique *vérité* — désagréable, brutale, toute nue, atroce, soit ! — mais une *vérité* dans cette nuée de mensonges chauvins et pacifistes les plus raffinés. Ces mensonges s'effondrent. La paix de Brest-Litovsk est démasquée. Chaque jour démasque de plus en plus implacablement le rôle et les conséquences d'une paix pire encore que celle de Brest-Litovsk, la paix de Versailles. Et devant les millions et les millions d'hommes qui réfléchissent aux causes de la guerre d'hier et à la guerre imminente de demain, s'affirme toujours plus évidente, plus précise et plus impérieuse, cette terrible vérité : il est impossible de s'arracher à la guerre impérialiste et au monde * impérialiste (si nous avions encore l'ancienne orthographe, j'aurais employé ici les deux mots « mir » dans leurs deux acceptations) qui l'engendre inévitablement, — il est impossible de s'arracher à cet enfer *autrement que par une lutte bolchévique et une révolution bolchévique.*

Que la bourgeoisie et les pacifistes, les généraux et les petits bourgeois, les capitalistes et les philistins, tous les chrétiens croyants et tous les chevaliers de la IIe Internationale et de l'Internationale II 1/2 vitupèrent frénétiquement cette révolution. Il n'est point de flots de haine, de calomnies et de mensonges qui puissent estomper ce

* En russe « mir ». D'après l'ancienne orthographe, ce mot s'écrivait différemment, selon qu'il signifiait « paix » ou « monde ». *(N. R.)*

fait d'une portée historique, que pour la première fois depuis des siècles et des millénaires les esclaves ont répondu à la guerre entre esclavagistes, en proclamant ouvertement le mot d'ordre : transformons cette guerre entre esclavagistes pour le partage de leur butin, en une guerre des esclaves de toutes les nations contre les esclavagistes de toutes les nations.

Pour la première fois depuis des siècles et des millénaires ce mot d'ordre, d'expectative vague et impuissante qu'il était, est devenu un programme politique clair et précis, une lutte active menée par des millions d'opprimés, sous la direction du prolétariat ; il est devenu la première victoire du prolétariat, sa première victoire dans sa lutte pour supprimer les guerres, pour unir les ouvriers de tous les pays contre l'alliance de la bourgeoisie des diverses nations, de cette bourgeoisie qui fait la paix et la guerre aux dépens des esclaves du capital, aux dépens des ouvriers salariés, aux dépens des paysans, aux dépens des travailleurs.

Cette première victoire *n'est pas encore une victoire définitive* et notre Révolution d'Octobre l'a remportée au prix de difficultés et de privations inouïes, de souffrances sans nom, après une suite d'échecs et d'erreurs considérables de notre part. Le moyen, pour un peuple arriéré, de triompher, sans échecs et sans erreurs, des guerres impérialistes menées par les pays les plus puissants et les plus avancés du globe ! Nous ne craignons pas de reconnaître nos erreurs ; nous les envisagerons avec lucidité pour apprendre à les corriger. Mais un fait reste acquis : pour la première fois depuis des centaines et des milliers d'années la promesse de « répondre » à la guerre entre esclavagistes par une révolution des esclaves *contre* les esclavagistes de tout genre et de tout ordre, *a été remplie jusqu'au bout* ——— et continue d'être remplie malgré toutes les difficultés.

C'est nous qui avons commencé cette œuvre. Quand, dans quel délai, les prolétaires de quelle nation la feront aboutir, il n'importe. Ce qui importe, c'est que la glace est rompue, la voie est ouverte, la route tracée.

Continuez vos pratiques hypocrites, messieurs les capitalistes de tous les pays, qui « défendez la patrie » japonaise

contre l'américaine, l'américaine contre la japonaise, la française contre l'anglaise, et ainsi de suite ! Continuez, messieurs les chevaliers de la II Internationale et de l'Internationale II 1/2, avec tous les petits bourgeois et philistins pacifistes du monde entier —, continuez à « escamoter » la question touchant les moyens de lutte contre les guerres impérialistes, en lançant de nouveaux « manifestes de Bâle » (sur le modèle du manifeste de Bâle de 1912[21]). *La première révolution bolchévique* a arraché à la guerre impérialiste, au monde impérialiste, *la première centaine de millions d'hommes* sur la terre. Les révolutions futures arracheront à ces guerres et à ce monde toute l'humanité.

Une dernière tâche, la plus importante et la plus difficile, et la moins achevée, c'est l'œuvre d'édification économique, la mise en place des fondements économiques de l'édifice nouveau, socialiste, au lieu de l'édifice féodal démoli, et de l'édifice capitaliste à moitié démoli. C'est là, en accomplissant cette tâche, la plus importante et la plus difficile, que nous avons essuyé le plus d'échecs et commis le plus d'erreurs. Le moyen d'entreprendre sans échecs ni erreurs, une œuvre de cette importance, sans précédent dans le monde ! Or, nous l'avons entreprise. Nous la poursuivons. Aujourd'hui précisément, par notre « nouvelle politique économique », nous corrigeons toute une suite de nos erreurs; nous apprenons comment il faut poursuivre la construction de l'édifice socialiste, dans un pays de petits paysans, sans commettre ces erreurs.

Immenses sont les difficultés. Nous avons l'habitude de combattre des difficultés immenses. Ce n'est pas pour rien que nos ennemis disent de nous que nous sommes « fermes comme le roc », et qu'ils nous ont surnommés les représentants d'une « politique à rompre-les-os ». Mais nous avons appris aussi — du moins jusqu'à un certain point — un autre art indispensable dans la révolution : c'est celui d'être souples, de savoir changer de tactique vite, brusquement, en tenant compte des conditions objectives modifiées, en choisissant une autre voie pour arriver à notre but, si l'ancienne s'est avérée, pour la période de temps donné, inopportune, impraticable.

Emportés par la vague d'enthousiasme, nous comptions, nous qui avions éveillé l'enthousiasme populaire —

d'abord politique et puis militaire —, nous comptions pouvoir réaliser directement à la faveur de cet enthousiasme, des tâches économiques aussi grandioses que les tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptions — ou, peut-être, sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant —, pouvoir par les ordres exprès de l'Etat prolétarien, organiser à la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. Une suite de degrés intermédiaires se sont révélés indispensables : le capitalisme d'Etat et le socialisme, en vue de *préparer* — par un travail de longues années — le passage au communisme. Ce n'est pas en vous appuyant directement sur l'enthousiasme, mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe de la gestion équilibrée, qu'il vous faut d'abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat. Autrement vous n'approcherez pas du communisme ; autrement vous n'amènerez pas des dizaines et des dizaines de millions d'hommes au communisme. Voilà ce que nous a révélé la vie. Voilà ce que nous a révélé la marche objective de la révolution.

Et nous, qui avons un peu appris, en ces trois ou quatre années, à opérer de brusques tournants (quand un brusque tournant s'impose), nous nous sommes mis avec zèle, avec attention, avec assiduité (quoique encore avec insuffisamment de zèle, d'attention et d'assiduité) à étudier le nouveau tournant, la « nouvelle politique économique ». L'Etat prolétarien doit devenir un « patron » prudent, soigneux et habile, *un négociant en gros* consciencieux — sinon il ne pourra pas mettre debout, économiquement, ce pays de petits paysans. Aujourd'hui, dans les conditions présentes, à côté de l'Occident capitaliste (pour l'instant encore capitaliste), on ne saurait passer autrement au communisme. Un négociant en gros, cela paraît être un type économique éloigné du communisme comme le ciel l'est de la terre. Mais c'est précisément là une de ces contradictions qui, dans la réalité vivante, mène de la petite exploitation paysanne au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat. L'intérêt

personnel a pour effet de relever la production ; il nous faut augmenter la production avant tout et coûte que coûte. Le commerce en gros unit économiquement des millions de petits paysans, en les intéressant, en les associant, en les amenant au degré suivant : aux diverses formes d'association et d'union dans la production elle-même. Nous avons déjà amorcé la réorganisation indispensable de notre politique économique. Dès à présent nous enregistrons, dans ce domaine, certains succès, pas bien grands, il est vrai, partiels, mais néanmoins incontestables. Nous terminons, en ce domaine de la nouvelle « science », notre cours préparatoire. C'est en étudiant avec fermeté et persévérance, en vérifiant par l'expérience acquise chacun de nos pas, sans crainte de refaire plusieurs fois ce que nous avons commencé, de corriger nos erreurs ; c'est en nous attachant à en pénétrer le sens que nous passerons dans les classes supérieures. Nous suivrons le « cours » entier, bien que les conditions de l'économie et de la politique mondiales l'aient rendu beaucoup plus long et beaucoup plus ardu que nous ne l'aurions voulu. Coûte que coûte, si pénibles que soient les souffrances de la période de transition, les calamités, la famine, les ravages, nous ne nous laisserons pas abattre et mènerons notre œuvre jusqu'à la victoire finale.

14.X.1921.

La « Pravda » n° 234, 18 octobre 1921.
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE ET LES TACHES DES SERVICES D'EDUCATION POLITIQUE

RAPPORT PRESENTÉ AU IIe CONGRES DES SERVICES D'EDUCATION POLITIQUE DE RUSSIE LE 17 OCTOBRE 1921[22]

Camarades, j'ai l'intention de consacrer le présent rapport, ou plus exactement la présente causerie, à la nouvelle politique économique et aux tâches des services d'éducation politique, telles que je les comprends, en liaison avec cette politique. Il m'apparaît au plus haut point erroné de limiter les rapports sur les questions qui n'entrent pas dans le cadre de tel ou tel congrès à de simples informations sur ce qui se fait en général dans le Parti ou dans la République des Soviets.

UN TOURNANT BRUSQUE DU POUVOIR DES SOVIETS ET DU P.C.R.

Sans nier du tout l'utilité de telles informations, et sans nier l'utilité de conférences sur toute sorte de questions, je trouve quand même que le défaut principal, dans le travail de la plupart de nos congrès, c'est l'absence d'un lien direct et immédiat avec les tâches pratiques qui leur incombent. Et c'est de ces défauts que je voudrais parler un peu, en liaison avec la nouvelle politique économique et à son propos.

Je parlerai de la nouvelle politique économique à traits rapides et généraux. L'immense majorité d'entre vous, ca-

marades, est composée de communistes et, malgré la grande jeunesse de certains, de communistes qui ont accompli un important travail dans notre politique générale au cours des premières années de notre révolution. En tant qu'hommes ayant assuré une partie notable de ce travail, vous ne pouvez manquer de voir quel tournant brusque ont opéré notre pouvoir soviétique et notre Parti communiste en passant à la politique économique que l'on qualifie de « nouvelle », nouvelle en comparaison de notre politique économique antérieure.

Or, quant au fond, il y a en elle davantage d'éléments anciens que dans notre politique économique antérieure.

Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que, si l'on ne peut pas dire que notre politique économique antérieure escomptait (car dans la situation d'alors, d'une façon générale, nous escomptions peu), du moins elle supposait jusqu'à un certain point (et on peut dire qu'elle le supposait gratuitement) qu'il se produirait une transition directe de la vieille économie russe à la production d'Etat et à la répartition suivant les principes communistes.

Si nous nous souvenons de nos propres publications économiques antérieures, si nous nous rappelons ce qu'écrivaient les communistes avant de prendre le pouvoir en Russie et peu de temps après l'avoir pris, au début de 1918 par exemple, alors que le premier assaut politique contre l'ancienne Russie s'était achevé par un succès énorme, que la République des Soviets avait été créée, que la Russie était sortie de la guerre impérialiste, gravement mutilée certes, mais en était sortie quand même, et avec moins de dégâts que si elle avait continué, sur le conseil des impérialistes et des menchéviks unis aux socialistes-révolutionnaires, à « défendre la patrie », eh bien, nous voyons que, dans la première période, alors que nous venions à peine d'achever le premier acte de l'édification du pouvoir des Soviets et que nous venions à peine de sortir de la guerre impérialiste, nous parlions alors de nos tâches d'édification économique avec beaucoup plus de prudence et de circonspection que nous ne l'avons fait dans la seconde moitié de 1918 et tout au long des années 1919 et 1920.

LE C.E.C. DE RUSSIE ET LE ROLE DE LA PAYSANNERIE EN 1918

S'il en est parmi vous qui n'étaient pas à l'époque des militants actifs du Parti et du pouvoir des Soviets, ils pourraient en tout cas prendre connaissance (et ils l'ont fait, naturellement) de résolutions comme celle adoptée par le Comité exécutif central de Russie à la fin d'avril 1918[23]. Cette résolution indiquait la nécessité de tenir compte de l'économie paysanne et s'appuyait sur un rapport qui prenait en considération le rôle du capitalisme d'Etat dans l'édification du socialisme lorsqu'il s'agit d'un pays paysan, sur un rapport qui soulignait l'importance de la responsabilité personnelle, individuelle, qui soulignait l'importance de ce facteur dans le domaine de l'administration du pays, à la différence des tâches politiques de l'édification du pouvoir et des tâches militaires.

NOTRE ERREUR

Au début de 1918, nous comptions sur une certaine période pendant laquelle l'édification pacifique serait possible. Après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, le danger semblait être écarté ; on pouvait entreprendre la construction pacifique. Mais nous nous méprenions, car en 1918 s'est abattu sur nous un véritable danger militaire, avec le soulèvement tchécoslovaque et le début de la guerre civile, laquelle s'est prolongée jusqu'en 1920. Partiellement, sous le poids des tâches militaires qui nous accablaient et de la situation désespérée, semblait-il, dans laquelle se trouvait alors la république, à la fin de la guerre impérialiste, sous l'influence de ces circonstances et de plusieurs autres, nous avons commis l'erreur d'entreprendre le passage immédiat à la production et à la répartition communistes. Nous estimions que les paysans nous donneraient, au moyen des prélèvements des excédents, la quantité de grain nécessaire et que nous le partagerions entre les usines et les fabriques, qu'on obtiendrait ainsi la production et la répartition communistes.

Je ne peux pas dire que nous nous soyons tracé ce plan d'une façon exactement aussi nette et explicite, mais c'est à peu près dans cet esprit que nous avons agi. C'est un fait, malheureusement. Je dis « malheureusement », parce qu'une expérience pas tellement longue nous a convaincus de la fausseté de ce schéma, en contradiction avec ce que nous avions écrit précédemment sur le passage du capitalisme au socialisme, estimant qu'il est impossible d'arriver même au niveau inférieur du communisme sans une période d'inventaire et de contrôle socialistes. A partir de 1918, lorsque le problème d'assumer le pouvoir se fut posé et que les bolchéviks l'eurent exposé devant le peuple tout entier, notre littérature théorique souligna nettement la nécessité d'une période longue et complexe (période d'autant plus longue que cette société est moins évoluée), impliquant l'inventaire et le contrôle socialistes, afin d'accéder, depuis la société capitaliste, aux premières approches de la société communiste.

REPLI STRATEGIQUE

C'est ce que nous avons en quelque sorte oublié, le jour où nous avons dû prendre, dans la fièvre de la guerre civile, les mesures nécessaires pour l'édification. Et ce qui fait l'essence de notre nouvelle politique économique, c'est justement que nous avons subi une grave défaite sur ce point et que nous avons entrepris un repli stratégique : « Avant qu'on ne nous écrase définitivement, replions-nous donc et rebâtissons tout à neuf, mais plus solidement ». Que nous ayons subi une très lourde défaite sur le front économique, cela ne peut faire de doute pour les communistes, puisqu'ils posent délibérément la question de la nouvelle politique économique. Et il est inévitable, bien sûr, que certains sombrent maintenant dans une humeur morose, presque panique ; à l'occasion du repli, ces gens vont se laisser aller à la panique. C'est une chose inévitable. En effet, lorsque l'Armée Rouge reculait, elle commençait à vaincre alors même qu'elle fuyait devant l'ennemi, et à chaque fois, sur chaque front, certains traversaient une période de panique. Mais à chaque fois, que ce soit sur le

front de Koltchak ou sur celui de Dénikine, sur le front de Ioudénitch, sur le front polonais ou sur celui de Wrangel, à chaque fois il s'est trouvé qu'après avoir reçu une bonne raclée, et parfois davantage, nous avons justifié le proverbe selon lequel « un homme battu en vaut deux ». Après avoir été battus une fois, nous commencions une offensive lente, systématique et prudente.

Certes, les problèmes sont beaucoup plus difficiles sur le front économique que sur le front militaire. Mais il y a une ressemblance générale entre ces esquisses élémentaires de stratégie. Sur le front économique, avec la tentative de passage au communisme, nous avons subi au printemps de 1921 une défaite plus grave qu'aucune de celles que nous avaient infligées Koltchak, Dénikine ou Pilsudski, une défaite beaucoup plus grave, beaucoup plus dangereuse et lourde de conséquences. Elle s'est exprimée dans le fait que notre politique économique, à son sommet, s'est trouvée séparée de la base, et n'a pas engendré l'essor des forces productives que le programme de notre Parti reconnaît comme la tâche fondamentale la plus urgente.

Les prélèvements à la campagne, cette méthode directe communiste d'aborder les tâches de l'édification dans les villes, a empêché l'essor des forces productives et s'est révélée la cause majeure de la crise profonde, économique et politique, à laquelle nous nous sommes heurtés au printemps de 1921. D'où la nécessité de ce qu'on ne peut appeler autrement, du point de vue de notre ligne politique, qu'une défaite et un repli très graves. De plus, on ne peut pas dire que ce repli se soit effectué comme un repli de l'Armée Rouge, en bon ordre et sur des positions préparées à l'avance. Les positions avaient été préparées à l'avance, c'est vrai. On peut le vérifier en comparant les décisions de notre Parti au printemps de 1921 avec la résolution d'avril 1918 que j'ai mentionnée. Les positions étaient préparées à l'avance, mais le repli sur ces positions s'est effectué (et s'effectue encore maintenant dans de nombreux endroits de province) dans un très grand désordre et même excessif.

LE SENS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

C'est ici que la tâche des instructeurs politiques, qui est de lutter contre ce désordre, vient au premier plan. La question essentielle, du point de vue de la nouvelle politique économique, consiste à tirer profit le plus rapidement possible de la situation créée.

La nouvelle politique économique signifie le remplacement des prélèvements par l'impôt ; elle signifie le passage au rétablissement du capitalisme dans une grande mesure. Dans quelle mesure ? C'est ce que nous ne savons pas. Les concessions accordées aux capitalistes étrangers (il est vrai que pour le moment il en a été conclu fort peu, surtout en comparaison de nos propositions), les baux accordés aux capitalistes privés, cela est bel et bien un rétablissement du capitalisme, et cela se rattache aux racines de la nouvelle politique économique. Car la suppression des prélèvements signifie pour les paysans le commerce libre des excédents agricoles non prélevés par l'impôt ; or, l'impôt ne prélève qu'une faible part des produits. Les paysans forment la partie prépondérante de la population et de l'économie, et c'est pourquoi le capitalisme ne peut manquer de se développer sur le terrain de ce commerce libre.

Ceci est l'a b c économique, enseigné dans les premiers éléments de la science, et chez nous, de surcroît, par chaque trafiquant du marché noir, individu qui nous initie parfaitement à l'économie, en dehors de toute science économique et politique. Et la question fondamentale, du point de vue de la stratégie, c'est de savoir qui tirera profit le plus vite de cette situation nouvelle. Toute la question est de savoir qui la paysannerie suivra : le prolétariat qui cherche à bâtir la société socialiste, ou bien le capitaliste qui déclare : «Faisons marche arrière, c'est moins dangereux que ce socialisme qu'on a imaginé. »

QUI VAINCRA : LE CAPITALISME OU LE POUVOIR DES SOVIETS ?

Voilà à quoi se résume toute la guerre actuelle : qui vaincra, qui profitera le premier ? Le capitalisme, à qui nous laissons nous-mêmes une porte ouverte, ou même plu-

sieurs portes ouvertes (ainsi que beaucoup de portes que nous ne connaissons pas nous-mêmes, et qui s'ouvrent à notre insu et contre nous), ou bien le pouvoir d'Etat prolétarien ? Sur quoi celui-ci peut-il s'appuyer économiquement? D'une part, sur une amélioration du sort de la population. A ce propos, il faut se souvenir des paysans. Il est absolument incontestable, et évident pour chacun, que, malgré un fléau aussi effroyable que la famine, la situation de la population, compte non tenu de ce fléau, s'est précisément améliorée à la suite du changement de notre politique économique.

D'autre part, si le capitalisme y trouve son compte, la production industrielle va augmenter, et avec elle grandira le prolétariat. Les capitalistes vont bénéficier de notre politique, et ils vont créer un prolétariat industriel qui, chez nous, en raison de la guerre, de la ruine et des destructions terribles, est déclassé, c'est-à-dire qu'il a été détourné de son chemin de classe et a cessé d'exister en tant que prolétariat. On appelle prolétariat la classe occupée à produire les biens matériels dans les entreprises de la grande industrie capitaliste. Etant donné que la grande industrie capitaliste est ruinée et que les fabriques et les usines sont immobilisées, le prolétariat a disparu. On l'a parfois fait figurer comme tel, d'une façon formelle, mais il n'avait pas de racines économiques.

Si le capitalisme se rétablit, ce sera aussi, par conséquent, le rétablissement de la classe du prolétariat occupé à produire les biens matériels utiles à la société, occupé dans les grandes fabriques mécanisées, au lieu de se livrer à la spéculation, à la fabrication de briquets pour la vente et à d'autres « travaux » pas très utiles mais parfaitement inévitables, étant donné la ruine de notre industrie.

Toute la question est de savoir lequel devancera l'autre. Ou bien les capitalistes réussiront à s'organiser les premiers, et ils chasseront les communistes ; et alors, il n'y aura plus rien à dire. Il faut considérer ces choses avec sang-froid : qui l'emportera ? C'est-à dire : le pouvoir d'Etat prolétarien se montrera-t-il capable, en s'appuyant sur la paysannerie, de tenir en bride messieurs les capitalistes de façon à orienter le capitalisme dans le canal de l'Etat et à créer un capitalisme subordonné à l'Etat et

placé à son service ? Il faut poser cette question avec sang-froid. Ici, toute idéologie, tous les propos sur les libertés politiques sont des propos que l'on peut trouver en très grand nombre, surtout si l'on regarde la Russie de l'étranger, la Russie n°2, où paraissent des dizaines de quotidiens de tous les partis politiques, où toutes ces libertés sont chantées sur tous les tons et sur toutes les notes de musique qui existent dans la nature. Tout cela, c'est du bavardage, des phrases. Il faut savoir faire abstraction de ces phrases.

LA LUTTE SERA ENCORE PLUS CRUELLE

En quatre ans, nous avons vécu beaucoup de batailles sérieuses, et nous avons appris qu'une bataille sérieuse est une chose, et autre chose le bavardage à propos d'une bataille sérieuse, surtout s'il vient de gens tranquillement assis à l'écart. Il faut savoir faire abstraction de toute cette idéologie, de ce bavardage, et regarder le fond des choses. Et le fond des choses, c'est que la lutte existe et qu'elle sera encore plus acharnée, encore plus cruelle que la lutte contre Koltchak et Dénikine. La raison en est que la lutte armée est une affaire coutumière. Les hommes ont fait la guerre durant des centaines et des milliers d'années, depuis toujours. Dans l'art de tuer les gens à la guerre, des progrès énormes ont été réalisés.

Certes, il y avait dans les états-majors de presque tous les grands propriétaires fonciers, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks braillards qui parlaient du droit du peuple et de la Constituante et accusaient les bolchéviks d'avoir supprimé toutes les libertés.

Il est malgré tout plus facile d'exécuter une tâche militaire que la tâche qui nous attend maintenant ; on peut s'acquitter de la première grâce à une poussée, à un assaut, grâce à l'enthousiasme, en utilisant carrément la force physique du grand nombre des ouvriers et des paysans qui voyaient le grand propriétaire foncier marcher contre eux. Maintenant il n'y a plus de grands propriétaires déclarés. Les Wrangel, les Koltchak et les Dénikine sont, pour une part, partis rejoindre Nicolas Romanov et, pour une autre

part, se sont tapis en lieu sûr à l'étranger. Le peuple ne voit pas d'ennemi manifeste, comme auparavant le grand propriétaire foncier et le capitaliste. Que l'ennemi soit déjà parmi nous et que cet ennemi soit le même, que la révolution soit au bord de l'abîme que toutes les révolutions antérieures ont rencontré et devant lequel elles ont reculé, le peuple ne le voit pas clairement, ne saurait le comprendre parce que son ignorance et son inculture sont grandes. Combien de temps faudra-t-il aux commissions extraordinaires de toute sorte pour liquider d'une façon extraordinaire cette ignorance, cela est difficile à dire.

Comment le peuple peut-il prendre conscience du fait que, à la place de Koltchak, de Wrangel et de Dénikine, se trouve ici-même, parmi nous, l'ennemi qui a fait avorter toutes les révolutions antérieures ? Car, si les capitalistes prennent le dessus sur nous, cela signifie le retour au passé, comme le confirme l'expérience de toutes les révolutions antérieures. La tâche de notre Parti est de faire pénétrer dans la conscience cette vérité que l'ennemi, parmi nous, c'est le capitalisme anarchique et l'échange anarchique des marchandises. Il faut comprendre clairement ce caractère de la lutte et faire en sorte que les plus larges masses des ouvriers et des paysans le comprennent clairement : « qui vaincra ? qui l'emportera ? » La dictature du prolétariat, c'est la plus acharnée et la plus âpre des luttes, dans laquelle le prolétariat doit se battre contre le monde entier, car le monde entier marchait contre nous en soutenant Koltchak et Dénikine.

Actuellement, la bourgeoisie du monde entier soutient la bourgeoisie de Russie ; elle reste incomparablement plus forte que nous. Cela ne nous précipite nullement dans la panique ; en effet, leurs forces militaires étaient, elles aussi, supérieures, mais cela n'a pas suffi pour nous écraser dans la guerre, bien qu'avec leur artillerie et leur aviation incomparablement plus fortes, il fut beaucoup plus facile de nous écraser. Peut-être aurait-il suffi pour cela de mobiliser à temps plusieurs corps d'armée de l'une des puissances capitalistes qui marchaient contre nous, et de ne pas hésiter à avancer quelques millions en or à Koltchak.

Pourtant, cela n'a rien donné, parce que le sentiment de leur tort et de notre bon droit avait pénétré dans les

masses des soldats anglais venus à Arkhangelsk, comme dans les masses des marins qui obligèrent la flotte française à quitter Odessa. Maintenant sont encore une fois entrées en action contre nous des forces plus puissantes que nous. Et, pour vaincre cette fois, il faut s'appuyer sur la dernière réserve de forces. La dernière réserve de forces, c'est la masse des ouvriers et des paysans, leur degré de conscience et d'organisation.

Ou bien le pouvoir prolétarien organisé, avec les ouvriers d'avant-garde et une petite partie des paysans avancés, comprendront cette tâche et sauront organiser autour d'eux le mouvement populaire : alors nous vaincrons.

Ou bien nous ne saurons pas réaliser cela : alors l'adversaire, qui dispose de forces techniquement supérieures, nous écrasera immanquablement.

EST-CE LA LUTTE FINALE ?

La dictature du prolétariat est une guerre acharnée. Le prolétariat a vaincu dans un pays, mais il reste plus faible à l'échelle internationale. Il doit rassembler autour de lui tous les ouvriers et tous les paysans en faisant pénétrer dans leur conscience cette vérité que la guerre n'est pas terminée. Lorsque nous chantons « c'est la lutte finale », c'est malheureusement une petite contre-vérité ; malheureusement, ce n'est pas la lutte finale pour nous. Ou bien vous saurez rassembler les ouvriers et les paysans dans cette lutte, ou bien vous n'aurez pas de succès.

Il n'y a encore jamais eu dans l'histoire une lutte comme celle que nous voyons maintenant ; mais il y a eu dans l'histoire plus d'une fois, depuis les premiers temps de l'esclavage, des guerres de paysans contre les propriétaires fonciers. Il y a eu de telles guerres plus d'une fois, mais une guerre opposant un pouvoir d'Etat à la bourgeoisie de son propre pays et à la bourgeoisie unie de tous les pays, une telle guerre n'a jamais eu lieu.

Saurons-nous organiser la petite paysannerie sur la base du développement de ses forces productives, en soutenant ce développement par le pouvoir prolétarien, ou bien les capitalistes se la soumettront-ils? C'est de cela que

dépend l'issue de la lutte. Il en a été de même dans des dizaines de révolutions, mais le monde n'a encore jamais vu une telle guerre. Le peuple ne pouvait pas avoir l'expérience de telles guerres. Nous devons la créer nous-mêmes et, sur ce terrain, nous ne pouvons nous appuyer que sur la conscience des ouvriers et des paysans. Voilà l'impératif et l'extrême difficulté de cette tâche.

NOUS NE DEVONS PAS COMPTER SUR UNE APPLICATION IMMEDIATE DES PRINCIPES COMMUNISTES

Nous ne devons pas compter sur une application immédiate des principes communistes. Il faut bâtir sur l'intérêt personnel du paysan. On nous dit : « L'intérêt personnel du paysan, c'est le rétablissement de la propriété privée. » Non, la propriété privée des articles de consommation et celle des instruments, nous ne l'avons jamais suspendue pour les paysans. Nous avons supprimé la propriété privée de la terre, et le paysan a géré sans la propriété privée de la terre, par exemple sur une terre louée. Ce système a existé dans de très nombreux pays. Il n'y a là rien d'économiquement impossible. La difficulté consiste à créer un intérêt personnel. Il faut intéresser également chaque spécialiste, de façon qu'il ait intérêt au développement de la production.

Avons-nous su faire cela ? Non, nous ne l'avons pas su ! Nous pensions que la production et la répartition se réaliseraient sur ordre communiste dans un pays où le prolétariat est déclassé. Nous devrons modifier cela, parce qu'autrement nous ne pouvons pas faire connaître cette transition au prolétariat. De telles tâches n'ont encore jamais été posées dans l'histoire. S'il est vrai que nous avons essayé d'accomplir cette tâche directement, par une attaque de front, pour ainsi dire, eh bien, nous avons subi un échec. De telles erreurs arrivent dans toutes les guerres, et on ne les considère pas comme des erreurs. Puisque l'attaque de front n'a pas réussi, entreprenons un mouvement tournant, agissons par le siège et par la sape.

LE PRINCIPE DE L'INTERET PERSONNEL

Nous disons qu'il faut fonder chaque branche importante de l'économie nationale sur l'intérêt personnel. Discussion en commun, mais responsabilité individuelle. Nous souffrons à chaque pas de ne pas savoir appliquer ce principe. La nouvelle politique économique exige que cette division soit mise en œuvre avec une vigueur absolue, avec une précision totale. Lorsque le peuple est passé aux nouvelles conditions économiques, il s'est lancé dans la discussion pour savoir ce qui en sortirait et comment il fallait construire d'une façon nouvelle. Il était impossible de rien commencer sans passer par des discussions générales, parce que, pendant des dizaines et des centaines d'années, il était interdit au peuple de discuter quoi que ce soit ; or, la révolution ne pouvait pas se développer autrement qu'à travers une période de discussions générales et universelles sur toutes les questions.

De là la confusion sur bien des points. C'était ainsi, c'était inévitable ; pourtant il faut dire qu'il n'y a là rien de dangereux. Si nous apprenons à temps à séparer ce qui est nécessaire dans les meetings de ce qui est nécessaire à l'administration, alors seulement nous saurons porter la situation de la République des Soviets à la hauteur voulue. Malheureusement, nous n'avons pas encore appris à le faire, et la plupart des congrès ne se déroulent pas dans un esprit réaliste, loin de là.

Pour le nombre des congrès, nous battons tous les Etats du monde. Aucune des républiques démocratiques ne tient autant de congrès que nous ; d'ailleurs elles ne l'admettraient pas.

Nous devons nous souvenir que notre pays est un pays qui a beaucoup perdu, un pays tombé dans la misère ; il faut lui apprendre à délibérer de façon à ne pas confondre, comme je l'ai dit, ce qui est nécessaire dans les meetings et ce qui est nécessaire à l'administration. Discutez, mais administrez sans la moindre hésitation, administrez avec plus de fermeté que ne le faisaient, avant nous, les capitalistes. Sinon, nous ne les vaincrons pas. Souvenons-nous que la gestion doit être encore plus sévère, encore plus ferme, que par le passé.

Dans l'Armée Rouge, après de longs mois de meetings, la discipline était telle qu'elle ne le cédait pas à celle de l'ancienne armée. On y appliquait des sanctions sévères, dures, allant jusqu'à la fusillade, des sanctions inconnues même du précédent gouvernement. Les petits-bourgeois écrivaient et braillaient : « Voilà que les bolchéviks ont mis en vigueur les fusillades ». Nous devons dire : « Oui, nous l'avons fait, et nous l'avons fait d'une façon parfaitement consciente. »

Force nous est de dire : ou bien doivent périr ceux qui voulaient nous exterminer, et qui, selon nous, doivent périr ; alors notre République des Soviets continuera à vivre ; ou bien, au contraire, ce sont les capitalistes qui continueront à vivre et la république qui succombera. Dans ce pays tombé dans la misère, ou bien périront ceux qui ne peuvent pas se mettre au pas, ou bien périra la république ouvrière et paysanne. Ici, il n'y a pas de choix et il ne peut pas y en avoir, pas plus qu'il ne doit y avoir la moindre sensiblerie. La sensiblerie n'est pas moins criminelle que la lâcheté à la guerre. Ceux qui manquent actuellement à la discipline laissent entrer les ennemis dans leur camp.

Voilà pourquoi je dis que la nouvelle politique économique est importante aussi sur le plan de l'apprentissage. Vous parlez ici des façons d'enseigner. Vous devez faire en sorte que, chez nous, il n'y ait pas de place pour les gens à demi-instruits. Sous le communisme, l'apprentissage sera plus facile. Mais actuellement je dis qu'il est forcément rude, sous peine de mort.

SAURONS-NOUS TRAVAILLER POUR NOUS-MÊMES ?

Nous avons eu des désertions à l'armée, et aussi sur le front du travail : tu travaillais pour un capitaliste, pour un exploiteur ; tu travaillais mal, et cela se conçoit. Mais maintenant tu travailles pour toi-même, pour le pouvoir ouvrier et paysan. Souviens-toi que la question qui doit être tranchée est celle-ci : saurons-nous travailler pour nous-mêmes ? Sinon, je le répète, notre république périra. Et nous disons, comme nous disions à l'armée: tous ceux qui voulaient nous perdre doivent disparaître et là nous

appliquerons les sanctions disciplinaires les plus dures ; ainsi, nous sauverons le pays, et notre république vivra.

Voilà quelle doit être notre ligne, voilà pourquoi (entre autres raisons) nous avons besoin de la nouvelle politique économique.

Vous devez tous vous occuper de l'économie. Vous aurez à côté de vous des capitalistes. Vous aurez aussi à côté de vous des capitalistes étrangers, concessionnaires et affermataires, qui vous rafleront des profits se montant à des centaines de pour-cent, qui s'enrichiront près de vous. Qu'ils s'enrichissent, et vous, vous apprendrez d'eux à gérer l'économie. Alors seulement vous saurez construire la république communiste. Du point de vue de la nécessité de s'instruire rapidement, tout relâchement est un crime très grave. Et il faut se lancer dans cet apprentissage, apprentissage difficile, dur et parfois cruel, car autrement il n'y a pas d'issue.

Vous ne devez pas oublier que notre pays des Soviets, tombé dans la misère après de longues années d'épreuves, n'est pas entouré par une France socialiste et une Angleterre socialiste qui nous aideraient avec leur technique moderne et leur industrie moderne. Non ! Nous devons nous souvenir qu'actuellement toute leur technique moderne et toute leur industrie moderne appartiennent aux capitalistes qui agissent contre nous.

Nous devons nous rappeler qu'il nous faut faire preuve de la plus grande tension des forces dans le travail quotidien, sinon nous sommes immanquablement perdus.

Le monde entier, en raison de l'état de choses donné, se développe plus vite que nous. En se développant, le monde capitaliste pointe contre nous toutes ses forces. Voilà comment la question se pose ! Voilà pourquoi cette lutte requiert une attention particulière.

Etant donné notre manque de culture, nous ne pouvons pas supprimer le capitalisme par une attaque de front. Si le niveau de culture était différent, il serait possible de remplir cette tâche plus directement, et peut-être est-ce ainsi que procéderont les autres pays, lorsque sonnera l'heure de l'édification de leurs républiques communistes. Mais nous, nous ne pouvons pas trancher la question en ligne droite.

L'Etat doit apprendre à commercer, de façon que l'industrie satisfasse la paysannerie et que la paysannerie, par le commerce, couvre ses besoins. Il importe d'organiser les choses de telle sorte que chaque travailleur consacre ses forces à la consolidation de l'Etat ouvrier et paysan. Alors seulement pourra être créée une grande industrie.

Il faut que ce sentiment pénètre dans les masses et que non seulement il y pénètre, mais qu'il soit corroboré par des actions pratiques. C'est de là, dis-je, que découlent les tâches de la Direction centrale de l'éducation politique. Après chaque bouleversement politique profond, il faut beaucoup de temps au peuple pour assimiler ce bouleversement. Et c'est ici que se pose la question : le peuple a-t-il pris conscience des leçons qui lui ont été données ? A notre grand regret, on peut répondre : non. S'il en avait été ainsi, nous serions arrivés beaucoup plus vite, et par des chemins beaucoup plus courts, à la création de la grande industrie.

Après avoir accompli le plus grand bouleversement politique que le monde ait jamais connu, des tâches différentes se sont posées à nous, des tâches de culture, que l'on peut qualifier de « menus travaux ». Ce bouleversement politique, il faut le digérer, le rendre accessible aux masses de la population, faire en sorte qu'il ne reste pas une simple proclamation.

DES PROCEDES PERIMES

En d'autres temps, ces proclamations, déclarations, manifestes et décrets étaient nécessaires. Nous en avons suffisamment. En d'autres temps, c'était indispensable pour montrer au peuple comment nous voulions bâtir et quoi, quelles choses nouvelles, jamais vues. Mais peut-on continuer à montrer au peuple ce que nous voulons bâtir ? Non ! L'ouvrier le plus fruste se moquerait de nous : « Pourquoi passes-tu ton temps à montrer comment tu veux bâtir ; montre-nous plutôt concrètement, comment tu sais bâtir. Si tu ne le sais pas, nos chemins se séparent, va-t-en au diable ! » Et il aurait raison.

Le temps où il fallait exposer des grandes tâches politiques est révolu, et le temps est venu de les réaliser prati-

quement. Nous avons maintenant devant nous des tâches de culture ; il faut digérer l'expérience politique qui doit et peut être mise en œuvre. Ou bien toutes les conquêtes politiques du pouvoir des Soviets disparaîtront, ou bien il faut les asseoir sur une base économique. Celle-ci n'existe pas actuellement. C'est à cela qu'il faut s'attaquer.

L'essor culturel est une tâche des plus urgentes. Et c'est la mission des services de l'éducation politique, s'ils savent remplir cette tâche, et puisque tel est le nom qu'ils se sont donnés. Se donner un nom n'est pas difficile : seulement voilà, qu'en est-il de l'application ? Espérons qu'après ce congrès nous aurons des données précises à ce sujet. La commission pour la liquidation de l'analphabétisme a été créée le 19 juillet 1920. Avant de me rendre au congrès, j'ai lu le décret qui s'y rapporte. Commission de Russie pour la liquidation de l'analphabétisme... Qui plus est : Commission extraordinaire pour la liquidation de l'analphabétisme. Espérons qu'après ce congrès nous aurons des chiffres montrant ce qui a été fait au juste dans ce domaine et dans combien de provinces, et que nous recevrons un compte rendu exact. Mais, le fait même qu'il a fallu fonder une commission extraordinaire pour la suppression de l'analphabétisme démontre que nous sommes des gens (comment dire cela d'une manière plus aimable ?) comme qui dirait à demi-sauvages ; en effet, dans un pays où les gens ne sont pas à demi-sauvages, il serait honteux de créer une commission extraordinaire pour la liquidation de l'analphabétisme ; on y liquide l'analphabétisme dans les écoles. Ces pays ont des écoles convenables, dans lesquelles on enseigne. Quoi ? En premier lieu à lire et à écrire. Mais, si cette tâche élémentaire n'est pas remplie, parler de nouvelle politique économique est ridicule.

LE PLUS GRAND MIRACLE

Que vient faire ici la nouvelle politique ? Plût au ciel que nous arrivions à nous maintenir avec l'ancienne, s'il nous faut des mesures extraordinaires pour liquider l'analphabétisme. C'est évident. Mais ce qui est encore plus évident, c'est que nous avons fait des miracles dans le

domaine militaire et dans d'autres. Parmi ces miracles, le plus grand consisterait, je pense, à liquider complètement la commission pour la liquidation de l'analphabétisme elle-même. Et qu'il n'y ait plus de projets, comme j'en ai entendu parler ici, de rupture avec le Commissariat du Peuple à l'instruction. S'il en est ainsi, si vous saisissez cela, alors convenez qu'il faudrait fonder une commission extraordinaire pour la liquidation de certains projets stupides.

Ce n'est pas tout. Il ne suffit pas de supprimer l'analphabétisme, il faut encore édifier l'économie soviétique, et pour cela il ne suffit pas de savoir lire et écrire. Il nous faut un essor gigantesque de la culture. Il faut que les gens bénéficient pratiquement du fait qu'ils savent lire et écrire, qu'ils aient quelque chose à lire, qu'ils aient des journaux et des brochures de propagande, que ceux-ci soient répartis convenablement et parviennent jusqu'au peuple, qu'ils ne se perdent pas en route, de sorte qu'on en lit une moitié à peine, qu'on les utilise à je ne sais quoi dans les bureaux, et que le peuple n'en reçoit peut-être pas le quart. Il faut apprendre à nous servir de nos maigres ressources.

Voilà pourquoi, à propos de la nouvelle politique économique, on doit, sans relâche, mettre en avant l'idée que l'éducation politique exige, coûte que coûte, l'essor de la culture. Il faut faire en sorte que le fait de savoir lire et écrire serve l'essor de la culture, que le paysan puisse ainsi améliorer son économie et son Etat.

Les lois soviétiques sont très bonnes, parce qu'elles offrent à tous la possibilité de lutter contre la bureaucratie et la paperasserie, possibilité qui n'est accordée à l'ouvrier et au paysan dans aucun Etat capitaliste. Eh bien ! En profite-t-on ? Presque personne ! Et non seulement les paysans, mais la majorité écrasante des communistes eux-mêmes ne savent pas profiter des lois soviétiques pour lutter contre la paperasserie, la bureaucratie ou même un phénomène aussi authentiquement russe que les pots-de-vin. Qu'est-ce qui entrave la lutte contre ce phénomène ? Nos lois ? Notre propagande ? Au contraire ! Des lois, on en a rédigé tant et plus ! Pourquoi donc cette lutte n'est-elle pas efficace ? Parce qu'on ne peut pas la mener avec la

propagande seule ; on ne peut la mener à son terme qu'avec l'aide de la masse populaire elle-même. Parmi nos communistes, la moitié au moins ne savent pas lutter, sans parler de ceux qui entravent la lutte. Puisque 99% d'entre vous sont des communistes, vous savez qu'avec ces communistes-là nous prenons actuellement des mesures dont s'occupe la commission d'épuration du parti, et on espère éliminer de notre Parti une centaine de milliers d'individus. Certains disent deux centaines, et ceux-là me plaisent davantage.

J'espère vivement que nous chasserons du Parti 100 à 200 000 communistes qui se sont insinués dans le Parti et qui non seulement ne savent pas lutter contre la paperasserie et les pots-de-vin, mais empêchent de mener cette lutte.

LES TACHES DES INSTRUCTEURS POLITIQUES

Nettoyer notre Parti d'une ou de deux centaines de milliers d'individus sera utile, mais ce n'est qu'une partie infime de ce que nous avons à faire. Il faut que les instructeurs politiques orientent tout leur travail vers cet objectif. Lutter contre l'analphabétisme est nécessaire, mais savoir seulement lire et écrire ne suffit pas ; il faut la culture qui enseigne à lutter contre la paperasserie et les pots-de-vin. C'est un abcès qu'on ne peut guérir par aucune victoire militaire et par aucune transformation politique. On ne peut le guérir que par l'essor de la culture. Et cette tâche incombe aux instructeurs politiques.

Il importe que les instructeurs politiques comprennent leurs tâches autrement qu'en fonctionnaires, comme on le voit aussi fort souvent, lorsque l'on discute pour savoir s'il ne faudrait pas faire entrer un représentant des services de l'éducation politique provinciaux dans les Conseils Economiques provinciaux[24]. Excusez-moi : on ne doit vous faire entrer nulle part ; ce qu'il faut, c'est que vous vous acquittiez de vos tâches en simples citoyens. Quand vous êtes fonctionnaires, vous vous bureaucratisez ; mais, si vous avez affaire au peuple, si vous l'éduquez politiquement, l'expérience vous montrera qu'au sein d'un peuple politiquement éduqué, il n'y a pas de pots-de-vin, alors

que chez nous il y en a à chaque pas. On vous demandera : comment faire pour qu'il n'y ait pas de pots-de-vin, pour qu'Un tel, du Comité exécutif, n'accepte pas de pots-de-vin ? Apprenez-nous cela. Et si les instructeurs politiques disent : « Cela n'est pas de notre ressort », « Nous avons édité à ce sujet des brochures et des proclamations », le peuple vous dira : « Vous êtes de bien mauvais membres du Parti : c'est vrai que cela n'est pas de votre ressort, qu'il existe pour cela l'Inspection ouvrière et paysanne, mais n'êtes-vous pas aussi des membres du Parti ? » Vous avez choisi le titre d'instructeurs politiques. Lorsque vous l'avez fait, on vous a prévenus : ne voyez pas trop grand pour le titre, prenez-en un plus simple. Mais vous avez voulu prendre celui d'instructeurs politiques ; or, c'est un titre qui implique bien des choses. En effet, vous ne vous êtes pas qualifiés de gens qui apprennent l'alphabet au peuple, mais vous avez pris le titre d'instructeurs politiques. On peut vous dire : « C'est très bien d'apprendre au peuple à lire, à écrire, à mener la campagne économique ; tout cela est fort bien, mais ce n'est pas de l'instruction politique, car l'instruction politique consiste à dresser le bilan général. »

La propagande contre la barbarie et contre des plaies comme les pots-de-vin, nous la menons, et j'espère que vous la menez, mais l'instruction politique ne s'arrête pas à cette propagande, elle signifie des résultats pratiques, elle signifie : apprendre au peuple comment atteindre ce but, et montrer ces exemples aux autres, non pas en qualité de membres du Comité exécutif, mais en qualité de simples citoyens qui, étant politiquement plus éduqués que d'autres, ne savent pas seulement invectiver à propos de toute paperasserie (ce qui est largement répandu chez nous), mais encore montrer comment on triomphe pratiquement de ce mal. C'est un art très difficile, et y parvenir sans un essor général de la culture, sans avoir rendu la masse ouvrière et paysanne plus cultivée qu'aujourd'hui, est impossible ! Et c'est sur cette tâche de la Direction centrale de l'éducation politique que je voudrais surtout attirer l'attention.

Je voudrais résumer ce qui précède et dégager des conclusions pratiques touchant les tâches qui attendent les instructeurs politiques des provinces.

LES TROIS PRINCIPAUX ENNEMIS

A mon avis, trois ennemis principaux se dressent actuellement devant tout homme, indépendamment de son poste administratif, et déterminent les tâches qui incombent à l'instructeur politique, si cet homme est communiste, et la majorité l'est. Les trois principaux ennemis qui se dressent devant lui sont les suivants : premier ennemi, la suffisance communiste ; deuxième ennemi, l'analphabétisme ; troisième ennemi, le pot-de-vin.

LE PREMIER ENNEMI : LA SUFFISANCE COMMUNISTE

La suffisance communiste, cela veut dire qu'un homme qui appartient au Parti communiste et qui n'en a pas encore été expulsé, s'imagine qu'il peut s'acquitter de toutes ses tâches simplement en lançant des décrets communistes. Etant encore membre du parti au pouvoir et fonctionnaire de telle administration de l'Etat, il s'imagine que cela lui permet de parler des résultats de l'instruction politique. Pas du tout ! C'est seulement de la suffisance communiste. Apprendre à éduquer politiquement, voilà de quoi il s'agit : or, nous ne l'avons pas encore appris, et nous n'avons pas encore une méthode correcte d'aborder ce travail.

LE DEUXIEME ENNEMI : L'ANALPHABETISME

Concernant le deuxième ennemi, l'analphabétisme, je peux dire que, aussi longtemps qu'un phénomène comme celui-là existe dans notre pays, il est trop difficile de parler d'instruction politique. Ce n'est pas une tâche politique, c'est une condition sans laquelle il est impossible de parler de politique. Un illettré est en dehors de la politique, il faut d'abord lui apprendre l'alphabet. Sans cela, il ne peut pas y avoir de politique : sans cela, il y a seulement des rumeurs, des commérages, des contes de fées, des préjugés, mais pas de politique.

LE TROISIEME ENNEMI : LE POT-DE-VIN

Enfin, s'il existe un phénomène tel que le pot-de-vin, si cela est possible, il ne saurait être question de politique. Dans ce cas, il n'y a même pas un commencement de politique, on ne peut pas en faire, parce que toutes les mesures resteront suspendues en l'air et n'aboutiront exactement à aucun résultat. Une loi ne peut qu'empirer les choses si elle est appliquée pratiquement dans des conditions où les pots-de-vin sont tolérés et d'usage courant. Dans cette ambiance, on ne peut faire aucune politique, il manque la condition fondamentale pour que l'on puisse s'en occuper. Pour pouvoir esquisser devant le peuple nos objectifs politiques, pour pouvoir dire aux masses populaires : « Voilà les tâches vers lesquelles nous devons tendre » (or, c'est cela que nous devrions faire !), il faut comprendre qu'il est nécessaire d'élever le niveau de culture des masses. On doit atteindre ce niveau nécessaire. Sinon, réaliser pratiquement nos tâches est impossible.

LA DIFFERENCE ENTRE LES TACHES MILITAIRES ET LES TACHES CULTURELLES

Une œuvre culturelle ne peut pas être menée à bien aussi rapidement que les tâches politiques et militaires. Il faut comprendre que les conditions du mouvement en avant ne sont plus les mêmes. Vaincre politiquement en quelques semaines est possible, à une époque d'accentuation de la crise. Vaincre dans une guerre est possible en quelques mois, mais vaincre sur le terrain culturel est impossible dans ce délai ; étant donné la nature même de la chose, il faut un délai plus long, et on doit s'adapter à ce délai plus long, en mesurant ses forces, en faisant preuve du maximum d'opiniâtreté, de persévérance et de méthode. Sans ces qualités, il n'est même pas possible d'aborder l'éducation politique. Et les résultats de l'éducation politique ne peuvent se mesurer que par l'amélioration de l'économie. Non seulement il faut que nous supprimions l'analphabétisme, que nous supprimions les pots-de-vin qui persistent à la faveur de l'analphabétisme, mais encore il faut que notre propagande, nos manuels et nos brochures

soient pratiquement assimilés par le peuple, et que le résultat en soit l'amélioration de l'économie nationale.

Tels sont les objectifs des services d'éducation politique en fonction de notre nouvelle politique économique, et je voudrais espérer que, grâce à notre congrès, nous remporterons sur ce point un grand succès.

« 2e Congrès des services d'éducation politique de Russie. Bulletin du Congrès » n°2, 19 octobre 1921

Conforme aux épreuves du bulletin corrigées par Lénine

VII^e CONFERENCE DU PARTI DE LA PROVINCE DE MOSCOU[25]

29—31 OCTOBRE 1921

Publié les 3 et 4 novembre 1921 dans la « Pravda » nos 248 et 249

Conforme au texte de la « Pravda »

LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

1

RAPPORT A LA SEANCE DU 29 OCTOBRE 1921

Camarades, avant d'aborder le rapport sur la nouvelle politique économique, je dois faire remarquer que j'entends ce sujet autrement que beaucoup de camarades ici présents s'y attendent peut-être ; plus exactement, je ne saurais traiter ici qu'une partie peu considérable de ce sujet. Il est évident que dans ce domaine, ce qui pourrait surtout retenir l'attention, c'est l'appréciation des dernières lois et ordonnances édictées par le pouvoir des Soviets, relatives à la nouvelle politique économique. L'intérêt pour cet ordre de questions serait d'autant plus légitime que le nombre de ces décrets est plus grand et que le besoin de les régler, de les résumer et de les sanctionner se fait sentir davantage. Or, autant que je puis m'en rendre compte par mes observations faites au Conseil des Commissaires du Peuple, ce besoin se fait aujourd'hui sentir de façon impérieuse. Je considérerais aussi comme très légitime le désir de prendre connaissance des faits et des chiffres déjà disponibles sur les résultats de la nouvelle politique économique. Certes, le nombre de ces faits, vérifiés et contrôlés, est encore bien faible ; cependant, il en existe. Il est incontestable que pour étudier la nouvelle politique économique, il est absolument nécessaire de suivre les faits et d'essayer de les résumer. Mais je ne puis traiter aucun de ces deux sujets ; si ces questions retiennent votre attention, je suis sûr que vous

trouverez des rapporteurs spéciaux. Pour moi, c'est un autre problème qui m'intéresse : celui de la tactique, ou, si l'on peut dire, celui de la stratégie révolutionnaire que nous appliquons en fonction du tournant de notre politique ; il s'agit de déterminer dans quelle mesure cette politique est conforme d'une part à notre conception générale de notre mission, et d'autre part dans quelle mesure l'opinion et la conscience actuelles du Parti se sont adaptées à la nécessité de cette nouvelle politique. C'est à cette question particulière, et à elle seule, que je voudrais consacrer mes propos.

Le premier point qui retient mon attention, c'est de savoir dans quel sens on peut dire, en portant un jugement sur notre nouvelle politique économique, que notre politique économique précédente était erronée, si l'on a raison de caractériser cette politique comme une politique erronée et, enfin, dans l'affirmative, dans quel sens ce jugement porté sur l'ancienne politique économique peut être considéré comme utile et nécessaire.

Il me semble que cette question est importante pour nous permettre de voir dans quelle mesure nous sommes aujourd'hui d'accord au sein du Parti sur les questions essentielles de notre politique économique actuelle.

L'attention du Parti doit-elle se porter uniquement aujourd'hui sur les diverses questions concrètes posées par cette politique économique, ou faut-il qu'elle s'attache, au moins de temps à autre, à l'examen des conditions générales de cette politique, et à la question de savoir si l'attention, la conscience et l'intérêt du Parti répondent à ces conditions générales ? J'estime qu'à l'heure actuelle notre nouvelle politique économique n'est pas encore suffisamment claire pour les larges masses du Parti, et qu'il nous serait impossible de mener à bien notre tâche qui consiste à créer les bases de notre nouvelle politique économique et à lui donner une orientation précise, si nous ne nous rendions pas compte clairement de l'erreur contenue dans notre politique économique précédente.

Afin d'éclaircir ma pensée, et pour savoir dans quel sens on peut et on doit affirmer, à mon avis, que notre politique économique précédente était erronée, je me permettrai de prendre l'exemple d'un épisode de la guerre russo-japonaise, qui nous aidera, je crois, à nous faire une idée

plus exacte de la corrélation des divers systèmes et procédés politiques au cours d'une révolution comme la nôtre. Il s'agit de la prise de Port-Arthur par le général japonais Nogi. Ce qui m'intéresse surtout dans cet exemple, c'est que la prise de Port-Arthur est passée par deux phases complètement différentes. Dans la première, les assauts des Japonais échouèrent tous et valurent au fameux général japonais une quantité énorme de victimes. La deuxième phase s'ouvrit lorsque les Japonais furent obligés d'assiéger la forteresse selon toutes les règles de l'art militaire ; ce siège fut excessivement difficile, pénible et lent, mais au bout de quelque temps, la forteresse fut prise par ce moyen. En examinant ces faits, une question se présente tout naturellement à l'esprit : dans quel sens peut-on dire que la première tactique du général japonais pour prendre la forteresse était erronée ? Les assauts qu'il lança contre Port-Arthur étaient-ils une erreur ? Et si ces attaques étaient une erreur, dans quelles conditions fallait-il l'avouer pour que l'armée japonaise puisse accomplir sa mission, et dans quelle mesure cette erreur devait-elle être reconnue ?

Bien entendu, de prime abord, la réponse à cette question paraît être tout à fait simple. Puisque plusieurs assauts contre Port-Arthur avaient échoué — c'est un fait — puisque les pertes des assaillants étaient extrêmement lourdes — ce qui est également un fait incontestable —, il est évident que le caractère erroné de la tactique d'assaut direct contre la forteresse de Port-Arthur n'a pas besoin d'être prouvé. Mais d'un autre côté, il est aisé de voir qu'en présence d'un problème qui comporte beaucoup d'inconnues, il est difficile de déterminer avec une précision absolue, ou du moins avec une exactitude suffisante, le moyen à employer contre la forteresse ennemie, tant que l'on n'aura pas acquis l'expérience pratique voulue. Il était impossible de déterminer ce moyen sans avoir au préalable éprouvé en pratique la puissance de cette forteresse, de ses ouvrages, l'état de sa garnison, etc. Sans ces données, même l'un des meilleurs capitaines, et le général Nogi est certainement du nombre, ne pouvait pas choisir une bonne tactique pour prendre la forteresse. D'autre part, l'objectif de toute la guerre et la nécessité de lui donner une issue victorieuse exigeaient que ce problème fût résolu aussi rapi-

dement que possible ; en même temps, il y avait les plus grandes chances que, même s'il fallait consentir de lourdes pertes pour enlever la forteresse d'assaut, ces pertes fussent largement compensées. Elles auraient permis à l'armée japonaise d'entreprendre des opérations militaires sur d'autres fronts, elles auraient achevé l'une des tâches les plus essentielles, avant que l'adversaire, c'est-à-dire l'armée russe, ait eu le temps d'envoyer des renforts importants au front lointain, de les mieux préparer et, peut-être, de devenir plus puissante que l'armée japonaise.

L'examen du développement de l'opération militaire dans son ensemble ainsi que des conditions dans lesquelles l'armée japonaise a opéré, permet de conclure que les assauts lancés contre Port-Arthur témoignaient non seulement du très grand héroïsme de l'armée japonaise, qui s'est trouvée être capable d'accepter les plus grands sacrifices, mais qu'ils constituaient aussi la seule tactique possible dans ces conditions, c'est-à-dire au début des opérations, la seule tactique utile et nécessaire ; sans l'épreuve pratique de la possibilité pour les troupes d'enlever la forteresse d'assaut, sans l'épreuve de la force de résistance de l'adversaire, il n'y avait pas de raison d'entreprendre une lutte plus longue et plus pénible, qui, du fait même de sa longueur, comportait des dangers d'une autre nature. Du point de vue de l'opération dans son ensemble, sa première partie, composée d'assauts et d'attaques, doit être considérée comme nécessaire, comme utile, puisque, je le répète, sans cette expérience, l'armée japonaise n'aurait pas connu suffisamment les conditions concrètes de la lutte. Quelle était la situation de cette armée, au moment où se termina la phase d'assauts contre la forteresse ennemie ? Des milliers et des milliers d'hommes étaient déjà tombés, il en tomberait encore des milliers, mais on ne prendra pas la forteresse pour autant par ce moyen — telle était la situation au moment où une partie, ou la majeure partie, de l'armée avait dû admettre qu'il fallait renoncer à l'assaut et entreprendre le siège. Puisque la tactique s'est trouvée erronée, il faut en finir avec cette erreur ; il faut reconnaître que tout ce qui s'y rattache constitue un obstacle à l'action qui doit être développée selon une nouvelle ligne : on doit abandonner les assauts et commencer le siège, chan-

ger la disposition des troupes, du matériel, sans parler des actions et des procédés particuliers. Il convient de reconnaître de la manière la plus claire, la plus nette et la plus résolue, que jusque-là on s'était trompé, afin d'éviter des obstacles dans le développement de la nouvelle stratégie et de la nouvelle tactique, dans la marche des opérations qui devaient désormais prendre une tout autre tournure et qui, comme nous le savons, ont été couronnées de succès, bien que cela ait duré bien plus longtemps que l'on ne s'y attendait.

Je crois que cet exemple peut servir à faire comprendre la situation où s'est trouvée notre révolution au moment où elle devait s'acquitter de ses tâches socialistes dans le domaine de l'édification économique. A cet égard, on peut distinguer très nettement deux périodes. D'une part, la période allant à peu près du début 1918 au printemps 1921, et, d'autre part, celle qui commence au printemps 1921.

Si vous vous rappelez les déclarations, officielles ou non, faites par notre Parti depuis fin 1917 jusqu'au commencement de 1918, vous verrez que dès cette époque, nous nous rendions compte que le développement de la révolution, le développement de la lutte pouvait suivre deux voies: une voie relativement courte et une voie très longue et très pénible. Mais dans nos appréciations de l'évolution possible nous nous inspirions la plupart du temps — je ne me souviens pas d'exceptions — de l'hypothèse du passage direct à l'édification socialiste, hypothèse qui n'était peut-être pas toujours ouvertement exprimée, mais que l'on sous-entendait toujours tacitement. J'ai relu à dessein ce que nous avons écrit, par exemple, en mars et en avril 1918 sur les tâches de notre révolution dans le domaine de l'édification socialiste[26], et j'ai acquis la conviction que cette hypothèse existait réellement.

Nous avions alors résolu déjà un problème essentiel qui, du point de vue politique, était forcément un problème préliminaire : la prise du pouvoir, la fondation du système d'Etat soviétique en lieu et place de l'ancien régime parlementaire bourgeois ; et ensuite, nous nous sommes retirés de la guerre impérialiste ; nous ne pouvions d'ailleurs le faire, on le sait, qu'au prix de sacrifices terriblement lourds, en

signant la paix de Brest-Litovsk, dont les conditions presque impossibles à supporter constituaient une humiliation sans précédent. Après la conclusion de cette paix, la période allant de mars jusqu'en été 1918 fut une période où les tâches militaires semblaient être accomplies. Plus tard, les événements montrèrent qu'il n'en était rien, qu'en mars 1918, une fois sortis de la guerre impérialiste, nous entrions dans une période de guerre civile, qui commençait à se dessiner de plus en plus nettement depuis le début de l'insurrection des Tchécoslovaques dans l'été 1918. A ce moment-là, en mars ou en avril 1918, quand nous parlions de nos tâches, nous opposions déjà aux méthodes de transition graduelle, des méthodes d'action consistant surtout à exproprier les expropriateurs ; celles-ci caractérisaient principalement les premiers mois de la révolution, c'est-à-dire fin 1917 et début 1918. Dès cette époque, nous disions que notre travail en matière d'organisation de l'inventaire et du contrôle retardait grandement sur l'expropriation des expropriateurs. Cela voulait dire que nous avions exproprié beaucoup plus que nous ne pouvions inventorier, contrôler, diriger, etc... Il fallait donc passer de l'expropriation, de la destruction du pouvoir des exploiteurs et des expropriateurs, à la mise en place de l'inventaire et du contrôle, il fallait aborder les tâches économiques, pour ainsi dire prosaïques, de l'édification immédiate. Dès cette époque, il nous a fallu reculer sur nombre de points. C'est ainsi qu'en mars et avril 1918 la question de la rétribution des spécialistes se posa, compte tenu des rapports bourgeois et non pas socialistes, c'est-à-dire la question d'accorder aux spécialistes une rétribution sans égard aux difficultés ou aux conditions particulièrement pénibles du travail, mais répondant aux habitudes bourgeoises et aux conditions de la société bourgeoise. Au début, une rémunération exceptionnellement élevée, aussi élevée que sous le régime bourgeois, ne figurait pas dans le programme du gouvernement des Soviets, et s'opposait à plusieurs décrets de la fin 1917. Mais au commencement de l'année 1918, notre Parti dit expressément que nous devions faire un pas en arrière dans ce domaine, et accepter un certain « compromis » (je me sers du terme employé à ce moment-là). Une décision du Comité exécutif central de Russie en date

du 29 avril 1918 a admis la nécessité de modifier tout le système de rétribution des spécialistes[27].

L'édification économique que nous avions mise à ce moment-là au premier plan était considérée par nous sous un seul angle. Nous nous proposions de passer directement au socialisme en évitant la période préliminaire d'adaptation de l'ancienne économie à l'économie socialiste. Nous pensions qu'en organisant la production et la répartition par l'Etat, nous avions inauguré par là même un nouveau système économique de production et de répartition, différent du précédent. Nous pensions que les deux systèmes — celui de la production et de la répartition par l'Etat, et celui de la production et de la répartition privée — entreraient en conflit dans des conditions qui nous permettraient d'organiser la production et la répartition par l'Etat, en gagnant pas à pas sur le système ennemi. Nous disions que notre tâche consistait désormais moins à exproprier les expropriateurs qu'à mettre sur pied l'inventaire, le contrôle, qu'à relever le rendement du travail, qu'à renforcer la discipline. Nous le disions en mars et en avril 1918, mais nous ne nous demandions pas du tout quels seraient les rapports de notre économie avec le marché, avec le commerce. Lorsqu'à l'occasion de la polémique engagée contre certains camarades, hostiles à la paix de Brest-Litovsk, nous avons par exemple posé, au printemps 1918, la question du capitalisme d'Etat, nous ne disions pas que cela serait un pas en arrière, nous disions que notre situation serait plus facile, et que les tâches socialistes seraient plus près d'être réalisées si le capitalisme d'Etat était le système économique prédominant en Russie. C'est sur ce point que je voudrais surtout attirer votre attention, car j'estime que cela est indispensable pour comprendre le sens et la portée du changement de notre politique économique.

Je citerai un exemple qui montrera plus concrètement et plus nettement les conditions dans lesquelles se déroulait notre lutte. Récemment, j'ai eu l'occasion de voir à Moscou une *Feuille d'annonces* privée[28]. Après trois années de politique économique précédente, cette *Feuille d'annonces* m'a semblé être quelques chose d'absolument extraordinaire, d'absolument nouveau et étrange. Mais du point de vue des méthodes générales de notre politique éco-

nomique, il n'y avait là rien d'étrange. En considérant cet exemple peu important, mais assez caractéristique, il faut se rappeler comment s'est déroulée la lutte, quels en étaient les objectifs et les méthodes pendant notre révolution envisagée dans son ensemble. Un des premiers décrets édictés à la fin de 1917 fut celui qui accordait à l'Etat le monopole des annonces. Quel en était le sens ? Il signifiait que le prolétariat qui avait conquis le pouvoir politique se proposait d'instaurer des rapports sociaux et économiques nouveaux et de réaliser cette transition aussi progressivement que possible : il se proposait non pas d'abolir la presse privée, mais de la soumettre à un certain contrôle de l'Etat et de l'aiguiller dans la voie du capitalisme d'Etat. Le décret qui accordait à l'Etat le monopole des annonces impliquait qu'en principe il subsisterait des journaux privés dans le pays, que la politique économique rendant nécessaire des annonces privées se maintiendrait, que subsisterait aussi le régime de la propriété privée, que toute une série d'établissements privés ayant besoin de réclames et d'annonces subsisteraient. Tel fut et tel devait être le sens du décret qui monopolisait les annonces. Il existe quelque chose d'analogue dans les décrets concernant les banques et les opérations financières, mais pour ne pas compliquer l'exemple je n'en parlerai pas.

Quel fut le sort du décret relatif au monopole des annonces privées, publié dans les premières semaines du régime soviétique ? Il fut bientôt complètement réduit à néant. En nous rappelant aujourd'hui le développement de la lutte et les conditions dans lesquelles elle s'est poursuivie depuis, on sourit à l'idée que nous étions assez naïfs pour instaurer, à la fin de l'année 1917, le monopole des annonces privées. De quelles annonces privées pouvait-il être question dans cette période de lutte acharnée ! A ce décret du gouvernement des Soviets, l'ennemi, c'est-à-dire le monde capitaliste, répondit, en continuant la lutte et en la menant à son point culminant, jusqu'au bout. Ce document supposait que le régime soviétique, la dictature du prolétariat, était devenu tellement fort qu'il ne pouvait y avoir d'autre système économique hormis celui instauré par le nouveau régime, que tous les entrepreneurs privés et tous les patrons voyaient si bien la nécessité impérieuse de

se soumettre à ce nouveau système économique qu'ils accepteraient de poursuivre la lutte sur le terrain que nous, pouvoir politique, lui avions assigné. Vous conservez — leur disions-nous — les publications privées, vous conservez l'initiative dans vos entreprises, vous conservez la liberté de publier les annonces, nécessaires au développement de ces entreprises — l'Etat se contente de créer un impôt sur ces annonces, il ne fait que les concentrer entre ses mains ; loin d'abolir le système des annonces privées, nous vous faisons profiter de l'avantage qui résulte toujours d'une concentration correcte de la publicité. Or, dans la réalité, nous fûmes obligés d'engager la lutte sur un tout autre terrain. L'ennemi, c'est-à-dire la classe des capitalistes, a répondu à ce décret de notre Etat en récusant globalement ce pouvoir d'Etat. Il ne pouvait plus être question d'aucune espèce d'annonces, puisque tout ce qui restait en fait d'éléments bourgeois et capitalistes sous notre régime tendait toutes ses forces, dès cette époque, vers la lutte pour les bases mêmes du pouvoir. Nous proposions aux capitalistes : « Soumettez-vous à la réglementation d'Etat, soumettez-vous au pouvoir d'Etat, et au lieu d'abolir complètement les conditions correspondant aux anciens intérêts, aux anciennes habitudes et idées de la population, nous modifierons tout cela graduellement par la réglementation d'Etat. » Et les capitalistes nous ont répondu en mettant en cause notre existence même. La tactique adoptée par la classe des capitalistes consistait à nous pousser à une lutte désespérée et implacable, qui nous a obligés à rompre beaucoup plus violemment avec les anciens rapports que nous ne nous le proposions.

Le décret établissant le monopole des annonces privées n'a abouti à rien, il est resté lettre morte, et la vie, c'est-à-dire la résistance de la classe des capitalistes, obligea notre pouvoir d'Etat à reporter la lutte sur un terrain bien différent, à abandonner les questions futiles, ridiculement insignifiantes dont nous avons eu la naïveté de nous occuper à la fin 1917 et de répondre à la question : être ou ne pas être, en brisant le sabotage de toute la classe des fonctionnaires, en chassant du pays les armées blanches, soutenues par la bourgeoisie du monde entier,

Cet épisode relatif au décret monopolisant les annonces fournit, à mon sens, des indications utiles touchant la question fondamentale : notre ancienne tactique était-elle erronée ou non ? Certes, aujourd'hui que nous pouvons juger des événements en nous plaçant dans la perspective de l'évolution historique, nous ne pouvons pas nous empêcher de trouver ce décret naïf, et sous un certain rapport, erroné. Mais, par ailleurs, il était juste, en ce sens que l'Etat, c'est-à-dire le prolétariat, a essayé de réaliser la transition vers de nouveaux rapports sociaux, en cherchant le plus possible à s'adapter, pour ainsi dire, aux rapports sociaux existants, en cherchant autant que possible à procéder graduellement et sans heurts. Mais l'ennemi, c'est-à-dire la classe bourgeoise, a tout mis en œuvre pour nous pousser à une lutte farouche et désespérée. Cette stratégie était-elle rationnelle du point de vue de l'ennemi ? Oui, évidemment ; n'ayant pas éprouvé ses forces dans un corps à corps direct, comment la bourgeoisie aurait-elle accepté tout à coup de se soumettre à un régime absolument nouveau, au premier régime prolétarien de l'histoire ? « Pardon, messieurs, nous répondait la bourgeoisie. Nous allons causer avec vous, mais nullement des annonces. Nous allons voir s'il ne se trouvera pas parmi nous encore un Wrangel, un Koltchak, un Dénikine et tâcher d'obtenir pour eux le concours de la bourgeoisie internationale, afin de régler des questions autrement graves que celle de savoir si vous aurez une banque d'Etat ou non. » Au sujet de la banque d'Etat comme au sujet des annonces, nous avons publié, fin 1917, pas mal de documents qui sont restés pour la plupart lettre morte.

La bourgeoisie nous a répondu à cette époque par une stratégie qui, du point de vue de ses intérêts, était rationnelle : « Nous allons d'abord combattre pour résoudre le problème essentiel, celui de savoir si vous êtes réellement le pouvoir ou si cela vous semble seulement ; or, cette question sera réglée non point à coups de décrets, elle sera tranchée par la guerre, par la force brutale ; cette guerre sera menée non seulement par les capitalistes chassés de Russie, mais par tous ceux qui sont intéressés au maintien du régime capitaliste. Et si le reste du monde est suffisamment intéressé au maintien du régime capitaliste,

nous autres, capitalistes russes, nous serons soutenus par la bourgeoisie internationale. » En posant le problème ainsi, du point de vue de ses intérêts, la bourgeoisie avait raison. Tant qu'elle pouvait avoir ne fût-ce qu'une lueur d'espoir de trancher la question fondamentale par le moyen le plus puissant — la guerre — elle ne pouvait pas et elle ne devait pas accepter les concessions partielles que le pouvoir des Soviets lui consentait en vue de réaliser une transition aussi graduelle que possible vers le nouveau régime. « Point de transition et point de régime nouveau ! » — voilà ce que nous répondait la bourgeoisie.

C'est pourquoi les événements ont pris la tournure que nous voyons aujourd'hui. D'une part, la victoire de l'Etat prolétarien, remportée au cours d'une lutte grandiose qui a caractérisé toute la période 1917-1918, et au milieu d'un indicible enthousiasme populaire ; d'autre part, la tentative faite par le pouvoir des Soviets d'instaurer une politique économique permettant de passer à travers une série de modifications graduelles et prudentes, au nouveau regime, comme je l'ai montré par le petit exemple ci-dessus. En guise de réponse à sa tentative, le pouvoir des Soviets a reçu du camp ennemi une déclaration de guerre ; l'ennemi voulait engager une lutte implacable pour savoir si le régime soviétique pourrait se maintenir dans le système des rapports économiques internationaux. Cette question ne pouvait être tranchée que par une guerre qui, à son tour, étant une guerre civile, fut extrêmement acharnée. Plus la lutte devenait difficile, et moins il restait de place à une transition prudente. J'ai dit tout à l'heure que dans cette lutte la bourgeoisie a agi en toute logique et conformément à ses intérêts. Et nous autres, que pouvions-nous dire ? « Messieurs les capitalistes, vous ne nous ferez pas peur. Nous vous battrons une deuxième fois dans ce domaine aussi, comme nous vous avons battus dans le domaine politique où vous avez échoué avec votre Assemblée constituante.» Nous ne pouvions pas agir autrement. Toute autre manière d'agir aurait signifié de notre part une capitulation complète.

Rappelez-vous dans quelles conditions notre combat s'est déroulé, et vous comprendrez la raison de ce changement de méthode, qui paraît irrationnel et fortuit ; vous

comprendrez pourquoi, forts de l'enthousiasme général et après avoir solidement assis notre domination politique, nous avons pu facilement dissoudre l'Assemblée constituante et pourquoi nous avons dû en même temps essayer une série de mesures pour passer graduellement et avec prudence aux réformes économiques ; vous comprendrez enfin, pourquoi la logique de la lutte et la résistance de la bourgeoisie nous ont obligés à adopter, au cours de la guerre civile qui a ravagé la Russie pendant trois ans, les procédés de lutte les plus extrêmes, les plus âpres, les plus implacables.

Au printemps 1921, nous avons compris que nous avions subi un échec dans notre tentative d'instaurer la production et la répartition socialistes par la méthode « d'assauts », c'est-à-dire par la voie la plus courte, la plus rapide, la plus directe. Au printemps 1921, la situation politique nous a montré que sur nombre de questions économiques, il fallait se replier sur les positions du capitalisme d'Etat, qu'il fallait renoncer à l'« assaut » au profit du « siège ».

Si ce changement de tactique suscite, chez certains, plaintes, pleurnicherie, démoralisation ou indignation, il faut leur dire : il est moins dangereux de subir une défaite que de craindre de la reconnaître, que de craindre d'en tirer toutes les conclusions. La lutte militaire est beaucoup plus simple que la lutte du socialisme contre le capitalisme ; nous avons vaincu les Koltchak et consorts parce que nous n'avons pas eu peur de reconnaître nos défaites, parce que nous n'avons pas eu peur d'en tirer des leçons, de refaire plusieurs fois ce qui était inachevé ou mal fait.

Il faut agir de même dans le domaine de la lutte de l'économie socialiste contre l'économie capitaliste, domaine beaucoup plus compliqué et difficile. On ne doit pas avoir peur d'avouer ses défaites. Il faut tirer de chaque défaite tous les enseignements qu'elle comporte. Ce qui a été mal fait doit être refait avec plus de soin, plus de prudence et systématiquement. Si nous admettions que l'aveu d'une défaite, tout comme l'abandon d'une position, provoque démoralisation et affaiblissement de l'énergie dans la lutte, il faudrait dire que de tels révolutionnaires ne sont bons à rien.

J'espère que, sauf quelques exceptions, nul ne pourra en dire autant des bolchéviks, trempés par une expérience

de trois années de guerre civile. Notre force a toujours été et sera toujours de considérer les défaites les plus lourdes avec le plus grand sang-froid, et d'en tirer les leçons quant aux modifications à apporter à notre action. Voilà pourquoi il faut parler sans détours. C'est intéressant et important, non seulement du point de vue de la vérité théorique mais aussi du point de vue pratique. Nous n'apprendrons jamais à nous acquitter de nos tâches par des procédés nouveaux si l'expérience d'hier ne nous a pas ouvert les yeux sur les erreurs des anciens procédés.

Le passage à la nouvelle politique économique consiste précisément en ceci : après l'expérience de l'édification socialiste immédiate, expérience faite au milieu de conditions incroyablement difficiles, au milieu de la guerre civile, au milieu de la lutte acharnée que la bourgeoisie nous avait imposée, nous nous rendîmes clairement compte, au printemps 1921, qu'il fallait abandonner l'édification socialiste immédiate, qu'il fallait, dans nombre de sphères économiques, nous replier vers le capitalisme d'Etat, renoncer au système des assauts de front et commencer un siège long, désagréable, difficile et pénible, nécessitant une série de reculs. Voilà ce qu'on doit savoir pour résoudre le problème économique, c'est-à-dire pour assurer la transition économique vers le système socialiste.

Il m'est impossible aujourd'hui de citer des chiffres, des résultats ou des faits pour vous montrer à quoi a abouti la politique du retour au capitalisme d'Etat. Je me bornerai à un seul exemple. Vous savez que le bassin houiller du Donetz est l'un de nos principaux centres économiques. Vous savez que nous y possédons d'importantes entreprises, naguère capitalistes, au niveau des entreprises capitalistes d'Europe occidentale. Vous savez aussi que dans ce bassin houiller, notre tâche a d'abord été de rétablir les grosses entreprises industrielles : avec un petit nombre d'ouvriers, il nous est plus facile de procéder au rétablissement de l'industrie du Donetz. Mais qu'y voyons-nous aujourd'hui, après le changement de notre politique survenu au printemps dernier ? Nous y constatons le phénomène inverse : c'est surtout dans les petites mines données à bail aux paysans que la production progresse particulièrement. Nous y constatons le développement des rapports de capi-

talisme d'Etat. Ces mines travaillent bien et fournissent à l'Etat, à titre de fermage, 30% environ du charbon extrait. La montée de la production dans le bassin du Donetz dénote une amélioration générale sensible au regard de la situation catastrophique de l'été dernier ; cette amélioration est due, en grande partie, à l'augmentation de la production dans les petites mines, exploitées sur les bases du capitalisme d'Etat. Je ne peux pas faire ici l'analyse de toutes les données qui se rapportent à cette question, mais l'exemple que j'ai cité suffit à montrer clairement certains résultats pratiques de la nouvelle politique. Le regain d'activité économique — ce dont nous avons un besoin impérieux —, l'augmentation du rendement — ce dont nous avons aussi un besoin impérieux —, tout cela commence à se réaliser grâce au retour partiel vers le système du capitalisme d'Etat. Les résultats continueront d'être favorables, si nous savons bien nous y prendre, si nous savons appliquer judicieusement cette politique à l'avenir.

J'en reviens maintenant à mon idée principale. Dans ce passage à la nouvelle politique économique, dans ce retour aux procédés, aux méthodes d'action du capitalisme d'Etat, sommes-nous allés assez loin pour commencer déjà, après avoir arrêté notre retraite, à nous préparer à l'offensive ? Non, nous ne sommes pas encore allés assez loin. Et voici pourquoi. Pour reprendre la comparaison dont j'ai parlé au début (l'exemple de l'assaut et du siège pendant la guerre), je dirai que nous n'avons pas encore achevé le regroupement des troupes et du matériel, etc., — en un mot, nous n'avons pas encore achevé de préparer les nouvelles opérations qui aujourd'hui, avec l'adoption d'une nouvelle stratégie et d'une nouvelle tactique, doivent avoir un autre caractère. Puisqu'à présent nous sommes en train de passer au capitalisme d'Etat, je demande : devons-nous, oui ou non, faire le nécessaire pour que les méthodes d'action correspondant à l'ancienne politique économique n'entravent pas aujourd'hui notre action ? Il va sans dire — et notre expérience nous l'a prouvé — que nous devons faire le nécessaire dans ce sens. Au printemps, nous disions que nous ne craindrions pas de revenir au capitalisme d'Etat et nous envisagions justement la réglementation de l'échange des marchandises. Toute une série de décrets et d'arrêtés, une quantité énorme d'ar-

ticles, toute la propagande, toute la législation — tout fut adapté, à partir du printemps 1921, en vue de multiplier les échanges. Qu'est-ce que cela signifiait ? Quel est le plan d'édification impliqué, pour ainsi dire, dans cette notion ? On se proposait d'organiser dans l'ensemble du pays l'échange plus ou moins socialiste des produits industriels contre les produits agricoles et de rétablir, grâce à cet échange, la grosse industrie qui est la seule base d'une organisation socialiste. A quoi a-t-on abouti ? A ceci — comme la vie pratique vous l'a parfaitement appris et comme toute notre presse le révèle également — que l'échange des marchandises a subi un échec : il a échoué en ce sens qu'il a pris la forme de vente et d'achat. Nous avons le devoir de le reconnaître maintenant, si nous ne voulons pas nous cacher la tête sous l'aile, si nous ne voulons pas faire semblant de ne pas voir notre défaite, si nous ne craignons pas de regarder le danger en face. Nous devons avouer que la retraite a été insuffisante, qu'il faut la prolonger, qu'il faut se replier plus loin, pour passer du capitalisme d'Etat à la mise en œuvre d'une réglementation par l'Etat du commerce et de la circulation monétaire. Le système de l'échange de marchandises n'a abouti à aucun résultat positif, le marché privé a été plus fort que nous, et l'échange de marchandises a dégénéré en commerce, en trafic ordinaire.

Donnez-vous la peine de vous adapter au commerce, autrement vous serez débordés par le trafic et la circulation monétaire !

Voilà pourquoi nous sommes obligés de reculer encore, pour pouvoir plus tard passer enfin à l'offensive. Voilà pourquoi à l'heure actuelle tout le monde doit se rendre compte que les procédés de notre ancienne politique économique étaient erronés. Nous devons nous en rendre compte, afin de pouvoir comprendre nettement en quoi consiste aujourd'hui le nœud de la situation, en quoi consiste la particularité de la transition qui nous attend. Les problèmes extérieurs n'ont pas en ce moment un caractère d'extrême urgence, pas plus que les problèmes militaires. A l'heure actuelle, nous nous trouvons essentiellement en face de problèmes économiques, et nous devons nous souvenir que le prochain pas que nous franchirons ne peut pas être le passage direct à l'édification socialiste.

Trois années ne nous ont pas suffi pour résoudre notre problème (le problème économique). Il nous a été impossible de le faire en si peu de temps, à cause de la misère, de la ruine et du retard culturel qui sont notre lot. Mais en général l'assaut n'a pas été inutile, il a laissé des traces.

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans l'obligation de reculer encore un peu, non seulement vers le capitalisme d'Etat, mais aussi vers la réglementation du commerce et de la circulation monétaire par l'Etat. Ce n'est qu'en suivant cette voie, qui est plus longue que nous ne le pensions, que nous pourrons rétablir la vie économique. Il faut restaurer un système rationnel de rapports économiques, rétablir la petite économie paysanne, restaurer et relever la grosse industrie. Sans cela nous ne pourrons pas nous tirer de la crise. Il n'existe pas d'autre issue ; or, la conscience de la nécessité de cette politique économique n'est pas encore suffisamment nette chez nous. Lorsque, par exemple, je dis : « Nous devons faire en sorte que l'Etat devienne un marchand en gros ou bien apprenne à pratiquer le commerce de gros, c'est une tâche commerciale » — on trouve cela très étrange, quelques-uns même trouvent cela effrayant. « Si, disent-ils, les communistes vont jusqu'à mettre au premier plan des tâches commerciales, des tâches ordinaires, tout à fait simples, tout à fait vulgaires, tout à fait futiles, c'est qu'il ne reste plus grand-chose du communisme. N'y a-t-il pas là des raisons de désespérer et de se dire : tout est perdu ! » Cet état d'esprit existe bien autour de nous, si l'on y regarde de près ; or, il est très dangereux, car s'il prenait de l'extension, il pourrait aveugler bien des personnes, empêcherait d'avoir une claire notion de nos objectifs immédiats. Dissimuler à nous-mêmes, à la classe ouvrière, à la masse que nous continuons toujours notre retraite commencée au printemps 1921, qu'elle se poursuit aujourd'hui, en automne et en hiver 1921-1922 — ce serait nous condamner à l'inconscience la plus complète, ce serait manquer du courage de regarder la situation en face. Dans ces conditions, le travail et la lutte seraient impossibles.

Si une armée, ayant acquis la conviction qu'elle est incapable de prendre une forteresse d'assaut, déclarait qu'elle ne veut pas abandonner les anciennes positions,

qu'elle se refuse à en occuper de nouvelles et à adopter de nouveaux procédés de lutte, on en dirait avec raison : ceux qui ont appris à attaquer, mais n'ont pas appris à reculer, lorsque la situation est grave, ceux-là ne sortiront pas victorieux de la guerre. Des guerres commencées et achevées par des attaques continuellement victorieuses, il n'y en a pas eu dans l'histoire universelle, ou bien s'il y en a eu, c'est à titre d'exception. Nous entendions les guerres ordinaires. A plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une guerre où le sort de toute une classe est en jeu, où se tranche la question : socialisme ou capitalisme, y a-t-il des raisons valables de supposer que le peuple qui résout ce problème pour la première fois, saura trouver du premier coup la bonne tactique, la seule tactique juste ? Quelles sont les raisons qui autorisent cette hypothèse ? Il n'y en a point ! L'expérience dit le contraire. Parmi les problèmes que nous avons eus à résoudre, tous sans exception ont dû être résolus à deux reprises. Après chaque défaite, nous examinions une nouvelle fois le problème, nous reprenions le tout, nous changions de tactique, nous cherchions pour le problème qui nous préoccupait une solution sinon définitive, du moins satisfaisante : voilà comment nous avons travaillé, voilà comment il faut travailler dans l'avenir. Si devant la perspective qui s'ouvre à nous, il n'y avait pas d'unanimité dans nos rangs, ce serait un signe des plus attristants, montrant qu'un esprit de démoralisation extrêmement dangereux s'est implanté dans le Parti. Par contre, si nous ne craignons pas de dire carrément la vérité, si amère, si douloureuse soit-elle, nous apprendrons sûrement et infailliblement à vaincre les difficultés, si grandes soient-elles.

Nous devons nous placer sur le terrain des rapports capitalistes existants. Allons-nous nous en effrayer ? Ou bien dira-t-on que cette tâche n'est pas une tâche communiste ? Ce serait ne pas comprendre la lutte révolutionnaire, ne pas comprendre le caractère de cette lutte, acharnée à l'extrême et comportant des tournants des plus brusques, et auxquels nous ne pouvons nous dérober en aucun cas.

Pour conclure je vais examiner une question qui préoccupe beaucoup de camarades. Puisqu'aujourd'hui, en automne et en hiver 1921, nous reculons encore, quand ces reculs

prendront-ils fin ? Cette question, posée carrément ou non, nous l'entendons souvent. Elle me rappelle une question analogue que l'on posait lors de la conclusion du traité de paix de Brest-Litovsk. On nous demandait : « Puisque vous avez cédé à l'impérialisme allemand sur tel point et sur tel autre, quand ces concessions prendront-elles fin et y a-t-il une garantie qu'elles prendront fin un jour ? D'ailleurs, en les consentant, n'augmentez-vous pas le danger de la situation ? » Bien sûr, notre situation devient plus dangereuse, mais il ne faut pas oublier les lois fondamentales de toute guerre. Celle-ci est un danger en soi. A la guerre, il n'y a pas une minute où l'on ne soit entouré de dangers. Or, qu'est-ce que c'est que la dictature du prolétariat ? C'est une guerre, mais beaucoup plus acharnée, beaucoup plus longue et beaucoup plus tenace que toute autre. Ici, le danger nous guette à chaque pas.

La situation créée par notre nouvelle politique économique — développement de petites entreprises commerciales, cession à bail des entreprises de l'Etat, etc..., — tout cela, c'est l'extension de rapports capitalistes. Seuls des gens qui ont complètement perdu la tête peuvent ne pas s'en rendre compte. Il va sans dire que le renforcement des rapports capitalistes constitue par lui-même une aggravation du danger. Mais sauriez-vous m'indiquer dans la révolution une voie, une étape et une tactique où il n'y ait pas de danger ? Lorsqu'il n'y aura plus de dangers, ce sera la fin de la guerre, ce sera la cessation de la dictature du prolétariat; mais pour le moment aucun d'entre nous n'y songe, bien entendu. Tout pas en avant accompli dans cette nouvelle politique économique comporte toute une suite de dangers. Lorsque nous avons déclaré au printemps que nous allions remplacer les réquisitions par l'impôt en nature et décréter la liberté d'échanger les produits agricoles dont les paysans disposeraient après avoir acquitté l'impôt en nature, nous avons par là même décrété la liberté du développement du capitalisme. Ignorer cette vérité, ce serait perdre complètement la faculté de comprendre les rapports économiques essentiels, c'est se mettre dans l'impossibilité de s'orienter et d'agir judicieusement. Bien entendu, les procédés de lutte ayant changé, le caractère du danger a également changé. Au moment où se décidait la

question du pouvoir des Soviets, de la dissolution de l'Assemblée constituante, le danger était politique. On a vu par la suite que ce danger était minime. Et lorsque vint l'époque de la guerre civile, soutenue par les capitalistes du monde entier, surgit le danger militaire, qui était plus redoutable. Après le changement de notre politique économique, le danger devint plus grand encore, car l'édification économique comporte une quantité énorme de tâches modestes, quotidiennes, auxquelles on s'habitue ordinairement et qui passent inaperçues ; elle exige que nous fixions toute notre attention et tendions toutes nos forces, et elle nous impose de façon particulièrement impérieuse la nécessité d'apprendre les procédés appropriés pour surmonter ce danger. Le rétablissement du capitalisme, le développement de la bourgeoisie, l'extension de rapports bourgeois sur la base du commerce, etc. — tel est le danger qu'implique notre édification économique actuelle, qu'implique notre méthode prudente de résoudre un problème qui est beaucoup plus difficile que les problèmes précédents. Il ne doit pas y avoir à ce sujet le moindre malentendu.

Nous sommes tenus de nous rendre compte que la situation concrète actuelle exige la réglementation du commerce et de la circulation monétaire par l'Etat et que c'est dans ce domaine que nous devons être à la hauteur. Notre vie économique contient plus de contradictions qu'il n'y en avait avant la nouvelle politique économique : la situation de certaines couches de la population, peu nombreuses, a été partiellement et légèrement améliorée ; d'autre part, il existe une discordance complète entre les ressources économiques et les besoins primordiaux des autres couches qui constituent la majorité de la population. Les contradictions se sont multipliées. Et il va sans dire que tant que nous traversons une période de bouleversements violents, nous ne pourrons pas nous débarrasser de sitôt de ces contradictions.

Pour terminer, je voudrais souligner les trois points principaux de mon rapport. Le premier, c'est la question générale : dans quel sens devons-nous reconnaître que notre politique économique de la période précédente était erronée ? J'ai essayé, sur l'exemple d'une guerre, de faire comprendre la nécessité de renoncer au système des assauts

brusqués pour celui du siège, de montrer que les assauts brusqués étaient indispensables au début de la lutte, mais qu'après leur échec, il fallait se rendre compte de la valeur des nouveaux procédés de lutte.

Ensuite, la première leçon et la première étape qui se sont imposées à nous au printemps 1921, c'était le développement du capitalisme d'Etat dans une nouvelle voie ; de ce point de vue, on enregistre certains succès, mais il y a aussi des contradictions sans précédent. Nous ne sommes pas encore maîtres dans ce domaine.

Troisièmement, après la retraite que nous avons dû effectuer au printemps 1921, passant de l'édification socialiste au capitalisme d'Etat, nous constatons que nous devons réglementer le commerce et la circulation monétaire par l'Etat ; si éloignée du communisme que la sphère du commerce paraisse, c'est cependant dans ce domaine que nous incombe une tâche particulière. Ce n'est qu'après nous être acquittés de cette tâche que nous pourrons faire face aux besoins économiques absolument urgents, et rendre possible le rétablissement de la grosse industrie par une voie plus longue, mais plus efficace et qui, de plus, est aujourd'hui la seule accessible pour nous.

Voilà pour l'essentiel ce que nous ne devons pas perdre de vue en ce qui concerne la nouvelle politique économique. Pour résoudre les problèmes posés par cette politique, il importe de voir clairement les grandes lignes de l'évolution, afin de pouvoir nous orienter au milieu de ce chaos apparent que nous observons aujourd'hui dans les rapports économiques, et où, à côté du passé aboli, nous apercevons les germes encore faibles du régime nouveau, où nous constatons souvent que nos procédés ne correspondent pas aux nouvelles conditions. Soucieux de relever les forces productives et de rétablir la grosse industrie, base unique de la société socialiste, nous devons aborder correctement cette tâche et la mener à bien coûte que coûte.

2

DISCOURS DE CLOTURE

Camarades, avant de répondre aux remarques faites par écrit, je voudrais dire quelques mots en réponse aux camarades qui sont intervenus ici. Dans le discours du camarade Larine, je crois qu'il faut signaler un malentendu. Ou bien je me suis mal exprimé, ou bien il m'a mal compris, lorsqu'il a rattaché la question de la réglementation, dont j'ai parlé, à celle de la réglementation de l'industrie. C'est évidemment une méprise. J'ai parlé de la réglementation du commerce et de la circulation monétaire en la comparant à l'échange des marchandises. Et voici ce qu'il faut dire encore : si nous voulons que notre politique, nos décisions, notre propagande et notre agitation contribuent à améliorer cette propagande, l'agitation et nos décrets, il ne faut pas dédaigner les résultats de l'expérience immédiate. Est-il exact que nous avons parlé de l'échange des marchandises au printemps de 1921 ? Oui, naturellement, vous le savez tous. Est-il exact que l'échange des marchandises, en tant que système, s'est révélé inadéquat avec la réalité, qui, au lieu de l'échange des marchandises, nous a donné la circulation monétaire, la vente et l'achat contre de l'argent ? Cela aussi est incontestable ; les faits le montrent. C'est ce qu'il faut répondre également aux camarades Stoukov et Sorine qui ont parlé d'erreurs imaginaires. Vous avez là un exemple frappant d'erreur indéniable et non imaginaire.

L'expérience de notre nouvelle politique économique de la dernière période, inaugurée au printemps, a prouvé qu'au

printemps de 1921 la nouvelle politique économique n'était contestée par personne, et que tout le Parti, à ses congrès, à ses conférences et dans la presse, l'a adoptée avec une unanimité complète. Les anciennes discussions n'ont pas influé le moins du monde sur cette nouvelle décision unanime. Celle-ci reposait sur l'idée que, par l'échange des marchandises, nous pouvons réaliser un passage plus direct à l'édification socialiste. A présent, nous voyons clairement qu'il faut encore ici un chemin détourné, passant par le commerce.

Les camarades Stoukov et Sorine se sont beaucoup lamentés, disant : voilà qu'on nous parle d'erreurs, mais ne pourrait-on pas s'abstenir d'inventer des erreurs ? Bien sûr, si l'on invente des erreurs, c'est une chose tout à fait mauvaise. Mais si l'on élude les questions pratiques comme le fait le camarade Gonikman, on a absolument tort. Il a prononcé tout un discours sur ce thème : « Le phénomène historique ne pouvait pas prendre une autre tournure que celle qu'il a prise. » Voilà qui est absolument incontestable ; nous l'avons tous appris dans l'a b c du communisme, dans l' a b c du matérialisme historique et dans l' a b c du marxisme. Voici un raisonnement conforme à ce principe. Le discours du camarade Semkov est-il un phénomène historique ou non ? J'affirme que c'est aussi un phénomène historique. Que ce phénomène historique n'ait pas pu prendre une autre tournure que celle qu'il a prise, cela démontre précisément qu'il n'y a ici ni erreur imaginaire, ni volonté ou acceptation erronées de voir les membres du Parti se laisser aller à l'abattement, au trouble et à l'accablement. Les camarades Stoukov et Sorine craignaient beaucoup que, d'une façon ou d'une autre, entièrement ou à moitié, directement ou non, cette reconnaissance d'une erreur fût tout de même nuisible, en répandant l'abattement et en provoquant l'accablement. Avec mes exemples, j'ai voulu justement montrer que le fond de la question est celui-ci : la reconnaissance de l'erreur a-t-elle à présent une portée pratique ? Faut-il actuellement changer quelque chose après ce qui s'est produit, et s'est produit inévitablement ? Au début, il y a eu un assaut, et c'est seulement après cet assaut que nous avons entrepris le siège ; tout le monde sait cela. A l'heure actuelle, la mise en œuvre de notre politique économique est entravée par l'application

erronée de procédés qui seraient peut-être excellents dans d'autres conditions, mais sont maintenant nuisibles. Les camarades qui sont intervenus ont presque tous absolument négligé ce thème : or, l'essentiel est là, et seulement là. Mon meilleur allié a été ici, justement, le camarade Semkov, parce qu'il a étalé cette erreur manifestement. S'il n'y avait pas eu de camarade Semkov, ou bien s'il n'avait pas pris la parole aujourd'hui, on aurait pu effectivement avoir cette impression : ce Lénine n'a-t-il pas inventé l'erreur ? Tandis que le camarade Semkov a dit très clairement : « Que parlez-vous de commerce d'Etat ! Dans les prisons, on ne nous a pas appris à commercer ». Camarade Semkov, il est bien vrai qu'on ne nous a pas appris à commercer dans les prisons ! Et faire la guerre, est-ce qu'on nous l'a appris dans les prisons ? Et administrer l'Etat, est-ce qu'on nous l'a appris dans les prisons ? Et mettre d'accord les différents commissariats du peuple, coordonner leurs activités, cette chose tellement désagréable, est-ce qu'on nous l'a jamais apprise quelque part ? Jamais on ne nous l'a appris. Dans le meilleur des cas, on ne nous apprenait rien en prison, mais nous apprenions nous-mêmes le marxisme, l'histoire du mouvement révolutionnaire, etc. De ce point de vue, pour beaucoup le séjour en prison n'a pas été inutile. Quand on nous dit : « En prison, on ne nous a pas appris à commercer », ces mots révèlent justement une conception erronée des tâches pratiques de notre lutte d'aujourd'hui et de l'activité du Parti. Et c'est précisément l'erreur qui consiste à transposer les procédés qui conviennent à l'« assaut » dans la période du « siège ». Le camarade Semkov a mis à nu une erreur qui existe dans les rangs du Parti. Cette erreur, il faut en prendre conscience et la corriger.

Si nous pouvions nous appuyer sur l'enthousiasme militaire et politique qui a constitué une force historique incontestable et gigantesque, qui a joué un grand rôle, et qui aura des répercussions pendant de longues années sur le mouvement ouvrier international lui-même, si cet enthousiasme, joint à un certain degré de culture, et pour peu que nos usines soient relativement intactes, nous aidait à passer directement à l'édification socialiste, nous ne nous occuperions pas d'une chose aussi désagréable que le calcul

commercial et l'art de commercer. Dans ce cas, ce ne serait pas nécessaire. Or, actuellement nous devons nous en occuper. Pourquoi ? Parce que nous dirigeons et que nous devons diriger l'édification économique. L'édification économique nous a amenés à recourir non seulement à des choses aussi désagréables que le bail, mais aussi à une chose aussi désagréable que le commerce. On pouvait s'attendre à ce qu'une situation aussi fâcheuse provoque l'abattement et le découragement. Mais à qui la faute ? N'est-ce pas la faute à ceux chez qui l'on observe ce découragement, cet abattement? Si notre vie économique, due à l'ensemble des conditions de l'économie et de la politique, internationale et russe, est telle que la circulation monétaire, et non pas l'échange des marchandises, est devenue un fait ; s'il faut se fixer pour tâche de régler le commerce actuel, la mauvaise circulation monétaire actuelle, allons-nous dire, nous communistes, que nous n'avons rien à voir là-dedans ? C'est cela qui serait l'abattement le plus nuisible, un état d'esprit tout à fait désespéré, et rendrait tout travail impossible.

La conjoncture dans laquelle nous travaillons n'est pas créée seulement par nous : elle dépend à la fois de la lutte économique et des relations avec les autres pays. Ces données ont pris une tournure telle qu'au printemps de cette année nous avons dû poser la question du bail, et que maintenant nous devons poser en outre la question du commerce et de la circulation monétaire. Essayer de s'y dérober en disant : « En prison, on ne nous a pas appris à commercer », c'est se laisser aller à un abattement inadmissible, c'est ne pas s'acquitter de notre tâche économique. Il serait beaucoup plus agréable de pouvoir prendre d'assaut le commerce capitaliste, et dans certaines conditions (fabriques intactes, économie et culture élevées) une tentative de « prise d'assaut », c'est-à-dire d'établissement direct de l'échange des marchandises, n'a rien d'erroné. Mais ce qui est une erreur actuellement, c'est que nous ne voulons pas comprendre qu'une autre façon d'agir est nécessaire et inévitable. Ce n'est pas une erreur imaginaire, ce n'est pas une erreur du domaine de l'histoire, c'est une leçon pour comprendre correctement ce qu'on peut et doit faire actuellement. Le Parti peut-il s'acquitter de sa tâche avec succès s'il l'aborde en raisonnant de la sorte : « En prison on

ne nous a pas appris à commercer », nous n'avons pas besoin du calcul commercial ? Il y a bien des choses qu'on ne nous avait pas apprises en prison et que nous avons été obligés d'apprendre après la révolution ; nous les avons apprises, et fort bien apprises.

Je pense qu'apprendre à se débrouiller dans les relations commerciales et le commerce est un devoir pour nous, et que nous commencerons à étudier avec succès et achèverons cette étude lorsque nous aurons abordé cette tâche sans détours. Nous avons été obligés de reculer à tel point que la question du commerce est devenue une question pratique du Parti, une question de l'édification économique. Qu'est-ce qui dicte le passage aux positions commerciales ? La conjoncture, les conditions réelles. Ce passage est nécessaire pour que la grande industrie se relève rapidement et se lie rapidement à l'agriculture, pour obtenir un échange normal de produits. Dans un pays doté d'une industrie plus développée, cela se fera beaucoup plus vite ; chez nous, le chemin est long et en lacets, mais en fin de compte, le but vers lequel nous tendons sera atteint. Et, pour le moment, nous sommes tenus de nous guider sur les tâches que le présent et l'avenir immédiat tracent pour nous et notre Parti qui doit diriger toute l'économie de l'Etat. Actuellement, nous ne pouvons plus parler de l'échange des marchandises, car celui-ci, en tant que terrain de lutte, nous a été retiré. C'est un fait indubitable, aussi désagréable qu'il soit pour nous. Eh bien ! devons-nous dire que nous n'avons plus rien à faire ? Nullement. Nous devons nous instruire. Nous devons apprendre à réglementer à l'échelle de l'Etat les relations commerciales, tâche difficile mais qui n'a rien d'impossible. Et nous nous en acquitterons, parce que nous nous sommes acquittés de tâches qui n'étaient pas moins nouvelles, nécessaires et ardues pour nous. Le commerce coopératif est une chose difficile; mais il n'y a là rien d'impossible : il faut seulement en prendre nettement conscience et se mettre sérieusement au travail. C'est à cela que se ramène notre nouvelle politique. A l'heure actuelle, un petit nombre d'entreprises est déjà passé à la gestion commerciale, la rémunération du travail des ouvriers s'y effectue suivant les prix du marché libre, l'étalon-or a été adopté pour les paiements. Mais le nombre de ces entreprises est

infime ; dans la plupart, c'est le règne du chaos, de la disparité totale entre les salaires et les conditions de vie ; une partie des entreprises s'est vu retirer l'approvisionnement par l'Etat, une partie a conservé cet approvisionnement incomplet. Où chercher l'issue ? Uniquement dans la perspective, pour nous, d'apprendre, de nous adapter, de résoudre ces problèmes comme il se doit, c'est-à-dire compte tenu des conditions données.

Voilà ma réponse aux camarades qui se sont exprimés au sujet de la causerie d'aujourd'hui, et maintenant je vais répondre brièvement à quelques-uns des billets qui m'ont été transmis.

L'un d'eux porte : « Vous vous référez à Port-Arthur, mais ne pensez-vous pas que c'est nous, encerclés par la bourgeoisie internationale, qui pourrions être Port-Arthur ? »

Oui, camarades, j'ai déjà indiqué que le propre de la guerre est le danger, qu'il ne faut pas commencer une guerre si l'on oublie que l'on peut subir une défaite. Si nous subissons une défaite, nous nous trouverons naturellement dans la triste situation de Port-Arthur. Dans tout mon discours, j'ai voulu parler du Port-Arthur du capitalisme international, lequel est assiégé, et assiégé pas seulement par notre armée. A l'intérieur de chaque pays capitaliste grandit toujours davantage l'armée qui assiège ce Port-Arthur du capitalisme international.

Un billet demande : « Quelle sera notre tactique au lendemain de la révolution sociale, si celle-ci éclate dans un an ou deux ? » S'il était possible de répondre à de telles questions, faire des révolutions serait très facile, et nous en ferions partout en quantité. Il est impossible de répondre à de telles questions, parce que nous ne pouvons pas dire ce qui se passera, je ne dis même pas dans un an ou deux, mais même dans six mois. Poser de telles questions est aussi vain que d'essayer de trancher la question de savoir laquelle des parties en lutte se trouvera dans la triste situation de la forteresse de Port-Arthur. Nous savons une seule chose, c'est qu'en fin de compte la forteresse du Port-Arthur international sera prise immanquablement, parce que dans tous les pays grandissent les forces qui l'abattront. Mais, chez nous, la question fondamentale est celle des moyens de conserver, malgré les conditions

difficiles qui sont actuellement les nôtres, la possibilité de relever la grande industrie. Nous ne devons pas ignorer la gestion commerciale ; nous devons comprendre que c'est le seul terrain sur lequel on puisse créer des conditions acceptables, satisfaisantes pour les ouvriers, qu'il s'agisse des salaires ou de la quantité de travail, etc. C'est seulement sur le terrain du calcul commercial qu'on peut édifier l'économie. Ce qui gêne, ce sont les préjugés et les souvenirs de ce qui est révolu. Si nous n'en tenons pas compte, nous ne pourrons pas appliquer convenablement la nouvelle politique économique.

On pose aussi des questions de ce genre : « Où sont les limites du recul ? ». Plusieurs billets posent la question dans le même sens : jusqu'où pouvons-nous reculer ? C'est ce que j'ai prévu, et j'ai dit quelques mots à ce sujet dans mon premier discours. Cette question exprime un certain état d'abattement et de découragement, elle est dénuée de tout fondement. Nous avons entendu la même chose lors de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Cette question est mal posée, parce que seule la poursuite continue de notre nouvelle politique permettra d'y répondre. Nous reculerons aussi longtemps que nous n'aurons pas appris et que nous ne serons pas prêts à passer à une offensive solide. On ne peut rien répondre de plus à cela. Reculer est fort désagréable, mais quand on se fait battre, on ne demande pas ce qui est agréable ou désagréable, les troupes reculent et personne ne s'en étonne. Rien de valable ne peut sortir des conversations sur le point de savoir quand nous cesserons de reculer. Pourquoi donc devons-nous inventer à l'avance des situations inextricables ? Au lieu de cela, il faut se mettre au travail concret. Il faut examiner attentivement les conditions concrètes, la situation ; il faut savoir à quoi on peut s'accrocher — rivière, montagne, marais ou gare — car, c'est seulement quand nous pourrons nous accrocher à quelque chose que nous pourrons passer à l'offensive. Et on ne doit pas se laisser aller à l'abattement, on ne doit pas éluder le problème à coups d'exclamations de tribune qui sont très précieuses à leur place, mais qui en cette matière ne peuvent rien donner de bon.

SUR LE ROLE DE L'OR AUJOURD'HUI ET APRES LA VICTOIRE COMPLETE DU SOCIALISME

Le meilleur moyen de célébrer l'anniversaire de notre grande révolution, c'est de concentrer l'attention sur les tâches qui ne sont pas encore accomplies. Cette façon de célébrer la révolution est opportune et nécessaire surtout quand il est des problèmes fondamentaux que la révolution n'a pas encore résolus et que, pour les trancher, il faut s'assimiler quelque chose de nouveau (du point de vue de ce que la révolution a déjà mis en œuvre).

Le fait nouveau, à l'heure présente, c'est la nécessité pour notre révolution de recourir, pour les problèmes essentiels de la construction économique, aux méthodes d'action « réformistes », graduelles, faites de prudence et de détours. Cette « nouveauté » suscite des questions, de la perplexité, des doutes aussi bien sur le plan théorique que sur le plan pratique.

Question théorique : comment expliquer le passage, après une suite d'actions révolutionnaires s'il en fut, à des actions éminemment « réformistes » sur le même terrain, cependant que la marche générale de la révolution considérée dans son ensemble est victorieuse ? N'y a-t-il pas là un « abandon des positions », un « aveu de faillite » ou quelque chose d'analogue ? Nos ennemis, depuis les réactionnaires du type semi-féodal jusqu'aux menchéviks ou autres chevaliers de l'Internationale II 1/2, prétendent, bien entendu, que oui. C'est bien parce qu'ils sont des ennemis

qu'ils lancent des affirmations de cette nature, sous tous les prétextes et sans aucun prétexte. L'unité touchante de tous les partis, depuis les féodaux jusqu'aux menchéviks, en cette matière, prouve une fois de plus que, face à la révolution prolétarienne, tous ces partis forment, effectivement, une « seule masse réactionnaire » (ainsi que, soit dit entre parenthèses, l'avait prévu Engels dans ses lettres à Bebel, datées de 1875 et de 1884)[29].

Mais une certaine... « perplexité » règne aussi parmi nos amis.

Rétablissons la grosse industrie et organisons l'échange direct de ses produits avec la petite agriculture paysanne, en aidant à la collectivisation de cette dernière. Pour relever la grosse industrie, prenons aux paysans, à titre d'emprunt, une certaine quantité de vivres et de matières premières, au moyen du prélèvement des excédents. Tel est le plan (ou la méthode, le système) que nous avons appliqué pendant plus de trois ans, jusqu'au printemps de 1921. Comportement révolutionnaire, dans le sens d'une démolition directe et totale de l'ancien régime et du remplacement de ce dernier par un nouveau régime social et économique.

Depuis le printemps de 1921, à ce comportement, à ce plan, à cette méthode, à ce système d'action, nous substituons (nous n'avons pas encore « substitué », nous sommes encore en train de « substituer », et nous n'en avons pas encore pris entièrement conscience) une tout autre méthode, de type réformiste : ne pas *démolir* l'ancienne structure économique et sociale, le commerce, la petite agriculture, la petite industrie, le capitalisme ; mais *animer* le commerce, la petite industrie, le capitalisme, en s'efforçant de s'en rendre maîtres avec prudence et par degrés, ou en les faisant réglementer par l'Etat *dans la mesure seulement* où ils reprendront vie.

Position tout à fait différente.

Comparée à la position précédente, révolutionnaire, c'est là une solution réformiste (la révolution est un bouleversement qui démolit le vieil ordre de choses dans ce qu'il a de plus essentiel, de plus fondamental, au lieu de le refaire avec prudence, lentement, par degrés, en s'efforçant de démolir le moins possible).

La question se pose : si, après avoir éprouvé les méthodes révolutionnaires, vous avez constaté leur échec et avez adopté les méthodes réformistes, n'est-ce pas là une preuve que, d'une façon générale, la révolution est selon vous une erreur ? N'est-ce pas là une preuve qu'il ne fallait pas, en général, commencer par la révolution, qu'il fallait commencer par des réformes et se borner aux réformes ?

Telle est la conclusion que tirent les menchéviks et leurs semblables. Mais cette conclusion est ou bien un sophisme et un simple maquignonnage de la part de gens qui, en politique, en ont vu de toutes les couleurs, ou bien une puérilité de la part de ceux qui « ne sont pas passés par là ». Pour un révolutionnaire véritable, le danger le plus grand, peut-être même l'unique danger, c'est de surenchérir, d'oublier les limites et les conditions d'une application efficace et opportune des procédés révolutionnaires. C'est là que les véritables révolutionnaires se sont le plus souvent cassé le cou, lorsqu'ils se mettaient à écrire le mot « révolution » avec une majuscule, à ériger la « révolution » en une fin presque divine, à perdre la tête, à perdre la faculté de réfléchir avec le maximum de sang-froid et de lucidité, de peser, de vérifier à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle sphère d'action il faut savoir agir en révolutionnaires, et à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle sphère d'action il faut savoir passer à l'action réformiste. Les véritables révolutionnaires ne périront (non dans le sens d'une défaite extérieure, mais d'une faillite intérieure de leur cause) que dans le cas où — mais alors ils périront à coup sûr — ils perdront leur lucidité et s'imagineront que la révolution, « grande, mondiale, victorieuse », peut et doit nécessairement trancher par la voie révolutionnaire tous les problèmes, quelles que soient les circonstances, et dans toutes les sphères d'action.

Quiconque « s'imaginera » cela est perdu, car il aura imaginé une sottise dans une question capitale ; or, dans une guerre acharnée (la révolution est une guerre acharnée entre toutes), la défaite punit la sottise.

Qu'est-ce qui prouve que la « grande » révolution « mondiale, victorieuse » ne peut et ne doit employer que des méthodes révolutionnaires ? Rien ne le prouve. C'est simplement et absolument faux. La fausseté de cette affirmation

est évidente par elle-même, si l'on se fonde sur des considérations purement théoriques, sans abandonner le terrain du marxisme. La fausseté de cette affirmation est également confirmée par l'expérience de notre révolution. Point de vue théorique : pendant la révolution on commet des sottises comme en tout autre temps, disait Engels[30], et il disait vrai. Il faut tâcher d'en faire le moins possible et de corriger au plus vite celles qui ont été commises, en considérant avec le maximum de lucidité quels problèmes, et à quel moment, peuvent ou ne peuvent pas être tranchés par la voie révolutionnaire. Notre propre expérience : la paix de Brest-Litovsk fut un exemple d'action point du tout révolutionnaire, mais réformiste, ou même pis que réformiste, puisque c'était une action rétrograde ; or, en règle générale, les actes réformistes avancent lentement, avec prudence et par degrés, mais ne rétrogradent pas. Aujourd'hui, la justesse de notre tactique lors de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk est tellement établie, claire pour tout le monde et universellement reconnue, qu'il ne vaut plus la peine de perdre son temps à en faire la preuve.

Ce qui est entièrement achevé dans notre révolution, c'est seulement son œuvre démocratique bourgeoise. Et nous avons le droit le plus légitime d'en être fiers. Son œuvre prolétarienne ou socialiste se ramène aux trois points principaux que voici : 1) Sortie révolutionnaire de la guerre impérialiste mondiale ; dénonciation et *mise en échec* de la boucherie organisée par les deux groupes de rapaces capitalistes du monde ; cela, nous l'avons, de notre côté, entièrement achevé ; seule la révolution dans plusieurs pays avancés aurait pu parachever cette œuvre. 2) Création du régime des Soviets, forme de réalisation de la dictature du prolétariat. Un tournant de portée mondiale s'est opéré. L'époque du parlementarisme démocratique bourgeois est terminée. Un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire du monde : l'époque de la dictature du prolétariat. C'est seulement plusieurs pays qui pourront perfectionner et parfaire le régime soviétique et les diverses formes de la dictature du prolétariat. Nous avons encore beaucoup, beaucoup de choses à parfaire dans ce domaine. Ce serait une faute impardonnable de ne pas nous en rendre compte. Nous aurons encore plus d'une fois à parfaire, à modifier, à recommencer.

A chaque étape franchie, à chaque montée de nos forces productives et de notre culture, nous devons modifier, perfectionner notre système des Soviets ; or, notre niveau économique et culturel est très bas. Nous aurons beaucoup à refaire, et nous laisser « troubler » par cette perspective serait le comble de l'absurdité (sinon pire). 3) Construction des bases économiques du régime socialiste. Dans ce domaine, le principal, l'essentiel n'est pas achevé. Or, c'est là notre œuvre la plus juste et la plus sûre, à la fois du point de vue théorique, du point de vue pratique, du point de vue de la R.S.F.S.R. aujourd'hui, et du point de vue international.

Or, dès l'instant que le principal n'a pas été achevé en son fond, il faut porter toute notre attention de ce côté-là. Ici la difficulté est dans la forme de transition.

« Il ne suffit pas d'être un révolutionnaire et un partisan du socialisme, ou un communiste en général, écrivais-je en avril 1918 dans *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* [31], il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer solidement le passage au maillon suivant ; l'ordre de succession des maillons, leur forme, leur assemblage et ce qui les distingue les uns des autres, ne sont pas aussi simples et aussi rudimentaires dans une chaîne d'événements historiques que dans une chaîne ordinaire, sortie des mains d'un forgeron. »

A l'heure présente, dans le domaine d'activité dont il est question, ce maillon, c'est l'animation du *commerce* intérieur, soumis à une juste réglementation de la part de l'Etat. Le commerce, voilà le « maillon » dans la chaîne d'événements historiques, dans les formes transitoires de notre œuvre de construction socialiste de 1921—1922, maillon « *dont nous devons nous saisir de toutes nos forces* », nous, pouvoir d'Etat prolétarien, nous, Parti communiste dirigeant. Si *aujourd'hui* nous « saisissons » assez vigoureusement ce maillon, nous nous rendrons à coup sûr, très prochainement, maîtres de *toute* la chaîne. Autrement nous ne nous rendrons pas maîtres de toute la chaîne, nous ne parviendrons pas à poser le fondement des rapports économiques et sociaux de la société socialiste.

Cela paraît bizarre. Communisme et commerce ? ! Décidé-

ment, voilà qui est incohérent, saugrenu, éloigné ! Mais si on y réfléchit du point de vue *économique*, l'un n'est pas plus éloigné de l'autre que le communisme ne l'est de la petite agriculture paysanne, patriarcale.

Quand nous aurons triomphé à l'échelle mondiale, nous ferons, je le crois, avec l'or, des latrines publiques dans les rues de quelques-unes des plus grandes villes du monde. Ce serait l'emploi de l'or le plus « équitable », le plus nettement édifiant pour les générations qui n'auront pas oublié qu'à cause de l'or on a massacré dix millions d'hommes et estropié trente millions dans la « grande » guerre « libératrice » de 1914—1918, guerre engagée pour régler la fameuse question de savoir lequel des deux traités de paix est le pire : celui de Brest-Litovsk ou celui de Versailles ; et que, pour ce même or on s'apprête, sans nul doute, à massacrer vingt millions d'hommes et à en estropier soixante millions dans une guerre qui éclatera aux environs de 1925 ou de 1928, soit entre le Japon et l'Amérique, soit entre l'Angleterre et l'Amérique, ou quelque chose dans ce genre.

Si « équitable », si utile, si humain que serait l'usage indiqué de l'or, nous dirons cependant : pour en arriver là, il faut que nous travaillions encore quelque dix ou vingt ans avec la même intensité et le même succès qu'en 1917—1921, mais dans une arène beaucoup plus vaste. Pour le moment, il faut nous montrer ménagers de l'or en R.S.F.S.R., le vendre aussi cher que possible et acheter avec cet or des marchandises aussi bon marché que possible. Il faut hurler avec les loups ; quant à exterminer tous les loups, comme il se doit dans une société humaine raisonnable, tenons-nous-en au sage proverbe russe : « Ne te vante pas à ton départ pour la guerre, mais à ton retour »...

Le commerce est la seule liaison économique possible entre des dizaines de millions de petits cultivateurs et la grosse industrie, *si... si* à côté de ces cultivateurs il n'existe pas une excellente industrie mécanisée avec un réseau de câbles électriques, une industrie capable, tant par sa puissance technique que par ses « superstructures » et les facteurs qui s'y rattachent, de fournir aux petits cultivateurs des produits meilleurs et en plus grande quantité, plus vite et moins cher qu'auparavant. Ce « si » *est déjà réalisé* à

l'échelle mondiale, cette condition existe déjà ; mais un pays isolé, l'un des pays capitalistes les plus arriérés de surcroît, ayant tenté immédiatement, d'un seul coup, de réaliser, de mettre en œuvre, d'organiser pratiquement cette *nouvelle* liaison entre l'industrie et l'agriculture, n'a pas pu s'acquitter de cette tâche par une « attaque brusquée », et maintenant il doit s'en acquitter par une série d'opérations de « siège », lentes, graduelles, prudentes.

Le pouvoir d'Etat prolétarien est en mesure de se rendre maître du commerce, de l'orienter, de lui assigner des limites. Voici un petit, un tout petit exemple : dans le bassin du Donetz, on constate une reprise économique, faible, très faible encore, mais incontestable, due en partie à l'élévation de la productivité du travail dans les grosses mines de l'Etat, en partie aussi parce que les petites mines ont été données à bail aux paysans. Le pouvoir d'Etat prolétarien reçoit ainsi une petite (minime, du point de vue des pays avancés, cependant appréciable vu notre misère) quantité de charbon supplémentaire au prix de revient, disons à 100 % ; et il le vend à diverses administrations publiques à 120 % ,et à des particuliers à 140 %. (Notons entre parenthèses que ces chiffres sont absolument fictifs, d'abord parce que je ne connais pas les chiffres exacts, et puis parce que si je les connaissais, je ne les livrerais pas aujourd'hui à la publicité). On dirait bien que, pour modestes qu'en soient les proportions, *nous commençons* à nous rendre maîtres de l'*échange* entre l'industrie et l'agriculture, à nous rendre maîtres du commerce de gros, à résoudre le problème : nous saisir de la petite industrie arriérée telle qu'elle existe aujourd'hui, ou de la grosse industrie, bien qu'affaiblie et ruinée ; ranimer le commerce sur la base économique *actuelle* ; faire sentir au paysan moyen, au simple paysan (l'homme de la masse, le représentant de la masse, le porteur des forces spontanées) cette reprise économique ; en profiter pour faire un travail plus systématique et plus persévérant, plus ample et plus fécond en vue de relever la grosse industrie.

Ne nous laissons pas subjuguer par le « socialisme sentimental », ou par l'état d'esprit patriarcal, vieux-russe, mi-seigneurial, mi-moujik, qui professe un dédain irraisonné pour le commerce. On peut et l'*on doit* savoir se servir de

toutes les formes économiques, transitoires, possibles et imaginables, puisque cela est nécessaire pour renforcer la liaison entre la paysannerie et le prolétariat, pour ranimer immédiatement l'économie nationale dans un pays ruiné et épuisé, pour relever l'industrie, pour favoriser de nouvelles mesures plus vastes et plus profondes, comme l'électrification.

Seul le marxisme définit de façon précise et juste le rapport entre les réformes et la révolution ; et Marx n'a pu voir ce rapport que sous un seul aspect, savoir : dans les conditions précédant la première victoire tant soit peu solide, tant soit peu durable du prolétariat dans un pays au moins. Ce rapport juste reposait alors sur le principe suivant : les réformes sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat. Pour le monde capitaliste tout entier, ce rapport constitue la base de la tactique révolutionnaire du prolétariat, l'a b c que dénaturent et estompent les chefs vénaux de la II^e^ Internationale et les paladins mi-pédants, mi-maniérés de l'Internationale II 1/2. Après la victoire du prolétariat au moins dans un pays, un élément nouveau survient dans le rapport des réformes et de la révolution. En principe tout reste comme devant, mais il se produit dans la forme un changement que Marx lui-même ne pouvait prévoir, mais dont on ne peut se rendre compte qu'en se plaçant sur le terrain de la philosophie et de la politique du marxisme. Pourquoi avons-nous pu opérer, dans les règles, la retraite de Brest-Litovsk ? Parce que nous avions pris une telle avance qu'il nous restait assez de marge pour reculer. *En quelques semaines*, du 25 octobre 1917 à la paix de Brest-Litovsk, nous avons construit l'Etat soviétique, nous sommes sortis de la guerre impérialiste par la voie révolutionnaire, nous avons achevé la révolution démocratique bourgeoise, tout cela avec une rapidité si vertigineuse que *même* cet énorme mouvement de recul (la paix de Brest-Litovsk) nous a laissé des positions pleinement suffisantes pour profiter de la « trêve » et entreprendre une marche victorieuse contre Koltchak, Dénikine, Ioudénitch, Pilsudski, Wrangel.

Avant la victoire du prolétariat, les réformes sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire.

Après la victoire (tout en restant à l'échelle internationale ce même « produit accessoire »), elles constituent en outre pour le pays où la victoire a été remportée, une trêve indispensable et légitime dans le cas où, à la suite d'une tension extrême, les forces manquent notoirement pour franchir, en suivant la voie révolutionnaire, telle ou telle étape. La victoire fournit une « réserve d'énergie » permettant de tenir même pendant une retraite forcée, de tenir aussi bien dans le sens matériel que dans le sens moral. Tenir dans le sens matériel, c'est conserver une supériorité suffisante pour que l'ennemi ne puisse pas nous battre définitivement. Tenir dans le sens moral, c'est ne pas se laisser démoraliser, désorganiser ; c'est garder un jugement lucide sur la situation ; c'est garder la vaillance et la fermeté d'esprit ; c'est reculer, loin s'il le faut, mais avec mesure, c'est reculer, mais de façon à pouvoir arrêter la retraite en temps voulu et reprendre l'offensive.

Nous avons reculé vers le capitalisme d'Etat. Mais reculé avec mesure. Nous reculons aujourd'hui vers la réglementation du commerce par l'Etat. Mais nous reculerons avec mesure. Il y a déjà des symptômes indiquant que cette retraite va prendre fin ; que nous pourrons l'arrêter dans un avenir qui n'est pas très éloigné. Plus nous effectuerons cette retraite nécessaire, avec conscience, avec ensemble et le minimum de préjugés, et plus vite nous pourrons l'arrêter ; plus ferme, plus rapide et plus vaste sera ensuite notre avance victorieuse.

Le 5 novembre 1921.

La « Pravda » n° 251, 6 et 7 novembre 1921
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

ALLOCUTION PRONONCEE A L'ASSEMBLEE DES OUVRIERS DE LA MANUFACTURE PROKHOROV, A L'OCCASION DU QUATRIEME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE LE 6 NOVEMBRE 1921[32]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(Toute la salle se lève. Applaudissements prolongés.) Si nous tournons nos regards sur les quatre années écoulées, nous voyons qu'aucun prolétariat au monde, excepté le prolétariat russe, n'a remporté une victoire complète sur la bourgeoisie. Si nous avons réussi, c'est uniquement parce que les paysans et les ouvriers savaient qu'ils luttaient pour leur terre à eux et pour leur pouvoir à eux. La guerre contre Dénikine, Wrangel et Koltchak a été la première guerre de l'histoire dans laquelle les travailleurs ont lutté victorieusement contre leurs oppresseurs. Seconde raison de notre victoire : l'Entente n'a pas pu lancer contre la Russie une quantité suffisante de troupes fidèles, car les soldats anglais et les marins français ne voulaient pas aller opprimer leurs frères.

Ces quatre années nous ont donné un miracle inouï : un pays affamé, faible, à demi détruit, triomphant de ses ennemis, les puissants pays capitalistes.

Nous nous sommes acquis une situation internationale d'une solidité inégalée, que personne n'avait prévue. Maintenant il reste encore une tâche énorme : remettre sur pied l'économie nationale. Tout ce que nous avons obtenu montre que nous nous appuyons sur la force la plus merveilleuse du monde : la force des ouvriers et des paysans. Cela nous donne l'assurance que nous fêterons le prochain anniversaire sous le signe de la victoire sur le front du travail.

La « Pravda » n° 252, 9 novembre 1921

Conforme au texte de la « Pravda »

ALLOCUTION PRONONCEE A L'ASSEMBLEE DES OUVRIERS, DES OUVRIERES, DES SOLDATS ROUGES ET DES JEUNES DE L'ARRONDISSEMENT KHAMOVNIKI, A L'OCCASION DU QUATRIEME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE LE 7 NOVEMBRE 1921

(L'orchestre joue «l'Internationale». Applaudissements nourris.) Camarades, je ne puis vous faire part de souvenirs qui seraient pour vous aussi instructifs et intéressants que ceux des camarades qui ont participé à la révolution à Moscou et ont personnellement mené telle ou telle lutte. Je n'étais pas à Moscou à l'époque, et je pense me limiter à une brève allocution.

L'un des camarades qui m'ont précédé a terminé son discours en conviant les ouvriers eux-mêmes à travailler activement dans les syndicats et dans les organismes soviétiques, et à y consacrer toutes leurs forces ; je voudrais soutenir cet appel.

Camarades, en ces quatre années, nous avons vécu une lutte inouïe. Si on nous avait dit, il y a quatre ans, que l'ouvrier étranger n'était pas si proche de la révolution mondiale, et qu'il nous faudrait mener pendant trois ans une dure guerre civile, personne n'aurait cru alors que nous supporterions cette guerre. Mais, bien qu'attaqués de tous les côtés, nous avons résisté à cet assaut et, si nous y avons

réussi, ce n'est pas parce qu'un miracle était arrivé (car les gens sensés ne croient pas aux miracles) ; nous avons résisté parce que les troupes lancées contre nous n'étaient pas sûres. Et, si les Anglais n'étaient pas partis d'Arkhangelsk, si les marins français n'étaient pas partis d'Odessa, et si l'ouvrier étranger, habillé en soldat et envoyé contre nous, n'était pas devenu un sympathisant du pouvoir des Soviets, nous ne serions pas encore garantis contre l'éventualité d'une offensive contre nous. Mais cela ne nous fait pas peur, car nous savons que dans chaque pays nos alliés sont nombreux. Et le camarade qui vous a appelés ici à travailler au coude à coude avait raison, et je le soutiens sans réserve, car vous savez que la famine s'est abattue sur nous au moment le plus difficile, et que les capitalistes du monde entier essayent d'en profiter pour nous imposer leur joug. Mais les masses ouvrières nous permettent de lutter contre eux.

Prenez, par exemple, l'aide aux paysans pour les semences. Vous savez que les prélèvements des excédents ont été remplacés par l'impôt en nature, et maintenant vous pouvez voir que l'impôt en nature et les prêts de semences marchent bien.

Ces jours-ci, nous avons eu à examiner la question de l'aide aux paysans des localités frappées par la famine pour les semailles de printemps, et nous avons vu que la quantité des semences dont dispose l'Etat est loin d'être suffisante pour ensemencer au moins la même surface qu'en 1921. L'Etat a besoin pour cela de 30 millions de pouds de grain ; or, l'impôt en nature ne nous fournira que 15 millions, et nous devrons acheter les 15 autres millions de pouds à l'étranger. Ces derniers temps, nous voyons la bourgeoisie anglaise mener campagne pour la rupture du traité commercial avec la Russie des Soviets, mais les ouvriers d'Angleterre sont contre. On sait que des traités sont conclus actuellement avec d'autres pays et, si difficile qu'il soit d'acheter 15 millions de pouds de grain, nous y arriverons.

Dans tous les États étrangers, on observe des crises industrielles et un chômage énorme. L'Allemagne, écrasée par l'ignoble traité de Versailles, a perdu pour longtemps sa position internationale. Elle est étranglée par la paix de Versailles au point de ne pas pouvoir faire du commerce. Les

pays alliés ont signé la paix inqualifiable de Versailles et, malgré cela, ils périssent eux-mêmes.

Notre situation économique s'améliore chaque jour.

Ce que je vous demande, c'est de suivre l'appel du camarade qui m'a précédé et d'intensifier le travail dans notre pays. Il faut en comprendre toute la nécessité, car nous travaillons pour l'amélioration de l'économie paysanne, et pour cela il faut incomparablement plus d'énergie qu'auparavant, et nous sommes sûrs que nous y parviendrons. (Applaudissements. L'orchestre joue «l'Internationale».)

Publié pour la première fois d'après le procès-verbal

ALLOCUTION PRONONCEE A L'ASSEMBLEE DES OUVRIERS DE L'USINE « ELEKTROSILA » N° 3 (EX-« DYNAMO »), A L'OCCASION DU QUATRIEME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE LE 7 NOVEMBRE 1921

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine démontre par des exemples frappants que le pouvoir des Soviets acquiert chaque jour davantage de signification dans la conscience des travailleurs et les persuade qu'il est, en tant que tel, le pouvoir des travailleurs eux-mêmes.

« L'homme au fusil, dit le camarade Lénine, autrefois terrible aux yeux des masses travailleuses, n'est plus terrible maintenant qu'il est le représentant de l'Armée Rouge et qu'il est leur défenseur. »

La « Pravda » n° 254, 11 novembre 1921

Conforme au texte de la « Pravda »

PREFACE POUR LA BROCHURE : « A PROPOS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE (DEUX ARTICLES ANCIENS ET UNE POSTFACE ENCORE PLUS ANCIENNE) »[33]

Au printemps de 1919, j'ai eu l'occasion de faire un rapport devant les ouvriers de Pétrograd. Ce rapport, comme de juste, fut pris en note. Il le fut, comme de juste, fort mal, ou peut-être pas si mal que ça, et c'est moi qui, comme de juste, parlais mal. Mal noté ou mal dit, le rapport fut, comme de juste, édité.

Connaissant trop bien et ressentant trop vivement tous ces « maux » et tous ces « comme de juste », j'envoyai aussitôt aux camarades de Pétrograd la « postface » suivante à mon rapport (paru, si j'ai bonne mémoire, sous le titre : « Succès et difficultés du pouvoir des Soviets »[34]) :

« POSTFACE

Ayant consacré pas mal de travail à corriger le texte noté de mon discours, je suis obligé d'adresser une demande pressante à tous les camarades qui désirent noter mes discours pour la publication.

Je demande qu'on ne se fie jamais à un texte de mes interventions prises en note, soit sténographiquement soit autrement, qu'on ne fasse jamais la chasse à ces textes, qu'on ne les imprime jamais.

Au lieu de textes notés, qu'on publie, si besoin est, des comptes rendus. Il m'est arrivé de voir dans les journaux des comptes rendus satisfaisants de mes discours. Mais pas une seule fois je n'ai vu un texte noté tant soit peu convenable. Je n'entreprends pas de juger si cela provient d'une rapidité excessive de mon débit, d'une construction défectueuse de mes discours ou d'autre chose encore, mais le fait est là. Je n'ai encore jamais vu un seul texte noté convenablement d'une de mes interventions, ni sténographique ni autre.

Mieux vaut un bon compte rendu qu'un texte mal pris. C'est pourquoi je demande qu'on ne publie jamais aucun texte pris en note de mes discours. 17.IV.1919. *N. Lénine.* »

J'envoyai cette postface à Pétrograd en y joignant ce mot : « Je prie instamment les camarades de Pétrograd d'imprimer ceci en *préface* ou en *postface* à mon discours, fût-ce en tout petits caractères. 17.IV. Lénine ».

Le lecteur voit avec quelle prudence et sur quel ton presque suppliant je priais les camarades de Pétrograd d'imprimer ces quelques lignes, « fût-ce en tout petits caractères ». Comme de juste, les camarades de Pétrograd, avec en tête le camarade Zinoviev (comment le dire en termes modérés ?) me jouèrent un vilain tour. Comme de juste, ils raffolent de faire montre de leur autonomie et de leur indépendance, coûte que coûte, allant jusqu'à refuser de satisfaire la demande d'un auteur, à laquelle nul ne saurait se soustraire, qu'il soit camarade ou citoyen, dans tous les pays et dans toutes les républiques, même soviétiques (à l'exclusion de l'indépendant Pétrograd). Les camarades de Pétrograd ne m'ayant pas donné satisfaction, je me plaignis amèrement au camarade Zinoviev ; celui-ci, comme de juste, me répondit : « La chose est faite, il n'est plus possible d'y remédier, et d'ailleurs comment pouvions-nous imprimer une postface par laquelle vous *dénigrez* votre brochure ». Ainsi, la ruse venait s'ajouter à... l'« indépendance» et je restais définitivement le dindon de la farce.

Récemment, l'histoire des discours mal prononcés ou (à moins que ce ne soit « et ») mal notés s'est renouvelée une fois de plus : il s'agissait de mes interventions au II[e] Congrès des services de l'éducation politique de Russie et à la conférence du Parti de la province de Moscou. Edifié

par une expérience amère, j'ai décidé désormais d'agir d'une façon moins « suppliante ». J'ai recherché dans mes archives ma vieille préface du 17.IV. 1919 et je l'édite en préface à mes deux articles. Je ne republie pas les deux discours cités pour la raison indiquée plus haut.

Que la vérité triomphe, mieux vaut tard que jamais. Et elle triomphera à de nombreux points de vue : d'une part, les camarades de Pétrograd seront, encore que dans une faible mesure eu égard à leur faute, punis de leur « indépendance » excessive et de leur ruse; d'autre part, les lecteurs sauront enfin de la façon la plus exacte, la plus visible et la plus tangible à quel point mes discours sont mal pris en note ; enfin, ceux qui s'intéressent à mes considérations sur une des tâches principales de l'heure dans le domaine de notre « nouvelle politique économique » disposeront du texte absolument fidèle de ce que je voulais réellement dire et que j'ai réellement dit.

N. Lénine

16.XI.1921.

Publié pour la première fois en 1930

Conforme aux épreuves corrigées par Lénine

TELEGRAMME A NARIMANOV, PRESIDENT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DE L'AZERBAÏDJAN

Bakou

Je souhaite à la Banque d'Etat de l'Azerbaïdjan, nouvellement ouverte, d'être le ferme soutien de la nouvelle politique économique entre les mains des ouvriers et des paysans de la République soviétique sœur. Le don de 40 millions pour les affamés du bassin de la Volga et du Kurdistan est le meilleur indice de l'empressement à marcher sous le drapeau de l'Internationale Rouge des Travailleurs.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple
de la R.S.F.S.R. *Lénine*

Rédigé au plus tôt le 17 novembre 1921
Inédit

Conforme à l'original signé par Lénine

UN LIVRE PLEIN DE TALENT

Il s'agit du livre d'un garde blanc, Arcadi Avertchenko, dont la fureur confine à la folie, *Douze poignards dans le dos de la Révolution*, Paris, 1921. Il est intéressant d'observer comment une haine portée au paroxysme a conditionné à la fois les passages remarquablement faibles et remarquablement forts de ce livre magistral. Lorsque l'auteur consacre son récit à un sujet qu'il ne connaît pas, le résultat n'est rien moins qu'artistique. Par exemple, le récit où il montre Lénine et Trotski dans leur vie domestique. La méchanceté est grande ; malheureusement, la ressemblance n'y est pas, cher citoyen Avertchenko ! Je vous assure que Lénine et Trotski ont bien des défauts dans toute leur vie — y compris leur vie privée. Seulement, pour les décrire avec art, il faut les connaître. Et vous ne les connaissez pas.

En revanche, une grande partie du livre est consacrée à des sujets qu'Arcadi Avertchenko connaît parfaitement, qu'il a vécus, sur lesquels il a médité, qu'il a profondément ressentis. Et c'est avec un talent surprenant que sont exprimées les impressions et l'état d'esprit d'un porte-parole de l'ancienne Russie, celle des seigneurs terriens et gros fabricants, de la Russie riche, engraissée et repue. C'est bien ainsi que les représentants des classes dirigeantes doivent voir la révolution. Leur haine farouche rend parfois, et même le plus souvent, les récits d'Avertchenko étonnamment éclatants. Il y a des choses proprement superbes, par exemple « L'herbe foulée par les bottes », sur la psychologie des enfants qui ont vécu et qui vivent encore la guerre civile.

Mais l'auteur n'atteint véritablement au pathétique, que lorsqu'il en vient à parler de nourriture, lorsqu'il raconte comment les gens riches mangeaient dans l'ancienne Russie, soupaient à Pétrograd — pas à Pétrograd, à Pétersbourg — pour 14 roubles et demi, ou pour 50 roubles, etc... L'auteur décrit cela littéralement avec volupté : voilà ce qu'il connaît, voilà ce qu'il a vécu et profondément ressenti, voilà où il ne saurait commettre d'erreur. Sincérité et savoir sont ici hors pair.

Dans le dernier récit : « Débris d'un passé anéanti », on montre à Sébastopol, en Crimée, un ancien sénateur — « il était riche, généreux, avait des relations » — « à présent, il décharge et trie à longueur de journée des munitions dans un dépôt d'artillerie ». Voici l'ancien directeur « d'une grande usine métallurgique, considérée la plus importante de l'arrondissement de Vyborg ; à présent, il est commis dans un magasin d'articles d'occasion, et ces derniers temps, il a même acquis une certaine expérience dans l'estimation des peignoirs usagés de dames et des ours en peluche, apportés pour être vendus en commission ».

Les deux petits vieux évoquent les jours anciens, les couchers du soleil à Pétersbourg, ses rues, ses théâtres, et bien sûr, les dîners au « Medved », au « Vienne » et au « Maly Iaroslavetz », etc. Et leurs souvenirs sont entrecoupés d'exclamations : « Que leur avons-nous fait ? Qui est-ce que nous gênions ?... » « En quoi tout cela les gênait-il ? » « ... Pourquoi avoir fait ça à la Russie ? »

Arcadi Avertchenko ne peut pas le comprendre. Mais les ouvriers et les paysans le comprennent apparemment sans difficulté, et n'ont pas besoin d'explications.

A mon avis, certains de ces récits méritent d'être reproduits. Il faut encourager le talent.

La « Pravda » n° 263.
22 novembre 1921
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

PROJET DE PROPOSITION POUR LA FORMATION D'UNE FEDERATION DES REPUBLIQUES DE TRANSCAUCASIE

28.XI.

1) Reconnaître qu'une fédération des républiques de Transcaucasie est absolument juste dans son principe et devra nécessairement être réalisée, mais que sa création pratique immédiate est prématurée, c'est-à-dire demande un certain laps de temps pour la discussion, la propagande et l'adoption par les Soviets à la base ;

2) proposer aux Comités centraux de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan (par l'intermédiaire du Bureau caucasien) de mettre plus largement en discussion la question de la fédération au sein du Parti et des *masses ouvrières et paysannes*, de faire une propagande énergique en faveur de la fédération et de *faire adopter* celle-ci par les congrès des Soviets de chaque république ; dans le cas d'une forte opposition, faire en temps utile un rapport exact au Bureau politique du C.C. du P.C.R.

Lénine

Publié partiellement pour la première fois en 1923 dans « Le XIIe Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie. Compte rendu sténographique ». Moscou, éd. « Krasnaïa Nov ».

Texte intégral conforme au manuscrit

ALLOCUTION PRONONCEE AU Ier CONGRES AGRICOLE DE LA PROVINCE DE MOSCOU LE 29 NOVEMBRE 1921[35]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Dans une courte allocution, parlant au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, le camarade Lénine a souligné l'importance exceptionnelle des travaux de ce congrès et des congrès analogues tenus dans les autres provinces.

— Vous savez tous, a dit le camarade Lénine, que la question fondamentale de notre temps, la question primordiale de la politique de notre république, tant extérieure qu'intérieure, c'est celle du relèvement de l'économie en général, et au premier chef de l'agriculture. Tous les indices montrent qu'il se produit actuellement au sein de la paysannerie, après les dures années de la guerre impérialiste, puis de la guerre civile victorieuse, de profonds remous. La conviction qu'il est impossible de gérer comme par le passé a pénétré au plus profond des masses paysannes. Plusieurs symptômes attestaient que le désir de réorganiser les exploitations et d'élever la qualité du travail agricole est aujourd'hui ressenti par la paysannerie d'une façon plus vive, plus large et plus aiguë que jamais ; nous devons faire en sorte que des congrès agricoles analogues au vôtre se tiennent le plus souvent possible et que les résultats de leurs travaux aient un effet pratique dans l'avenir le plus proche. Le grand fléau qui nous a assaillis cette année, la famine dans plusieurs provinces, et aussi

la sécheresse qui nous menace probablement, sinon pour l'année à venir du moins pour les prochaines années, posent la tâche fondamentale de toute l'économie nationale : obtenir à tout prix, et pratiquement dans l'immédiat, une amélioration très importante et l'essor de l'agriculture. Si les améliorations qui ont déjà été entreprises à une grande échelle s'étendent à toutes les provinces sans exception, alors, et alors seulement, nous pourrons vaincre la famine et réaliser un progrès effectif dans l'économie paysanne. Voilà pourquoi des congrès tels que le vôtre doivent se tenir dans toutes les provinces et doivent influer sur les masses paysannes. Je dirais même qu'il y a là, à l'heure actuelle, une nécessité politique, car toutes les questions politiques, notre situation internationale s'étant améliorée, tendent vers le même point : élever coûte que coûte le rendement de l'agriculture. Cet accroissement doit amener aussi le redressement de notre industrie. (La brève allocution du camarade Lénine devant le Congrès a fait une forte impression sur les délégués paysans. Le discours du camarade Lénine a été couvert par une tempête d'applaudissements.)

La « Pravda » n° 270, 30 novembre 1921

Conforme au texte de la « Pravda »

A PROPOS DES THESES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SUR LA QUESTION AGRAIRE

A propos des *Thèses sur la question agraire*, publiées sous la signature du « Comité directeur du Parti communiste français » dans le n° 95 de la *Voix paysanne* [36] du 19.XI.1921, je puis dire ce qui suit :

Les idées essentielles de ces thèses me paraissent parfaitement exactes, conformes aux décisions des congrès de l'Internationale Communiste et fort bien formulées, à savoir : (1) la nécessité d'une révolution afin d'éviter de nouvelles guerres impérialistes ; (2) la faillite de l'idéologie pacifiste et wilsonienne ; (3) la nécessité impérieuse de mettre au point, à propos de la question agraire, «un programme transitoire * » de passage au communisme, adapté au *libre* passage des paysans à la socialisation de l'agriculture, et capable d'assurer en même temps une amélioration *immédiate* de la situation de l'immense majorité de la population rurale, des salariés et des petits paysans ; (4) la *confiscation* immédiate, c'est-à-dire l'expropriation sans indemnité *, des terres arables en friche *, ainsi que *des terres mises en valeur par les colons* [37], *fermiers ou salariés* * ; (5) la remise de ces terres à ceux qui les travaillent actuellement, afin qu'ils forment des *coopératives de production* *, en accord avec les dispositions de la nouvelle législation agraire ; (6) assurer pleinement « aux *petits propriétaires exploitant eux-mê-*

* En français dans le texte. (*N. R.*)

mes * », la jouissance permanente (et héréditaire) de leurs terres ; (7) la nécessité d'assurer « *la continuité et l'augmentation de la production* * » dans l'agriculture ; (8) la nécessité d'un ensemble de mesures tendant à appliquer systématiquement « *l'éducation communiste de la classe paysanne* * ».

Parfaitement d'accord avec ces idées essentielles, je ne puis formuler à propos des thèses en général que les quelques observations suivantes :

1. La première partie est consacrée à : « la guerre ou la révolution ». Il y est dit entre autres, très justement d'ailleurs, que « *les événements des dernières années ont tué l'idéologie pacifiste et wilsonienne* * ».

Pour achever de détruire ces illusions pacifistes, il faudrait, selon moi, parler non seulement de la guerre en général, mais aussi du caractère spécifiquement impérialiste tant de la guerre de 1914—1918, que de la guerre qui se prépare actuellement entre l'Amérique et le Japon, avec le concours probable de l'Angleterre et de la France.

Il est hors de doute que seule la révolution du prolétariat peut mettre et mettra certainement un terme à toutes les guerres en général. Mais ce serait une illusion pacifiste de croire que la révolution victorieuse du prolétariat dans un seul pays, par exemple en France, mettrait fin d'emblée et à coup sûr à toutes les guerres.

L'expérience de la Russie a concrètement réfuté cette illusion. Elle a montré qu'on ne pouvait sortir de la guerre impérialiste que par la révolution, et que les ouvriers et les paysans russes ont gagné énormément à leur révolution, *malgré la guerre civile* que leur ont imposée les capitalistes de tous les pays. Autant sont criminelles et néfastes les guerres réactionnaires, notamment les guerres impérialistes (et la guerre de 1914—1918, menée par la France, en est une aussi : la paix de Versailles l'a montré d'une façon particulièrement frappante), autant sont légitimes et justes les guerres révolutionnaires, c'est-à-dire celles menées pour la défense des classes opprimées contre les capitalistes, pour la défense des peuples opprimés par les impérialistes d'un petit nombre de pays, contre les op-

* En français dans le texte. *(N. R.)*

presseurs, pour la défense de la révolution socialiste contre les invasions étrangères. Mieux les masses ouvrières et paysannes de France s'en rendront compte, moins probables et moins longues seront les inévitables tentatives des capitalistes français, anglais et autres, pour écraser par la guerre la révolution des ouvriers et paysans de France. Dans l'Europe actuelle, après la victoire de la Russie des Soviets sur *tous* les pays capitalistes qui avaient soutenu Dénikine, Koltchak, Wrangel, Ioudénitch et Pilsudski, dans l'Europe actuelle, où la paix de Versailles étouffe l'Allemagne sans merci ni scrupules, la guerre civile des capitalistes français contre une révolution socialiste victorieuse en France ne pourrait être que de très courte durée, et mille fois moins dure pour les ouvriers et paysans français qu'elle ne l'a été pour les Russes. Mais il faut absolument distinguer nettement les guerres impérialistes, pour le partage du butin capitaliste, pour l'étranglement des nations petites et faibles, des guerres révolutionnaires visant à se préserver des capitalistes contre-révolutionnaires, à secouer leur joug.

Compte tenu des considérations ci-dessus, j'estimerais plus juste de remplacer la formulation des thèses sur « la guerre ou la révolution », par des termes de ce genre :

Les événements des dernières années ont révélé à quel point l'idéologie pacifiste et wilsonienne était mensongère, trompeuse. Il faut une fois pour toutes détruire ce mensonge. La guerre de 1914-1918 a été une guerre impérialiste, réactionnaire et de rapine, non seulement de la part de l'Allemagne, mais aussi de la part de la France ; c'est ce qu'a montré d'une façon frappante la paix de Versailles, encore plus féroce et infâme que celle de Brest-Litovsk. La nouvelle guerre qui se prépare entre l'Amérique et le Japon (ou l'Angleterre), et qui est inéluctable si le capitalisme se maintient, entraînera forcément la France capitaliste, car celle-ci est mêlée à tous les crimes, atrocités et infamies perpétrés par l'impérialisme à notre époque. Ou bien une nouvelle guerre et une série de guerres pour la « défense » de l'impérialisme français, ou bien la révolution socialiste : les ouvriers et paysans de France n'ont pas d'autre choix. Ils ne se laisseront pas intimider par les capitalistes contre-révolutionnaires invoquant la dure-

té de la guerre civile qu'ils ont imposée à la Russie des Soviets. Les ouvriers et paysans de France ont su mener une guerre révolutionnaire, légitime et juste, contre leurs féodaux qui cherchaient à étouffer la grande révolution française du XVIII[e] siècle. Les ouvriers et paysans français sauront mener une guerre révolutionnaire, aussi légitime et juste, contre les capitalistes français, lorsque ces derniers seront devenus des émigrés organisant une intervention étrangère contre la république socialiste française. Les ouvriers et paysans français écraseront d'autant plus aisément leurs exploiteurs, que *toute* l'Europe, déchirée, martyrisée et balkanisée par l'infâme paix de Versailles, se rangera ouvertement ou non aux côtés des ouvriers et des paysans.

2. Je considère comme fausse, dans la partie suivante des thèses, l'affirmation que voici : « *Cette révolution que nous devons faire sera en quelque sorte une révolution avant terme* * » de même que : « *La concentration de la propriété annoncée par les théoriciens du marxisme ne s'est pas produite avec régularité dans l'agriculture**. »

C'est faux. Et ce ne sont pas les conceptions de Marx, du marxisme, mais celles des « théoriciens » du *pseudo-*« marxisme », qui ont conduit la II[e] Internationale à la faillite honteuse de 1914. Ce sont les conceptions des pseudo-marxistes qui, depuis 1914, sont passés aux côtés de « leur » bourgeoisie nationale, et que Jules Guesde lui-même a si bien raillés jadis, en écrivant contre Millerand que les futurs Millerand seraient aux côtés de « leurs » capitalistes dans la future guerre pour le partage du butin capitaliste.

Marx ne considérait pas d'une façon simpliste et rectiligne les formes du processus de concentration dans l'agriculture. Témoin le troisième tome du *Capital*. Témoin l'article d'Engels daté des années 90 contre le programme agraire [38] français de cette époque. Marx ne considérait pas la révolution prolétarienne comme « venue à son heure » à la seule condition que les paysans jusqu'au dernier soient expropriés. Laissons le soin d'interpréter ainsi les vues de Marx aux Hyndman, Renaudel, Vandervelde, Sudekum, à messieurs Turati et Serrati.

* En français dans le texte. (*N. R.*)

Je conseillerais de rejeter ces affirmations fausses, inutiles et susceptibles de compromettre les communistes français. Elles sont inutiles pour faire la preuve de leur idée maîtresse, capitale et juste sur le plan pratique et théorique : *l'application immédiate* * du communisme *intégral* aux conditions de la *petite économie paysanne* (pas seulement en France, loin de là, mais dans tous les pays où existe la petite économie paysanne) serait *profondément* erronée.

Au lieu de ces affirmations fausses, il vaudrait mieux expliquer à fond pourquoi l'enrichissement des paysans français pendant la guerre est peu sûr ; pourquoi l'argent gagné par ces paysans au cours de la guerre s'est déprécié ; pourquoi le joug des grosses banques s'appesantit aussi bien sur les ouvriers que sur les paysans de France ; comment cela se manifeste-t-il, et ainsi de suite.

3. On lit ensuite dans les thèses que les statistiques d'avant-guerre en France dénombraient 5 700 000 exploitations rurales dont 4 850 000 petites (jusqu'à 10 hectares) et 850 000 au-dessus de 10 hectares. Ces chiffres attestent, disent les thèses, la répartition inégale de la terre en France. « *Mais ils* (*ces chiffres*) *ne fournissent aucune précision sur le rapport qui existe entre l'étendue des terres travaillées par leurs propriétaires et des terres source de profit capitaliste* *. »

Premièrement, *même* les terres travaillées par leurs propriétaires, constituent en France (comme dans tout autre pays capitaliste) « une source de profit capitaliste ». Dans les thèses du Parti communiste français, il serait plus juste au point de vue théorique et plus utile au point de vue pratique de parler des formes de ce profit, au lieu d'affirmer que la concentration de la propriété ne se produit pas « *avec régularité* * » dans l'agriculture.

Deuxièmement, il est juste de dire que les statistiques agraires françaises sont défectueuses, pires que les statistiques allemandes, américaines, suisses et danoises, et qu'elles ne *précisent* pas l'*étendue* des terres exploitées par les capitalistes. Le fait indiqué plus loin dans les thèses est également juste : les salariés travaillent parfois dans

* En français dans le texte. (*N. R.*)

des fermes au-dessous de 10 hectares, et il arrive que les paysans propriétaires cultivent eux-mêmes la terre dans des « *fermes de 20, 50 hectares et au-dessus* * ».

Mais si la précision n'est pas tout à fait absolue, on peut néanmoins, d'après les statistiques agraires françaises, se faire une idée *approximative* de la superficie des terres exploitées par les capitalistes. Je n'ai sous la main ni le livre de Compère-Morel ni d'autres sources, mais je me rappelle que les statistiques françaises mettent à part les exploitations de 40 hectares et au-dessus. Il serait très utile de reproduire ces chiffres pour montrer plus nettement aux petits paysans français quelle quantité de terres les capitalistes et propriétaires fonciers français leur ont enlevée (aux salariés et à eux). On peut (et l'on doit, à mon avis) montrer plus nettement dans les thèses agraires, avec à l'appui les statistiques agraires françaises (et les chiffres de Compère-Morel, du temps où il était encore un socialiste, et non pas le défenseur des capitalistes et de leur guerre de rapine de 1914-1918, ainsi que de leur paix de Versailles spoliatrice), que l'immense majorité de la population agraire de France gagnerait aussitôt, immédiatement, et de façon fort appréciable, à cette révolution prolétarienne.

4. Ma dernière remarque est relative à la partie des thèses qui indique la nécessité d'augmenter la production agricole, le rôle des *machines modernes* *, notamment des machines telles que les *batteuses, les charrues à tracteur* *, etc.

Toutes ces indications sont parfaitement justes et nécessaires dans la pratique. Il me semblerait pourtant qu'il ne faudrait pas rester dans les limites de ce qui est tout à fait coutumier de la technique capitaliste ; qu'il faudrait faire un pas en avant. On devrait dire quelques mots sur la nécessité de procéder à l'électrification méthodique et complète de toute la France, sur l'impossibilité absolue de réaliser cette tâche *au profit des ouvriers et des paysans* sans le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, sans la conquête du pouvoir par le prolétariat. Les publications françaises contiennent quantité de données témoignant de l'importance de l'électrification pour la France. Je sais

* En français dans le texte. (*N. R.*)

seulement qu'une certaine partie de cette documentation a été citée dans l'ouvrage rédigé sur mandat de notre gouvernement, le plan d'électrification de la Russie, et qu'après la guerre la préparation technique de l'électrification a sensiblement progressé en France.

Il est extrêmement important, à mon sens, du point de vue théorique comme sur le plan de la propagande pratique, de dire dans les thèses (et d'une façon générale, d'y insister dans la presse communiste), que la technique moderne exige impérieusement l'*électrification du pays tout entier— et de plusieurs pays voisins,* — selon un plan *unique* ; que ces travaux sont parfaitement réalisables en ce moment ; que l'agriculture, et notamment la paysannerie, y gagnerait le plus ; que, tant que le capitalisme et la propriété privée des moyens de production subsistent, l'électrification de tout un pays et d'une série de pays ne peut être rapide et méthodique ; ensuite, *elle ne peut être mise en œuvre au profit* des ouvriers et paysans. Sous le capitalisme, l'électrification aboutira immanquablement à appesantir le *joug des grosses banques* à la fois sur les ouvriers et *sur les paysans.* Dès avant la guerre, Lysis lui-même, qui aujourd'hui se prosterne patriotiquement devant les capitalistes, et non un quelconque « marxiste borné », avait prouvé que la France est en fait une *oligarchie financière.*

La France a de magnifiques possibilités en matière d'électrification. Si le prolétariat est victorieux en France, ce sera surtout *la petite paysannerie* qui gagnera *énormément* à une électrification faite de façon méthodique et sans tenir compte de la propriété privée des gros agrariens et des capitalistes. Si le pouvoir des capitalistes se maintient, il est certain que l'électrification ne sera ni méthodique, ni rapide ; si tant est qu'elle se réalise, elle sera une nouvelle servitude pour les paysans, un nouvel esclavage pour les paysans dépouillés par « l'oligarchie financière ».

Voilà les quelques remarques que je puis faire au sujet des thèses agraires françaises, qui, à mon avis, sont en somme parfaitement justes.

11.XII. 1921.

Publié pour la première fois en mars 1922

Conforme au manuscrit

LETTRE AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE SUR L'EPURATION DU PARTI ET LES CONDITIONS D'ADMISSION AU PARTI[39]

A propos de l'épuration du Parti, il me semble que les faits publiés démontrent pleinement l'immense succès de l'épuration dans son ensemble, malgré des erreurs individuelles assez nombreuses. Il me semble qu'à la suite de la conférence du Parti, il convient de souligner ces deux points. A mon avis, il ne faut pas fixer de date pour une épuration réitérative, de façon à ne se lier les mains d'aucune manière.

Je conseillerais d'instituer par décision de la conférence des conditions plus sévères pour l'admission au Parti en portant le délai de stagiaire à 1 an 1/2 pour un ouvrier (étant considéré comme ouvrier celui qui a travaillé pendant 10 ans au moins comme simple ouvrier salarié dans la grande industrie ou qui y travaille actuellement depuis 2 à 3 ans), et à 3 ans pour les autres.

Ces délais peuvent être réduits de moitié dans des cas particuliers, lorsque le dévouement au Parti et la fermeté communiste sont pleinement démontrés et certifiés par une majorité des 4/5 des voix délibératives des assemblées du Parti.

Fixer les mêmes délais pour l'admission comme stagiaire des personnes exclues par la présente épuration, si elles n'ont pas été exclues pour une période déterminée, et si elles ont été exclues pour des motifs autres qu'une faute infamante.

Je vous prie de montrer ce petit mot aux camarades les plus proches et, si cela ne vous dérange pas, de me faire parvenir, en l'adressant à Fotiéva, votre avis, brièvement, ne serait-ce qu'en soulignant dans la présente lettre ce avec quoi vous êtes d'accord et ce avec quoi vous ne l'êtes pas.

Lénine

19.XII.1921

Publié pour la première fois en 1946 dans le Recueil Lénine XXXV

Dicté par téléphone. Conforme au texte noté par le secrétaire

LETTRE AU BUREAU POLITIQUE AU SUJET D'UNE RESOLUTION DU IXe CONGRES DES SOVIETS DE RUSSIE SUR LA SITUATION INTERNATIONALE[40]

Je demande d'examiner l'opportunité de faire adopter par le Congrès des Soviets une résolution spéciale contre la politique d'aventures de la Pologne, de la Finlande et de la Roumanie (il vaut mieux passer le Japon sous silence pour plusieurs raisons). Expliquer en détail dans la résolution qu'aucun gouvernement de Russie n'a reconnu et ne pouvait reconnaître (excepté le gouvernement soviétique) le caractère criminel de la politique impérialiste menée à l'égard des confins de l'ancien Empire russe, tant par le tsarisme que par le Gouvernement provisoire, soutenu par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Exposer en détail à quel point nous avons montré par des actes que nous respectons à la fois l'autodétermination des nationalités et les relations pacifiques avec les Etats qui faisaient anciennement partie de l'Empire russe. Dire en détail que nous comptons entièrement sur les sentiments pacifiques non seulement des ouvriers et des paysans de tous les pays cités, mais aussi d'une partie considérable des représentants raisonnables de la bourgeoisie et des gouvernements. En ce qui concerne les éléments aventuristes, menacer en terminant de la manière la plus catégorique : si les intrigues aventuristes tramées avec des bandes, dans le genre des anciennes bandes de Savinkov, ne cessent pas, si l'on continue à entraver notre paisible labeur, nous engagerons

une guerre nationale, et ceux qui participent aux aventures et au banditisme seront écrasés jusqu'au dernier.

Une résolution du Congrès d'une telle teneur serait d'autant plus commode qu'elle pourrait être diffusée massivement dans toutes les langues.

Lénine

22.XII.1921

Publié pour la première fois en 1945 dans le Recueil Lénine XXXV

Dicté au téléphone. Conforme à la copie dactylographiée

IX^e CONGRES DES SOVIETS DE RUSSIE

23—28 DECEMBRE 1921

I

LA POLITIQUE EXTERIEURE ET INTERIEURE DE LA REPUBLIQUE

RAPPORT DU C. E. C. DE RUSSIE ET DU C.C.P. AU IX^e CONGRES DES SOVIETS DE RUSSIE LE 23 DECEMBRE 1921

(Vibrante ovation. Exclamations : « Hourra ! », « Vive notre guide le camarade Lénine ! », « Vive le guide du prolétariat international, le camarade Lénine ! ». Applaudissements prolongés.) Camarades, je dois présenter un rapport sur la situation extérieure et intérieure de la république. C'est pour la première fois que j'ai à faire un tel rapport, dans une situation où, depuis toute une année, les capitalistes russes et étrangers n'ont déclenché aucune campagne, du moins importante, contre notre pouvoir des Soviets. C'est la première année au cours de laquelle nous avons profité, encore que dans une mesure bien incomplète, d'un répit relatif, et que nous avons pu consacrer nos efforts, au moins en partie, à ce qui constitue notre tâche principale, essentielle : relever l'économie ruinée par les guerres, guérir les blessures faites à la Russie par les classes exploiteuses dirigeantes et jeter les bases de l'édification socialiste.

Tout d'abord, en abordant la situation internationale de notre république, je dois réaffirmer ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire, à savoir qu'il s'est établi dans les relations internationales un certain équilibre, extrêmement instable certes, mais un équilibre tout de même. Nous le voyons en ce moment. Il est fort étrange, pour ceux d'entre nous qui ont vécu la révolution depuis le début, qui ont

connu et observé directement les difficultés inouïes que nous avons éprouvées à percer les fronts impérialistes, de voir à présent comment les choses ont tourné. Bien sûr, personne alors ne s'attendait, ni ne pouvait s'attendre, à ce que la situation évoluât comme elle a évolué.

Nous nous représentions le futur développement (je pense qu'il n'est pas inutile de le rappeler maintenant, parce que cela nous servira pour nos conclusions pratiques à propos des principales questions économiques) sous une forme plus simple et plus rectiligne que cela n'est arrivé. Nous nous disions, nous disions à la classe ouvrière, nous disions à tous les travailleurs de Russie comme à ceux des autres pays : il n'y a pas d'autre issue au massacre impérialiste, maudit et criminel, que l'issue révolutionnaire, et, en ouvrant une brèche dans la guerre impérialiste par la révolution, nous ouvrons pour tous les peuples la seule issue possible à ce massacre criminel. Il nous paraissait alors (et il ne pouvait pas en être autrement) que ce chemin était clair et droit, et qu'il était le plus facile. Or, il est apparu que les autres peuples n'ont pas réussi à s'engager, du moins pas aussi vite que nous le pensions, sur ce droit chemin qui seul, en effet, nous a délivrés des liens impérialistes, des crimes impérialistes et de la guerre impérialiste qui continue de menacer le reste du monde. Et si, néanmoins, nous voyons à présent ce qui est arrivé, si nous voyons l'unique République socialiste des Soviets subsister, alors qu'elle est encerclée par nombre de puissances impérialistes qui lui sont farouchement hostiles, nous nous posons la question : comment cela a-t-il pu se produire ?

On peut répondre sans la moindre exagération : cela s'est produit parce que, pour l'essentiel, nous avions correctement compris les événements, parce que, pour l'essentiel, nous avions correctement jugé le carnage impérialiste et le chaos surgi parmi les puissances impérialistes. C'est la seule explication de cette situation bizarre, de cet équilibre instable, incompréhensible, et, malgré tout, jusqu'à un certain point incontestable, que nous observons actuellement et qui se ramène à ceci : bien que nous soyons entourés de toutes parts par des puissances incomparablement plus fortes que nous sur le plan économique et sur le plan militaire, et nous témoignant sans cesse ouvertement

une hostilité allant jusqu'à la fureur, nous n'en voyons pas moins qu'elles n'ont pas réussi à atteindre l'objectif pour lequel elles ont dépensé pendant trois ans tant de ressources et de forces : étouffer d'emblée et sur-le-champ la Russie des Soviets. Lorsque nous nous demandons comment cela a pu arriver, comment il a pu se faire qu'un Etat, sans conteste l'un des plus arriérés et des plus faibles, en butte à l'hostilité déclarée des plus grandes puissances du monde, ait tenu tête à l'assaut dirigé contre lui, lorsque nous réfléchissons à cette question, nous voyons clairement ce qu'il en est : nous avons eu raison pour l'essentiel. Nous avons vu juste dans nos prévisions et nos calculs. Encore que nous n'ayons pas obtenu des masses travailleuses du monde entier le soutien rapide, direct et immédiat sur lequel nous comptions, et dont nous faisions le fondement de toute notre politique, nous avons bénéficié d'un soutien d'un autre genre, ni direct, ni rapide, mais dans des proportions telles que c'est précisément ce soutien, cette sympathie des masses laborieuses — des masses ouvrières et aussi des masses paysannes — dans le monde entier, et même dans les pays les plus hostiles à notre égard, que ce soutien et cette sympathie ont été justement la cause décisive, la cause ultime de l'échec de toutes les campagnes lancées contre nous ; l'union des travailleurs de tous les pays, que nous avions proclamée et consacrée et qui a été réalisée dans le cadre de notre république, a exercé une influence dans le monde entier. Cet appui a beau être faible, tant que le capitalisme existe dans les autres pays (cela, bien entendu, nous devons le voir clairement et le reconnaître franchement), cet appui a beau être faible, il faut dire que, dès à présent, on peut compter sur lui. Cette sympathie et ce soutien ont agi en ce sens que l'invasion que nous avons subie pendant trois ans et qui nous a apporté des destructions et des souffrances inouïes, que cette invasion est devenue, je ne dirais pas impossible (sur ce point il faut être très prudent et circonspect), mais tout de même infiniment plus difficile pour nos ennemis. Et c'est ce qui explique, en dernière instance, la situation étrange, incompréhensible à première vue, que nous observons à présent.

Considérons, avec sang-froid, la sympathie envers le bolchévisme et la révolution socialiste, considérons la

situation internationale simplement du point de vue du calcul des forces, sans nous inquiéter de savoir si elles sont pour une cause juste ou injuste, pour la classe exploiteuse ou pour les masses travailleuses (n'y prêtons pas attention, mais essayons d'envisager le groupement de ces forces à l'échelle internationale) ; nous verrons alors que ces dernières sont groupées de façon telle que, pour l'essentiel, nos prévisions et nos calculs se trouvent confirmés : le capitalisme se désagrège et, après la guerre, terminée d'abord par la paix de Brest-Litovsk puis par la paix de Versailles (je ne sais vraiment pas laquelle est la pire), plus le temps passe, et plus la haine et le dégoût de la guerre grandissent dans les pays vainqueurs également. Plus nous nous éloignons de la guerre, et plus il devient clair, non seulement pour les travailleurs mais aussi pour des couches très importantes de la bourgeoisie des pays vainqueurs, que le capitalisme se dégrade, que la crise économique a créé dans le monde entier une situation intolérable, qu'il n'y a pas d'issue, malgré toutes les victoires remportées. Voilà pourquoi, nous qui sommes infiniment plus faibles que toutes les autres puissances, à la fois sur les plans économique, politique et militaire, nous sommes par ailleurs plus forts, parce que nous savons et que nous mesurons correctement tout ce qui se dégage et qui doit se dégager de ce chaos impérialiste, de cet écheveau sanglant et des contradictions (prenez, par exemple, la question monétaire, pour ne pas parler des autres) dans lesquelles les impérialistes se sont empêtrés et s'empêtrent toujours davantage, sans apercevoir d'issue.

Et voilà que nous observons un changement de ton dans les milieux de la bourgeoisie la plus modérée, délibérément et absolument étrangère à toute idée de socialisme en général (pour ne rien dire de « cet horrible bolchévisme ») ; le ton change même chez des gens comme le fameux économiste Keynes, dont le livre a été traduit dans toutes les langues, qui a participé personnellement aux négociations de Versailles, qui s'est dévoué corps et âme à ses gouvernements ; même lui, a dû par la suite abandonner cette voie, s'en détourner, tout en continuant à maudire le socialisme. Je le répète : il ne parle pas du bolchévisme ; il ne veut même pas y penser ; il dit au monde capitaliste :

« Ce que vous faites vous conduit dans une impasse », et il va jusqu'à leur proposer quelque chose dans le genre de l'annulation de toutes les dettes.

Bravo, messieurs ! Il est grand temps que vous suiviez notre exemple.

Il y a quelques jours à peine, nous avons lu dans les journaux une brève information selon laquelle un chef de gouvernement capitaliste parmi les plus expérimentés et les plus habiles, Lloyd George, semble proposer une mesure analogue ; et l'Amérique, à ce qu'il paraît, entend lui répondre : pardon, quant à nous, nous voulons recevoir en totalité ce qui nous revient. Nous nous disons alors : elles ne sont pas brillantes, les affaires de ces Etats avancés si puissants qui, tant d'années après la guerre, discutent une mesure aussi simple. Pour nous, rien n'a été plus facile : nous avons surmonté bien d'autres difficultés ! (Applaudissements). Si, à propos d'une telle question, on observe une confusion toujours plus grande, nous disons, sans oublier aucunement le danger qui nous entoure, et si faibles que nous soyons sur les plans économique et militaire en comparaison de n'importe lequel des Etats qui, tous ensemble, ne cessent de manifester ouvertement leur haine à notre égard, nous disons que nous ne craignons pas cette propagande. Or, lorsque nous exprimons des vues quelque peu différentes sur la légitimité de l'existence des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, cela leur déplaît et ces opinions sont qualifiées de propagande criminelle. Voilà qui est incompréhensible pour moi, car une telle propagande est faite légalement dans tous les Etats qui ne partagent pas nos vues et nos conceptions économiques. Mais celle qui affirme que le bolchévisme est une horreur, un crime, une usurpation (les mots manquent pour peindre ce monstre), cette propagande-là est faite ouvertement dans tous ces pays. Récemment, j'ai eu l'occasion de voir Christensen, qui a posé sa candidature au poste de président des Etats-Unis au nom du Parti ouvrier-paysan de là-bas. Ne vous laissez pas tromper par ce titre, camarades. Cela n'a rien à voir avec ce qu'on appelle parti ouvrier-paysan chez nous, en Russie. Là-bas, c'est un parti purement bourgeois, ouvertement et délibérément hostile à tout socialisme, et jugé très convenable par tous

les partis bourgeois. Ainsi donc, cet Américain, né Danois, qui obtient jusqu'à un million de voix aux élections présidentielles (c'est quand même quelque chose aux Etats-Unis), me racontait une de ses mésaventures au Danemark ; parlant devant un public « habillé comme moi » — selon son expression, et il était bien habillé, à la mode bourgeoise — il avait tenté d'affirmer que les bolchéviks n'étaient pas des criminels ; « j'ai failli me faire tuer », me dit-il. Les bolchéviks, lui a-t-on riposté, sont des monstres, des usurpateurs ; comment peut-on songer à parler de ces gens-là en bonne société ? Voilà le genre de propagande qui nous entoure.

Néanmoins, nous voyons qu'il s'est créé un certain équilibre. C'est là une situation politique objective, indépendante de nos victoires ; elle montre que nous avons su mesurer et mesurons toute la profondeur des contradictions liées à la guerre impérialiste, plus correctement que jamais, plus correctement que les autres puissances qui, jusqu'à présent, n'ont pas trouvé et ne trouvent pas d'issue, malgré toutes leurs victoires et malgré toute leur force. Tel est le nœud de la situation internationale, et qui explique ce que nous observons actuellement. Nous sommes en présence d'un certain équilibre, instable au plus haut point, mais malgré tout évident, indubitable. Est-ce pour longtemps ? Je l'ignore, et je pense qu'on ne peut le savoir. Et c'est pourquoi nous devons faire preuve de la plus grande prudence. Et le premier précepte de notre politique, la première leçon découlant de notre activité gouvernementale durant un an, leçon que tous les ouvriers et paysans doivent assimiler, c'est de nous tenir sur nos gardes, de nous souvenir que nous sommes entourés d'hommes, de classes et de gouvernements qui expriment ouvertement la haine la plus farouche à notre égard. On ne doit pas oublier que nous sommes constamment à un cheveu de l'invasion. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour prévenir cette calamité. Plus qu'aucun autre peuple sans doute, nous avons supporté le fardeau de la guerre impérialiste. Ensuite, nous avons supporté le poids de la guerre civile qui nous était imposée par les représentants des classes dominantes, défenseurs de la Russie des émigrés, de la Russie des grands propriétaires fonciers, de la Russie des ca-

pitalistes. Nous savons, nous savons trop bien quels fléaux la guerre apporte aux ouvriers et aux paysans. C'est pourquoi nous devons observer le maximum de prudence et de circonspection sur ce point. Nous acceptons les concessions et les sacrifices les plus grands, nous les consentons uniquement en vue de sauvegarder la paix que nous avons payée si cher. Nous consentons les concessions et les sacrifices les plus grands, mais pas n'importe lesquels, mais pas indéfiniment ; que les représentants, heureusement peu nombreux, des partis bellicistes et des cliques agressives de Finlande, de Pologne et de Roumanie, qui font de cela un jeu, se le tiennent pour dit. (Applaudissements.)

Quiconque raisonne avec tant soit peu de sagesse et de circonspection, en homme politique, dira que, hormis le gouvernement soviétique, il n'y a pas eu et il ne peut y avoir en Russie de gouvernement capable de faire de telles concessions et de tels sacrifices à l'égard des nationalités qui existaient dans notre Etat, aussi bien qu'à l'égard de celles qui s'étaient réunies à l'Empire de Russie. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'autre gouvernement que le nôtre, qui se soit si bien rendu compte et qui ait déclaré aussi nettement, à la face du monde, que l'attitude de l'ancienne Russie, la Russie tsariste, la Russie des partis de la guerre, envers les nationalités qui peuplaient son territoire était criminelle, que ces rapports étaient inadmissibles et qu'ils suscitaient chez les nationalités opprimées la protestation et l'indignation les plus légitimes. Il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autre gouvernement capable de reconnaître aussi ouvertement cette situation, de mener cette propagande, celle de l'anti-chauvinisme, flétrissant l'ancienne Russie, la Russie tsariste et la Russie de Kérenski, d'autre gouvernement pour stigmatiser le rattachement par la violence des autres nationalités à la Russie. Ce ne sont pas des mots ; c'est un simple fait politique clair pour chacun et absolument indiscutable. Aussi longtemps qu'une nationalité ne trame pas contre nous d'intrigues qui l'asservissent, qui l'enchaînent à l'impérialisme, tant qu'elle ne devient pas un tremplin pour nous étouffer, ce ne sont pas les questions de pure forme qui nous arrêteront. Nous n'oublierons pas que nous sommes des révolutionnaires. (Applaudissements.)

Mais il est des faits qui démontrent d'une façon irréfutable, péremptoire, que la nationalité la plus petite, ne possédant aucune arme et si faible soit-elle, peut et doit, dans la Russie qui a vaincu les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, être absolument tranquille : nos intentions à son égard sont toutes pacifiques, notre propagande contre l'ancienne politique criminelle des anciens gouvernements ne faiblit pas, et notre désir de conserver coûte que coûte, fût-ce au prix de sacrifices et de concession énormes, la paix avec toutes les nationalités qui faisaient partie de l'Empire russe, et n'ont pas désiré rester avec nous, demeure inébranlable. Nous l'avons prouvé. Et, si violentes que soient les malédictions lancées contre nous de toutes parts, nous le prouverons. Il nous semble que nous l'avons parfaitement démontré et, devant cette assemblée des représentants des ouvriers et des paysans de toute la Russie, devant la masse des millions d'ouvriers et de paysans russes, nous proclamons que nous continuerons à sauvegarder la paix de toutes nos forces, que nous ne nous arrêterons pas devant de grandes concessions et de grands sacrifices pour sauvegarder cette paix.

Mais il y a une limite à ne pas dépasser. Nous n'admettrons pas que les traités de paix soient bafoués, nous n'admettrons pas les tentatives de troubler notre paisible labeur. Nous n'admettrons cela en aucun cas et nous nous dresserons comme un seul homme pour défendre notre existence. (Applaudissements.)

Camarades, ce que je viens de dire est parfaitement clair et compréhensible pour vous, et vous ne pouviez attendre autre chose de toute personne rendant compte de notre politique devant vous. Vous saviez que notre politique est telle, et pas autre. Malheureusement il existe aujourd'hui deux mondes : l'ancien, le capitalisme, qui s'est empêtré, qui ne cédera jamais, et le monde nouveau, grandissant, qui est encore très faible, mais qui grandira car il est invincible. Ce vieux monde possède sa vieille diplomatie incapable de croire que l'on puisse parler franchement et ouvertement. Elle se dit : c'est là qu'il doit y avoir une astuce. (Applaudissements et rires). Lorsque ce vieux monde, tout-puissant sur les plans économique et militaire, nous eut envoyé — c'était il

y a longtemps — un porte-parole du gouvernement américain, Bullitt, pour nous proposer de conclure la paix avec Koltchak et Dénikine, une paix qui était fort désavantageuse pour nous, et lorsque nous lui avons dit : le sang des ouvriers et des paysans, qui coule en Russie depuis longtemps déjà, nous est si précieux que nous sommes prêts à conclure la paix, bien qu'elle soit extrêmement désavantageuse pour nous, car nous sommes sûrs que le pouvoir de Koltchak et Dénikine se désagrégera de lui-même ; lorsque nous avons dit cela franchement, sans guère utiliser le ton recherché de la diplomatie, c'est alors qu'ils ont pensé que nous devions forcément chercher à les tromper. Et, aussitôt que Bullitt, qui avait eu avec nous des conversations bienveillantes autour d'une même table, fut revenu dans son pays, il fut accueilli avec méfiance. Il fut forcé de donner sa démission, et je m'étonne qu'on ne l'ait pas encore envoyé au bagne, selon la coutume impérialiste, pour sympathie secrète envers les bolchéviks. (Rires. Applaudissements.) Et le résultat, c'est que, après avoir proposé une paix plus désavantageuse pour nous, nous avons obtenu la paix à des conditions meilleures. C'est une petite leçon. Je sais que nous ne parviendrons pas à apprendre la vieille diplomatie, pas plus qu'à nous changer nous-mêmes, mais les leçons que nous avons données durant cette période en matière de diplomatie, et qui ont été assimilées par les autres puissances, ces leçons n'ont quand même pas pu passer sans laisser de traces ; fort probablement, certains en ont gardé le souvenir. (Rires.) Et c'est pourquoi notre franche déclaration où nous disions que les ouvriers et les paysans de Russie apprécient par-dessus tout les bienfaits de la paix, mais qu'ils ne feraient de concessions dans ce domaine que jusqu'à une certaine limite, a été comprise dans ce sens qu'ils n'ont pas oublié un seul instant les sacrifices endurés pendant la guerre impérialiste et la guerre civile. Ce rappel que nous faisons et qui, j'en suis sûr, sera proclamé et sanctionné par tout le congrès, par la masse des ouvriers et des paysans, par toute la Russie, ce rappel, quelle que soit la façon dont on le considère et quelque ruse diplomatique qu'on y soupçonne, suivant la vieille coutume diplomatique, je suis sûr qu'il ne passera pas inaperçu et qu'il jouera quand même un certain rôle.

Voilà, camarades, ce que j'estime nécessaire de dire à propos de notre situation internationale. Un équilibre instable est réalisé jusqu'à un certain point. Matériellement, sur les plans économique et militaire, nous sommes terriblement faibles ; mais moralement si, bien entendu, on comprend cette notion non pas du point de vue de la morale abstraite, mais comme le rapport des forces réelles de toutes les classes dans tous les Etats, nous sommes les plus forts. Cela est prouvé par des faits ; cela est démontré par des actes et non par des mots ; cela a été démontré une fois et je pense que, si l'histoire évolue dans un certain sens, cela sera démontré plus d'une fois. Voilà pourquoi nous nous disons : puisque nous avons entrepris notre édification pacifique, nous déploierons tous nos efforts pour la poursuivre sans discontinuer. En même temps, camarades, soyez sur vos gardes, veillez à la capacité de défense de notre pays et de notre Armée Rouge comme à la prunelle de vos yeux, et souvenez-vous que nous n'avons pas le droit de permettre le moindre relâchement de nos efforts, en ce qui concerne la défense de nos ouvriers et de nos paysans et de leurs conquêtes. (Applaudissements.)

Camarades, après ce bref exposé de ce qui constitue l'élément le plus important de notre situation internationale, je dirai comment les rapports économiques chez nous et en Europe occidentale, chez les capitalistes, commencent à s'établir. La plus grande difficulté, c'était que, sans certaines relations entre nous et les Etats capitalistes, des rapports économiques durables sont pour nous impossibles. Les événements montrent on ne peut mieux qu'ils sont impossibles pour eux également. Mais, à l'heure actuelle, nous ne sommes pas tellement enclins à l'altruisme, et nous nous demandons plutôt comment, étant donné l'attitude hostile des autres puissances à notre égard, nous pouvons continuer à exister.

Or, l'existence d'une république socialiste au milieu de l'encerclement capitaliste est-elle, d'une façon générale, concevable ? Cela paraissait inconcevable, politiquement et militairement. Que ce soit possible, sur les plans politique et militaire, voilà un point démontré, voilà un fait acquis. Et sur le plan commercial ? Et sur celui des

échanges économiques ? Et les contacts, l'aide, l'échange de services entre la Russie agricole, arriérée et ruinée, et le groupe des riches puissances capitalistes, à industrie évoluée, est-ce possible ? Ne nous a-t-on pas menacés de nous entourer d'un réseau de barbelés, de façon qu'il n'y ait aucune espèce de relations économiques ? « Puisqu'ils n'ont pas eu peur de la guerre, nous les aurons par le blocus. »

Camarades, au cours de ces quatre années nous en avons entendu des menaces, et tellement terrifiantes qu'aucune ne peut nous effrayer. Pour ce qui est du blocus, l'expérience a montré qu'on ne sait pas pour qui il est le plus grave, pour ceux qui l'appliquent ou pour ceux contre qui il est appliqué. Voici ce que l'expérience a montré, sans aucun doute possible : au cours de cette année, dont je puis pour la première fois rendre compte comme d'une période de répit au moins relatif, exempte de férocité, on ne nous a pas reconnus, on nous a repoussés, on a déclaré inexistantes les relations avec nous (admettons qu'elles soient inexistantes selon le code bourgeois) ; or, celles-ci n'en existent pas moins. Je pense avoir le droit d'affirmer, sans la moindre exagération, que c'est là un des principaux résultats de cette année 1921.

Je ne sais pas si on vous a remis aujourd'hui ou si on vous remettra le rapport du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères au IXe Congrès des Soviets. A mon sens, ce document a le défaut d'être trop volumineux et difficile à lire jusqu'au bout. Mais c'est, peut-être, mon sentiment personnel et je ne doute pas que, sinon tout de suite, ce rapport sera tout de même lu par l'immense majorité d'entre vous, et aussi par quiconque s'intéresse à la politique. Et, même si on ne le lit pas d'un bout à l'autre, si on se contente d'y jeter un coup d'œil et de le feuilleter, on verrait que la Russie s'est recouverte de tout un réseau, si l'on peut s'exprimer ainsi, de liaisons, de représentations, de conventions commerciales, etc., etc., permanentes et assez régulières. Certes, nous ne sommes pas reconnus juridiquement, et ce fait garde son importance, car le danger que l'équilibre instable soit rompu et que de nouvelles tentatives d'invasion aient lieu s'est accentué, comme je le disais tout à l'heure. Néanmoins, les faits sont là.

En 1921, première année d'échanges commerciaux avec l'étranger, nous avons fait un pas immense en avant. Cela tient en partie à la question des transports, la principale sans doute ou l'une des principales bases de toute notre économie. Cela tient aux mouvements de marchandises vers l'étranger et en provenance de l'étranger. Permettez-moi de citer à ce sujet quelques chiffres seulement. Toutes nos difficultés les plus incroyables, tout le poids, le nœud de nos difficultés se rattachent au combustible et au ravitaillement ; toutes nos difficultés proviennent de l'économie paysanne, de la famine et des calamités qui se sont abattues sur nous. Nous savons bien que tout cela est inséparable de la question des transports ; il faut le dire et il faut que tous les camarades délégués des provinces le sachent et disent encore et toujours à tous les camarades de la base que nous devons tendre toute notre énergie pour vaincre la crise du ravitaillement et du combustible. Nos moyens de transport, instrument matériel des relations avec l'étranger, continuent à en souffrir.

Sur le plan de l'organisation, les progrès réalisés cette année par nos moyens de transport sont incontestables. En 1921, notre trafic fluvial a dépassé de beaucoup celui de 1920. En moyenne, il a atteint en 1921 1 000 000 de pouds par verste, au lieu de 800 000 en 1920. Le progrès est indéniable. Il faut dire que, pour la première fois, nous commençons à recevoir une aide de l'étranger : des milliers de locomotives ont été commandées, et nous avons déjà reçu les premières, 13 de Suède et 37 d'Allemagne. C'est un tout petit début, mais un début tout de même. Nous avons commandé des centaines de wagons-citernes, et près de 500 d'entre eux sont déjà arrivés en 1921. Nous payons tout cela un prix très élevé, exorbitant même, mais cela signifie tout de même que la grande industrie des pays avancés nous vient en aide ; cela signifie que la grande industrie des pays capitalistes nous aide à relever notre économie, bien que tous ces pays soient gouvernés par des capitalistes qui nous haïssent de toutes leurs forces. Tous ont à leur tête des gouvernements qui continuent à disserter dans leur presse sur la question de la reconnaissance *de jure* de la Russie des Soviets, et se demandent si le gouvernement bolchévik est légitime ou non. Or, après de longues recherches, il apparaît

bien légitime, mais on ne peut pas le reconnaître. Cette triste vérité qu'on ne nous reconnaît pas encore, je ne suis pas en droit de la cacher, mais je dois vous dire que nos relations commerciales se développent quand même.

La situation de tous ces pays capitalistes est telle qu'ils nous écorchent, qu'ils nous font payer trois fois plus cher, mais ils aident quand même notre économie. Comment donc cela est-il arrivé ? Pourquoi donc agissent-ils contre leur volonté et contre ce que ressasse continuellement leur presse, qui pourtant ne saurait être comparée à la nôtre pour le nombre des exemplaires et pour la violence et la haine qu'ils déversent contre nous. Ils nous qualifient de criminels et cependant ils nous aident. Et, finalement, ils sont liés avec nous économiquement. Finalement, comme je vous l'ai déjà dit, nos calculs, considérés à une vaste échelle, se révèlent plus justes que les leurs. Et cela non pas parce qu'ils manquent de gens sachant calculer correctement (au contraire, ils en ont plus que nous), mais parce qu'il est impossible de calculer correctement quand on est sur le chemin de sa perte. Voilà pourquoi je voudrais, en complément, vous communiquer quelques chiffres qui montrent le développement de notre commerce extérieur. Je citerai seulement les chiffres indispensables, pour que l'on puisse les retenir. Si l'on envisage les trois années 1918, 1919 et 1920, nos importations dépassent à peine 17 millions de pouds, alors qu'en 1921 on compte 50 millions de pouds, soit trois fois plus que pour les trois années précédentes réunies. Nos exportations, pour les trois premières années, se sont élevées à deux millions de pouds et demi, et à onze millions de pouds et demi pour la seule année 1921. C'est un chiffre insignifiant, misérable, ridiculement bas ; pour tout homme compétent, c'est un signe évident d'indigence. Voilà ce qu'attestent ces chiffres. Mais c'est tout de même un début. Pendant des années, on a essayé de nous étrangler purement et simplement, on nous a menacé d'empêcher par tous les moyens toute relation avec nous, aussi longtemps que nous resterions ce que nous sommes, et nous voyons malgré cela qu'il s'est trouvé quelque chose de plus fort que ces menaces. Nous voyons malgré cela que leur prévision de l'évolution économique a été faussée, et la nôtre correcte. Il y a un début. Toute notre

attention, tous nos efforts et tous nos soins doivent tendre maintenant à ce que ce développement ne s'interrompe pas, mais se poursuive.

Je citerai encore un petit exemple pour montrer comment nous avons progressé en 1921. Les importations atteignaient 3 millions de pouds environ au cours du premier trimestre de 1921, 8 millions au deuxième trimestre, et 24 millions de pouds au cours du troisième trimestre. Nous avançons quand même. Ces chiffres sont très bas, mais ils augmentent progressivement. Et nous les voyons augmenter en 1921, qui a été une année d'une difficulté inouïe. Vous savez ce que signifie le fléau de la famine, quelles souffrances inouïes il continue de causer à toute l'agriculture, à l'industrie et à toute notre vie. Malgré tout, malgré le fait que nous étions un pays si fortement ruiné par la guerre, un pays qui a supporté des calamités aussi effroyables, par suite des guerres et de l'arbitraire des tsars et des capitalistes, malgré tout nous sommes maintenant engagés dans une voie qui nous ouvre la perspective d'une amélioration de notre situation, en dépit de la haine incessante dont nous sommes l'objet. Voilà le facteur fondamental. Voilà pourquoi, lorsque nous avons lu récemment des informations sur la conférence de Washington [41], lorsque nous avons appris que les puissances hostiles à notre égard seront obligées de réunir en été une deuxième conférence, en y invitant l'Allemagne et la Russie, pour discuter les conditions d'une paix véritable, nous disons: nos conditions sont claires et nettes, nous les avons exposées et publiées: Combien de haine allons-nous affronter ! Nous n'avons pas d'illusions là-dessus. Mais nous savons que la situation économique de ceux qui nous ont imposé le blocus s'est révélée vulnérable. Il est une force supérieure au désir, à la volonté et à la décision de n'importe quel gouvernement ou classe hostile. Ce sont les relations économiques mondiales qui les obligent d'entrer en contact avec nous. Plus ils avanceront dans cette voie, et plus se dessinera largement et rapidement ce que je ne puis illustrer aujourd'hui, dans ce rapport sur 1921, que par des chiffres si infimes.

Je dois aborder maintenant notre situation économique intérieure. Ici, la question principale sur laquelle il faudra s'arrêter d'abord est celle de notre politique économi-

que. Amorcer cette nouvelle politique, faire les premiers pas dans cette voie, apprendre à les faire, y adapter notre législation et notre administration ; c'est en cela qu'a consisté notre principal travail durant l'année 1921. Vous connaissez par la presse nombre de faits et d'informations qui montrent comment notre action s'est développée dans ce domaine. Vous n'exigerez naturellement pas de moi que je cite ici de nouveaux faits ou que j'énumère des chiffres. Il est seulement nécessaire de mettre en lumière l'élément essentiel qui, plus que toute chose, nous a tous unis et qui est le plus important du point de vue du problème primordial, fondamental de toute notre révolution et de toutes les révolutions socialistes à venir (si on les considère sur un plan général et mondial).

Le problème majeur, le problème-clé, est celui de l'attitude de la classe ouvrière envers la paysannerie, c'est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, c'est la capacité des ouvriers d'avant-garde, passés par la grande école, pénible mais riche d'enseignements, des grosses entreprises, d'attirer de leur côté la masse des paysans écrasés par le capitalisme, écrasés par les propriétaires fonciers, écrasés par leur vieille forme d'économie, indigente et misérable, de façon à leur démontrer que seule l'alliance avec les ouvriers, quelles que soient les difficultés qu'on aura à affronter sur ce chemin (et les difficultés sont nombreuses, nous ne pouvons pas nous les dissimuler), qu'elle seule permet de délivrer la paysannerie du joug séculaire des propriétaires fonciers et des capitalistes. Seule la consolidation de l'alliance des ouvriers et des paysans permet de délivrer l'humanité, en général, de fléaux tels que le récent massacre impérialiste, de ces contradictions monstrueuses que nous observons actuellement dans le monde capitaliste, où un petit nombre, une poignée de puissances très riches étouffe dans son opulence, tandis que l'immense majorité de la population du globe est accablée de misère et privée de la possibilité de profiter de la culture et des ressources énormes qui sont pourtant là, mais qui ne sont pas mises en valeur faute d'échanges.

Le chômage est la pire calamité des pays évolués. Il n'y a pas d'autre issue à cette situation que l'alliance solide de la paysannerie et de la classe ouvrière passée

par une école pénible, mais aussi la seule sérieuse, celle de la fabrique, de l'exploitation en fabrique, de l'union en fabrique. Cette alliance, politique et militaire, nous l'avons éprouvée dans les années les plus dures de notre République. En 1921, c'est pour la première fois que nous connaissons cette alliance sur le terrain économique. Sous ce rapport, les choses sont encore bien mal organisées. Il faut le dire ouvertement. On doit regarder en face ce défaut, et non l'enjoliver ; il faut tendre toutes nos forces pour le corriger et pour comprendre que là réside le fondement de notre nouvelle politique économique. Pour établir correctement les relations entre la classe ouvrière et la paysannerie, on ne peut concevoir que deux voies. Si la grande industrie est florissante, si elle peut fournir sur-le-champ aux petits paysans une quantité suffisante de produits, ou plus que précédemment, et établir ainsi de justes proportions entre les livraisons de produits agricoles effectuées par les paysans et les articles industriels, alors la paysannerie sera entièrement satisfaite ; dans ce cas, la paysannerie dans sa masse, la paysannerie sans-parti, reconnaîtra, par la force des choses, que le nouveau régime est préférable au régime capitaliste. Si l'on pense à une grande industrie prospère, susceptible de satisfaire la paysannerie en lui fournissant sans délai tous les produits dont celle-ci a besoin, on doit dire que cette condition existe ; à considérer la question à l'échelle mondiale, cette grande industrie florissante, capable de fournir au monde tous les produits, existe sur terre ; seulement, on ne sait pas la faire fonctionner autrement que pour fabriquer des canons, des obus et autres engins utilisés avec tant de succès en 1914-1918. L'industrie travaillait alors pour la guerre et approvisionnait l'humanité en telle abondance que, finalement, 10 millions d'hommes au moins ont été tués et 20 millions au moins mutilés. Cela, nous l'avons vu ; la guerre au XX^{e} siècle, c'est autre chose que les guerres précédentes.

C'est parmi les gens les plus hostiles et les plus étrangers à tout socialisme, implacablement hostiles à la moindre idée socialiste, que s'est élevé après cette guerre, même dans les pays qui en étaient sortis vainqueurs, le plus grand nombre de voix disant nettement que, même s'il n'exis-

tait pas dans le monde de méchants bolchéviks, il ne faudrait sans doute pas permettre une nouvelle guerre pareille. Ce sont les représentants des pays les plus riches qui le déclarent. Telle est l'œuvre de cette grande industrie riche et avancée. Elle a servi à fabriquer des mutilés, et il ne lui est pas resté de temps pour ravitailler les paysans. Néanmoins, nous sommes en droit de dire qu'à l'échelle mondiale cette industrie existe. Il est sur la terre des pays dotés d'une grande industrie évoluée, suffisante pour approvisionner sur-le-champ des centaines de millions de paysans arriérés. Nous plaçons cette idée à la base de nos calculs. Vous savez mieux que quiconque, puisque vous le voyez dans la vie quotidienne, ce qu'il nous reste de notre grande industrie, déjà faible autrefois. Dans le bassin du Donetz par exemple, base essentielle de la grande industrie, il y a eu tant de destructions pendant la guerre civile et il s'est succédé tant de gouvernements impérialistes (combien l'Ukraine n'en a-t-elle pas vus !) que, inévitablement, il n'est resté de notre grande industrie que des débris lamentables. Ajoutez-y le fléau qu'a été la mauvaise récolte de 1921, et vous comprendrez l'échec de notre tentative de ravitailler la paysannerie en articles de la grande industrie passée aux mains de l'Etat. Puisque cette tentative a échoué, il ne peut pas y avoir d'autre lien économique entre la paysannerie et les ouvriers, c'est-à-dire entre l'agriculture et l'industrie, que l'échange, le commerce. Voilà le fond de la question. La substitution de l'impôt en nature aux prélèvements des excédents : tel est le fond de notre politique économique ; il est extrêmement simple. S'il n'existe pas une grande industrie prospère, en mesure de s'organiser de façon à satisfaire sans retard la paysannerie, il n'y a aucun autre moyen d'assurer le développement graduel d'une puissante alliance des ouvriers et des paysans, hormis le commerce et le relèvement progressif de l'agriculture et de l'industrie au-dessus de leur niveau actuel, sous la direction et sous le contrôle de l'Etat ouvrier. Il n'y a pas d'autre chemin. Nous y avons été conduits par une nécessité absolue. Et c'est là uniquement le fondement et l'essence de notre nouvelle politique économique.

A l'époque où l'attention principale et les forces principales étaient tournées vers les tâches politiques et mili-

taires, nous ne pouvions agir qu'avec la plus grande rapidité, en nous élançant avec l'avant-garde, et sachant que cette avant- garde serait soutenue. Dans le domaine des grandes transformations politiques, de l'œuvre immense que nous avons accomplie durant trois ans, en entrant en guerre contre les puissances dominantes du monde, l'alliance des paysans et des ouvriers nous était assurée par le simple élan politique et militaire, parce que chaque paysan savait, sentait et saisissait qu'il avait contre lui son ennemi séculaire, le grand propriétaire foncier, aidé d'une façon ou d'une autre par les représentants des autres partis. Et c'est pourquoi cette alliance était solide et invincible.

En matière économique, l'alliance doit être établie sur d'autres bases. Ici, elle doit changer de nature et de forme. Quant aux membres du Parti communiste, des syndicats, ou simplement les sympathisants au pouvoir des Soviets, qui perdent de vue ce changement nécessaire, tant pis pour eux. Un tel manque de perspicacité est inadmissible dans la révolution. La nécessité de modifier la forme vient de ce que l'alliance politique et militaire ne pouvait pas être tout simplement prolongée dans le domaine économique, alors que nous n'avons pas encore de grande industrie, alors que celle-ci est ruinée par une guerre sans précédent. A ce jour, en effet, même dans des Etats infiniment plus riches que le nôtre, et qui sont sortis vainqueurs de la guerre, l'industrie n'est pas encore relevée. Le changement de la forme et de la nature de l'alliance s'est révélé nécessaire. A l'époque politique et militaire, nous nous sommes engagés beaucoup plus loin que ne le permettait dans l'immédiat l'alliance économique des ouvriers et des paysans. Nous devions agir ainsi pour vaincre l'ennemi, et nous avions le droit d'agir ainsi. Nous l'avons fait avec succès, puisque nous avons battu nos ennemis sur le terrain d'alors, le terrain politique et militaire ; mais sur le plan économique, nous avons subi toute une série de défaites. Il ne faut pas craindre de le reconnaître, au contraire ; nous n'apprendrons à vaincre que le jour où nous ne craindrons pas de reconnaître nos défaites et nos lacunes, lorsque nous regarderons en face la vérité, fût-elle la plus triste. Nous avons le droit d'être fiers de nos mérites dans le premier domaine, sur les plans politique et militaire. Ces mérites

sont entrés dans l'histoire comme une conquête de portée universelle, dont les effets se feront encore sentir dans toutes les sphères. Mais sur le terrain économique, au cours de l'année d'activité dont j'ai à vous rendre compte, nous n'avons fait que nous engager sur la voie de la nouvelle politique économique et nous faisons un pas en avant dans ce sens. Par ailleurs, c'est à peine si nous commençons à nous instruire dans ce domaine, et nous commettons ici infiniment plus d'erreurs en regardant en arrière, en nous laissant griser par l'expérience du passé, qui était magnifique, noble et grandiose, qui avait une portée mondiale, mais qui ne pouvait pas résoudre le problème de caractère économique qui nous est imposé maintenant dans un pays dont la grande industrie est détruite, à l'heure où nous devons apprendre avant tout à nouer des relations économiques, actuellement nécessaires et inévitables. Il s'agit du commerce. Pour des communistes, c'est une découverte fort désagréable. Il se peut fort bien que cette découverte soit en effet extrêmement désagréable ; cela est même certain. Mais si nous nous laissons aller à des considérations de ce genre, si nous nous plaçons au point de vue de l'agréable et du désagréable, nous tomberons au niveau de ces « quasi » socialistes que nous n'avons connus que trop à l'époque du Gouvernement provisoire de Kérenski. Je ne pense pas que les « socialistes » de cette espèce jouissent encore d'une autorité quelconque dans notre république. Or, ce qui a toujours fait notre force, c'est la capacité de tenir compte des rapports réels et de ne pas les craindre, si désagréables fussent-ils.

Du moment que la grande industrie à l'échelle mondiale existe, il est incontestable que l'on peut passer directement au socialisme ; et personne ne démentira ce fait, comme personne ne démentira que cette grande industrie, ou bien étouffe et engendre le chômage dans les pays vainqueurs les plus riches et les plus florissants, ou bien ne fait que fabriquer des obus pour exterminer les hommes. Et si chez nous, étant donné notre état arriéré, étant donné les conditions dans lesquelles notre révolution a éclaté, l'essor industriel dont nous avons besoin fait actuellement défaut, eh bien, allons-nous y renoncer ? allons-nous nous décourager ? Non. Nous aborderons notre rude tâche parce que

la voie sur laquelle nous sommes engagés est juste. Il est hors de doute que le chemin de l'alliance des masses populaires est l'unique où le travail du paysan et celui de l'ouvrier seront le labeur pour soi et non pour l'exploiteur. Et pour atteindre ce but dans notre situation, les liens économiques, les seuls possibles, sont indispensables.

Telle est la cause de notre retraite ; voilà pourquoi nous devions revenir au capitalisme d'Etat, revenir aux concessions, revenir au commerce. Sans cela, étant donné la ruine où nous sommes, nous ne pouvons rétablir les rapports nécessaires avec la paysannerie. Sans cela, nous nous exposons au danger de voir le détachement d'avant-garde de la révolution aller si loin qu'il se séparera de la masse paysanne. L'alliance entre lui et la masse paysanne ne sera pas réalisée, et ce serait la faillite de la révolution. Voilà ce que nous devons envisager d'un regard particulièrement lucide, car c'est de là que découle avant tout et par-dessus tout ce que nous appelons chez nous la nouvelle politique économique. Voilà pourquoi nous avons été tous unanimes à déclarer que cette politique, nous l'appliquons sérieusement et pour longtemps, mais, bien entendu, comme on l'a déjà noté à bon droit, pas pour toujours. Elle est engendrée par notre misère et notre ruine, et par l'affaiblissement extrême de notre grande industrie.

Je me permettrai à présent de citer quelques chiffres, les plus indispensables, pour montrer que, quelles que furent nos difficultés et nos erreurs (nous en avons fait énormément), malgré tout, les choses avancent. Camarades, je ne dispose pas de données d'ensemble sur le développement du commerce intérieur ; je ne citerai que le chiffre d'affaires du Tzentrosoïouz pendant 3 mois. Eh bien, en septembre, il atteint un million de roubles-or, en octobre 3 millions, en novembre 6 millions. Encore un coup, ces chiffres, si on les considère comme absolus, sont fort petits, misérables ; il faut le reconnaître franchement, parce qu'il serait plus nuisible de se faire des illusions sur ce point. Ces chiffres sont misérables, mais, compte tenu de la ruine qui était la nôtre, ils prouvent avec évidence qu'il existe un mouvement en avant, que nous pouvons nous accrocher à cette base économique. Aussi nombreuses que soient les erreurs que nous commettons — qu'il

s'agisse des syndicats, du Parti communiste ou de l'appareil de gestion, — nous nous persuadons quand même que nous pouvons nous débarrasser de ces erreurs — et nous le faisons graduellement —, que nous suivons le chemin qui rétablira les rapports entre l'agriculture et l'industrie, coûte que coûte. Nous pouvons et nous devons assurer l'essor des forces productives, ne serait-ce qu'à l'échelle de la petite économie paysanne, et, pour le moment, sur la base de la petite industrie, s'il est tellement difficile de relever la grande industrie. Nous devons remporter des succès et nous commençons à les remporter, mais il faut se rappeler que dans ce domaine les cadences et les conditions de travail sont différentes, qu'ici il est plus difficile de remporter la victoire. Sur ce terrain, nous ne pouvons atteindre aussi vite nos objectifs, comme nous avons réussi sur le plan politique et militaire. Ici les élans et les bonds ne sont pas de mise, et les délais sont autres : ils s'échelonnent sur des dizaines d'années. Tels sont les délais nécessaires pour obtenir gain de cause dans la guerre économique, dans une ambiance d'hostilité et non d'aide de la part de nos voisins.

Or, notre voie est juste, car c'est la voie sur laquelle tôt ou tard les autres pays s'engageront aussi inévitablement. Nous avons commencé à progresser sur cette voie juste. Il faut seulement mesurer soigneusement le moindre de nos pas, tenir compte de la moindre de nos erreurs, et alors nous l'emporterons sur ce chemin.

Je devrais à présent, camarades, dire quelques mots à propos de notre principale branche économique, l'agriculture. Mais je pense que sur cette question vous entendrez un rapport beaucoup plus complet et circonstancié que je ne saurais le faire, et aussi en ce qui concerne la famine dont vous parlera le camarade Kalinine.

Vous savez parfaitement, camarades, quelle famine effroyable s'est abattue sur nous en 1921. Les calamités de l'ancienne Russie, nous devions nécessairement les subir à notre tour parce que l'unique issue ne peut être que le relèvement des forces productives, non pas sur l'ancienne base, étroite, misérable, mais sur une base nouvelle, celle de la grande industrie et de l'électrification. C'est là l'unique moyen de nous délivrer de notre misère, de nos disettes perpétuelles, et pour ce travail, comme cela saute aux yeux,

les délais de nos victoires politiques et militaires ne conviennent point. Et cependant, cernés par des Etats hostiles, nous avons brisé le blocus : bien que l'aide fût infime, nous avons tout de même obtenu quelque chose. Dans son ensemble, elle atteint 2 millions et demi de pouds. Voilà tout le secours que nous avons reçu de l'étranger, le secours que les Etats étrangers ont pu charitablement prêter à la Russie affamée. La collecte des dons nous a apporté 600 000 roubles-or. C'est un chiffre trop insignifiant, et qui nous montre avec quelle cupidité la bourgeoisie d'Europe s'est comportée à l'égard de la Russie affamée. Vous avez tous appris probablement qu'au début, à la nouvelle de la famine, des hommes d'Etat influents, avaient déclaré solennellement et pompeusement qu'il y aurait quelque chose de diabolique à profiter de la famine pour soulever la question des anciennes dettes. Je ne sais si le diable est plus terrible que l'impérialisme contemporain. Je sais qu'en réalité il est arrivé ceci que malgré la famine, on a tenté de recouvrer les anciennes dettes à des conditions particulièrement dures. Nous ne refusons pas de payer et nous déclarons solennellement que nous sommes prêts à en parler concrètement. Mais nous laisser asservir à cette occasion sans que l'on tienne compte le moins du monde des prétentions réciproques, sans aucun examen concret de la question — vous comprenez tous que sur ce point il ne peut y avoir de doute, — cela, nous ne le tolérerons jamais, en aucun cas.

Je dois vous annoncer que ces jours-ci nous ont apporté malgré tout un succès très appréciable dans la lutte contre la famine. Vous avez lu certainement dans les journaux qu'en Amérique 20 000 000 de dollars ont été affectés à l'aide destinée aux affamés de Russie, apparemment aux mêmes conditions que le fait l'A.R.A., organisation américaine de secours aux affamés. Il y a quelques jours, nous avons reçu de Krassine un télégramme annonçant que le gouvernement américain propose officiellement de garantir durant trois mois la livraison de vivres et de semences pour ces 20 millions de dollars, si nous pouvions consentir à dépenser 10 millions de dollars (20 millions de roubles-or) aux mêmes fins. Nous avons accepté aussitôt et nous l'avons transmis par télégraphe. Selon toute apparence, on peut dire qu'au cours des premiers trois mois nous pourrons

fournir des vivres et des semences aux affamés pour une somme de 30 millions de dollars, soit 60 millions de roubles-or. Certes, cela est peu ; cela ne suffit nullement pour faire face au fléau horrible qui nous a frappés. Vous le comprenez tous parfaitement. En tout cas, c'est une aide qui, sans aucun doute, fera son œuvre et atténuera la misère et la famine effroyables. Et si en automne nous sommes déjà parvenus à enregistrer un certain succès dans l'approvisionnement en semences des localités affamées et dans l'extension des emblavures en général, nous avons l'espoir d'obtenir au printemps un résultat encore plus notable.

On a ensemencé chez nous environ 75 % des blés d'automne dans les provinces affamées, 102 % dans les provinces qui ont souffert partiellement de la mauvaise récolte, 123 % dans les provinces productrices, et 126 % dans les provinces consommatrices. Cela montre, en tout état de cause, que malgré nos conditions terriblement difficiles, nous avons quand même prêté une certaine aide à la paysannerie dans l'extension des emblavures et dans la lutte contre la famine. Etant donné les conditions qui ont surgi, nous avons le droit d'espérer à présent, sans aucune exagération et sans craindre de commettre une erreur, que nous apporterons un concours substantiel à la paysannerie pour assurer les labours de printemps. Cette aide, je le répète, sera loin d'être complète. Il est bien certain que nous n'aurons pas assez de moyens pour faire face à toute la misère. Il faut le dire franchement. Il faut d'autant plus tendre nos forces pour élargir cette aide.

A ce propos, je dois communiquer les chiffres totaux concernant notre travail dans le domaine du ravitaillement. L'impôt en nature en somme a apporté un soulagement à la masse paysanne, dans son ensemble. Il n'est pas nécessaire de le prouver. Il ne s'agit pas seulement de la quantité de blé qui a été prise chez le paysan, mais aussi de ce fait qu'il s'est senti mieux assuré avec l'impôt en nature, et son intérêt pour l'exploitation s'est accru. Avec l'augmentation des forces productives, l'impôt en nature a ouvert un chemin plus large au paysan diligent. Les résultats de la perception de l'impôt en nature pour l'année écoulée sont tels que nous devons dire : il est nécessaire de tendre tous nos efforts pour ne pas achopper.

Voici les résultats généraux, sous la forme la plus succincte, que je puis vous communiquer d'après les dernières données fournies par le Commissariat du Peuple au Ravitaillement. Il nous faut 230 millions de pouds au moins dont 12 millions pour les affamés, 37 millions pour les semences et 15 millions pour le fonds de réserves ; or, nous pouvons recevoir 109 millions grâce à l'impôt en nature, 15 millions par la mouture, 12,5 millions par le remboursement des prêts de semences, 13,5 millions par les échanges, 27 millions de l'Ukraine, et 38 millions de pouds de l'étranger (38 millions si l'on considère que nous recevrons 30 millions au moyen de l'opération dont je viens de vous parler et que de plus, nous achèterons 8 millions de pouds). Total : 215 millions de pouds. Malgré tout, c'est un déficit, et pas un poud de réserve. Quant à la question de savoir si nous pourrons encore en acheter à l'étranger, on l'ignore. Notre plan d'approvisionnement est calculé à présent de justesse afin d'alléger le plus possible le fardeau qui retombe sur la paysannerie, victime de la famine. Si en 1920 on comptait 38 millions de personnes à la charge de l'Etat, aujourd'hui nous avons réduit ce chiffre à 8 millions. Mais de ce qui précède se dégage une seule conclusion : l'impôt en nature doit être perçu à 100 %, c'est-à-dire, entièrement, à tout prix. Nous n'oublions nullement que c'est un fardeau énorme pour la paysannerie qui a tant souffert. Je sais parfaitement que les camarades qui dans les localités ont connu à leurs dépens tout le poids de cette tâche savent mieux que moi ce que cela signifie : collecter à 100 % l'impôt en nature, et absolument aujourd'hui. Mais au nom du gouvernement, je dois vous dire, et c'est là la conclusion du compte rendu de nos activités pour l'année 1921 : cette tâche, camarades, doit être exécutée ; cette difficulté doit être affrontée et cet obstacle doit être vaincu. Sinon, l'essentiel, le plus élémentaire, dans le domaine de nos transports et de notre industrie, ne sera pas assuré ; sinon, le budget le plus minime, absolument indispensable, ne sera pas assuré, le budget sans lequel il est impossible de subsister dans l'ambiance où nous sommes, cernés par les ennemis, et compte tenu du haut degré d'instabilité de l'équilibre sur le plan international.

Sans des efforts immenses, il n'y a pas d'issue et il

ne peut y en avoir dans notre situation, pour nous, torturés par la guerre impérialiste et la guerre civile, harcelés par les classes dirigeantes de tous les pays ; et c'est pourquoi il faut dire bien nettement sans craindre l'amère vérité, et le confirmer au nom du congrès à tous les responsables sur place : « Camarades, toute l'existence de la République des Soviets, tout notre plan si modeste de relèvement des transports et de l'industrie repose sur l'exécution de notre programme général du ravitaillement. C'est pourquoi l'impôt en nature, collecté à 100 %, est une nécessité absolue. »

Je voudrais dire, à ce propos, ce qui en est pratiquement de notre plan d'Etat. Je commencerai par le combustible, le pain de l'industrie, le fondement de toute notre activité dans ce domaine. Probablement, vous avez déjà reçu aujourd'hui ou bien vous recevrez ces jours-ci des matériaux touchant les activités de la Commission du plan d'Etat. Vous recevrez un compte rendu du congrès des électrotechniciens qui a fourni une documentation extrêmement riche, la vérification, par les meilleurs savants et techniciens de Russie, de ce plan, le seul qui soit scientifiquement contrôlé, le plus rapide et le plus immédiat pour le relèvement de notre grande industrie, et qui exige 10 à 15 années au moins. Je l'ai déjà dit, et je ne me lasserai pas de le répéter, que les délais avec lesquels nous devons compter dans notre travail pratique sont, à présent, différents de ceux que nous avons connus dans le domaine politique et militaire. De nombreux responsables du Parti communiste et des syndicats l'ont déjà compris, mais il faut que tous le comprennent. Soit dit en passant, dans la brochure du camarade Krjijanovski qui vous sera remise demain — *Compte rendu de l'activité de la Commission du plan d'Etat* — vous verrez comment, du point de vue de la pensée collective des ingénieurs et des agronomes, la question de notre plan d'Etat se pose en général. Vous verrez comment les ingénieurs et les agronomes abordent le problème non pas sous l'angle habituel de la politique ou de l'économie en général, mais à la lumière de l'expérience collective, en tenant compte, entre autres, des limites de notre retraite. Vous trouverez dans cette brochure réponse à cette question, du point de vue des ingénieurs et des agrono-

mes, et ce qui est d'autant plus précieux, c'est que vous y trouverez, comme résultat, pour l'année écoulée, de l'activité de notre institution du plan d'Etat, sa conception du problème des transports et de l'industrie. Il va de soi, je ne puis vous exposer ici le contenu de ce travail.

Je voudrais seulement m'arrêter très rapidement sur la question de savoir ce qui en est avec le plan concernant le combustible, car dans ce domaine nous avons subi au début de l'année 1921 la débâcle la plus atroce. C'est précisément sur ce terrain, en nous appuyant sur l'amélioration enregistrée à la fin de l'année 1920, que nous avons commis la plus grave erreur et provoqué dans les transports une crise gigantesque au printemps 1921, une crise due non seulement à la pénurie des moyens matériels mais aussi à ce que nous n'avions pas calculé correctement le rythme du développement. L'erreur que nous avions commise en transposant sur le plan économique l'expérience acquise pendant la période politique et militaire avait déjà produit ses effets, erreur capitale, erreur foncière que nous continuons encore à commettre, camarades, à chaque pas. On compte à présent chez nous beaucoup d'erreurs et il faut dire que si nous n'en prenons pas conscience et si nous ne parvenons pas, coûte que coûte, à les corriger, il ne peut y avoir chez nous d'amélioration durable de l'économie. Après la leçon que nous avons reçue, nous élaborons le plan du combustible pour le deuxième semestre de 1921 avec une grande prudence, estimant que la moindre exagération en cette matière est inadmissible, et en luttant contre cela par tous les moyens. Les chiffres reçus à la fin de décembre, tout en étant incomplets, chiffres qui m'ont été communiqués par le camarade Smilga, dirigeant de tous nos établissements pour le stockage du combustible, montrent que nous enregistrons là un déficit, mais un déficit peu considérable, un déficit qui atteste une amélioration de la structure interne de notre budget du combustible : il s'agit, selon l'expression des techniciens, de la minéralisation du combustible, autrement dit, d'un grand progrès dans l'approvisionnement de la Russie en combustible minéral ; or, seul le combustible minéral peut assurer l'essor de la grande industrie, capable de servir de base à la société socialiste.

Voici comment se présentait au début du deuxième semestre de 1921 notre plan du combustible. Si l'on convertit 2 700 000 sajènes cubes de bois en unités conventionnelles de 7 000 calories, comme nous le faisons d'habitude, et comme a procédé Krjijanovski à la page 40 de sa brochure qui vous sera remise, nous pensons obtenir 297 millions de pouds. Aujourd'hui, les chiffres montrent que nous avons reçu environ 234 millions de pouds. Il y a là un écart énorme sur lequel je dois attirer votre attention. Nous avons suivi pendant l'année écoulée avec le plus grand soin les activités concernant le stockage du bois. Mais c'est précisément ce travail qui est lié le plus à l'état de l'exploitation paysanne. C'est précisément ici que tout le fardeau retombe sur le paysan et sur son cheval. Ici, le manque de combustible, la disette, etc., se répercutent sensiblement sur le travail. Voilà comment la pénurie se produit. Voilà pourquoi aujourd'hui, au début de la campagne d'hiver pour le combustible, je suis obligé de répéter à nouveau : camarades, diffusez dans les localités le mot d'ordre appelant à tendre les forces à l'extrême dans ce domaine. En ce qui concerne notre budget du combustible, nous avons réduit au strict minimum ce qui est absolument indispensable pour relever l'industrie, mais dans ces proportions minimales la tâche doit être absolument remplie, quelles que soient les difficultés.

Poursuivons. Nous pensions extraire 143 millions de pouds de charbon ; nous en avons reçu 180 millions ; il y a là un succès, un progrès de la minéralisation de notre combustible, un progrès du bassin du Donetz et des autres établissements où de nombreux camarades ont travaillé avec beaucoup d'abnégation et ont obtenu des résultats pratiques dans l'amélioration de la grande industrie. Je citerai un ou deux chiffres touchant le bassin du Donetz parce que c'est la base, le grand centre de toute notre industrie. Pour le pétrole, nous comptions sur 80 millions, ce qui représente 120 millions en unités conventionnelles du combustible. Pour la tourbe, on comptait sur 40 millions (19 millions en unités conventionnelles) et nous en avons reçu 50 millions. Au total, nous comptions sur 579 millions de pouds, mais il est probable qu'on ne parviendra pas à dépasser 562 millions. Dans l'ensemble, il y a pénurie de combustible. Il est vraí

que ce déficit n'est pas bien grand, peut-être 3 à 4 % ; en tout cas, c'est un déficit. Quoi qu'il en soit, on doit reconnaître que tout cela est pour la grande industrie un danger manifeste, car le minimum prévu ne sera pas entièrement atteint. Par cet exemple, je pense, je vous ai montré d'abord que nos institutions de planification n'ont pas travaillé en vain, que l'heure de l'exécution de nos plans se rapproche et, par ailleurs, cet exemple prouve que nous commençons à peine à nous relever et qu'à cet égard le fardeau de notre situation économique est encore terriblement lourd ; pour cette raison, le principal mot d'ordre, le principal cri de combat, notre principal appel, au nom duquel notre congrès doit poursuivre et achever ses travaux, l'appel qu'il doit lancer dans les localités, est le suivant : il faut encore tendre les forces, si pénible que cela soit, dans le domaine de l'industrie aussi bien que dans celui de l'agriculture. Il n'y a pas d'autre salut pour la république, pour maintenir, sauvegarder, consolider le pouvoir des ouvriers et des paysans ; il n'y a pas d'autre salut hormis un labeur acharné. Que nous ayons obtenu pas mal de résultats, cela est démontré notamment par le bassin du Donetz où ont travaillé avec un dévouement extraordinaire et avec un succès extraordinaire des camarades tels que le camarade Piatakov, dans le domaine de la grande industrie, tels que le camarade Roukhimovitch, dans celui de la petite industrie ; ce dernier a réussi, pour la première fois, à organiser la petite industrie de façon qu'elle a fourni une certaine production. Dans la grande industrie, le rendement d'un abatteur a atteint le niveau d'avant-guerre, ce que nous n'avions pas connu jusqu'alors. La production du bassin du Donetz totalisait 272 millions de pouds pour l'année 1920, et 350 millions pour l'année 1921. Ce chiffre est infime en comparaison du maximum d'avant-guerre, à savoir 1 milliard 700 millions. Mais c'est tout de même quelque chose. Cela prouve qu'un pas sérieux est fait en avant. C'est quand même un pas en avant dans le relèvement de la grande industrie, et nous ne pouvons ménager les sacrifices pour relever la grande industrie.

Deux mots encore sur la métallurgie. Sous ce rapport, notre situation est particulièrement pénible. Nous produisons quelque 6 % de ce qu'on produisait avant la guerre.

Voilà à quelle misère, à quels désastres, la guerre impérialiste et la guerre civile ont conduit la Russie ! Mais nous nous relevons, bien sûr. Nous créons des centres tels que le « Iougostal » où le camarade Mejlaouk travaille, lui aussi, de la manière la plus dévouée. Quelles que soient les difficultés de notre situation, nous constatons ici un succès énorme. Au cours du premier semestre de 1921, nous avons produit mensuellement 70 000 pouds de fonte, en octobre 130 000 et en novembre 270 000, soit près de 4 fois plus. On voit que nous n'avons pas de raison de nous abandonner à la panique. Nous ne nous dissimulons nullement que les chiffres que j'ai cités indiquent un niveau infime, misérable, mais nous pouvons tout de même démontrer par là que, quelles que fussent les difficultés de 1921, quels que fussent les fléaux qui ont frappé les classes ouvrière et paysanne, nous nous relevons quand même, nous sommes sur la bonne voie, et en tendant toutes nos forces, nous pouvons espérer que l'essor sera encore plus sensible.

J'aurais voulu communiquer encore quelques données sur le succès de l'électrification. Malheureusement, nous n'avons pas encore obtenu un grand résultat. Je pensais que je pourrais féliciter le IXe Congrès à l'occasion de l'inauguration de la deuxième grande centrale électrique construite par le pouvoir des Soviets : la première est celle de Chatoura, la seconde, la nouvelle centrale, est celle de Kachira que nous nous proposions de mettre en marche justement en décembre [42]. Elle aurait fourni et peut fournir 6 000 Kw pour commencer, ce qui, ajouté aux 18 000 kilowatts que nous avons à Moscou, constituerait une aide précieuse. Mais, à cause de nombreux obstacles, nous ne pouvons mettre en service cette centrale en décembre 1921. Elle sera inaugurée dans le délai le plus bref, dans quelques semaines au plus tard. Probablement, votre attention a été attirée par le rapport publié ces jours-ci dans l'*Economitcheskaïa Jizn* sous la signature de l'ingénieur Lévy, un des responsables du VIIIe Congrès électrotechnique de Russie et qui est, en général, un de nos plus grands spécialistes. J'emprunterai à ce rapport quelques chiffres seulement : en 1918 et en 1919, nous avons mis en marche 51 centrales d'une puissance de 3 500 Kw. En 1920 et 1921, on a inauguré 221 centrales d'une puissance de 12 000 Kw. Si l'on com-

pare ces chiffres à ceux de l'Europe occidentale, ils nous paraîtront, sans doute, misérables. Mais ils montrent comment on peut avancer malgré des difficultés qu'aucun autre pays n'a jamais connues. L'installation de petites centrales à la campagne a joué un rôle assez important. Il faut dire franchement qu'il y a eu très souvent des cas de dilapidation, mais non sans un certain profit. Ces petites centrales ont permis de créer à la campagne des centres de grande industrie moderne. Encore qu'infimes, elles prouvent aux paysans que la Russie ne se limitera pas au travail manuel, ne gardera pas toujours l'araire de bois primitif, mais ira de l'avant vers des temps nouveaux. Et peu à peu les masses paysannes se pénètrent de cette idée que nous devons donner à la Russie une autre base, et que nous pouvons la lui donner. Comme je l'ai déjà dit, les délais en l'occurrence s'échelonnent sur des dizaines d'années, mais l'œuvre est déjà amorcée, les masses paysannes deviennent plus conscientes, et en partie c'est grâce à ces petites centrales qui se multiplient plus rapidement que les grandes. Mais si en 1921 nous n'avons pas réussi à inaugurer à temps une grande centrale électrique, en revanche il y en aura deux au début de 1922 : celle de Kachira dans la région de Moscou et celle d'Outkina Zavod dans la banlieue de Pétrograd [43]. Sous ce rapport, en tout état de cause, nous sommes sur un chemin où le mouvement en avant est assuré si nous continuons à aborder nos tâches avec la même énergie.

Deux mots sur une autre réalisation : il s'agit de l'extraction de la tourbe, qui a atteint 93 millions de pouds en 1920 et 139 millions en 1921 ; c'est peut-être l'unique domaine où nous avons dépassé de beaucoup le niveau d'avant-guerre. Aucun pays n'est aussi riche que nous en ce qui concerne la tourbe. Mais les difficultés qu'il y a eu et qui demeurent encore en partie sont considérables : ce travail, extrêmement pénible en général, l'était tout particulièrement en Russie. L'invention du procédé hydraulique d'extraction dont se sont occupés les camarades Radtchenko, Menchikov et Morozov à la Direction centrale de la Tourbe, facilite ces travaux. Un succès énorme est enregistré dans ce secteur. En 1921, fonctionnaient seulement deux pompes à tourbe. Ce sont des appareils hydrauliques qui délivrent les ouvriers d'un travail de forçat, inévitable jusqu'à pré-

sent dans l'extraction de la tourbe. Maintenant, nous avons commandé en Allemagne 20 appareils que nous devons recevoir en 1922. La coopération avec un pays avancé d'Europe est amorcée. Et maintenant, nous avons la possibilité de développer cette affaire qu'on ne saurait négliger. L'abondance de marécages et de réserves de tourbe en Russie est grande, plus grande que partout ailleurs. Et il est possible à présent de faire de ce travail de forçat que n'acceptait et ne pouvait accepter qu'un petit nombre d'ouvriers, un travail plus normal. La coopération pratique avec l'Allemagne, Etat moderne évolué, est réalisée puisqu'on y a commencé à construire des appareils qui facilitent ce travail, des appareils qui seront sûrement mis en marche en 1922. Nous devons porter notre attention sur ce fait. Dans ce domaine, nous pouvons faire beaucoup, énormément, si nous savons tous et si nous propageons cette idée que nous avons la possibilité de sortir de la crise économique en Russie, plus qu'aucun autre Etat, à la condition de déployer nos efforts et de mécaniser le travail.

Et maintenant, en matière de politique économique, je voudrais souligner encore un aspect de la question. Quand on porte un jugement sur notre nouvelle politique économique, il ne suffit pas de prêter attention à ce qui est sans doute particulièrement important. Certes, ce qui fait l'essence de notre nouvelle politique économique, c'est l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, de l'avant-garde du prolétariat avec les larges masses paysannes. Le relèvement des forces productives — coûte que coûte, immédiatement, sur-le-champ — est entamé grâce à la nouvelle politique économique. Il est encore un aspect de cette politique : s'est d'étudier. La nouvelle politique est la forme d'activité qui nous permettra de commencer à apprendre véritablement à gérer l'économie nationale ; or, dans ce domaine nous avons travaillé jusqu'à présent on ne peut plus mal. Bien entendu, le dirigeant communiste ou le dirigeant syndical des masses laborieuses a de la peine à imaginer que le commerce est à présent la pierre de touche de notre vie économique, un point de jonction, le seul possible, du détachement d'avant-garde du prolétariat et de la paysannerie, l'unique engrenage possible permettant d'amorcer l'essor économique sur toute la ligne. N'importe

quel marchand qui fait du commerce sous le contrôle de l'Etat et du tribunal (notre tribunal est prolétarien, et il saura surveiller tout entrepreneur privé, afin qu'il sache que les lois sont écrites pour eux non pas comme dans les Etats bourgeois ; récemment, il y a eu un exemple de ce genre à Moscou [44], et vous savez tous fort bien que nous multiplierons ces exemples en châtiant sévèrement les tentatives faites par les entrepreneurs privés de violer nos lois), n'importe quel commerçant ou entrepreneur privé saura, moyennant 100 % de bénéfices, faire œuvre utile, par exemple il fournira des matières premières à l'industrie comme bien souvent ne saurait le faire aucun communiste et aucun responsable syndical. Et c'est justement là ce qui fait l'importance de la nouvelle politique économique. Etudiez. Cette étude est très sérieuse, nous devons tous passer par là. Cette étude est ardue. Elle ne ressemble pas à une série de conférences dans un établissement d'enseignement ni à une session d'examens. Il s'agit d'une lutte économique pénible, âpre, dans une ambiance de misère, au milieu de difficultés, d'épreuves inouïes — disette, famine, froid — mais c'est là le véritable apprentissage qu'il nous faut. En l'occurrence, toute tentative de se dérober à cette tâche, toute tentative de fermer les yeux, sous prétexte que cela ne nous regarde pas, serait de la jactance, la plus criminelle et la plus dangereuse, de la jactance communiste et syndicale. Nous péchons tous par là, camarades, nous tous qui dirigeons la Russie des Soviets, nous péchons beaucoup, et nous devons le reconnaître en toute franchise pour nous débarrasser de ce défaut.

Nous abordons la tâche de notre édification économique en nous basant sur notre expérience d'hier, et c'est là que réside notre erreur fondamentale. Je vous citerai à ce propos un proverbe français disant que de la vertu au vice il n'y a qu'un pas. Les défauts de l'homme sont comme le prolongement de ses qualités. Mais si les qualités durent plus que cela est nécessaire, ne se manifestent pas quand c'est nécessaire et là où c'est nécessaire, eh bien, elles deviennent des défauts. Il est probable que la plupart d'entre vous l'ont observé dans leur vie privée et en général ; à présent, nous l'observons dans tout le développement de notre révolution, de notre Parti et de nos

syndicats qui constituent le principal appui du Parti, dans tout l'appareil qui administre la Russie des Soviets, nous observons ce défaut qui est comme le prolongement de nos qualités. Ce qui faisait notre mérite insigne, c'est que dans le domaine politique et militaire, nous avons franchi une étape d'une portée universelle qui est entrée dans l'histoire comme la relève d'une époque. Quelles que soient les tortures que nous aurons encore à endurer, personne ne saurait nous le ravir. Nous nous sommes délivrés de la guerre impérialiste et de nos calamités uniquement grâce à la révolution prolétarienne, uniquement grâce à la substitution du régime soviétique à l'ancien régime. Cela est indéniable, c'est un mérite imprescriptible, inviolable et intangible que ne peuvent nous ravir nos ennemis, quels que soient leurs efforts et leurs agissements, mais c'est un mérite qui devient précisément le plus dangereux des défauts s'il persiste là où il n'est pas de mise.

Les tâches politiques et les tâches militaires pouvaient être accomplies par un élan d'enthousiasme, à un certain niveau de conscience des ouvriers et des paysans. Tous, ils ont compris que la guerre impérialiste les étranglait ; pour le comprendre, on n'avait pas besoin d'un élan à un nouveau degré de conscience, à un nouveau degré d'organisation. L'enthousiasme, l'héroïsme, l'impétuosité qui resteront à jamais le témoignage de l'œuvre de la révolution et de ce qu'elle peut enfanter, ont permis d'accomplir ces tâches. Voilà comment nous avons remporté notre succès politique et militaire ; or, ce mérite devient à présent le plus dangereux de nos défauts. Nous regardons en arrière et nous pensons qu'on peut régler de la même manière les problèmes économiques. Mais c'est là notre erreur : du moment que la situation s'est modifiée et que nous devons résoudre des problèmes d'un autre genre, on ne doit pas regarder en arrière et se servir des procédés d'hier. N'essayez pas, vous n'y réussirez point ! Et nous devons prendre conscience de cette position erronée. Militants communistes et militants syndicaux, vous qui, en votre qualité de responsables soviétiques, ou bien d'anciens combattants, vous êtes détournés bien souvent de l'activité économique, pénible, longue, rebutante, qui exige de dures épreuves, de longs efforts, une haute tenue, de la ponctualité et de la per-

sévérance, vous qui lui avez tourné le dos, sous prétexte que nous avons fait de grandes choses dans le passé, vous me rappelez la fable des oies [45] qui se targuaient d'« avoir sauvé Rome », mais à qui le paysan rétorquait en agitant une petite branche : « Laissez là vos ancêtres, et dites plutôt ce que vous avez fait vous-mêmes. » Que nous ayons rempli en 1917, 1918, 1919 et 1920 nos tâches politiques et militaires avec cet héroïsme, avec ce succès qui a marqué le début d'une nouvelle ère historique, ceci personne ne saurait le contester. Cela nous appartient, et personne ni dans le parti ni dans les syndicats ne tente de nous le ravir. Mais une autre tâche se pose désormais devant les cadres des Soviets et des syndicats.

A l'heure actuelle vous êtes encerclés par les puissances capitalistes qui, au lieu de vous aider, vous feront obstacle ; à l'heure actuelle, vous travaillez au milieu de la misère, du délabrement, de la famine, des calamités. Ou bien vous apprendrez à agir à un autre rythme, en échelonnant vos efforts sur des décennies et non des mois, en alertant cette même masse humaine qui est exténuée et qui ne peut suivre un rythme révolutionnaire et héroïque dans son labeur quotidien, ou bien vous l'apprendrez, ou bien vous serez traités d'oies à juste titre. Lorsqu'un responsable politique ou syndical prononce des phrases générales, déclare que nous autres, les syndicats, nous autres, le Parti communiste, nous administrons, cela est bien. Dans le domaine politique et militaire, nous l'avons fait à merveille. Mais dans le domaine économique nous le faisons mal. Il faut en prendre conscience et mieux faire. A tout syndicat qui pose, en général, la question de savoir si les syndicats doivent participer à la production, je dirai : mais cessez donc de bavarder (applaudissements), répondez-moi plutôt pratiquement et dites-moi (si vous occupez un poste responsable, si vous avez de l'autorité, si vous êtes un militant du Parti communiste ou d'un syndicat) : où avez-vous bien organisé la production, en combien d'années, combien de personnes vous sont subordonnées, un millier ou une dizaine de milliers ? Donnez-moi la liste de ceux à qui vous confiez un travail économique que vous avez mené à bonne fin, au lieu de vous attaquer à vingt affaires à la fois pour ne faire aboutir aucune d'elles, faute de temps.

Chez nous, avec nos mœurs soviétiques, ce n'est pas toujours qu'on mène une affaire à bonne fin, qu'on peut parler d'un succès durant quelques années ; on craint de s'instruire auprès du marchand qui empoche 100 % de bénéfices et plus encore, et on préfère écrire une belle résolution sur les matières premières et se targuer du titre de représentant du Parti communiste, d'un syndicat, du prolétariat. Je vous demande bien pardon. Qu'est-ce qu'on appelle prolétariat ? C'est la classe qui travaille dans la grande industrie. Mais où est-elle, la grande industrie ? Quel est donc ce prolétariat ? Où est votre industrie ? Pourquoi est-elle paralysée ? Parce qu'il n'y a pas de matières premières ? Est-ce que vous avez su vous en procurer ? Non. Vous écrirez une résolution ordonnant de les collecter, et vous serez dans le pétrin ; et les gens diront que c'est absurde ; donc, vous ressemblez à ces oies dont les ancêtres ont sauvé Rome.

L'histoire nous a confié désormais une mission : achever la grandiose révolution politique par un labeur lent, pénible, ardu sur le plan économique où les délais sont très longs. Les grands tournants politiques ont toujours exigé dans l'histoire un long chemin pour les assimiler. Toutes les grandes révolutions politiques ont été opérées grâce à l'enthousiasme de détachements d'avant-garde suivis spontanément par la masse à demi consciente. L'évolution ne pouvait se faire autrement dans une société écrasée par les rois, les seigneurs féodaux, les capitalistes. Et cette partie du travail, c'est-à-dire le tournant politique, nous l'avons accomplie si bien que sa portée historique est incontestable. Ensuite, au grand revirement politique succède cependant une autre tâche qu'il faut comprendre : on doit assimiler cette révolution, la mettre en œuvre, ne pas s'y dérober sous prétexte que le régime soviétique est défectueux et qu'il est nécessaire de le remanier. Il y a chez nous d'innombrables amateurs de remaniement à tout prix, et ces refontes entraînent un tel désastre que je n'en ai jamais connu de plus grave dans ma vie. Qu'il y ait chez nous des défauts dans l'appareil d'organisation des masses, je le sais parfaitement, et pour chaque dizaine de défauts que n'importe qui d'entre vous pourrait m'indiquer, je vous citerai aussitôt une centaine d'autres. Mais il ne s'agit pas de l'améliorer par une réorganisation rapi-

de ; il s'agit d'assimiler cette transformation politique pour atteindre un autre niveau économique, un niveau économique culturel. Voilà le hic ! Il ne s'agit pas de remanier, mais au contraire de contribuer à supprimer les nombreux défauts qui existent dans le régime soviétique et dans tout le système d'administration afin d'aider des milliers et des millions d'hommes. Il importe que toute la masse paysanne nous aide à assimiler cette immense conquête politique que nous avons remportée. En cette matière, on doit être lucide et se rendre compte que cette conquête est acquise, mais qu'elle n'a pas encore pénétré au cœur de la vie économique de tous les jours et dans les conditions d'existence des masses. Ceci implique le labeur de décennies entières, et il faut y consacrer des efforts immenses. Cette tâche ne peut être accomplie au rythme, avec la rapidité et dans les conditions dans lesquelles nous avons exécuté l'œuvre militaire.

Avant de terminer, je me permettrai d'appliquer encore ce principe, à savoir que les défauts sont parfois le prolongement de nos qualités, à une autre institution : la Commission extraordinaire de Russie. Camarades, vous savez tous, assurément, quelle haine mortelle cette institution inspire aux émigrés russes et aux nombreux représentants des classes dirigeantes des pays impérialistes où vivent ces émigrés. Parbleu ! C'est l'institution qui a été notre arme acérée contre les innombrables complots, les innombrables attentats auxquels se sont livrés contre le pouvoir des Soviets des gens qui étaient infiniment plus forts que nous. Les capitalistes et les propriétaires fonciers, eux, ont gardé tous leurs liens internationaux, tout l'appui international, le soutien des Etats incomparablement plus puissants que le nôtre. Vous connaissez l'histoire de ces complots. Vous savez comment ces gens agissaient. Vous savez qu'il était impossible d'y répondre autrement que par la répression, une répression implacable, rapide, immédiate, soutenue par la sympathie des ouvriers et des paysans. C'est là le mérite de notre Commission extraordinaire de Russie. C'est ce que nous soulignerons toujours quand nous entendrons, sous une forme directe ou non, comme nous l'entendons souvent à l'étranger, les hurlements des représentants russes qui savent se servir dans toutes les langues du mot « tché-

ka » et le considérer comme le modèle de la barbarie russe.

Messieurs les capitalistes de Russie et de l'étranger ! Nous savons que vous n'aimerez jamais cette institution. Parbleu ! Elle a su mieux que quiconque repousser vos intrigues et vos menées, à l'heure où vous nous étrangliez, à l'heure où vous lanciez contre nous des croisades, à l'heure où vous tramiez des complots à l'intérieur et ne reculiez devant aucun crime pour saper notre labeur paisible. Nous n'avons pas d'autre réponse, si ce n'est celle d'une institution qui connaisse chaque pas du comploteur et sache châtier séance tenante et non exhorter. Sans une telle institution, le pouvoir des travailleurs ne saurait exister tant qu'il y aura dans le monde des exploiteurs qui n'ont pas l'intention d'offrir sur un plateau aux ouvriers et aux paysans leurs droits de propriétaires fonciers, leurs droits de capitalistes. Cela, nous le savons parfaitement, mais nous savons aussi que les mérites d'un homme peuvent devenir ses défauts, et nous savons que la situation qui s'est créée chez nous exige impérieusement de limiter cette institution à la sphère purement politique, de concentrer son activité sur des tâches auxquelles l'ambiance et les conditions sont propices. Si les tentatives de la contre-révolution restent les mêmes — or, nous n'avons pas de raison de penser que la psychologie de nos adversaires ait changé sur ce point, nous n'en avons pas la preuve —, nous saurons répondre comme il se doit. L'Etat des Soviets admet les représentants étrangers qui viennent chez nous sous prétexte d'aide, mais ceux-ci aident à renverser le pouvoir des Soviets ; les exemples ne manquent pas. Tel ne sera pas le sort de notre Etat parce que nous apprécierons et utiliserons une institution telle que la Commission extraordinaire de Russie. Cela, nous pouvons le garantir à tous et à chacun. Mais par ailleurs, nous disons nettement qu'il est indispensable de réformer la Commission, de définir ses fonctions et sa compétence et de limiter ses activités à des tâches politiques. Nous devons à présent développer les échanges ; c'est ce qu'exige la nouvelle politique économique, et ceci réclame une plus grande légalité révolutionnaire. On conçoit que lors de l'invasion militaire, quand le pouvoir des Soviets était pris à la gorge, si à cette époque nous avions posé cette tâche au premier

rang, nous aurions été des pédants, nous aurions joué à la révolution, mais nous n'aurions pas fait la révolution. A mesure que les conditions d'un pouvoir solide et ferme progressent, à mesure que les échanges se développent, il devient plus pressant de lancer le mot d'ordre inflexible d'une plus grande légalité révolutionnaire, et plus se rétrécit la sphère d'activité de l'institution qui riposte à chaque coup des comploteurs. Tel est le résultat de l'expérience, des observations et des réflexions, que le gouvernement a dégagé au cours de l'année écoulée.

En conclusion je dois dire, camarades, que la tâche de cette année, dont nous nous sommes si mal acquittés jusqu'à présent, celle de l'union des ouvriers et des paysans dans une alliance économique solide, même au milieu de la plus grande misère et du plus grand délabrement, cette tâche est à présent posée correctement ; la ligne que nous suivons est juste, et il ne saurait y avoir aucun doute sur ce point. C'est une tâche non seulement russe mais aussi mondiale.

L'œuvre que nous accomplissons à l'heure actuelle tout seuls pour l'instant, provisoirement, semble être purement russe, mais en réalité elle se posera à tous les socialistes. Le capitalisme agonise ; dans son agonie il peut causer encore à des dizaines et des centaines de millions d'êtres humains des tortures incroyables. Mais aucune force au monde ne saurait l'empêcher de s'effondrer. La société nouvelle qui sera fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans est inéluctable. Tôt ou tard, vingt années plus tôt ou vingt années plus tard, elle viendra, et lorsque nous mettons en œuvre notre nouvelle politique économique, nous aidons à élaborer les formes de l'alliance des ouvriers et des paysans pour cette nouvelle société. Cette mission, nous la remplirons et nous créerons une alliance des ouvriers et des paysans tellement solide qu'aucune force au monde ne pourra la briser. (Applaudissements enthousiastes et prolongés.)

La « Pravda » n° 292, 25 décembre 1921

Conforme au texte de l'ouvrage : « Le IX^e Congrès des Soviets des députés des ouvriers, des paysans, de l'Armée Rouge et des cosaques de Russie. Compte rendu sténographique ». Moscou, éd.-C.E.C.R., 1922, collationné sur le sténogramme

2

INSTRUCTION SUR LES QUESTIONS DU TRAVAIL ECONOMIQUE ADOPTEE PAR LE IX[e] CONGRES DES SOVIETS DE RUSSIE LE 28 DECEMBRE 1921

Le IX[e] Congrès des Soviets de Russie, après avoir examiné les rapports et comptes rendus des Commissariats du Peuple relatifs à l'activité économique durant l'année écoulée, prescrit, en vue de compléter et de généraliser les résolutions du Congrès sur les différentes questions du travail économique, les directives suivantes qui devront être appliquées sans défaillance par toutes les administrations soviétiques, centrales et locales :

1. Le Congrès des Soviets ordonne de considérer comme l'objectif principal et urgent de l'activité de tous les organismes économiques, d'obtenir dans les délais les plus brefs et coûte que coûte des succès pratiques durables en ce qui concerne la fourniture aux paysans d'une grande quantité d'articles nécessaires pour relever l'agriculture et améliorer l'existence de la masse paysanne travailleuse.

2. Cet objectif, le plus important, doit retenir l'attention constante de tous les organismes de direction de l'industrie, sans que, naturellement, ceux-ci tolèrent le moindre relâchement du travail en vue de satisfaire à 100 % les besoins de l'Armée Rouge ; cette tâche doit être placée au premier rang, afin de sauvegarder la capacité de défense de la République soviétique.

3. L'amélioration de la situation des ouvriers doit être subordonnée à ce même objectif, en ce sens que toutes

les organisations ouvrières (et les syndicats au premier chef) ont pour devoir de se préoccuper d'organiser l'industrie de façon à satisfaire rapidement et pleinement les besoins de la paysannerie ; l'augmentation des salaires des ouvriers de l'industrie et l'amélioration de leurs conditions d'existence devront dépendre directement des résultats obtenus dans ce domaine.

4. L'activité du Commissariat du Peuple aux Finances doit être subordonnée à ce même objectif. Le IXe Congrès des Soviets lui fixe pour tâche de réaliser, avec la plus grande énergie et le maximum de rapidité, la réduction et, par la suite, l'arrêt de l'émission, et le rétablissement d'une circulation monétaire correcte sur la base de la monnaie-or. Le remplacement de l'émission de monnaie par l'impôt doit être appliqué sans défaillance et sans la moindre bureaucratie.

5. Ce même objectif doit être placé en tête de leurs préoccupations par tous les organismes et toutes les administrations qui s'occupent du commerce intérieur et extérieur, c'est-à-dire le Tsentrosoïouz, le Commissariat du Peuple au Commerce extérieur, etc... Le Congrès des Soviets mesurera, et il charge les organismes dirigeants du pouvoir soviétique de mesurer, les succès de ces administrations uniquement aux résultats pratiques obtenus rapidement dans le développement des échanges entre l'agriculture et l'industrie. Le Congrès des Soviets prescrit notamment de recourir plus largement aux entreprises privées pour réunir les matières premières, pour les transporter et pour développer de toutes les façons le commerce ; ce faisant, le rôle des organismes d'Etat sera compris comme un rôle de contrôle et d'orientation, et on réprimera impitoyablement la bureaucratie et la paperasserie, sous toutes leurs formes, qui entravent le travail effectif.

6. Le IXe Congrès des Soviets exige de tous les organismes et de toutes les administrations à vocation économique une attention et une énergie beaucoup plus grandes que jusqu'à présent en vue de faire participer à l'activité de l'Etat, dans le domaine qui est le leur, tous les éléments tant soit peu marquants parmi les ouvriers et les paysans sans-parti.

Le Congrès constate que nous sommes en retard sur ce

point ; qu'on ne fait pas preuve d'un esprit systématique et d'une persévérance suffisants sous ce rapport ; — que l'élargissement des cadres dirigeants de l'économie et de l'Etat constitue à cet égard une nécessité absolue et pressante ; — que tout succès dans l'œuvre du relèvement de l'économie doit, notamment, être récompensé plus régulièrement par l'attribution tant de l'Ordre du Drapeau du travail que de primes en espèces.

Le Congrès des Soviets attire l'attention de tous les organismes économiques et des organisations de classe de toute sorte qui ne sont pas purement gouvernementales, sur la nécessité absolue d'un travail encore plus persévérant en vue de faire participer les spécialistes à l'édification économique, étant considérés comme tels aussi bien les savants et les techniciens que les gens qui, par leur activité pratique, ont acquis de l'expérience et des connaissances dans le domaine du commerce, de l'organisation des grandes entreprises, du contrôle des opérations économiques, etc. L'amélioration de la situation des spécialistes et la formation, sous leur direction, de cadres nombreux d'ouvriers et de paysans doivent devenir une préoccupation constante des administrations centrales et locales de la R.S.F.S.R.

7. Le IXe Congrès des Soviets exige du Commissariat du Peuple à la Justice qu'il fasse preuve d'une énergie beaucoup plus grande dans deux directions:

premièrement, les tribunaux du peuple de la république doivent surveiller sévèrement l'activité des commerçants et des entrepreneurs privés, sans apporter la moindre entrave à leur activité, mais en même temps en punissant de la façon la plus rigoureuse les moindres tentatives de s'écarter de la stricte observance des lois de la république, et en éduquant les larges masses des ouvriers et des paysans pour qu'elles participent elles-mêmes, rapidement et efficacement, au contrôle du respect de la légalité ;

deuxièmement, les tribunaux du peuple sont tenus de prêter davantage d'attention à la répression judiciaire de la bureaucratie, de la paperasserie, de l'incurie en matière d'économie. Des procès de cette espèce sont nécessaires à la fois pour accroître la responsabilité pour un mal contre lequel il est tellement difficile de lutter dans les conditions

qui sont les nôtres, pour attirer l'attention des ouvriers et des masses paysannes sur cette question essentielle, et pour atteindre notre objectif pratique : de plus grands succès économiques.

Le IXe Congrès estime que, dans la nouvelle période, la tâche du Commissariat du Peuple à l'Instruction consiste à former dans les délais les plus brefs des cadres de spécialistes dans tous les domaines, issus du milieu paysan et ouvrier ; il propose de renforcer encore davantage la liaison de l'enseignement, scolaire et extra-scolaire, avec les tâches économiques d'actualité, intéressant aussi bien l'ensemble de la république qu'une région donnée ou une localité donnée. Notamment, le IXe Congrès des Soviets constate que la décision du VIIIe Congrès des Soviets concernant la propagande du plan d'électrification de la Russie n'a pas été appliquée d'une manière suffisante, loin de là, et il demande que l'on organise régulièrement auprès de chaque centrale électrique, en mobilisant toutes les forces disponibles, des causeries, des conférences et des exercices pratiques, afin de faire connaître aux ouvriers et aux paysans l'importance de l'électricité et le plan d'électrification ; dans les districts où il n'existe encore aucune centrale électrique, on doit construire le plus rapidement possible fût-ce de petites stations qui doivent devenir le centre local de ce travail de propagande, d'enseignement et d'encouragement de toutes les initiatives dans ce domaine.

Rédigé les 25-27 décembre 1921
Publié le 30 décembre 1921 dans les « Izvestia » du C.E.C.R., n° 295

Conforme au manuscrit

A PROPOS DE LA POLITIQUE DU PARTI TRAVAILLISTE ANGLAIS

Lettre au C.C. du P.C. (b) R.

Le télégramme concernant le Parti travailliste britannique montre la naïveté extraordinaire de Krassine. A mon avis, il convient d'agir maintenant dans deux directions : 1) publier dans la presse une série d'articles, sous diverses signatures, ridiculisant les vues de la soi-disant démocratie européenne sur la question géorgienne ; 2) confier immédiatement à un journaliste bien fielleux le soin de rédiger un projet de note archi-polie en réponse au Parti travailliste anglais. Expliquer dans cette note, sur le ton le plus insistant, que la proposition de retirer nos troupes de Géorgie et d'y organiser un référendum pourrait être parfaitement raisonnable, et considérée comme émanant de gens qui n'ont pas perdu l'esprit, et qui ne sont pas aux gages de l'Entente, si elle était étendue à toutes les nationalités du globe ; notamment, afin d'amener les dirigeants du Parti travailliste anglais à réfléchir à ce que signifient en politique internationale les rapports impérialistes contemporains, nous lui proposons d'examiner avec bienveillance : premièrement, le retrait des troupes anglaises d'Irlande et l'organisation d'un référendum dans ce pays ; deuxièmement, idem pour l'Inde ; troisièmement, idem pour les troupes japonaises en Corée ; quatrièmement, idem pour tous les pays dans lesquels se trouvent des troupes d'un grand Etat impérialiste. Exprimer dans la note, avec la plus grande politesse, l'idée que des gens désireux

de réfléchir à ces propositions et au système des rapports impérialistes en politique internationale peuvent se montrer capables de comprendre le caractère « intéressant » des propositions faites par nous au Parti travailliste anglais. D'une façon générale, le projet de note doit ridiculiser, dans un style archi-poli et extrêmement populaire (niveau mental d'un enfant de 10 ans), les chefs imbéciles du Parti travailliste anglais.

Je propose au Bureau politique d'examiner l'opportunité d'envoyer une copie de cette lettre à Krassine. Personnellement, je suis pour.

Lénine

27.XII.1921.

Publié pour la première fois le 21 janvier 1930 dans la « Pravda » n° 21

Dicté par téléphone. Conforme à la copie dactylographiée

LE ROLE ET LES TACHES DES SYNDICATS DANS LES CONDITIONS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

DECISION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) DE RUSSIE DU 12 JANVIER 1922[46]

1. LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE ET LES SYNDICATS

La nouvelle politique économique apporte une série de changements essentiels dans la situation du prolétariat et, par conséquent, dans celle des syndicats. L'immense majorité des moyens de production dans l'industrie et les transports reste aux mains de l'Etat prolétarien. Avec la nationalisation du sol, ce fait montre que la nouvelle politique économique ne change pas la nature de l'Etat ouvrier, en changeant toutefois, essentiellement, les méthodes et les formes de construction socialiste, puisqu'elle admet entre le socialisme en construction et le capitalisme tendant à renaître la compétition économique sur le plan du ravitaillement des millions de paysans par le marché.

Les changements de formes de la construction socialiste sont dus à ce fait que, dans toute la politique de transition du capitalisme au socialisme, le Parti communiste et le pouvoir des Soviets appliquent, actuellement, pour assurer cette transition, des procédés d'un genre particulier ; ils agissent sous maints rapports par des moyens différents de ceux d'autrefois ; ils conquièrent une série de positions, pour ainsi dire, par un « nouveau mouvement tournant » ; ils opèrent un recul pour pouvoir, mieux

préparés, reprendre l'offensive contre le capitalisme. Notamment, aujourd'hui sont autorisés et se développent le commerce libre et le capitalisme, qui doivent être soumis à la réglementation de l'Etat ; d'autre part, les entreprises de l'Etat, socialisées, adoptent le principe dit de la gestion équilibrée, c'est-à-dire qu'elles se mettent sur le pied commercial ; ceci, étant donné le retard culturel et l'épuisement général du pays, ne manquera pas d'aboutir dans une mesure plus ou moins grande, à opposer, dans l'esprit des masses, l'administration des entreprises en question aux ouvriers qui y sont occupés.

2. LE CAPITALISME D'ETAT DANS L'ETAT PROLETARIEN ET LES SYNDICATS

L'Etat prolétarien ne peut, sans changer son essence, admettre la liberté du commerce et le développement du capitalisme que dans une certaine mesure, et seulement à la condition que le commerce privé et le capital privé soient soumis à la réglementation de l'Etat (surveillance, contrôle, détermination des formes, de l'ordre, etc...). Le succès de cette réglementation ne dépend pas seulement du pouvoir d'Etat ; il dépend encore plus du degré de maturité du prolétariat et des masses laborieuses en général, puis du niveau de culture, etc... Mais le succès de cette réglementation fût-il complet, l'opposition des intérêts de classes du travail et du capital demeure entière. Dès lors, une des tâches les plus importantes des syndicats est de défendre, dans tous les domaines et par tous les moyens, les intérêts de classe du prolétariat dans sa lutte contre le capital. Cette tâche doit être mise ouvertement au premier plan, l'appareil syndical doit être réorganisé, modifié ou complété en conséquence (des commissions de conflits, des fonds de grève, des caisses de secours mutuel, etc., doivent y être constitués ou, plus exactement, constitués au fur et à mesure).

3. LES ENTREPRISES D'ETAT A GESTION EQUILIBREE ET LES SYNDICATS

L'adoption du principe dit de gestion équilibrée par les entreprises d'Etat est inévitablement et indissolublement liée à la nouvelle politique économique ; ce type

d'entreprises deviendra nécessairement, dans un proche avenir, prédominant, sinon exclusif. En fait cela signifie, lorsque la liberté du commerce est autorisée et se développe, que les entreprises d'Etat sont mises, dans une notable mesure, sur un pied commercial. Cette circonstance — vu la nécessité impérieuse d'augmenter le rendement du travail, d'obtenir que chaque entreprise d'Etat ne travaille pas à perte mais à bénéfice ; vu les inévitables intérêts administratifs et les excès de zèle administratif — cette circonstance engendre forcément une certaine opposition d'intérêts quant aux conditions de travail à l'entreprise, entre la masse des ouvriers et les directeurs, les administrateurs des entreprises d'Etat ou les administrations dont elles relèvent. Aussi bien, en ce qui concerne les entreprises socialisées, les syndicats ont le devoir absolu de défendre les intérêts des travailleurs, de contribuer, dans la mesure du possible, à leur mieux-être matériel, de redresser constamment les erreurs et les excès des organismes économiques, lorsqu'ils procèdent d'une déformation bureaucratique de l'appareil d'Etat.

4. DIFFERENCE ESSENTIELLE ENTRE LA LUTTE DE CLASSES DU PROLETARIAT DANS UN ETAT QUI RECONNAIT LA PROPRIETE PRIVEE DU SOL, DES FABRIQUES, ETC., OU LE POUVOIR POLITIQUE EST AUX MAINS DE LA CLASSE CAPITALISTE, ET LA LUTTE ECONOMIQUE DU PROLETARIAT DANS UN ETAT QUI NE RECONNAIT PAS LA PROPRIETE PRIVEE DU SOL ET DE LA PLUPART DES GROSSES ENTREPRISES, ET OU LE POUVOIR POLITIQUE EST AUX MAINS DU PROLETARIAT

Tant qu'existent les classes, la lutte de classes est inéluctable. Dans la période de transition du capitalisme au socialisme, l'existence des classes est inévitable, et le programme du P.C.R. précise avec la plus grande netteté que nous ne faisons que les premiers pas pour passer du capitalisme au socialisme. Voilà pourquoi le Parti communiste et le pouvoir des Soviets, de même que les syndicats, doivent reconnaître ouvertement que la lutte économique existe, et qu'elle est inéluctable aussi longtemps que n'est

pas achevée, du moins pour l'essentiel, l'électrification de l'industrie et de l'agriculture, aussi longtemps que n'ont pas été coupées de ce fait toutes les racines de la petite production et de la prédominance du marché.

Il est évident d'ailleurs que le but final auquel doit viser la lutte gréviste sous le capitalisme, c'est la destruction de l'appareil d'Etat, le renversement du pouvoir de la classe qui l'exerce. Or, dans l'Etat prolétarien de type transitoire comme le nôtre, le but final de toute action de la classe ouvrière ne peut être que le renforcement de l'Etat prolétarien et du pouvoir d'Etat exercé par la classe prolétarienne, au moyen de la lutte contre les déformations bureaucratiques de cet Etat, contre ses erreurs et ses faiblesses, contre les appétits de classe capitalistes, qui échappent à son contrôle, etc. Voilà pourquoi ni le Parti communiste, ni le pouvoir des Soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses, que le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliqué et justifié uniquement par des déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste dans ses institutions, d'une part, ainsi que par le manque de maturité politique et le retard culturel des masses laborieuses, de l'autre.

Dès lors, en cas de tiraillements et de conflits entre certains groupes de la classe ouvrière et certains organismes et institutions de l'Etat ouvrier, la tâche des syndicats est de contribuer à les régler, au plus vite et sans douleur, avec le maximum d'avantages pour les groupes ouvriers qu'ils représentent, sous réserve que ces avantages puissent être accordés sans porter préjudice aux autres groupes, ni nuire au développement de l'Etat ouvrier et de son économie prise dans son ensemble, car seul ce développement peut créer une base pour le bien-être matériel et moral de la classe ouvrière. La seule méthode juste, saine et rationnelle, pour régler les tiraillements et les conflits entre certaines parties de la classe ouvrière et les organismes de l'Etat ouvrier, c'est la médiation des syndicats qui, représentés par leurs organismes respectifs, ou bien entrent en pourparlers avec les organismes économiques in-

téressés sur la base de revendications et propositions nettement formulées de part et d'autre, ou bien en appellent aux instances supérieures de l'Etat.

Au cas où des actes irréguliers des organismes économiques, l'état arriéré de certains groupes ouvriers, l'activité provocatrice des éléments contre-révolutionnaires ou enfin l'imprévoyance des organisations syndicales elles-mêmes entraînent des conflits ouverts sous forme de grèves dans les entreprises d'Etat ou autres, la tâche des syndicats est de contribuer à liquider au plus vite les conflits par des mesures propres à l'activité syndicale : mesures visant à éliminer les irrégularités et insuffisances effectives, à donner suite aux revendications légitimes et réalisables des masses, à exercer une action politique sur les masses, etc...

Un des critères les plus importants et les plus sûrs de la justesse et du succès de l'action du syndicat, c'est la mesure dans laquelle celui-ci parvient à prévenir les conflits massifs dans les entreprises d'Etat par une politique prévoyante tendant à défendre réellement et dans tous les domaines les intérêts de la masse des ouvriers et à éliminer à temps les motifs de conflits.

5. LE RETOUR A L'ADHESION LIBRE AU SYNDICAT

La façon toute formelle dont les syndicats procèdent à l'admission en bloc de tous les salariés, a suscité, en une certaine mesure, des déformations bureaucratiques dans les syndicats et a détaché ces derniers de la grande masse de leurs adhérents. Aussi est-il nécessaire d'adopter résolument le principe d'adhésion libre au syndicat, tant individuelle que collective. On ne saurait en aucune façon exiger des syndiqués des conceptions politiques déterminées : à cet égard, comme en ce qui concerne l'attitude à observer envers la religion, les syndicats doivent être sans-parti. Dans l'Etat prolétarien, il ne faut demander aux syndiqués que le sens de la discipline fraternelle et de la nécessité d'unir les forces ouvrières pour défendre les intérêts des travailleurs et soutenir leur pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets. L'Etat prolétarien doit encourager

l'organisation des ouvriers dans les syndicats, tant au point de vue juridique que matériel. Mais point de droits pour les syndicats sans obligations.

6. LES SYNDICATS ET LA GESTION DES ENTREPRISES

Une fois le pouvoir d'Etat conquis par le prolétariat, celui-ci a un intérêt majeur, vital, à augmenter la quantité des produits, à relever dans de vastes proportions les forces productives de la société. Cette tâche, clairement formulée dans le programme du P.C.R., se pose actuellement chez nous avec une acuité particulière, à la suite de la ruine, de la famine et des dévastations causées par la guerre. C'est pourquoi un succès très prompt et aussi durable que possible dans le relèvement de la grosse industrie, est la condition sans laquelle l'affranchissement du travail du joug du capital est inconcevable ; inconcevable la victoire du socialisme. Or, un tel succès, à son tour, exige absolument, étant donné la situation actuelle de la Russie, que le plein pouvoir soit concentré dans les directions d'entreprises. Ces administrations, fondées en règle générale sur le principe d'une direction unique, doivent elles-mêmes fixer le taux des salaires, répartir les ressources financières, les rations, les vêtements de travail et toutes autres fournitures, sur la base et en conformité des conventions collectives passées avec les syndicats ; en outre, elles doivent garder au maximum la liberté de manœuvrer, vérifier strictement les progrès réels quant à l'accroissement de la production, gérée sans pertes et avec bénéfices, choisir soigneusement les administrateurs les plus doués, les plus expérimentés, etc.

Toute immixtion directe des syndicats dans la gestion des entreprises doit être reconnue, dès lors, pour absolument inadmissible et néfaste.

Mais il serait absolument faux de déduire de cette vérité incontestable que les syndicats ne doivent pas participer à l'organisation socialiste de l'industrie et à la gestion de l'industrie d'Etat. Cette participation est indispensable sous des formes nettement déterminées, savoir les formes ci-après.

7. LE ROLE ET LA PARTICIPATION DES SYNDICATS AUX ORGANISMES ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIFS DE L'ETAT PROLETARIEN

Le prolétariat forme la base sociale de l'Etat opérant la transition du capitalisme au socialisme. Le prolétariat ne peut accomplir cette tâche avec succès, dans un pays où la prédominance de la petite paysannerie est considérable, qu'à la condition de réaliser d'une façon extrêmement habile, prudente et graduelle, l'alliance avec l'immense majorité de la paysannerie. Les syndicats doivent être le collaborateur le plus immédiat, le plus nécessaire du pouvoir d'Etat dirigé dans toute son activité politique et économique par l'avant-garde consciente de la classe ouvrière : le Parti communiste. Ecole du communisme en général, les syndicats doivent être en particulier une école de gestion de l'industrie socialiste (et puis, progressivement, de l'agriculture) pour toute la masse des ouvriers, et ensuite pour tous les travailleurs.

Partant de ces principes, il convient de fixer pour le proche avenir les formes essentielles de la participation des syndicats aux organismes économiques et administratifs de l'Etat prolétarien :

1. Les syndicats prennent part à la constitution de tous les organismes économiques et administrations se rattachant à l'économie ; ils proposent leurs candidats, dont ils indiquent l'ancienneté, l'expérience, etc. Le droit de décider appartient exclusivement aux organismes économiques qui portent l'entière responsabilité du travail des services respectifs, mais prennent en considération l'opinion donnée sur tous les candidats par le syndicat intéressé.

2. Une des tâches les plus importantes des syndicats consiste à promouvoir et à former des administrateurs parmi les ouvriers et en général parmi les masses laborieuses. Si l'on admet que nous comptons maintenant dans l'industrie des dizaines d'excellents administrateurs et des centaines d'autres plus ou moins bons, eh bien, il nous en faudra prochainement des centaines d'excellents et des milliers d'autres. Le recensement méthodique de tous les ouvriers et paysans capables de s'acquitter de cette tâche, et la vérification minutieuse, détaillée et pratique du succès

avec lequel ils apprennent l'art d'administrer, doivent être effectués par les syndicats avec beaucoup plus de soin et de persévérance qu'à présent.

3. Il est nécessaire d'élargir la participation des syndicats à tous les organismes de planification de l'Etat prolétarien, à l'établissement de plans économiques, de programmes de production et de répartition des fonds de ravitaillement matériel des ouvriers, au choix des entreprises qui seront approvisionnées par l'Etat, données à bail ou en concession, etc. Sans assurer directement aucune fonction de contrôle sur la production dans les entreprises privées et données à bail, les syndicats prennent part à la réglementation de la production capitaliste privée exclusivement en participant aux organismes d'Etat compétents. En même temps qu'ils prennent part à l'ensemble du travail culturel et d'éducation et à la propagande en matière de production, les syndicats doivent entraîner de plus en plus largement et profondément la classe ouvrière et les masses laborieuses à l'œuvre tout entière de construction de l'économie nationale, en les initiant à l'ensemble de la vie économique, à l'ensemble de l'activité industrielle, depuis le stockage des matières premières jusqu'à l'écoulement des produits, en leur donnant une idée de plus en plus concrète du plan d'Etat unique de l'économie socialiste, ainsi que de l'intérêt pratique des ouvriers et des paysans dans l'exécution de ce plan.

4. L'établissement des tarifs, des normes de ravitaillement, etc., constitue l'une des parties inhérentes, indispensables de l'activité des syndicats dans l'œuvre de construction socialiste et de leur participation à la gestion industrielle. Notamment, les tribunaux disciplinaires doivent renforcer sans cesse la discipline du travail et les formes culturelles de lutte pour la discipline et l'accroissement de la productivité, sans s'immiscer toutefois dans les attributions des tribunaux du peuple en général et dans celles de l'administration.

Cette liste des principales fonctions des syndicats dans la construction de l'économie socialiste doit être, bien entendu, élaborée en détail par les organismes compétents des syndicats et du pouvoir des Soviets. L'essentiel pour relever l'économie nationale et affermir le pouvoir des

Soviets, c'est d'entreprendre — compte tenu de l'expérience acquise dans l'œuvre immense accomplie par les syndicats en matière d'organisation et de gestion de l'économie ; compte tenu également des fautes commises et qui ont causé bien du tort : ingérence directe, mal préparée, incompétente et irresponsable dans la sphère de l'administration— d'entreprendre consciemment et résolument un travail d'éducation opiniâtre, concret et de longue haleine, afin d'apprendre pratiquement aux ouvriers et à tous les travailleurs à gérer l'économie nationale du pays tout entier.

8. LA LIAISON AVEC LES MASSES COMME CONDITION MAJEURE DE TOUTE ACTIVITE SYNDICALE

La liaison avec la masse, c'est-à-dire avec l'immense majorité des ouvriers (et puis avec tous les travailleurs) est la condition la plus importante, la plus essentielle du succès de toute action syndicale. De la base au sommet de l'organisation des syndicats et de leur appareil, on doit constituer et soumettre à une épreuve pratique, par l'expérience de longues années, de nombreux cadres de responsables, — y compris des non-communistes, condition absolument nécessaire, — qui doivent vivre au plus épais de la vie ouvrière, en connaître le fonds et le tréfonds ; savoir déterminer infailliblement, à propos de n'importe quelle question et à n'importe quel moment, l'état d'esprit des masses, leurs véritables aspirations, leurs besoins, leurs pensées ; savoir définir, sans une ombre d'idéalisation, le degré de leur conscience et le poids de tels ou tels préjugés ou survivances du passé ; savoir gagner la confiance illimitée des masses par une attitude de camaraderie envers elles, en veillant attentivement à leurs besoins. Un des dangers les plus grands et les plus menaçants pour le Parti communiste numériquement faible qui, en sa qualité d'avant-garde de la classe ouvrière, dirige un pays immense, qui accomplit (pour le moment sans le soutien direct de pays plus avancés) la transition au socialisme, c'est de se couper des masses ; danger de voir l'avant-garde s'avancer trop sans « redresser la ligne du front », sans maintenir une liaison solide avec toute l'armée du travail, c'est-

à-dire avec l'énorme majorité des masses ouvrières et paysannes. De même que la meilleure fabrique dotée d'un excellent moteur et de machines de premier ordre se trouvera immobilisée si le mécanisme de transmission du moteur aux machines est abîmé, de même notre construction socialiste est menacée d'une catastrophe inévitable, si le mécanisme de transmission du Parti communiste aux masses — les syndicats — est mal ajusté ou fonctionne mal. Cette vérité, il ne suffit pas de l'expliquer, de la rappeler, de la confirmer ; elle doit être scellée organiquement dans toute la structure des syndicats et dans leur activité quotidienne.

9. LES CONTRADICTIONS DANS LA SITUATION MEME DES SYNDICATS SOUS LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Il découle de ce qui précède une série de contradictions entre les diverses tâches des syndicats. D'un côté, leur principale méthode d'action c'est la persuasion, l'éducation ; d'un autre côté, ils ne peuvent, comme participants du pouvoir d'Etat, renoncer à prendre part à la contrainte. D'un côté, leur tâche principale est de défendre les intérêts des masses laborieuses dans le sens le plus immédiat et le plus précis du terme ; d'un autre côté, ils ne peuvent, en leur qualité de participants du pouvoir d'Etat et de constructeurs de l'ensemble de l'économie nationale, renoncer à exercer une pression. D'un côté, ils doivent travailler sur le mode militaire, car la dictature du prolétariat est la plus âpre, la plus opiniâtre et la plus acharnée des guerres de classes ; d'un autre côté, c'est aux syndicats précisément que les méthodes de travail spécifiquement militaires sont les moins applicables. D'un côté, ils doivent savoir s'adapter à la masse, à son niveau, d'un autre côté, ils ne doivent en aucune façon flatter les préjugés et l'esprit arriéré des masses, mais porter sans cesse les masses à un niveau plus élevé, etc..., etc. Ces contradictions ne sont pas un effet du hasard et ne peuvent être éliminées en quelques dizaines d'années. Car, aussi longtemps que subsistent les survivances du capitalisme et de la petite production, les contradictions sont inévitables, dans l'ordre social tout entier, entre ces vestiges et les jeunes pousses du socialisme.

De là, deux conclusions pratiques. La première : pour que les syndicats puissent travailler avec succès, il ne suffit pas qu'ils comprennent exactement leurs tâches, il ne suffit pas que leur structure soit rationnelle ; il leur faut encore posséder un doigté spécial, savoir aborder les masses d'une façon particulière dans chaque cas particulier et concret, pour porter avec un minimum de frictions ces masses à un niveau plus élevé au point de vue culturel, économique et politique.

Deuxième conclusion : les contradictions indiquées entraîneront nécessairement des conflits, des désaccords, des tiraillements, etc. Il faut une instance supérieure, jouissant d'une autorité suffisante pour pouvoir les régler immédiatement. Cette instance, c'est le Parti communiste et l'union internationale des partis communistes de tous les pays — l'Internationale communiste.

10. LES SYNDICATS ET LES SPECIALISTES

Les principes essentiels relatifs à cette question sont énoncés dans le programme du P.C.R. Mais ils resteront lettre morte si on ne prête pas une attention soutenue aux faits qui montrent dans quelle mesure ils sont appliqués. Depuis quelque temps, ces faits ont été, premièrement, des meurtres d'ingénieurs par les ouvriers des mines socialisées non seulement dans l'Oural, mais aussi dans le bassin du Donetz ; deuxièmement, le suicide de V. Oldenborger [47], ingénieur en chef du service des eaux de Moscou, par suite des conditions de travail impossibles qui lui avaient été faites et qui étaient dues à l'incompétence et à la conduite inadmissible des membres de la cellule communiste aussi bien que des organismes soviétiques, ce qui a obligé le Comité exécutif central des Soviets de Russie à renvoyer toute cette affaire devant le tribunal.

La faute ici incombe au Parti communiste et au pouvoir des Soviets dans son ensemble dans une mesure infiniment plus grande qu'aux syndicats. Mais en ce moment, il ne s'agit pas d'établir la part de responsabilité politique ; il s'agit de tirer des conclusions politiques précises. Si tous nos organismes dirigeants, c'est-à-dire le Parti com-

muniste, le pouvoir des Soviets, les syndicats n'arrivent pas à faire en sorte que nous ménagions, comme la prunelle de nos yeux, tout spécialiste qui, avec la compétence et l'amour qu'il a de son métier, travaille de bonne foi, fût-il idéologiquement tout à fait étranger au communisme, il ne saurait être question d'aucun succès sérieux pour l'œuvre de construction socialiste. Nous ne pourrons pas encore de sitôt obtenir, — mais nous devons l'obtenir à tout prix, — que les spécialistes, cette catégorie sociale particulière et qui demeurera telle jusqu'à ce que soit atteint le degré supérieur du développement de la société communiste, vivent mieux sous le socialisme que sous le capitalisme, au point de vue matériel, juridique et sur le plan de la collaboration amicale avec les ouvriers et les paysans, et sous le rapport moral, c'est-à-dire qu'ils soient satisfaits de leur travail et conscients de son utilité sociale, à l'abri des intérêts cupides de la classe capitaliste. Nul ne conviendra qu'une administration est tant soit peu bien organisée, si elle ne veille pas méthodiquement et efficacement à pourvoir à tous les besoins des spécialistes, à encourager les meilleurs d'entre eux, à défendre et à protéger leurs intérêts, etc...

Les syndicats doivent s'acquitter de ces tâches diverses (ou participer régulièrement aux activités correspondantes des administrations), non pas du point de vue des intérêts d'une administration donnée, mais de celui des intérêts du travail et de l'économie nationale, considérés dans leur ensemble. En ce qui concerne les spécialistes, une mission très difficile, très lourde incombe aux syndicats : exercer une action quotidienne sur les grandes masses laborieuses, afin d'établir des relations normales entre elles et les spécialistes. Seul un tel travail est susceptible de donner des résultats pratiques vraiment efficaces.

11. LES SYNDICATS ET LES INFLUENCES PETITES-BOURGEOISES SUR LA CLASSE OUVRIERE

Les syndicats ne sont une force réelle que lorsqu'ils groupent de très larges couches d'ouvriers sans-parti. De là découle inévitablement, surtout dans un pays où la

prédominance de la paysannerie est très grande, la persistance relative, justement au sein des syndicats, des tendances politiques qui sont une superstructure des vestiges du capitalisme et de la petite production. Ce sont les influences petites-bourgeoises, c'est-à-dire d'une part socialistes-révolutionnaires et menchéviques (variété russe des partis de la IIe Internationale et de l'Internationale II ½) ; d'autre part, anarchistes. Dans ces milieux seulement, il subsiste un certain nombre d'individus qui défendent le capitalisme, non pour des motifs intéressés de classe, mais sur le terrain idéologique, en continuant de croire que la « démocratie », l'« égalité », la « liberté » en général, prêchées par eux, n'ont pas de caractère de classe.

C'est bien la cause économique et sociale indiquée plus haut, et non le rôle de certains groupes, encore moins de certaines personnalités, qui explique la survivance chez nous (quelquefois la renaissance) de semblables idées petites-bourgeoises dans les syndicats. Le Parti communiste, ainsi que les institutions soviétiques qui s'occupent de culture et d'éducation, et tous les communistes des syndicats doivent par conséquent réserver une attention beaucoup plus grande à la lutte idéologique contre les influences, tendances et déviations petites-bourgeoises au sein des syndicats, d'autant plus que la nouvelle politique économique ne peut manquer d'amener un certain renforcement du capitalisme. Il est absolument indispensable de faire contrepoids en intensifiant la lutte contre les influences petites-bourgeoises sur la classe ouvrière.

Le C.C. du P.C.(b)R.

Rédigé entre le 30 décembre 1921 et le 4 janvier 1922
Publié dans la « Pravda » n° 12 du 17 janvier 1922

Conforme au texte du journal collationné sur le manuscrit

PROJET DE DIRECTIVE DU BUREAU POLITIQUE DU C.C. DU P.C.(b)R. SUR LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE[48]

Le Bureau politique indique à tous les organismes économiques que maintenant, après la conférence du Parti de décembre 1921 et le IXe Congrès des Soviets, la nouvelle politique économique se trouve définie d'une façon suffisamment ferme et claire. Il est donc nécessaire de consacrer tous les efforts à la mettre en pratique le plus largement et le plus rapidement possible. Toutes les discussions générales, toute ratiocination et toute logomachie concernant la nouvelle politique économique doivent être transportées dans les clubs de discussion et en partie dans la presse. Chasser impitoyablement tout ce qui y ressemble du Conseil des Commissaires du Peuple, du Conseil du Travail et de la Défense et de tous les organismes économiques.

Le Bureau politique invite le Commissariat du Peuple aux Finances à porter tous ses efforts sur l'augmentation très rapide du nombre des impôts et sur l'augmentation de leurs recettes, ainsi que sur les amendements pratiques et raisonnables au budget général. Tous les débats concernant les questions de politique monétaire, le remplacement de l'impôt en nature par les impôts en espèces, etc..., doivent être renvoyés en partie dans les clubs de discussion et en partie dans la presse.

Réduire au minimum le plus strict les commissions de toute sorte, en remplaçant le travail en commission par la

présentation d'amendements ou de contreprojets écrits, à fournir par toutes les administrations intéressées dans les délais les plus brefs (un ou deux jours).

Le Bureau politique exige absolument de tous les commissaires du peuple une célérité expéditive, de l'énergie, l'élimination de la bureaucratie et de la paperasserie dans la mise en œuvre pratique de la nouvelle politique économique ; le Bureau politique exige absolument que le plus grand nombre possible de responsables bénéficie du système des primes pour la célérité, l'augmentation de la production et l'extension du commerce, tant intérieur qu'extérieur. Il s'agit en premier lieu du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur, ensuite de la Banque d'Etat (notamment sa section commerciale), du Tsentrosoïouz et du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.

Lénine

Après adoption par le Bureau politique, notifier à tous les membres des collèges de tous les Commissariats du peuple et à tous les membres du présidium du Comité exécutif central de Russie.

Rédigé entre les 9 et 12 janvier 1922
Texte inédit

Dicté par téléphone. Conforme à la copie dactylographiée collationnée sur le manuscrit

AUX TRAVAILLEURS DU DAGHESTAN[49]

J'accepte avec reconnaissance votre présent, fruit de l'initiative créatrice des masses laborieuses du Daghestan.

Je vous souhaite le succès dans l'œuvre difficile de la renaissance économique du Daghestan.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple de la R.S.F.S.R., *Lénine.*

12.I.1922

« Izvestia du C.E.C.R. »
n° 10, 14 janvier 1922

Dicté par téléphone.
Conforme à la copie dactylographiée

LETTRE AU CAMARADE ORDJONIKIDZE[50] SUR LE RENFORCEMENT DE L'ARMEE ROUGE GEORGIENNE

Camarade Sergo,

Il est absolument indispensable que le Congrès des Soviets de Géorgie prenne la décision du renforcement obligatoire de l'Armée Rouge *géorgienne*, et que cette décision soit appliquée *dans les faits*.

A la rigueur, si les paysans sont contre, il faut faire adopter la décision du moins sous la forme la plus générale : reconnaître la nécessité de « renforcer absolument l'Armée Rouge géorgienne, appeler tous les organes du pouvoir et toutes les masses travailleuses à œuvrer en ce sens », etc.

Mais, *dans les faits*, développer et renforcer coûte que coûte et *immédiatement* l'Armée Rouge géorgienne. Ne serait-ce qu'une brigade pour commencer, ou même moins. Deux ou trois mille élèves officiers rouges, dont quinze cents communistes, afin que ces élèves, devenus des cadres, puissent former une armée, *quand on en aura besoin* : c'est absolument nécessaire.

Staline ajoutera peut-être d'autres détails militaires et techniques sur l'exécution de cette directive.

Je me borne à l'aspect politique de la question : ceux qui n'appliqueront pas cette mesure, nous les chasserons du Parti *sans rémission*. La chose est grave. Politiquement, c'est d'une nécessité absolue, et vous en répondrez, vous

personnellement, et tout le C.C. géorgien, devant le Parti tout entier.

J'attends la réponse.

Votre *Lénine*

13.II

Ceci est à la fois pour le camarade Sergo et pour tous les membres du C.C. du Parti communiste géorgien.

Publié pour la première fois en 1925

Conforme à l'original complété et signé par Lénine

LETTRE A D. KOURSKI

28.II.1922

Camarade Kourski,

Au sujet de votre lettre du 23.II (n° 255) en réponse à la mienne.

J'essayerai de vous voir personnellement, mais je ne promets rien, car ma santé est mauvaise.

J'espère qu'*après* la réunion des responsables à la suite de ma lettre, vous m'informerez encore des résultats pratiques. Il est particulièrement important d'établir la vérification réelle : qu'est-ce qui se fait *effectivement* ? Que réalise-t-on effectivement ? Les succès des tribunaux du peuple et des tribunaux révolutionnaires ? Comment pourrait-on relever et vérifier cela ?

Le nombre des procès pour abus de la *NEP* ?

Le nombre des condamnations, et quelles sont les peines (dans l'ensemble, et non pas dans les cas isolés) ?

etc...

Salutations communistes, *Lénin*

Particulièrement urgent et important :

P.S. *Au sujet du Code civil* [51] : je ne suis pas en état d'approfondir la formulation des différents points. Ma santé ne me le permet pas.

Je dois me borner aux points suivants :

1) Le Commissaire du Peuple à la Justice est tenu de

contrôler et de vérifier *personnellement* qui répond de chaque partie importante du Code civil.

2) Tout ce qui existe dans les publications et l'expérience des pays d'Europe occidentale *en faveur* des travailleurs doit absolument être repris.

3) Ne pas se limiter à cela (c'est le plus important). Ne pas suivre aveuglément le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères. *Ne pas complaire à «l'Europe»*, mais aller plus loin en ce qui concerne *le renforcement de l'intervention de l'Etat dans les «rapports juridiques privés» dans les affaires civiles*. Comment au juste il faut le faire, je ne puis le dire, car je ne suis en état ni d'étudier la question ni d'approfondir fût-ce un seul code. Mais qu'il faille le faire, cela est clair pour moi. Que nous soyons actuellement menacés du danger d'en *faire trop peu* dans ce domaine (et non pas du danger d'en faire « trop »), cela aussi est absolument clair pour moi. Précisément, à la veille de Gênes [52], éviter la fausseté, la pusillanimité, ne pas laisser échapper la moindre possibilité d'*étendre* l'intervention de l'Etat dans les rapports « civils ».

Lénine

Publié pour la première fois en 1945 dans le Recueil Lénine XXXV

Conforme au manuscrit

NOTE D'UN PUBLICISTE

A PROPOS DE L'ASCENSION DES HAUTES MONTAGNES, DES MEFAITS DE L'ABATTEMENT, DE L'AVANTAGE DU COMMERCE, DE L'ATTITUDE ENVERS LES MENCHEVIKS, ETC...[*]

I

EN GUISE D'EXEMPLE

Imaginons un homme qui effectue l'ascension d'une montagne très élevée, abrupte et encore inexplorée. Supposons qu'après avoir triomphé de difficultés et de dangers inouïs, il a réussi à s'élever beaucoup plus haut que ses prédécesseurs, mais qu'il n'a tout de même pas atteint le sommet. Le voici dans une situation où il est non seulement difficile et dangereux, mais même proprement impossible, d'avancer plus loin dans la direction et le chemin qu'il a choisis. Il lui faut faire demi-tour, redescendre, chercher d'autres chemins, fussent-ils plus longs, mais qui lui permettent de grimper jusqu'au sommet. La descente, à partir de cette altitude jamais encore atteinte à laquelle se trouve notre voyageur imaginaire, offre des difficultés et des dangers plus grands encore, peut-être, que l'ascension : les faux pas le guettent ; il voit malaisément l'endroit où il pose son pied ; il n'a plus cet état d'esprit particulier, conquérant, que créait la marche assurée vers le haut, droit au but, etc. Il lui faut s'entourer d'une corde, perdre des heures entières pour creuser au piolet des marches ou des endroits où il puisse accrocher solidement la corde ; il lui faut se mouvoir avec la lenteur d'une tortue, et de plus se mouvoir en arrière, vers le bas, en s'éloignant du but ;

et on ne voit toujours pas si cette descente terriblement dangereuse et pénible se termine. On ne voit pas apparaître le chemin détourné, un tant soit peu sûr en suivant lequel il serait possible de se remettre en route plus hardiment, plus rapidement et plus directement en avant, vers le haut, vers le sommet.

N'est-il pas naturel de penser qu'un homme se trouvant dans cette situation puisse avoir, bien qu'il se soit élevé à une altitude inouïe, des instants de découragement ? Et ces instants seraient sans doute plus nombreux, plus fréquents et plus pénibles, s'il pouvait entendre certaines voix d'en bas, de gens tranquillement installés au loin et observant à travers une lunette d'approche cette descente si dangereuse, qu'on ne peut même pas qualifier (à l'exemple des « sménoviekhovistes » [54]) de « descente en freinage », car un frein suppose une voiture bien réglée, déjà mise à l'essai, une route préparée à l'avance, des mécanismes qu'on a déjà éprouvés. Mais là, ni voiture, ni route, rien du tout, absolument rien qui ait déjà été éprouvé !

Les voix d'en bas, elles, sont pleines d'une joie mauvaise. Les unes se réjouissent ouvertement, elles piaillent et crient : il va tomber, c'est bien fait, ça lui apprendra à faire le fou ! D'autres essaient de cacher leur joie, agissant plutôt à l'exemple de Ioudouchka Golovlev [55] ; ils s'attristent, lèvent les yeux au ciel. Quelle tristesse, nos craintes se justifient ! N'est-ce pas nous qui avons consacré toute notre vie à préparer un plan raisonnable pour l'ascension de cette montagne, qui demandions que l'on sursoie à l'ascension, tant que l'élaboration de notre plan n'était pas terminée ? Et si nous avons lutté si ardemment contre le chemin que l'insensé lui-même abandonne maintenant (regardez, regardez, le voilà qui retourne, qui redescend, qui se prépare pendant des heures entières la possibilité de progresser d'un seul mètre ! Lui qui nous accablait des pires injures quand nous réclamions systématiquement de la modération et de l'ordre !), si nous avons condamné si ardemment l'insensé et si nous avons mis tout le monde en garde, afin qu'on ne l'imite pas et qu'on ne l'aide pas, nous l'avons fait exclusivement par amour pour le grand plan d'ascension de cette même montagne, pour ne pas compromettre en général ce plan grandiose !

Par bonheur, notre voyageur imaginaire, dans l'exemple que nous avons pris, ne peut pas entendre les voix de ces « amis véritables » de l'idée de l'ascension, sinon il serait sans doute pris de nausées. Et l'on dit que la nausée n'aide pas à avoir la tête froide et le pied sûr, particulièrement à très grandes altitudes.

II

SANS METAPHORES

Exemple n'est pas preuve. Toute comparaison est boiteuse. Ce sont là des vérités incontestables et connues de tous, mais il n'est pas mauvais de les rappeler pour montrer plus concrètement les limites de la portée de toute comparaison en général.

Le prolétariat russe s'est élevé dans sa révolution à une altitude gigantesque en comparaison non seulement de 1789 et de 1793, mais aussi de 1871. Quelle besogne, au juste, avons-nous « achevée », et laquelle n'avons-nous pas achevée ? Voilà de quoi il faut que nous nous rendions compte, le plus sainement, le plus clairement et le plus concrètement possible : nous garderons alors la tête froide, et nous n'aurons ni nausées, ni illusions, ni découragement.

Nous avons « achevé » la révolution démocratique bourgeoise d'une façon plus « soignée » que personne avant nous. C'est une très grande conquête qu'aucune force ne peut nous reprendre.

Nous sommes sortis de la guerre impérialiste la plus réactionnaire par la voie révolutionnaire. C'est aussi une conquête qu'aucune force au monde ne peut reprendre, une conquête d'autant plus précieuse que les massacres déchaînés par les impérialistes réactionnaires sont inévitables dans un avenir assez proche si le capitalisme subsiste ; et les hommes du XX^{e} siècle ne se satisferont pas si facilement une seconde fois des « Manifestes de Bâle » par lesquels les renégats, les bonzes des Internationales II et II $^{1}/_{2}$, se sont joués d'eux-mêmes et des ouvriers.

Nous avons créé le type soviétique de l'Etat, inaugurant ainsi une époque nouvelle de l'histoire mondiale, celle de la domination politique du prolétariat, qui a pris la

relève de l'époque de la domination de la bourgeoisie. Cela non plus on ne peut pas nous le reprendre, bien que seule l'expérience de la classe ouvrière de plusieurs pays puisse « achever » le type soviétique de l'Etat.

Mais nous n'avons même pas achevé les fondements de l'économie socialiste. Cela, les forces hostiles du capitalisme agonisant peuvent encore nous le reprendre. Il faut s'en rendre compte nettement, et le reconnaître ouvertement, car rien n'est plus dangereux que les illusions (et le vertige, surtout à grande altitude). Et il n'y a absolument rien d'« effrayant », rien qui puisse fournir un motif légitime au moindre abattement, à reconnaître cette amère vérité, car nous avons toujours professé et répété cette vérité élémentaire du marxisme, que la victoire du socialisme nécessite les efforts conjugués des ouvriers de plusieurs pays avancés. Or, nous sommes encore seuls, et dans un pays arriéré, un pays plus ruiné que les autres, nous avons fait beaucoup plus qu'il n'était croyable. Ce n'est pas tout : nous avons conservé l'« armée » des forces prolétariennes révolutionnaires, nous avons conservé sa « capacité de manœuvre », nous avons conservé la clarté d'esprit qui nous permet de calculer avec sang-froid où, quand et de combien il faut reculer (pour mieux sauter), où, quand et comment au juste il faut reprendre la besogne inachevée. Il faudrait reconnaître qu'ils sont perdus, à coup sûr, les communistes qui s'imagineraient qu'il est possible, sans erreurs, sans reculs, sans multiples remises en chantier des tâches inachevées ou mal exécutées, de mener à son terme une « entreprise » de portée historique mondiale comme l'achèvement des fondations de l'économie socialiste (particulièrement dans un pays de petite paysannerie). Les communistes qui ne se laissent aller ni aux illusions, ni au découragement, en gardant la force et la souplesse de leur organisme pour, à nouveau, « repartir à zéro », en s'attaquant à une tâche des plus difficiles, ceux-là ne sont pas perdus (et, très probablement, ne périront pas).

Il nous est d'autant moins permis de nous laisser aller fût-ce au moindre abattement, il y a d'autant moins de motifs pour cela que, sur certains points, malgré notre ruine, malgré la misère, le retard, la famine, nous *avons commencé à progresser* dans le domaine de l'*économie* qui

prépare le socialisme, tandis qu'à côté de nous, dans le monde entier, des pays plus avancés, mille fois plus riches et militairement plus puissants que nous, *continuent de régresser* dans le domaine de « leur » économie capitaliste, vantée par eux, qu'ils connaissent et pratiquent depuis des siècles.

III

A PROPOS DE LA CHASSE AU RENARD, DE LEVI ET DE SERRATI

Pour la chasse au renard, le procédé le plus sûr est, dit-on, le suivant : les renards une fois découverts, on les entoure à une certaine distance d'une corde avec de petits drapeaux rouges, tendue à une faible hauteur au-dessus de la neige ; craignant cet ouvrage manifestement artificiel et « humain », le renard sort uniquement au moment et à l'endroit où cette « barrière » de petits drapeaux s'entrouvre ; et c'est là que le chasseur l'attend. Il semblerait que, pour cet animal que tout le monde chasse, la prudence fût la qualité la plus positive. Mais là encore le « prolongement de la qualité » est un défaut. Le renard est pris justement en raison de son excessive prudence.

Je dois avouer une erreur que j'ai commise au IIIe Congrès du Komintern, également par excès de prudence. A ce congrès, je me suis tenu à l'extrême droite. Je suis convaincu que c'était l'unique position juste, car un groupe nombreux (et « influent ») de délégués, avec à leur tête beaucoup de camarades allemands, hongrois et italiens, adoptait une position immodérément « de gauche », et ce gauchisme était une erreur ; trop souvent, au lieu de tenir compte sainement d'une situation pas très favorable à l'action révolutionnaire immédiate et directe, ils agitaient frénétiquement de petits drapeaux rouges. Par prudence, craignant que ce penchant au gauchisme incontestablement erroné n'imprime une orientation fausse à toute la tactique de l'Internationale communiste, j'ai défendu Lévi de toutes les façons, émettant l'hypothèse qu'il avait perdu la tête (je ne niais pas qu'il eût perdu la tête) peut-être par frayeur excessive des erreurs des gauches, et disant qu'on a connu des cas de communistes ayant perdu la tête

et l'ayant ensuite « retrouvée ». Admettant même, devant la pression des « gauches », que Lévi était un menchévik, j'indiquais que d'admettre cela ne suffisait pas à régler la question. Par exemple, toute l'histoire des quinze années de lutte des menchéviks contre les bolchéviks en Russie (1903-1917) démontre, comme le démontrent les trois révolutions russes, que dans l'ensemble les menchéviks avaient absolument tort, et qu'ils étaient en réalité des agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. C'est un fait incontestable. Mais ce fait incontestable n'empêche que, dans des cas *isolés*, il est arrivé aux menchéviks d'avoir raison contre les bolchéviks, par exemple, à propos du boycottage de la Douma de Stolypine en 1907.

Depuis le IIIe Congrès de l'Internationale communiste, 8 mois se sont déjà écoulés. Il semble bien que notre débat d'alors avec les « gauches » soit déjà dépassé et tranché par la vie. Il s'est trouvé que j'ai eu tort concernant Lévi, car il a prouvé bel et bien qu'il avait échoué sur le sentier menchévik ni par hasard, ni pour un temps, ni seulement en « forçant la note » contre l'erreur très dangereuse des « gauches », mais pour longtemps, solidement et conformément à sa nature même. Au lieu de reconnaître honnêtement après le IIIe Congrès du Komintern la nécessité de redemander son admission au Parti, comme devait le faire un homme qui aurait perdu la tête un moment, irrité par certaines erreurs des gauches, Lévi s'est mis à faire de petites saletés au Parti, à lui faire des croche-pieds, c'est-à-dire à rendre pratiquement des services aux agents de la bourgeoisie des Internationales II et II $^1/_2$. Bien entendu, les communistes allemands ont eu parfaitement raison de répondre à cela en excluant récemment de leur parti quelques autres messieurs qui soutenaient secrètement Paul Lévi dans cette noble besogne.

Le développement des partis communistes allemand et italien depuis le IIIe Congrès de l'Internationale communiste prouve qu'ils ont tenu compte de l'erreur des gauches à ce congrès et qu'ils la corrigent, par petites doses, lentement, mais sûrement ; les décisions du IIIe Congrès de l'Internationale communiste sont loyalement appliquées. La transformation d'un parti européen de type ancien, parlementaire, réformiste dans les faits et à peine

teinté de couleur révolutionnaire, en parti de *type* nouveau, réellement révolutionnaire et réellement communiste, est une chose extrêmement ardue. L'exemple de la France est sans doute celui qui montre le plus nettement cette difficulté. Renouveler dans la vie quotidienne le *style* du travail du parti, métamorphoser la grisaille quotidienne, parvenir à ce que le parti devienne l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, sans s'éloigner des masses mais en s'en rapprochant toujours davantage, en les élevant vers la conscience révolutionnaire et la lutte révolutionnaire : voilà la tâche la plus difficile, mais aussi la plus importante. Si les communistes européens n'utilisent pas, en vue de cette transformation interne, profonde, radicale, de toute la structure et de toute l'activité de leurs partis, l'intervalle de temps, très court sans doute, entre deux périodes où se sont particulièrement accentuées les batailles révolutionnaires que de nombreux pays capitalistes d'Europe et d'Amérique ont vécues en 1921 et au début de 1922, ce sera de leur part un crime très grave. Heureusement, il n'y a pas lieu de le craindre. Sans bruit, sans éclat, sans cris, le travail lent mais profond en vue de créer en Europe et en Amérique de véritables partis communistes, de véritables avant-gardes révolutionnaires du prolétariat, a commencé, et ce travail est en cours.

Les leçons politiques, tirées même de l'observation d'une chose aussi banale que la chasse au renard, apparaissent ainsi non dénuées de profit : d'une part, un excès de prudence conduit à des erreurs. De l'autre, il ne faut pas oublier que, si au lieu de tenir compte sainement de la situation on se contente d'un « état d'esprit », ou bien si on agite de petits drapeaux rouges, on peut commettre une erreur qui serait, elle, irréparable ; on peut succomber dans ces conditions alors que les difficultés, pour être grandes, n'en sont pas pour autant nécessairement fatales.

Paul Lévi désire maintenant, tout particulièrement, gagner les faveurs de la bourgeoisie (et *par conséquent*, des Internationales II et II 1/2, ses agents) en rééditant précisément les œuvres de Rosa Luxembourg dans lesquelles celle-ci s'est trompée. A cela, nous répondrons par deux vers d'une bonne fable russe [56] : il arrive aux aigles de descendre plus bas que les poules, mais jamais les poules

ne pourront s'élever aussi haut que les aigles. Rosa Luxembourg s'est trompée sur la question de l'indépendance de la Pologne ; elle s'est trompée en 1903 dans son appréciation du menchévisme ; elle s'est trompée dans sa théorie de l'accumulation du capital ; elle s'est trompée lorsqu'elle a défendu en juillet 1914, aux côtés de Plékhanov, de Vandervelde, de Kautsky, etc., l'unification des bolchéviks et des menchéviks ; elle s'est trompée dans ses écrits de prison de 1918 (d'ailleurs elle-même, à sa sortie de prison à la fin de 1918 et au début de 1919, a corrigé une grande partie de ses erreurs). Mais, malgré ses erreurs, elle était et elle reste un aigle ; et non seulement son souvenir sera toujours précieux pour les communistes du monde entier, mais encore sa biographie et ses œuvres *complètes* (que les communistes allemands mettent un retard impossible à publier ; on ne peut les excuser partiellement que par leurs pertes énormes dans une lutte très dure) constitueront une leçon très utile pour l'éducation de nombreuses générations de communistes du monde entier. « La social-démocratie allemande après le 4 août 1914 est un cadavre puant » — c'est avec cette sentence de Rosa Luxembourg que son nom entrera dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial. Tandis que dans l'arrière-cour du mouvement ouvrier, parmi les tas de fumier, des poules comme Paul Lévi, Scheidemann, Kautsky et toute cette confrérie admireront surtout, comme bien l'on pense, les erreurs de la grande communiste. A chacun son bien.

Pour ce qui est de Serrati, on est obligé de le comparer à un œuf pourri qui éclate avec bruit et... un parfum particulièrement relevé. Faire adopter par « son » congrès une résolution affirmant le désir de se soumettre à la décision du congrès du Komintern, puis envoyer à ce congrès le vieillard Lazzari et, pour finir, rouler les ouvriers avec la grossièreté d'un maquignon, quel exploit! Les communistes italiens, pour éduquer le véritable parti du prolétariat révolutionnaire d'Italie, pourront maintenant montrer aux masses ouvrières un exemple frappant de filouterie politicarde et de menchévisme. L'effet utile de cet exemple, son effet de *répulsion*, ne se fera pas sentir tout de suite, ni sans de nombreuses leçons concrètes réitérées ; mais il se fera sentir nécessairement. Ne pas se détacher des masses,

ne pas perdre patience dans le travail difficile de dénonciation de toutes les filouteries de Serrati devant les simples ouvriers ; ne pas succomber à la tentation la plus dangereuse et trop facile : partout où Serrati dit « a », dire « moins *a* » ; éduquer les masses sans défaillance dans l'esprit de la conception du monde révolutionnaire et l'action révolutionnaire ; profiter pratiquement des leçons concrètes du fascisme, pratiquement excellentes (bien qu'elles coûtent cher) — c'est ainsi que la victoire sera assurée au communisme italien.

Lévi et Serrati sont caractéristiques non pas en eux-mêmes, mais comme le modèle actuel de l'extrême gauche de la démocratie petite-bourgeoise, de « leur » camp, du camp des capitalistes internationaux, opposé à notre camp. « Leur » camp ricane, se réjouit ou verse tout entier des larmes de crocodile, de Gompers à Serrati, devant notre recul, notre « descente », notre nouvelle politique économique. Qu'ils ricanent. Qu'ils se contorsionnent dans leurs clowneries. A chacun son bien. Nous, nous ne nous laisserons dominer ni par les illusions ni par le découragement. Si nous ne craignons pas de reconnaître nos erreurs, si nous ne craignons pas le travail cent fois repris en vue de les corriger, nous atteindrons le sommet. La cause du bloc international qui va de Gompers à Serrati est une cause perdue.

Rédigé fin février 1922.
Publié pour la première fois le 16 avril 1924 dans la « Pravda » n° 87

Conforme au manuscrit

LA SITUATION INTERNATIONALE ET INTERIEURE DE LA REPUBLIQUE DES SOVIETS

DISCOURS PRONONCE A LA SEANCE DE LA FRACTION COMMUNISTE DU CONGRES DES METALLURGISTES DE RUSSIE LE 6 MARS 1922[67]

(Vifs applaudissements.) Camarades, permettez-moi de troubler quelque peu vos usages et d'évoquer aujourd'hui des thèmes différents de ceux qui sont à l'ordre du jour de votre séance et de votre congrès, afin de vous faire part de mes considérations et conclusions sur les principales tâches politiques. Nous avons pris l'habitude de nous adresser à ceux qui, sans représenter officiellement les administrations de l'Etat, assument en fait une part énorme de leurs activités. Et vous savez tous que le véritable travail pratique, dans la plupart de nos administrations publiques, est accompli par des représentants de la classe ouvrière, y compris naturellement par des métallurgistes, qui sont aux premiers rangs.

Voilà pourquoi je pense qu'il ne sera nullement déplacé, dans le cas présent, de troubler l'ordre habituel de vos travaux et de parler moins des questions professionnelles et du Parti que des questions politiques, de notre situation internationale et intérieure. Car il y a quelque chose, j'en suis convaincu, à la fois dans notre situation internationale et dans notre situation intérieure, qui ressemble à un certain tournant politique et qui exige de la part de tout membre du Parti, et aussi, bien entendu, de la part de tout ouvrier conscient, une attention particulière, afin de

comprendre tout à fait ce tournant, de se l'assimiler correctement et de le mettre en œuvre dans son activité, qu'il s'agisse des Soviets, du Parti, des Syndicats ou de quoi que ce soit d'autre.

Vous tous, camarades, vous savez sans doute qu'en matière de politique internationale, ce qui occupe toujours le devant de la scène chez nous, c'est Gênes. Je ne suis pas tellement sûr qu'elle y demeure à titre légitime car, lorsque nous disons « Gênes », nous entendons par là une conférence que tout le monde connaît depuis longtemps, dont le lieu avait été fixé en Italie, à Gênes, dont les préparatifs étaient presque terminés, mais qui se trouve malheureusement à l'heure actuelle dans un état indéterminé tel que personne ne sait (et je crains fort que les initiateurs et les organisateurs eux-mêmes ne le sachent pas) si elle a beaucoup de chances d'avoir lieu ou presque pas de chances. En tout cas, nous devons nous dire et dire à tous ceux qui portent un intérêt quelconque au sort de la république ouvrière et paysanne que notre position à cet égard, c'est-à-dire à l'égard de la conférence de Gênes, a été absolument ferme dès le début et qu'elle est restée d'une fermeté égale. Et ce n'est pas notre faute si certains autres manquent non seulement de fermeté, mais même de l'esprit de résolution le plus élémentaire et de l'aptitude la plus élémentaire à réaliser leurs propres intentions. Nous avons déclaré dès le début que *nous nous félicitions de la conférence de Gênes et que nous nous y rendrions ;* nous comprenions parfaitement et nous ne cachions nullement que nous y allions en tant que marchands, parce que le commerce avec les pays capitalistes (aussi longtemps qu'ils ne se sont pas complètement effondrés) nous est absolument indispensable, et que nous allions là-bas pour discuter de la façon la plus juste et la plus avantageuse des conditions politiquement convenables pour ce commerce, et rien de plus. Bien sûr, ce n'est nullement un secret pour les Etats capitalistes dont les gouvernements ont dressé le premier plan de la conférence de Gênes et qui l'ont mise en route. Ces pays savent très bien que la liste des accords commerciaux qui nous lient à différents pays capitalistes s'allonge de plus en plus ; le nombre des transactions commerciales pratiques augmente ; le nombre des entreprises commerciales mixtes, russes et étrangères, ayant

fait l'objet des discussions les plus détaillées, et montées suivant les combinaisons les plus variées, avec différents Etats étrangers et dans les diverses branches de notre industrie, est actuellement énorme. C'est pourquoi la base pratique de ce qui sera surtout débattu à Gênes est parfaitement connue des Etats capitalistes. Et s'il existe, de plus, une superstructure constituée par une foule de conversations, de conjectures et de projets politiques de toute sorte, il faut comprendre que ce n'est rien d'autre qu'une superstructure, très souvent imaginée, échafaudée et réalisée artificiellement par ceux qui y ont intérêt.

En plus de quatre années d'existence du pouvoir des Soviets, nous avons acquis, cela va de soi, une expérience pratique suffisante (sans compter que nous avions sur ce point des connaissances théoriques suffisantes) pour savoir juger comme il convient ce jeu diplomatique que messieurs les représentants des Etats bourgeois ont engagé suivant toutes les règles de l'art suranné de la diplomatie bourgeoise. Nous comprenons très bien ce qu'il y a à la base de ce jeu ; nous savons que le fond en est le commerce. *Les pays bourgeois ont besoin de faire du commerce avec la Russie* : ils savent qu'en l'absence de relations économiques, sous une forme ou une autre, leur débâcle s'accentuera encore davantage malgré toutes leurs victoires si superbes, malgré toute la vantardise sans limites dont ils remplissent les journaux et les télégrammes du monde entier, leur économie s'en va en lambeaux ; voilà plus de trois ans, après leurs victoires immenses, qu'ils ne peuvent venir à bout de la tâche la plus simple, je ne dis pas bâtir quoi que ce soit de neuf, mais seulement rétablir ce qui existait autrefois ; ils tournent en rond à la recherche d'un moyen de se réunir à trois, à quatre ou à cinq (chiffre énorme, comme vous voyez, et qui rend terriblement difficile la conclusion d'un accord), et de mettre sur pied une combinaison leur permettant de faire du commerce.

Je comprends que pour apprendre à commercer, les communistes ont en effet besoin de temps ; quiconque désire apprendre cet art commencera par commettre les erreurs les plus grossières pendant plusieurs années, et l'histoire le lui pardonnera parce que c'est un domaine nouveau pour lui. Là, il faut à la fois se faire un cerveau plus souple, jeter bas

tout « oblomovisme »[68] communiste, ou plus exactement russe, et bien d'autres choses encore. Mais, que les représentants des Etats bourgeois doivent réapprendre l'art du commerce, qu'ils pratiquent depuis des siècles, et sur lequel repose toute leur existence sociale, voilà qui est étrange. Pour nous, d'ailleurs, cela n'est pas tellement étrange : nous savions et nous disions depuis longtemps qu'ils ont jugé la guerre impérialiste moins correctement que nous. Ils n'ont pas vu plus loin que leur nez, et trois ans après leurs victoires gigantesques ils sont incapables de trouver une issue à la situation.

Nous, communistes, nous disions ceci : nous jugeons la guerre d'une façon plus profonde et plus juste ; ses contradictions et ses calamités ont un effet infiniment plus vaste que ne le supposent les Etats bourgeois. Et, observant les pays bourgeois vainqueurs, nous disions : il leur arrivera encore plus d'une fois de se souvenir de nos prédictions et de notre jugement sur la guerre et ses séquelles. Le fait qu'ils se soient noyés dans un verre d'eau, ne nous étonne pas. Mais en même temps, nous disons : nous avons besoin de faire du commerce avec les Etats capitalistes, aussi longtemps qu'ils existent en tant que tels. C'est en commerçants que nous allons négocier avec eux, et que nous puissions le faire, le nombre croissant des accords commerciaux avec les puissances capitalistes et le nombre des transactions le démontrent. Nous ne pouvons pas les publier avant qu'ils ne soient conclus. Lorsqu'un commerçant capitaliste vient nous voir en disant : « Tant que nous ne sommes pas arrivés au terme des négociations, cela doit rester entre nous », il va de soi que, du point de vue commercial, on ne peut pas lui refuser cela. Mais nous, nous savons combien d'accords sont en préparation ; leur liste seule occupe plusieurs pages, et il y a dans le nombre des dizaines de propositions pratiques qui ont fait l'objet de discussions concrètes avec des groupes financiers sérieux. A coup sûr, messieurs les représentants des puissances bourgeoises qui se réunissent à Gênes le savent aussi bien que nous : s'il est une chose certaine, c'est que la liaison entre ces gouvernements et leurs firmes capitalistes subsiste évidemment. Mais chez eux, le relâchement n'a pas encore atteint un point tel qu'ils ne le sachent pas.

C'est pourquoi, si les télégrammes de l'étranger nous apprennent sans cesse que ces gouvernements ne se représentent pas soi-disant exactement ce qui se passera à Gênes, qu'ils imaginent on ne sait quoi de nouveau, qu'ils veulent étonner le monde en posant des conditions nouvelles à la Russie, permettez-moi de leur dire (et j'espère qu'à Gênes je pourrai le dire personnellement à Lloyd George) : ceci faisant, vous n'étonnerez personne, messieurs. Vous êtes des gens de commerce et vous commercez admirablement. Nous, nous ne faisons qu'apprendre le commerce, et nous commerçons très mal. Mais nous avons des dizaines et des centaines d'accords et de projets d'accords qui montrent comment nous commerçons, quels marchés nous concluons ou allons conclure, et à quelles conditions. Et si nous trouvons dans les journaux toutes sortes de nouvelles visant à intimider je ne sais qui, disant qu'on va nous imposer je ne sais quelle épreuve, eh bien, sur ce chapitre, nous sourions assez tranquillement. Des menaces, nous en avons vu assez, et de plus sérieuses que celles du commerçant qui s'apprête à claquer la porte en proposant son prix, le tout dernier prix, dit-il. Nous avons vu les puissances alliées, qui tiennent entre leurs mains le monde presque tout entier, nous menacer de leurs canons. *Nous n'avons pas eu peur de ces menaces, Messieurs les diplomates européens, ne l'oubliez pas, s'il vous plaît.*

Nous ne sommes nullement jaloux de maintenir notre propre prestige diplomatique, notre renommée, chose d'importance extrême pour les Etats bourgeois. Officiellement, nous n'en parlerons même pas du tout. Mais nous ne l'avons pas oublié. Pas un ouvrier, pas un paysan de chez nous n'a oublié, ne peut oublier et n'oubliera jamais qu'il a fait la guerre pour défendre le pouvoir ouvrier et paysan contre la coalition des plus grandes puissances qui soutenaient l'intervention. Nous avons toute une collection de traités que ces Etats ont conclus pendant plusieurs années avec les Koltchak et les Dénikine. Ils sont publiés ; nous les connaissons ; le monde entier les connaît. Pourquoi donc jouer à cache-cache, et faire comme si nous étions tous devenus des Ivan-sans-mémoire ? Chaque paysan, chaque ouvrier sait qu'il a fait la guerre à ces puissances , et qu'elles ne l'ont pas vaincu. Et si cela vous plaît, messieurs les représen-

tants des Etats bourgeois, de vous amuser à gaspiller votre papier (et vous en avez beaucoup, bien plus qu'il n'en faut), votre encre, à surcharger vos lignes téléphoniques et vos stations de radio pour annoncer au monde entier : « nous allons mettre la Russie à l'épreuve », eh bien, nous verrons qui l'emportera. Nous avons déjà été mis à l'épreuve, et non pas à l'épreuve des paroles, du commerce, ou du rouble, mais à l'épreuve des coups. Et nous avons déjà mérité, par nos blessures cruelles, sanglantes, atroces, qu'il soit dit de nous, non par nous-mêmes mais par nos adversaires : « Un homme battu en vaut deux. »

Nous avons mérité cela dans le domaine militaire. Pour ce qui est du commerce, il est dommage que l'on nous batte peu, nous communistes, mais j'espère que dans un proche avenir ce défaut sera corrigé et avec autant de succès.

J'ai dit que j'espérais m'entretenir de ces questions personnellement avec Lloyd George, à Gênes, et lui dire *qu'il ne faut pas essayer de nous intimider avec des vétilles*, car cela ne ferait que ruiner le prestige de ceux qui agiraient ainsi. J'espère ne pas être empêché de le faire par la maladie qui, depuis plusieurs mois, ne me laisse pas participer directement aux affaires politiques et qui m'empêche absolument d'exercer mes fonctions au sein du gouvernement soviétique. Je crois que je pourrai reprendre d'ici quelques semaines mon activité. *Mais sauront-ils, d'ici quelques semaines, s'entendre à trois ou à quatre au sujet de l'accord qu'ils ont annoncé au monde entier? Je n'en suis pas sûr.* J'ose même affirmer que personne au monde n'en est sûr, bien plus : qu'ils ne le savent pas eux-mêmes ; en effet, lorsque les puissances victorieuses, qui détiennent le pouvoir sur le monde entier, se sont réunies à Cannes après s'être déjà réunies de nombreuses fois (le nombre de leurs conférences est infini, ce qui fait la risée de la presse bourgeoise européenne elle-même), elles ont été incapables de dire d'une manière intelligible ce qu'elles voulaient.

C'est pourquoi la définition la plus juste de la situation, du point de vue des tâches pratiques et non pas du chassé-croisé diplomatique, a été donnée par le camarade Trotski. Le lendemain de la nouvelle annonçant que Gênes était tout à fait mise au point, qu'on s'était définitivement

entendu, mais que seule l'instabilité d'un des gouvernements bourgeois (ils sont devenus d'une instabilité qui a quelque chose de louche) avait obligé à un ajournement temporaire, il a publié l'ordre du jour suivant : « Que chaque soldat rouge comprenne la situation internationale ; nous savons pertinemment qu'il y a chez eux un groupe permanent désireux de tenter une intervention ; nous resterons sur nos gardes, et que chaque soldat rouge sache ce qu'est le jeu diplomatique et ce qu'est la force des armes qui, jusqu'à présent, a résolu tous les conflits de classe. »

Que chaque soldat rouge sache ce qu'est ce jeu, ce qu'est la force des armes, et alors nous verrons. Le capitalisme a beau être ébranlé dans tous les pays capitalistes, beaucoup de partis non dénués d'influence peuvent encore faire une tentative de ce genre. Et si des gouvernements sont instables au point de ne pas pouvoir réunir à temps une conférence, on ne sait entre les mains de qui ces gouvernements seront demain. Nous savons qu'il y a chez eux des partis influents qui souhaitent la guerre, et aussi des personnages et des brasseurs d'affaires influents; nous le savons très bien, et nous sommes suffisamment renseignés sur le fond véritable des accords économiques. Nous avons enduré plus qu'il n'est croyable et nous savons quelles calamités et quelles tortures une nouvelle tentative de guerre peut nous causer; pourtant nous disons que *nous supporterons cela encore une fois, si seulement vous essayez de vous y frotter.* La conclusion faite par le camarade Trotski, qui a publié à la place de considérations sur le chassé-croisé diplomatique son ferme ordre du jour, consiste en ceci : expliquer à nouveau la situation internationale à chaque soldat rouge, à savoir que l'ajournement de la conférence de Gênes en raison de l'instabilité du cabinet italien, c'est un danger de guerre. *Nous ferons en sorte que chaque soldat rouge chez nous le sache.* Il nous est d'autant plus facile d'y parvenir qu'il est rare de trouver en Russie une famille ou un soldat rouge qui ne l'ait appris non seulement par la presse, les circulaires ou les ordres du jour, mais dans son village, où il a vu des mutilés ou des familles qui ont enduré cette guerre, où il voit la mauvaise récolte, la faim torturante et la ruine, la misère effroyable et sait à quoi elles sont dues, bien qu'il ne lise pas les publications parisiennes des menchéviks et des

socialistes-révolutionnaires pour l'expliquer par la malignité des bolchéviks. Je doute qu'il soit animé actuellement dans tout son être d'une tendance plus forte que celle de la riposte (c'est le moins qu'on puisse dire), la riposte à ceux qui nous ont imposé et ont soutenu contre nous la guerre de Koltchak et de Dénikine. Sur ce point, nous n'avons pas besoin de créer de nouvelles commissions d'agitation et de propagande.

A propos de la conférence de Gênes, il faut établir une distinction rigoureuse entre le fond de la question et les canards de presse lancés par la bourgeoisie ; ces derniers lui semblent être des bombes effroyables, mais ils ne nous effraient pas, car nous en avons vu beaucoup, et ils ne méritent pas toujours qu'on y réponde, même par un sourire. Toutes les tentatives de nous imposer des conditions, comme à des vaincus, sont de pures balivernes, auxquelles il ne vaut pas la peine de répliquer. *Nous nouons des relations comme des marchands ; nous savons ce que les autres nous doivent, ce que nous leur devons et quel peut être leur bénéfice légitime, et même leur bénéfice excessif.* Nous avons beaucoup de propositions, le nombre de nos accords augmente et continuera d'augmenter, quelle que soit la combinaison que formeront les trois ou quatre pays vainqueurs ; cet ajournement de la conférence vous sera préjudiciable, parce qu'il démontrera à vos propres gens que vous ne savez pas ce que vous voulez et que vous êtes atteints de ce qu'on appelle la maladie de la volonté. Cette maladie consiste dans une incompréhension de l'économie et de la politique, sur lesquelles nous avons porté un jugement plus profond que le vôtre. Il y aura bientôt dix ans que nous l'avons fait, et cependant les Etats bourgeois ne se font pas encore une idée nette de toute cette ruine et de cette débâcle qui ont suivi.

Nous voyons clairement la situation qui s'est créée chez nous, et nous pouvons dire avec une assurance totale que *nous pouvons déjà stopper le recul entrepris par nous et que nous le stoppons. Cela suffit.* Nous voyons très nettement et nous ne cachons pas que la nouvelle politique économique est un recul ; nous nous étions avancés plus loin que nous ne le pouvions, mais c'est là la logique de la lutte. Ceux qui se souviennent de la situation en octobre 1917, ou bien ceux qui n'étaient pas alors politiquement mûrs, et l'ont appris

par la suite, savent que les bolchéviks avaient proposé à la bourgeoisie une foule de compromis. Ils disaient : « Messieurs, pour vous c'est la débâcle, tandis que nous, nous serons au pouvoir et nous nous y maintiendrons. Ne désirez-vous pas réfléchir à la façon dont vous pourriez, pour parler comme des moujiks, arranger les choses sans scandale ? » Nous savons qu'il y a eu non seulement des scandales, mais aussi des tentatives d'insurrection provoquées et soutenues par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils disaient auparavant : « Nous sommes prêts à transmettre le pouvoir aux Soviets dès maintenant. » J'ai eu l'occasion de lire ces jours-ci un article de Kérenski contre Tchernov dans une revue de Paris (ce genre de pacotille n'y manque pas). Kérenski dit : Est-ce que nous nous sommes accrochés au pouvoir ? N'avais-je pas déjà déclaré, lors de la Conférence démocratique [59], que s'il se trouvait des gens pour assumer la formation d'un gouvernement homogène, le pouvoir serait transmis au nouveau gouvernement sans le moindre trouble ?

Nous ne refusions pas de prendre seuls le pouvoir. Nous le déclarions dès juin 1917 [60]. En octobre 1917, au Congrès des Soviets, nous l'avons réalisé. Le congrès des Soviets avait obtenu une majorité bolchévique. Alors Kérenski s'est adressé aux élèves-officiers[61], il a galopé chez Krasnov, il voulait réunir une armée et marcher sur Pétrograd. Nous les avons un peu bousculés, et maintenant ils sont vexés et disent : « Ah les vilains, les usurpateurs, les bourreaux ! » Nous répondons : « Prenez-vous-en à vous-mêmes, amis ! Ne croyez pas que les paysans et les ouvriers russes aient oublié ce que vous avez fait ! Vous nous avez provoqués à la lutte en octobre, sous la forme la plus acharnée ; en réponse nous avons eu recours à la terreur, une terreur décuplée, *et s'il le faut encore, nous recommencerons si vous faites une nouvelle tentative.* » Pas un ouvrier, pas un paysan ne doute de cette nécessité ; personne n'en doute, à l'exception des intellectuels hystériques.

Au milieu de difficultés économiques inouïes, nous avons dû faire la guerre à un adversaire dont les forces étaient cent fois supérieures aux nôtres ; on comprend que nous ayons dû aller loin dans le domaine des mesures communistes urgentes, plus loin qu'il ne fallait ; nous y étions contraints. Nos

adversaires croyaient qu'ils allaient en finir avec nous, ils croyaient qu'ils forceraient notre soumission, non pas verbale mais réelle. Ils disaient : « Nous ne ferons aucune concession. » Nous répondions : « Si vous croyez que nous ne nous déciderons pas à prendre des mesures communistes extrêmes, vous vous trompez. » Et nous nous sommes décidés. Nous l'avons fait, et nous avons vaincu. Maintenant, nous disons : nous ne pouvons pas maintenir ces positions, nous reculons, parce que nos conquêtes sont suffisantes pour garder les positions nécessaires. Toute la racaille des gardes blancs, menchéviks et s.-r. en tête, jubile et dit : « Aha ! Vous reculez ! » Jubilez, si cela vous console, disons-nous. C'est avantageux pour nous, quand notre adversaire, au lieu de travailler sérieusement, est occupé à se consoler. Vous pouvez jubiler : en vous berçant d'illusions, vous nous placez dans une situation encore plus avantageuse. Nous avons conquis des positions extrêmement fortes, et si, de 1917 à 1921, nous ne l'avions pas fait, nous n'aurions pas eu l'espace nécessaire pour reculer, à la fois au point de vue de la géographie et au point de vue économique et politique. Alliés aux paysans, nous conservons le pouvoir, et si vous ne voulez pas accepter les conditions que l'on vous proposait avant la guerre, on vous en offrira de pires après la guerre. Cela est gravé en toutes lettres dans l'histoire diplomatique, économique et politique de 1917 à 1921, de sorte que ce n'est nullement une fanfaronnade. C'est une simple constatation, un simple rappel. Si messieurs les capitalistes avaient accepté nos propositions en octobre 1917, leurs positions seraient cinq fois plus fortes qu'à présent. Vous avez fait la guerre pendant trois ans. Qu'avez-vous gagné ? Vous voulez encore faire la guerre ? Nous savons bien que, parmi vous, tout le monde ne veut pas faire la guerre, loin de là. Nous savons d'autre part qu'étant donné la famine terrible et l'état actuel de l'industrie, nous ne pouvons pas garder toutes les positions conquises de 1917 à 1921. Nous en avons cédé un grand nombre. Mais nous pouvons dire maintenant que *ce recul, au sens des concessions que nous faisons aux capitalistes, est terminé.* Nous avons soupesé nos forces et celles des capitalistes. Nous avons effectué un certain nombre de sondages en ce qui concerne la conclusion d'accords avec les capitalistes russes et étrangers, et nous disons (j'espère et

je suis sûr que le Congrès du Parti le dira lui aussi officiellement, au nom du parti dirigeant de la Russie) : *nous pouvons maintenant stopper notre recul économique. Cela suffit. Nous n'irons pas plus loin en arrière* ; ce que nous allons faire, c'est déployer et grouper convenablement nos forces.

Lorsque je dis que nous arrêtons notre recul économique, cela ne veut pas dire que j'ai oublié, si peu que ce soit, les difficultés diaboliques qui sont les nôtres, ni que j'ai voulu vous tranquilliser et vous réconforter à ce sujet. La question des limites du recul, celle de savoir si nous l'arrêtons ou non, ce n'est pas la question des difficultés qui nous attendent. Nous savons quelles traverses nous attendent. Nous savons ce que c'est que la famine dans un pays paysan comme la Russie. Nous savons qu'il ne nous a pas encore été possible de remédier aux maux provoqués par la famine. Nous savons ce que signifie la crise financière dans un pays qui est obligé de faire du commerce et dans lequel il a été émis une quantité inouïe de papier-monnaie. Nous connaissons ces difficultés, nous savons qu'elles sont énormes. Je ne crains pas de dire qu'elles sont incommensurables. Cela ne nous effraie pas du tout. Au contraire, ce qui fait notre force, c'est que nous disons ouvertement aux ouvriers et aux paysans : « Voilà quelles difficultés vous attendent, voilà quel danger font planer sur nous les puissances occidentales. Mettons-nous à l'œuvre, et envisageons nos tâches avec sang-froid. » Si nous arrêtons notre recul, cela ne veut pas dire que nous ignorons ces dangers. Nous les regardons en face, et nous disons : « Voilà où se trouve le danger principal ; les maux provoqués par la famine doivent être guéris. Nous ne l'avons pas encore fait. Nous n'avons encore nullement surmonté la crise financière. » De sorte qu'il ne faut pas du tout donner aux mots sur l'arrêt du recul le sens suivant : nous estimons que nous avons déjà posé les fondations de l'économie nouvelle et que nous pouvons avancer tranquillement. Non, les fondations ne sont pas encore posées. Nous ne pouvons pas encore envisager l'avenir tranquillement. Nous sommes entourés de périls : les périls militaires, dont j'ai suffisamment parlé, et des périls encore plus grands à l'intérieur ; ce sont les périls économiques qui consistent dans la ruine effroyable de la

paysannerie, dans la famine, dans le chaos financier. Ces périls sont immenses. Une énorme tension des forces nous est demandée. Mais, si on nous impose la guerre, nous saurons la faire. Seulement, pour eux non plus, il n'est pas si facile d'engager une guerre. En 1918, il leur était facile de déclencher les hostilités, et de même de les poursuivre en 1919. Mais depuis, il a coulé beaucoup d'eau, et de sang, et de tout le reste. En 1922, les ouvriers et les paysans occidentaux ne sont plus du tout ce qu'ils étaient en 1919. Il n'est plus possible de les rouler en leur disant que l'on fait la guerre aux Allemands, et que les bolchéviks, après tout, ce sont des agents des Allemands et rien de plus. Nous ne nous laissons pas aller à la panique à cause de notre situation économique. Nous avons actuellement des dizaines d'accords conclus avec les capitalistes russes et étrangers. Nous connaissons nos difficultés passées et présentes. Nous savons pourquoi les capitalistes russes ont accepté de conclure ces accords. Nous savons à quelles conditions. La plupart de ces capitalistes s'y engagent en praticiens, en marchands. Et nous aussi, nous nous y engageons en tant que tels. Mais tout marchand tient compte, dans une certaine mesure, de la politique. S'il est d'un pays qui n'est pas tout à fait sauvage, il ne conclura pas un marché avec un gouvernement qui ne présenterait pas de grandes apparences de solidité, une grande sécurité. Le marchand qui agirait ainsi ne serait pas un marchand mais un imbécile. Or, parmi les marchands, les imbéciles ne forment pas une majorité écrasante, car toute la logique de la lutte des marchands les élimine du champ de bataille. Autrefois, notre règle était celle-ci : tu t'es fait battre par Dénikine, démontre que tu peux le battre à ton tour ; maintenant, notre règle est différente : tu t'es fait battre par le marchand, démontre que tu peux l'obliger à conclure un marché. Nous l'avons démontré. Nous avons déjà en main un certain nombre d'accords avec les plus grandes firmes capitalistes de Russie et d'Europe occidentale. Nous savons à quoi elles s'engagent, et elles savent à quoi nous nous engageons.

A présent, l'objectif de notre activité se modifie quelque peu. C'est sur ce point que je voudrais dire encore quelques mots pour compléter mon rapport, bien qu'il soit déjà un peu trop long.

Dans une situation où la Conférence de Gênes suscite des hésitations dont on ne voit pas la fin, où nous avons fait tant de concessions sur le plan de notre politique intérieure, nous devons dire maintenant : « *Cela suffit, il n'y aura plus aucune concession !* » Si messieurs les capitalistes pensent qu'il est encore possible de traîner en longueur, et que plus cela ira, plus il y aura de concessions, je répète qu'il faut leur dire : « *C'est fini, demain vous n'obtiendrez rien !* » Si l'histoire du pouvoir des Soviets et de ses victoires ne leur a rien appris, c'est leur affaire. Pour notre part, nous avons tout fait et nous l'avons déclaré à la face du monde entier. J'espère que le Congrès confirmera également que nous ne reculerons plus. *Le recul est terminé*, et de ce fait notre travail se modifie.

Il faut noter que l'on observe jusqu'à présent chez nous une grande nervosité et un état d'esprit presque morbide, lorsque cette question est discutée ; on établit toute sorte de plans et on prend toute sorte de décisions. A ce propos, je voudrais citer un témoignage. Hier, par hasard, j'ai lu dans les *Izvestia* un poème de Maïakovski sur un thème politique [62]. Je ne fais pas partie des admirateurs de son talent poétique, bien que je reconnaisse absolument mon incompétence dans ce domaine. Mais depuis longtemps, je n'avais pas éprouvé un tel plaisir, du point de vue politique et administratif. Dans son poème, il tourne en ridicule les réunions et raille les communistes qui ne font que siéger et siéger. Je ne sais ce qu'il en est pour la poésie, mais pour la politique je certifie que c'est absolument juste. Effectivement, nous nous trouvons dans la position de gens (et il faut dire que c'est une position très sotte) qui passent leur temps à siéger, à former des commissions, à dresser des plans, et ceci à l'infini. Il y avait autrefois en Russie un personnage typique : Oblomov. Il restait tout le temps couché sur son lit à faire des plans. Depuis, beaucoup de temps a passé. La Russie a fait trois révolutions, et malgré cela les Oblomov sont restés, car Oblomov n'était pas seulement un propriétaire foncier, mais aussi un paysan, et pas seulement un paysan, mais aussi un intellectuel, et pas seulement un intellectuel, mais aussi un ouvrier et un communiste. Il suffit de nous regarder siéger, de nous regarder travailler dans les commissions, pour dire que *le vieil Oblo-*

mov est encore là, et qu'il faut le laver, le nettoyer, le secouer et le battre longtemps pour qu'il en sorte quelque chose. Sur ce point, nous devons considérer notre situation sans aucune illusion. Nous n'avons jamais imité ceux qui écrivent le mot « révolution » avec une majuscule, comme le font les socialistes-révolutionnaires. Mais nous pouvons redire avec Marx que pendant une révolution il ne se fait pas moins de sottises, mais parfois davantage. Il faut regarder ces sottises avec sang-froid et sans crainte ; nous, les révolutionnaires, nous devons apprendre cela.

Nous avons réalisé dans cette révolution tant de choses qui ne peuvent nous être ravies, qui constituent des victoires définitives et que le monde entier connaît déjà, qu'en aucun cas nous ne devons être confus et nerveux. A présent, la situation est celle-ci : le terrain ayant été reconnu, nous procédons à la vérification de ce que nous avons fait: cette vérification a une très grande importance, c'est à partir d'elle que nous devons continuer à avancer. Et, au moment où nous devons affronter la lutte contre les capitalistes, nous devons mettre en œuvre énergiquement notre ligne nouvelle. *Nous devons mettre sur pied toute notre organisation de façon à ce qu'il n'y ait pas à la tête de nos entreprises commerciales de gens n'ayant aucune expérience dans ce domaine.* Très souvent, chez nous, on place à la tête d'un établissement un communiste, un homme d'une honnêteté notoire, éprouvé dans la lutte pour le communisme, un homme qui a fait de la prison mais qui ne sait pas faire du commerce ; en vertu de quoi, le voilà mis à la tête d'un trust d'Etat. Il possède indiscutablement toutes les qualités du communiste, et pourtant le marchand le roulera, et il aura parfaitement raison. Car on aura eu tort de placer les communistes les plus dignes et les plus admirables, dont personne sinon un fou ne peut mettre en doute le dévouement, là où il faut placer un commis diligent et consciencieux qui s'acquittera beaucoup mieux de sa besogne que le communiste le plus dévoué. C'est là que se manifeste notre «oblomovisme».

Nous avons confié un travail pratique d'exécution à des communistes qui, avec toutes leurs belles qualités, y sont absolument inaptes. Combien de communistes siègent dans nos institutions d'Etat ? Nous avons une documentation énorme, des ouvrages sérieux qui rempliraient d'en-

thousiasme le savant allemand le plus méticuleux, nous avons des montagnes de papier, et il faudrait 50 années de travail à l'*Istpart* [63] multipliées par 50 pour s'y retrouver, mais pratiquement, dans un trust d'Etat, on ne peut rien obtenir, ni savoir qui est responsable et de quoi. L'exécution pratique des décrets, dont nous avons une quantité plus que suffisante et que nous confectionnons avec la hâte décrite par Maïakovski, n'est pas vérifiée. Les décisions des responsables communistes sont-elles appliquées chez nous ? Savent-ils régler cette question ? Il n'en est rien, et c'est pour cela que le nœud de notre politique intérieure change. Que sont nos séances et nos commissions ? Très souvent, c'est un jeu. Depuis l'épuration du Parti et depuis que nous nous sommes dit : « Les profiteurs et les filous qui se sont infiltrés dans le Parti, à la porte ! », les choses se sont améliorées. Nous en avons jeté dehors une centaine de milliers, et c'est parfait, mais ce n'est qu'un début. Au congrès du Parti, nous examinerons cette question comme il faut. Et alors, je pense, les dizaines de milliers qui ne font actuellement rien d'autre que constituer des commissions, sans accomplir et sans savoir accomplir aucun travail pratique, connaîtront le même sort. Lorsque nous aurons procédé à ce nettoyage, notre Parti s'occupera d'un travail réel et il l'envisagera comme il le faisait dans le domaine militaire. Certes, il ne s'agit pas d'un travail de quelques mois seulement, ni même d'une seule année. Nous devons faire preuve d'une fermeté d'acier en cette matière. Nous ne craignons pas de dire que le caractère de notre travail a changé. Notre pire ennemi intérieur, c'est le bureaucrate, le communiste qui occupe dans les institutions soviétiques un poste responsable (à moins que cela ne soit un poste sans responsabilité), entouré du respect de tous, comme un homme consciencieux. Un peu brutal, peut-être, mais sobre. Il n'a pas appris à lutter contre la paperasserie, il ne sait pas lutter contre elle, il la couvre. *Nous devons nous débarrasser de cet ennemi, et avec le concours de tous les ouvriers et paysans conscients nous parviendrons jusqu'à lui. Contre cet ennemi, contre cette pagaille et cet « oblomovisme », toute la masse ouvrière et paysanne sans-parti suivra comme un seul homme le détachement d'avant-garde du Parti communiste. Surce point, il ne peut y avoir aucune hésitation.*

En terminant mon discours, je ferai un bref résumé. Le jeu de Gênes, le chassé-croisé qui a lieu autour de cette question, ne nous fera pas hésiter le moins du monde. Désormais, on ne nous prendra plus. *Nous allons avoir affaire à des marchands, et nous allons conclure des marchés, en poursuivant notre politique de concessions, mais les limites de celles-ci sont maintenant définies.* Ce que nous avons concédé jusqu'à présent aux marchands dans nos accords, nous l'avons fait dans le sens d'un repli sur le plan de notre législation, et nous n'irons pas plus loin.

De ce fait, nos tâches principales en politique intérieure, surtout économique, se modifient. Ce qu'il nous faut, ce ne sont ni de nouveaux décrets, ni de nouvelles institutions, ni de nouveaux procédés de lutte. *Nous devons vérifier les aptitudes des hommes, vérifier l'exécution réelle.* La prochaine épuration frappera les communistes *qui se prennent* pour des administrateurs. Qu'ils déménagent plutôt dans le domaine de la propagande, de l'agitation ou de n'importe quelle autre activité utile, tous ceux qui lancent toutes ces commissions, conférences, controverses, et qui ne font rien de bon. On imagine quelque chose d'insolite, de subtil, et on essaie de se justifier en disant qu'avec la nouvelle politique économique, il faut inventer du nouveau. Pendant ce temps, le travail dont ils sont chargés ne se fait pas. Ils ne se préoccupent pas d'économiser le copeck qui leur a été confié et ils n'essaient pas d'en faire deux copecks, mais ils dressent des plans pour des milliards et même des trillions soviétiques. Voilà le mal contre lequel nous allons lutter. *Vérifier les hommes et vérifier l'exécution réelle du travail* : tel est, tel est encore et tel est seulement, maintenant, le nœud de toute l'activité, de toute la politique. C'est l'affaire ni de quelques mois ni d'une année, mais de plusieurs années. Nous devons dire officiellement, au nom du Parti, ce qui est actuellement le nœud de l'activité, et regrouper nos rangs en conséquence. Alors, dans ce domaine nouveau, nous serons vainqueurs comme nous l'avons été jusqu'à présent dans tous les domaines d'activité auxquels le pouvoir prolétarien bolchévik, soutenu par la masse paysanne, s'est attaqué. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

La « Pravda » n° 54, 8 mars 1922

Conforme au texte de la « Pravda »

LA PORTEE DU MATERIALISME MILITANT

En ce qui concerne les objectifs généraux de la revue *Pod Znaméniem Marxisma* (*Sous la bannière du marxisme* [64]), le camarade Trotski a déjà dit l'essentiel dans le n° 1-2, et il l'a dit parfaitement. Je voudrais m'arrêter à quelques questions qui définissent de plus près le contenu et le programme du travail préconisé par la rédaction de la revue dans sa note d'introduction au n° 1-2.

La note déclare que ceux qui se sont groupés autour de la revue *Sous la bannière du marxisme* ne sont pas tous des communistes, mais que tous sont des matérialistes conséquents. Je pense que cette union des communistes avec les non-communistes est absolument nécessaire et qu'elle définit exactement les tâches de la revue. Une des erreurs les plus grandes et les plus dangereuses que commettent les communistes (comme, d'ailleurs, les révolutionnaires en général qui ont mené à bien le début d'une grande révolution), c'est de se figurer que la révolution peut être accomplie par les mains des seuls révolutionnaires. Or, pour assurer le succès de toute action révolutionnaire sérieuse, il faut comprendre et savoir appliquer pratiquement l'idée que les révolutionnaires ne peuvent jouer un rôle que comme avant-garde de la classe réellement avancée et viable. L'avant-garde ne remplit sa mission que lorsqu'elle sait ne pas se détacher de la masse qu'elle dirige, lorsqu'elle sait véritablement faire progresser toute la masse. Sans l'alliance avec les non-communistes dans les domaines d'activité les plus divers, il ne saurait être question d'aucun succès en matière de construction de la société communiste.

Cela est vrai également pour la défense du matérialisme et du marxisme dont s'est chargée la revue *Sous la bannière du marxisme*. Les principales tendances de la pensée sociale éclairée de Russie se réclament, par bonheur, d'une solide tradition matérialiste. Sans parler de G. Plékhanov, il suffit de nommer Tchernychevski par rapport à qui les populistes contemporains (socialistes-révolutionnaires, socialistes-populistes, etc.) ont maintes fois rétrogradé en quête de doctrines philosophiques réactionnaires à la mode, se laissant séduire par le clinquant du « dernier mot » de la science européenne, incapables de discerner sous ce clinquant telle ou telle forme de servilité devant la bourgeoisie, devant ses préjugés et son esprit réactionnaire.

En tout cas, chez nous, en Russie, il y a encore — et il y aura assez longtemps, cela n'est pas douteux — des matérialistes du camp des non-communistes, et notre devoir absolu est d'attirer au travail commun tous les partisans du matérialisme conséquent et militant, en lutte contre la réaction philosophique et les préjugés philosophiques de la prétendue « société cultivée ». Dietzgen père, qu'il ne faut pas confondre avec son rejeton, littérateur aussi prétentieux que mal venu, a exprimé de façon juste, claire et précise, le point de vue fondamental du marxisme sur les tendances philosophiques qui dominent dans les pays bourgeois et retiennent l'attention de leurs savants et publicistes. Il affirme que, dans la société moderne, les professeurs de philosophie ne sont en fait, dans la plupart des cas, rien d'autre que des « valets diplômés de la prêtraille ».

Nos intellectuels de Russie, qui aiment à se croire des esprits éclairés, comme d'ailleurs leurs confrères de tous les autres pays, n'aiment point envisager la question sous cet angle. Ils n'aiment pas cela, parce que la vérité les gêne. Il suffit de méditer un peu sur la dépendance des hommes cultivés d'aujourd'hui par rapport à la bourgeoisie dominante au point de vue politique, des conditions économiques générales, des us et coutumes et ainsi de suite, pour comprendre combien est juste la brutale opinion de Dietzgen. I suffit de rappeler l'immense majorité des courants philosophiques à la mode, qui surgissent si fréquemment dans les pays européens, à commencer, par exemple, par ceux qui se rattachent à la découverte du radium pour finir par ceux qui,

maintenant, se réclament d'Einstein, pour se rendre compte du lien qui unit les intérêts de classe et la position sociale de la bourgeoisie, le soutien qu'elle accorde à toutes les formes de religion et la teneur idéologique des courants philosophiques en vogue.

De ce qui précède, il apparaît qu'une revue désireuse d'être l'organe du matérialisme militant doit être un organe de combat, en ce sens d'abord qu'elle doit dénoncer et poursuivre inlassablement les actuels « valets diplômés de la prêtraille », qu'ils s'affirment comme représentants de la science officielle ou comme francs-tireurs, qui se prétendent publicistes « démocrates de gauche ou à idées socialistes ».

Cette revue doit être, en second lieu, l'organe de l'athéisme militant. Nous avons des départements d'Etat ou, pour le moins, des institutions chargées de ce travail. Mais celui-ci y est effectué avec une extrême mollesse, avec une insuffisance extrême, se ressentant visiblement de l'emprise des conditions générales de notre bureaucratie authentiquement russe (soviétique pourtant). C'est pourquoi il est de la plus haute importance que, pour compléter le travail des institutions d'Etat compétentes, pour le corriger et l'animer, la revue qui se destine à devenir l'organe du matérialisme militant, mène une propagande et une lutte athées inlassables. Il faut suivre attentivement la littérature dans toutes les langues, la traduire ou, du moins, donner des comptes rendus sur tout ce qui peut présenter une valeur quelconque dans ce domaine.

Engels a toujours recommandé aux dirigeants du prolétariat contemporain de traduire, pour la diffuser en masse parmi le peuple, la littérature militante des athées de la fin du XVIIIe siècle [65]. A notre honte, nous ne l'avons pas fait jusqu'à présent (une des multiples preuves qu'il est bien plus facile de conquérir le pouvoir à une époque révolutionnaire que de savoir user convenablement de ce pouvoir). On justifie parfois notre mollesse, notre inaction et notre inhabileté par toutes sortes de considérations « grandiloquentes ». On se plaît à dire, par exemple, que la vieille littérature athée du XVIIIe siècle est désuète, non scientifique, puérile, etc. Rien de pire que ce genre de sophismes pseudo-scientifiques qui masquent soit le pédantisme, soit

une incompréhension totale du marxisme. Il est certain que l'on découvrira bien des choses non scientifiques et puériles dans les œuvres athées des révolutionnaires du XVIIIe siècle. Mais nul n'empêche les éditeurs de ces ouvrages de les abréger et de les munir de courtes postfaces évoquant les progrès réalisés par l'humanité dans la critique scientifique des religions depuis la fin du XVIIIe siècle, en mentionnant les ouvrages les plus récents qui s'y rattachent, etc. La plus grande et la pire des erreurs que puisse commettre un marxiste serait de croire que les masses populaires, fortes de nombreux millions d'êtres humains (et surtout la masse des paysans et des artisans), vouées par la société moderne aux ténèbres, à l'ignorance et aux préjugés, ne puissent sortir de ces ténèbres que par la voie directe d'une instruction purement marxiste. Il est indispensable de fournir à ces masses les matériaux les plus variés de propagande athée, de les initier aux faits pris dans les domaines les plus divers de la vie, de les aborder de toutes les manières pour les intéresser, les tirer de leur sommeil religieux, les secouer à fond par tous les moyens, etc.

Les écrits ardents, vifs, ingénieux, spirituels des vieux athées du XVIIIe siècle qui attaquaient ouvertement la prêtraille régnante, s'avéreront bien souvent mille fois plus aptes à tirer les gens de leur sommeil religieux que les redites du marxisme, fastidieuses, arides, presque entièrement dépourvues de faits habilement choisis et destinés à les illustrer, qui dominent dans notre littérature et qui (inutile de le cacher) déforment souvent le marxisme. Toutes les œuvres de quelque importance de Marx et d'Engels ont été traduites en notre langue. Il n'y a décidément aucune raison de craindre que le vieil athéisme et le vieux matérialisme ne soient pas complétés chez nous par les correctifs qu'y ont apportés Marx et Engels. L'essentiel, et c'est justement ce qu'oublient le plus souvent nos communistes, soi-disant marxistes, mais qui, pratiquement, ne font que dénaturer le marxisme, l'essentiel est de savoir intéresser les masses encore absolument incultes par une attitude consciente envers les questions religieuses et par une critique éclairée des religions.

D'autre part, considérez les représentants de la critique scientifique moderne des religions. Presque toujours

ces porte-parole de la bourgeoisie cultivée « complètent la réfutation qu'ils apportent eux-mêmes des préjugés religieux par des raisonnements qui les dénoncent aussitôt comme des esclaves idéologiques de la bourgeoisie, comme des « valets diplômés de la prêtraille ».

Deux exemples. Le professeur R. Vipper a publié en 1918 un petit livre : *La naissance du christianisme* (éd. «Pharos», Moscou). Retraçant les principales acquisitions de la science moderne, l'auteur, loin de combattre les préjugés et le mensonge, qui sont l'arme de l'Eglise en tant qu'organisation politique, élude ces questions et prétend — prétention vraiment ridicule et réactionnaire — s'élever au-dessus des deux « extrêmes » : l'idéalisme et le matérialisme. C'est de la servilité devant la bourgeoisie régnante qui, dans le monde entier, dépense des centaines de millions de roubles, prélevés sur les profits extorqués aux travailleurs, pour soutenir la religion.

Le savant allemand bien connu Arthur Drews qui, dans son livre intitulé *le Mythe du Christ*, combat les fables et préjugés religieux et démontre que Jésus n'a jamais existé, se prononce, à la fin de son ouvrage, pour la religion, mais rénovée, expurgée, subtilisée, capable de tenir tête au « torrent naturaliste qui s'affermit de jour en jour » (p. 238 de la 4e édition allemande, 1910). C'est un réactionnaire déclaré, conscient, qui aide ouvertement les exploiteurs à substituer aux vieux préjugés religieux pourris des préjugés tout nouveaux, encore plus répugnants et plus infâmes.

Cela ne signifie pas qu'il ne faille point traduire Drews. C'est dire que les communistes et tous les matérialistes conséquents doivent, tout en réalisant, dans une certaine mesure, leur alliance avec la partie progressive de la bourgeoisie, la dénoncer inlassablement, quand elle verse dans l'esprit réactionnaire. Se soustraire à l'alliance avec les représentants de la bourgeoisie du XVIIIe siècle, époque où elle fut révolutionnaire, reviendrait à trahir le marxisme et le matérialisme, car l'« alliance » avec les Drews sous telle ou telle forme, dans telle ou telle mesure, s'impose à nous qui luttons contre la domination des obscurantistes religieux.

La revue *Sous la bannière du marxisme*, qui entend être l'organe du matérialisme militant, doit réserver une bonne place à la propagande athée, à des aperçus de presse portant

sur ces questions et au redressement des graves défauts dans l'activité de notre Etat en cette matière. Il importe notamment d'utiliser les livres et les brochures qui contiennent de nombreux faits concrets et des confrontations, illustrant le lien qui unit les intérêts de classe et les organisations de classe de la bourgeoisie contemporaine avec les institutions religieuses et les organismes de propagande religieuse.

D'une extrême importance sont tous les matériaux relatifs aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, où la liaison officielle, administrative, étatique entre la religion et le Capital apparaît bien moins. Par contre, nous y voyons plus clairement que la « démocratie moderne » (devant laquelle menchéviks, socialistes-révolutionnaires et, en partie, anarchistes, etc., se prosternent si inconsidérément) n'est rien d'autre que la liberté de prêcher ce que la bourgeoisie a intérêt à voir prêcher, savoir : les idées les plus réactionnaires, la religion, l'obscurantisme, la défense des exploiteurs, etc.

Nous voulons espérer que la revue, qui entend être l'organe du matérialisme militant, donnera à nos lecteurs des aperçus de littérature athée, en indiquant pour quels cercles de lecteurs et sous quel rapport tel ouvrage pourrait convenir ; on aura soin d'indiquer également ce qui a déjà paru chez nous (ne seront retenues que les traductions convenables, et il n'y en a pas tant) et ce qui doit encore être édité.

Outre l'alliance avec les matérialistes conséquents qui n'appartiennent pas au Parti communiste, ce qui n'est pas moins, sinon plus, important pour l'œuvre dont aura à s'acquitter le matérialisme militant, c'est l'alliance avec les représentants des sciences modernes de la nature qui penchent vers le matérialisme et ne craignent pas de le défendre et de le propager contre les flottements philosophiques en vogue dans ce qu'on appelle la « société cultivée », et orientés vers l'idéalisme et le scepticisme.

L'article de A. Timiriazev sur la théorie de la relativité d'Einstein, paru au n° 1-2 de *Sous la bannière du marxisme*, permet d'espérer que cette revue réalisera la seconde alliance également. Accordons-lui plus d'attention. Il ne faut

pas oublier que c'est du bouleversement radical actuel des sciences de la nature que naissent constamment des écoles philosophiques réactionnaires, grandes et petites, des courants philosophiques de grande et de moindre importance. Aussi bien, suivre les problèmes posés par la récente révolution des sciences de la nature et attirer les savants dans une revue philosophique est une tâche sans laquelle le matérialisme militant ne saurait être, en aucun cas, ni militant ni matérialiste. Dans le premier numéro de la revue, Timiriazev a dû faire cette réserve que la théorie d'Einstein, qui personnellement ne mène, selon Timiriazev, aucune campagne active contre les principes du matérialisme, a été accaparée par de très nombreux représentants des intellectuels bourgeois de tous les pays ; au reste ceci est vrai non seulement pour Einstein, mais pour plusieurs, sinon pour la majorité des grands réformateurs des sciences de la nature, à partir de la fin du XIXe siècle.

Et pour agir en connaissance de cause face à ce phénomène, nous devons comprendre qu'à défaut d'une base philosophique solide, il n'est point de science de la nature ni de matérialisme qui puissent résister à l'envahissement des idées bourgeoises et à la renaissance de la conception bourgeoise du monde. Pour soutenir cette lutte et la mener à bonne fin, le savant doit être un matérialiste moderne, un partisan éclairé du matérialisme représenté par Marx, c'est-à-dire qu'il doit être un matérialiste dialecticien. Pour atteindre ce but, les collaborateurs de la revue *Sous la bannière du marxisme* doivent organiser l'étude systématique de la dialectique de Hegel du point de vue matérialiste, c'est-à-dire de la dialectique que Marx a appliquée pratiquement dans son *Capital* et dans ses écrits historiques et politiques, et cela avec un tel succès que, maintenant, chaque jour, l'éveil de nouvelles classes à la vie et à la lutte en Orient (Japon, Indes, Chine) — c'est-à-dire l'éveil de centaines de millions d'êtres humains qui forment la plus grande partie de la population du globe et qui, par leur inaction historique et leur sommeil historique, ont conditionné, jusqu'à présent, le marasme et la décomposition frappant de nombreux Etats avancés d'Europe, — chaque jour, l'éveil à la vie de nouveaux peuples et de nouvelles classes confirme de plus en plus le marxisme.

Assurément, le travail nécessité par une telle étude, par une telle interprétation et par une telle propagande de la dialectique hégélienne étant extrêmement difficile, il n'est pas douteux que les premières expériences dans ce domaine comporteront des erreurs. Mais ne se trompe jamais que celui qui ne fait rien. En nous inspirant de la manière dont Marx appliquait la dialectique de Hegel comprise dans le sens matérialiste, nous pouvons et devons développer cette dialectique sous toutes les faces, reproduire dans la revue des passages empruntés aux principaux ouvrages de Hegel, les interpréter dans un esprit matérialiste en les commentant par des exemples d'application de la dialectique empruntés à Marx, et aussi des exemples de dialectique tirés du domaine des relations économiques, politiques, exemples que l'histoire récente, et notamment la guerre impérialiste et la révolution actuelles, fournissent en abondance. Le groupe des rédacteurs et des collaborateurs de la revue *Sous la bannière du marxisme* doit former, à mon avis, une sorte de « société des amis matérialistes de la dialectique hégélienne ». Les savants modernes trouveront (s'ils savent chercher et si nous apprenons à les aider) dans la dialectique de Hegel, interprétée dans le sens matérialiste, des réponses aux questions philosophiques posées par la révolution des sciences de la nature, et qui font que les intellectuels admirateurs de la mode bourgeoise « s'égarent » dans la réaction.

Sans l'accomplissement systématique de cette tâche, le matérialisme ne saurait être un matérialisme militant. Il demeurera, pour employer l'expression de Chtchédrine, moins combattant que combattu [66]. Faute de cela, les grands savants resteront, aussi fréquemment que par le passé, impuissants dans leurs déductions et généralisations philosophiques. Car la science de la nature progresse avec une telle rapidité, traverse une période de bouleversements révolutionnaires si profonds dans tous les domaines, qu'elle ne peut absolument pas se passer de conclusions philosophiques.

Pour conclure, je citerai un exemple, qui ne relève pas de la philosophie, mais qui, dans tous les cas, est du domaine des problèmes sociaux auxquels la revue *Sous la bannière du marxisme* entend également porter son attention.

C'est un des exemples de la manière dont la pseudo-science moderne sert de véhicule aux conceptions réactionnaires les plus grossières et les plus répugnantes.

Dernièrement, on m'a envoyé la revue l'*Economiste* n° 1 (1922), éditée par la XIe Section de la « Société technique russe » [67]. Le jeune communiste qui me l'a adressée (et qui, probablement, n'avait pas eu le temps de prendre connaissance de son contenu) en donne imprudemment un avis des plus favorables. Or, la revue est — je ne saurais dire à quel point consciemment — l'organe des archi-réactionnaires qui se couvrent, bien entendu, du manteau de la science, de l'esprit démocratique, etc.

Un nommé P. A. Sorokine fait insérer dans cette revue d'amples essais prétendument « sociologiques » « Sur l'influence de la guerre ». Cet article doctoral est émaillé de références érudites aux ouvrages « sociologiques » de l'auteur et de ses nombreux maîtres et collègues étrangers. Voici un spécimen de son érudition.

A la page 83, je lis:

« Sur 10 000 mariages à Pétrograd, on compte aujourd'hui 92,2 divorces — chiffre fantastique ; ajoutons que sur 100 mariages rompus 51,1 avaient duré moins d'un an ; 11% moins d'un mois ; 22% moins de deux ; 41% moins de 3 à 6 mois et 26% seulement au-delà de 6 mois. Ces chiffres attestent que le mariage légal actuel est une forme qui cache, au fond, des rapports sexuels en dehors du mariage et permet aux amateurs de « bonnes fortunes » de satisfaire « légalement » leurs appétits » (*Economiste*, n° 1, page 83).

Nul doute que ce monsieur, comme aussi la Société technique russe qui édite la revue en question et publie de telles considérations, se disent partisans de la démocratie, et ils s'estimeront profondément atteints, si on les appelle de leur vrai nom, à savoir : des féodaux, des réactionnaires, des « valets diplômés de la prêtraille ».

La connaissance même sommaire de la législation des pays bourgeois relative au mariage, au divorce et aux enfants naturels, ainsi que de la situation de fait, montrera à quiconque s'intéresse à la question que la démocratie bourgeoise de nos jours, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, révèle sous le rapport indiqué une attitude vraiment féodale à l'égard de la femme et des enfants naturels.

Bien entendu, cela n'empêche pas les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et une partie des anarchistes, ainsi que tous les partis correspondants en Occident de continuer à crier à la démocratie et à sa violation par les bolchéviks. En réalité, la révolution bolchévique seule est précisément une révolution démocratique conséquente en matière de mariage, de divorce et de la situation des enfants naturels. Or, cette question touche le plus directement les intérêts de plus de la moitié de la population de n'importe quel pays. Seule la révolution bolchévique, en dépit des multiples révolutions bourgeoises qui l'ont précédée et qui se prétendent démocratiques, a, pour la première fois, combattu résolument, dans le sens indiqué, la réaction et le servage aussi bien que l'hypocrisie coutumière des classes dirigeantes et possédantes.

Si 92 divorces sur 10 000 mariages paraissent au sieur Sorokine un chiffre fantastique, il reste à supposer que l'auteur a vécu et a été élevé dans un monastère séparé de la vie au point que l'on a peine à croire à l'existence d'un semblable monastère, ou bien que l'auteur déforme la vérité pour complaire à la réaction et à la bourgeoisie. Quiconque connaît tant soit peu les conditions sociales dans les pays bourgeois sait que le nombre réel des divorces de fait (non sanctionnés, évidemment, par l'Eglise et la loi) est partout infiniment supérieur. Sous ce rapport, la Russie ne se distingue des autres pays que par le fait que ses lois, au lieu de consacrer l'hypocrisie et l'absence de droits pour la femme et son enfant, déclarent ouvertement et au nom du pouvoir d'Etat une guerre systématique contre toute hypocrisie et contre toute absence de droits.

La revue marxiste aura à mener campagne contre ces féodaux « cultivés » de nos jours. Il est probable qu'un nombre assez considérable d'entre eux touchent, chez nous, de l'argent de l'Etat et sont titulaires d'une fonction d'Etat pour l'instruction de la jeunesse, encore qu'ils ne soient pas plus propres à ce rôle que ne le seraient des satyres à celui de surveillants dans des établissements scolaires pour petits enfants.

La classe ouvrière de Russie a su conquérir le pouvoir, mais elle n'a pas encore appris à s'en servir, car, autrement, il y a beau temps qu'elle aurait expédié fort poliment

aux pays de la « démocratie » bourgeoise de pareils professeurs et membres de sociétés savantes. C'est là qu'est la vraie place de réactionnaires de cette espèce.

La classe ouvrière apprendra, il suffit qu'elle le veuille.

Le 12 mars 1922.

« Pod Znaméniem Marxisma »,
n° 3, mars 1922.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la revue

AU CAMARADE MOLOTOV POUR LES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

A PROPOS DES THESES DU CAMARADE PREOBRAJENSKI[44]

1. Le titre est mauvais. Il ne s'agit pas des « principes fondamentaux », ceux-ci étant déjà définis par le programme, mais de l'« Organisation du travail du P.C.R. à la campagne dans les conditions actuelles ».

Je propose de charger l'auteur d'*abréger* et de modifier en partie les thèses en conséquence. Notamment, il faut couper les passages reprenant les principes généraux (ceux-ci trouveront place dans un tract qui expliquera et commentera la décision future du congrès) et développer plus en détail les conclusions *pratiques*, surtout celles relatives à l'*organisation*.

2. Dans le titre du § I : « rapports sociaux », au lieu du singulier.

(Négligences dans la copie : « unification » à la place d'« appauvrissement », « sans terre » à la place de « sans chevaux »...)

3. Nombreuses longueurs surtout dans le § I : beaucoup de choses à reporter dans la brochure.

4. La « coopération » dans le § I, comme dans les autres, est traitée d'une façon sèche et abstraite. Cela a déjà été dit mille fois ; on en a assez. On doit l'exposer tout autrement, sans répéter le mot d'ordre pur et simple : « Formez des coopératives ! », mais en *indiquant concrètement* en quoi consiste l'*expérience pratique* de la coopé-

ration et *comment* on peut l'aider. Si cette documentation manque à l'auteur, il faut insérer dans la décision du Congrès une phrase *exigeant* que cette documentation soit rassemblée et élaborée dans un esprit pratique et non pas académique. (Toutes les thèses du camarade Préobrajenski sont archi et hyper-académiques ; c'est du bavardage propre à la gent intellectuelle et littéraire, et non pas du travail pratique dans la gestion de l'Etat et de l'économie.)

5. « A l'exception des exploitations collectives », non pas développement mais « tendance au déclin » (chez les paysans pauvres). Mauvais. Primo, il n'est pas prouvé que les « collectivités » marchent mieux en général. Il ne faut pas agacer les paysans par une vaine vantardise communiste. Secundo, non pas « tendance au déclin », mais développement freiné *partout*, et déclin *souvent*.

6. Dire que « la paysannerie laborieuse » « *se passionne* » pour « l'amélioration de la qualité du travail agricole », l'expression est maladroite et c'est aussi, malheureusement, de la « vantardise communiste ». On doit dire: « commence, encore que lentement » (§ I).

7. « L'égalité paysanne (?) se résorbe » (?). Ne peut pas se dire.

La fin du Ier paragraphe est tout à fait mauvaise : c'est un article, et non des thèses ; des conjectures sans fondement.

8. Le début du § II est archi-non populaire. Et, au fond, cela n'a rien à faire dans les thèses. C'est une autre chanson.

9. La deuxième phrase du IIe paragraphe (contre les « procédés des comités de paysans pauvres » [69]) est nuisible et fausse, car la guerre, par exemple, peut forcer à employer ce genre de procédés.

Il faut dire cela tout autrement, par exemple ainsi : en raison de l'importance primordiale qui s'attache à l'essor de l'agriculture et à l'accroissement de sa production, dans le moment présent la politique du prolétariat à l'égard des koulaks et de la paysannerie aisée doit tendre principalement à *limiter* leurs tendances exploiteuses, etc.

Comment notre Etat peut et doit limiter ces tendances et défendre les paysans pauvres, voilà toute la question. Il convient d'étudier et de faire étudier cela pratiquement, tandis que les phrases générales sont *creuses*.

10. Les derniers mots du IIe paragraphe sont justes, mais non populaires et non développés. A travailler.

11. Dans le § III, la phrase : « La séparation », etc., est complètement déformée.

12. Quant au fond du § III tout entier, les lieux communs prédominent. Aucune utilité. Leur répétition pure et simple est nuisible ; elle provoquera la nausée, l'ennui, l'irritation contre le rabâchage.

Au lieu de cela, il vaut mieux prendre ne serait-ce qu'un seul *district* et montrer par une analyse *concrète* comment il faut aider la « coopération », et non pas irriter les paysans *en faisant de la coopération un jeu communiste stupide ;* comment et sur quels points précis nous avons aidé *en fait* à améliorer les procédés agronomiques, etc., comment nous devons aider, etc.

La manière d'aborder le sujet n'est pas celle qu'il faut. Elle est nuisible. Les phrases générales donnent la nausée à tout le monde. Elles *engendrent* le bureaucratisme et l'encouragent.

13. Le début du § IV est particulièrement peu réussi. C'est un article non populaire, et non des thèses pour un congrès.

Ensuite. « Directives en forme de décrets », voilà ce que propose l'auteur. C'est radicalement faux. Si le bureaucratisme nous étouffe, c'est justement parce que nous jouons encore aux « directives en forme de décrets ». L'auteur ne pouvait rien imaginer de pire ni de plus nuisible.

Ensuite. Dire au Congrès du P.C.R. qu' «il faut appliquer les décisions du IXe Congrès des Soviets », c'est archiscandaleux. Rédiger des thèses pour cela ! !

Tout le paragraphe est mauvais. Lieux communs. Phrases. Souhaits dont tout le monde a assez. Le « bureaucratisme communiste » *actuel*, c'est cela.

Au lieu de cela, il vaut mieux prendre les données de l'expérience *pratique*, fût-ce même pour un seul district, fût-ce même pour un seul canton, et les élaborer dans un esprit non pas académique mais *pratique* : apprenez, chers bureaucrates communistes, *à ne pas faire ceci* (concrètement, en donnant les exemples et les noms de lieux, en indiquant exactement les faits), *mais à faire cela* (de la même façon concrète).

Concernant la « coopération », ce défaut des thèses est particulièrement grave et nuisible ici, dans le § IV.

14. Dans le § V, les « ouvriers des sovkhozes » sont qualifiés de « cadres du prolétariat agricole ». C'est inexact. C'est de la « morgue communiste ». Le plus souvent, ce *ne* sont *pas* des prolétaires, mais des déclassés, des petits bourgeois et tout ce qu'on voudra. Il ne faut pas se bercer de contrevérités. C'est nuisible. C'est la source principale de notre bureaucratisme. Et cela agace *inutilement* les paysans et les offense. Pour l'instant, il serait plus intelligent de garder le silence sur les « cadres du prolétariat agricole » dans nos sovkhozes.

Il est dit plus loin avec raison que l'organisation de ce « prolétariat » (« très hétérogène et bigarré » : juste ! aussi ressemble-t-il plutôt à... quelque chose d'inconvenant qu'à des « cadres ») « est très difficile ».

Juste ! Et c'est pourquoi il ne faut pas dire des choses comme « la composition des sovkhozes doit être purgée des éléments petits-propriétaires », car cela provoquera le *rire* et un rire légitime (comme l'idée de purifier l'air vicié des isbas paysannes).

Mieux vaut garder le silence.

15. Au § VI (seulement !), on commence à aborder les tâches pratiques. Mais ce début lui-même est si faible, si peu fondé sur l'expérience pratique, qu'on est obligé de conclure (en modifiant la proposition indiquée ci-dessus au point 1):

> les thèses doivent être jugées inadéquates ;
> l'auteur, plus Ossinski, plus Téodorovitch, plus Iakovenko doivent être chargés d'organiser au Congrès une conférence des délégués qui travaillent à la campagne ;
> la conférence doit avoir pour thème non pas les « principes », etc., mais exclusivement *l'étude et l'appréciation de l'expérience pratique* :
> comment former les coopératives ?
> comment lutter contre les mauvais sovkhozes ? contre les mauvaises coopératives et collectivités ?

comment renforcer le *Vsérabotzemlès*[70] ?
(y placer l'auteur pour un travail *prolongé*).

Que le Comité central fixe pour tâche à cette conférence d'éviter la répétition des lieux communs et d'étudier en détail exclusivement l'expérience *pratique* locale (dans les districts, les cantons et les villages) ; s'il y en a peu (comme il est probable, car personne ne s'est donné la peine de la recueillir ; l'expérience non recueillie est très riche), il vaut mieux faire élire par le Congrès :

a) — une commission d'étude de cette expérience pratique ;
b) — la subordonner au Comité central ;
c) — y faire entrer le camarade Préobrajenski ;
d) — le faire entrer au *Vsérabotzemlès*...
e) — charger la commission de recueillir l'expérience, de la mettre au point et de rédiger (après une série d'articles) *une lettre du Comité central* (nouveau) sur l'organisation du travail à la campagne, indiquant obligatoirement de la façon la plus concrète *comment* former les coopératives, *comment* « limiter » les koulaks sans stopper l'essor des forces productives, *comment* le *Vsérabotzemlès* doit orienter son travail, *comment* il doit être renforcé etc., etc...

Préparer au nom du C.C. une résolution du Congrès comme ceci (à peu près) :

Les faits montrent, et la commission spéciale du Congrès le confirme, que le défaut principal du Parti en ce qui concerne le travail à la campagne est le manque d'étude de l'expérience pratique. C'est la racine de tous les maux et de tout le bureaucratisme. Le Congrès charge le C.C. de lutter contre cela au premier chef. Entre autres, avec l'aide d'une Commission, dont un membre (ou 2, 3) est affecté au *Vsérabotzemlès* pour y travailler *en permanence*.

La Commission doit publier des tracts et des brochures en étudiant l'expérience systématiquement, afin de donner des conseils et des ordres pour que l'on sache bien comment il faut faire le travail et comment il ne faut pas le faire.

16.III.1922 *Lénine*

Publié pour la première fois en 1925

Conforme au manuscrit

PROJET DE REPONSE A E. VANDERVELDE[n]

17 mars 1922

Aucun membre du gouvernement soviétique de la Russie n'a jamais douté que les représentants de la IIe Internationale aient toujours pratiqué, sans défaillance, la politique qu'ont également suivie, avec de faibles variations, les représentants du « Groupement socialiste de Vienne ». Nommément, ils ont pratiqué une politique d'alliance, à la fois directe et indirecte, avec les classes exploiteuses qui, dans tous les pays, persécutaient et tuaient les communistes ; les exemples en sont particulièrement nombreux et évidents en République démocratique allemande. On ne peut expliquer que par cette alliance et par l'affinité politique entre les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, qui ont soutenu en fait l'agression de Koltchak, de Dénikine, etc., contre la Russie, la confiance que certains milieux politiques de l'Europe occidentale manifestent actuellement à ces partis. En réalité, non seulement il n'y a pas eu de verdict dans l'affaire des socialistes-révolutionnaires dont vous parlez, mais le procès n'a même pas eu lieu et l'acte d'accusation n'a pas encore été remis aux accusés. En tout état de cause, j'estime de mon devoir d'ajouter que le gouvernement soviétique n'a pas rejeté les propositions pratiques, comme celle de l'échange des prisonniers de guerre ou de la libération de certaines catégories de prisonniers, quand de telles propositions émanaient du gouvernement Dénikine, lors de son agression déclarée contre la Russie des Soviets en vue du rétablissement du pouvoir des grands propriétaires fonciers.

Publié pour la première fois d'après une copie dactylographiée

PREFACE AU LIVRE DE I. STEPANOV : « L'ELECTRIFICATION DE LA R.S.F.S.R. EN FONCTION DE LA PHASE TRANSITOIRE DE L'ECONOMIE MONDIALE »

Je recommande de tout cœur l'ouvrage du camarade Stépanov à l'attention de tous les communistes.

L'auteur a su faire un exposé remarquable de questions très difficiles et très importantes. Il a fort bien agi en décidant d'écrire un livre non pas pour les intellectuels (comme c'est l'usage chez nous d'écrire les livres, à l'imitation des pires façons des écrivains bourgeois), mais pour les travailleurs, pour la vraie masse du peuple, pour les simples ouvriers et paysans. En annexe, il a joint un index bibliographique destiné à la fois à ceux pour qui il serait difficile de comprendre sans explications certains passages de son exposé, et à ceux qui veulent connaître les principaux ouvrages, russes et étrangers, sur cette question en général. Il faut signaler particulièrement le début du chapitre VI, où l'auteur fait un exposé excellent de la signification de la nouvelle politique économique, puis réfute très bien le scepticisme « léger » si répandu à propos de l'électrification; ce scepticisme recouvre habituellement l'absence d'une réflexion sérieuse sur ce sujet (à moins qu'il ne recouvre, ce qui arrive aussi parfois, la haine des gardes blancs, des s.-r. et des menchéviks contre toute édification soviétique en général).

Ce qui nous manque le plus pour un travail véritable

(et non bureaucratique et stérile) touchant l'instruction du peuple, ce sont justement des « manuels pour les écoles » (pour toutes, obligatoirement toutes les écoles), tels que celui-ci. Si tous nos auteurs marxistes, au lieu de perdre leur temps, dans les journaux et les revues, à un bavardage politique dont tout le monde est lassé, se mettaient à écrire de tels manuels sur toutes les questions sociales sans exception, nous ne verrions pas cette chose honteuse : quelque cinq ans après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, dans ses écoles et universités d'Etat *à lui*, au prolétariat, les vieux savants bourgeois instruisent la jeunesse, ou plutôt, la pervertissent, avec la vieille camelote bourgeoise.

Le VIIIe Congrès des Soviets a décidé que l'enseignement du plan d'électrification serait obligatoire dans tous les établissements scolaires de la R.S.F.S.R., tous sans exception[73]. Cette décision est restée lettre morte comme beaucoup d'autres, en raison de notre inculture, à nous bolchéviks. Maintenant, après la parution du véritable « manuel pour les écoles » du camarade Stépanov, il faut faire en sorte (et nous y arriverons !) que chaque bibliothèque de district (et par la suite chaque bibliothèque de canton) possède plusieurs exemplaires de ce « manuel » ; qu'auprès de chaque centrale électrique en Russie (et il y en a plus de 800) non seulement il y ait ce livre, mais encore qu'on organise obligatoirement des causeries populaires, accessibles à tous, sur l'électricité, l'électrification de la R.S.F.S.R. et la technique en général ; que chaque maître d'école, dans chaque école, lise et assimile ce « manuel » (pour y contribuer, on doit organiser dans chaque district un cercle ou un groupe d'ingénieurs et de professeurs de physique) et que non seulement il le lise, le comprenne et l'assimile lui-même, mais encore sache l'exposer sous une forme simple et compréhensible aux élèves et à la jeunesse paysanne en général.

Réaliser cela demandera pas mal de travail. Nous sommes des gens pauvres et incultes. Ce n'est pas grave, si seulement on comprend qu'il faut étudier. Si seulement on désire étudier. Si seulement on saisit clairement que l'ouvrier et le paysan ont besoin maintenant d'étudier non pas pour apporter des « avantages » et des profits aux grands

propriétaires fonciers et aux capitalistes, mais pour améliorer *leur propre* vie.

Or, tout cela nous l'avons. Et c'est pourquoi nous étudierons et deviendrons des gens instruits.

18.III.1922 *N. Lénine*

La « Pravda » n° 64, 21 mars 1922

Conforme au texte du livre de I. Stépanov : « L'électrification de la R.S.F.S.R en fonction de la phase transitoire de l'économie mondiale ». Moscou 1922, collationné sur le manuscrit

LETTRE A J. STALINE SUR LES FONCTIONS DES VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE ET DU CONSEIL DU TRAVAIL ET DE LA DEFENSE

21.III.1922

J'ai parlé avec Tsiouroupa et Rykov. J'espère que le travail marchera bien. Entre autres, une question concerne votre commissariat. La tâche principale de Tsiouroupa et de Rykov est (doit être maintenant) la vérification de l'exécution, le choix des cadres.

Il faut des adjoints. A lui seul, l'appareil du secrétariat du Conseil des Commissaires du Peuple est insuffisant, mais l'accroître n'est pas rationnel. J'ai exprimé l'idée qu'il faut utiliser à cet effet (l'aide directe à Tsiouroupa et à Rykov pour la vérification de l'exécution et la surveillance des *organismes subalternes* des commissariats) l'Inspection Ouvrière et Paysanne (« Rabkrin »). Je désire savoir si vous approuvez cette idée ; dans l'affirmative, il faut un accord écrit entre vous et les vice-présidents, et je voudrais prendre part à l'établissement de cet accord.

Objectif : prendre les meilleurs responsables du Rabkrin, choisis par Tsiouroupa et Rykov en accord avec vous, et en faire (des missions *pratiques* devant vous servir ainsi qu'aux deux vice-présidents pour les mettre à l'épreuve) des collaborateurs particulièrement et absolument sûrs,

capables d'effectuer rapidement et sans faute les tâches suivantes : a) *obtenir* l'exécution ; b) la vérifier ; c) vérifier la bonne mise au point de *l'appareil* dans tel ou tel Commissariat du Peuple, section, Soviet de Moscou ou de Pétrograd, etc. ; d) donner des instructions sur la *façon* d'organiser le travail.

Ces hommes sont tenus de rendre compte *personnellement* aux vice-présidents et à vous-même de la marche et de l'issue du travail. Il faut les sélectionner *très* lentement, de façon à n'en faire qu'après de nombreuses épreuves des inspecteurs et des instructeurs munis, pour ainsi dire, de « pouvoirs spéciaux » ; porter leur nombre, *progressivement*, à plusieurs dizaines. A leur tour, ils recruteront pour l'Inspection Ouvrière et Paysanne (*d'une façon effective*) des ouvriers et des paysans sans-parti.

Si vous êtes d'accord, envoyez une copie de ceci à Tsiouroupa et Rykov avec un mot de votre main. Si vous avez des objections, communiquez-les moi (et téléphonez) immédiatement. Je voudrais en parler dans mon rapport au Congrès.

Lénine

Publié pour la première fois le 21 janvier 1930 dans la « Pravda » n° 21

Conforme à la copie dactylographiée

POUR LE QUATRIEME ANNIVERSAIRE DE LA *BIEDNOTA*[73]

Je salue la rédaction de la *Biednota* à l'occasion du quatrième anniversaire du journal.

Pendant quatre ans, le journal a œuvré avec honneur et succès pour servir les intérêts de la paysannerie laborieuse. La guerre imposée aux peuples par les capitalistes et les propriétaires fonciers a tellement ruiné la Russie que la paysannerie laborieuse reste encore chez nous une paysannerie pauvre. Il faudra encore aux masses travailleuses de Russie beaucoup de travail, et de travail pénible, pour vaincre la famine et la misère, l'indigence et la ruine dues aux conséquences de la guerre.

Mais, cette tâche pénible, les paysans et les ouvriers de Russie l'accompliront et la mèneront à son terme, coûte que coûte. Dans cette œuvre, les ouvriers et les paysans seront soutenus et raffermis par la conviction de travailler maintenant pour eux-mêmes, pour améliorer leur propre vie, et non plus pour enrichir les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

L'alliance des ouvriers et des paysans, voilà ce que le pouvoir soviétique nous a donné. Voilà ce qui fait sa force. Voilà ce qui constitue le gage de nos succès et de notre victoire finale.

Cette alliance nous a donné la victoire sur Koltchak et Dénikine qui tentaient de rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers en Russie avec le soutien des troupes étrangères envoyées par les capitalistes.

A présent, les capitalistes étrangers sont obligés de conclure des accords commerciaux avec la Russie des Soviets. Ces accords nous aideront à acquérir les instruments et les machines agricoles, ainsi que les autres objets nécessaires au relèvement de l'exploitation paysanne ruinée.

Nous vivons actuellement le printemps le plus pénible, après une année de famine. Mais ne perdons pas courage. Si grands que soient les malheurs des ouvriers et des paysans, nous avons maintenant conquis le droit et la possibilité de travailler pour nous-mêmes, et non pas pour le grand propriétaire foncier. Et nous relèverons et ferons progresser l'économie ruinée.

N. Lénine

23.III. 1922

« Biednota » n° 1183, 26 mars 1922

Conforme au manuscrit

LETTRE A V. MOLOTOV SUR LE PLAN DU RAPPORT POLITIQUE POUR LE XIe CONGRES DU PARTI[74]

23.III.1922

Cam. Molotov,

Je vous prie de transmettre à la réunion plénière du C.C. :

1. Ma demande d'être dispensé, pour raisons de santé, de participer à la réunion plénière (je ne serai pas en mesure et d'assister aux séances et de faire le rapport au Congrès).

2. Si ma présence à la réunion plénière est indispensable pour des explications concernant le plan de rapport ci-dessous, je peux certainement me présenter, et je le ferai deux à trois heures après avoir été convoqué.

3. Le plan du rapport politique du C.C. au Congrès, tel que je l'envisage :

Pour l'essentiel, répétition, et sur certains points développement de ce qui a été dit dans le discours au congrès des métallurgistes, le 6.III. 1922. Très brièvement sur Gênes. Un peu plus en détail sur la *N E P* et la notion de « capitalisme d'Etat ».

Arrêt du recul (économique) et objectif du regroupement des forces. Avertissement que nous donne la bourgeoisie en déclarant, par la bouche de l'homme de la *Sména Viekh* Oustrialov, que

la *N E P* n'est pas une « tactique », mais une « évolution » du bolchévisme.

Ce qui nous manque surtout : la culture, l'aptitude à administrer. Illustrer cela par quelques exemples. Sur les plans économique et politique, la *N E P* nous assure entièrement la possibilité de poser les fondations de l'économie socialiste. Tout dépend « uniquement » des forces culturelles du prolétariat et de son avant-garde.

Ce que notre révolution a conquis définitivement, et les tâches qu'elle n'a pas achevées.

Possibilité d'une intervention. Danger de crise financière. Tirer profit de la « pause » : reporter le centre de gravité de l'activité sur le choix des cadres et la vérification de l'exécution réelle.

L'abîme entre la grandeur des tâches entreprises et la misère à la fois matérielle et culturelle.

En complément au rapport, signaler le rôle des deux vice-présidents : du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense ; ma correspondance à ce sujet avec A. Tsiouroupa depuis la fin janvier 1922 ; les modalités que nous élaborons actuellement à trois (avec Rykov) pour une organisation nouvelle du travail, avec une vérification maximum de l'exécution.

Décharger le Conseil des Commissaires du Peuple des tâches secondaires ; délimiter plus nettement ses fonctions de celles du Conseil du Travail et de la Défense et du Petit Conseil des Commissaires du Peuple [75]. Relever l'autorité du Conseil des Commissaires du Peuple en y faisant participer les camarades dirigeants, les commissaires du peuple, et pas seulement leurs adjoints.

A ce propos, et conformément aux demandes verbales réitérées du camarade Kalinine, ainsi qu'à la communication écrite ci-jointe du camarade Enoukidzé, proposer au Congrès, au nom

du C.C., d'approuver à la fois le plan exposé ci-dessus et la convocation du C.E.C. de Russie pour des sessions plus longues, en vue de mettre au point les questions fondamentales de la législation et de contrôler systématiquement les activités des Commissariats du Peuple et du Conseil des Commissaires du Peuple.

Enfin, il est indispensable de délimiter d'une façon beaucoup plus précise les fonctions du Parti (et de son C.C.) et du pouvoir des Soviets ; accroître la responsabilité et l'indépendance des cadres des Soviets et des institutions soviétiques, en réservant au Parti la direction générale de l'activité de tous les organismes de l'Etat réunis, sans l'ingérence actuelle trop fréquente, irrégulière et souvent mesquine.

Mettre au point un projet de résolution en ce sens à faire ratifier par le Congrès du Parti.

4. Je prie la réunion plénière du C.C. de désigner un rapporteur supplémentaire du C.C., car mon rapport est trop général ; de plus, je ne suis pas absolument sûr de pouvoir le faire et, surtout, je retarde de plusieurs mois sur le travail courant du Bureau politique.

Salutations communistes.

Lénine

Publié pour la première fois le 30 août 1928 dans la « Pravda » n° 201

Conforme au manuscrit

A PROPOS DES CONDITIONS D'ADMISSION DES NOUVEAUX MEMBRES AU PARTI

LETTRES A V. MOLOTOV

1

Au camarade Molotov

Je vous prie de soumettre la proposition suivante à la réunion plénière du C.C. :

J'estime extrêmement important d'allonger le stage d'admission des nouveaux membres au Parti. Zinoviev propose de fixer le stage à six mois pour les ouvriers et un an pour les autres. Je propose de laisser six mois uniquement pour les ouvriers qui ont travaillé effectivement dans de grandes entreprises industrielles pendant 10 ans au moins. Fixer le stage à un an et demi pour les autres ouvriers, à 2 ans pour les paysans et les soldats rouges et à 3 ans pour tous les autres. Des exceptions sont admises avec l'autorisation conjointe du C.C. et de la Commission centrale de contrôle.

Je trouve extrêmement dangereux de garder les délais courts proposés par Zinoviev. Il est incontestable que l'on considère constamment chez nous comme ouvriers des personnes qui n'ont pas suivi la moindre école sérieuse, au sens de la grande industrie. On voit bien souvent tomber dans la catégorie des ouvriers les petits bourgeois les plus authentiques, qui se sont transformés en ouvriers occasionnellement et pour un temps très bref. Tous les gardes blancs in-

telligents tiennent compte très nettement du fait que le caractère soi-disant prolétarien de notre Parti ne le garantit nullement, en effet, contre une prédominance éventuelle, et ce, dans les délais les plus rapides, des éléments petits-propriétaires. Etant donné la négligence et le manque d'esprit systématique qui règnent chez nous dans le travail, la brièveté du stage peut signifier pratiquement l'absence la plus complète de toute vérification sérieuse pour savoir si les candidats sont réellement des communistes tant soit peu éprouvés. Si nous avons 300 000 à 400 000 membres du Parti, ce chiffre lui-même est excessif, car tout porte à croire que le niveau de préparation des membres actuels du Parti est insuffisant. C'est pourquoi j'insiste expressément sur la nécessité d'allonger la durée du stage, puis de charger le Bureau d'organisation de mettre au point et d'appliquer strictement des règles qui feraient effectivement du stage une épreuve très sérieuse, et non pas une pure formalité.

Je pense que cette question doit être discutée au Congrès avec un soin particulier.

Lénine

24.III.1922

2

Au camarade Molotov
avec prière de transmettre pour lecture à tous les membres du C.C. avant que la question des conditions d'admission des nouveaux membres au Parti ne soit posée au Congrès

Après avoir lu le texte de la décision de la réunion plénière du 25. III. sur la question de la durée du stage d'admission des nouveaux membres au Parti, je voudrais contester le bien-fondé de cette décision au Congrès. Mais, craignant de ne pas pouvoir intervenir au Congrès, je demande qu'on prenne connaissance des considérations que voici.

Il n'est pas douteux qu'à l'heure actuelle notre Parti est insuffisamment prolétarien dans sa composition. Je pense que personne ne peut le nier, et un simple regard sur la statistique confirmera cette thèse. Depuis la guerre, les effectifs des ouvriers de fabrique et d'usine en Russie sont devenus beaucoup moins prolétariens qu'auparavant, car durant la guerre ceux qui voulaient échapper au service militaire sont entrés en usine. C'est un fait connu de tous. D'autre part, il est également certain que notre Parti est aujourd'hui moins éduqué politiquement, en général et en moyenne (si l'on prend le niveau de l'immense majorité de ses membres), qu'il ne le faudrait pour une direction effectivement prolétarienne à un moment aussi difficile, surtout étant donné l'énorme prédominance de la paysannerie qui s'éveille rapidement à une politique de classe indé-

pendante. Ensuite, il faut prendre en considération le fait que la tentation d'entrer dans un parti gouvernemental est à présent extrêmement grande. Il suffit de se souvenir de toutes les publications de la *Smiéna Viekh* pour comprendre combien est éloigné de tout ce qui est prolétarien le public qui se passionne actuellement pour les succès politiques des bolchéviks. Si la conférence de Gênes nous procure un nouveau succès politique, l'afflux vers le Parti des éléments petits-bourgeois et ouvertement hostiles à tout ce qui est prolétarien s'accroîtra dans des proportions énormes. Le stage de six mois pour les ouvriers ne peut en aucun cas stopper cette poussée, car il n'y a rien de plus facile que de monter de toutes pièces un stage aussi bref, d'autant plus que pour de très nombreux intellectuels et semi-intellectuels, se faire ouvriers ne présente dans nos conditions absolument pas de difficultés. De tout ceci, je tire une conclusion que vient encore corroborer à mes yeux le fait que les gardes blancs tiennent compte délibérément de la composition non prolétarienne de notre Parti ; cette conclusion, c'est que nous devons allonger notablement la durée du stage d'admission, et si on laisse six mois pour les ouvriers, il est absolument nécessaire, pour ne pas duper les autres ni soi-même, de définir la notion d'« ouvrier » de telle sorte qu'elle comprenne uniquement ceux qui effectivement, de par leurs conditions de vie, ont dû assimiler la mentalité prolétarienne. Or, cela n'est possible qu'en travaillant de nombreuses années en fabrique, sans autre raison que celles imposées par les conditions d'existence économique et sociale.

Si l'on ne ferme pas les yeux devant la réalité, il faut reconnaître qu'actuellement la politique prolétarienne du Parti est déterminée non pas par ses effectifs, mais par l'autorité immense et sans partage de cette couche très mince que l'on peut appeler la vieille garde du Parti. Il suffit d'une faible lutte intestine au sein de cette couche pour que son autorité soit, sinon ruinée, du moins affaiblie, au point que la décision ne dépendra plus d'elle.

C'est pourquoi il est nécessaire : 1) d'accroître la durée de tous les stages d'admission ; 2) de définir d'une façon particulièrement détaillée en quoi doit consister réellement le stage d'admission, quelles doivent être les conditions con-

crètes et pratiques de la vérification attestant que le stage est réellement effectué et n'est pas une pure formalité ; 3) il importe d'assurer une majorité de membres qualifiés dans les institutions qui règlent la question de l'admission des nouveaux membres au Parti ; 4) il est nécessaire de subordonner cette admission à des décisions non seulement des comités provinciaux, mais aussi des commissions de contrôle ; 5) il faut encore mettre au point certaines mesures en vue de permettre au Parti de se débarrasser plus facilement de ceux de ses membres qui ne sont nullement des communistes appliquant en toute conscience la politique du prolétariat. Je ne propose pas une nouvelle épuration générale du Parti, car je pense que c'est maintenant irréalisable sur le plan pratique, mais trouver certains moyens pour épurer en fait le Parti, c'est-à-dire réduire ses effectifs, est indispensable, et je suis sûr qu'en y réfléchissant on peut trouver un certain nombre de mesures adéquates.

Si possible, je demanderais aux membres du C.C. qui prendront connaissance de ces considérations de me répondre ne serait-ce que par un bref message téléphonique adressé à l'une des secrétaires du Conseil des Commissaires du Peuple.

Lénine

26.III.1922

Publié pour la première fois en décembre 1925

Dicté par téléphone. Conforme à la copie dactylographiée

XI^e CONGRÈS DU P.C.(b)R.[76]

27 MARS—2 AVRIL 1922

Publié en 1922 dans le recueil « Le onzième Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie. Compte rendu sténographique ». Moscou, Section des éditions du C.C. du P.C.R.

Conforme au texte du recueil collationné sur le compte rendu sténographique et au manuscrit pour le discours de clôture

1

DISCOURS D'OUVERTURE DU CONGRES LE 27 MARS

Camarades, au nom du Comité central du Parti, je déclare ouvert le XIe Congrès du P.C.R.

Camarades, vous vous êtes réunis à ce Congrès pour la première fois après une année entière durant laquelle l'intervention et les assauts des Etats capitalistes, du moins sous leur forme la plus directe, ne nous ont pas inquiétés. C'est la première année où nous avons la possibilité de consacrer nos forces aux tâches véritables, principales, fondamentales de l'édification socialiste.

A cet égard, il est incontestable que nous n'avons fait que les premiers pas. Mais je suis sûr que si nous jugeons ce que nous avons fait avec le sang-froid qui convient et si nous ne craignons pas de regarder la réalité bien en face, cette réalité qui n'est pas toujours agréable et qui, parfois, est tout à fait désagréable, nous surmonterons à coup sûr toutes les difficultés que nous voyons seulement maintenant se dessiner devant nous dans toute leur ampleur.

Les calamités qui se sont abattues sur nous durant cette année furent encore plus cruelles, peut-être, que les années précédentes.

On aurait dit que toutes les conséquences de la guerre impérialiste et de la guerre qui nous a été imposée par les capitalistes s'étaient rassemblées pour s'abattre sur nous sous la forme de la famine et de la ruine la plus effroyable. Nous n'avons pas encore, loin de là, vaincu ces

maux. Et personne d'entre nous n'envisage qu'il soit possible de les surmonter rapidement.

Mais si nous conservons et renforçons l'unité de notre Parti, si nous sortons des difficultés internationales avec autant de succès que nous l'avons fait jusqu'à présent, si nous tendons toutes nos forces en vue de remplir les tâches qui découlent aujourd'hui avec une nécessité absolue des conditions actuelles, alors nul doute que nous viendrons à bout de tous ces obstacles.

Dans le monde entier, le mouvement communiste grandit, sinon aussi rapidement, il s'en faut de beaucoup, que l'attendaient ceux d'entre nous qui le mesuraient au rythme du temps de guerre et d'après-guerre, du moins sur une base solide, inébranlable, en largeur et en profondeur. Et si nous savons, en coopérant avec les partis communistes qui existent désormais, à très peu d'exceptions près, dans tous les pays du monde, si nous savons apprécier avec sang-froid notre situation et si nous ne craignons pas de reconnaître nos erreurs, nous sortirons vainqueurs de toutes ces difficultés.

2

RAPPORT POLITIQUE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) DE RUSSIE LE 27 MARS

(Applaudissements.) Camarades, permettez-moi de commencer le rapport politique du Comité central, non par le début de l'année mais par la fin. A l'heure actuelle, la question politique la plus brûlante est celle de Gênes. Mais comme notre presse en a déjà beaucoup parlé, et que dans mon discours du 6 mars, qui a été publié, j'ai eu l'occasion d'exposer l'essentiel sur ce point, si vous n'insistez pas sur des explications complémentaires, je vous demanderais la permission de ne pas entrer dans les détails.

En somme, vous êtes tous au courant de la question de Gênes, puisque la presse lui a consacré beaucoup de place, et même, à mon sens, beaucoup trop de place au détriment des nécessités réelles, pratiques et immédiates de notre œuvre d'édification en général, et de notre construction économique en particulier. En Europe, cela se conçoit, dans tous les pays bourgeois, on aime beaucoup amuser ou bourrer les cerveaux de caquetages de toute sorte au sujet de la conférence de Gênes. Et cette fois-ci (à vrai dire ce n'est pas la seule), nous les imitons, et nous les imitons beaucoup trop.

Je dois vous dire qu'au Comité central, nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour former une délégation de nos meilleurs diplomates (aujourd'hui, nous possédons bon nombre de diplomates soviétiques, ce qui n'é-

tait pas le cas dans les premiers temps de la République des Soviets). Nous avons élaboré au Comité central des directives suffisamment détaillées pour nos diplomates à Gênes ; ces directives ont été mises au point longuement, discutées à plusieurs reprises, et puis examinées à nouveau. Il s'agit ici, cela va de soi, d'une question je ne dirais pas militaire, parce que ce mot provoquerait des interprétations fausses, mais, en tout état de cause, d'une question de compétition. Dans le camp bourgeois, il existe un courant extrêmement fort, beaucoup plus puissant que tous les autres, qui tend à faire échouer la conférence de Gênes. Il est d'autres courants qui veulent à tout prix défendre la conférence de Gênes, obtenir qu'elle se réunisse. Ce sont ces derniers qui, aujourd'hui, ont pris le dessus. Il existe enfin dans le camp de tous les pays bourgeois, une tendance que l'on pourrait appeler pacifiste, et où l'on pourrait ranger toute la IIe Internationale et l'Internationale II$^1/_2$. C'est le camp de la bourgeoisie qui essaie de défendre une série de propositions pacifistes et de tracer en quelque sorte une politique de pacifisme. Nous, communistes, nous avons là-dessus une opinion précise qu'il serait tout à fait superflu d'exposer ici. Bien entendu, nous allons à Gênes non en communistes mais en marchands. Nous avons besoin de faire du commerce, eux de même. Nous désirons faire du commerce à notre avantage à nous ; ils désirent le faire à leur avantage à eux. Quel tour prendra la lutte ? Cela dépendra, dans une faible mesure il est vrai, de l'habileté de nos diplomates.

On comprend que nous rendant à Gênes en qualité de marchands, nous ne pouvons être indifférents à la question de savoir si nous aurons affaire aux représentants du camp bourgeois qui penchent pour une solution militaire du problème, ou bien à ceux d'entre eux qui penchent pour le pacifisme, fût-il le plus chétif et, du point de vue communiste, ne résistant pas même à une ombre de critique. Bien mauvais serait le marchand qui ne prendrait pas cette différence en considération et ne saurait adapter sa tactique à la situation pour obtenir des résultats pratiques.

Nous allons à Gênes avec un objectif pratique : élargir le commerce et créer des conditions qui favoriseraient son développement le plus vaste et le plus efficace. Mais

nous ne garantissons pas du tout le succès de la conférence de Gênes. Prétendre le garantir serait ridicule et absurde. Je crois cependant qu'en appréciant avec la plus grande lucidité et avec la plus grande circonspection les possibilités qu'offre aujourd'hui la conférence de Gênes, il ne sera pas exagéré de dire que nous atteindrons notre but.

Par le canal de la conférence de Gênes, si nos interlocuteurs sont assez raisonnables et pas trop têtus ; en marge de la conférence, s'ils s'avisent de s'obstiner. Mais nous atteindrons notre but !

Car les intérêts les plus pressants, les plus essentiels, les plus pratiques de tous les pays capitalistes, intérêts qui se sont nettement manifestés en ces dernières années, exigent que le commerce avec la Russie soit développé, réglementé et étendu. Et dès l'instant où ces intérêts sont en jeu, on peut discuter, on peut disputer, on peut se séparer sur telle ou telle combinaison, — il est même fort probable que nous aurons à nous séparer, — mais finalement cette nécessité économique essentielle se frayera elle-même un chemin. Et je pense que nous pouvons être tranquilles là-dessus. Je ne garantis pas le délai, je ne garantis pas la réussite, mais devant cette assemblée, on peut dire avec assez de certitude que les relations commerciales régulières entre la République des Soviets et le monde capitaliste continueront nécessairement à se développer. Des à-coups pourront se produire, — j'en parlerai en son lieu et place dans mon rapport, — mais je pense que pour la question de Gênes, nous pouvons nous en tenir là.

Il va sans dire que les camarades qui désireraient étudier la question en détail et qui ne se contenteraient pas de la liste des membres de la délégation publiée dans les journaux auront la faculté de nommer une commission ou une section, en vue d'étudier toute la documentation dont dispose le Comité central, la correspondance, les directives. Bien entendu, nous avons arrêté les détails a priori, puisque jusqu'ici nous ne savons pas exactement qui siégera à Gênes ni quelles conditions ou conditions préalables, ou réserves seront formulées. Les examiner toutes ici serait parfaitement inutile, et, je crois même, pratiquement impossible. Je le répète : le Congrès a pleine et entière possibilité de réunir, par l'intermédiaire d'une commission ou

d'une section, tous les documents relatifs à cette question, tant ceux qui ont été publiés que ceux dont dispose le Comité central.

Je me bornerai donc à ce que j'ai dit, car j'ai la certitude que nos plus grandes difficultés ne sont pas là. Ce n'est pas sur ce point que tout le Parti doit porter principalement son attention. La presse bourgeoise européenne grossit et exagère artificiellement et à dessein la portée de cette conférence, trompant ainsi les masses laborieuses (ainsi font toujours les neuf dixièmes de la presse bourgeoise dans tous ces pays et républiques libres et démocratiques). Nous nous sommes laissés un peu influencer par cette presse. Comme toujours, nos journaux se laissent encore influencer par les anciennes coutumes bourgeoises ; ils ne veulent pas adopter les nouvelles méthodes socialistes, et c'est ainsi que nous avons fait du bruit plus que la chose n'en valait la peine. Au fond, Gênes n'offre pas de grandes difficultés pour les communistes, surtout pour ceux qui, comme nous, ont vécu les dures années à partir de 1917, qui ont connu les graves combinaisons politiques intervenues depuis cette époque. Je n'ai pas souvenance que cette question ait soulevé quelques désaccords ou discussions au sein du Comité central ni dans notre Parti. Et c'est naturel, car il n'y a là rien de litigieux du point de vue des communistes, même en tenant compte des différentes nuances qui existent parmi eux. Je le répète : nous allons à Gênes en tant que marchands, pour obtenir les conditions les plus avantageuses au développement du commerce, qui a déjà commencé, qui se poursuit et qui, si même on réussissait à l'interrompre par la force pour tel ou tel délai, reprendrait nécessairement de plus belle après cette interruption.

Voilà pourquoi je m'en tiendrai, en ce qui concerne Gênes, à ces brèves indications. Et je passe aux questions qui, à mes yeux, sont les questions politiques essentielles de l'année écoulée et de l'année à venir. Il me semble (ou du moins telle est ma façon de voir) que le rapport politique du Comité central ne doit pas exposer simplement les événements de l'année écoulée, mais les leçons politiques fondamentales, majeures, qui se dégagent de ces événements, afin que nous puissions établir correctement notre

politique pour l'année prochaine, et tirer profit de l'année écoulée.

La question principale est évidemment la nouvelle politique économique. Cette année s'est écoulée tout entière sous ce signe. S'il est vrai qu'en cette année nous avons à enregistrer une conquête importante, sérieuse, inaliénable (pour ma part, je n'en suis pas encore très sûr), cela ne peut être que celle-ci : nous avons tiré quelques enseignements des principes de la nouvelle politique économique. En effet, au cours de cette année, nous avons beaucoup appris dans ce domaine. Quant à la question de savoir si nous nous sommes réellement instruits, et dans quelle mesure, la chose sera probablement vérifiée par les événements à venir qui dépendront fort peu de notre volonté, comme par exemple la crise financière imminente. L'essentiel, ce me semble, dans la nouvelle politique économique, et que nous devons mettre à la base de tous nos jugements, afin de tenir compte de l'expérience acquise au cours de cette année, afin d'en tirer des enseignements pratiques pour l'année prochaine, ce sont les trois points suivants :

Tout d'abord, la nouvelle politique économique a pour nous ceci d'important qu'elle permet de vérifier si nous réalisons effectivement l'alliance avec l'économie paysanne. Au stade précédent de notre révolution, alors que toute l'attention et toutes les forces étaient surtout attirées ou presque entièrement absorbées par la lutte contre l'envahisseur, nous ne pouvions nous occuper sérieusement de cette alliance, nous avions autre chose à faire. Nous pouvions et nous devions jusqu'à un certain point négliger cette alliance, puisqu'une autre tâche, d'une urgence absolue, s'imposait directement à nous : écarter le danger d'être immédiatement étranglés par les forces gigantesques de l'impérialisme mondial.

Le tournant vers la nouvelle politique économique a été décidé au dernier Congrès avec une unanimité exceptionnelle, plus grande même que pour les autres questions tranchées dans notre Parti (qui, il faut le reconnaître, se distingue en général par sa grande unanimité). Cette unanimité a montré qu'il était devenu absolument nécessaire d'adopter une nouvelle méthode dans l'économie socialiste. Des gens dont les opinions divergeaient sur bien des questions, des

gens qui jugeaient la situation de points de vue différents, sont arrivés sans hésiter, unanimement et très vite, à cette conclusion que nous n'avions pas de vraie méthode en ce qui concerne l'économie socialiste, la mise en place des assises de cette économie ; et que le seul moyen d'arriver à la bonne méthode, c'était la nouvelle politique économique. Par suite de l'évolution des événements militaires, par suite de l'évolution des événements politiques, par suite de l'évolution du capitalisme dans le vieil Occident civilisé et de l'évolution des facteurs politiques et sociaux dans les colonies, il nous a fallu, les premiers, faire une brèche dans le vieux monde bourgeois, et cela au moment où notre pays était, économiquement, un des plus arriérés, sinon le plus arriéré. L'immense majorité des exploitations paysannes de notre pays sont de petites exploitations individuelles. L'exécution de ceux des points de notre programme communiste que nous pouvions réaliser tout de suite, s'est effectuée dans une certaine mesure, en marge de ce qui se passait dans la grande masse paysanne, sur laquelle nous avions fait peser de très lourdes charges, en les justifiant par cet argument que la guerre, à cet égard, n'autorisait aucune hésitation. Cet argument, considéré dans son ensemble, a été accepté par la paysannerie, nonobstant les fautes que nous n'avions pu éviter. Les paysans, dans leur masse, ont vu et compris que les charges immenses qu'on leur imposait étaient nécessaires pour sauvegarder le pouvoir ouvrier et paysan contre les grands propriétaires fonciers, pour ne pas être étouffés par l'invasion capitaliste qui menaçait de reprendre toutes les conquêtes de la révolution. Mais entre l'économie que nous bâtissions dans les fabriques, les usines, nationalisées ou socialisées, dans les sovkhozes, d'une part, et l'économie paysanne de l'autre, il n'existait pas d'alliance.

Nous nous en sommes nettement rendu compte au dernier congrès du Parti, si nettement qu'il n'y a eu aucune hésitation au sein du Parti sur la nécessité de la nouvelle politique économique.

Il est plaisant d'observer, dans les innombrables feuilles des divers partis russes à l'étranger, la façon dont on juge notre décision. Ces opinions ne diffèrent que très peu : vivant des choses du passé, ces gens-là continuent aujour-

d'hui encore à prétendre que les communistes de gauche [77] sont jusqu'à ce jour contre la nouvelle politique économique. Se rappelant en 1921 ce qui s'était passé en 1918, et que les communistes de gauche ont eux-mêmes oublié, ils mâchent et remâchent ces faits, en assurant que les bolchéviks sont, comme on sait, des gens perfides et hypocrites ; qu'ils dissimulent à l'Europe les désaccords existant entre eux sur ce point. Quand on lit ces choses, on se dit : laissons-les se fourvoyer. Si ce sont là les idées qu'ils se font de ce qui se passe chez nous, elles nous permettent de juger du degré de conscience de ces vieilles personnes, soi-disant très instruites, et qui sont parties pour l'étranger. Nous savons qu'il n'y a eu entre nous aucune espèce de désaccord, parce que la nécessité pratique d'adopter une méthode nouvelle en vue de poser les fondations de l'économie socialiste était évidente pour tous.

Nous n'avions pas d'alliance entre l'économie paysanne et la nouvelle économie que nous nous efforcions de créer. Existe-t-elle aujourd'hui ? Pas encore. Nous y arrivons seulement. Toute la raison d'être de la nouvelle politique économique, que souvent encore notre presse continue de chercher partout, excepté là où elle se trouve, toute sa raison d'être réside en ceci et en ceci seulement : établir une alliance avec la nouvelle économie que nous sommes en train de créer au prix d'un immense effort. C'est ce qui fait notre mérite ; sans cela nous ne serions pas des communistes révolutionnaires.

La nouvelle économie, nous avons entrepris de l'édifier en usant de méthodes tout à fait nouvelles, en rompant avec le passé. Et si nous n'avions pas commencé à l'édifier, nous aurions été battus dès les premiers mois, dès les premières années, battus à plate couture. Mais cela ne veut point dire que si nous avons abordé cette tâche avec une hardiesse aussi absolue, nous nous obstinerons à continuer ainsi. Qu'est-ce qui le prouve ? Rien ne le prouve.

Nous avons dit dès le début qu'il nous fallait entreprendre une œuvre toute nouvelle, sans précédent. Et que si les camarades ouvriers des pays plus avancés au point de vue capitaliste ne venaient pas rapidement à notre aide, notre tâche serait incroyablement difficile, nous commettrions certainement une série d'erreurs. L'essentiel est

de savoir considérer avec lucidité les erreurs commises, et tout refaire depuis le commencement. S'il nous arrive de tout refaire depuis le commencement, voire plusieurs fois, ce sera la preuve que nous sommes exempts de préjugés, que nous considérons d'un œil lucide notre tâche, la plus grande que le monde ait jamais connue.

Aujourd'hui, l'essentiel dans la nouvelle politique économique est de bien nous assimiler l'expérience de l'année écoulée. Il faut le faire, et nous le voulons. Or, si nous voulons y arriver coûte que coûte (nous le voulons, et nous y arriverons !), on ne doit pas oublier que la nouvelle politique économique a pour tâche, — tâche majeure, décisive et commandant toutes les autres, — d'établir une alliance entre la nouvelle économie que nous avons commencé d'édifier (très mal, très maladroitement, mais commencé cependant, sur la base d'une économie toute nouvelle, socialiste, d'une nouvelle production, d'une nouvelle répartition) et l'économie paysanne, pratiquée par des millions et des millions de paysans.

Cette alliance n'existait pas, et nous devons, avant tout, la créer. Tout doit être subordonné à cet objectif. Il nous faut encore établir dans quelle mesure la nouvelle politique économique a réussi à créer cette alliance, et ne pas détruire ce que nous avons commencé, maladroitement, à édifier.

Nous bâtissons notre économie en liaison avec la paysannerie. Nous aurons à la remanier maintes fois pour arriver à établir une alliance entre notre travail socialiste dans le domaine de la grosse industrie et de l'agriculture, et le travail de chaque paysan, travail dont il s'acquitte comme il peut, en luttant contre la misère et sans finasser (le moyen de finasser quand il lui faut se tirer d'affaire, échapper au danger immédiat de mourir dans les affres de la faim ?).

Il faut montrer cette alliance, afin qu'on la voie clairement, afin que le peuple tout entier la voie, afin que toute la masse paysanne voie qu'il existe une liaison entre sa vie pénible d'aujourd'hui, vie incroyablement désorganisée, incroyablement misérable, douloureuse, et le travail qui se fait au nom des lointains idéaux socialistes. On doit faire en sorte que le simple travailleur, le travailleur du rang, comprenne que sa situation a été quelque peu améliorée,

et qu'il a obtenu cette amélioration autrement que ne l'obtenaient les paysans peu nombreux à l'époque où le pouvoir appartenait aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, où chaque amélioration (car il y a eu des améliorations incontestables et même très importantes) impliquait des humiliations, des brimades, des vexations infligées au moujik, des violences exercées contre la masse, et qu'aucun paysan de Russie n'a oubliées et n'oubliera pendant des dizaines d'années. Notre but, c'est de rétablir l'alliance, c'est de prouver au paysan par nos actes que nous commençons par ce qui lui est compréhensible, familier et accessible aujourd'hui, en dépit de toute sa misère, et non par quelque chose de lointain, de fantastique, du point de vue du paysan ; c'est de prouver que nous savons l'aider ; que dans cette situation pénible pour le petit paysan ruiné, plongé dans la misère et torturé par la faim, les communistes lui apportent un secours réel et immédiat. Ou bien nous le prouverons, ou bien il nous enverra promener à tous les diables. Cela est absolument certain.

Voilà la raison d'être de la nouvelle politique économique, voilà ce qui fait la base de toute notre politique. Là est l'enseignement essentiel qui se dégage de l'application de la nouvelle politique économique au cours de l'année écoulée et pour ainsi dire notre principale règle politique pour l'année qui vient. Le paysan nous fait crédit et, bien entendu, après ce qu'il a vécu, il ne peut pas ne pas nous faire crédit. Le paysan, dans sa masse, acquiesce : « Si vous ne savez pas y faire, nous attendrons ; peut-être finirez-vous par apprendre. » Mais ce crédit ne peut pas être illimité.

Il ne faut pas l'oublier et, bien qu'ayant reçu du crédit, nous devons nous dépêcher. On ne doit pas oublier que le moment approche où les paysans de notre pays cesseront de nous faire crédit, où ils demanderont, pour employer la terminologie commerciale, à être payés comptant. « Tout de même, après tant de mois et tant d'années de délai, vous avez acquis aujourd'hui, chers gouvernants, le moyen le plus sûr, le plus efficace, de nous aider pour nous tirer du besoin, de la misère, de la faim et de la ruine. Vous savez le faire, vous l'avez prouvé. » Voilà l'examen qu'il nous faudra subir inévitablement, et c'est lui, cet examen, qui

décidera de tout en dernière analyse : et du sort de la NEP et des destinées du régime communiste en Russie.

Saurons-nous achever notre tâche immédiate, oui ou non ? Et cette NEP, servira-t-elle, oui ou non, à quelque chose? Si la retraite est justifiée, une fois que nous avons reculé, allions-nous à la masse paysanne, et toujours avec elle, avançons, cent fois plus lentement, mais en revanche d'un pas ferme, irrésistible, afin qu'elle voie sans cesse que tout de même nous progressons. Alors notre œuvre sera absolument invincible, aucune force au monde ne pourra triompher de nous. Jusqu'à présent, au bout de la première année, nous n'y sommes pas encore parvenus. Il faut le dire franchement. Et j'ai la conviction profonde (notre nouvelle politique économique permet de tirer net et ferme cette conclusion) que si nous comprenons l'immense danger que comporte la NEP, si nous orientons toutes nos forces vers les points faibles, nous saurons nous acquitter de cette tâche.

Il faut nous allier à la masse paysanne, aux simples paysans travailleurs, et avancer beaucoup moins vite, infiniment plus lentement que nous ne l'avions rêvé mais, en revanche, de telle sorte que réellement toute la masse avancera avec nous. Et alors il arrivera un moment où ce mouvement marquera une accélération comme nous ne pouvons pas même la rêver aujourd'hui. C'est, selon moi, la première leçon politique essentielle qui se dégage de la nouvelle politique économique.

La deuxième leçon, de caractère plus particulier, c'est la mise à l'épreuve des entreprises d'Etat et des entreprises capitalistes par le moyen de la compétition. Nous fondons aujourd'hui des sociétés mixtes, — j'en dirai quelques mots tout à l'heure, — qui, comme du reste tout notre commerce d'Etat et toute notre nouvelle politique économique, sont une application par nous, communistes, des procédés commerciaux, des procédés capitalistes. Elles présentent encore ceci d'intéressant qu'elles créent une compétition pratique entre les procédés capitalistes et nos procédés à nous. Comparez pratiquement. Jusqu'ici nous avons rédigé un programme et fait des promesses. La chose était absolument nécessaire en son temps. Sans programme et sans promesses, on ne peut pas préconiser la révolution mondiale.

Et si les gardes blancs, menchéviks y compris, nous le reprochent avec véhémence, c'est la preuve que les menchéviks et les socialistes de la II[e] Internationale et de l'Internationale II 1/2 n'ont aucune idée de la façon dont se déroule en général la révolution. Nous ne pouvions commencer autrement.

Mais aujourd'hui la situation est telle que nous devons procéder à la vérification sérieuse de notre travail, pas celle qu'exercent les institutions de contrôle fondées par les communistes eux-mêmes, même si ces institutions, qui existent dans notre système soviétique, comme dans l'appareil du Parti, étaient excellentes, voire idéales. Ce n'est pas de cette vérification-là que nous avons besoin ; ce qu'il nous faut, c'est une vérification sous l'angle de l'économie à l'échelle des masses.

Le capitaliste savait approvisionner la population. Il le faisait mal, en voleur, il nous humiliait, il nous pillait. C'est ce que savent les simples ouvriers et paysans qui ne raisonnent pas sur le communisme parce qu'ils ignorent ce que c'est.

« Mais les capitalistes savaient tout de même approvisionner la population. Et vous, le savez-vous ? Non. » Car ce sont bien ces voix-là qui, au printemps de l'année dernière, se sont fait entendre, pas toujours distinctement, mais qui n'en formaient pas moins le fond de la crise du printemps dernier. « Vous êtes, certes, de très braves gens, mais la tâche que vous avez entreprise, la tâche économique, vous ne savez pas l'accomplir. » Voilà la critique très simple mais meurtrière, s'il en fut, que la paysannerie et, par son truchement, plusieurs catégories d'ouvriers, ont adressée l'année dernière au Parti communiste. Voilà pourquoi la question de la NEP, cette vieille question, acquiert une telle importance.

Il faut un contrôle réel. A vos côtés agit le capitaliste ; il agit en maraudeur, il prélève des bénéfices, mais il sait s'y prendre. Et vous ? Vous essayez de nouvelles méthodes : des bénéfices, vous n'en avez pas ; vos principes sont communistes, vos idéaux — excellents ; en un mot, à vous en croire, vous êtes de petits saints et de votre vivant vous méritez le paradis, — mais savez-vous travailler ? Il faut un contrôle, un contrôle véritable, non pas celui qui con-

sisterait pour la Commission centrale de contrôle à faire une enquête et à voter un blâme, et pour le Comité exécutif central de Russie à infliger une sanction. Non, il faut un contrôle véritable, du point de vue de l'économie nationale.

Les communistes ont reçu toute sorte de délais ; jamais, à aucun gouvernement, on n'avait fait tant de crédit. Certes, les communistes ont aidé à se débarrasser des capitalistes, des propriétaires fonciers ; les paysans l'apprécient ; et ils ont fait crédit, accordé des délais, mais pour un temps. Après, vient la vérification : savez-vous conduire les affaires aussi bien que les autres ? Le capitaliste le sait. Vous, vous ne le savez pas.

Voilà la première leçon, voilà la première partie,essentielle, du rapport politique du Comité central. Nous ne savons pas gérer l'économie. La preuve en a été faite au cours de l'année écoulée. J'aurais bien voulu analyser, à titre d'exemple, l'activité de quelques gostrusts [trusts d'Etat] (pour m'exprimer dans cette belle langue russe tant vantée par Tourguénev) et montrer comment nous savons conduire les affaires.

Malheureusement, pour plusieurs raisons, pour cause de maladie surtout, je n'ai pas pu mettre au point cette partie de mon rapport. Je dois donc me borner à dire ma conviction fondée sur l'observation des faits. Au cours de cette année, nous avons prouvé avec une entière évidence que nous ne savions pas conduire les affaires. Voilà la principale leçon. Ou bien nous prouverons le contraire l'année qui vient ou bien le pouvoir des Soviets ne pourra exister. Et le plus grand danger, c'est que tous ne s'en rendent pas compte. Si tous les communistes, tous les responsables, se rendaient nettement compte que du moment qu'ils ne savent pas s'y prendre ils feraient bien de s'instruire depuis le commencement, nous aurions gain de cause. Ce serait, selon moi, la conclusion essentielle, capitale. Mais on ne se rend pas compte de la chose ; on a la certitude que s'il en est qui pensent ainsi, ce sont des gens peu cultivés, qui n'ont pas appris le communisme. Qu'ils étudient, et peut-être comprendront-ils. Non. Excusez. Le paysan, l'ouvrier sans-parti n'ont pas étudié le communisme ? Il ne s'agit pas de cela. La vérité, c'est que le temps n'est plus où il fallait déve-

lopper un programme et appeler le peuple à exécuter ce programme grandiose. Cette époque est révolue. Aujourd'hui il vous faut prouver que dans la pénible situation actuelle, vous savez pratiquement améliorer les conditions économiques de l'ouvrier et du moujik, de façon qu'ils voient que vous l'avez emporté dans la compétition.

Les sociétés mixtes que nous avons commencé à fonder et auxquelles participent et des capitalistes privés, russes aussi bien qu'étrangers, et des communistes, sont une des formes permettant de bien organiser la compétition, d'apprendre et de montrer que nous savons non moins bien que les capitalistes établir une alliance avec l'économie paysanne, que nous pouvons faire face aux besoins du paysan, que nous pouvons l'aider à progresser, tel qu'il est aujourd'hui, malgré toute son ignorance, car il est impossible de le refaire à bref délai.

Voilà la compétition qui s'impose à nous comme une tâche impérieuse, immédiate. C'est là le nœud de la nouvelle politique économique et aussi, j'en ai la conviction, le fond de la politique de notre Parti. Des difficultés et des problèmes d'ordre purement politique, nous en avons tant et plus. Et vous les connaissez : c'est Gênes, c'est le danger d'une intervention militaire. Les difficultés sont grandes, mais comparées à cette difficulté-là, elles sont toutes insignifiantes. Ici nous avons déjà vu comment on s'y prend, nous avons beaucoup appris, nous savons ce qu'est la diplomatie bourgeoise. C'est une chose que les menchéviks nous ont enseignée quinze ans durant ; et ils nous ont donné certaines connaissances utiles. Ce n'est pas nouveau.

Or, voici ce que nous devons faire en matière d'économie : l'emporter dans la compétition avec un simple commis, avec un vulgaire capitaliste, avec le marchand qui ira trouver le paysan et discutera non sur le communisme, — imaginez-vous cela : il ne discutera pas sur le communisme ! — mais sur la question suivante : pour ce qui est de se procurer quelque chose, de s'entendre sur les prix, de bâtir, je bâtirai cher quant à moi, mais peut-être que les communistes bâtiront plus cher encore, peut-être même dix fois plus cher. Voilà ce qui aujourd'hui doit faire le fond de l'agitation, voilà la racine de l'économie.

Je le répète : c'est grâce à notre juste politique que le peuple nous a accordé un délai, nous a fait crédit. Ce sont là des traites, pour employer le langage de la NEP, mais qui ne portent pas la date de leur échéance. Quand seront-elles présentées ? Le texte des traites ne le dit pas. Et c'est là le danger, c'est ce qui distingue ces traites politiques des traites commerciales ordinaires. Voilà où nous devons porter toute notre attention. Nous ne devons pas nous rassurer sous prétexte que partout, dans les trusts de l'Etat et dans les sociétés mixtes, il y a des communistes responsables, excellents. La belle consolation, puisque ces communistes ne savent pas conduire les affaires et sont à cet égard pires qu'un vulgaire commis des capitalistes, qui a passé par l'école de la grande usine et de la grosse maison de commerce. Voilà ce dont nous n'avons pas conscience ; il y a là de la vanité communiste, du *comtchvanstvo* pour employer cette même sublime langue russe. La vérité est qu'un communiste responsable, le meilleur, et manifestement honnête et dévoué, qui a subi le bagne et bravé la mort, ne sait pas faire du commerce, parce qu'il n'est pas un homme d'affaires, parce qu'il n'a pas appris cela et ne veut pas l'apprendre, parce qu'il ne comprend pas qu'il lui faut tout apprendre, depuis les premiers rudiments. Ce communiste, ce révolutionnaire qui a fait la plus grande révolution qu'on ait jamais vue dans le monde, ce révolutionnaire que contemplent sinon quarante siècles du haut des pyramides, du moins quarante pays européens avec l'espoir de s'affranchir du capitalisme, — ce communiste, ce révolutionnaire doit prendre des leçons auprès du vulgaire commis qui a trimé dix ans dans une épicerie, qui connaît son affaire, tandis que ce communiste responsable, ce révolutionnaire dévoué, non seulement ne la connaît pas, mais ignore même qu'il ne la connaît pas.

Voilà pourquoi, camarades, si nous remédions à cette première ignorance, ce sera une immense victoire. Nous devons emporter de ce congrès la conviction que nous ne savons pas faire le commerce et que nous devons l'apprendre, en commençant par l'a b c. Malgré tout, nous n'avons pas encore cessé d'être des révolutionnaires (bien que beaucoup disent, et même pas tout à fait sans raison, que nous nous sommes bureaucratisés), et nous pouvons comprendre cette

simple vérité qu'en entreprenant une tâche extrêmement difficile, et nouvelle pour nous, il faut savoir recommencer, dès le début, à plusieurs reprises. Tu as commencé, tu es arrivé à une impasse, recommence, refais tout dix fois s'il le faut, mais arrive à tes fins. Ne fais pas l'important, ne tire pas vanité de ta qualité de communiste, tandis qu'un quelconque commis, un sans-parti, peut-être un garde blanc et même à coup sûr un garde blanc, sait faire le travail qui, économiquement, doit être accompli coûte que coûte, alors que toi, tu ne sais pas le faire. Si toi qui es un communiste responsable et qui possèdes par centaines titres et grades honorifiques, celui de « chevalier » de l'ordre communiste et soviétique y compris, — si tu arrives à saisir cette vérité, tu atteindras ton but, car il s'agit d'une chose qui s'apprend.

Nous avons obtenu quelques succès au cours de cette année, mais ils sont tout à fait minimes, insignifiants. Le plus grave, c'est que chez nous tous les communistes n'ont pas la conviction qu'à l'heure actuelle, le communiste russe, le plus responsable et le plus dévoué, a moins de savoir-faire que le premier venu parmi les anciens commis ; on n'en a pas conscience, on ne s'en rend pas suffisamment compte. Il faut, je le répète, étudier en commençant par le commencement. Si nous arrivons à le comprendre, nous subirons notre examen avec succès. Or, l'épreuve est grave. Elle nous sera imposée par la crise financière qui approche, par le marché russe et le marché international auxquels nous sommes subordonnés, auxquels nous sommes liés et dont il est impossible de nous arracher. Cette épreuve est grave, car ici l'on peut nous battre économiquement et politiquement.

C'est ainsi que la question se pose, et seulement ainsi, car la compétition où nous sommes engagés est sérieuse, décisive. Bien des solutions, bien des issues s'offraient à nous pour sortir de nos difficultés politiques et économiques. Et nous pouvons dire avec fierté que, jusqu'ici, nous avons su mettre à profit toutes ces solutions et ces issues, en les combinant selon les circonstances. Mais maintenant nous n'avons plus d'issues. Permettez-moi de vous le dire sans aucune exagération. De sorte qu'ici ce sera réellement la « lutte finale », non pas avec le capitalisme international,

— sur ce terrain nous aurons encore à livrer plus d'une « lutte finale », — mais avec le capitalisme russe, avec celui qu'engendre et alimente la petite économie paysanne. C'est là que nous aurons à livrer très prochainement un combat dont on ne saurait dire exactement la date. Ce sera la « lutte finale » ; et il ne saurait être question d'aucune échappatoire, ni politique, ni autre, puisque ce sera la compétition engagée avec le capital privé. Ou bien nous subirons avec succès cette épreuve avec le capital privé, ou bien ce sera un échec complet. Pour passer cet examen avec succès, nous possédons le pouvoir politique et une foule de ressources économiques et autres, nous possédons tout ce que vous voulez, excepté le savoir-faire. Le savoir-faire nous manque. Mais si nous savons tirer cette simple leçon de l'expérience de l'année écoulée, et si nous nous en inspirons durant toute l'année 1922, alors nous vaincrons aussi cette autre difficulté-là, bien qu'elle soit beaucoup plus grande que la précédente, du fait qu'elle réside en nous-mêmes. Ce n'est pas comme avec un quelconque ennemi du dehors. La difficulté, c'est que nous-mêmes ne voulons pas comprendre la désagréable vérité qui s'impose à nous ; nous ne voulons pas nous trouver dans la désagréable situation qui doit être la nôtre : apprendre par le commencement. Telle est la deuxième leçon qui, selon moi, découle de la nouvelle politique économique.

La troisième leçon, complémentaire, est celle qui concerne le capitalisme d'Etat. Je regrette que Boukharine n'assiste pas à ce congrès ; j'aurais voulu discuter un peu avec lui. Mais je préfère remettre cela jusqu'au congrès prochain. Pour ce qui est du capitalisme d'Etat, il me semble que notre presse en général, et en général notre Parti commettent la faute de verser dans le libéralisme, dans l'esprit propre à la gent intellectuelle ; nous raffinons sur la question de savoir ce qu'on doit entendre par capitalisme d'Etat, et nous consultons de vieux livres. Or, ces vieux livres parlent de tout autre chose : ils traitent du capitalisme d'Etat qui existe en régime capitaliste ; mais il n'y a pas un seul livre qui examine le capitalisme d'Etat en régime communiste. Même Marx ne s'est pas avisé d'écrire un seul mot à ce sujet, et il est mort sans avoir laissé une seule citation précise, une seule indication irréfutable.

Aussi devons-nous aujourd'hui nous tirer d'affaire par nos propres moyens. Et si l'on passe mentalement en revue notre presse, si l'on considère d'un coup d'œil d'ensemble la façon dont elle traite le problème du capitalisme d'Etat, — ce que j'ai essayé de faire en préparant mon rapport, — on arrive à cette conviction que l'on tire à côté, que l'on regarde dans une tout autre direction.

Le capitalisme d'Etat, dans toute la littérature économique, c'est celui qui existe en régime capitaliste, quand le pouvoir d'Etat se soumet directement telles ou telles entreprises capitalistes. Or, notre Etat est prolétarien; il prend appui sur le prolétariat auquel il donne tous les privilèges politiques ; par l'intermédiaire du prolétariat, il attire à soi les couches profondes de la paysannerie (vous vous souvenez que nous avons commencé ce travail en instituant des comités de paysans pauvres). Voilà pourquoi le terme de capitalisme d'Etat désoriente bien des gens. Pour éviter cela, il ne faut pas oublier cette vérité majeure, à savoir qu'aucune théorie, aucun ouvrage ne traitent la question du capitalisme d'Etat, tel qu'il existe chez nous, pour la simple raison que les notions habituelles rattachées à ces termes, ont trait au pouvoir de la bourgeoisie en société capitaliste. Tandis que notre société à nous est sortie des rails capitalistes ; elle ne s'est pas encore engagée sur une voie nouvelle, mais ce n'est plus la bourgeoisie qui gouverne l'Etat, c'est le prolétariat. Nous ne voulons pas comprendre que lorsque nous disons « Etat », cet Etat, c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière. Le capitalisme d'Etat est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'Etat est rattaché à l'Etat, mais l'Etat, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous.

Le capitalisme d'Etat, c'est le capitalisme auquel nous devons assigner certaines limites, ce que nous n'avons pas su faire jusqu'à ce jour. Voilà le hic. Ce que sera ce capitalisme d'Etat ? Cela dépend de nous. Le pouvoir politique que nous possédons est suffisant, absolument suffisant. De même, nous disposons de ressources économiques suffisantes ; mais l'avant-garde de la classe ouvrière appelée à gérer directement, à assigner les limites, à préciser sa po-

sition propre, à se subordonner les autres au lieu d'être elle-même subordonnée, — cette avant-garde manque de savoir-faire. C'est tout ce qu'il faut avoir, et c'est ce qui nous manque.

Cette situation est sans précédent dans l'histoire : le prolétariat, l'avant-garde révolutionnaire, possède un pouvoir politique absolument suffisant ; et, à côté de cela, le capitalisme d'Etat. L'essentiel, c'est que nous comprenions que ce capitalisme est celui que nous pouvons et devons admettre, auquel nous pouvons et devons assigner certaines limites, car ce capitalisme est nécessaire à la grande masse paysanne et au capital privé qui doit faire du commerce de façon à satisfaire aux besoins des paysans. Il faut faire en sorte que le cours régulier de l'économie capitaliste et de l'échange capitaliste soit rendu possible, car cela est nécessaire au peuple. On ne saurait vivre sans cela. Pour eux, pour ce camp-là, le reste n'est pas absolument nécessaire, ils peuvent en prendre leur parti, mais vous, communistes, vous, ouvriers, vous, partie consciente du prolétariat, qui vous êtes chargés de gouverner l'Etat, saurez-vous faire en sorte que l'Etat, dont vous avez assumé la charge, fonctionne comme vous l'entendez ? Nous avons vécu une année, l'Etat est entre nos mains ; eh bien, sur le plan de la nouvelle politique économique, a-t-il fonctionné comme nous l'entendions ? Non. Nous ne voulons pas l'avouer : l'Etat n'a pas fonctionné comme nous l'entendions. Et comment a-t-il fonctionné ? La voiture n'obéit pas : un homme est bien assis au volant, qui semble la diriger, mais la voiture ne roule pas dans la direction voulue ; elle va où la pousse une autre force, — force illégale, force illicite, force venant d'on ne sait où, — où la poussent les spéculateurs, ou peut-être les capitalistes privés, ou peut-être les uns et les autres, — mais la voiture ne roule pas tout à fait, et, bien souvent, pas du tout comme se l'imagine celui qui est au volant. Voilà le point essentiel que nous ne devons pas oublier en traitant du capitalisme d'Etat. Dans ce domaine fondamental, nous devons apprendre par le commencement. Si nous faisons nôtre cette vérité, si elle pénètre notre conscience, c'est alors seulement que nous pouvons garantir le succès de notre apprentissage.

J'en viens maintenant à l'arrêt de notre retraite dont

j'ai eu l'occasion de parler dans mon discours au congrès des métallurgistes. Depuis lors, je n'ai rencontré aucune objection, ni dans la presse du Parti, ni dans les lettres particulières des camarades, ni au sein du Comité central. Celui-ci a approuvé mon plan. Or, ce plan consiste à souligner avec force, dans le rapport présenté au nom du Comité central à ce congrès, cet arrêt de notre retraite, et à demander au congrès de donner une directive appropriée, cette fois au nom de l'ensemble du Parti, une directive qui serait obligatoire. Nous avons reculé pendant un an. Nous devons maintenant dire au nom du Parti : Assez ! Le but que visait le recul est atteint. Cette période se termine ou est terminée. Maintenant un autre objectif s'impose : regrouper les forces. Nous voici arrivés à une nouvelle étape ; en somme, nous avons opéré la retraite à peu près en bon ordre. Il est vrai que, de différents côtés, les voix qui voulaient faire de cette retraite une fuite panique n'ont pas manqué. Les uns en prétendant que sur tel ou tel point nous avions tort de reculer, comme c'est le cas, par exemple, pour certains représentants du groupe qui portait le nom d'« opposition ouvrière ». (Je pense qu'ils portaient ce nom à tort.) Par excès de zèle, ils se sont trompés de porte, et ils ont pu s'en convaincre aujourd'hui. Ils ne s'apercevaient pas alors que leur activité ne visait pas à redresser notre mouvement ; en réalité, elle n'avait qu'un sens : elle semait la panique, empêchait la retraite de s'effectuer avec discipline.

La retraite est chose difficile, surtout pour des révolutionnaires qui ont l'habitude de l'offensive, surtout quand ils ont pris l'habitude d'avancer plusieurs années durant avec un succès prodigieux ; surtout quand ils sont environnés de révolutionnaires d'autres pays, et qui ne rêvent que de déclencher l'offensive. Voyant que nous reculions, certains d'entre eux ont même scandaleusement fondu en larmes, comme des enfants ; il en fut ainsi au récent Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste. Mus par les meilleurs sentiments et aspirations communistes, certains camarades ont fondu en larmes parce que, figurez-vous, les bons communistes russes opèrent un recul. Il m'est peut-être difficile maintenant de concevoir pleinement cette mentalité occidentale, bien que j'aie assez longtemps vécu

dans ces beaux pays démocratiques en qualité d'émigré. Mais peut-être que de leur point de vue, la chose est très difficile à comprendre, difficile à en pleurer. Dans tous les cas, nous n'avons pas le temps de nous arrêter à ces sentimentalités. Il nous est apparu de toute évidence que, précisément parce que notre offensive s'était faite avec tant de succès pendant des années, et que nous avions remporté tant de victoires extraordinaires (tout cela dans un pays incroyablement ruiné, dépourvu des conditions matérielles nécessaires !) — il nous était absolument indispensable, du moment que nos conquêtes étaient si nombreuses, il nous était absolument indispensable de reculer pour consolider cette offensive. Nous ne pouvions garder toutes les positions dont nous nous étions emparés par un coup d'audace ; d'autre part, c'est uniquement parce que nous avions réalisé tant de conquêtes par un coup d'audace, portés par la vague d'enthousiasme des ouvriers et des paysans, que nous avons eu assez de marge pour reculer très loin, et que nous pouvons reculer loin encore aujourd'hui sans perdre le moins du monde le principal, l'essentiel. La retraite s'est effectuée, d'une façon générale, en assez bon ordre, bien que des voix paniques, au nombre desquelles figurait l'« opposition ouvrière » (et c'est là le plus grand tort qu'elle ait pu nous causer !) aient provoqué chez nous des défections partielles, des violations de la discipline et des principes d'une retraite régulière. La chose la plus dangereuse pendant la retraite, c'est la panique. Si toute l'armée (je parle ici au sens figuré) se replie, le moral ne saurait être celui qui règne quand tous marchent de l'avant. Ici, vous constaterez à chaque instant un état d'esprit plus ou moins déprimé. Nous avions même des poètes qui ont écrit que la famine et le froid, voyez-vous, sévissent à Moscou ; « tandis qu'autrefois c'était si propre, si beau, aujourd'hui c'est le commerce, la spéculation ». Nous possédons bon nombre de ces œuvres poétiques.

On conçoit que tout ceci est le résultat de la retraite. Et là gît un immense danger : reculer après une grande et victorieuse offensive est terriblement difficile ; les rapports, ici, sont tout autres ; là-bas, même sans qu'on veille à la discipline, tous se ruent et volent en avant ; ici, la discipline doit être plus consciente, et elle est cent fois plus

nécessaire, car au moment où toute l'armée se replie, elle ne se rend pas nettement compte, elle ne voit pas où elle doit s'arrêter, elle voit seulement la retraite, et parfois il suffit alors de quelques cris de panique pour que tous prennent la fuite. Le danger, ici, est énorme. Lorsque c'est une armée qui se replie ainsi, on poste des mitrailleuses, et au moment où, de bien ordonnée qu'elle était, la retraite devient désordonnée, on commande : « Feu ! » Et l'on fait bien.

Si des gens sèment la panique, fût-ce dans les meilleures intentions du monde, à un moment où nous effectuons une retraite extraordinairement difficile et où le tout est de maintenir le bon ordre, il est nécessaire, à ce moment-là, de châtier sévèrement, cruellement, impitoyablement la moindre infraction à la discipline, cela non seulement pour certaines affaires intérieures de notre Parti, mais, il faut bien le savoir, encore davantage pour des gens comme messieurs les menchéviks et tous ces messieurs de l'Internationale II 1/2.

Ces jours-ci, j'ai lu dans le vingtième numéro de l'*Internationale communiste* un article du camarade Rakosi sur un nouvel opuscule d'Otto Bauer auprès duquel nous nous sommes tous instruits autrefois, mais qui, après la guerre, est devenu, de même que Kautsky, un pitoyable petit bourgeois. Il écrit maintenant : « Les voici qui reculent vers le capitalisme ; nous avons toujours dit : c'est une révolution bourgeoise. »

Et les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui prêchent tout cela s'étonnent lorsque nous disons que, pour ces choses-là, nous fusillerons. Ils sont stupéfaits. Pourtant, c'est clair : quand une armée bat en retraite, il faut une discipline cent fois plus grande que dans l'offensive, car dans l'offensive tous se précipitent en avant. Mais si, maintenant, tous commencent à se précipiter en arrière, ce sera la fin, inéluctable et immédiate.

C'est à ce moment-là que le principal est de se replier en bon ordre, d'établir exactement la limite du recul et de ne pas céder à la panique. Quand le menchévik dit : « Vous battez en retraite à présent, et moi, j'ai toujours été pour la retraite, je suis d'accord avec vous, je suis votre homme, — replions-nous ensemble », nous lui répondons :

« Nos tribunaux révolutionnaires doivent fusiller ceux qui auront publiquement fait acte de menchévisme. Autrement ce ne seraient pas nos tribunaux à nous, mais Dieu sait quoi. »

Ils n'arrivent pas à comprendre et disent : « Quelles allures dictatoriales ont ces gens ! ». Ils pensent jusqu'à présent que nous poursuivons les menchéviks parce qu'ils se sont battus contre nous à Genève [78]. Mais si nous avions suivi cette voie, il est probable que nous ne serions pas restés même deux mois au pouvoir. En effet, les exhortations qu'articulent et Otto Bauer, et les dirigeants de la II[e] Internationale et de l'Internationale II 1/2, et les menchéviks, et les socialistes-révolutionnaires, tiennent à leur propre nature : « La révolution est allée trop loin. Nous avons toujours dit ce que vous dites aujourd'hui. Permettez-nous de le répéter encore une fois. » Nous répondons : « Permettez-nous, pour cela, de vous coller au mur. Ou bien vous aurez la bonté de vous abstenir d'exprimer vos idées, ou bien, si vous voulez exprimer vos idées politiques dans la situation actuelle, alors que nous sommes dans des conditions beaucoup plus difficiles que pendant l'invasion directe des gardes blancs, vous nous excuserez, mais nous vous traiterons comme les pires et les plus nuisibles éléments de la clique des gardes blancs. » Cela, nous ne devons pas l'oublier.

Quand je parle de cessation de la retraite, je n'entends nullement par là que nous ayons appris à commercer. Je suis, au contraire, de l'avis opposé, et je serais mal compris, et la preuve serait faite que je ne sais pas bien exposer ma pensée, si l'on gardait pareille impression de mon discours.

Ce qu'il faut, c'est faire cesser cette nervosité, cet état d'agitation que la NEP a provoqués chez nous, ce désir de tout remanier, de tout adapter. Nous avons aujourd'hui un certain nombre de sociétés mixtes. Très peu, il est vrai. Il a été constitué chez nous, avec la participation de capitalistes étrangers, neuf sociétés sanctionnées par le Commissariat du Commerce extérieur ; la commission de Sokolnikov[79] en a sanctionné 6, et le « Sévéroles [80] » en a formé deux. Il existe donc aujourd'hui dix-sept sociétés avec un capital se chiffrant par millions, et qui ont été san-

ctionnées par différents organismes. (Certes, il y a assez de confusion dans nos organismes également, de sorte que, là aussi, des lacunes sont possibles). Mais, de toute façon, nous avons aujourd'hui des sociétés auxquelles participent des capitalistes russes et étrangers. Il y en a peu. Ce début, petit mais pratique, montre que les communistes ont été appréciés, appréciés pour leur activité pratique, appréciés non pas par des institutions de haut rang comme la Commission centrale de Contrôle ou le Comité exécutif central de Russie. Certes, la Commission centrale de Contrôle est une institution excellente, et nous allons maintenant lui donner plus de pouvoir. Mais, tout de même, lorsque ces organismes contrôlent les communistes... figurez-vous que, sur le marché international, on ne reconnaît pas leur autorité. (R i r e s.) Par contre, lorsque des capitalistes ordinaires, russes et étrangers, entrent dans une société mixte avec des communistes, nous disons : « Tout de même nous savons faire quelque chose ; tout de même, si défectueux, si misérable qu'il soit, c'est déjà un début. » Pas bien grand, certes ; songez qu'il y a déjà un an qu'on a déclaré s'y être appliqué avec le maximum d'énergie (et l'on dit que nous n'en manquons pas) ; et au bout d'une année, dix-sept sociétés seulement !

Cela montre à quel point nous sommes encore diablement gauches, maladroits, combien il y a encore, chez nous, de cette indolence qui nous vaudra infailliblement de recevoir encore des coups. Néanmoins, je le répète, il y a un commencement, la reconnaissance du terrain a été faite. Les capitalistes ne seraient pas venus à nous si les conditions élémentaires pour leur activité avaient fait défaut. Si une partie d'entre eux, ne fût-ce que minime, l'a fait, cela prouve que nous avons remporté une victoire partielle.

Sans doute, au sein de ces sociétés, ils nous rouleront encore et si bien qu'il faudra ensuite, durant des années, voir à s'y reconnaître. Mais peu importe. Je ne dis pas que c'est la victoire. C'est une reconnaissance montrant que nous avons déjà un champ d'action, un terrain, et que nous pouvons déjà arrêter notre recul.

Cette reconnaissance a révélé un nombre infime de contrats avec les capitalistes ; mais, tout de même, ces contrats ont été passés. Là-dessus il faut s'instruire et continuer

d'agir. En ce sens, il est temps de ne plus s'énerver, crier, s'agiter. Billets et messages téléphonés pleuvent : « Ne pourrait-on nous réorganiser, nous aussi, puisque c'est la nouvelle politique économique chez nous ? » Tous s'agitent, c'est un tohu-bohu. Personne ne fait rien de pratique ; tous discutent de la façon de s'adapter à la NEP, et le résultat est nul.

Les marchands, eux, se moquent des communistes et disent probablement : « Avant, il y avait des maîtres-exhorteurs [81], et maintenant des maîtres-phraseurs. » Que les capitalistes nous aient raillés d'être en retard, d'avoir manqué le train, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, et, en ce sens, je dis qu'il faut, au nom du congrès également, confirmer cette directive.

La retraite est terminée. Les principales formes d'activité avec les capitalistes sont ébauchées. Il y a des modèles, bien qu'en nombre minime.

Cessez de ratiociner, de discuter de la NEP. Laissez les poètes écrire des vers ; ne sont-ils pas des poètes ? Vous autres, économistes, ne dissertez pas sur la NEP, mais multipliez ces sociétés, vérifiez le nombre de communistes qui savent organiser la compétition avec les capitalistes.

La retraite est terminée. Il s'agit maintenant de regrouper les forces. Voilà la directive que le congrès doit donner et qui doit mettre fin au remue-ménage, au charivari. Calmez-vous, ne raffinez pas trop, cela vous serait porté à charge. Vous devez prouver pratiquement que vous ne travaillez pas moins bien que les capitalistes. Ceux-ci font l'alliance économique avec les paysans pour s'enrichir ; vous devez, quant à vous, faire l'alliance avec l'économie paysanne pour accroître le pouvoir économique de notre Etat prolétarien. Vous avez l'avantage sur les capitalistes parce que le pouvoir d'Etat est entre vos mains, parce que nombre de moyens économiques sont entre vos mains. Seulement vous ne savez pas vous en servir. Jugez les choses plus sainement, rejetez le clinquant, quittez vos solennels attributs communistes, apprenez simplement un simple métier, et alors nous battrons le capitaliste privé. Nous avons le pouvoir d'Etat, nous avons une masse de ressources économiques. Si nous battons le capitalisme et si nous réalisons l'alliance avec l'économie paysanne, nous serons une force

absolument invincible. Et alors l'édification du socialisme ne sera pas le fait de cette goutte dans l'océan qu'est le Parti communiste, mais le fait de toute la masse travailleuse ; alors le simple paysan verra que nous l'aidons et nous suivra d'un pas cent fois plus lent, peut-être, mais en revanche, un million de fois plus ferme et assuré.

Voilà dans quel sens il faut parler de cessation de la retraite. Et il serait rationnel de faire de ce mot d'ordre, sous telle ou telle forme, une décision du congrès.

Je voudrais, à ce propos, toucher la question suivante : qu'est-ce que la nouvelle politique économique des bolchéviks? Evolution ou tactique? C'est ainsi que la question a été posée par les gens de la *Smiéna Viekh*; ils représentent, comme vous le savez, un courant qui a pris racine parmi les émigrés russes à l'étranger, courant social et politique ayant à sa tête des cadets marquants, certains ministres de l'ancien gouvernement de Koltchak, des hommes ayant acquis la conviction que le pouvoir des Soviets bâtit l'Etat russe et qu'il faut, par conséquent, le suivre. « Mais quel est l'Etat que bâtit ce pouvoir des Soviets ? Les communistes disent que c'est un Etat communiste, assurant qu'il s'agit là de tactique : les bolchéviks circonviendront les capitalistes privés dans une passe difficile pour, ensuite, arriver à leurs fins, comme ils le prétendent. Les bolchéviks peuvent dire ce qui leur plaît, en réalité, ce n'est pas une tactique, c'est une évolution, une dégénérescence intérieure. Ils aboutiront à l'Etat bourgeois ordinaire, et nous devons les soutenir. L'histoire va par différents chemins. » Ainsi raisonnent les gens de la *Smiéna Viekh.*

Certains d'entre eux se posent en communistes, mais il y a des hommes plus francs et, entre autres, Oustrialov. Je crois qu'il a été ministre sous Koltchak. Il n'est pas d'accord avec ses amis et déclare : « Vous pouvez dire ce que vous voulez à propos du communisme ; quant à moi, j'affirme que, chez eux, ce n'est pas une tactique, mais une évolution. » Je pense que cet Oustrialov, par cette franche déclaration, nous rend un grand service. Il nous arrive très souvent d'entendre, à moi surtout, en raison de mes fonctions, de doucereux mensonges communistes, d'entendre tous les jours, et, parfois, cela devient vraiment écœurant. Et voici que, à la place de ces « mensonges communistes », vous re-

cevez un numéro de la *Smiéna Viekh* qui dit sans détour : « Chez vous, il n'en est pas du tout ainsi, ce sont des idées que vous vous faites ; en réalité vous roulez dans le marais bourgeois ordinaire où les petits drapeaux communistes s'agiteront avec toutes sortes de belles paroles. » Voilà qui est très utile, car ce n'est plus une simple redite de ce que nous entendons sans cesse autour de nous, mais, tout bonnement, la vérité de classe d'un ennemi de classe. Il est très utile de voir cette chose , écrite non parce que c'est l'usage d'écrire ainsi dans un Etat communiste, ou qu'il est interdit d'écrire autrement, mais parce que c'est réellement la vérité de classe exprimée brutalement, ouvertement, par un ennemi de classe. « Je suis pour le soutien du pouvoir des Soviets en Russie, dit Oustrialov, — bien qu'il soit un cadet, un bourgeois, bien qu'il ait soutenu l'intervention armée, — je suis pour le soutien du pouvoir des Soviets, parce qu'il s'est engagé dans une voie où il roule vers le pouvoir bourgeois ordinaire. »

C'est une chose très utile et qu'il faut, me semble-t-il, prendre en considération. Quand les gens de la *Smiéna Viekh* écrivent ainsi, cela vaut beaucoup mieux, pour nous, que de voir certains d'entre eux se poser presque en communistes, de sorte que, de loin, on risque de ne pas s'y reconnaître : croient-ils en Dieu ou en la révolution communiste ? Ces francs ennemis sont utiles, disons-le carrément. Les choses dont parle Oustrialov sont possibles, disons-le sans ambages. L'histoire connaît des transformations de tous genres : en politique, compter sur la conviction, le dévouement et autres excellentes qualités morales, n'est guère sérieux. Les excellentes qualités morales sont le propre d'un petit nombre ; or, l'issue historique est décidée par les masses immenses qui, lorsque le petit nombre n'est pas de leur goût, le traitent parfois sans excès de politesse.

Il y a eu beaucoup d'exemples semblables. Aussi faut-il saluer cette franche déclaration de la *Smiéna Viekh*. L'ennemi dit une vérité de classe en signalant le danger que nous courons. L'ennemi voudrait que cela devînt inévitable. Les gens de la *Smiéna Viekh* expriment l'état d'esprit de milliers et de dizaines de milliers de bourgeois de tout acabit ou d'employés soviétiques participant à notre nouvelle politique économique. Là est le danger essentiel et réel. Et c'est

pourquoi il faut réserver l'attention principale à cette question : qui, effectivement, l'emportera ? J'ai parlé de compétition. Il n'y a pas d'attaque directe contre nous, on ne nous prend pas à la gorge. Nous verrons ce qui en sera demain, mais, aujourd'hui, on ne nous attaque pas les armes à la main ; et néanmoins la lutte contre la société capitaliste est devenue cent fois plus acharnée et périlleuse, car nous ne voyons pas toujours nettement où est l'ennemi qui nous combat, et qui est notre ami.

J'ai parlé de compétition communiste non du point de vue des sympathies communistes, mais de celui du développement des formes de l'économie et des formes du système social. Ce n'est pas une compétition, c'est une bataille acharnée, furieuse, sinon finale, du moins proche de la lutte finale ; une lutte à mort entre le capitalisme et le communisme.

Et il faut poser nettement cette question : qu'est-ce qui fait notre force et qu'est-ce qui nous manque ? Le pouvoir politique, nous en avons autant qu'il faut. Il ne se trouvera probablement personne ici pour dire qu'à l'endroit de telle ou telle question pratique, dans telle ou telle institution, les communistes, le Parti communiste n'ont pas suffisamment de pouvoir. La force économique essentielle est entre nos mains. Toutes les grandes entreprises-clé, les chemins de fer, etc., sont entre nos mains. Le bail, si largement qu'il soit pratiqué en certains lieux, ne joue, dans l'ensemble, qu'un rôle minime. C'est , dans l'ensemble, une part tout à fait insignifiante. La force économique dont dispose l'Etat prolétarien de Russie est tout à fait suffisante pour assurer le passage au communisme. Qu'est-ce donc qui manque ? C'est clair : ce qui manque, c'est la culture chez les communistes dirigeants. De fait, si nous considérons Moscou — 4 700 communistes responsables — et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent. A dire vrai ce ne sont pas eux qui mènent. C'est eux qui sont menés. Il s'est passé là quelque chose de pareil à ce qu'on nous racontait dans notre enfance, aux leçons d'histoire. On nous enseignait : il arrive qu'un peuple en subjugue un autre, et alors le peuple qui a subjugué est un peuple conquérant,

et celui qui a été subjugué est un peuple vaincu. Voilà qui est simple et compréhensible pour chacun. Mais qu'advient-il de la culture de ces peuples ? Cela n'est pas si simple. Si le peuple conquérant est plus cultivé que le peuple vaincu, il lui impose sa culture .Dans le cas contraire, il arrive que c'est le vaincu qui impose sa culture au conquérant. Ne s'est-il pas produit quelque chose de pareil dans la capitale de la R.S.F.S.R. et n'est-il pas arrivé ici que 4 700 communistes (presque toute une division, et des meilleurs) ont été soumis à une culture étrangère ? Il est vrai qu'on pourrait, ici, avoir l'impression d'un niveau culturel élevé chez les vaincus. Erreur. Leur culture est misérable, insignifiante. Mais, tout de même, elle est supérieure à la nôtre. Si piètre, si misérable qu'elle soit, elle surpasse celle de nos communistes responsables, parce que ceux-ci ne savent pas suffisamment diriger. Les communistes qui se mettent à la tête des institutions, — parfois des saboteurs les y poussent habilement, à dessein, pour se faire une enseigne, — se trouvent souvent dupés. Aveu très désagréable. Ou, tout au moins, pas très agréable. Mais il faut le faire, me semble-t-il, car c'est là, à présent, le nœud de la question. C'est à cela que se ramène, selon moi, la leçon politique de l'année, et c'est sous ce signe que la lutte se déroulera en 1922.

Les communistes responsables de la R.S.F.S.R. et du Parti communiste de Russie sauront-ils comprendre qu'ils ne savent pas diriger ? Qu'ils s'imaginent mener les autres, alors qu'en réalité c'est eux qu'on mène ? S'ils arrivent à le comprendre, ils apprendront certainement à diriger, car c'est possible. Mais, pour cela, il faut étudier, or, chez nous, on n'étudie pas. On lance à tour de bras ordres et décrets, et le résultat n'est pas du tout celui que l'on souhaite.

La compétition que nous avons inscrite à l'ordre du jour en proclamant la NEP, est sérieuse. On l'observe, semble-t-il, dans toutes les institutions, mais, en réalité, c'est là encore une forme de lutte entre deux classes irréductiblement hostiles. C'est encore une forme de lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat ; cette lutte n'est pas encore achevée ; même dans les organismes centraux de Moscou, le niveau de culture n'est pas encore .assez élevé pour mener à bien cette lutte. Car, très souvent les bour-

geois sont plus compétents que nos meilleurs communistes qui ont tout le pouvoir, toutes les possibilités, et qui, avec tous leurs droits et tout leur pouvoir, ne savent pas faire un pas.

Je voudrais citer un petit livre d'Alexandre Todorski [82]. Cet opuscule a paru à Vessiégonsk (petit chef-lieu de district dans la province de Tver) ; il a paru au premier anniversaire de la révolution soviétique de Russie, le 7 novembre 1918, en une période depuis longtemps révolue. Apparemment, ce camarade de Vessiégonsk, est membre du Parti. J'ai lu ce livre il y a longtemps et je ne garantis pas de le citer sans erreur. L'auteur dit comment il a entrepris d'outiller deux usines soviétiques, comment il a fait collaborer deux bourgeois, cela de la façon dont on procédait alors : en les menaçant de les priver de liberté et de confisquer tous leurs biens. Il les a fait participer au relèvement de l'usine. Nous savons comment, en 1918, on faisait collaborer la bourgeoisie (r i r e s), de sorte qu'il est inutile d'entrer dans les détails à ce sujet ; aujourd'hui nous employons d'autres moyens. Mais voici la conclusion du camarade : « Il ne suffit pas de vaincre la bourgeoisie, de l'achever, ce n'est que la moitié de la tâche ; il faut encore la faire travailler pour nous. »

Voilà des paroles remarquables et qui montrent que même à Vessiégonsk, même en 1918, on comprenait bien les rapports entre le prolétariat vainqueur et la bourgeoisie vaincue.

Ce ne sera que la moitié de la tâche, si nous tapons sur les doigts de l'exploiteur, si nous le mettons hors d'état de nuire et lui donnons le coup de grâce. Or, chez nous, à Moscou, environ 90 travailleurs responsables sur 100 s'imaginent que tout est là : donner le coup de grâce, mettre hors d'état de nuire, taper sur les doigts. Ce que j'ai dit des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires, des gardes blancs, cela signifiait très souvent les mettre hors d'état de nuire, taper sur les doigts (et, peut-être, pas seulement sur les doigts, peut-être aussi sur un autre endroit) et donner le coup de grâce. Mais ce n'est que la moitié de la tâche. Même en 1918, lorsque la chose a été dite par le camarade de Vessiégonsk, c'était la moitié de la tâche, et maintenant c'est moins du quart. Nous devons les contraindre, faire

en sorte qu'ils travaillent de leurs mains pour notre compte, et non que les communistes responsables soient à la tête, aient des grades, tout en voguant au fil de l'eau avec la bourgeoisie. Toute la question est là.

Bâtir la société communiste par les mains des communistes est une idée puérile s'il en fut. Les communistes sont une goutte dans l'océan, une goutte dans l'océan populaire. Ils ne sauront conduire le peuple dans leur voie qu'à la condition de la tracer d'une façon juste non pas seulement du point de vue de l'orientation historique mondiale. A cet égard, nous avons tracé notre voie d'une façon absolument juste, et chaque pays en témoigne. Dans notre patrie, dans notre propre pays également, nous devons tracer la voie juste. Mais il faut encore qu'il n'y ait pas d'intervention militaire, que nous sachions donner au paysan des marchandises en échange du blé. Le paysan dira : « Tu es un excellent homme, tu as défendu notre patrie ; c'est pourquoi nous t'avons obéi : mais si tu ne sais pas conduire les affaires, va-t-en. » Oui, le paysan dira cela.

Nous pourrons diriger l'économie seulement si les communistes savent bâtir cette économie par les mains d'autrui en s'instruisant eux-mêmes auprès de cette bourgeoisie et en l'orientant dans la voie qu'ils désirent. Mais si un communiste s'imagine tout savoir parce qu'il est communiste responsable ; s'il se dit : j'en ai maté bien d'autres qu'un vulgaire commis ; nous avons battu sur les fronts des adversaires autrement redoutables — eh bien, cet état d'esprit qui prédomine nous coupe bras et jambes.

C'est la partie la moins importante de notre tâche : mettre l'exploiteur hors d'état de nuire, lui taper sur les doigts, le rogner. Il faut le faire. Et notre Direction politique d'Etat, et nos tribunaux doivent le faire moins mollement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à ce jour, et se souvenir qu'ils sont des tribunaux prolétariens, entourés d'ennemis dans le monde entier. Cela n'est pas difficile, nous avons appris à le faire pour l'essentiel. Il faut ici exercer une certaine pression, mais c'est facile.

La deuxième partie de la victoire, — pour bâtir le communisme par des mains non communistes, pour savoir faire pratiquement ce qu'on est tenu de faire, sur le plan écono-

mique, — consiste à trouver le contact avec l'économie paysanne, à satisfaire le paysan de façon qu'il dise : « Si pénible, si dure, si cruelle que soit la faim, je vois que le pouvoir, bien que peu habituel et sortant de l'ordinaire, donne des résultats pratiques, tangibles. » Il faut obtenir que les éléments nombreux, nous surpassant de beaucoup numériquement, avec lesquels nous collaborons, travaillent de telle sorte que nous puissions surveiller et comprendre leur travail, de façon qu'une œuvre utile pour le communisme soit faite de leurs mains. C'est le nœud de la situation actuelle, car si certains communistes l'ont compris et vu, la grande masse de notre Parti n'a pas conscience de la nécessité de faire travailler les sans-parti. Que de circulaires n'a-t-on pas écrites, que n'a-t-on pas dit à ce sujet ! Mais au cours de cette année a-t-on fait quelque chose ? Rien. Sur cent comités de notre Parti, il ne s'en trouvera pas cinq qui puissent montrer leurs résultats pratiques. Voilà à quel point nous retardons sur les besoins de l'heure, à quel point nous vivons dans les traditions des années 1918 et 1919. Ce furent de grandes années ; une œuvre historique grandiose, de portée mondiale, a été accomplie. Mais si nous considérions ces années, si nous regardions en arrière sans voir la tâche du jour, ce serait la fin, une fin certaine, absolue ; et tout le nœud de la question est que nous ne voulons pas nous en rendre compte.

Je voudrais maintenant citer deux exemples pratiques montrant ce qu'il en est de notre gestion des affaires. J'ai déjà dit qu'il serait préférable de prendre pour cela un des trusts d'Etat. Je dois m'excuser de ne pouvoir employer cette bonne méthode. Il faudrait pour cela étudier de la façon la plus concrète la documentation concernant ne fût-ce qu'un de ces trusts. Malheureusement, je n'ai pu le faire, c'est pourquoi je prendrai deux petits exemples. Premier exemple : la M.P.O. (Société des Coopératives de consommation de Moscou) a accusé de bureaucratie le Commissariat du Peuple au Commerce extérieur. L'autre concerne le bassin du Donetz.

Le premier exemple convient peu, mais je n'ai pas la possibilité d'en prendre un meilleur. Il me permettra tout de même d'illustrer mon idée fondamentale. Dans ces derniers mois, comme vous le savez par les journaux, il ne m'a

pas été possible de m'occuper des affaires directement, je n'ai pas travaillé au Conseil des Commissaires du Peuple, je n'ai pas été non plus au Comité central. Au cours de mes rares et passagères visites à Moscou, j'ai été frappé des plaintes terribles, désespérées, portées contre le Commissariat du Peuple au Commerce extérieur. Que ce Commissariat soit mauvais, que l'esprit bureaucratique y règne, je n'en ai jamais douté un instant. Mais quand les plaintes sont devenues particulièrement passionnées, j'ai voulu m'y reconnaître : prendre un cas concret, pousser les recherches une bonne fois jusqu'à la base, voir ce qui se passe là-bas et pourquoi cette machine ne marche pas.

La M.P.O. voulait acheter des conserves. Là-dessus un citoyen français s'est présenté. Je ne sais s'il l'a fait dans l'intérêt de la politique internationale, et au su des dirigeants de l'Entente, ou bien avec l'approbation de Poincaré et des autres ennemis du pouvoir des Soviets (je pense que nos historiens établiront cela après la conférence de Gênes), mais le fait est que la bourgeoisie française participait, non seulement théoriquement mais pratiquement aussi, à cette affaire, puisqu'un représentant de la bourgeoisie française est arrivé à Moscou pour vendre des conserves. Moscou souffre de la faim ; elle en souffrira encore davantage en été ; il n'y a pas d'arrivages de viande et il n'y en aura sûrement pas, étant donné les qualités que chacun sait de notre Commissariat du Peuple des Voies de communication.

On vend les conserves de viande (la future enquête montrera naturellement si elles ne sont pas entièrement pourries) en échange de devises soviétiques. Quoi de plus simple ? Or, si l'on raisonne à la manière soviétique, comme il se doit, ce n'est pas simple du tout. Je n'étais pas à même de suivre cette affaire directement ; j'ai donc organisé une enquête et je suis maintenant en possession d'un cahier où il est dit comment cette fameuse histoire s'est déroulée. Elle a commencé par une décision prise le 11 février au Bureau politique du Comité central du P.C.R. sur un rapport de Kaménev, disant qu'il serait désirable d'acheter des vivres à l'étranger. Sans le Bureau politique du C.C. du P.C.R. des citoyens russes ne sauraient évidemment pas trancher une pareille question ! Concevez-vous

que 4 700 responsables (rien que d'après le recensement) puissent, sans le Bureau politique du Comité central, statuer sur l'achat de vivres à l'étranger ? C'est là une idée fantastique, évidemment. Sans doute, Kaménev connaît parfaitement notre politique et nos conditions réelles. Aussi n'a-t-il pas trop compté sur le grand nombre de responsables ; il a commencé par prendre le taureau par les cornes, ou sinon un taureau, du moins le Bureau politique, et a obtenu aussitôt (je n'ai pas entendu dire qu'il y ait eu des débats à ce sujet) la résolution suivante : « Attirer l'attention du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur sur le fait qu'il serait désirable d'importer des vivres de l'étranger ; en ce qui concerne les droits de douane », etc. L'attention du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur a été attirée. L'affaire démarre. Cela se passait le 11 février. Je me rappelle m'être trouvé à Moscou dans les tout derniers jours de février ou vers ce moment, et ce à quoi je me suis heurté aussitôt, ce furent les lamentations vraiment désespérées des camarades de Moscou. De quoi s'agit-il ? Pas moyen d'acheter les vivres. Pourquoi ? A cause de la filière bureaucratique du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur. Il y avait longtemps que je ne prenais point part aux affaires et je ne savais pas alors qu'il y avait une décision du Bureau politique à ce sujet. Je me suis borné à dire au chef du service administratif : suivez l'affaire, procurez-vous un papier et montrez-le-moi. Finalement, lorsque Krassine est arrivé, Kaménev lui a parlé, l'affaire a été réglée et nous avons acheté les conserves. Tout est bien qui finit bien.

Que Kaménev et Krassine sachent s'entendre et déterminer avec justesse la ligne politique requise par le Bureau politique du Comité central du P.C.R. je n'en doute nullement. Si la ligne politique était décidée par Kaménev et Krassine en matière commerciale également, nous aurions la meilleure des républiques soviétiques du monde. Mais il n'est pas possible d'appeler à la rescousse, pour chaque marché à conclure, Kaménev, membre du Bureau politique, et Krassine, celui-ci, à la veille de Gênes, étant pris par les affaires diplomatiques, affaires qui exigent un travail énorme, colossal, — il n'est pas possible de déranger ces camarades pour acheter des conserves à un citoyen français.

On ne peut pas travailler ainsi. Ce n'est pas une politique nouvelle, ni économique, ce n'est même pas de la politique du tout ; c'est se moquer du monde tout simplement. Maintenant j'ai une enquête sur cette affaire. J'en ai même deux : une faite par Gorbounov, chef du service administratif au Conseil des Commissaires du Peuple, et son adjoint Mirochnikov ; l'autre faite par la Direction politique d'Etat. Pourquoi la Direction politique d'Etat s'est-elle intéressée à cette affaire, à vrai dire, je l'ignore, et je ne suis pas bien sûr qu'elle ait eu raison, mais je ne m'attarderai pas là-dessus, par crainte qu'il ne faille une nouvelle enquête. La seule chose qui importe est que la documentation a été réunie et que maintenant je l'ai en main.

Comment se fait-il qu'à la fin de février, à mon arrivée à Moscou, j'aie entendu une véritable clameur : « Nous ne pouvons acheter les conserves », alors que le bateau est à Libau, que les conserves sont à bord, et qu'on accepte même des devises soviétiques pour de vraies conserves ! (Rires.) Si ces conserves ne sont pas entièrement pourries (et je souligne maintenant ce « si », parce que je ne suis pas absolument sûr que je n'aurais pas à ordonner alors une deuxième enquête, dont il me faudra exposer les résultats à un autre congrès), si ces conserves ne sont pas pourries, si elles sont achetées, je demande : comment se fait-il qu'une affaire de ce genre n'ait pu démarrer sans Kaménev et Krassine ? D'après l'enquête que je possède, je vois qu'un communiste responsable a envoyé au diable un autre communiste responsable. Cette même enquête m'apprend qu'un communiste responsable a dit à un autre communiste responsable : « Dorénavant je ne vous parlerai que par devant notaire. » En lisant cette histoire, je me suis souvenu comment, il y a vingt-cinq ans, étant déporté en Sibérie, j'eus à exercer la profession d'avocat. Illégalement, car déporté par mesure administrative, cela m'était interdit. Mais comme il n'y avait pas d'autres avocats, les gens venaient me voir et me racontaient leurs affaires. Le plus difficile, là-bas, c'était de comprendre de quoi il s'agissait. Une bonne femme vient me trouver ; elle commence, comme de juste, par me parler de ses parents et proches, et j'ai toutes les peines du monde à apprendre de quoi il s'agit. Je lui dis : « Apporte-moi une copie du

procès-verbal. » Elle parle d'une vache blanche. On lui dit : apporte la copie. Alors elle s'en va et dit : « Il ne veut pas m'écouter sans une copie de la vache blanche. » Nous avons bien ri, dans notre colonie, de cette copie. Néanmoins j'ai pu réaliser un petit progrès : quand on venait me consulter, on apportait une copie, et je pouvais me rendre compte de quoi il s'agissait, de quoi l'on se plaignait et ce qu'on réclamait. Cela se passait il y a vingt-cinq ans, en Sibérie (dans un endroit situé à des centaines de verstes de la plus proche station de chemin de fer).

Mais pourquoi, après trois ans de révolution, dans la capitale de la République soviétique, a-t-il fallu deux enquêtes, l'intervention de Kaménev et de Krassine ainsi que des directives du Bureau politique, pour acheter des conserves ? Qu'est-ce qui manquait ? Le pouvoir politique ? Non. L'argent, on en a trouvé. Donc, on avait le pouvoir économique et le pouvoir politique. Toutes les administrations étaient sur place. Qu'est-ce qui manquait ? Une culture suffisante chez les 99% des collaborateurs de la M.P.O.— à qui je n'ai rien à reprocher et que je considère comme d'excellents communistes, — ainsi que chez ceux du Commissariat du Commerce extérieur : ils n'ont pas été capables de mener l'affaire comme il convenait.

Quand j'ai appris cela pour la première fois, j'ai adressé la proposition écrite que voici au Comité central : tous les collaborateurs des administrations de Moscou, sauf les membres du Comité exécutif central de Russie qui, vous le savez, jouissent de l'immunité, tous dis-je, sauf les membres du Comité exécutif central, devraient être enfermés dans la pire des prisons de Moscou pour six heures, et ceux du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur pour trente-six. Or, il se trouve à présent qu'on n'a pas découvert le coupable. (Rires.) En effet, de ce que je viens de raconter, il ressort avec évidence qu'on ne découvrira pas le coupable. C'est là, simplement, l'habituelle incapacité de l'intellectuel russe de faire pratiquement les choses : le gâchis, le laisser-aller. D'abord on s'y prend, on fait quelque chose, et puis on réfléchit ; quand rien ne va, on court se plaindre à Kaménev, on traîne l'affaire au Bureau politique. Certes, il faut saisir le Bureau politique de toutes les questions d'Etat ardues, — j'aurai encore

l'occasion d'en parler, — mais il faut d'abord réfléchir et après seulement agir. Si vous voulez agir, prenez la peine de vous documenter. Commencez par téléphoner, — il y a encore des téléphones à Moscou, — envoyez un message téléphoné aux services compétents, faites tenir une copie à Tsiouroupa. Dites : je considère le marché comme urgent, et si l'on fait traîner les choses en longueur, j'intenterai des poursuites. Il faut penser à cette culture élémentaire. Il faut procéder d'une façon réfléchie ; si l'affaire n'est pas réglée du coup, en deux minutes, par une conversation téléphonique, prenez des documents, munissez-vous-en et dites : « Si vous faites de la bureaucratie, je vous mettrai en prison. » Or, il n'y a pas eu ici un brin de réflexion, aucune préparation, l'affairement habituel, plusieurs commissions, tous sont fatigués, harassés, malades et l'affaire ne peut être poussée qu'à la condition de conjuguer les efforts de Kaménev et de Krassine. Le cas est typique. Et nullement particulier à la capitale, à Moscou ; il s'observe aussi dans les autres capitales, dans celles de toutes les Républiques indépendantes et les chefs-lieux des différentes régions. Et dans les villes qui ne sont pas des capitales, on observe constamment des choses semblables, ou même cent fois pires.

Dans notre lutte, il ne faut pas oublier que les communistes doivent agir après mûre réflexion. Ils vous parleront à merveille de la lutte révolutionnaire, de l'état de cette lutte dans le monde entier. Mais pour se tirer du besoin, de la misère la plus noire, il faut être réfléchi, cultivé, sensé. Ils ne savent pas s'y prendre. Nous aurions tort d'accuser les communistes responsables d'être peu consciencieux. L'immense majorité d'entre eux, — 99% — ne sont pas seulement des gens consciencieux ; ils ont prouvé leur dévouement à la révolution dans les conditions les plus difficiles, et avant la chute du tsarisme et après la révolution, ils ont sacrifié littéralement leur vie. Si on cherchait ici les causes, on aurait foncièrement tort. Ce qu'il faut, c'est aborder comme il sied l'affaire publique la plus simple, comprendre que c'est une affaire publique, une affaire commerciale ; s'il y a des obstacles, il faut savoir les écarter et poursuivre ceux qui se seront rendus coupables de lenteurs bureaucratiques. Nous avons à Moscou

un tribunal prolétarien qui doit juger les personnes responsables de ce que des dizaines de mille pouds de conserves n'ont pas été achetés. Je pense que le tribunal prolétarien saura punir. Mais pour punir, il faut trouver les coupables ; or, je vous garantis que les coupables resteront introuvables. Que chacun de vous examine cette affaire : du remue-ménage, de la confusion, du méli-mélo, mais pas de coupables. Personne ne sait comment s'y prendre, personne ne comprend que, dans une affaire publique, il faut s'y prendre de cette façon-ci, et non point de celle-là. Et tous les gardes blancs, tous les saboteurs en profitent. Nous avons eu une phase de lutte acharnée contre les saboteurs ; cette lutte est toujours à l'ordre du jour. Certes, il est exact qu'il y a des saboteurs, et qu'il faut les combattre. Mais peut-on les combattre quand la situation est telle que je viens de dire ? Cela est plus nuisible que n'importe quel sabotage ; le saboteur ne demande qu'à voir deux communistes discuter entre eux pour savoir à quel moment s'adresser au Bureau politique afin d'en obtenir une directive de principe pour l'achat de vivres ; il ne demande qu'à s'insinuer dans cette fissure. Si un saboteur tant soit peu intelligent se met à côté de l'un ou de l'autre de ces communistes, ou de chacun des deux, à tour de rôle, et les soutient, alors c'en est fait. Ce sera le fiasco définitif. A qui la faute ? A personne. Car deux communistes responsables, deux révolutionnaires dévoués, discutent à propos des neiges d'antan, discutent pour savoir à quel moment saisir de l'affaire le Bureau politique afin d'en obtenir une directive de principe pour l'achat de vivres.

Voilà comment la question se pose, voilà où est la difficulté. N'importe quel commis, passé par l'école d'un grand établissement capitaliste, sait faire cela, mais 99% des communistes responsables ne le savent pas, et ne veulent pas comprendre qu'ils n'ont pas ce savoir-faire, qu'il leur faut commencer par l' a b c. Si nous ne le comprenons pas, si nous ne nous remettons pas aux rudiments, nous ne résoudrons jamais le problème économique qui est aujourd'hui à la base de toute notre politique.

L'autre exemple que je voudrais citer concerne le bassin du Donetz. Vous savez que c'est le centre, la vraie base de toute notre économie. Il ne saurait être question

d'aucun relèvement de la grande industrie, en Russie, d'aucune édification véritable du socialisme — car on ne peut l'édifier autrement que par la grande industrie — si nous ne relevons pas, si nous ne portons pas à la hauteur voulue le bassin du Donetz. Au Comité central nous avons suivi de près cette affaire.

Pour ladite région, il n'y a pas eu cette chose arbitraire, ridicule, absurde, qui consiste à porter une question de détail au Bureau politique. Il s'agissait là d'une affaire sérieuse, absolument urgente.

Le Comité central devrait veiller à ce que, dans ces véritables centres, ces bases, ce fondement de toute notre économie, on travaille d'une façon vraiment convenable. Il y avait là-bas, à la tête de la Direction centrale de l'industrie houillère, des hommes non seulement dévoués sans conteste, mais réellement instruits, très doués. Et même je ne me tromperai pas si je dis que ce sont des hommes de talent. Aussi l'attention du Comité central s'est portée de ce côté. L'Ukraine est une République indépendante. C'est très bien. Mais au point de vue du Parti, elle prend parfois — comment le dire plus poliment ? — une voie détournée, et il nous faudra un jour nous en occuper de plus près, car les gens y sont rusés. Quant au Comité central, je ne dirais pas qu'il nous donne le change, mais enfin il s'écarte un peu de nous. Pour mieux nous rendre compte, nous avons examiné les choses au Comité central d'ici, et nous avons constaté des frottements et des divergences. Il y a là-bas la « Kimka », la Commission pour l'exploitation des petits puits de mines. Certes, entre la Kimka et la Direction centrale de l'industrie houillère, il se produit de grands tiraillements. Mais nous, le Comité central, nous avons tout de même une certaine expérience, et nous avons unanimement décidé de ne pas écarter les éléments dirigeants ; en cas de friction, on nous informerait, au besoin même avec tous les détails, car, dès l'instant que nous possédons dans cette région des hommes non seulement dévoués mais capables, nous devons nous efforcer de les soutenir pour qu'ils achèvent de s'instruire, si l'on admet qu'ils ne sont pas encore instruits. Finalement il y a eu en Ukraine un congrès du Parti. Je ne sais pas ce qui s'y est passé ; il y a eu de tout. Je me suis renseigné auprès

des camarades ukrainiens ; j'ai prié spécialement le camarade Ordjonikidzé — et le Comité central l'en a également chargé — d'aller là-bas pour voir ce qui s'y était passé. Apparemment, il y a eu une intrigue et du brouillamini, et la Commission pour l'étude de l'Histoire du Parti, si elle s'en occupe, ne s'y reconnaîtra pas même après dix ans. Mais le fait est qu'en dépit des directives unanimes du Comité central, ce groupe s'est trouvé remplacé par un autre. Que s'était-il passé ? Pour l'essentiel, une partie de ce groupe, malgré toutes ses grandes qualités, a commis une faute. Ces gens se sont trouvés dans la situation d'hommes qui ont administré à l'excès. Là-bas nous avons affaire à des ouvriers. Très souvent quand on dit : « ouvriers », on pense que cela signifie prolétariat des usines. Pas du tout. Chez nous, depuis la guerre, des gens qui n'avaient rien de prolétaire sont venus aux fabriques et aux usines ; ils y sont venus pour s'embusquer. Et aujourd'hui, les conditions sociales et économiques sont-elles, chez nous, de nature à pousser de vrais prolétaires dans les fabriques et les usines ? Non. C'est faux. C'est juste d'après Marx. Mais Marx ne parlait pas de la Russie ; il parlait du capitalisme dans son ensemble, à dater du quinzième siècle. Ç'a été juste durant six cents années, mais c'est faux pour la Russie d'aujourd'hui. Bien souvent ceux qui viennent à l'usine ne sont pas des prolétaires, mais toutes sortes d'éléments de rencontre.

Savoir bien organiser le travail, pour ne pas rester en arrière, pour mettre fin, en temps voulu, aux tiraillements qui se produisent, et ne pas détacher la gestion administrative de la politique, — telle est la tâche. Car notre politique et notre gestion administrative reposent sur ceci : toute l'avant-garde doit être liée à toute la masse prolétarienne, à toute la masse paysanne. Si d'aucuns oublient ces rouages, s'ils s'emballent pour l'administration seule, ce sera un vrai malheur. La faute que nos camarades du Donetz ont commise est insignifiante en comparaison d'autres fautes commises par nous. Mais c'est un exemple typique. Le Comité central avait exigé unanimement : « Gardez ce groupe ; soumettez-nous, au Comité central, même les menus conflits, car le bassin du Donetz n'est pas une région quelconque ; c'est une région sans laquelle

l'édification socialiste restera un simple souhait pieux. » Mais tout notre pouvoir politique et toute l'autorité du Comité central se sont avérés insuffisants.

Pour cette fois, c'est une faute d'administration, évidemment, qui a été commise ; il y a eu en outre une quantité d'autres fautes.

Vous avez là un exemple qui montre que le « hic » n'est pas dans le pouvoir politique ; le « hic », c'est de savoir diriger, savoir mettre les gens à la bonne place, savoir éviter les petits heurts de façon que l'activité économique de l'Etat ne soit pas interrompue. Cela, nous ne savons pas le faire et c'est là notre faute.

Je pense que lorsque nous parlons de notre révolution et pesons ses destinées, il nous faut rigoureusement discerner les tâches de la révolution qui ont été entièrement accomplies, et qui sont entrées, comme une chose absolument imprescriptible, dans l'histoire du bouleversement du capitalisme sur le plan mondial. Notre révolution a de ces œuvres à son actif. Naturellement, les menchéviks et Otto Bauer, représentant de l'Internationale II 1/2, peuvent crier : « Chez eux, là-bas, c'est une révolution bourgeoise. » Nous disons, nous, que notre tâche est de faire aboutir la révolution bourgeoise. Ainsi que l'a dit une publication de gardes blancs : « Durant quatre cents ans, on avait amassé du fumier dans nos administrations publiques. » Et nous avons, nous, balayé ce fumier en quatre ans. Là est notre plus grand mérite. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, eux, qu'ont-ils fait ? Rien. Ni chez nous ni même dans l'Allemagne avancée, éclairée ; même là-bas, ils ne peuvent déblayer le fumier moyenageux. Et notre plus grand mérite, ils nous en font grief. Avoir mené à bonne fin l'œuvre de la révolution est notre mérite imprescriptible.

Aujourd'hui, cela sent la guerre. Les syndicats ouvriers, par exemple les syndicats réformistes, votent des résolutions contre la guerre et menacent de faire grève contre la guerre. Dernièrement, si je ne me trompe, j'ai vu un télégramme de presse annonçant qu'à la Chambre française un excellent communiste avait prononcé un discours contre la guerre et déclaré que les ouvriers préféreraient l'insurrection à la guerre. On ne saurait poser la ques-

tion comme nous l'avons posée en 1912, lors de la publication du Manifeste de Bâle. Seule la révolution russe a montré comment on peut sortir de la guerre, les efforts que cela coûte, ce que signifie sortir d'une guerre réactionnaire par la voie révolutionnaire. Les guerres réactionnaires impérialistes sont inévitables sur tous les points du globe. Et en résolvant tous les problèmes de cet ordre, l'humanité ne peut oublier et n'oubliera pas que des dizaines de millions d'hommes ont été massacrés alors et seront encore massacrés. Car nous vivons au XX^e siècle, et le seul peuple qui soit sorti de la guerre réactionnaire par la voie révolutionnaire, non pas au profit de tel ou tel gouvernement, mais en les jetant tous à bas, est le peuple russe ; et c'est la révolution russe qui l'en a tiré. Et ce qui a été conquis par la révolution russe, est imprescriptible. Nulle force ne peut l'enlever, de même que nulle force au monde ne peut reprendre ce que l'Etat soviétique a créé. C'est une victoire historique d'une portée universelle. Durant des centaines d'années on a bâti les Etats selon le type bourgeois, et c'est la première fois qu'une forme d'Etat non bourgeois a été trouvée. Peut-être notre appareil est-il mauvais, mais on dit que la première machine à vapeur était aussi mauvaise, et l'on ignore même si elle fonctionnait. Ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel, c'est que la machine ait été inventée. La première machine à vapeur, à cause de sa forme, était inutilisable. Qu'importe ! En revanche, nous avons maintenant la locomotive. Notre appareil d'Etat est franchement mauvais. Qu'importe ! Il a été créé, c'est une immense œuvre historique ; un Etat de type prolétarien a été créé. C'est pourquoi l'Europe entière, des milliers de journaux bourgeois ont beau dépeindre nos horreurs et notre misère, dire que le peuple travailleur ne connaît que des tourments, cela n'empêche que, dans le monde entier, tous les ouvriers se sentent attirés vers l'Etat des Soviets. Voilà les grandes conquêtes que nous avons obtenues et qui ne peuvent nous être enlevées. Mais pour nous, représentants du Parti communiste, cela signifie seulement ouvrir la porte. Maintenant la tâche se pose devant nous de jeter les fondements de l'économie socialiste. Cela a-t-il été fait ? Non, cela n'a pas été fait. Nous n'avons pas encore de fondements socialistes. Ceux

des communistes qui s'imaginent que ces fondements existent déjà, commettent une très grande erreur. Tout le nœud de la question consiste à séparer fermement, nettement et sainement ce qui, chez nous, constitue un mérite historique mondial de la révolution russe, d'avec ce qui s'accomplit chez nous aussi mal que possible, ce qui n'a pas encore été créé, ce qui, maintes fois encore, devra être refait.

Les événements politiques sont toujours très embrouillés et très complexes. On peut les comparer à une chaîne. Pour saisir toute la chaîne il faut s'accrocher à son maillon principal. On ne peut choisir artificiellement le maillon auquel on voudrait s'accrocher. Quel était, en 1917, le nœud de la situation ? Sortir de la guerre ; tout le peuple l'exigeait et cela primait tout. La Russie révolutionnaire est parvenue à sortir de la guerre. Cela lui a coûté de grands efforts, mais, en revanche, le besoin essentiel du peuple a été pris en considération, et cela nous a donné la victoire pour de longues années. Et le peuple a senti, le paysan a vu, chaque soldat revenant du front a parfaitement compris qu'avec le pouvoir des Soviets il recevait un pouvoir plus démocratique, plus proche des travailleurs. Nous pouvons avoir commis bien des sottises, bien des erreurs scandaleuses dans d'autres domaines, mais du moment que nous avons su tenir compte de cette tâche principale, tout a bien été.

Quel était le nœud de la situation en 1919 et 1920 ? La riposte militaire. Alors l'Entente, avec sa puissance mondiale, marchait contre nous, nous étouffait. Point n'était besoin de propagande : n'importe quel paysan sans-parti comprenait de quoi il retournait. Le grand propriétaire foncier revient. Les communistes savent lutter contre lui. Voilà pourquoi les paysans, dans leur masse, étaient pour les communistes, voilà pourquoi nous avons remporté la victoire.

En 1921, le nœud de la situation était de se replier en bon ordre. Voilà pourquoi il fallait une discipline particulièrement rigoureuse. L'« opposition ouvrière » disait : « Vous sous-estimez les ouvriers. Les ouvriers doivent montrer plus d'initiative. » L'initiative doit consister à se replier en bon ordre et à observer une rigoureuse discipline. Celui qui jetterait la moindre note de panique ou

enfreindrait la discipline, ferait périr la révolution, car rien n'est plus difficile que de battre en retraite avec des hommes habitués à conquérir, pénétrés des conceptions et idéaux révolutionnaires, et qui, en leur for intérieur, considèrent toute retraite à peu près comme une ignominie. Le plus grand péril est que le bon ordre soit troublé, et la tâche essentielle est de maintenir le bon ordre.

Et aujourd'hui, quel est le nœud de la situation ? C'est à cela que je veux aboutir, c'est par là que je veux conclure mon rapport, — ce nœud n'est pas dans notre politique, dans le sens de changement d'orientation. On en parle énormément à propos de la NEP. On parle à vide. Bavardage des plus nuisibles. En relation avec la NEP, on commence, chez nous, à s'affairer, à réorganiser les institutions, à en créer de nouvelles. Bavardage des plus nuisibles. Nous en sommes arrivés à une situation où l'essentiel est dans les hommes, dans le choix des hommes. C'est une chose que s'assimile difficilement un révolutionnaire habitué à lutter contre les petites choses, les menues questions culturelles et qui, au lieu de refaire telle ou telle institution, a mis en avant le rôle de l'individu. Mais nous en sommes arrivés à une situation qu'au point de vue politique il faut apprécier sainement. Nous avons poussé si loin que nous ne pouvons garder toutes les positions et ne devons pas les garder.

Au point de vue international, notre situation, dans ces dernières années, s'est immensément améliorée. Nous avons conquis le type d'Etat soviétique ; c'est un pas en avant fait par toute l'humanité. L'Internationale communiste nous le confirme chaque jour par les informations qu'elle reçoit de tous les pays. Personne n'a l'ombre d'un doute à ce sujet. Mais pour ce qui est du travail pratique, voici comment les choses se présentent : si les communistes ne sont pas en mesure d'aider pratiquement la masse paysanne, celle-ci ne les soutiendra pas. Ce qui doit être au centre de notre attention, ce n'est pas de légiférer, de publier d'excellents décrets, etc. Nous avons connu une période où les décrets étaient une forme de propagande. On se moquait de nous, on disait : les bolchéviks ne comprennent pas qu'on n'applique pas leurs décrets ; toute la presse des gardes blancs abonde en railleries à ce sujet.

Mais cette phase était légitime quand les bolchéviks ont pris le pouvoir et ont dit au simple paysan, au simple ouvrier : voici comment nous voudrions que l'Etat fût gouverné ; voici un décret ; essayez-le. Au simple ouvrier ou paysan, nous exposions d'emblée nos conceptions politiques, sous forme de décrets. Résultat : nous avons conquis cette énorme confiance, dont nous avons joui et dont nous continuons de jouir parmi les masses populaires. Ce fut une période, une phase nécessaire au début de la révolution ; autrement nous n'aurions pas été à la tête de la vague révolutionnaire, mais nous nous serions traînés à la remorque. Autrement, nous n'aurions pas eu la confiance de tous les ouvriers et paysans, qui voulaient bâtir la vie sur une base nouvelle. Or, cette phase est révolue et nous ne voulons pas le comprendre. Maintenant les paysans et les ouvriers riront si on leur enjoint de créer, de réorganiser telle ou telle administration. Maintenant le simple ouvrier, le simple paysan ne s'y intéresseront pas, et ils auront raison, car le centre de gravité n'est pas là. Aujourd'hui, ce n'est pas avec cela que vous, communistes, devez vous présenter au peuple. Bien que nous autres, dans les administrations publiques, nous soyons toujours surchargés de ces détails, ce n'est cependant pas ce maillon de la chaîne qu'il faut saisir ; le nœud n'est pas là ; le nœud de la question, c'est que les gens ne sont pas à leur place, que tel communiste responsable, qui a très bien fait toute la révolution, est affecté à une entreprise commerciale, industrielle, où il ne comprend rien, où il empêche de voir la vérité, car derrière lui se cachent à merveille filous et mercantis. L'essentiel, c'est que nous n'avons pas de vérification pratique de ce qui a été accompli. C'est une tâche prosaïque, petite, ce sont de menues affaires, mais nous vivons après un immense bouleversement politique, et il nous faut, durant un certain laps de temps, vivre au sein d'un système capitaliste ; le nœud de toute la situation n'est pas dans la politique, au sens étroit du terme (ce qui se dit dans les journaux n'est que verbiage politique, et il n'y a là rien de socialiste) ; le nœud de toute la situation n'est pas dans les résolutions, dans les administrations, dans la réorganisation. Pour autant que ces choses nous sont nécessaires, nous les ferons. Mais n'allez pas servir cela au peuple ;

choisissez les hommes qu'il faut et vérifiez l'exécution pratique : cela, le peuple l'appréciera.

C'est que dans la masse populaire, nous sommes comme une goutte d'eau dans l'océan et nous ne pouvons exercer le pouvoir qu'à la condition d'exprimer exactement ce dont le peuple a conscience. Sinon, le Parti communiste ne conduira pas le prolétariat, celui-ci n'entraînera pas derrière lui les masses, et toute la machine se disloquera. Aujourd'hui, pour le peuple, pour toutes les masses laborieuses, l'essentiel est uniquement de parer en fait à la misère atroce et à la famine, et de montrer qu'il y a réellement cette amélioration dont le paysan a besoin et qui lui est coutumière. Le paysan connaît le marché et connaît le commerce. Nous n'avons pu établir la répartition communiste directe, faute d'un nombre suffisant de fabriques et de machines. Dès lors, nous devons ravitailler le pays par le commerce, mais le ravitailler non moins bien que le faisait le capitaliste, sinon le peuple ne supportera pas une telle gestion. Tout le nœud de la situation est là. Et s'il ne se passe rien d'inattendu, cela doit devenir le nœud de tout notre travail pour 1922, à trois conditions.

Premièrement, à la condition qu'il n'y ait pas d'intervention armée. Nous faisons tout pour l'éviter par notre diplomatie ; néanmoins, elle est possible chaque jour. Nous devons réellement nous tenir sur le qui-vive, et consentir, pour l'Armée Rouge, de durs sacrifices, bien entendu, en en fixant rigoureusement les proportions. Nous avons en face de nous le monde bourgeois tout entier qui ne cherche que le moyen de nous étrangler. Nos menchéviks et socialistes-révolutionnaires ne sont que des agents de cette bourgeoisie, pas autre chose. Telle est leur position politique.

La deuxième condition est que la crise financière ne soit pas trop forte. Cette crise approche. Vous en entendrez parler quand on vous exposera la politique financière. Si elle est trop aiguë et dure, il nous faudra de nouveau réorganiser beaucoup de choses et concentrer toutes nos forces sur un point. Si elle n'est pas trop dure elle peut même nous être utile : elle passera au crible les communistes dans les trusts d'Etat de tout genre. Seulement il ne faudra pas oublier de le faire. La crise financière aère

administrations et entreprises ; les mauvaises sautent les premières. Seulement il ne faudra pas oublier qu'on ne doit pas tout mettre sur le dos des spécialistes, sous prétexte que les communistes responsables sont excellents, qu'ils ont lutté sur les fronts et ont toujours bien travaillé. Ainsi donc, si la crise financière n'est pas sévère à l'excès, on pourra en tirer profit et épurer autrement que ne le font la Commission centrale de Contrôle ou la Commission centrale de vérification [83], passer au crible comme il se doit tous les communistes responsables dans les services économiques.

Et la troisième condition est de ne pas commettre, entre-temps, de fautes politiques. Il est évident que si nous faisons des fautes politiques, toute l'édification économique sera compromise ; alors il faudra engager la discussion en vue de corriger et d'orienter. Mais en l'absence de semblables et tristes erreurs, le nœud, pour l'avenir immédiat, ne sera pas dans les décrets, ni dans la politique au sens étroit de ce terme, ni dans les administrations et leur organisation — on s'en occupera, pour autant que cela est nécessaire, dans les milieux communistes responsables et les administrations soviétiques — mais le nœud de tout le travail sera dans le choix des hommes et le contrôle de l'exécution. Si sous ce rapport nous apprenons à faire les choses pratiquement, si nous nous rendons pratiquement utiles, nous surmonterons cette fois encore toutes les difficultés.

En terminant, je dois toucher le côté pratique de la question concernant les organismes soviétiques, les grandes administrations et l'attitude du Parti à leur égard. Il s'est établi des rapports défectueux entre le Parti et les institutions soviétiques ; nous sommes tous absolument d'accord là-dessus. J'ai montré par un exemple comment, même pour une menue affaire concrète, on va au Bureau politique. Formellement, il est très difficile d'y remédier, car un parti gouvernemental unique dirige chez nous, et l'on ne peut interdire à un de ses membres de porter plainte. C'est pourquoi, du Conseil des Commissaires du Peuple, on va, à propos de tout, au Bureau politique. La faute en a été à moi aussi, à bien des égards, car c'est moi qui assurais personnellement, pour une grande part, la liaison

entre le Conseil des Commissaires du Peuple et le Bureau politique. Or, quand j'ai dû me retirer, il s'est trouvé que les deux rouages ne fonctionnaient pas à l'unisson, et Kaménev a dû travailler pour trois afin de maintenir cette liaison.

Pour ce qui est des principales directives, il y a pleine entente au Comité central. J'espère que le congrès s'occupera très attentivement de cette question et confirmera les directives en ce sens qu'il faut décharger le Bureau politique et le Comité central des questions secondaires et améliorer le travail des responsables. Il importe que les commissaires du peuple répondent de leur activité ; il ne faut pas aller d'abord au Conseil des Commissaires du Peuple, puis au Bureau politique. Nous ne pouvons, formellement, supprimer le droit de porter plainte au Comité central, puisque notre Parti est l'unique parti gouvernemental. On doit, en l'occurrence, mettre un terme à cet état de choses où toutes les questions de détail sont portées devant le Comité central ; il faut rehausser l'autorité du Conseil des Commissaires du Peuple, faire en sorte que ce soient surtout les commissaires qui siègent au Conseil et non leurs adjoints ; il convient de modifier le caractère des fonctions du Conseil des Commissaires du Peuple, dans le sens où je n'ai pas réussi à le faire durant cette dernière année : réserver une attention beaucoup plus grande au contrôle de l'exécution.

A ce propos, il faut avoir soin de restreindre les commissions du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense, afin qu'ils connaissent et remplissent leurs propres tâches, au lieu de disperser leurs efforts entre d'innombrables commissions. Ces jours-ci on a épuré les commissions. Il y en avait cent vingt. Combien étaient nécessaires ? Seize. Et ce n'est pas la première épuration. Au lieu de répondre de ses actes, au lieu de soumettre une décision au Conseil des Commissaires du Peuple, en sachant qu'on en porte la responsabilité, on se retranche derrière les commissions. Le diable lui-même se casserait la jambe dans les commissions ; pas moyen de trouver le responsable ; tout est embrouillé ; en fin de compte, on prend une décision aux termes de laquelle tout le monde est responsable.

Notons, d'autre part, qu'il est nécessaire d'élargir et de développer l'autonomie et l'activité des conseils économiques régionaux. Maintenant, la division de la Russie en régions a été faite sur une base scientifique, en tenant compte des conditions économiques et climatiques, des conditions de vie, d'approvisionnement en combustible, de l'industrie locale, etc. En se fondant sur cette division on a institué des conseils économiques de district et de région. Sans doute y aura-t-il des amendements pour telles ou telles questions de détail, mais il faut rehausser l'autorité de ces conseils économiques.

Ensuite, on doit faire en sorte que le Comité exécutif central de Russie travaille plus énergiquement et se réunisse régulièrement en sessions qui doivent être plus prolongées. Les sessions sont tenues d'examiner les projets de loi qui parfois sont soumis au Conseil des Commissaires du Peuple à la hâte, sans nécessité absolue. Mieux vaut remettre à plus tard et laisser nos responsables dans les localités examiner attentivement les choses ; il faut se montrer plus exigeants à l'égard des législateurs, ce qu'on ne fait pas chez nous.

Si les sessions du Comité exécutif central de Russie sont plus prolongées, elles se diviseront en sections et sous-commissions et sauront vérifier le travail plus rigoureusement en s'efforçant d'obtenir ce qui, selon moi, est le nœud, l'essence même de la situation politique présente : porter l'effort principal sur le choix des hommes, sur le contrôle de l'exécution effective.

Il faut se rendre compte, et ne pas craindre de le reconnaître, que dans 99 cas sur 100, les communistes responsables ne sont pas employés selon leurs capacités ; ils ne savent pas s'acquitter de leur tâche ; ce qu'ils doivent faire, maintenant, c'est apprendre. Si on le reconnaît, et du moment que nous en avons la possibilité (à en juger d'après l'ensemble de la situation internationale, nous aurons assez de temps pour achever notre apprentissage), il faut le faire à tout prix. (Vifs applaudissements.)

3

CONCLUSIONS SUR LE RAPPORT POLITIQUE DU C.C. DU P.C.(b)R. LE 28 MARS

(Applaudissements.) Je dois consacrer tout d'abord un certain temps à la critique des remarques faites ici par les camarades Préobrajenski et Ossinski. Je pense que, sur le point principal et fondamental, les camarades Préobrajenski et Ossinski ont tiré complètement à côté de la cible, et qu'ils ont montré, précisément par leurs interventions, combien est fausse leur conception de la ligne politique.

Le camarade Préobrajenski a parlé du capitalisme ; aux termes du programme, a-t-il dit, nous devrions susciter une discussion générale. Je pense que ce serait une perte de temps des plus stériles et des plus vaines.

Tout d'abord, à propos du capitalisme d'Etat.

« Le capitalisme d'Etat est un capitalisme, dit Préobrajenski, et c'est ainsi seulement qu'on peut et qu'on doit le comprendre. » J'affirme que c'est de la scolastique. Personne jusqu'à présent, dans l'histoire de l'humanité, n'a pu écrire un tel livre sur le capitalisme, parce que c'est la première fois, maintenant, que nous vivons cette chose-là. Jusqu'à présent, les livres un tant soit peu sensés sur le capitalisme d'Etat ont été écrits dans des conditions et dans une situation telles que le capitalisme d'Etat était un capitalisme. Maintenant, il en va autrement, ce qu'aucun Marx ni aucun marxiste ne pouvaient prévoir. Et il ne faut pas regarder en arrière. Si vous écrivez l'his-

toire, vous le ferez à merveille, mais si vous vous mettez à écrire un manuel, vous direz : le capitalisme d'Etat, c'est un capitalisme à tel point inattendu, un capitalisme que personne absolument n'avait prévu ; personne en effet ne pouvait prévoir que le prolétariat arriverait au pouvoir dans un des pays les moins évolués, qu'il commencerait par tenter d'organiser sur une grande échelle la production et la répartition pour les paysans, puis, n'étant pas venu à bout de cette tâche en raison des conditions culturelles, il ferait participer le capitalisme à son œuvre. On n'a jamais prévu tout cela, mais c'est néanmoins un fait incontestable.

Le discours de Larine reflète une incompréhension totale de ce qu'est la nouvelle politique économique et de l'attitude qu'il faut avoir à cet égard.

Aucune objection sérieuse n'a été formulée contre la nécessité du passage à la nouvelle politique économique. Le prolétariat ne craint pas de reconnaître que sa révolution a donné sur certains points des résultats magnifiques, et sur d'autres rien du tout. Tous les partis révolutionnaires qui ont succombé jusqu'à présent succombaient par présomption, parce qu'ils ne savaient pas voir ce qui faisait leur force et appréhendaient de parler de leurs faiblesses. Mais nous, nous ne succomberons pas, car nous ne craignons pas de parler de nos faiblesses, et ces faiblesses, nous apprendrons à les surmonter. (Applaudissements.) Le capitalisme que nous avons laissé entrer, il fallait le laisser entrer. S'il est monstrueux et mauvais, nous pouvons le corriger, parce que le pouvoir est entre nos mains, et nous n'avons rien à redouter. Tout le monde le reconnaît, et confondre cela avec la panique est ridicule. Si nous avions peur de le reconnaître, c'est alors que nous succomberions à coup sûr. Mais nous apprendrons cette science, nous aurons la volonté de l'apprendre : c'est ce que montrent les trois, quatre et cinq années pendant lesquelles nous avons appris des choses plus compliquées en moins de temps. Il est vrai qu'alors nous étions stimulés par la nécessité. Durant la guerre, on nous poussait avec une énergie extrême et il semble bien qu'il n'y ait pas eu un seul front, pas une seule campagne où l'on ne nous ait poussés : d'abord on s'est approché de Moscou, à

une centaine de verstes, on s'est approché d'Orel, on était à cinq verstes de Pétrograd. C'est alors que nous nous sommes vraiment ressaisis, que nous nous sommes mis à étudier et à appliquer les résultats de notre étude, et que nous avons chassé l'ennemi.

Mille fois plus difficile est la situation où l'on a affaire à un adversaire qui se trouve dans la vie quotidienne de notre économie. Les débats qui se sont engagés jusqu'à maintenant dans la presse à propos du capitalisme d'Etat peuvent, dans le meilleur des cas, prendre place dans un manuel d'histoire. Je ne nie nullement l'utilité des manuels, et j'ai écrit récemment qu'il vaudrait mieux que nos auteurs consacrent un peu moins d'attention aux journaux et au bavardage politique, et écrivent des manuels, ce que beaucoup pourraient faire d'une façon excellente, y compris le camarade Larine. Ses qualités seraient extrêmement utiles dans ce domaine. De cette façon serait remplie chez nous la tâche sur laquelle le camarade Trotski a bien mis l'accent lorsqu'il a déclaré que la chose essentielle, actuellement, c'est l'éducation de la jeune génération, mais que nous n'avons rien pour l'éduquer. En effet, dans quoi apprend-elle les sciences sociales ? Dans la vieille friperie bourgeoise. C'est une honte ! Et cela, alors que nous avons des centaines d'auteurs marxistes qui peuvent nous donner des manuels sur toutes les questions sociales, mais qui ne le font pas parce qu'ils sont occupés à autre chose et ne s'orientent pas dans cette direction.

Touchant le capitalisme d'Etat, il faut savoir ce qui doit devenir un mot d'ordre pour l'agitation et la propagande, ce qu'il importe d'expliquer de façon qu'il soit pratiquement compris. C'est le fait que le capitalisme d'Etat, chez nous, n'est plus celui à propos duquel ont écrit les Allemands. C'est un capitalisme toléré par nous. Est-ce vrai ou faux ? Tout le monde sait que c'est vrai !

Comme l'a décidé le congrès des communistes, le capitalisme d'Etat est toléré par notre Etat prolétarien : or, l'Etat, c'est nous. Si nous nous y sommes mal pris, nous sommes les coupables, inutile d'en chercher d'autres ! Il faut étudier, il faut faire en sorte que le capitalisme d'Etat dans l'Etat prolétarien ne puisse pas et n'ose pas déborder le cadre et les conditions qui lui ont été fixés

par le prolétariat, les conditions qui sont avantageuses pour le prolétariat. Et il a été dit ici avec raison que nous avons dû tenir compte de la paysannerie, en tant que masse, et lui donner la liberté de commercer. Chaque ouvrier raisonnable comprend que c'est nécessaire pour la dictature du prolétariat, et seul le camarade Chliapnikov peut y trouver matière à plaisanterie et railleries. Tout le monde a assimilé cela, cela a été suffisamment remâché mille fois ; simplement, vous ne voulez pas le comprendre. Si le paysan a besoin de la liberté de commerce dans les conditions actuelles et dans certaines limites, nous devons la lui donner, mais cela ne veut pas dire que nous autoriserons le commerce du tord-boyaux. Cela, nous le punirons. Cela ne veut pas dire que nous autoriserons le commerce de la littérature politique qui porte le nom de menchévique et de s.-r. et qui, tout entière, est nourrie des deniers des capitalistes du monde entier.

Voilà ce que j'ai voulu dire lorsque j'ai fait allusion aux mitrailleuses, et le camarade Chliapnikov aurait dû le comprendre. Ce qu'il dit, ce sont des sottises !

Avec cela, vous ne ferez peur à personne et vous n'éveillerez aucune compassion ! (Applaudissements. Rires.)

Pauvre Chliapnikov ! Lénine a l'intention de mettre en batterie des mitrailleuses contre lui.

Il est question des mesures appliquées par le Parti, et nullement d'on ne sait quelles mitrailleuses. Il est question de mitrailleuses pour les gens que l'on appelle actuellement chez nous menchéviks et socialistes-révolutionnaires et qui déclarent : « Vous parlez de recul vers le capitalisme, eh bien, nous disons la même chose : nous sommes d'accord avec vous ! » Nous entendons cela constamment, et il y a à l'étranger une agitation formidable sur le thème : les bolchéviks veulent garder les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires en prison, tandis qu'eux-mêmes tolèrent le capitalisme. Naturellement, nous tolérons le capitalisme, mais dans les limites indispensables à la paysannerie. Il le faut ! Sinon, le paysan ne peut pas vivre et travailler. Tandis qu'il peut vivre, le paysan russe, nous l'affirmons, sans la propagande socialiste-révolutionnaire et menchévique. Et celui qui affirme le

contraire, nous lui disons : nous périrons plutôt jusqu'au dernier, mais nous ne te céderons pas ! Et nos tribunaux doivent comprendre tout cela. Lorsque nous passons de la Vétchéka aux tribunaux politiques d'Etat, nous devons dire au Congrès que nous ne reconnaissons pas de tribunaux qui ne soient pas des tribunaux de classe. Nous devons avoir des tribunaux élus, prolétariens, et ces tribunaux doivent savoir ce que nous tolérons. Les membres du tribunal doivent savoir pertinemment ce qu'est le capitalisme d'Etat.

Voilà en quoi consiste le mot d'ordre politique de l'heure, et non pas dans un débat sur la façon dont les professeurs allemands comprenaient le capitalisme d'Etat et dont nous le comprenons. Depuis lors, nous avons subi bien des épreuves et il n'y a absolument aucune raison de regarder en arrière.

A quel point Préobrajenski passe complètement à côté de la question, sur le plan politique, c'est ce que montrent ses considérations sur le Bureau économique ou sur le programme. Quelle belle chose que ce programme, et comme nous le défigurons ! Mais comment cela peut-il se faire ? Cela se fait parce qu'on lit lettre après lettre et ligne après ligne, et qu'on ne veut pas regarder plus loin. On extrait une citation et l'on dit : là, il y a eu débat. On affirme que la ligne politique juste était celle des facultés ouvrières et des cellules communistes, et non pas celle des gens qui disaient : « Soyez un peu plus prudents et plus modérés avec ces spécialistes. » Que les cellules communistes soient d'excellentes cellules communistes et les facultés ouvrières d'excellentes facultés ouvrières, cela n'est pas douteux, mais elles ne sont pas garanties contre les erreurs, ce ne sont pas des saints.

Oui, les cellules communistes représentent notre Parti, et les facultés ouvrières représentent notre classe, mais qu'elles commettent des erreurs et que nous devons les corriger, c'est une vérité élémentaire. Comment il faut les corriger, je n'en sais rien, parce que je n'ai pas participé personnellement aux réunions du C.C. où cette question a été discutée. Mais je sais qu'il y a chez nous de l'outrance dans la politique des facultés ouvrières et des cellules communistes contre les professeurs. Or, quand le C.C., après avoir examiné l'affaire sous tous ses aspects, s'est

aperçu qu'il y avait de l'outrance et qu'il fallait adopter une ligne plus prudente à l'égard de ces professeurs, qui sont étrangers à notre classe et ne la représentent pas, alors vient Préobrajenski qui sort le programme en disant : pas de concessions politiques à cette couche, sinon c'est une violation du programme [84].

Si l'on se met à diriger le Parti de cette façon, cela nous mènera à coup sûr à notre perte. Non pas parce que le camarade Préobrajenski comprend de travers la politique en général, mais parce qu'il aborde toute chose d'un biais qui constitue son côté fort : c'est un théoricien qui s'oriente dans un cadre bien défini, ordinaire et coutumier, un propagandiste dont la préoccupation est de trouver les moyens de la propagande. Chacun connaît et apprécie ce côté fort, mais quand il aborde les choses du point de vue politique et administratif, le résultat est assez monstrueux. Créer un Bureau économique ? Alors que tout le monde vient de dire et de convenir, — et nous avons vu une unanimité complète sur ce point (ce qui est très important : de cette unité dépend l'action), — qu'il importe de délimiter l'appareil du Parti et celui des Soviets.

Réaliser cela est terriblement difficile, car les hommes manquent ! Préobrajenski a lancé ici à la légère que Staline appartient à deux commissariats [85]. Mais qui d'entre nous est sans péché ? Qui n'a pas assumé plusieurs fonctions à la fois ? Et comment peut-on faire autrement ? Que pouvons-nous faire maintenant pour que soit assurée la situation actuelle au Commissariat du peuple aux Nationalités, pour que l'on s'y retrouve dans toutes les questions du Turkestan, du Caucase, etc. ? Ce sont pourtant, toutes, des questions politiques ! Et il est indispensable de les régler ; ces problèmes ont préoccupé les États européens pendant des siècles et n'ont été résolus par les républiques démocratiques que dans une mesure infime. Nous sommes en train de les résoudre, et il nous faut un homme que n'importe quel représentant des nationalités puisse aller trouver pour lui raconter en détail ce qui se passe. Où trouver cet homme ? Je pense que Préobrajenski lui-même ne pourrait pas proposer une autre candidature que celle du camarade Staline.

Il en va de même pour l'Inspection ouvrière et paysanne.

C'est un travail gigantesque. Mais pour savoir manier le contrôle, il faut qu'il y ait à la tête un homme qui a de l'autorité, sinon nous allons nous embourber et nous noyer dans les intrigues mesquines.

Le camarade Préobrajenski propose un Bureau économique, mais alors tout ce que nous disons sur la séparation du travail du Parti et du travail des Soviets serait dans le lac. Le camarade Préobrajenski propose un schéma qu'il prétend bon : d'un côté le Bureau politique, ensuite le Bureau économique, le Bureau d'organisation. Mais cela ne tient debout que sur le papier, dans la vie c'est grotesque ! Je ne comprends absolument pas comment un homme ayant le sens de la politique vivante a pu, après cinq années de pouvoir soviétique, faire une telle proposition et y insister !

Qu'est-ce qui distingue chez nous le Bureau d'organisation du Bureau politique ? Il est impossible, en effet, de fixer des limites précises entre les questions politiques et les questions d'organisation. N'importe quel problème politique peut être un problème d'organisation, et réciproquement. Et seule la pratique établie, selon laquelle toute question peut être portée du Bureau d'organisation au Bureau politique, a permis de mettre sur pied convenablement le travail du C.C.

Quelqu'un a-t-il jamais proposé autre chose ? Personne ne l'a jamais fait parce qu'il est impossible de proposer une autre solution, du point de vue du bon sens. On ne saurait séparer mécaniquement le plan politique et le plan d'organisation. La politique est faite par des hommes, et si ce sont d'autres hommes qui se mettent à rédiger les textes, il n'en sortira rien.

Vous savez bien, pourtant, qu'il y a eu des révolutions où des gens rédigeaient des textes dans les assemblées parlementaires, tandis que d'autres, d'une autre classe, les appliquaient. Il en résultait des camouflets, et on les flanquait à la porte. Séparer les questions d'organisation de celles de la politique est impossible. La politique, c'est un concentré de l'économie.

Le camarade Kossior se plaint du C.C., il a cité des noms que j'ai tous notés ; personnellement, je ne sais pas et je ne peux pas répondre, mais si vous, en tant que

Congrès du Parti, vous vous y intéressez, votre devoir est d'élire des commissions et de soumettre Kossior et les personnes intéressées à un interrogatoire minutieux. Le fond de la question est celui-ci : si on enlève au C.C. le droit de répartir les cadres, il ne pourra pas orienter la politique. Bien que nous commettions des erreurs en déplaçant telle ou telle personne, je me permettrai néanmoins de penser que le Bureau politique du C.C. a commis un minimum d'erreurs durant tout le temps de son activité. Ce n'est pas de la vantardise. L'activité du Bureau politique est vérifiée non par les commissions, non par les hommes mis en place par notre Parti lui-même, mais par les gardes blancs, par nos ennemis. La preuve, ce sont les résultats de la politique dans laquelle il n'y a pas eu de grosses erreurs.

Le côté fort d'Ossinski, c'est qu'il attaque avec énergie et fermeté le travail qu'il entreprend. Il faut faire en sorte que ce côté fort l'emporte sur son côté faible (Ossinski hurlera, — c'est un homme énergique, — et pourtant il faut le faire, sinon il serait perdu pour le travail). Je pense que nous avons pris au C.C. des mesures propres à conjuguer ses côtés faible et fort.

Le meilleur acte d'accusation contre Ossinski (si je voulais engager la polémique contre lui, mais je ne le veux pas), consisterait à imprimer et à placarder son discours d'aujourd'hui... Il fut un homme...

Commissaire du peuple adjoint, dirigeant du plus important des Commissariats du Peuple, au premier rang de ceux qui, sur n'importe quelle question, savent tracer un programme, cet homme propose de passer au système du travail en cabinet. J'affirme que cet homme est absolument fini, et pour toujours. Je ne vais pas me mettre à analyser cela, à polémiquer sur le détail; l'essentiel est que la valeur énorme d'Ossinski soit employée convenablement. Si le camarade Ossinski ne considère pas amicalement les conseils qui lui ont été souvent donnés au C.C., et dont je suis pour une bonne part responsable, et s'il ne se modère pas sur ce point, il dégringolera inévitablement et absolument dans le marais, comme c'est arrivé aujourd'hui.

C'est une aventure fort désagréable pour des hommes qui aiment à affirmer leur personnalité ; qu'une nature

richement douée aspire à se manifester, c'est légitime. Plût au ciel que chacun en fasse autant. Mais le C.C. doit veiller à ce que la personnalité se révèle avec profit. Le C.C. doit faire en sorte qu'il soit coupé court aux propos sur le travail en cabinet, même si l'homme qui fait l'objet de la « coupure », si je puis dire, doit venir se plaindre. Cela sera utile. Il faut modérer ses capacités pour ne pas s'enfoncer dans ce marais, il faut prendre conseil de ses camarades, les autres responsables des Commissariats du peuple, et mettre en œuvre une ligne commune ; or, chez nous, fait-on quoi que ce soit sans débats, fût-ce dans un seul commissariat du peuple ? Non.

« Amélioration du système d'administration et mobilisation psychologique des masses ». C'est de l'assassinat pur et simple ! Si le Congrès adoptait ce point de vue de la réaction politique, ce serait le moyen le plus sûr et le meilleur de se suicider.

« Amélioration du système d'administration ». Plût au ciel que nous commencions à sortir du tohu-bohu qui existe présentement.

Nous n'avons pas de système ? Pendant cinq ans, le meilleur de nos forces a été consacré à la mise en place de ce système ! Ce système est un très grand pas en avant.

L' appareil pratique est mauvais ! Savons-nous ce qu'il en est ? Non ! Ossinski, lui, parle comme s'il le savait. Il peut, voyez-vous, s'asseoir et rédiger en dix minutes le plan d'un système d'administration, et si on ne freine pas cette ardeur, ce sera nuisible et ce sera une erreur politique. Placé dans une situation différente, s'il continue à faire preuve d'autant de zèle qu'actuellement, son travail sera très utile.

Vous avez là un exemple. Ensuite, lorsque j'ai parlé de l'essentiel, Préobrajenski et Ossinski l'ont démontré, et Larine, lui, l'a démontré doublement. Voyez ce qu'il a fait. Il m'a accusé et il a plaisanté et ri très gaiement.

Il fait cela admirablement, c'est son côté fort. Si le camarade Larine ne devait pas l'utiliser dans les affaires publiques, il apporterait mille fois plus de profit à la république, parce que c'est un homme très capable et doué d'une riche imagination. Ce don est extrêmement précieux. On a tort de penser que l'imagination n'est néces-

saire qu'au poète. C'est un préjugé stupide ! Même dans les mathématiques, elle est nécessaire ; même la découverte du calcul intégral et différentiel n'aurait pas été possible sans imagination. L'imagination est une qualité du plus haut prix, mais le camarade Larine en a un peu trop. Je dirais, par exemple, que si l'on partageait équitablement tout le stock d'imagination de Larine entre tous les membres du P.C.R., ce serait très bien. (Rires, applaudissements.) Mais aussi longtemps que nous ne pouvons pas procéder à cette opération, il ne faut pas confier à Larine les affaires de l'Etat, de l'économie ou du plan ; on aurait le même résultat que dans l'ancien Conseil supérieur de l'économie nationale, lorsque Rykov n'était pas encore guéri, et que c'était « I. Larine » qui travaillait et qui signait au nom de tout le Conseil supérieur ; cela allait mal non pas parce que le camarade Larine manifestait uniquement ses pires défauts ; au contraire, il manifestait ses meilleures qualités, car son dévouement et sa compétence ne font de doute pour personne, et pourtant le travail était mal organisé !

C'est ce que j'ai dit. Il est vrai que ce ne sont que des lieux communs. Mais, à propos des lieux communs, Kamkov s'était déjà moqué de moi au congrès des socialistes-révolutionnaires. Kamkov disait : « Lénine prêche aujourd'hui : « Ne vole pas », et demain il ajoutera : « Ne convoite pas la femme de ton prochain ». Voilà toute la sagesse de Lénine. » Cela, je l'ai entendu dire par le socialiste-révolutionnaire Kamkov dès 1918. Et si Kamkov, qui accompagnait ses arguments du tonnerre des canons, n'a fait aucune impression, à plus forte raison Larine n'en fera aucune. A présent, il s'agit des principaux aspects de notre nouvelle politique économique. Là, le camarade Larine a essayé d'engager le Parti dans une mauvaise direction ; mais, s'il était occupé dans un domaine où il ferait preuve d'une foule de capacités, où il serait d'une grande utilité pour la jeunesse et où il ne ferait pas de tours comme celui qu'il a fait au Gosplan, ce serait tout autre chose. Il resterait alors des traces du camarade Larine pour la jeune génération. J'ai parlé assez clairement, semble-t-il. Et il n'y aurait pas eu la confusion que Larine a semée ici.

J'ai dit que Kaménev avait soumis au Bureau politique une proposition de directive : déclarer d'utilité publique l'importation de vivres, les conserves devant être payées en argent soviétique. Larine était présent, il a tout entendu fort bien et il se rappelle tout fort bien ; or, à l'instant, en montant à cette tribune, il a dit : « Lénine a oublié en raison de sa maladie, excusons-le pour cette fois, que pour dépenser les réserves d'or, il faut en référer au Bureau politique. » Si le camarade Kaménev avait proposé de donner nos réserves d'or aux spéculateurs français pour leur acheter des conserves, nous ne l'aurions même pas écouté. Nous n'avons pas donné un seul copeck-or pour les conserves, nous avons donné du papier-monnaie soviétique, et figurez-vous que nous les avons achetées. Wulfson m'assurait même, hier, que ces conserves sont de bonne qualité (bien qu'elles ne soient pas encore arrivées). Mais je ne lui fais pas confiance ; goûtons-les d'abord, car il peut encore y avoir là une filouterie. Le fait est que c'est Larine qui a confondu : nous n'avons pas donné un seul copeck-or, mais 160 milliards en papier-monnaie soviétique.

Naturellement, il serait ridicule et absurde de penser qu'en tenant ces propos Larine soit animé par de mauvaises intentions ; non, il ne s'agit pas de cela, mais son imagination s'envole à un trillion de kilomètres, et le résultat c'est qu'il embrouille tout.

Il a dit ensuite que le Gosplan a proposé de donner à bail les 3/4 des transports ferroviaires. Heureusement qu'il a dit cela au Congrès du Parti, où Krjijanovski a pu le réfuter immédiatement. Cela n'arrive pas si souvent. Vous pensez que c'est seulement au Congrès du Parti que l'on essaye de parler de la sorte ? Vous pouvez vous renseigner à la Commission centrale de contrôle, et demander comment on a démêlé l'affaire du club de discussion de Moscou [86], pourquoi il y a eu une telle affaire, où les camarades Larine et Riazanov... (Riazanov, de sa place : « Je n'y ai pas parlé des réserves d'or ; ce qu'on a dit était pire. ») Je n'ai pas été à Moscou, je n'ai pas participé à l'examen de cette affaire, je n'ai eu qu'une brève information. (Riazanov : « Il ne faut pas croire n'importe quel bruit. ») Je sais cela par un entretien avec le camarade Soltz, ce n'est pas un bruit, c'est un

entretien avec une personne que le Congrès suprême du Parti a placée à la Commission centrale de Contrôle ; il me l'a dit et ce qu'il m'a dit ne peut susciter aucun doute. Il faut beaucoup de légèreté d'esprit pour appeler cela un bruit. La Commission centrale de Contrôle a étudié l'affaire du club de discussion et elle a dû signaler, unanimement, des anomalies dans la façon dont les choses se passent. Je vois clairement où sont les anomalies. Aujourd'hui Larine a été jusqu'à dire, en passant, parce qu'il s'était emballé, parce que son propre discours l'avait emporté, que l'on donnait à bail les 3/4 des transports ferroviaires, et que le C.C. avait corrigé cela. Krjijanovski dit : pas du tout, le C.C. n'a rien corrigé et Larine a confondu. Cela arrive constamment.

Depuis quatre ans, voilà une chose que nous ne réussissons pas à apprendre : attacher l'utile travailleur Larine à un vrai travail utile, et l'écarter d'un travail dans lequel il fait du tort contre son gré.

Cela semble plutôt contre nature : nous exerçons la dictature du prolétariat, le pouvoir terroriste, nous avons vaincu toutes les armées du monde, excepté l'armée de Larine. Ici, la défaite est totale ! Il entreprend toujours ce qu'il ne faut pas entreprendre. Ses connaissances énormes et son aptitude à intéresser les gens seraient de l'utilité la plus efficace pour la jeune génération, qui avance à l'aveuglette. Ses connaissances, nous ne savons pas en tirer profit, de là viennent les frictions, la résistance ; ainsi, le Bureau politique, le Bureau d'organisation du C.C., les réunions plénières du C.C., que l'on accuse de détenir un pouvoir excessif, se trouvent ne pas détenir suffisamment de pouvoir ou d'autorité pour répartir judicieusement tous les camarades.

Il faut réfléchir là-dessus et discuter sérieusement cette question. Là se trouve le centre de gravité du travail, il faut le corriger. Si nous le corrigeons, nous surmonterons les difficultés. Nous y arriverons en corrigeant, et non pas en parlant des nouvelles tâches du programme agraire, dont ont fait état Ossinski et Larine. J'ai écrit à ce sujet un compte rendu au C.C. [87]. Je n'en parlerai pas maintenant : tout membre du Parti qui s'y intéresse a le droit d'en prendre connaissance au secrétariat. Je vous

en prie ! Si l'on utilise convenablement les aptitudes de Larine et d'Ossinski, en éliminant leurs tendances erronées, nous en tirerons un profit énorme.

Je termine sur quelques mots à propos de Chliapnikov. Je voulais parler de lui plus longuement. Trotski, qui a répondu avec Zinoviev, au nom du C.C., à la déclaration des 22 à l'Internationale communiste, a épuisé le sujet à 99%.

Le camarade Chliapnikov a commencé par faire semblant de ne pas comprendre à l'occasion de quoi j'avais parlé des mitrailleuses et des paniquards. Il a plaisanté : « Je suis passé en jugement tant de fois. » Camarades, la plaisanterie est certes une bonne chose. Bien sûr, on ne saurait parler sans plaisanter devant une grande assemblée, parce que les gens sont fatigués ; il faut être humain et le comprendre. Mais il y a des choses avec lesquelles il n'est pas permis de plaisanter ; des choses comme l'unité du Parti.

Alors que nous sommes de toutes parts entourés d'ennemis, alors que la bourgeoisie internationale est assez intelligente pour faire passer Milioukov à gauche, et fournir de l'argent aux socialistes-révolutionnaires, afin de publier tous les journaux qu'ils voudront, pour inciter Vandervelde et Otto Bauer à lancer une campagne à propos du procès des socialistes-révolutionnaires et à crier que les bolchéviks sont des bêtes féroces ; alors que ces gens-là ont étudié la politique pendant de longues années, qu'ils ont à leur disposition des milliards de roubles-or, de francs, etc., alors que nous sommes en butte à tout cela, dans ces conditions, plaisanter comme le fait le camarade Chliapnikov, disant : « je suis passé en jugement au C.C. », etc., cela est attristant, camarades. Le Congrès du Parti doit en tirer les conclusions qui s'imposent. Le C.C. n'intente pas de procès vainement ! Il y a eu un jugement sur Chliapnikov, et il a manqué trois voix au C.C. pour qu'il soit exclu du Parti [88]. Les membres du Parti, réunis en Congrès, devraient s'y intéresser et prendre connaissance du procès-verbal de cette réunion du C.C. On ne plaisante pas avec cela !

Vous avez le droit légitime d'en appeler à l'Internationale communiste. Mais longtemps avant cet appel la majorité écrasante du C.C. était favorable à l'exclusion du

camarade Chliapnikov, mais les deux tiers requis n'avaient pas été atteints. On ne peut pas plaisanter avec cela ! Il n'est pas mauvais que vous sachiez que le camarade Chliapnikov, à la réunion de la fraction des délégués au Congrès des métallurgistes, a fait carrément de l'agitation en faveur de la scission.

Le camarade Trotski a parlé de la portée de la brochure de la camarade Kollontaï [89].

Si nous plaisantons avec ces choses-là, alors il ne peut être question pour nous de tenir bon dans la situation difficile où nous nous trouvons. Pour que nous tenions bon, j'ai mis en avant trois conditions : qu'il n'y ait pas d'intervention ; que la crise financière ne soit pas trop grave ; que nous ne fassions pas d'erreurs politiques.

Un orateur a prétendu ici que j'avais parlé de complications politiques. Non, j'ai parlé d'erreurs politiques. Si nous ne commettons pas d'erreur politique, je peux dire que le Parti sera avec nous à 99%, de même que les ouvriers et les paysans sans-parti qui comprendront que le temps est venu d'étudier.

Je me souviens que, dans son article à propos de l'anniversaire de l'Armée Rouge, le camarade Trotski a dit : « Une année d'étude ». Ce mot d'ordre est également juste pour le Parti et pour la classe ouvrière. Durant cette période, nous avons promu nombre de héros qui ont raffermi indéniablement le tournant opéré dans l'histoire mondiale. Ce n'est pas une raison pour ne pas comprendre la tâche qui se pose à nous maintenant : « Une année d'étude ».

Notre situation actuelle est beaucoup plus solide qu'il y a un an. Certes, la bourgeoisie tentera encore une nouvelle intervention, mais cela sera plus difficile qu'auparavant ; aujourd'hui, c'est plus difficile qu'hier.

Pour nous instruire, nous devons ne pas commettre d'erreur politique. Nous ne devons pas perdre de temps à jouer avec l'unité du Parti, comme le fait le camarade Chliapnikov. On ne doit pas jouer ainsi ! Nous savons que la lutte au sein du Parti nous coûte assez cher. Camarades, il ne faut pas oublier cette leçon ! Et pour cette année, le C.C. a pleinement le droit de dire que le Parti s'est présenté au Congrès moins divisé et plus uni que l'année dernière. Je ne veux pas me vanter en disant que tout élément fraction-

nel a disparu de notre Parti. Non, mais qu'il y ait moins de cet esprit fractionnel, c'est un fait absolument incontestable, déjà démontré.

Vous savez que « l'opposition ouvrière » n'est plus qu'un débris. Comparez les signatures de la déclaration des 22 aux signatures du programme d'avant le X[e] Congrès. Toutes les signatures n'y sont pas. Il faut dire aux gens qui usent de leur droit légitime d'en appeler à l'Internationale communiste qu'il n'était pas légitime d'intercéder en faveur de Miasnikov. L'affaire Miasnikov remonte à l'été de l'année dernière. Absent de Moscou, je lui ai écrit une longue lettre [90] qu'il a insérée dans sa brochure. J'ai vu que cet homme avait des capacités, qu'il valait la peine de parler avec lui, mais qu'il fallait lui dire que, s'il lançait une telle critique, ce serait inadmissible.

Il écrit une lettre : réunissez dans tel arrondissement tous les mécontents. Oui, réunir tous les mécontents dans tel arrondissement n'a rien de difficile. Voyez les discours qu'a tenus ici Chliapnikov, et que tient ailleurs le camarade Medvédev (*Medvédev, de sa place : « Qui vous informe ? »*). Je reçois des informations des organismes établis par le Congrès du P.C.R. : le Bureau d'organisation du C.C., le Secrétariat du C.C., la Commission centrale de Contrôle. Adressez-vous à eux si vous le désirez, et vous verrez quels discours tient le camarade Medvédev. Si l'on n'y met fin, nous ne sauvegarderons pas l'unité, or, c'est là, assurément, la conquête principale : mettre à nu nos erreurs et les critiquer impitoyablement. Si nous en prenons clairement conscience — et ce Congrès y parvient — alors nul doute que nous saurons les surmonter. (*Vif applaudissements.*)

4

DISCOURS DE CLOTURE DU CONGRES LE 2 AVRIL

Camarades, nous touchons à la fin des travaux de notre Congrès.

La première chose qui saute aux yeux quand on compare ce congrès au précédent, c'est une cohésion plus grande, une plus grande unanimité, une plus grande unité organique.

Seule une faible portion d'une partie de l'opposition du congrès précédent s'est placée hors du Parti.

En ce qui concerne les syndicats et la nouvelle politique économique, il n'y a pas eu de divergences dans notre Parti, ou bien elles ont été insignifiantes.

Le principal, l'essentiel, ce que nous avons acquis de « nouveau » à ce congrès, c'est la preuve vivante que nos ennemis ont tort de répéter sans se lasser que notre Parti tombe dans la sénilité, perd la souplesse de son esprit, la souplesse de tout son organisme.

Non. Cette souplesse, nous ne l'avons pas perdue.

Lorsqu'il a fallu — vu la situation objective, en Russie comme dans le monde entier — aller de l'avant, attaquer l'ennemi avec un courage indéfectible, avec rapidité et décision, nous l'avons fait. Quand il le faudra, nous saurons le faire encore une fois et plus d'une fois.

C'est ainsi que nous avons porté notre Révolution à une hauteur encore jamais vue. Aucune force au monde, — si grands que soient le mal, les calamités et les tourments qu'elle puisse apporter encore à des millions et des centai-

nes de millions d'hommes, — ne pourra nous retirer les principales conquêtes de notre Révolution, car elles ne sont plus les « nôtres », elles appartiennent désormais à l'histoire mondiale.

Mais lorsqu'au printemps de 1921, il s'est avéré que notre avant-garde de la révolution risquait de se détacher de la masse du peuple, de la masse paysanne, qu'elle doit conduire habilement en avant, — nous avons décidé, unanimes et fermes, de battre en retraite. Durant l'année écoulée, notre retraite s'est opérée, d'une façon générale, dans un ordre révolutionnaire.

Les révolutions du prolétariat, qui mûrissent dans tous les pays avancés du monde, ne sauront s'acquitter de leur tâche sans joindre l'aptitude de lutter et attaquer avec abnégation à celle de reculer en ordre révolutionnaire. L'expérience de la deuxième phase de notre lutte, c'est-à-dire celle du recul, sera probablement utile dans l'avenir aux ouvriers de certains pays au moins, comme notre expérience de la première phase de la Révolution, celle d'une offensive intrépide, sera certainement utile aux ouvriers de tous les pays.

Maintenant nous avons pris la décision de mettre un terme à la retraite.

Cela veut dire que toutes les tâches de notre politique se posent d'une manière nouvelle.

L'essentiel aujourd'hui, c'est que l'avant-garde ne craigne pas de s'éduquer elle-même, de se refaire soi-même, de reconnaître ouvertement l'insuffisance de sa préparation, son manque de savoir-faire. L'essentiel aujourd'hui, c'est d'avancer avec une masse infiniment plus grande et plus puissante, avec la paysannerie et pas autrement, en lui montrant par les actes, par la pratique, par l'expérience, que nous apprenons et finirons par apprendre à l'aider, à la conduire en avant. Cette tâche, dans la situation internationale actuelle, et dans l'état actuel des forces productives de la Russie, on ne peut s'en acquitter que très lentement, avec toute la prudence et le sérieux requis, en vérifiant mille fois chacun de ses pas dans l'action pratique.

Si dans notre Parti des voix s'élèvent contre ce mouvement archi-lent et archi-prudent, elles resteront solitaires.

Le Parti dans son ensemble a compris, — il le prouvera par des actes, — la nécessité d'organiser à l'heure présente son travail ainsi, et seulement ainsi. Et du moment que nous avons compris cela, nous saurons atteindre notre but !

Je déclare clos le XIe Congrès du Parti communiste de Russie.

A PROPOS DU PROJET DE RESOLUTION DU XIe CONGRES DU PARTI SUR LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE[91]

LETTRE A N. OSSINSKI

1.IV.1922

Camarade Ossinski, en réfléchissant à notre entretien sur le travail de la section agricole du Congrès du Parti, je suis arrivé à la conclusion que la tâche la plus pressante est actuellement celle-ci :

ne pas se lier les mains (ni le Parti, ni le pouvoir soviétique) par des prescriptions, des directives ou des règles quelconques, tant que nous n'avons pas rassemblé suffisamment de faits sur la vie économique en province, tant que nous n'avons pas étudié suffisamment les conditions et les besoins réels de l'économie paysanne actuelle ;

ne permettre en aucun cas ce qui serait le plus dangereux et le plus nuisible à l'heure actuelle, et qui pourrait facilement faire perdre pied aux autorités locales, à savoir : une réglementation excessive et maladroite, prématurée et non vérifiée par l'expérience.

Le dernier Congrès des Soviets a fixé la ligne. La tâche du Congrès du Parti consiste, à mon avis, à en discuter l'application dans sa section agricole du point de vue de la *pratique* et de *l'expérience locales* ; à ordonner à la fois au Comité central du P.C.R. et au Commissariat du

Peuple à l'Agriculture (au pouvoir des Soviets en général) de rassembler d'une façon plus minutieuse et plus complète les faits pour la vérification ; à prescrire, ou plus exactement donner pour directive à la fraction communiste à la prochaine session du C.E.C. de Russie, lorsque la décision du Congrès des Soviets sera explicitée, c'est-à-dire transformée en lois nouvelles et plus détaillées, d'être le plus prudent possible, de façon à ne pas rendre plus difficile par une intervention maladroite le bon développement de la production agricole.

Ce qui est le plus à craindre actuellement, à mon avis, c'est justement une intervention maladroite, tant que nous n'avons pas étudié à fond les besoins réels de la vie agricole *locale* et les aptitudes réelles de notre appareil local du pouvoir (aptitudes à ne pas faire le mal par louable désir de faire le bien).

C'est pourquoi je verrais une résolution souhaitable du Congrès du Parti, sur la base des travaux de la section agricole, *approximativement* sous la forme suivante :

1. Le Congrès du Parti, ayant entendu une communication sur les travaux de la section agricole, en prend acte ; constate l'insuffisance de la documentation rassemblée concernant l'expérience du travail local et fixe comme tâche primordiale à la fois pour le Parti et pour les fractions communistes dans toutes les institutions soviétiques de recueillir avec soin et d'étudier attentivement l'expérience pratique locale.

2. Le Congrès juge erronées les mesures de dissolution (ou de remaniement hâtif ?) des institutions de la coopération agricole, en recommandant le maximum de prudence à cet égard.

3. Sur la question des conditions de l'emploi du travail salarié dans l'agriculture et de l'affermage de la terre, le Congrès du Parti recommande à tous les responsables dans ce domaine de ne gêner ni l'un ni l'autre de ces phénomènes par des formalités excessives et de se borner à l'application de la décision du dernier Congrès des Soviets, ainsi qu'à l'étude des mesures pratiques précises de nature à limiter les excès et les exagérations nuisibles en ces matières.

4. Le Congrès reconnaît comme objectif primordial et essentiel de tout le travail du Parti au sein de la paysannerie l'aide pratique en vue de l'extension immédiate des surfaces ensemencées, de l'accroissement des labours, de l'augmentation de la quantité des produits agricoles, de la diminution de la pénible misère de la paysannerie ; ce faisant, il faut soutenir et encourager de toutes ses forces et par tous les moyens l'aide à la partie la plus pauvre de la paysannerie, en mettant au point, par un effort acharné, des mesures utiles de ce point de vue, même dans les conditions difficiles actuelles.

Avec mon salut communiste,
Lénine.

Publié pour la première fois en 1925

Conforme au manuscrit

NOUS AVONS PAYE TROP CHER[92]

Imaginez qu'un représentant des communistes doive pénétrer dans un local où des délégués de la bourgeoisie font leur propagande devant une assemblée assez nombreuse d'ouvriers. Imaginez ensuite que pour y entrer la bourgeoisie exige de nous un prix élevé. Si le prix n'a pas été convenu à l'avance, nous devons naturellement marchander, pour ne pas grever le budget de notre Parti. Si nous avons payé trop cher pour entrer dans ce local, nous avons incontestablement commis une erreur. Mais il vaut mieux payer cher (du moins, tant que nous n'aurons pas appris à marchander comme il faut) que renoncer à la possibilité d'exposer nos idées aux ouvriers qui, jusqu'à présent, étaient le « patrimoine » exclusif, si je puis dire, des réformistes, c'est-à-dire des amis les plus fidèles de la bourgeoisie.

Cette comparaison m'est venue à l'esprit lorsque j'ai lu dans la *Pravda* d'aujourd'hui l'information, transmise par télégraphe de Berlin, annonçant à quelles conditions a été réalisé l'accord entre les représentants des trois Internationales.

Nos délégués ont eu tort, à mon avis, d'accepter les deux conditions suivantes : primo, le pouvoir soviétique n'appliquera pas la peine de mort dans l'affaire des 47 socialistes-révolutionnaires ; secundo, le pouvoir soviétique autorisera des représentants des trois Internationales à assister au procès.

Ces deux conditions ne sont rien d'autre qu'une concession politique faite par le prolétariat révolutionnaire à

la bourgeoisie réactionnaire. Si quelqu'un en doute, il suffit, pour montrer sa naïveté politique, de poser la question : le gouvernement anglais, ou un autre gouvernement actuel, accepterait-il que des mandataires des trois Internationales assistent au procès des ouvriers irlandais accusés d'insurrection, ou au procès des ouvriers de l'Afrique du Sud accusés pour leur récente insurrection [93] ? Le gouvernement anglais, ou un autre, accepterait-il, dans ces cas et des cas semblables, de promettre de ne pas appliquer la peine de mort à ses adversaires politiques ? Un peu de réflexion sur cette question suffit pour comprendre la simple vérité suivante : nous assistons, dans le monde entier, à la lutte de la bourgeoisie réactionnaire contre le prolétariat révolutionnaire. En l'occurrence, l'Internationale communiste, qui représente une des parties dans cette lutte, fait une concession politique à l'autre partie, la bourgeoisie réactionnaire. Car tout le monde sait (excepté ceux qui veulent cacher une vérité évidente) que les socialistes-révolutionnaires ont tiré sur les communistes et organisé des insurrections contre eux, agissant en fait, et parfois aussi dans la forme, en front uni avec toute la bourgeoisie réactionnaire internationale.

La question se pose : quelle concession la bourgeoisie internationale nous a-t-elle faite en échange ? A cela il ne peut y avoir qu'une seule réponse : elle ne nous a fait aucune concession.

Seuls des raisonnements qui obscurcissent cette vérité simple et claire de la lutte des classes, seuls des raisonnements qui jettent de la poudre aux yeux des ouvriers et des masses laborieuses peuvent tenter de voiler cette vérité évidente. Aux termes de l'accord signé à Berlin par les représentants de la IIIe Internationale, nous avons déjà fait deux concessions politiques à la bourgeoisie internationale. En échange, nous n'avons reçu d'elle aucune concession.

Les délégués des Internationales II et II 1/2 ont joué le rôle de maîtres-chanteurs qui ont extorqué la concession politique faite par le prolétariat à la bourgeoisie, tout en refusant délibérément d'obtenir, ou du moins même de le tenter, une concession politique quelconque de la bourgeoisie internationale en faveur du prolétariat révo-

lutionnaire. Naturellement, ce fait politique incontestable a été camouflé par les habiles porte-parole de la diplomatie bourgeoise (la bourgeoisie a enseigné pendant de nombreux siècles aux représentants de sa classe à être de bons diplomates), mais une tentative de camoufler un fait ne change en rien le fait lui-même. Que tels ou tels délégués des Internationales II et II 1/2 soient liés directement ou non à la bourgeoisie, c'est, dans le cas présent, une question absolument de dixième ordre. Nous ne les accusons pas de liaison directe. Qu'il y ait eu une liaison directe ou une liaison indirecte assez embrouillée, cela est absolument hors de la question. Ce qui est en question, c'est uniquement le fait que l'Internationale communiste a fait une concession politique à la bourgeoisie internationale sous la pression des délégués des Internationales II et II 1/2, et qu'en échange nous n'avons obtenu aucune concession.

Que conclure de cela ?

Tout d'abord, que les camarades Radek, Boukharine et les autres, qui représentaient l'Internationale communiste, ont eu tort.

Ensuite, en découle-t-il que nous devons rompre l'accord qu'ils ont signé ? Non. Je pense qu'une telle conclusion serait erronée et que nous ne devons pas rompre l'accord signé. Nous devons seulement en conclure que, pour cette fois, les diplomates de la bourgeoisie se sont montrés plus habiles que les nôtres, et que la prochaine fois, si le prix pour entrer dans le local n'est pas convenu à l'avance, il nous faudra marchander et manœuvrer plus adroitement. Nous devrons nous fixer pour règle de ne pas faire de concessions politiques à la bourgeoisie internationale (aussi habilement que ces concessions soient camouflées par des intermédiaires quels qu'ils soient), si nous n'obtenons pas en échange des concessions plus ou moins équivalentes de sa part à l'égard de la Russie des Soviets, ou à l'égard d'autres détachements du prolétariat international en lutte contre le capitalisme.

Il se peut que les communistes italiens et une partie des communistes et des syndicalistes français, qui étaient opposés à la tactique du front unique, tirent des considérations ci-dessus la conclusion que la tactique du front uni-

que est erronée. Cette conclusion serait évidemment fausse. Si les délégués des communistes ont payé trop cher pour entrer dans un local où ils ont une certaine possibilité, quoique faible, de s'adresser à des ouvriers qui sont encore le « patrimoine » exclusif des réformistes, il faut s'efforcer de corriger cette erreur la fois suivante. Mais ce serait une faute incomparablement plus grande que le refus de toute condition et de tout prix permettant de pénétrer dans ce local fermé, protégé assez solidement. L'erreur des camarades Radek, Boukharine et des autres n'est pas grande ; elle l'est d'autant moins que le risque le plus grand, pour nous, est que les adversaires de la Russie soviétique, encouragés par le résultat de la conférence de Berlin, organisent deux ou trois attentats contre certaines personnes, avec succès peut-être. Car maintenant ils savent à l'avance qu'ils peuvent tirer sur les communistes en comptant sur une conférence semblable à celle de Berlin pour empêcher les communistes de tirer sur eux.

Du moins, nous avons ouvert une brèche dans ce local fermé. Du moins, le camarade Radek a réussi à dénoncer, ne serait-ce que devant une partie des ouvriers, la IIe Internationale qui a refusé de faire figurer, parmi les mots d'ordre de la manifestation, l'annulation du Traité de Versailles. La plus grande méprise des communistes italiens et d'une partie des communistes et des syndicalistes français, c'est qu'ils se contentent de leur savoir acquis. Ils se contentent de ce qu'ils savent parfaitement, de savoir que les représentants des Internationales II et II 1/2, ainsi que messieurs Paul Lévi, Serrati, etc., sont les plus habiles des porte-parole de la bourgeoisie et des promoteurs de son influence. Mais les militants et les ouvriers qui savent cela vraiment bien, et qui en comprennent vraiment la signification, sont à coup sûr une minorité à la fois en Italie, en Angleterre, en Amérique et en France. Les communistes ne doivent pas cuire dans leur propre jus, mais apprendre à agir, sans s'arrêter devant certains sacrifices et sans craindre les erreurs inévitables au début de toute entreprise nouvelle et difficile, de façon à pénétrer dans le local fermé où les représentants de la bourgeoisie exercent leur influence sur les ouvriers. Les communistes qui ne voudront pas le comprendre et qui ne voudront pas apprendre cela ne peu-

vent pas espérer conquérir la majorité parmi les ouvriers ou, en tout cas, ils rendent plus difficile et ralentissent la conquête de cette majorité. Or, c'est là une chose tout à fait impardonnable pour des communistes et pour tous les partisans véritables de la révolution ouvrière.

La bourgeoisie, en la personne de ses diplomates, s'est montrée encore une fois plus adroite que les délégués de l'Internationale communiste. Telle est la leçon de la conférence de Berlin. Nous n'oublierons pas cette leçon, et nous en tirerons toutes les conclusions nécessaires. Les représentants des Internationales II et II 1/2 ont besoin du front unique, car ils espèrent nous affaiblir par des concessions excessives de notre part ; ils espèrent pénétrer dans notre local, dans le local communiste, sans rien payer ; ils espèrent, au moyen de la tactique du front unique, persuader les ouvriers de la justesse de la tactique réformiste et de la fausseté de la tactique révolutionnaire. Nous avons besoin du front unique parce que nous espérons persuader les ouvriers du contraire. Quant aux fautes de nos mandataires communistes, nous les ferons retomber sur eux-mêmes et sur les partis qui les commettent, en nous efforçant de nous instruire par l'exemple de ces erreurs, de les éviter à l'avenir. Mais, en aucun cas, nous ne ferons retomber les erreurs de nos communistes sur les masses du prolétariat, en butte dans le monde entier à la poussée du capital qui lance son offensive contre lui. C'est pour aider ces masses à lutter contre le capital, pour les aider à comprendre le « mécanisme ingénieux » des deux fronts dans toute l'économie internationale, et dans toute la politique internationale, c'est pour cela que nous avons accepté la tactique du front unique et que nous l'appliquerons jusqu'au bout.

Le 9 avril 1922.
La « Pravda » n° 81, 11 avril 1922
Signé : Lénine

Dicté par téléphone.
Conforme au texte de la « Pravda »

RESOLUTION SUR LES FONCTIONS DES VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE ET DU CONSEIL DU TRAVAIL ET DE LA DEFENSE[94]

I. TACHES GENERALES ET FONDAMENTALES DES VICE-PRESIDENTS

1. Le travail fondamental des vice-présidents, pour lequel ils sont spécialement responsables et auquel tout le reste doit être subordonné, consiste à vérifier l'exécution réelle des décrets, lois et arrêtés ; à réduire les effectifs des administrations soviétiques, à surveiller la réglementation et la simplification de la procédure ; à lutter contre le bureaucratisme et la paperasserie.

Tout ce qui suit détaille cet objectif majeur ou le complète sur des points particuliers.

Les vice-présidents ont pour mission :

2. De veiller à ce que l'examen des questions administratives dans les autres institutions, tant soviétiques que du Parti (Présidium du C.E.C. de Russie, Bureau politique et Bureau d'organisation du C.C. du P.C.R., etc., sans aucune exception), ne s'effectue pas à l'insu ni sans la participation des vice-présidents.

3. De décharger au maximum le Conseil des Commissaires du Peuple et le Conseil du Travail et de la Défense des

menues questions qui doivent être réglées en partie (et principalement) dans le cadre de la direction administrative, et en partie (quand il s'agit de cas ne souffrant pas de retard et d'une importance exceptionnelle) par décisions directes des vice-présidents.

4. De veiller soigneusement à ce que les séances administratives du *C.T.D.*, et surtout le *Petit Conseil des Commissaires du Peuple*, n'élargissent pas leur champ d'activité au-delà du strict nécessaire, ne compliquent pas leurs fonctions et les tâches qui leur incombent, ne tolèrent pas la boursouflure bureaucratique et l'hypertrophie de leurs fonctions, mais exigent une plus grande indépendance dans le travail et une responsabilité plus grande de chaque commissaire du peuple et de chaque administration.

5. D'obliger les commissaires du peuple et les administrations autonomes à diriger avec indépendance et esprit de responsabilité dans les limites des droits qui leur sont octroyés et des devoirs qui leur incombent.

6. De veiller à ce que la responsabilité, tout d'abord des membres des collèges et des principaux cadres soviétiques, puis de tous les cadres soviétiques, soit établie individuellement avec une précision absolue ; de lutter impitoyablement contre l'imprécision et l'obscurité qui règnent sur les tâches confiées à chacun et contre l'absence totale de responsabilité qui en découle.

7. De faire personnellement connaissance avec un certain nombre de responsables soviétiques, non seulement supérieurs, mais aussi et obligatoirement moyens et inférieurs, en les convoquant et, dans la mesure du possible, en se rendant dans les différentes administrations de Moscou et en province, aux fins de vérification et de choix des cadres, ainsi qu'aux fins d'amélioration effective de l'appareil soviétique.

8. De mettre sur pied de guerre les commissariats du peuple, leurs sections et administrations qui prennent durant une certaine période une importance exceptionnelle, de les aider au maximum en leur fournissant des cadres, des fonds, les indications personnelles des vice-présidents, etc.

II. QUESTIONS SPECIALES RELATIVES AUX FONCTIONS DES VICE-PRESIDENTS

9. Les vice-présidents doivent consacrer environ les 9/10 de leur travail aux commissariats économiques, et 1/10 aux autres.

10. Les questions financières sont au premier rang pour l'avenir immédiat ; c'est sur elles que doit se porter surtout l'attention des vice-présidents.

11. Particulièrement urgente est l'institution du système des primes, la rétribution des employés soviétiques suivant le chiffre d'affaires et les bénéfices réalisés par le Commissariat du Peuple au Commerce extérieur, par les coopératives et par les autres institutions qui s'occupent du commerce.

Il est nécessaire d'organiser systématiquement l'étude et la préparation de mesures étendant le système des primes à la rémunération de l'ensemble des employés soviétiques.

12. Il convient d'interrompre tous les travaux visant à fonder un commissariat du peuple spécial pour le commerce intérieur, à rattacher cette activité au Commissariat du Peuple au Commerce extérieur ou au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale. Décider la création auprès du *C.T.D.* d'une « *Commission du commerce intérieur* » spéciale, ayant un secrétariat réduit au minimum et, comme organismes locaux uniques, les conférences économiques de province.

13. Il est fort important de surveiller les activités des trusts d'Etat en vue de séparer ceux qui sont organisés passablement d'avec la majorité qui le sont d'une façon détestable, et de supprimer sans faiblesse ces derniers ; de vérifier le rôle (réel) des communistes dans les directions des trusts d'Etat ; de repérer les personnes effectivement responsables de la gestion de l'affaire, et de sa bonne gestion.

14. Il est nécessaire que chaque vice-président prenne sous sa responsabilité la mise sur pied d'une ou deux sections ou administrations modèles dans tel ou tel commissariat du peuple en vue d'élaborer une norme du personnel, de vérifier cette norme, de mettre au point les meilleures méthodes de procédure et de surveillance.

Les procédés de travail, les moyens d'accroître son rendement et les méthodes de contrôle élaborés dans ces administrations peu nombreuses mais réellement exemplaires, doivent ensuite être progressivement introduits dans toutes les administrations soviétiques.

En raison de l'importance exceptionnelle de cette question et de la résistance acharnée de la bureaucratie soviétique qui cherche à défendre la vieille friperie bureaucratique, une lutte opiniâtre est inévitable pour la création d'un petit nombre d'administrations modèles, considérées comme un moyen de faire progresser et de vérifier les autres. En accord avec les institutions intéressées (C.C. du syndicat des employés soviétiques, Conseil central des syndicats de Russie, Institut du travail, etc.) et sous la surveillance des vice-présidents, il faut traduire et publier les meilleurs ouvrages, les plus récents, notamment américains et allemands, sur l'organisation du travail et de l'administration.

15. Il est nécessaire de surveiller — pour commencer, dans un très petit nombre d'administrations tout au moins — les mutations des communistes dans les institutions soviétiques, en veillant à ce que les communistes occupent exclusivement des postes (aussi bien tout en haut que tout en bas de l'échelle hiérarchique) leur permettant de vérifier effectivement la marche du travail, de lutter réellement contre la bureaucratie et la paperasserie, d'obtenir effectivement une amélioration immédiate de la situation et un allégement du sort des malheureux citoyens qui sont obligés d'avoir affaire à notre appareil soviétique qui ne vaut rien.

Porter particulièrement l'attention sur les communistes exerçant des fonctions au bas de l'échelle hiérarchique, car ils sont souvent plus importants en fait que ceux placés en haut.

16. Les rapports des conseils économiques de province doivent être examinés, comme il se doit, premièrement, par les membres du Gosplan, les collaborateurs de l'Office central de la Statistique et de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn*, de façon que chacun d'eux fournisse des comptes rendus très brefs pour la presse ou pour son administration, et réponde des indications et des conclusions nécessaires faites à

temps ; deuxièmement, par un groupe de quelques dizaines (au moins) de communistes, choisis autant que possible parmi ceux qui ne sont pas fonctionnaires, et capables de lire les rapports d'un point de vue non pas administratif, mais *uniquement* communiste.

Un groupe dirigé par le camarade Milioutine à Pétrograd doit s'occuper de la distribution des rapports des conseils économiques de province, afin qu'on puisse en prendre connaissance et les utiliser dans les journaux, les revues, les aide-mémoire, etc.

Il importe de lutter sans défaillance pour l'accroissement progressif du nombre des rapports publiés obligatoirement par les institutions économiques (conseils économiques de district, trusts d'Etat, « sociétés mixtes », etc., etc.), car il ne peut être question de transformer réellement un pays semi-asiatique en un pays cultivé et socialiste sans habituer une partie toujours plus nombreuse de la population à se servir de ce genre de rapports dans les bibliothèques.

17. Le journal *Ekonomitcheskaïa Jizn* doit devenir l'organe effectif du *C.T.D.*, l'*organe de direction économique*. Les deux vice-présidents doivent le lire régulièrement et lutter sans faiblesse contre la tendance dominante chez tous les auteurs et tous les responsables soviétiques à ramener ce journal au niveau d'un organe ordinaire, « semi-indépendant », un organe d'intellectuels bourgeois, d' « opinions », de conceptions et de chamaillerie, un organe qui néglige les résumés des rapports, le contrôle de leur réception régulière, l'analyse sérieuse des activités économiques *dans les différentes administrations*, la critique sérieuse des institutions, des *personnes*, des procédés de travail, etc., qui conviennent ou non.

Pour faire de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* un véritable organe de *direction économique*, un véritable organe d'édification socialiste, il faudra lutter pendant des années, mais il faut d'autant plus lutter sans défaillance et systématiquement.

18. Ceci concerne également l'Office central de la Statistique. Il doit être non pas un organisme « académique » et « indépendant », ce qu'il est actuellement pour les 9/10, suivant une vieille habitude bourgeoise, mais un organisme

de l'édification socialiste, un organisme de vérification, de contrôle et d'inventaire de ce que l'Etat socialiste doit savoir actuellement, maintenant, au premier chef. Là encore, la résistance des vieilles habitudes sera très acharnée ; la lutte doit en être d'autant plus âpre. (Je prie les vice-présidents de consulter ma correspondance à ce sujet avec le rédacteur de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* et l'Office central de la Statistique au cours de l'été 1921 *.)

III. MODE DE TRAVAIL DES VICE-PRESIDENTS; LEUR APPAREIL

19. Les vice-présidents se déchargent au maximum des détails et des entrevues personnelles avec les commissaires du peuple et les membres des collèges, qui font perdre habituellement un temps considérable et empêchent ainsi de se livrer à la vérification du travail effectif.

20. Les vice-présidents s'abstiennent au maximum de participer aux commissions de toute sorte.

21. Les vice-présidents s'efforcent par tous les moyens de supprimer les commissions existantes (qui sont superflues pour les 9/10 et ont la propriété de renaître très rapidement, accommodées à une sauce légèrement différente) et d'empêcher la formation de commissions nouvelles.

22. Dans les cas où le travail en commission ne peut être évité, les vice-présidents se dispensent au maximum d'y participer personnellement, se bornant dans la mesure du possible à en ratifier définitivement les décisions, ou bien à en accélérer les activités et à soumettre leurs décisions à la ratification selon les règlements en vigueur.

23. Les vice-présidents ont pour appareil, premièrement, le personnel administratif du *Conseil des Commissaires du Peuple* et du *Conseil du Travail et de la Défense*, ses adjoints et ses secrétaires. En aucun cas, cet appareil ne doit être élargi au-delà du minimum absolument indispensable, et de plus parfaitement accessible (pas trop grand) à la surveillance *personnelle* des vice-présidents. Deuxièmement, ces derniers confient des missions parti-

* Voir le présent tome, pp. 27—30 et 21—26. (*N. R.*)

culières à différents membres du Petit Conseil des Commissaires du Peuple. Troisièmement, les vice-présidents doivent avoir pour principal appareil le Commissariat du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne.

Les vice-présidents choisissent eux-mêmes leurs adjoints et collaborateurs dans ce commissariat ; ils les habituent au travail qu'ils vérifient ; ils s'efforcent particulièrement d'y faire participer plus largement les ouvriers et les paysans sans-parti (chose exceptionnellement difficile, mais sans le progrès graduel de laquelle le pouvoir des Soviets serait inéluctablement condamné).

24. Les vice-présidents doivent s'efforcer d'appliquer, plus souvent que par le passé, des sanctions administratives de leur propre autorité (accélérer le projet de loi préparé sur ce point par le camarade Tsiouroupa) contre le bureaucratisme, la paperasserie, la négligence, l'incurie, etc. En cas de faute plus grave, il est nécessaire de destituer, de mettre en jugement, d'intenter des procès, par l'entremise du Commissariat du Peuple à la Justice, publiquement et avec éclat.

IV. DE L'UNITE DU TRAVAIL DES DEUX VICE-PRESIDENTS

25. En vue d'établir une unité complète dans leur travail, les deux vice-présidents se communiquent réciproquement des copies des principales dispositions prises, et ont soin de faire sténographier régulièrement les dispositions, indications, etc., qu'ils donnent oralement lors des entrevues personnelles (bien entendu, sous la forme la plus brève, en retenant uniquement l'essentiel). A cet effet, le nombre des sténographes auprès du secrétaire administratif du Conseil des Commissaires du Peuple doit être accru de façon que 2 sténographes soient de service en permanence durant tout le temps de travail des vice-présidents. Au besoin, faire venir de l'étranger deux dictaphones parmi les meilleurs.

26. Ceci concerne également les principaux rapports, écrits et oraux.

27. Dans les cas nécessaires et très importants, les vice-présidents se consultent en vue d'unifier leurs concep-

tions des tâches et de l'action, et d'éliminer au maximum les doubles emplois et le manque de coordination dans le travail.

En cas de différend entre les vice-présidents, la question est réglée par le Président du Conseil des Commissaires du Peuple ou, en son absence, par le Bureau Politique du C.C. ou un camarade spécialement désigné par lui.

V. REPARTITION DU TRAVAIL ENTRE LES VICE-PRESIDENTS

28. Pour les prochains mois, en attendant une décision spéciale, le travail est réparti entre les vice-présidents comme suit :

29. Le camarade Tsiouroupa préside le Grand Conseil des Commissaires du Peuple (après deux heures de séance, la présidence passe au camarade Rykov). La présence du vice-président qui ne préside pas est obligatoire au Grand Conseil des Commissaires du Peuple et au Conseil du Travail et de la Défense (en séance plénière).

Le camarade Tsiouroupa signe pour la presse les décisions du Grand Conseil des Commissaires du Peuple et les ordres télégraphiques donnés en son nom ; de plus, il surveille les commissions du Grand Conseil des Commissaires du Peuple et du Petit Conseil, ainsi que les travaux de ce dernier. Il surveille également de très près le Secrétariat administratif et le secrétariat du Grand Conseil des Commissaires du Peuple ; il est en même temps responsable de l'unité la plus complète entre cet appareil et celui du *C.T.D.*, de l'absence de tout double emploi et de tout manque de coordination.

30. Le camarade Rykov préside les réunions plénières du *C.T.D.*, signe pour la presse ses décisions et ses ordres télégraphiques, en surveillant de très près le Secrétariat administratif et le secrétariat du *C.T.D.* (à la condition mentionnée ci-dessus : cet appareil est absolument inséparable de celui du Grand Conseil des Commissaires du Peuple).

31. En ce qui concerne le contrôle de l'exécution, la surveillance de la compression du personnel et de l'amélioration de l'appareil, ainsi que les menues questions

courantes ne nécessitant pas une décision du Grand Conseil des Commissaires du Peuple et du *C.T.D.*, les commissariats du peuple sont répartis entre les deux vice-présidents de la façon suivante :

Le camarade Tsiouroupa a en charge :
- Le Commissariat à l'Agriculture
- Le Commissariat aux Voies de communication
- Le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale
- Le Commissariat aux Postes et Télégraphes
- Le Commissariat à la Justice
- Le Commissariat à l'Intérieur
- Le Commissariat aux Nationalités
- Le Commissariat à l'Instruction.

Le camarade Rykov a en charge :
- Le Commissariat aux Finances
- Le Commissariat au Commerce extérieur
- La commission du Commerce intérieur
- Le Tsentrosoïouz
- Le Commissariat au Travail (et en partie le Conseil central des syndicats)
- Le Commissariat à la Sécurité sociale
- Le Commissariat au Ravitaillement
- Le Commissariat à la Guerre
- Le Commissariat aux Affaires étrangères
- Le Commissariat à la Santé
- L'Office central de la Statistique
- Les Conseils économiques régionaux
- Le Comité des Concessions
- Le Gosplan.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple

V. Oulianov (Lénine)

11. IV. 1922

Publié pour la première fois en 1928

Conforme au manuscrit

LETTRE A J. STALINE

Au camarade Staline (pour le Bureau politique)
15.IV

Je viens de recevoir le livre *Documents sur l'histoire des relations franco-russes de 1910 à 1914* [95].

Ce gros volume de 733 pages est édité avec cette négligence impudente, spécifiquement soviétique, qui devrait être punie de prison. Pas de prix. Pas de signature du ou des responsables. Pas d'index ! ! Une simple *énumération* de noms, établie *sans soin*. Etc.

Je propose :

1) d'inviter Ganecki et Karakhan à retrouver dans un délai de deux jours toutes les personnes responsables de cette édition ;

2) de suspendre la vente du livre ;

3) de rédiger un feuillet à insérer, indiquant ce qui manque ;

4) de préparer un index qui tienne debout ; en un mot, à présenter d'ici jeudi au C.C. un rapport *b r e f* sur toutes les malfaçons de l'édition et les moyens de les corriger.

Lénine

P.S. La « Préface » (*n o n s i g n é e* ! !) cite M. Pokrovski, mais il est clair que ce camarade, qui a *rassemblé* les documents, n'est pas responsable de l'*édition*, de son aspect *technique*.

Publié pour la première fois, conforme au manuscrit

PREFACE A LA BROCHURE : « ARTICLES ANCIENS SUR DES THEMES PROCHES DE L'ACTUALITE »

PREFACE A L'EDITION DE 1922[44]

La présente brochure est publiée sur l'initiative des communistes de Moscou, et non sur la mienne. Au début, j'étais opposé à la réédition de textes anciens, les jugeant vieillis.

En relisant le texte de l'édition préparée par les camarades de Moscou, j'ai acquis la conviction que, dans le cas présent, l'ancien à moins vieilli qu'on n'aurait pu s'y attendre. Pour la plus grande part, cet ancien, en l'occurrence, n'a même pas vieilli du tout, bien qu'il se soit écoulé quatre années de montée révolutionnaire extraordinairement rapide et impétueuse.

Sur une grande échelle, l'actualité du printemps 1922 reproduit les particularités essentielles de celle du printemps 1918. Il y avait alors une « pause » entre des guerres : entre la guerre impérialiste que nous avions terminée (il serait plus juste de dire : presque terminée) en février 1918, et la guerre civile qui n'était pas achevée par la première victoire sur des contre-révolutionnaires dans le genre de Bogaïevski, mais était seulement préparée par les Tchécoslovaques, Kornilov, Dénikine et Cie.

Aujourd'hui Gênes marque précisément, de nouveau, une « pause » à une échelle infiniment plus grande, mondiale,

une pause entre la guerre contre la Russie des Soviets, guerre que la bourgeoisie mondiale a menée et perdue, et une nouvelle guerre que cette bourgeoisie prépare mais n'a pas encore tout à fait fini de préparer dans le moment présent (j'écris ces lignes le 28 avril 1922, alors que les dernières nouvelles annoncent une menace de rupture).

Maintenant comme alors, le « nœud » de toute la politique soviétique se réduit à ceci : organisation, inventaire et contrôle, méthode lente, prudente, concrète d'aborder les tâches pratiques, vérification du travail effectif, étude de notre expérience pratique. J'ai eu l'occasion d'en parler au XI[e] Congrès du P.C.R., il y a quelques semaines. Cette « ligne » a été adoptée par le Congrès, ainsi qu'il ressort de sa résolution sur le rapport du C.C. et des autres résolutions. J'ai essayé de résumer cette ligne dans mon discours de clôture du XI[e] Congrès.

La réimpression de la vieille brochure de 1918 ne manque pas d'utilité actuellement, car les débats d'alors aident à tirer au clair bien des choses dans les tâches présentes de notre Parti. Des discours comme ceux des camarades Préobrajenski, Ossinski et Larine au XI[e] Congrès du Parti, au cours des débats sur le rapport du C.C., ont montré avec évidence que l'attention de dirigeants très nombreux et très en vue du Parti ne se porte pas dans la direction où elle devrait se porter. Le « nœud » des tâches de notre politique est mal défini dans ces interventions. J'espère pouvoir m'entretenir là-dessus avec mes lecteurs plus en détail dans un proche avenir. Pour l'instant, je dois me limiter à cette remarque : dans la brochure réimprimée, il est question de mettre en lumière justement les raisons pour lesquelles la tâche mise au premier plan alors (*et maintenant aussi*) était : « apprendre à travailler », en répartissant mieux les cadres, en précisant la responsabilité individuelle de chacun pour un travail défini, en étudiant et en vérifiant plus attentivement l'expérience pratique, et non pas en faisant la chasse à des plans « nouveaux » d'institutions nouvelles ou d'une nouvelle mise en place, de réorganisations, etc.

En conclusion, encore une remarque absolument nécessaire. J'ai exclu de la présente brochure mon discours de clôture au C.E.C. de Russie, au printemps de 1918 [97]. Ce discours est si mal transcrit qu'il ne vaut rien. Je dois répé-

ter à ce sujet ce que j'ai déjà dit en 1919 ou 1920 dans une lettre aux camarades de Pétrograd qui devait être publiée, mais qui malheureusement ne l'a pas été *, à savoir : je ne réponds pas des textes de mes interventions tels qu'ils sont habituellement reproduits dans les journaux, et je demande instamment qu'on ne les réimprime pas, à moins d'une nécessité extrême et particulière, et en tout cas, on aura soin de reproduire la déclaration précise que je fais ici. Peut-être je parle souvent trop vite ; ou bien je parle souvent très mal, au point de vue stylistique ; ou bien encore la notation habituelle des discours se fait chez nous d'une façon hâtive et extrêmement défectueuse ; pour toutes ces raisons et quelques autres encore, prises ensemble, le fait est que je décline la responsabilité du texte de mes discours pris en note et que je demande qu'on ne les réimprime pas. Que ceux qui transcrivent les interventions en assument la responsabilité. Quant à la réimpression, si besoin en est, il existe plus qu'il n'en faut de brochures et d'articles dont je réponds du texte, entièrement et absolument.

N. Lénine

28. IV. 1922

Publié en 1922 dans la brochure : N. Lénine (V. Oulianov). « Articles anciens sur des thèmes proches de l'actualité ». Moscou

Conforme au manuscrit

* Voir le présent tome, pp. 119-121. (*N. R.*)

TELEGRAMME AUX OUVRIERS ET INGENIEURS DE L'AZNEFT

BAKOU

Dans la nuit du 9 au 10 avril, les ennemis de la classe ouvrière ont tenté, par une série d'incendies, de détruire les exploitations pétrolières de Sourakhany à Bakou. Après avoir pris connaissance des actes d'héroïsme et d'abnégation extraordinaires des ouvriers et des ingénieurs qui ont circonscrit l'incendie au péril de leur vie, j'estime de mon devoir, au nom de la Russie des Soviets, d'exprimer notre reconnaissance aux ouvriers et aux ingénieurs des exploitations pétrolières de Sourakhany. Ces actes d'héroïsme montrent on ne peut mieux que, malgré toutes les difficultés, malgré les complots incessants des s.-r. et des gardes blancs, ennemis de la république ouvrière, la République des Soviets sortira victorieuse de toutes les difficultés.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple
V. Oulianov (Lénine)

Rédigé le 28 avril 1922.
Publié pour la première fois en 1942

Conforme à l'original signé par V. Lénine

POUR LE DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA *PRAVDA*

Dix ans se sont écoulés depuis la fondation de la *Pravda* légale, quotidien bolchévik légal — suivant les lois *tsaristes*. Et cette décennie fut précédée de près d'une autre décennie : neuf ans (1903-1912), en comptant depuis la naissance du bolchévisme, et, si l'on compte à dater de la fondation de la vieille *Iskra*[98] (1900), tout à fait « bolchévique» par son orientation, cela fait treize ans (1900-1912).

Dixième anniversaire du quotidien bolchévik édité en Russie... Dix ans seulement se sont écoulés depuis lors ! Mais, par l'intensité de la lutte et du mouvement, c'est cent ans qui ont été vécus. La rapidité du développement social au cours des cinq dernières années a quelque chose de surnaturel, si l'on se sert des vieilles mesures, celles des philistins européens, dans le genre des bonzes des Internationales II et II 1/2, de ces philistins civilisés habitués à juger « naturel » que des centaines de millions d'êtres humains (plus d'un milliard, pour être exact) dans les colonies, dans les pays semi-dépendants et tout à fait pauvres, acceptent d'être traités comme le sont les Hindous et les Chinois, acceptent une exploitation inouïe, un pillage éhonté, la famine, la violence, l'humiliation, tout cela pour que des gens « civilisés » puissent trancher « librement », « démocratiquement » et « parlementairement » la question de savoir s'il faut partager pacifiquement le butin, ou bien massacrer une dizaine ou deux de millions d'hommes pour

le partage du butin impérialiste, hier entre l'Allemagne et l'Angleterre, demain entre le Japon et l'Amérique (avec la participation de la France et de l'Angleterre dans tel ou tel camp).

La cause principale de cette accélération énorme de l'évolution mondiale est le fait que de nouvelles centaines de millions d'hommes y participent désormais. La vieille Europe bourgeoise et impérialiste, habituée à se considérer comme le nombril du monde, a pourri sur pied et a éclaté au cours du premier massacre impérialiste, comme un abcès puant. Les Spengler et tous les petits-bourgeois instruits capables de l'admirer (ou du moins de s'en occuper) ont beau geindre à ce sujet, ce déclin de la vieille Europe ne constitue qu'un épisode dans l'histoire de la chute de la bourgeoisie mondiale que le pillage impérialiste et l'oppression de la majorité de la population du globe fait crever d'indigestion.

Cette majorité s'est maintenant éveillée et s'est mise en branle ; les Etats les plus forts et les plus « puissants » ne sauraient arrêter ce mouvement. Pensez-vous ! Les « vainqueurs » actuels du premier massacre impérialiste ne sont même pas en état de vaincre la petite, la toute petite Irlande ; ils ne peuvent même pas triompher du chaos qui règne dans leurs rapports financiers et monétaires. Cependant, l'Inde et la Chine bouillonnent. Il y a là plus de 700 millions d'hommes. Il y a là, en y ajoutant les pays asiatiques voisins, tout à fait semblables, plus de la moitié de la population du globe. Là-bas approche invinciblement et de plus en plus vite l'année 1905, avec cette différence importante et énorme qu'en 1905 la révolution pouvait encore se dérouler en Russie (tout au moins au début) d'une façon isolée, c'est-à-dire sans entraîner immédiatement d'autres pays dans la révolution. Tandis que la révolution qui grandit en Inde et en Chine entraîne dès à présent ces pays dans la lutte révolutionnaire, dans le mouvement révolutionnaire, dans la révolution mondiale.

Le dixième anniversaire du quotidien bolchévik légal la *Pravda* nous fait voir avec évidence une des étapes de la grande accélération de la grandiose révolution mondiale. En 1906-1907, le tsarisme semblait avoir battu la révolution à plate couture. Peu d'années après, le Parti bolchévik

sut pénétrer — *sous une autre forme, autrement* — dans la citadelle de l'ennemi et entreprendre quotidiennement, « légalement », un travail visant à faire sauter de l'intérieur la maudite autocratie du tsar et des grands propriétaires fonciers. Peu d'années passèrent encore, et la révolution prolétarienne organisée par le bolchévisme triompha.

Lorsque la vieille *Iskra* fut fondée, en 1900, une dizaine de révolutionnaires y participa. Lorsque le bolchévisme naquit, une quarantaine de révolutionnaires participa à sa naissance, aux congrès illégaux de Bruxelles et de Londres, en 1903.

En 1912-1913, lorsque naquit la *Pravda* bolchévique légale, elle avait derrière elle des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers, qui avaient triomphé, en collectant copeck par copeck [99], à la fois du joug du tsarisme et de la concurrence des traîtres petits-bourgeois au socialisme, les menchéviks.

En novembre 1917, lors des élections à la Constituante, les bolchéviks obtinrent 9 millions de voix sur 36. Mais en fait, dans la lutte et non dans le scrutin, les bolchéviks avaient derrière eux, à la fin d'octobre et en novembre 1917, la *majorité* du prolétariat et de la paysannerie consciente, représentée par la majorité des délégués au IIe Congrès des Soviets de Russie, par la majorité de la partie la plus active et la plus consciente du peuple travailleur, à savoir des douze millions d'hommes de l'armée d'alors.

Tel est le petit tableau, en chiffres, de l'« accélération » du mouvement révolutionnaire mondial au cours des vingt dernières années. C'est un très petit tableau, très incomplet, qui exprime très grossièrement l'histoire d'un peuple de 150 millions seulement, alors qu'au cours de ces vingt années la révolution a commencé et a grandi jusqu'à devenir une force invincible dans des pays dont la population dépasse un milliard (toute l'Asie, et n'oublions pas l'Afrique du Sud, qui a récemment rappelé la volonté de ses habitants d'être des *hommes* et non des esclaves, et ce, d'une façon pas tout à fait « parlementaire »).

Et si certains, passez-moi l'expression, « spenglerots » en tirent la conclusion (on peut attendre n'importe quelle stupidité des chefs si « intelligents » des Internationales II et II 1/2) que ce calcul exclut des forces révolutionnaires

le prolétariat d'Europe et d'Amérique, nous répondrons : les chefs si « intelligents » que je viens de citer raisonnent constamment comme si le fait qu'il faut attendre la naissance de l'enfant neuf mois après la conception permettrait de déterminer l'heure et la minute de l'accouchement, ainsi que la position de l'enfant au moment des couches, l'état de l'accouchée et le degré exact des douleurs et des dangers que l'enfant et la maman devront subir. O hommes « intelligents » ! Ils ne parviennent pas à deviner que, du point de vue de la marche de la révolution internationale, le passage du chartisme aux Henderson, qui font les laquais devant la bourgeoisie, de Varlin à Renaudel, ou de Wilhelm Liebknecht et de Bebel à Züdekum, Scheidemann et Noske, ressemble simplement au fait, pour une automobile, de « passer » *d'*une chaussée lisse et unie de plusieurs centaines de kilomètres *à* une mare sale et puante située sur la même chaussée, à une mare de quelques mètres.

Les hommes font eux-mêmes leur histoire. Mais les chartistes, les Varlin et les Liebknecht la font avec leur tête et leur cœur. Tandis que les chefs des Internationales II et II 1/2 la « font » avec des parties toutes différentes de leurs corps : ils engraissent le sol pour les nouveaux chartistes, pour les nouveaux Varlin et les nouveaux Liebknecht.

Se leurrer serait la chose la plus nuisible pour les révolutionnaires dans le *très difficile* moment actuel. Bien que le bolchévisme *soit devenu* une force internationale, bien que dans *tous* les pays civilisés et avancés soient déjà nés les nouveaux chartistes, les nouveaux Varlin et les nouveaux Liebknecht, qui grandissent sous l'aspect de partis communistes légaux (comme était légale notre *Pravda* sous le tsarisme, il y a dix ans), la bourgeoisie internationale n'en reste pas moins pour l'instant infiniment plus forte que son adversaire de classe. Cette bourgeoisie, qui a fait tout ce qui dépendait d'elle pour rendre l'accouchement plus difficile, pour décupler les dangers et les souffrances de l'enfantement du pouvoir prolétarien en Russie, est encore capable de condamner aux tortures et à la mort des millions et des dizaines de millions d'hommes au moyen de guerres de gardes blancs, de guerres impérialistes, etc. Cela, nous ne devons pas l'oublier. Nous devons savoir adap-

ter notre tactique à cette particularité de l'état de choses actuel. Pour l'instant, la bourgeoisie peut encore faire souffrir, torturer et tuer en toute liberté. Ce qu'elle ne peut pas faire, c'est arrêter la victoire complète, inévitable, et, du point de vue de l'histoire mondiale, très proche, du prolétariat révolutionnaire.

2.V.1922

« Pravda » n° 98, 5 mai 1922
Signé N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

LETTRE A J. STALINE POUR LES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

REPONSE AUX REMARQUES RELATIVES AUX FONCTIONS DES VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE

Je m'excuse de vous répondre tardivement ; c'est qu'il m'a fallu faire extraire cette balle [100].

Les remarques du camarade Rykov sont « critiques », mais imprécises, et n'appellent pas de réponse.

J'estime que la remarque du camarade Tomski sur l'attribution des primes est mal fondée. L'échec du système syndical des primes, qui a dégénéré, selon les termes du camarade Tomski, en « pillage de l'Etat », doit nous obliger à faire preuve de plus de persévérance dans l'étude et l'amélioration des formes d'application de ce système, et nullement à y renoncer.

Les remarques du camarade Trotski sont également, en partie, imprécises (par exemple, les « craintes » au § 4) et n'appellent pas de réponses : en partie, elles renouvellent nos anciennes divergences avec le camarade Trotski, constatées déjà à maintes reprises au Bureau politique. J'y répondrai brièvement sur les deux points principaux : a) le Rabkrin et b) le Gosplan.

a) Au sujet du Rabkrin, le camarade Trotski a radicalement tort. Etant donné notre effroyable « manie administrative », même parmi les meilleurs communistes, le bas niveau des fonctionnaires, l'esprit d'intrigue au sein des administrations (pire qu'au Rabkrin), il est actuellement impossible de se passer de cette institution. On peut et on

doit s'en occuper systématiquement et avec persévérance pour en faire un appareil de vérification et d'amélioration de toutes les activités de l'Etat. Il n'existe aucun autre moyen pratique de vérifier, de perfectionner, d'apprendre à travailler. S'il y a actuellement au Rabkrin un appareil d'environ 12 000 personnes, défectueux et mal payé, il faut le réduire et l'améliorer ; par exemple, en conserver 1/6, avec la moitié des frais d'entretien antérieurs, c'est-à-dire en triplant les traitements ; promouvoir d'abord des dizaines, puis des centaines de responsables, les meilleurs, absolument honnêtes et compétents, lesquels existent dès maintenant, mais ne sont pas connus, ni promus, ni groupés, ni organisés. On peut et on doit le faire. Autrement, il est impossible de lutter contre la manie administrative et le bureaucratisme. Autrement, il est impossible d'apprendre aux ouvriers et aux paysans sans-parti à gérer ; or, renoncer à cette tâche dans le moment présent est impossible, sur le plan des principes comme sur le plan pratique.

b) Au sujet du Gosplan, non seulement le camarade Trotski a radicalement tort, mais encore il est étonnamment peu au courant des choses dont il juge. Loin d'être entaché d'académisme, le Gosplan est surchargé de « broutilles » par trop menues et quotidiennes. Par bonté, le camarade Krjijanovski accède trop facilement aux demandes de ceux qui lui réclament une « aide » immédiate.

Connaissant bien les défauts réels du Gosplan, désirant fournir aux membres du Bureau politique une documentation objective et non imaginaire, j'ai demandé au camarade Krjijanovski si son travail ne souffrait pas d'« abstraction » et quels étaient les chiffres précis à ce sujet. Le camarade Krjijanovski m'a envoyé une liste des questions débattues au présidium du Gosplan pendant deux mois, février et mars 1922. Résultat : aa) questions de planification : 17 % ; bb) questions économiques importantes : 37 % ; cc) « broutilles » : 46 %. Je peux communiquer cette documentation à tout membre du Bureau politique pour examen.

Le second papier du camarade Trotski, en date du 23.IV. 1922, adressé aux vice-présidents avec copie au secrétariat du Bureau politique (c'est fortuitement, sans doute, qu'une copie pour moi a été omise) contient, premièrement, une

« critique » extrêmement véhémente, mais profondément fausse, de la décision du Bureau politique concernant la création du triumvirat financier (Sokolnikov et les deux vice-présidents), comme étant un frein entre le Petit et le Grand Conseil des Commissaires du Peuple. Adresser une telle critique aux vice-présidents ne contribue ni à la planification ni à aucune autre activité de l'Etat sur le plan de l'organisation en général.

Deuxièmement, ce papier comporte les mêmes accusations d'académisme contre le Gosplan, foncièrement inexactes et diamétralement opposées à la vérité, accusations qui vont jusqu'à la déclaration suivante du camarade Trotski, d'une ignorance vraiment incroyable : « En dehors de la fixation du volume de l'émission, écrit-il, et de la répartition des ressources monétaires entre les administrations, aucun plan économique n'existe ni ne peut exister actuellement. Cependant, *autant que je puisse en juger*, le Gosplan *n'a rien à voir* avec ces questions essentielles ».

Les mots soulignés m'amènent seulement à poser cette question : à quoi bon « juger » sans être renseigné ? Se renseigner est facile pour n'importe quel membre du C.C. et du *C.T.D.* Se renseigner, ce serait apprendre qu'il existe au Gosplan une section financière et économique qui s'occupe justement de ces questions. Certes, les défauts ne manquent pas, dans ce travail ; cependant, il faut les chercher non pas dans l'académisme, mais bien dans la direction opposée.

Lénine

5. V.

Publié pour la première fois partiellement en 1928

Conforme au manuscrit

PROJET D'ARRETE DU C.E.C. DE RUSSIE SUR LE RAPPORT DE LA DELEGATION A LA CONFERENCE DE GENES

Rédiger le projet de résolution du C.E.C. de Russie sur le rapport de Ioffé à peu près dans ces termes :

1. La délégation du C.E.C. de Russie a correctement rempli sa mission en défendant la souveraineté entière de la R.S.F.S.R., en luttant contre les tentatives d'asservissement et de restauration de la propriété privée, en signant un traité avec l'Allemagne.

2. La situation politique et économique sur le plan international se caractérise par les traits suivants :

— politique : absence de la paix et danger de nouvelles guerres impérialistes [Irlande, Inde, Chine etc. ; aggravation des relations entre l'Angleterre et la France, entre le Japon et les Etats-Unis, *e t c.*, *e t c.* ((plus en détail))].

3. — économique : les pays « vainqueurs », tout-puissants et enrichis par la guerre (=le pillage), 3 ans 1/2 après la fin de la guerre, sont incapables de rétablir même les anciens rapports capitalistes [chaos monétaire ; le traité de Versailles n'est ni appliqué ni applicable ; non-paiement des dettes aux Etats-Unis, *e t c.*, *e t c.* (*p l u s e n d é t a i l*)].

4. C'est pourquoi le § 1 des résolutions de Cannes, en reconnaissant l'*égalité en droits* des deux *systèmes de propriété* (capitaliste, ou propriété privée, et communiste, adopté *pour l'instant* en R.S.F.S.R. seulement), doit ainsi recon-

naître, bien qu'indirectement, la faillite, l'effondrement du premier système de propriété, la nécessité d'une *entente* avec le second, d'égal à égal.

5. Les autres paragraphes des conditions de Cannes, de même que les mémorandums, etc., des puissances à Gênes, sont en contradiction avec ce qui précède et par là-même sont condamnés á rester lettre morte.

6. L'égalité en droits effective des deux systèmes de propriété, *du moins en tant qu'état temporaire, tant que le monde entier n'a pas renoncé* à la propriété privée, au *chaos économique* et aux guerres qu'elle engendre, pour adopter le système supérieur de propriété, n'est formulée que dans le traité de Rapallo [101]. C'est pourquoi le C.E.C. de Russie

approuve le traité de Rapallo comme l'unique issue juste aux difficultés, au chaos et au danger de guerre (tant que subsistent les deux systèmes de propriété, y compris un système aussi périmé que la propriété capitaliste) ;

reconnaît que *seuls* des traités de ce genre sont normaux pour les relations entre la R.S.F.S.R. et les Etats capitalistes ;

— charge le Conseil des Commissaires du Peuple et le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères de mettre en œuvre une politique dans cet esprit ;

— charge le Présidium du C.E.C. de Russie de le confirmer par une entente avec toutes les Républiques faisant partie de la fédération de la R.S.F.S.R. ;

— prescrit au Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères et au Conseil des Commissaires du Peuple de n'admettre des dérogations, c'est-à-dire un écart par rapport à ce type de traité, celui de Rapallo, que dans des cas exceptionnels, susceptibles d'assurer des avantages tout à fait particuliers aux masses laborieuses de la R.S.F.S.R., etc.

Rédigé le 15 ou le 16 mai 1922. *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois.

LETTRE A D. KOURSKI

17.V.1922

Camarade Kourski, en complément de notre entretien je vous envoie une ébauche du paragraphe supplémentaire pour le Code pénal [102]. C'est un brouillon qui, bien entendu, a besoin d'être remanié et mis au point. L'idée fondamentale est claire, je l'espère, malgré tous les défauts du brouillon : mettre en avant ouvertement la thèse de principe, juste sur le plan politique (et pas seulement en un sens juridique étroit), motivant le *caractère* et la *justification* de la terreur, sa nécessité, ses limites.

Le tribunal ne doit pas éliminer la terreur ; le promettre serait se tromper soi-même ou tromper les autres ; il faut la justifier et la légitimer sur le plan des principes, clairement, sans fausseté et sans fard. La formulation doit être la plus large possible, car seules la justice révolutionnaire et la conscience révolutionnaire décideront des conditions de l'application pratique plus ou moins large.

Avec mon salut communiste

Lénine

Variante 1 :

La propagande, l'agitation, la participation à une organisation, ou le concours prêté à des organisations (propagande et agitation) dans le sens d'une aide à la partie de la bourgeoisie internationale qui ne reconnaît pas l'égalité en droits du système communiste de propriété succé-

dant au capitalisme, et cherche à le renverser par la violence, que ce soit par une intervention, le blocus, l'espionnage ou le financement de la presse ou par d'autres moyens semblables,

sont passibles de la peine capitale, commuée, en cas de circonstances atténuantes, en privation de liberté ou expulsion à l'étranger.

Variante 2 :

a) La propagande ou l'agitation qui favorisent objectivement la partie de la bourgeoisie internationale qui, etc., jusqu'à la fin.

b) La même peine est appliquée aux personnes coupables de participation à des organisations ou de concours apportés à des organisations ou à des personnes menant une activité ayant le caractère ci-dessus (dont l'activité a le caractère ci-dessus).

Variante 2 b : La propagande ou l'agitation, favorisant objectivement ou susceptibles de favoriser la partie de la bourgeoisie internationale qui, etc., jusqu'à la fin.

Publié pour la première fois en 1924

Conforme au manuscrit

LETTRES A J. STALINE SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RADIO

1

Au camarade Staline, avec prière d'envoyer par circulaire à tous les membres du Bureau politique

Camarade Staline,

Ci-joint deux rapports : le premier, du professeur Ossadtchi, spécialiste en électricité, sur les liaisons radiotélégraphiques et téléphoniques ; le second, de Bontch-Brouïévitch (qui n'est pas parent des frères Bontch-Brouïévitch bien connus dont l'un était secrétaire général du Conseil des Commissaires du Peuple et l'autre un éminent général tsariste). Ce Bontch-Brouïévitch dont je vous transmets le rapport est un très grand spécialiste et inventeur en matière de radio et l'un des dirigeants du laboratoire de radio de Nijni-Novgorod.

Ces rapports montrent que l'état de notre technique permet de réaliser pleinement la transmission de la voix humaine à une distance aussi grande que possible grâce à la liaison radio sans fil ; il est également possible de mettre en service des centaines de postes récepteurs qui pourraient transmettre les discours, les rapports et les conférences de Moscou à de nombreux endroits de la république, à une distance de plusieurs centaines et même parfois, de milliers de verstes.

Je pense que la réalisation de ce plan constitue pour nous une nécessité absolue tant du point de vue de la propa-

gande et de l'agitation, particulièrement pour les masses de la population qui sont illettrées, que pour la transmission des conférences. Etant donné que la plupart des professeurs bourgeois de sciences sociales que nous tolérons ne valent absolument rien et sont même nuisibles, nous n'avons pas d'autre issue que de mettre tout en œuvre pour que nos peu nombreux professeurs communistes, capables de faire des cours de sciences sociales, les fassent pour des centaines d'endroits en tous les points de la fédération.

C'est pourquoi je pense qu'il ne faut en aucun cas ménager la dépense pour mener à bonne fin l'organisation de la liaison radiotéléphonique et pour produire de bons postes de T.S.F.

Je propose d'affecter en sus du budget, à titre exceptionnel, une somme allant jusqu'à 100 000 roubles-or prélevés sur les réserves d'or en vue de l'organisation des travaux du laboratoire de radio de Nijni-Novgorod, afin d'accélérer au maximum l'achèvement des travaux entrepris pour la mise au point de haut-parleurs pleinement satisfaisants et de plusieurs centaines de postes récepteurs dans toute la république, pouvant reproduire pour les larges masses les discours, les rapports et les conférences de Moscou ou d'un autre centre.

Charger le Conseil du Travail et de la Défense de surveiller spécialement l'utilisation de ce fonds et peut-être, si cela s'avère opportun, d'instituer des primes au titre de ce fonds en vue de récompenser les travaux particulièrement rapides et fructueux [103].

J'ajouterai que les *Izvestia* d'aujourd'hui font état d'une invention anglaise dans le domaine de la radiotélégraphie, qui transmet les radiotélégrammes secrètement. Si nous réussissons à acheter cette invention, la liaison radiotéléphonique et radiotélégraphique prendrait une importance encore plus considérable sur le plan militaire.

Lénine

19.V.1922

Publié pour la première fois le 21 janvier 1949 dans la « Pravda » n° 21

Dicté par téléphone. Conforme à la copie dactylographiée

2

AU CAMARADE STALINE

Au sujet du papier d'aujourd'hui de Bontch-Brouïévitch, je pense que nous ne pouvons pas, sans objectifs spéciaux, accepter de financer le laboratoire de radio sur les réserves d'or.

Je propose donc de charger le Conseil du Travail et de la Défense de fixer les dépenses nécessaires pour que le laboratoire de radio accélère au maximum la mise au point du perfectionnement et de la fabrication de haut-parleurs et de postes récepteurs. C'est uniquement à ces fins que nous devons, à mon avis, assigner une somme déterminée en or, en sus du budget.

Lénine

19.V.1922

Publié pour la première fois en 1945 dans le Recueil Lénine XXXV

Dicté par téléphone Conforme à la copie dactylographiée

DE LA « DOUBLE » SUBORDINATION ET DE LA LEGALITE[104]

AU CAMARADE STALINE POUR LE BUREAU POLITIQUE

La question du Parquet a provoqué des divergences de vue au sein de la commission du Comité central, désignée pour diriger les travaux de la session du Comité exécutif central de Russie. Si ces divergences n'entraînent pas le renvoi automatique de la question devant le Bureau politique, je tiens quant à moi ce problème pour si important que je propose de le soumettre au Bureau politique.

Le fond des divergences, le voici : la majorité de la commission désignée par le C.E.C. de Russie s'est prononcée contre le principe selon lequel les représentants locaux des organismes de surveillance du Parquet seraient exclusivement désignés par le centre et ne relèveraient que de lui. La majorité exige ce qu'on appelle la « double » subordination, établie d'une façon générale pour tous les responsables locaux, c'est-à-dire leur subordination d'une part au centre, en la personne du Commissariat du Peuple intéressé, et d'autre part, au Comité exécutif provincial.

Cette même majorité de la commission du C.E.C. de Russie a refusé aux représentants locaux des organismes de surveillance du Parquet, le droit de faire opposition, du point de vue de la légalité, aux décisions quelconques des comités exécutifs provinciaux et des pouvoirs locaux en général.

Il m'est difficile de concevoir l'argument que l'on pourrait invoquer pour défendre une décision aussi manifes-

tement erronée de la majorité de cette commission du C.E.C. Je n'ai entendu que cet argument : la défense, en l'espèce, de la « double » subordination est une lutte légitime contre le centralisme bureaucratique, pour l'autonomie indispensable des organisations locales, et contre l'attitude hautaine du centre à l'égard des exécutifs de province. Ya-t-il de la hauteur à professer cette opinion que la légalité ne saurait être celle de Kalouga ou de Kazan, mais doit être une pour toute la Russie et même pour toute la Fédération des Républiques soviétiques ? L'opinion qui a prévalu au sein de la majorité de la commission du C.E.C. de Russie a surtout ceci de faux, que l'on y applique mal le principe de la « double » subordination. La « double » subordination est nécessaire là où l'on doit savoir tenir compte des distinctions qui existent réellement et inévitablement. L'agriculture dans la province de Kalouga n'est pas la même que dans celle de Kazan. Il en est de même pour l'ensemble de l'industrie. Il en est de même pour toutes les choses de l'administration et de la direction. Ne pas tenir compte dans tous ces domaines des distinctions locales, serait verser dans le centralisme bureaucratique, etc. ; ce serait empêcher les cadres de province de tenir compte des différences locales, ce qui est la base d'un travail rationnel. Or, la légalité doit être une ; notre plus grand mal et la marque de toute notre inculture, c'est de tolérer la tradition bien russe et les habitudes de demi-sauvages, désireux de maintenir la légalité de Kalouga à la différence de la légalité de Kazan. Il ne faut pas oublier qu'à l'encontre des autorités administratives, le Parquet, en exerçant sa surveillance, n'exerce aucun pouvoir administratif, n'a de voix délibérative sur aucun problème de cet ordre. Le procureur a le droit et le devoir de ne faire qu'une chose : veiller à ce que s'établisse une compréhension vraiment une de la légalité dans l'ensemble de la République, quelles que soient les distinctions locales et en dépit des influences locales. Le seul droit et le devoir du procureur, c'est de renvoyer l'affaire devant le tribunal. Or, quels sont ces tribunaux ? Nos tribunaux sont locaux.Les juges sont élus par les Soviets locaux. Par conséquent, l'instance devant laquelle le procureur renvoie l'affaire intentée par lui contre une infraction à la loi, est une instance locale qui, d'une part, est

tenue d'observer strictement les lois uniques pour l'ensemble de la Fédération ; d'autre part, elle est tenue, en établissant les pénalités, de prendre en considération toutes les circonstances locales ; ce faisant, elle a le droit de dire que, bien que la loi ait été certainement enfreinte dans tel ou tel cas, certaines conditions bien connues de la population, et mises en lumière devant le tribunal local, font que le tribunal juge nécessaire d'atténuer la peine à l'égard de telles personnes, ou même de les acquitter. Si nous n'observons pas, coûte que coûte, cette condition élémentaire pour établir la légalité unique dans toute la Fédération, il ne saurait être question de protéger ni de créer aucune culture.

De même, on aurait foncièrement tort de dire que le procureur ne doit pas avoir le droit de faire opposition aux décisions des comités exécutifs de province et des autres organes locaux du pouvoir ; du point de vue de la loi, c'est l'Inspection ouvrière et paysanne qui devrait, paraît-il, les juger.

L'Inspection ouvrière et paysanne juge non seulement du point de vue de la loi, mais aussi de celui de l'opportunité. Le procureur est responsable de ce qui suit : aucune décision d'aucune autorité locale ne doit être en contradiction avec la loi, et c'est sous cet angle seulement que le procureur est tenu de faire opposition à toute décision contraire à la loi ; ceci étant, le procureur n'a pas le droit de suspendre l'application de la décision, mais est simplement tenu de prendre les mesures nécessaires pour que l'interprétation de la loi soit absolument la même dans toute la République. Aussi la décision de la majorité de la Commission du C.E.C. de Russie n'est pas seulement au plus haut point erronée dans son principe ; non seulement elle applique d'une manière foncièrement erronée le principe de la « double » subordination, mais encore elle compromet tout travail visant à établir la légalité et un minimum de culture.

Ensuite, pour résoudre ce problème il faut tenir compte des influences locales. Il est certain que nous sommes plongés dans un chaos d'illégalité, et que l'influence locale est un des plus grands, sinon le plus grand, adversaires de l'établissement de la légalité et de la culture. Il n'est personne, je crois, qui ne sache que l'épuration du Parti a

révélé, comme un fait prédominant dans la plupart des commissions de vérification locales, des règlements de comptes personnels et locaux. Ce fait est incontestable et assez significatif. Personne ne niera, sans doute, qu'il est plus facile à notre Parti de trouver une dizaine de communistes sûrs, suffisamment instruits juridiquement, et capables de tenir tête aux influences de toute sorte, purement locales, que d'en trouver des centaines. C'est à cela justement que se ramène la question quand on parle de la « double » subordination du Parquet, et de la nécessité de le subordonner à un centre unique. Or, dans ce centre, nous devons trouver une dizaine d'hommes qui exerceront le pouvoir central du Parquet, en la personne du Procureur général, de la Cour suprême et du collège du Commissariat du Peuple de la Justice (je laisse de côté la question de savoir si le Procureur général est investi d'un pouvoir personnel, ou s'il le partage avec la Cour suprême et le collège du Commissariat du Peuple de la Justice, car cette question est absolument secondaire et peut être tranchée dans un sens ou dans l'autre, selon que le Parti voudra confier à une seule personne un immense pouvoir ou le répartir entre les trois instances indiquées). Ces dix personnes, siégeant au centre, travaillent sous la surveillance la plus étroite et dans le contact le plus direct avec les trois organismes du Parti, qui offrent le maximum de garanties contre les influences locales et personnelles, savoir : le Bureau d'organisation du Comité central, le Bureau politique du Comité central et la Commission centrale de contrôle. Ajoutons que cette dernière institution, c'est-à-dire la Commission centrale de contrôle, responsable uniquement devant le congrès du Parti, est constituée de telle sorte qu'il ne saurait y avoir le moindre cumul pour les membres de cette Commission, ni avec aucun commissariat du peuple, ni avec aucune administration, ni avec aucun organe du pouvoir des Soviets. Il est évident que dans ces conditions nous avons la garantie maximum, parmi toutes celles qui avaient été imaginées jusqu'ici, que le Parti créera un petit collège central, capable de résister en fait aux influences locales, au bureaucratisme local et tout autre, et de veiller à une application réellement uniforme de la loi dans toute la République et dans toute la Fédération. Aussi les erreurs possibles de

ce collège juridique central sont-elles corrigées sur place, séance tenante, par les organismes du Parti qui, d'une façon générale, établissent tous les principes essentiels et toutes les règles essentielles pour toute l'activité du Parti et des Soviets dans l'ensemble de la République.

S'écarter de cette ligne de conduite, c'est faire passer en sous-main une opinion que personne ne défend franchement et ouvertement, à savoir : la culture et la légalité qui s'y rattache étroitement seraient chez nous si hautement développées que nous pourrions cautionner une centaine de procureurs, parfaitement intègres en ce sens qu'ils ne céderaient jamais à aucune influence locale et établiraient d'eux-mêmes une légalité uniforme dans toute la République.

Ceci étant, j'en viens à cette conclusion que défendre la « double » subordination du Parquet et retirer à celui-ci le droit de faire opposition à toute décision des pouvoirs publics locaux, c'est non seulement faux au point de vue des principes, non seulement cela gêne notre tâche essentielle qui est d'implanter sans défaillance la légalité, mais cela traduit les intérêts et les préjugés de la bureaucratie et des influences locales, c'est-à-dire la pire barrière entre les travailleurs d'une part et, de l'autre, le pouvoir local et central des Soviets, ainsi que le pouvoir central du P.C.R.

C'est pourquoi je propose au Comité central de repousser en l'occurrence la « double » subordination, d'établir la subordination du Parquet local uniquement au *centre*, et de laisser au Parquet le droit et le devoir de faire opposition à toutes les décisions, quelles qu'elles soient, des pouvoirs locaux du point de vue de la légalité de ces décisions ou arrêtés, sans qu'il ait le droit d'en suspendre l'exécution mais avec le seul droit de renvoyer l'affaire devant le tribunal.

Lénine

20.V.1922

Publié pour la première fois dans la « Pravda » n° 91, 23 avril 1925

Dicté par téléphone. Conforme au texte de la copie dactylographiée

UNE GOUTTE DE FIEL DANS UN TONNEAU DE MIEL

Le citoyen O. Ermanski a écrit un livre très utile et très bon : *L'organisation scientifique du travail et le système Taylor* (Editions d'Etat, 1922). C'est une nouvelle version de son ouvrage paru en 1918, *Le système Taylor*, considérablement augmenté ; des suppléments importants ont été ajoutés : I. « Travail productif et culture » ; II. « Le problème de la fatigue ». L'une des parties les plus importantes, qui s'intitulait auparavant « Travail et repos » et n'occupait que 16 pages, est devenue maintenant un gros morceau de 70 pages (chapitre III : « Le travail de l'homme »).

Ce livre nous donne un exposé très détaillé du système Taylor avec, chose particulièrement importante, à la fois ses aspects positif *et négatif*, ainsi que les principales données scientifiques sur les recettes et les dépenses physiologiques de la machine humaine. Dans l'ensemble, il convient parfaitement, à mon avis, comme manuel obligatoire pour toutes les écoles professionnelles et pour toutes les écoles du second degré en général. Apprendre à travailler, c'est à présent la tâche principale de la république des Soviets, une tâche qui concerne réellement le peuple entier. Supprimer entièrement l'analphabétisme ; ne s'en contenter en aucun cas et aller plus loin, coûte que coûte, en reprenant tout ce qui est vraiment précieux dans la science européenne et américaine : telle est notre tâche première et capitale.

Le livre du citoyen Ermanski souffre d'un seul défaut grave, mais c'est un défaut qui empêche, peut-être, de l'adopter comme manuel. Il s'agit de la prolixité de l'auteur. Sans aucune nécessité, il répète la même chose de nombreuses fois. Ce qui, peut-être, excuse jusqu'à un certain point l'auteur, c'est qu'il n'a pas écrit son livre dans l'intention d'en faire un manuel. Pourtant, à la p. VIII de sa préface, il estime que le mérite de son livre est dans l'exposé populaire des questions scientifiques. Il a raison. Mais un exposé populaire exige également l'élimination des répétitions. Le « peuple » n'a pas le temps de lire de gros livres. Celui du citoyen Ermanski est trop volumineux, sans aucune nécessité. Cela l'empêche d'être populaire... *

Rédigé fin août-début septembre 1922
Publié pour la première fois en 1928

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt à cet endroit. (*N. R.*)

LETTRE AU Ve CONGRES DES SYNDICATS DE RUSSIE[105]

17.IX.1922

Chers camarades,

C'est la première fois, après une longue maladie, qu'il m'est donné d'intervenir, du moins par écrit, devant un congrès. Aussi, permettez-moi de me limiter à de chaleureuses salutations et à quelques mots sur la situation et les tâches de notre industrie et de notre république. Notre situation est particulièrement difficile en raison du manque de ressources pour le renouvellement du capital fixe : machines, instruments, bâtiments, etc. ; or, c'est justement cette industrie, dite « industrie lourde », qui forme la base essentielle du socialisme. Dans les Etats capitalistes, ce capital fixe est habituellement renouvelé au moyen d'emprunts. On ne veut pas nous accorder d'emprunt si nous ne rétablissons pas la propriété des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, chose que nous ne pouvons pas faire et ne ferons pas. Il nous reste un chemin extraordinairement difficile et long : amasser peu à peu des économies, augmenter les impôts, pour relever progressivement de leur ruine les chemins de fer, les machines, les bâtiments et le reste. Dans le monde entier, nous restons pour le moment le seul Etat dans lequel les paysans travailleurs, sous la direction des ouvriers, édifient le socialisme, en refusant catégoriquement la direction des capitalistes qui, sous le couvert de toute sorte de

phrases pompeuses sur la démocratie, la liberté, etc., renforcent en fait la propriété privée des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, assurent la domination d'un petit nombre de richards qui se partagent tout le globe et font la guerre entre eux pour le repartage du monde, pour l'asservissement de centaines de millions d'hommes parmi des peuples plus faibles et arriérés.

Aussi longtemps que nous restons seuls, la tâche du relèvement de notre économie nationale pèse sur nos épaules d'un poids incroyablement lourd. Il faut réaliser une tension extrême des forces de tous les paysans et de tous les ouvriers, il faut perfectionner notre appareil d'Etat, tellement mauvais encore, et en réduire le coût, afin d'améliorer la situation des travailleurs et relever, fût-ce peu à peu, notre économie ruinée par la guerre impérialiste et la guerre civile.

Que chaque paysan et ouvrier conscient, susceptible de connaître le découragement sous l'influence des conditions de vie difficiles ou de la lenteur excessive de l'édification de notre Etat, se souvienne du passé récent, avec la domination des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. Ce souvenir ranimera son ardeur. Intensifier et améliorer le travail de toutes ses forces et dans toutes les sphères : là est l'unique salut pour le pouvoir ouvrier et paysan.

Avec mon salut fraternel,

V. Oulianov (Lénine)

« Troud », 18 septembre 1922
et « Pravda » n° 210,
19 septembre 1922

Conforme au manuscrit

BILLET AU BUREAU POLITIQUE SUR LA LUTTE CONTRE LE CHAUVINISME DE GRANDE PUISSANCE[106]

Je déclare une guerre à mort au chauvinisme grand-russe. Aussitôt que je serai délivré de ma maudite dent, je le dévorerai avec toutes mes dents saines.

Il faut *absolument* insister pour que le C.E.C. fédéral soit *présidé* à tour de rôle par

un Russe
un Ukrainien
un Géorgien, etc.
Absolument !

Votre *Lénine*

Rédigé le 6 octobre 1922.
Publié pour la première fois le 21 janvier 1937 dans la « Pravda » n° 21

Conforme au manuscrit

AUX OUVRIERS DE BAKOU

Moscou. 6.X.1922

Chers camarades, je viens d'entendre le bref compte rendu du camarade Sérébrovski sur la situation de l'Aznéft. Les difficultés sont fort nombreuses. En vous envoyant mon salut chaleureux, je vous demande pour l'avenir immédiat de tenir bon par tous les moyens. Les premiers temps sont particulièrement durs pour nous. Ensuite, ce sera plus facile. Nous devons remporter la victoire, et nous la remporterons coûte que coûte.

Encore une fois je vous envoie mes meilleures salutations communistes.

V. Oulianov (Lénine)

« Bakinski Rabotchi »
[L'ouvrier de Bakou]
n° 251, 7 novembre 1922

Conforme au manuscrit

AU CINQUIEME CONGRES DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE DE RUSSIE[107]

Chers amis, je regrette vivement de ne pas pouvoir vous saluer personnellement. Je souhaite le plus grand succès aux travaux de votre V^e^ Congrès. Je suis sûr que la jeunesse saura progresser avec succès, de façon à se montrer entièrement à la hauteur de sa tâche au moment où sera mûre l'étape suivante de la révolution mondiale.

Avec mes chaleureuses salutations communistes.

V. Oulianov (Lénine)

11. X. 1922

« Pravda » n° 230, 12 octobre 1922

Conforme au manuscrit

LETTRE A J. STALINE SUR LE MONOPOLE DU COMMERCE EXTERIEUR

AU CAMARADE STALINE, SECRETAIRE DU C.C.

13.X. 1922

La décision de la réunion plénière du C.C. du 6.X. (P. V. n° 7, p. 3) instaure une réforme en apparence peu importante et partielle : « appliquer une série d'arrêtés du *C.T.D.* autorisant temporairement l'importation et l'exportation pour certaines catégories de marchandises ou par certaines frontières »[108].

Mais, en fait, c'est un coup porté au monopole du commerce extérieur. Il n'est pas étonnant que ce soit le camarade Sokolnikov qui ait cherché à l'obtenir et qui l'ait obtenu. Il l'a toujours cherché ; il aime le paradoxe et il a toujours entrepris de démontrer que le monopole nous est à nous-mêmes désavantageux. Mais ce qui est étonnant, c'est le vote favorable de gens qui, sans avoir demandé l'avis détaillé d'aucun des dirigeants de l'économie, sont pour le monopole sur le plan des principes.

Que signifie la décision prise ?

Des comptoirs d'achat sont ouverts pour l'importation et l'exportation. Le propriétaire du comptoir est en droit d'acheter et de vendre *uniquement* des marchandises spécialement désignées.

Où est donc le contrôle ? Où sont donc les moyens du contrôle ?

Le lin coûte en Russie 4 roubles 1/2, et en Angleterre 14 roubles. Nous avons tous lu dans le *Capital* comment le

capital se transforme intérieurement et s'enhardit lorsque l'intérêt et le profit augmentent rapidement. Chacun se souvient que le capital est capable d'en arriver rapidement à risquer sa tête, comme Marx l'a reconnu longtemps avant la guerre et ses « bonds ».

Et maintenant ? Quelle force empêchera les paysans et les marchands de conclure les marchés les plus avantageux ? Couvrir la Russie d'un nouveau réseau de contrôleurs ? Prendre sur le fait le voisin du comptoir d'achat et démontrer que son lin a été vendu pour l'exportation en cachette ?

Les paradoxes du camarade Sokolnikov sont toujours spirituels, mais il faut quand même distinguer les paradoxes de la pénible vérité.

Sur une telle question, aucune « légalité » n'est possible dans la Russie paysanne. Aucune comparaison avec la contrebande en général (« qu'importe, dit-on, la contrebande, elle aussi, marche à fond contre le monopole ») n'est justifiée : un spécialiste contrebandier à la frontière, c'est une chose, mais c'est autre chose que *toute* la paysannerie qui *toujours* se défendra et fera la guerre au pouvoir qui vise à lui retirer son profit « à elle ».

Sans avoir eu le temps de mettre à l'épreuve le régime du monopole, qui commence seulement à nous rapporter des millions (et qui nous donnera des dizaines de millions et plus), nous introduisons le chaos total ; nous ébranlons les étais que nous avions à peine commencé à consolider.

Nous avions commencé à édifier un système ; le monopole du commerce extérieur et la coopération sont amorcés. Dans un an ou deux, il y aura certains résultats. Les profits du commerce extérieur se chiffrent en centaines de %, nous *commençons* à recevoir des millions et des dizaines de millions. Nous *avons commencé* à mettre sur pied des sociétés mixtes ; nous avons commencé à apprendre à recevoir *la moitié* de leurs bénéfices (monstrueux). On discerne déjà une certaine perspective de très solides revenus pour l'État. Nous abandonnons cela dans l'espoir de droits de douane, qui ne peuvent pas fournir un bénéfice tant soit peu comparable ; nous abandonnons tout et nous courons après un mirage !

La question a été soumise à la réunion plénière à la hâte. Il n'y a rien eu qui ressemble à une discussion sérieuse. Il n'y a aucune raison de se hâter. Les dirigeants de l'économie commencent seulement maintenant à aller au fond des choses. Trancher les questions les plus importantes de la politique commerciale du jour au lendemain, sans avoir rassemblé la documentation, sans avoir pesé le *pour* et le *contre*, documents et chiffres à l'appui ; il n'y a pas là l'ombre d'une attitude juste. Des hommes fatigués votent en quelques minutes, et c'est tout. Des questions politiques moins complexes, nous les avions soupesées à de nombreuses reprises, et nous avions mis souvent plusieurs mois à les résoudre.

Je regrette très vivement que la maladie m'ait empêché d'assister à la réunion ce jour-là, et que je sois obligé de solliciter maintenant une certaine dérogation à la règle.

Mais je pense que la question doit être pesée et étudiée, que la hâte est nuisible.

Je propose d'ajourner la solution de ce problème pour deux mois, c'est-à-dire jusqu'à la prochaine session plénière ; et, en attendant, de rassembler des *documents*, confrontés et vérifiés, sur l'expérience de notre politique commerciale.

V. Oulianov (Lénine)

P.S. Au cours de ma conversation d'hier avec le camarade Staline (je n'ai pas assisté à la réunion plénière et j'ai essayé de m'informer auprès des camarades qui y avaient participé), nous avons évoqué entre autres, à titre d'hypothèse, l'ouverture pour un temps des ports de Pétrograd et de Novorossiisk. Il me semble que les deux exemples montrent le danger extrême de telles expériences, même pour la liste la plus limitée de marchandises. L'ouverture du port de Pétrograd accroîtrait la contrebande du lin sur la frontière finlandaise dans des proportions terrifiantes. A la place de la lutte contre les contrebandiers professionnels, nous aurons à lutter contre *toute la paysannerie* de la région de culture du lin. Nous serons battus presque à coup sûr, et ce d'une façon irrépa-

rable. L'ouverture du port de Novorossiisk pomperait rapidement les excédents de grain : est-ce prudent, alors que nos stocks de guerre sont faibles ? Alors qu'une série de mesures systématiques pour les augmenter n'a pas encore eu le temps de donner des résultats ?

Ensuite, il faut réfléchir au point suivant : le monopole du commerce extérieur nous a assuré un début d'afflux d'or vers la Russie. Nous commençons à peine à pouvoir faire des calculs : le premier voyage de six mois en Russie de tel marchand lui a procuré, disons, des centaines de % de bénéfice ; il élève de 25% à 50%, en faveur du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur, le prix qu'il nous paie pour acquérir ce droit. Nous avons commencé à apprendre également à *accroître* le taux de ce bénéfice. D'un coup tout cela disparaît, tout le travail est interrompu net, car si différents ports sont ouverts partiellement et pour un temps, *aucun marchand ne nous donnera un liard pour un « monopole » de ce genre.* C'est clair. Il faut y réfléchir et calculer à plusieurs fois avant de consentir un tel risque. Il vient s'y ajouter le risque politique de laisser entrer non pas tels marchands étrangers que nous vérifions nominalement, mais toute la petite bourgeoisie en général.

Avec le commerce extérieur, nous avions commencé à escompter un afflux d'or. Je ne vois pas d'autre possibilité, sinon peut-être le monopole des vins, mais il y a là à la fois de très sérieuses considérations morales et une série d'objections pratiques de Sokolnikov.

Lénine

P.P.S. On me communique à l'instant (13 h. 30) que plusieurs dirigeants de l'économie demandent un ajournement. Je n'ai pas encore lu cette requête, mais je la soutiens avec force. C'est une affaire de deux mois au plus.

Lénine

Publié pour la première fois, conforme au manuscrit

AU CONGRES DES TRAVAILLEURS DES FINANCES DE RUSSIE[109]

Chers camarades,

La consolidation des finances soviétiques est un des problèmes les plus difficiles, mais il est actuellement placé au premier rang et, sans le résoudre, il est impossible de réaliser des progrès importants, qu'il s'agisse de la sauvegarde de l'indépendance de la Russie des Soviets contre le capital international ou de l'essor économique et culturel du pays. Notre appareil des finances doit tendre toutes ses forces pour être capable dans les délais les plus brefs, par la collecte des impôts, d'assurer à l'Etat ouvrier et paysan les ressources nécessaires à un bon fonctionnement de tous les organismes de l'Etat.

En saluant le Congrès des travailleurs des finances de Russie, j'exprime la ferme assurance qu'ils justifieront dans ce domaine les espoirs que placent en eux les masses laborieuses de la Russie des Soviets.

V. Oulianov (Lénine)

Le 20 octobre 1922.

« Pravda » n° 240, 24 octobre 1922

Conforme au texte de la « Pravda »

A LA SOCIETE DES AMIS DE LA RUSSIE DES SOVIETS (EN AMERIQUE)[110]

20.X.1922

Chers camarades,

Je viens de vérifier, en questionnant spécialement le Comité exécutif de la province de Perm, les renseignements extrêmement favorables publiés par nos journaux concernant le travail des membres de votre société, Harold Ware en tête, avec le groupe de tractoristes de la province de Perm au sovkhoze (exploitation soviétique) « Toï-kino ».

Malgré des difficultés énormes, dues notamment au fait que ce lieu de travail est extrêmement éloigné du centre, et aussi aux destructions perpétrées par Koltchak pendant la guerre civile, vous avez remporté des succès que l'on doit reconnaître comme absolument exceptionnels.

Je me hâte de vous exprimer ma profonde reconnaissance, en vous priant d'en faire état dans l'organe de votre société, ainsi que, si possible, dans la presse des Etats-Unis d'Amérique du Nord en général.

Je fais une démarche auprès du Présidium du C.E.C. de Russie pour que cette exploitation soviétique soit considérée comme exploitation modèle, et pour qu'une aide spéciale et exceptionnelle lui soit accordée, tant pour les travaux du bâtiment que pour l'approvisionnement en essen-

ce, en métal et autres matériaux nécessaires pour monter un atelier de réparations.

Encore une fois, je vous exprime ma profonde gratitude au nom de notre République, et je vous prie de croire qu'aucune forme d'aide ne nous est aussi opportune et importante que celle que vous nous avez apportée.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple

Lénine

« Pravda » n° 240, 24 octobre 1922

Conforme au texte de la « Pravda »

A LA SOCIETE POUR L'AIDE TECHNIQUE A LA RUSSIE DES SOVIETS[111]

20.X.1922

Chers camarades,

Dans nos journaux ont paru des informations extrêmement favorables concernant le travail des membres de votre société dans les exploitations soviétiques du district Kirsanov, province de Tambov, et de la localité de Mitino, province d'Odessa, ainsi que le travail d'un groupe de mineurs du bassin du Donetz.

Malgré des difficultés immenses dues, notamment, aux destructions du temps de la guerre civile, vous avez enregistré des succès, qui doivent être reconnus comme exceptionnels.

Je me hâte de vous exprimer ma profonde reconnaissance, en vous priant d'en faire état dans l'organe de votre société, ainsi que, si possible, dans la presse des Etats-Unis d'Amérique du Nord en général.

J'introduis une démarche auprès du Présidium du C.E.C. de Russie pour que les exploitations les plus remarquables soient considérées comme exploitations modèles, et pour que leur soit accordée une aide spéciale et exceptionnelle, nécessaire au bon développement de leur travail.

Encore une fois je vous exprime notre profonde gratitude au nom de notre République, et je vous prie de croire

que votre aide pour le travail de la terre au moyen des tracteurs est particulièrement opportune et importante pour nous.

J'éprouve un plaisir particulier de pouvoir vous féliciter à l'occasion de l'organisation que vous envisagez de 200 communes agricoles.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple

Lénine

« Pravda » n° 240, 24 octobre 1922

Conforme au texte de la « Pravda »

SALUT AU PRIMORIE LIBERE[112]

Au Président du Conseil des Ministres de la République d'Extrême-Orient[113]. Tchita.

Pour le cinquième anniversaire de la victorieuse Révolution d'Octobre, l'Armée Rouge a fait un nouveau pas décisif vers la libération complète du territoire de la R.S.F.S.R. et des républiques alliées en en chassant les troupes des occupants étrangers. La prise de Vladivostok par l'armée populaire révolutionnaire de la République d'Extrême-Orient réunit aux masses laborieuses de Russie les citoyens russes qui subissaient la dure oppression de l'impérialisme japonais. En félicitant à l'occasion de cette nouvelle victoire tous les travailleurs de Russie et l'héroïque Armée Rouge, je prie le gouvernement de la République d'Extrême-Orient de transmettre à tous les ouvriers et paysans des régions libérées et de la ville de Vladivostok le salut du Conseil des Commissaires du Peuple de la R.S.F.S.R.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple de la R.S.F.S.R. *V. Oulianov (Lénine)*

Moscou, 26.X.1922

« Pravda » n° 243, 27 octobre 1922

Conforme au texte de la « Pravda »

INTERVIEW ACCORDEE A FARBMAN, CORRESPONDANT DE L'*OBSERVER* ET DU *MANCHESTER GUARDIAN*

1. Question. La presse antirusse présente l'accueil réservé à Herriot à Moscou et les négociations franco-russes comme un tournant décisif dans la politique étrangère de la Russie des Soviets.

Est-ce exact ? Est-il exact que la Russie considère la politique anglaise dans le Proche-Orient comme un défi, et qu'elle soit prête à conclure avec la France un accord dirigé contre l'Angleterre ?

Réponse. J'estime qu'on a absolument tort de présenter l'accueil réservé à Herriot à Moscou et les négociations franco-russes[114] comme un tournant, fût-il minime, dans la politique de la Russie des Soviets en général, et dirigé contre la Grande-Bretagne en particulier. Sans nul doute, nous attachons un prix extrême à la réception de Herriot à Moscou et à ce pas vers un rapprochement avec la France, ou bien vers des pourparlers avec elle, devenus désormais possibles, probables et, on voudrait le croire, indispensables. Tout rapprochement avec la France est extrêmement souhaitable pour nous, surtout parce que les intérêts commerciaux de la Russie exigent impérieusement un rapprochement avec cette grande puissance continentale. Mais nous sommes persuadés que cela ne signifie pas le moins du monde la nécessité d'un changement quelconque de notre politique à l'égard de l'Angleterre. Nous estimons que les relations parfaitement amicales avec les deux puissances sont tout à fait possibles ; c'est là notre objectif. Nous estimons que, précisément, le développement des rapports commerciaux

exercera inévitablement une forte pression en direction de cet objectif. Nous estimons que les intérêts bien compris de la Grande-Bretagne et de la France agiront, eux aussi, dans ce sens. Nous estimons que les intérêts de l'Angleterre et de la France, dans la mesure où ils touchent à la Russie, ne comportent en aucun cas d'éléments d'hostilité inévitable entre les deux pays. Au contraire, nous pensons même que des relations pacifiques et amicales de ces puissances avec la Russie constituent une des garanties (j'allais dire la garantie la plus sûre) que la paix et l'amitié entre la Grande-Bretagne et la France dureront le plus longtemps, et que tous les différends possibles et probables dans les conditions actuelles entre ces deux pays aboutiront le plus rapidement et le plus sûrement à une issue heureuse.

2. Question. La situation de fait, créée par la fin de la guerre gréco-turque, soutenue par l'Angleterre, n'est-elle pas le meilleur moment pour conclure un accord anglo-russe ?

Réponse. Certes, la fin de la guerre gréco-turque qui était soutenue par la Grande-Bretagne est un élément qui accroît à certains égards les chances de conclure un accord anglo-russe. Nous le recherchions dès avant la fin de cette guerre, et nous continuerons maintenant avec l'énergie la plus grande. Il est vrai que certaines questions, liées à la fin de cette guerre, suscitent nos différends avec l'Angleterre. Mais, premièrement, la paix qui a succédé à la guerre gréco-turque est, à notre avis, une telle réussite de la politique internationale en général, que nous espérons une amélioration des conditions d'ensemble de cette politique grâce à la paix. Deuxièmement, nous ne considérons en aucun cas comme insurmontables nos divergences avec la Grande-Bretagne. Au contraire, nous espérons qu'un avenir proche nous montrera, à l'occasion des différents stades de la question du Proche-Orient, dans quelle mesure se justifie notre espoir que la fin de la guerre gréco-turque marque également la fin des conflits et des désaccords qui avaient placé cette guerre à l'avant-scène de la politique internationale. Nous faisons tout pour que le dénouement de cette guerre mette aussi un terme aux frictions et aux désaccords avec l'Angleterre,

et nous espérons que les intérêts du gouvernement anglais prendront le dessus, dans ce cas également, sur toutes les insinuations et tous les discours souvent hypocrites de la presse antirusse.

3. Question. Considérez-vous la participation de la Russie à la question d'Orient comme une affaire de prestige uniquement, ou bien partez-vous exclusivement des intérêts concrets de la Russie ? Le gouvernement russe approuve-t-il la proposition française de n'admettre la Russie à la Conférence que pour la partie concernant la question des Détroits ?

Réponse. Je ne considère en aucun cas comme une affaire de prestige la participation de la Russie au règlement de la question du Proche-Orient[115]. J'espère que nous avons parfaitement démontré par notre politique internationale depuis 5 ans, que nous sommes tout à fait indifférents aux questions de prestige, et que nous ne pouvons jamais formuler une revendication quelconque ou détériorer les chances réelles de paix entre les puissances uniquement pour des raisons de prestige. Je suis sûr que dans aucun Etat les masses populaires ne sont aussi indifférentes envers la question du prestige et même ne sont aussi prêtes à s'en moquer pas mal. Nous pensons que la diplomatie contemporaine envisage de plus en plus les questions de prestige précisément de cette manière.

Notre politique dans le Proche-Orient présente pour nous un intérêt vital, le plus concret et le plus immédiat, de la Russie et de tout un groupe d'Etats fédérés avec elle. Si la revendication de tous ces Etats qui désirent participer à la Conférence du Proche-Orient n'était pas satisfaite, cela provoquerait tant d'éléments d'hostilité, de conflits et de mécontentement, de telles difficultés dans les affaires purement commerciales, entre l'Est de l'Europe d'une part, et tous les autres Etats de l'autre, que la coexistence pacifique perdrait tout terrain on bien serait rendue extrêmement difficile.

C'est pourquoi le gouvernement russe est mécontent de la proposition de Paris de n'admettre la Russie à la Conférence que pour la partie touchant la question des Détroits. Nous pensons qu'une telle limitation amènera immanquablement un certain nombre d'inconvénients,

très pratiques et immédiats, notamment économiques, dont la France et l'Angleterre elles-mêmes souffriront, selon toute vraisemblance, dans l'avenir le plus proche.

4. Question. Quel est le programme russe pour le règlement de la question des Détroits ?

Réponse. Notre programme concernant les Détroits (approximatif pour le moment, bien entendu) comporte, entre autres :

Premièrement, la satisfaction des aspirations nationales de la Turquie. Nous estimons que ce ne sont pas seulement les intérêts de l'indépendance nationale qui l'exigent. Notre expérience de cinq années touchant la solution du problème national au sein d'un Etat qui comprend un nombre de nationalités que l'on trouverait difficilement dans d'autres pays, nous persuade entièrement que la seule attitude juste envers les intérêts des nations, dans des cas semblables, consiste à satisfaire au maximum ces intérêts et à créer des conditions excluant l'éventualité de conflits sur ce terrain. Notre expérience nous a donné la conviction inébranlable que seule une grande sollicitude à l'égard des intérêts des différentes nations élimine les motifs de conflits, élimine la méfiance mutuelle, élimine le danger d'intrigues quelconques et crée la confiance, particulièrement celle des ouvriers et des paysans qui parlent des langues différentes, sans laquelle sont absolument impossibles aussi bien les relations pacifiques entre les peuples que le développement tant soit peu heureux de tout ce qu'il y a de précieux dans la civilisation contemporaine.

Deuxièmement, notre programme comporte la fermeture des Détroits pour tous les navires de guerre, en temps de paix comme en temps de guerre. C'est là l'intérêt commercial le plus immédiat de toutes les puissances, non seulement de celles dont les territoires touchent directement aux Détroits, mais aussi de toutes les autres. Il ne faut pas oublier que les phrases pacifistes, les propos et les assurances, voire les serments contre la guerre et pour la paix, sont extraordinairement abondants dans le monde entier, mais la volonté de prendre des mesures réelles, nous en voyons extraordinairement peu dans la plupart

des Etats, et surtout dans les Etats civilisés modernes. Or, nous voudrions, en cette matière comme dans d'autres semblables, entendre le moins possible de déclarations générales, de promesses solennelles et de formules grandiloquentes, et voir le plus possible de décisions et de mesures, les plus simples et les plus claires, menant effectivement à la Paix, pour ne pas parler de l'élimination complète de dangers de guerre.

Troisièmement, notre programme concernant les Détroits comporte la liberté complète de la navigation marchande. Et, après ce que je viens de dire, je pense qu'il est tout à fait superflu d'expliquer et de concrétiser ce point.

5. Question. Le gouvernement russe accepte-t-il que le contrôle des Détroits soit assuré par la Société des Nations, si celle-ci comprenait également la Russie, la Turquie, l'Allemagne et les Etats-Unis ?

Ou bien la Russie réclamerait-elle la création d'une commission spéciale pour le contrôle des Détroits ?

Réponse. Nous sommes naturellement des adversaires de la Société des Nations, et je pense que ce n'est pas seulement notre régime économique et politique, avec ses particularités, qui suscite notre attitude négative à l'égard de la Société des Nations, mais aussi les intérêts de la paix, considérés du point de vue des conditions concrètes de l'ensemble de la politique internationale actuelle en général. Ces intérêts justifient entièrement cette attitude négative. La Société des Nations porte à tel point la marque de son origine: la guerre mondiale, elle est si indissolublement liée au Traité de Versailles, elle trahit à tel point l'absence de quoi que ce soit qui ressemble à l'établissement réel de l'égalité en droits des nations, aux chances réelles de coexistence pacifique entre elles, que, me semble-t-il, notre attitude négative envers la Société des Nations est compréhensible et ne nécessite pas de plus amples commentaires.

6. Question. Le refus de ratifier l'accord avec Urquhart signifie-t-il une victoire des « communistes de gauche » ? Quelles sont les conditions objectives qui rendraient possible une reprise des négociations et la ratification du contrat avec Urquhart ?

Réponse. La question de la conclusion d'un accord avec Urquhart[116] a été soulevée par notre gouvernement à un moment où j'étais malade et hors d'état de participer aux affaires publiques. C'est pourquoi je ne suis pas encore entièrement informé de tous les détails de cette affaire. Néanmoins, je puis affirmer très catégoriquement qu'il n'est pas et qu'il ne peut pas être question d'une victoire des communistes de gauche dans le moment présent. Je le sais par mon observation directe de la marche des affaires gouvernementales.

Le fait est que la démarche injuste de l'Angleterre, opposée à notre admission à la conférence, était tellement inattendue, a suscité une telle indignation en Russie et a créé une telle union, non seulement des communistes de droite et de gauche, mais aussi de l'énorme masse de la population russe sans-parti, des ouvriers et des paysans, que les choses ne sont pas allées, et qu'elles ne pouvaient pas aller, jusqu'à un différend quelconque entre les communistes de gauche et de droite.

La motivation de notre rejet du contrat avec Urquhart a exprimé directement, on peut le dire, non seulement l'état d'esprit général du Parti, mais bien l'état d'esprit général du peuple, c'est-à-dire de toute la masse ouvrière et paysanne.

La reprise des négociations et la ratification du contrat avec Urquhart dépendent avant tout de ceci : la Grande-Bretagne doit mettre fin aux injustices criantes à l'égard de la Russie, relatives à toute minimisation des droits de celle-ci à participer à la conférence sur les questions du Proche-Orient. Quant aux conditions concrètes qui nous sont proposées par Urquhart, je n'ai pas encore eu le temps de m'en occuper d'une façon suffisamment détaillée et je peux dire seulement que le gouvernement a décidé, dans le délai le plus bref, d'inviter les partisans et les adversaires de cet accord à s'exprimer dans notre presse, afin que la discussion, aussi objective et argumentée que possible, fournisse matière à une vérification très sérieuse de tous les « pour » et de tous les « contre », en vue d'une solution qui réponde le mieux aux intérêts de la Russie.

7. Question. Dans quelle mesure sont justifiées les accusations de la presse antirusse d'Angleterre, qui affirme que les récentes arrestations d'industriels à Moscou signifient la fin de la nouvelle politique économique et le retour à la politique de nationalisation et de confiscation ?

Réponse. A propos de votre question concernant l'accusation lancée contre nous par la presse antirusse d'Angleterre au sujet des arrestations « d'industriels à Moscou », je dois dire que j'ai lu justement aujourd'hui dans notre journal (les *Izvestia*) une note intitulée « Arrestation d'agioteurs du marché noir ». L'auteur n'est rien moins que le chef de la section économique près la Direction politique d'Etat, le camarade Z. Katsnelson. Il dit qu'il n'a jamais été question d'aucune espèce d'arrestation d'industriels, que « les bruits répandus par les ennemis du pouvoir des Soviets en R.S.F.S.R. comme à l'étranger, suivant lesquels ces arrestations marquaient une persécution du commerce libre, constituent en fait une fable *absolument absurde*, lancée avec l'intention contre-révolutionnaire délibérée de faire échouer les relations économiques en cours d'établissement avec l'Europe occidentale. »

En réalité, on a arrêté exclusivement des agents de la Bourse dite « noire », et nos autorités ont entre leurs mains des renseignements prouvant la liaison de ces agioteurs avec certains collaborateurs de missions étrangères à Moscou ; de plus, ces renseignements attestent que le platine et l'or (en lingots) ne sont pas seulement vendus, mais aussi *transportés en contrebande à l'étranger*.

Vous pouvez voir par là que les bruits suivant lesquels nous mettrions fin à la « nouvelle politique économique » sont absolument dénués de fondement, et que les accusations de la presse antirusse d'Angleterre qui s'efforce de présenter notre politique sous un faux jour à coups de mensonges et en déformant la vérité de la manière la plus scandaleuse sont au plus haut point fausses. En réalité, il n'a jamais été question, absolument jamais, dans aucun milieu gouvernemental, de mettre fin à la « nouvelle politique économique » et de revenir à l'ancienne. Toute l'activité du gouvernement, notamment au cours de la

session du Comité exécutif central de Russie qui se tient actuellement, tend à consolider au maximum, sur le plan législatif, ce qu'on appelle la nouvelle politique économique, de façon à éliminer toute possibilité de s'écarter de cette politique.

27.X.1922

« Pravda » n° 254,
10 novembre 1922

Conforme à la copie dactylographiée, corrigée par Lénine

DISCOURS PRONONCE A LA IVe SESSION DU C.E.C. DE RUSSIE (IXe LEGISLATURE) LE 31 OCTOBRE 1922[117]

(Vifs applaudissements très prolongés. Tous se lèvent.) Camarades, permettez-moi de me borner simplement à quelques mots de bienvenue. En premier lieu, il faut naturellement adresser nos salutations à l'Armée Rouge qui a montré ces jours-ci, une fois de plus, sa vaillance, en prenant Vladivostok et en nettoyant tout le territoire de la dernière des républiques liées à la Russie des Soviets. Je suis sûr d'exprimer l'opinion générale en disant que nous nous félicitons tous, ici, de ce nouvel exploit de l'Armée Rouge ; nous sommes également heureux de voir qu'un pas assez décisif, semble-t-il, a été fait vers la fin de la guerre : les dernières forces des gardes blancs ont été rejetées à la mer. (Applaudissements.) Je pense que notre Armée Rouge nous a délivrés pour longtemps de toute répétition éventuelle d'un assaut des gardes blancs contre la Russie, ou contre l'une quelconque des républiques unies à nous d'une façon directe ou indirecte, étroite ou plus ou moins éloignée.

Mais nous devons dire en même temps, pour éviter toute vantardise excessive, qu'il ne s'agit pas seulement d'un exploit de l'Armée Rouge et de sa force, que la situation internationale et notre diplomatie ont joué également un rôle sous ce rapport.

Il fut un temps où le Japon et les Etats-Unis d'Amérique signaient des accords pour soutenir Koltchak. Ce temps est si loin maintenant que beaucoup d'entre nous l'ont sans doute complètement oublié. Mais il a existé. Si de tels accords sont désormais impossibles, si les Japonais, malgré toute leur force militaire, ont déclaré qu'ils se retiraient et ont tenu cette promesse, c'est là aussi, bien sûr, le mérite de notre diplomatie. Dans un proche avenir, nos diplomates devront faire leurs preuves une fois de plus à l'occasion d'un problème d'une énorme importance, d'une question qui est pour nous d'un intérêt capital : la conférence sur le Proche-Orient que l'Angleterre convoque pour le 13 novembre à Lausanne. Je suis sûr que cette fois encore nos diplomates s'en tireront tout à leur honneur et que nous saurons, cette fois encore, sauvegarder les intérêts de toutes les républiques fédérées et de la R.S.F.S.R. ; en tout cas, nous saurons dévoiler clairement devant les masses l'obstacle, sa nature, et montrer dans quelle mesure il va à l'encontre de nos désirs et de nos aspirations les plus légitimes, et non seulement des nôtres, mais aussi de celles de tous les Etats intéressés au règlement de la question des Détroits.

Je me bornerai à ces brèves remarques sur la politique extérieure et je passerai maintenant à vos travaux.

Je pense que nous avons enregistré ici des succès très importants, bien que, peut-être, à première vue ces travaux aient paru ou paraissent à certains pas tellement marquants. Prenons le premier code que vous avez déjà adopté, le Code du travail. C'est une immense conquête du pouvoir des Soviets : à une époque où tous les pays partent en guerre contre la classe ouvrière, nous présentons un code qui pose solidement les bases de la législation ouvrière comme, par exemple, la journée de travail de huit heures. Certes, on pourrait peut-être souhaiter à cet égard quelque chose de plus. Je pense cependant qu'on aurait tort.

Il faut tenir compte du fait qu'en comparaison de tous les Etats, où la concurrence capitaliste est actuellement effrénée, où il y a des millions et des dizaines de millions de chômeurs, où les capitalistes organisent de puissants cartels, se mettent en campagne contre la classe ou-

vrière, qu'en comparaison de ces Etats nous sommes les moins cultivés, nos forces productives sont les moins développées, nous travaillons le plus mal. Il est sans doute très désagréable d'avoir à le reconnaître. Mais je pense que, justement parce que nous ne dissimulons pas ces choses sous des phrases spécieuses et l'enthousiasme officiel, parce que nous les reconnaissons franchement, justement parce que nous reconnaissons tout cela, et que nous ne craignons pas de dire à cette tribune que nous consacrons pour y remédier davantage de forces que n'importe quel Etat, nous réussirons à rejoindre les autres pays avec une rapidité qu'ils ne soupçonnent même pas.

Certes, il ne s'agit pas d'une rapidité fantastique, certes, il nous faut plusieurs années de travail acharné pour y parvenir. Il va de soi qu'on ne peut rien faire du jour au lendemain. Nous avons déjà vécu cinq ans et nous avons vu à quelle vitesse changent les rapports sociaux. Nous avons appris à comprendre ce que signifient les délais. Et il faut persévérer dans cette voie. Personne, chez nous, ne croira à la rapidité fantastique des changements, quels qu'ils soient ; par contre, nous croyons à la vitesse réelle, en comparaison de n'importe quelle autre période historique, considérée telle qu'elle fut ; nous croyons à une telle rapidité, si le mouvement est dirigé par un parti effectivement révolutionnaire ; et c'est ce que nous réaliserons, coûte que coûte.

J'aborderai maintenant la question du Code agraire que vous avez adopté. Sur ce plan, vous savez que nos lois, dès le lendemain du glorieux 25 octobre 1917, sur-le-champ, à la différence de toutes les lois connues, ont promulgué un décret sur la terre[118] qui était très imparfait techniquement, et peut-être aussi sous l'angle juridique, mais qui donnait tout l'essentiel, tout ce qui était absolument nécessaire au paysan, tout ce qui assurait son alliance avec l'ouvrier. Et depuis, aussi difficile qu'il nous fût de vivre ces cinq années en menant des combats continuels, nous avons toujours veillé à ce que le paysan obtienne le maximum de satisfaction concernant la terre. Et s'il s'avère que la loi que vous venez d'adopter mérite, elle aussi, des amendements sur certains points, nous accepterons sans la moindre difficulté les amende-

ments, les améliorations, de même qu'à l'instant nous les avons adoptés pour notre Code pénal. La question de la terre, celle de l'organisation de l'existence de l'immense majorité de la population, la population paysanne, est pour nous capitale. A cet égard, nous avons déjà fait en sorte que le paysan russe sait que toute proposition tendant à modifier les lois anciennes rencontrera toujours chez nous non pas un frein, mais le soutien et l'attitude la plus bienveillante de notre organisme législatif suprême.

Ensuite, vous avez encore eu à examiner des questions comme le Code civil, le système judiciaire dans son ensemble. Etant donné la politique que nous poursuivons fermement et sur laquelle nous ne pouvons pas avoir d'hésitations, ce problème est le plus important pour les larges masses de la population. Là encore, nous nous sommes efforcés de respecter la limite entre ce qui est satisfaction légitime de tout citoyen, liée au système économique actuel, et ce qui constitue des abus de la Nep, légaux dans tous les Etats, et que nous ne voulons pas légaliser. Dans quelle mesure les amendements que vous avez soumis spécialement à cet effet et que vous avez approuvés sont-ils heureux ? L'avenir le montrera. En aucun cas, nous ne nous laisserons lier les mains à ce propos. Si des abus que nous n'avions pas aperçus jusque-là se manifestent, nous apporterons aussitôt les corrections nécessaires. Sans doute, vous savez tous très bien que sur ce point les autres puissances ne connaissent malheureusement pas une rapidité législative semblable à la nôtre. Nous verrons si un avenir proche ne les obligera pas, elles aussi, à se préoccuper de rattraper un peu sur ce terrain la Russie des Soviets.

Parmi les questions non moins importantes, il faut s'arrêter sur celle que vous avez également tranchée ici définitivement. C'est la question des congrès des Soviets en province et des comités exécutifs provinciaux. C'est un problème négligé jusqu'à présent dans tous les systèmes législatifs et dans toutes les constitutions. On le jugeait peu important. En province, on pouvait, semblait-il, laisser subsister les bonnes vieilles coutumes. Nous pensons le contraire. Nous sommes convaincus que, si notre révolution a remporté des succès véritables, c'est précisément

parce que nous avons toujours prêté la plus grande attention au pouvoir local, à l'expérience locale. Si la révolution d'octobre 1917 a enregistré immédiatement des succès tels qu'il nous semblait au printemps 1918 que la guerre avait déjà pris fin, en réalité elle ne faisait que commencer, et commencer sous la pire forme de la guerre civile ; en fait, la paix avec les Allemands signifiait leur soutien en faveur des pires éléments de la guerre civile ; en réalité, la paix avec les Allemands, rompue à l'automne, ne signifiait alors le plus souvent que le soutien de ces éléments par les puissances alliées, elles aussi, qui pourtant nous faisaient grief d'avoir conclu la paix avec les Allemands. Et si, dis-je, la révolution a fait son œuvre avec une telle rapidité, en quelques mois et même en quelques semaines, c'est parce que nous comptons sans réserve sur les éléments locaux, parce que nous leur laissions un champ d'action illimité, parce que nous attendions d'eux précisément cet enthousiasme qui créa l'invincibilité et la rapidité d'action de notre révolution. Je sais que depuis lors nos organisations locales ont connu nombre de perturbations, si je puis dire, très diverses. L'attitude de la province envers le centre a été pour nous un grand problème, et je ne veux pas dire du tout qu'il a toujours été résolu par nous d'une façon idéale : étant donné le niveau général de culture qui est le nôtre, nous n'avons pas à rêver de solutions idéales. Mais qu'il a été résolu d'une façon plus sincère, plus droite et plus durable que dans n'importe quel autre Etat, cela nous pouvons le dire hardiment.

En conclusion, j'aborderai encore une seule question qui m'intéresse particulièrement et qui, je pense, doit également vous intéresser tous, bien que, sur le plan formel, elle ne soit posée ni dans votre ordre du jour ni dans la liste des questions. Il s'agit de notre appareil d'Etat, problème ancien et éternellement nouveau.

En 1918, en août, nous avons procédé à un recensement de notre appareil à Moscou : 231 000 employés de l'Etat et des Soviets à Moscou, chiffre qui englobait à la fois les employés des administrations centrales et ceux des administrations locales, municipales, de Moscou. Récemment, en octobre 1922, nous avons procédé à un nouveau

recensement, avec la certitude d'avoir réduit notre appareil excessif et qu'il apparaîtrait à coup sûr inférieur. On compta 243 000 personnes. Voilà le résultat de toutes les compressions. Cet exemple demandera encore un grand travail d'analyse et de comparaisons. En 1918, lorsque nous avons procédé à ce recensement, dans le premier feu de la réforme, si je puis dire, nous n'avons, pour parler franc, presque rien pu tirer de valable de ses résultats. Nous avions d'autres soucis. La guerre civile ne nous laissait pas une seule minute de répit. A présent, nous espérons que cela sera fait. Nous sommes sûrs que notre appareil, qui souffre de défauts très nombreux, qui est deux fois plus gros que ce qu'il devrait être, qui fonctionne très souvent contre nous et non pour nous (on ne doit pas craindre de dire cette vérité, même à la tribune de l'organisme législatif suprême de notre république), sera amélioré. Pour cela, il faut beaucoup d'efforts et de savoir-faire. Nous avons des ébauches d'un travail très sérieux sur la question de savoir en quoi, au juste, doit consister cette amélioration, mais ce ne sont encore que des ébauches : des articles, des enquêtes locales. Si nous partons tous d'ici avec la résolution de consacrer à ce problème beaucoup plus d'attention que nous ne le faisions d'habitude, avec la résolution de consacrer un peu moins de temps à l'agitation vaine (à laquelle nous prodiguons constamment un temps incroyable), si nous étudions effectivement notre appareil, si nous nous en occupons pendant des années et des années, ce sera une immense conquête, ce sera la garantie de notre succès. Nous devons avoir le courage de dire que nous créons notre appareil à l'aveuglette. Nos meilleurs ouvriers s'attaquèrent aux tâches les plus difficiles, dans le domaine militaire comme dans le domaine civil ; bien souvent, ils s'y prenaient mal, mais ils savaient se corriger et travailler. Le décalage entre ces dizaines, peut-être, d'hommes courageux, et les centaines de ceux qui sabotent ou sabotent à demi, en s'empêtrant dans un monceau de papier, ce décalage a noyé très souvent notre travail vivant dans une incroyable mer de paperasses. Nous devrons étudier de la façon la plus minutieuse cette question dont nous n'avons pu nous occuper jusqu'à présent. Des années et des années doivent s'écouler, pendant

des années et des années nous devons étudier, parce que le niveau de la culture de nos ouvriers est bas, qu'il est difficile pour eux de s'attaquer à une œuvre absolument nouvelle, celle de la production ; or, ce n'est que sur les ouvriers que nous pouvons compter, pour ce qui est de la sincérité et de l'enthousiasme. Il faut des années et des années pour améliorer notre appareil d'Etat, pour l'élever — il ne s'agit pas de certains individus, mais de sa totalité — au niveau supérieur de la culture. Je suis sûr qu'en consacrant nos forces à ce travail dans l'avenir, nous obtiendrons nécessairement et inévitablement les meilleurs résultats. (A p p l a u d i s s e m e n t s p r o l o n g é s.)

« Pravda » n° 247,
1er novembre 1922

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur le sténogramme

A LA *PETROGRADSKAIA PRAVDA*[119]

1.XI. 1922

Chers camarades, je vous félicite de tout cœur à l'occasion du cinquième anniversaire de la Révolution d'Octobre, et je souhaite que durant les cinq prochaines années nous luttions sur le front pacifique avec autant de succès que jusqu'à présent sur le front militaire.

Avec mes salutations et mes vœux les meilleurs,

Votre *V. Oulianov (Lénine)*

« Pétrogradskaïa Pravda »
n° 251, 5 novembre 1922

Conforme au manuscrit

A LA *PRAVDA*

Chers camarades, je vous félicite chaleureusement à l'occasion du cinquième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Mon souhait : que durant les cinq prochaines années nous sachions conquérir, et ce pacifiquement, au moins autant que nous avons conquis jusqu'à présent par la force des armes.

Votre *Lénine*

2. XI. 1922

« Pravda » n° 252,
7 novembre 1922

Conforme au manuscrit

A LA PREMIERE CONFERENCE INTERNATIONALE DES COOPERATEURS COMMUNISTES[120]

En saluant la réunion tout à fait opportune de la conférence internationale des coopérateurs communistes, je lui souhaite un succès complet dans ses travaux.

Comme les membres de la conférence, je me rends compte de la complexité et de la difficulté du problème qui se pose : gagner l'appareil coopératif à la révolution mondiale.

Je serais très heureux si nous pouvions, grâce à l'expérience acquise en Russie, être également utiles à la cause commune.

Rédigé le 2 novembre 1922.
Publié le 3 novembre 1922 dans la « Pravda » n° 249

Conforme au texte de la « Pravda »

AU CONGRES DES STATISTICIENS DE RUSSIE[121]

Le 4 novembre 1922.

Je vous remercie de tout cœur pour vos salutations et je vous prie d'agréer ma reconnaissance et mes meilleurs vœux de succès dans votre travail.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple

V. Oulianov (Lénine)

« Pravda » n° 251,
6 novembre 1922

Conforme à l'original
signé par Lénine

INTERVIEW ACCORDEE A A. RANSOME, CORRESPONDANT DU *MANCHESTER GUARDIAN*

PREMIERE VARIANTE

1. Question. J'observe une animation économique énorme, tout le monde achète et vend, et, visiblement, une nouvelle classe marchande est en train de naître. Je demande : *comment se fait-il que le nepman ne soit pas une force politique, et ne manifeste pas le désir de le devenir ?*

Réponse. Votre première question m'a rappelé une conversation il y a bien longtemps, à Londres. C'était un samedi soir, il y a une vingtaine d'années. Je me promenais avec un ami. Il y avait une animation extraordinaire dans les rues. Les marchands s'étaient installés partout, éclairant leurs marchandises avec de petits tubes métalliques remplis de pétrole ou de quelque chose d'approchant. Ces petites lumières étaient très jolies. La circulation était vraiment extraordinaire. Tout le monde achetait ou vendait.

Il y avait alors en Russie une tendance que nous appelions l'« économisme »[122]. Sous ce titre quelque peu insolite, nous entendions une simplification puérile du matérialisme historique de Marx. Mon ami était un « économiste », et il se mit aussitôt en devoir d'étaler sa sagesse : cette activité économique extraordinaire, disait-il, doit être suivie d'une aspiration au pouvoir politique. Je riais d'une telle interprétation de Marx. L'abondance des petits marchands et leur activité très animée ne sont nullement un témoignage suffisant de grande puissance économique d'une classe,

d'où l'on puisse et doive conclure à une « puissance politique ». Vraisemblablement, Londres est devenu une puissance mondiale du commerce, puissance à la fois économique et politique, par des chemins un peu plus compliqués que ne l'imaginait mon interlocuteur, et les marchands des rues de Londres, malgré leur animation remarquable, étaient assez éloignés de la puissance « politique » et même du désir de cette puissance.

Je crains que votre question, à savoir pourquoi le « nepman » (c'est-à-dire le marchand des rues ? le petit mercanti ?) ne manifeste pas chez nous « le désir de devenir une force politique », ne nous fasse sourire et répondre : en vertu de la même raison pour laquelle la foule de Londres, qui tout entière achetait et vendait dans les rues le samedi, ne manifestait pas en Angleterre « le désir de devenir une force politique ».

2. Question. J'ai l'impression qu'actuellement, en Russie, la vente et l'achat ainsi que l'échange sont hautement lucratifs, alors que la production n'est possible que dans les cas les plus rares. La vente et l'achat, l'échange sont entre les mains des nepmans. La production bénéficiaire, pour sa plus grande partie, est assurée à une petite échelle et se trouve entre les mains de particuliers. La production *déficitaire* est entre les mains de l'Etat. Je demande : *cela ne signifie-t-il pas un renforcement économique constant des nepmans et un affaiblissement constant de l'Etat ?*

Réponse. Je crains que votre deuxième question ne soit également posée d'un point de vue presque « économiste », au sens indiqué plus haut. Bastiat, semble-t-il, pensait sérieusement, ou peu s'en faut, que « les Grecs et les Romains de l'antiquité vivaient de pillage ». Il ne se souciait guère de cette question « économique » : d'où provenait donc ce que pillaient ces gens vivant de pillage ?

Vous avez « l'impression qu'actuellement, en Russie, la vente et l'achat ainsi que l'échange sont hautement lucratifs », « alors que la production n'est possible que dans les cas les plus rares ».

Cette conclusion tirée de l'observation des rues de Moscou m'a fort étonné. Mais que penser, me suis-je dit, des millions et des millions de paysans russes ? Ils ensemencent la terre : c'est apparemment un cas qui n'est ni rare ni le plus rare, mais le cas prédominant en Russie. Et « même » un cas plus fréquent que « la vente et l'achat » de quoi que

ce soit par le « nepman ». Et, sans doute, la production paysanne en Russie est non seulement « possible », mais même extrêmement « lucrative ». Sinon, d'où viendraient ces centaines de millions de l'impôt en nature que nos paysans ont déjà versé à l'Etat avec une rapidité et une facilité si extraordinaires ? D'où viendrait cet essor général de la construction, à la fois dans les villages de l'immense Russie et dans ses villes, essor observé par tous et par chacun ?

Celui qui pose la question ne prend-il pas pour « la vente et l'achat hautement lucratifs » le petit commerce, lorsqu'un petit marchand réalise parfois des millions et des millions de bénéfices en monnaie russe qui se déprécie, lorsqu'un million vaut au marché libre moins que ne valait un rouble auparavant ? Une telle erreur n'est guère possible, car notre Etat est en train de biffer, depuis plusieurs mois déjà, les zéros « superflus » sur le papier-monnaie. Hier on avait un trillion, et aujourd'hui quatre zéros sont biffés, et cela donne cent millions. Cela n'enrichit pas l'Etat, mais supposer que cela « l'affaiblit », est fort étrange, car il y a là un évident pas en avant vers l'amélioration de la monnaie. Le nepman commence à voir le début de la stabilisation du rouble ; on l'a constaté par exemple l'été dernier ; le nepman commence à comprendre que le « biffage » des zéros continuera, et je doute que son « désir d'être une force politique » interrompe cette opération.

Je reviens à la production. Chez nous, la terre est entre les mains de l'Etat. Les petits paysans qui la possèdent versent l'impôt d'une manière irréprochable. La production industrielle, en ce qui concerne l'industrie dite légère, se ranime de toute évidence ; or, elle constitue souvent ou bien la propriété de l'Etat, gérée par ses employés, ou bien la possession d'affermataires.

C'est pourquoi il n'y a pas lieu de craindre un « affaiblissement constant de l'Etat ».

Il faut distinguer non pas la production et le commerce, mais la production dans l'industrie légère et la production dans l'industrie lourde. Cette dernière est effectivement déficitaire ; d'où, effectivement, une situation difficile pour notre Etat. Voir sur ce point plus bas.

3. Question. On laisse entendre qu'une tentative sera faite (par voie d'imposition) pour obliger le nepman à subventionner la production. Je demande : *cela n'aura-t-il pas pour résultat, uniquement, une hausse des prix, une hausse des bénéfices du nepman et, indirectement, la nécessité de relever les salaires, donc un retour à la situation précédente ?*

Réponse. L'Etat a entre ses mains des centaines de millions de pouds de grain. Dans ces conditions, il est impossible d'attendre que les impôts amènent « *uniquement* » une hausse des prix. Les impôts nous fourniront également des recettes, versées par les nepmans et les producteurs, qui serviront à aider l'industrie, et surtout l'industrie lourde.

4. Question. Si l'on en juge par les critères capitalistes habituels, la situation économique doit être pire. Si l'on en juge par les critères communistes, la situation doit être également pire (déclin de l'industrie lourde). Cependant, chaque personne que je rencontre convient que sa situation est meilleure qu'il y a un an. Apparemment, il se passe quelque chose que n'admettent ni l'idéologie capitaliste ni l'idéologie communiste. L'une et l'autre supposent le progrès. Mais si au lieu de progresser nous régressons ? Je demande : *est-il impossible que nous allions en arrière, vers la situation ancienne ; et non en avant, vers une nouvelle prospérité ?* Est-il impossible que la Russie marche à reculons vers une période de production agricole correspondant à peu près à ses besoins, et vers un commerce intérieur animé, touché à peine par les importations ? N'est-il pas concevable qu'il y ait une telle période sous la dictature du prolétariat, comme autrefois sous la dictature féodale ?

Réponse. Commençons par « juger » d'après les « critères capitalistes habituels ». Tout l'été, notre rouble a été stable. C'est un début évident d'amélioration. Ensuite, le renouveau de la production paysanne et de l'industrie légère est incontestable. Amélioration encore. Enfin, notre Banque d'Etat a réalisé un revenu net d'au moins 20 millions de roubles-or (c'est un minimum ; en fait il y a davantage). C'est peu, mais l'amélioration est indéniable. C'est peu, mais les fonds destinés à l'industrie lourde commencent, sans conteste, à augmenter.

Ensuite. Passons à l'évaluation selon les critères communistes. Les trois faits cités sont positifs du point de vue communiste également, car chez nous le pouvoir d'Etat est entre les mains des ouvriers. Le *pas* vers la stabilisation du rouble, le renouveau de la production

paysanne et de l'industrie légère, le *commencement* des bénéfices de la Banque d'Etat (c'est-à-dire de l'Etat) : tout cela est positif, *également* du point de vue communiste.

Comment se fait-il alors, que le capitalisme et le communisme s'opposent, que diverses circonstances soient *positives des deux points de vue opposés ?* Cela se peut, car le passage au communisme est possible *même* par l'intermédiaire du capitalisme d'Etat, si le pouvoir de l'Etat est entre les mains de la classe ouvrière. Ce qui est justement « notre cas aujourd'hui ».

Le déclin de l'industrie lourde est notre point négatif. Les premiers revenus de la Banque d'Etat et du Commerce extérieur préparent, dans ce domaine également, une amélioration. Les difficultés sont grandes, mais la situation n'est nullement désespérée.

Poursuivons. Se peut-il que nous allions en arrière, vers quelque chose dans le genre d'une « dictature féodale » ? C'est absolument impossible car, lentement, avec des pauses, avec des pas en arrière de temps à autre, nous nous élevons en suivant la voie du capitalisme d'Etat. Or, c'est une voie qui nous conduit en avant, vers le socialisme et le communisme (stade supérieur du socialisme), et nullement en arrière vers la féodalité.

Le commerce extérieur progresse ; la stabilisation du rouble s'accentue, encore qu'avec des pauses ; à Pétrograd comme à Moscou, l'essor de l'industrie est évident ; l'Etat commence petitement, très petitement, à rassembler des ressources pour aider l'industrie lourde, etc. Tout cela démontre que la Russie ne recule pas mais avance, encore que, je le répète, elle avance très lentement et avec des pauses.

5. Question. Ou bien assistons-nous au triste spectacle de la *dissipation du capital qui doit être utilisé dans la production ?*

Réponse. Réponse est déjà faite à cette question dans l'exposé qui précède.

6. Question. Outre ces questions, il serait intéressant pour le *Manchester Guardian* d'avoir par votre bouche un démenti des bruits qui circulent actuellement avec persistance dans Moscou, et selon lesquels le rationnement serait remis en vigueur cet hiver en même temps qu'une réquisition totale des stocks des nepmans.

Réponse. Je confirme volontiers l'inconsistance totale des bruits selon lesquels nous envisagerions de revenir au rationnement, ou bien à une « réquisition totale des stocks des nepmans ».

Ce sont des balivernes. Nous n'envisageons rien de semblable.

On ne peut rien imaginer de semblable dans la Russie d'aujourd'hui. Ce sont des bruits lancés haineusement par des gens fort irrités contre nous, mais pas très intelligents.

7. Question. Enfin, ai-je raison de supposer que le contrat avec Urquhart n'a pas été rejeté définitivement, mais seulement mis sous le boisseau en attendant le rétablissement de relations amicales normales avec le gouvernement anglais ?

Réponse. Vous avez absolument raison concernant Urquhart. Je répète ce que j'ai dit récemment à Farbman *. Nous n'avons pas refusé définitivement la concession à Urquhart. Le refus est dû uniquement à la raison politique que nous avons publiquement indiquée. Notre presse a entrepris une discussion ouverte de tous les *pour* et de tous les *contre*. Et nous espérons qu'après ce débat nous nous ferons une opinion définitive, sur le plan politique comme sur le plan économique.

5.XI. 1922.

Publié en anglais le 22 novembre 1922 dans le « Manchester Guardian » n° 23. 797. Publié pour la première fois en russe en 1930

Conforme au manuscrit

* Voir le présent tome, pp. 392—399. (*N. R.*)

SECONDE VARIANTE (INACHEVEE)

Je réponds à vos questions :

1. Je pense que le « nepman », c'est-à-dire le représentant du commerce qui s'étend avec la « nouvelle politique économique », désire devenir une force politique, mais qu'il n'en manifeste aucun signe, ou bien le fait de façon à cacher ses désirs. Il doit s'efforcer de les dissimuler ; autrement il risquerait de se heurter à une opposition sérieuse de la part de notre pouvoir d'Etat, et parfois même à quelque chose de pire qu'une opposition, c'est-à-dire à une hostilité déclarée.

Je pense qu'étant donné la concentration de l'immense majorité des moyens de production entre les mains de notre pouvoir d'Etat, le besoin économique réel de la petite bourgeoisie est la liberté d'acheter et de vendre les articles de consommation. Notre législation assure cette liberté à la petite bourgeoisie.

Le terme de « nepman » dont vous vous servez conduit à un certain malentendu. Il est formé de l'abréviation « nep », qui signifie « nouvelle politique économique », et du suffixe « man », qui signifie « homme ou représentant de cette nouvelle politique économique ». Dans la langue des journaux, ce terme est d'abord apparu comme une appellation plaisante du petit mercanti ou d'un individu profitant du commerce libre pour commettre toute sorte d'abus.

Extérieurement, ce qui saute surtout aux yeux dans la nouvelle politique économique, c'est justement l'apparition sur l'avant-scène du « nepman » de cette espèce,

ou de quiconque, comme vous l'écrivez, « vend et achète ».

Mais l'activité économique réelle de la majorité effective de la population ne consiste nullement en cela. Il suffit d'indiquer, par exemple, le labeur de la masse énorme de la paysannerie, qui, précisément en ce moment, travaille avec une énergie considérable et la plus grande abnégation à relever ses labours, à réparer ses instruments agricoles, ses logements, ses bâtiments, etc. D'autre part, les ouvriers d'industrie, précisément en ce moment, travaillent avec la même remarquable énergie à améliorer leurs instruments, à remplacer par de nouveaux les instruments usés, à remettre à neuf les bâtiments détruits, hors d'usage ou endommagés, etc.

Le « nepman », pour employer ce terme qui convient bien davantage à la langue plaisante des journaux qu'au vocabulaire sérieux de l'économie politique, fait beaucoup plus de bruit que cela ne convient à sa puissance économique. C'est pourquoi, je crains que celui qui appliquerait à notre « nepman » cette thèse simplifiée du matérialisme historique, à savoir que la puissance économique doit être suivie de la puissance politique, risque de se tromper très profondément, et même d'être victime d'un bon nombre de malentendus comiques.

La nature véritable de la nouvelle politique économique, c'est que l'Etat prolétarien, premièrement, *a autorisé la liberté du commerce pour les petits producteurs*, et deuxièmement, que *l'Etat prolétarien applique, en ce qui concerne les moyens de production liés au grand capital, un certain nombre de principes relevant de ce qu'on appelait dans l'économie capitaliste le « capitalisme d'Etat »*.

Je pense qu'un « nepman » qui en tirerait la conclusion qu'il est souhaitable pour lui de devenir une force politique, risquerait non seulement de se tromper, mais encore de se couvrir de ridicule dans les journaux à cause de son interprétation vulgaire du marxisme.

2. Votre impression qu'en Russie, à l'heure actuelle, la vente et l'achat procurent un revenu extraordinairement élevé, « alors que la production n'est possible que dans les cas les plus rares », me paraît de nature à susciter

des railleries assez justifiées contre l'économie politique de « monsieur le « nepman » ».

Si je ne me trompe, on compte en Russie une énorme majorité de petits paysans qui se sont actuellement lancés dans la production avec une ardeur extraordinaire et ont remporté (partiellement grâce à l'aide de l'Etat en semences, etc.) des succès immenses, presque incroyables, surtout si l'on prend en considération les destructions inouïes de la guerre civile, la famine, etc. Les petits paysans ont si bien réussi qu'ils ont versé à l'Etat, avec une facilité surprenante et presque sans contrainte, un impôt qui se monte à des centaines de millions de pouds de grain.

C'est pourquoi je pense qu'il serait plus juste de dire : l'énorme majorité de la population, dont les exploitations sont très réduites et se trouvent entre les mains des particuliers, donne les bénéfices les plus considérables. Il s'agit de l'ensemble de la production agricole de la paysannerie. Des bénéfices égaux ou un peu inférieurs sont fournis par la production industrielle, dont disposent en partie des particuliers et en partie les affermataires de l'Etat ou les usines d'Etat qui produisent les articles de consommation pour la population rurale.

La seule production effectivement déficitaire, qui reste entre les mains de l'Etat, est celle qu'il faudrait appeler, pour employer la terminologie scientifique de l'économie politique, production des moyens de production (minerai, métaux, etc.) ou production du capital fixe. Dans l'économie capitaliste, le renouvellement de cette forme du capital exige habituellement des emprunts d'Etat, qui procurent sur-le-champ des sommes extrêmement élevées (des centaines de millions de roubles ou même de dollars) pour la réorganisation d'un certain nombre d'entreprises capables de remettre en état les moyens de production détruits.

Quant à nous, et pour longtemps, le rétablissement des moyens de production détruits ne nous promet aucun bénéfice ; il est, comme vous dites, « déficitaire ». Pour remettre sur pied le capital fixe, il nous faudra pendant un temps assez long recourir aux revenus provenant des concessions ou aux subventions de l'Etat.

Telle est la réalité économique actuelle. Comme vous

le voyez, je la considère tout autrement que vous. Je crains que votre opinion, selon laquelle il se produirait chez nous un « renforcement économique constant des nepmans » et un « affaiblissement économique constant de l'Etat », mériterait les railleries de Marx à l'endroit de l'économie politique vulgaire.

Quant à moi, je me permets de penser, comme au bon vieux temps, que parler après Marx d'une autre économie politique quelconque, non marxiste, n'est possible que pour mystifier les petits bourgeois, même si ce sont des petits bourgeois « hautement civilisés ».

J'en termine avec la question de la « force politique » : les ouvriers et les paysans, voilà la base de la force politique en Russie. Dans tous les pays capitalistes, le paysan est spolié par les grands propriétaires fonciers et par les capitalistes. Plus les paysans deviennent conscients, et mieux ils le comprennent. C'est pourquoi la masse de la population ne suivra pas les nepmans qui « achètent et vendent ».

3. Les impôts versés par les « nepmans » n'aboutiront-ils pas uniquement à une hausse des salaires et des prix, au lieu de fournir des ressources pour la production ?

— Non, car les prix seront basés sur le grain dont une partie est entre les mains de l'Etat, recueillie sous forme d'impôt. Le nepman ne peut pas avoir d'influence propre sur les prix, car il n'est pas producteur. Je remarquerai en passant que le monopole du commerce extérieur nous aidera à tenir en mains le nepman, car les prix seront fixés à son insu, par le prix de production à l'étranger, plus notre majoration d'Etat, destinée à subventionner la production.

Je crains que vous ne preniez, parfois, pour une hausse des prix opérée par les nepmans, l'accroissement des prix de notre papier-monnaie dû à celui de l'émission. Ce serait une erreur.

Rédigé entre les 6 et 12 novembre 1922.
Publié pour la première fois le 21 janvier 1926 dans la « Pravda » n° 17

Conforme à la copie dactylographiée corrigée par Lénine

A LA CONFERENCE DES OUVRIERES ET DES PAYSANNES SANS-PARTI DE MOSCOU ET DE LA PROVINCE DE MOSCOU[123]

Chères camarades,

Je vous remercie cordialement de vos bons vœux et de vos salutations. Je regrette vivement de ne pas pouvoir me trouver parmi vous. Je vous félicite pour le cinquième anniversaire de la révolution et souhaite le plus grand succès à votre congrès.

Votre *Lénine*

6.XI. 1922

Publié en novembre 1922

Conforme à la photocopie du manuscrit

AUX OUVRIERS DE L'USINE EX-MICHELSON[124]

Chers camarades,

Je regrette vivement qu'une légère indisposition m'oblige, précisément aujourd'hui, à rester chez moi. Je vous envoie mes salutations et mes souhaits les plus chaleureux à l'occasion du cinquième anniversaire. Pour les cinq années à venir, je vous souhaite le succès dans votre travail.

Votre *V. Oulianov (Lénine)*

7.XI.1922

Publié pour la première fois en 1942

Conforme au manuscrit

AUX OUVRIERS ET AUX EMPLOYES DE LA CENTRALE ELECTRIQUE D'ETAT « ELEKTROPEREDATCHA »[125]

Chers camarades,

Aujourd'hui, à l'occasion du cinquième anniversaire de la révolution, je salue avec un plaisir particulier l'inauguration de votre club, et j'exprime l'espoir que vous, ouvriers et employés de la centrale électrique d'Etat « Elektropérédatcha », saurez par vos efforts communs faire de ce club un instrument essentiel pour l'éducation des ouvriers.

V. Oulianov (Lénine)

7.XI. 1922

Publié pour la première fois en 1946, dans le Recueil Lénine XXXV

Conforme à l'original corrigé et signé par Lénine

AUX OUVRIERS DE LA FABRIQUE DE DRAPS STODOLSKAIA A KLINTSY[126]

8.XI.1922.

Chers camarades,

Je vous remercie cordialement de vos salutations et de votre cadeau. Je vous dirais en secret qu'il ne faut pas m'envoyer de cadeaux. Je vous demande instamment de rapporter le plus largement possible cette requête secrète à tous les ouvriers.

Meilleurs remerciements, salutations et souhaits.

Votre *V. Oulianov (Lénine)*

Publié pour la première fois en 1924

Conforme au manuscrit

IVe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE[127]

5 NOVEMBRE—5 DECEMBRE 1922

1

AU IVe CONGRES MONDIAL DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, AU SOVIET DES DEPUTES DES OUVRIERS ET DES SOLDATS ROUGES DE PETROGRAD

Je regrette très vivement de ne pouvoir assister à la première séance du Congrès et de devoir me limiter à un message écrit.

Malgré les difficultés gigantesques qui se dressent sur la route des partis communistes, l'Internationale communiste grandit et se renforce. Comme par le passé, la tâche principale consiste à conquérir la majorité des ouvriers. Et cette tâche, en dépit de tout, nous la réaliserons.

L'unification des Internationales II et II 1/2 sera profitable au mouvement révolutionnaire du prolétariat : moins de fictions, moins de duperie, c'est toujours avantageux pour la classe ouvrière.

Aux ouvriers de Pétrograd et à leur nouveau Soviet, qui accueille dans sa ville le IVe Congrès de l'Internationale communiste, j'adresse mes meilleurs vœux et un salut chaleureux.

Sur le front économique également, les ouvriers de Pétrograd doivent être dans les premiers rangs. Nous entendons avec joie parler du début de la renaissance économique de votre ville. A votre invitation de me rendre à Pétrograd, j'espère répondre dans un proche avenir.

Le pouvoir soviétique de Russie fête son cinquième anniversaire. Il est plus solide que jamais. La guerre civi-

le est terminée. Les premiers succès économiques sont là. La Russie des Soviets estime que sa plus grande fierté est d'aider les ouvriers du monde entier dans leur lutte difficile pour le renversement du capitalisme. La victoire sera à nous.

Vive l'Internationale communiste !

V. Oulianov (Lénine)

Moscou, le 4 novembre 1922.

« Pravda » n° 253, 9 novembre 1922

Conforme au texte de la « Pravda »

2

CINQ ANS DE REVOLUTION RUSSE ET LES PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION MONDIALE

RAPPORT PRESENTE AU IVe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, LE 13 NOVEMBRE 1922

(L'apparition du camarade Lénine est saluée par de vifs applaudissements prolongés et les ovations de toute l'assistance. Toute la salle se lève et chante l'« Internationale ».)

Camarades,

Je figure dans la liste des orateurs comme rapporteur principal, mais vous comprendrez qu'après ma longue maladie je ne puisse faire un rapport étendu. Je peux simplement donner une introduction aux questions les plus importantes. Mon sujet sera très limité. Le thème « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale » est, de toute façon, trop vaste et trop grand pour qu'un seul orateur puisse l'épuiser dans un seul discours. C'est pourquoi je ne prends, pour ma part, qu'une petite partie de ce sujet, à savoir la « nouvelle politique économique ». C'est à dessein que je prends une petite partie seulement afin de vous faire connaître cette question, extrêmement importante aujourd'hui, du moins pour moi, puisque j'y travaille en ce moment.

Je parlerai donc de la manière dont nous avons amorcé la nouvelle politique économique et des résultats que nous avons obtenus à l'aide de cette politique. En me bornant

à ce problème, je réussirai peut-être à vous présenter un aperçu général et à vous en donner une idée d'ensemble.

Pour dire comment nous en sommes venus à la nouvelle politique économique, je dois me référer à un article que j'ai écrit en 1918[128]. Au début de 1918, dans une courte polémique, j'ai touché précisément la question de l'attitude que nous devions adopter à l'égard du capitalisme d'Etat. J'écrivais à cette date :

« Le capitalisme d'Etat serait *un pas en avant* par rapport à la situation actuelle (c'est-à-dire de cette époque) de notre République des Soviets. Si, par exemple, d'ici six mois, le capitalisme d'Etat était instauré chez nous, ce serait un immense succès et le plus sûr garant que, dans un an, le socialisme serait définitivement consolidé chez nous et qu'il serait invincible. »

Certes, cela était dit à une époque où nous étions moins intelligents qu'aujourd'hui, mais non pas sots au point de ne pas savoir examiner de pareilles questions.

Ainsi, en 1918, j'étais d'avis que, par rapport à la situation économique de la République des Soviets à l'époque, le capitalisme d'Etat était un pas en avant. Cela paraît très étrange et peut-être même absurde ; car déjà à ce moment notre République était une république socialiste ; nous adoptions alors chaque jour, avec la plus grande précipitation, — précipitation excessive sans doute, — de nouvelles mesures économiques de toute sorte que l'on ne saurait qualifier autrement que de mesures socialistes. Néanmoins, je pensais que, compte tenu de la situation économique qui était à l'époque celle de la République des Soviets, le capitalisme d'Etat était un pas en avant. Et pour expliquer cette pensée, j'ai énuméré simplement les éléments du régime économique de la Russie. Voici quels étaient, selon moi, ces éléments : « 1° la forme patriarcale, c'est-à-dire la forme la plus primitive de l'agriculture ; 2° la petite production marchande (ici se classe également la majorité des paysans qui vendent du blé) ; 3° le capitalisme privé ; 4° le capitalisme d'Etat et 5° le socialisme. » Tous ces éléments économiques existaient dans la Russie de ce temps. Je m'étais assigné pour tâche d'élucider leurs rapports, et je me demandais s'il ne convenait pas de considérer l'un des éléments non socialistes, en l'espèce le capitalisme d'Etat,

comme supérieur au socialisme. Je le répète : cela paraît fort étrange à tous de voir que dans une République qui se proclame socialiste, un élément non socialiste soit considéré comme supérieur, comme placé au-dessus du socialisme. Mais la chose devient compréhensible, si vous vous rappelez que nous ne considérions nullement le régime économique de la Russie comme un système homogène et hautement évolué ; nous nous rendions entièrement compte qu'en Russie l'agriculture patriarcale, c'est-à-dire la forme la plus primitive de l'agriculture, existait à côté de la forme socialiste. Quel rôle pouvait donc jouer le capitalisme d'Etat dans ces conditions ?

Je me demandais ensuite : lequel de ces éléments prédomine ? Il est clair que dans un milieu petit-bourgeois, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine. Je me rendais compte alors que ce dernier prédominait ; il était impossible de penser autrement. La question que je me posais — au cours d'une polémique qui n'a rien à voir avec la question que nous sommes en train d'examiner, — était celle-ci : quelle est notre attitude à l'égard du capitalisme d'Etat ? Et je me suis fait cette réponse : le capitalisme d'Etat, sans être une forme socialiste, serait pour nous et pour la Russie une forme plus favorable que celle d'aujourd'hui. Qu'est-ce à dire ? C'est que, tout en ayant déjà accompli la révolution sociale, nous n'avons surestimé ni les germes ni les principes de l'économie socialiste. Au contraire, déjà à ce moment nous avions conscience, jusqu'à un certain point, de cette vérité : oui, en effet, mieux eût valu passer d'abord par le capitalisme d'Etat pour, ensuite, arriver au socialisme.

Il me faut tout spécialement insister sur ce point, car j'estime que c'est seulement en partant de là qu'on peut, d'abord, montrer ce qu'est la politique économique actuelle ; en second lieu, on peut en tirer des conclusions pratiques très importantes aussi pour l'Internationale communiste. Je ne peux pas dire que nous avions déjà un plan de retraite tout prêt. Non, nous ne l'avions pas. Ces quelques lignes écrites à l'occasion d'une polémique n'étaient pas le moins du monde, à ce moment, un plan de retraite. On n'y trouve pas un mot sur un point essentiel, savoir sur la liberté du commerce, qui est d'une importance fon-

damentale pour le capitalisme d'Etat. Cependant l'idée générale, encore imprécise, de la retraite, y était déjà indiquée. Je pense que nous devons porter là-dessus notre attention non seulement du point de vue d'un pays qui, par son régime économique, était et est encore très arriéré, mais aussi sous l'angle de l'Internationale communiste et des pays avancés de l'Europe occidentale. Ainsi, à l'heure actuelle, nous nous occupons du programme. J'estime, pour ma part, que nous ferions bien mieux, pour le moment, de ne discuter tous les programmes qu'à titre préliminaire, pour ainsi dire en première lecture, et de les faire reproduire tels quels, sans adopter une décision définitive tout de suite, cette année-ci. Pourquoi ? Tout d'abord, selon moi, parce que nous ne les avons guère étudiés à fond, c'est évident. Et puis aussi parce que nous n'avons presque pas réfléchi du tout sur la question d'une retraite éventuelle et des moyens de l'effectuer. Or, c'est là un problème auquel — étant donné les changements radicaux qui s'opèrent dans le monde entier, tels que le renversement du capitalisme et la construction du socialisme avec les immenses difficultés qu'elle comporte — il nous faut absolument porter notre attention. Il ne suffit pas de savoir ce que nous avons à faire quand nous passons directement à l'offensive et que nous remportons la victoire. En période révolutionnaire, cela n'est pas si difficile, ni si important ; du moins, ce n'est pas le plus décisif. Pendant la révolution, il y a toujours des moments où l'adversaire perd la tête, et si nous l'attaquons à un de ces moments, nous pouvons facilement le battre. Mais cela ne veut rien dire encore ; si notre adversaire est suffisamment maître de lui, il peut ramasser ses forces à temps, etc. Dès lors, il peut aisément provoquer une attaque, et puis nous rejeter en arrière pour de longues années. Voilà pourquoi je pense que l'idée que nous devons nous ménager la possibilité d'une retraite a une très grande importance, et non seulement du point de vue théorique. Sur le plan pratique également, tous les partis qui s'apprêtent dans un proche avenir à passer à l'offensive déclarée contre le capitalisme, doivent dès maintenant songer aussi à se ménager une retraite. Je pense que si nous mettons à profit cet enseignement,ain-

si que tous les autres fournis par l'expérience de notre révolution, loin de nous porter préjudice, cela nous sera très vraisemblablement utile en maintes occasions.

Après avoir souligné que dès 1918 nous envisagions le capitalisme d'Etat comme une ligne de retraite éventuelle, j'en viens aux résultats de notre nouvelle politique économique. Je répète : à ce moment-là, c'était encore une idée très vague ; mais en 1921, après avoir franchi cette étape très importante qu'était la guerre civile, et franchi victorieusement, nous nous sommes heurtés à une grande — je pense, la plus grande — crise politique intérieure de la Russie des Soviets, crise qui a amené le mécontentement d'une partie notable des paysans, et aussi des ouvriers. C'était, dans l'histoire de la Russie des Soviets, la première et, je l'espère, la dernière fois que l'on a vu de grandes masses paysannes se tourner contre nous, instinctivement et non consciemment. Qu'est-ce qui avait provoqué cette situation particulière et, bien entendu, fort désagréable pour nous ? C'est que, dans notre offensive économique, nous avions trop pris les devants, sans nous être assuré une base suffisante : les masses ont senti ce que nous ne savions pas encore formuler pertinemment à l'époque, mais que bientôt, quelques semaines plus tard, à notre tour, nous avons reconnu, savoir : qu'il était au-dessus de nos forces de passer tout de suite aux formes purement socialistes, à la répartition purement socialiste ; et que si nous nous montrions incapables d'opérer la retraite de façon à nous borner à des tâches plus faciles, nous étions menacés de mort. La crise a commencé, je crois, en février 1921. Déjà au printemps de cette même année, nous avons décidé à l'unanimité — je n'ai pas observé de désaccords sensibles entre nous à ce sujet — de passer à la nouvelle politique économique. Aujourd'hui, à la fin de 1922, au bout d'un an et demi, nous pouvons déjà faire quelques comparaisons. Que s'est-il donc passé ? Comment avons-nous vécu cette période de plus de dix-huit mois ? Quel en est le résultat ? Cette retraite nous a-t-elle profité, nous a-t-elle réellement sauvés, ou bien le résultat est-il encore incertain ? Telle est la question principale que je me pose. J'estime qu'elle est d'une importance primordiale aussi pour tous

les partis communistes. Car, si la réponse était négative, nous serions tous condamnés à périr. J'estime que nous pouvons tous répondre, la conscience tranquille, par l'affirmative, notamment en ce sens que les dix-huit mois écoulés prouvent, positivement et absolument, que nous avons triomphé de cette épreuve.

J'essaierai maintenant d'en faire la démonstration. Il me faut pour cela énumérer en bref tous les éléments constitutifs de notre économie.

Je m'arrêterai tout d'abord à notre système financier et au fameux rouble russe. Je pense que l'on peut dire du rouble russe qu'il est fameux, ne serait-ce que parce que le nombre de ces roubles dépasse actuellement le quadrillion. (R i r e s.) C'est déjà quelque chose. C'est un chiffre astronomique. (R i r e s.) Je suis certain que tous ici ne savent pas même ce qu'il signifie. Mais nous ne tenons pas ces chiffres pour très importants, du point de vue de la science économique : des zéros, on peut toujours les biffer. (R i r e s.) Dès à présent nous enregistrons quelques succès en cet art qui, considéré sous l'angle de la science économique, est de même sans aucune importance. Et j'ai la certitude que, par la suite, nous ferons des progrès encore plus grands dans cet art. Ce qui importe réellement, c'est la stabilisation du rouble. Ce problème nous préoccupe, il préoccupe nos meilleurs cadres, et nous lui attribuons une portée décisive. Si nous arrivons à stabiliser le rouble d'abord pour une longue période, et puis pour toujours, nous aurons gain de cause. Alors tous ces chiffres astronomiques — tous ces trillions et quadrillions — ne seront plus rien. Nous pourrons dès lors assigner à notre économie une base solide et la développer sur cette base. Je crois pouvoir vous citer à ce sujet des faits assez marquants et décisifs. En 1921, la période de stabilité du cours du rouble-papier avait duré moins de trois mois. En cette année 1922, qui du reste n'est pas encore terminée, elle a duré plus de cinq mois. Je pense que cela seul suffit. Bien entendu, ce serait insuffisant si vous exigiez de nous la preuve scientifique que, dans l'avenir, nous résoudrons entièrement ce problème. Mais d'une façon générale il est impossible, à mon avis, d'en faire la preuve pleine et entière. Les chiffres cités montrent que, depuis

l'an dernier, depuis que nous avons inauguré notre nouvelle politique économique, jusqu'à ce jour, nous avons déjà appris à marcher de l'avant. S'il en est ainsi, je suis sûr que nous saurons à l'avenir également progresser dans cette voie, à moins que nous ne commettions quelque grosse sottise. Mais ce qui importe le plus, ce qu'il nous faut surtout, c'est le commerce, ce sont les échanges. Et puisque nous nous en sommes tirés pendant deux ans, bien que nous fussions en état de guerre (car, vous le savez, nous avons repris Vladivostok il y a quelques semaines seulement), bien que nous ne puissions aborder notre activité économique d'une façon vraiment méthodique qu'aujourd'hui, puisque malgré tout nous avons fait en sorte que la période de stabilité du rouble-papier est passée de trois à cinq mois, je crois pouvoir affirmer que nous avons des raisons d'être satisfaits. C'est que nous sommes seuls. Nous n'avons reçu ni ne recevons le moindre emprunt. Aucun de ces puissants Etats capitalistes, qui organisent leur économie « brillamment » au point d'ignorer jusqu'à présent où ils vont, ne nous est venu en aide. Par le traité de Versailles ils ont créé un système de finances dans lequel eux-mêmes ne peuvent se retrouver. Si ces grands Etats capitalistes mènent ainsi leurs affaires, j'estime que nous, pays arriéré et inculte, nous pouvons être contents d'avoir compris l'essentiel : les conditions de la stabilisation du rouble. Ce qui le prouve, ce n'est pas une analyse théorique quelconque, c'est la pratique ; et celle-ci, selon moi, importe plus que toutes les discussions théoriques du monde. Or, la pratique montre qu'ici nous avons obtenu des résultats décisifs. Savoir : nous commençons à orienter l'économie vers la stabilisation du rouble, ce qui a une portée majeure pour le commerce, pour l'échange libre de marchandises, pour les paysans et la grande masse des petits producteurs.

J'en viens maintenant à l'examen de nos objectifs sociaux. L'essentiel, bien entendu, c'est la paysannerie. En 1921, le mécontentement d'une partie considérable des paysans était un fait flagrant. Puis ce fut la famine. Epreuve la plus pénible pour les paysans. Rien de plus naturel que toute la presse de l'étranger se fût mise à clamer : « Vous voyez, voilà bien les résultats de l'écono-

mie socialiste. » Rien de plus naturel, bien entendu, qu'ils eussent passé sous silence que la famine était en réalité la conséquence monstrueuse de la guerre civile. Tous les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, qui avaient entrepris leur offensive contre nous en 1918, essayèrent de faire croire que la famine était le résultat de l'économie socialiste. La famine a été en effet un grand malheur, un malheur si grave qu'il menaçait d'anéantir toute notre œuvre d'organisation, toute notre œuvre révolutionnaire.

Eh bien, je demande maintenant : après cette calamité inouïe, inattendue, où en sont les choses aujourd'hui, depuis que nous avons institué la nouvelle politique économique, depuis que nous avons accordé aux paysans la liberté du commerce ? La réponse est claire, elle est évidente pour tous : en une année, la paysannerie n'a pas seulement eu raison de la famine ; elle a acquitté l'impôt en nature dans des proportions telles que nous avons déjà reçu des centaines de millions de pouds, et cela presque sans la moindre mesure de contrainte. Les soulèvements paysans qui, avant 1921, étaient pour ainsi dire un fait général en Russie, ont presque complètement cessé. La paysannerie est satisfaite de sa situation actuelle. Nous pouvons le dire sans hésiter. Nous estimons que ces preuves importent plus que toutes les démonstrations à coups de statistique. Que la paysannerie soit chez nous un facteur décisif, personne n'en doute. Elle est aujourd'hui dans une situation telle que nous n'avons pas à craindre de sa part un mouvement d'hostilité contre nous. Nous le disons en pleine conscience, sans exagération. C'est là un fait acquis. La paysannerie peut être mécontente de l'activité de notre pouvoir dans tel ou tel domaine, elle peut se plaindre. Certes, cela est possible et inévitable, puisque notre appareil d'Etat et notre économie nationale sont encore trop défectueux pour le prévenir. En tout cas, ce qui est certain, c'est qu'un mécontentement sérieux de l'ensemble de la paysannerie contre nous est absolument exclu. Ce résultat a été acquis en l'espace d'un an. J'estime que c'est déjà beaucoup.

J'en viens à l'industrie légère. Nous devons précisément faire le départ entre l'industrie lourde et l'industrie légè-

re, puisque leur situation est différente. Pour ce qui est de l'industrie légère, je puis dire sans hésiter : on assiste ici à un essor général. Je n'entrerai point dans les détails. Et je ne me propose pas de produire des statistiques. Mais cette impression d'ensemble est fondée sur des faits, et je puis garantir qu'elle ne renferme rien de faux ou d'inexact. Nous pouvons constater un essor général de l'industrie légère et, partant, une amélioration notable de la condition des ouvriers de Pétrograd et de Moscou. Dans les autres régions, cela s'observe dans une mesure moindre parce que là prédomine l'industrie lourde. Il ne faut donc pas généraliser ce fait. Toujours est-il, je le répète, que l'industrie légère est incontestablement en progrès et l'adoucissement du sort des ouvriers de Pétrograd et de Moscou est indéniable. Au printemps de 1921, il y avait du mécontentement parmi les ouvriers de ces deux villes. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Nous qui suivons au jour le jour la situation et l'état d'esprit des ouvriers, nous ne nous trompons pas en cette matière.

La troisième question concerne l'industrie lourde. Je dois dire qu'ici la situation reste encore difficile. Un certain changement s'y est produit en 1921-1922. Nous pouvons donc espérer, très prochainement, un tournant. A cet effet, nous avons déjà réuni, en partie, les moyens nécessaires. Pour améliorer l'état de l'industrie lourde dans un pays capitaliste, il aurait fallu emprunter des centaines de millions, sans lesquels le redressement eût été impossible. L'histoire économique des pays capitalistes montre que, dans les pays arriérés, seuls les emprunts à long terme de centaines de millions de dollars ou de roubles-or pourraient aider au relèvement de l'industrie lourde. Nous n'avons pas bénéficié d'emprunts de ce genre, et nous n'avons rien reçu jusqu'à ce jour. Tout ce qu'on écrit maintenant au sujet des concessions, etc., c'est à peu près lettre morte. Ces temps derniers, nous avons beaucoup écrit à ce sujet et surtout à propos de la concession d'Urquhart. Cependant notre politique de concessions me paraît très bonne. Cela n'empêche que nous n'avons pas encore de concession rentable. Je vous prie de ne pas l'oublier. De la sorte, l'état de l'industrie lourde est réellement une question très grave pour notre pays arriéré, car nous ne pouvions espérer d'emprunts dans les pays riches. Néanmoins, nous observons déjà une amélioration

notable, et puis nous voyons que notre activité commerciale nous a déjà rapporté un certain capital. Fort modeste, il est vrai, pour le moment : un peu plus de vingt millions de roubles-or. En tout cas, c'est un commencement: notre commerce nous procure des ressources que nous pouvons utiliser pour relever l'industrie lourde. De toute façon, à l'heure actuelle, notre industrie lourde se trouve encore dans une situation fort difficile. Mais j'estime que nous sommes déjà en mesure d'économiser quelque peu. Nous le ferons à l'avenir également. Bien que, souvent, cela se fasse aux dépens de la population, nous devons quand même économiser dès maintenant. Nous travaillons en ce moment à réduire notre budget d'Etat, à comprimer notre appareil d'Etat. Tout à l'heure, je dirai encore quelques mots de notre appareil d'Etat. Nous devons, en tout cas, le comprimer, nous devons économiser autant que faire se peut. Nous économisons sur tout, même sur les écoles, cela parce que nous comprenons que, si nous ne sauvons pas l'industrie lourde, si nous ne la relevons pas, nous ne pourrons construire aucune industrie, et à défaut de celle-ci, c'en sera fait de nous, en général, comme pays indépendant. Cela, nous le savons bien.

Le salut pour la Russie n'est pas seulement dans une bonne récolte, — cela ne suffit pas encore, — et pas seulement dans le bon état de l'industrie légère qui fournit aux paysans les objets de consommation, — cela non plus ne suffit pas encore, — il nous faut également une industrie *lourde*. Or, pour la mettre en bon état, il faudra bien des années de travail.

L'industrie lourde a besoin de subventions de l'Etat. Si nous ne les trouvons pas, c'en est fait de nous comme Etat civilisé, je ne dis même pas socialiste. Donc, à cet égard nous avons fait un pas résolu en avant. Nous nous sommes procuré les ressources nécessaires pour mettre debout l'industrie lourde. La somme que nous nous sommes procurée jusqu'à présent dépasse à peine, il est vrai, vingt millions de roubles-or. En tout cas, cette somme existe, et son unique destination est de relever notre industrie lourde.

Je pense que, dans l'ensemble, je vous ai exposé brièvement comme je l'avais promis, les éléments essentiels de notre économie nationale. Et je pense qu'on peut conclure

de tout cela que la nouvelle politique économique a donné, dès maintenant, un bon résultat. Nous avons, dès aujourd'hui, la preuve que nous sommes en mesure, en tant qu'Etat, de faire du commerce, de garder de solides positions dans l'agriculture et l'industrie et de marcher de l'avant. Notre activité pratique l'a démontré. Je pense que cela nous suffit pour le moment. Nous aurons encore beaucoup à apprendre, et nous avons compris qu'il nous était encore nécessaire d'apprendre. Nous sommes au pouvoir depuis cinq ans, et cinq années durant nous avons été en état de guerre. Donc nous avons remporté un succès.

Cela se comprend : c'est que les paysans étaient pour nous. Il serait difficile d'être pour nous plus qu'ils ne l'ont été. Ils comprenaient que, derrière les gardes blancs, se tenaient les grands propriétaires fonciers qu'ils haïssent plus que tout au monde. Aussi étaient-ils pour nous avec le plus grand enthousiasme, le plus grand dévouement. Il n'a pas été difficile de décider la paysannerie à nous défendre contre les gardes blancs. Les paysans qui, naguère, exécraient la guerre, faisaient tout pour la guerre contre les gardes blancs, pour la guerre civile contre les grands propriétaires fonciers. Néanmoins, ce n'était pas encore tout. Car, au fond, il ne s'agissait là que d'une chose : le pouvoir resterait-il aux grands propriétaires fonciers ou aux paysans ? Pour nous ce n'était pas assez. Les paysans comprennent que nous avons pris le pouvoir pour les ouvriers et que notre but est de créer le régime socialiste à l'aide de ce pouvoir. Aussi, le plus important pour nous, c'était la préparation de l'économie socialiste. Nous ne pouvions la préparer directement. Nous avons été obligés de le faire par voies détournées. Le capitalisme d'Etat, tel que nous l'avons établi chez nous, est un capitalisme d'Etat particulier. Il ne répond pas à la notion ordinaire de capitalisme d'Etat. Nous détenons tous les leviers de commande ; nous détenons la terre ; elle appartient à l'Etat. Cela est très important, encore que nos adversaires présentent les choses de façon à faire croire que cela ne signifie rien. C'est faux. Le fait que la terre appartient à l'Etat est de la plus haute importance et a également une grande valeur pratique du point de vue économique. Nous avons obtenu cela, et je dois dire que toute notre activité ultérieure doit se

développer uniquement dans ce cadre. Nous avons déjà obtenu ce résultat que nos paysans sont satisfaits, que notre industrie revit, de même que notre commerce. J'ai déjà dit que notre capitalisme d'Etat se distinguait du capitalisme d'Etat pris à la lettre, en ceci que notre Etat prolétarien détient non seulement la terre, mais aussi tous les éléments les plus importants de l'industrie. Avant tout nous avons donné à bail une certaine partie de la petite et moyenne industrie ; mais tout le reste demeure entre nos mains. Pour ce qui est du commerce, je tiens encore à souligner que nous nous efforçons de fonder des sociétés mixtes, que nous en fondons déjà ; ce sont des sociétés où une part du capital appartient aux capitalistes privés, aux surplus étrangers, et l'autre part, à nous. D'abord, nous apprenons ainsi à faire du commerce, — nous en avons besoin, — et, ensuite, nous avons toujours la possibilité, si nous le jugeons nécessaire, de liquider une telle société, de sorte que nous ne courons, pour ainsi dire, aucun risque. En revanche, nous nous instruisons auprès du capitaliste privé, nous tâchons de savoir comment nous pouvons progresser et quelles fautes nous commettons. Je crois pouvoir me borner à ce que je viens de dire.

Je voudrais encore toucher quelques points secondaires. Il est certain que nous avons commis et que nous commettrons encore des sottises en quantité énorme. Personne n'est mieux placé que moi pour le voir et en juger. (R i r e s.) Pourquoi donc commettons-nous des sottises ? Cela se conçoit : premièrement, nous sommes un pays arriéré ; deuxièmement, l'instruction, dans notre pays, est minime ; troisièmement, nous ne sommes pas aidés ; aucun Etat civilisé ne nous aide. Au contraire, ils œuvrent tous contre nous. Quatrièmement, la faute en est à notre appareil d'Etat. Nous avons hérité de l'ancien appareil d'Etat, et c'est là notre malheur. L'appareil d'Etat fonctionne bien souvent contre nous. Voici comment les choses se sont passées. En 1917, lorsque nous avons pris le pouvoir, l'appareil d'Etat nous a sabotés. Nous avons été très effrayés à ce moment, et nous avons demandé : « Revenez s'il vous plaît. » Ils sont revenus, et ce fut notre malheur. Nous avons maintenant d'énormes masses d'employés, mais nous n'avons pas d'éléments suffisamment instruits pour diriger efficacement ce

personnel. En fait, il arrive très souvent qu'ici, au sommet, où nous avons le pouvoir d'Etat, l'appareil fonctionne tant bien que mal, tandis que là-bas, à la base, ce sont eux qui commandent de leur propre chef, et ils le font de telle sorte que, bien souvent, ils agissent contre nos dispositions. Au sommet nous avons, je ne sais combien au juste, mais de toute façon, je le crois, quelques milliers seulement, ou, tout au plus, quelques dizaines de milliers des nôtres. Or, à la base, il y a des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires, légués par le tsar et la société bourgeoise, et qui travaillent en partie consciemment, en partie inconsciemment, contre nous. On ne saurait y remédier dans un court laps de temps, cela est certain. Nous devons travailler durant de longues années pour perfectionner l'appareil, le modifier et y faire participer des forces nouvelles. Nous le faisons à un rythme assez rapide, trop rapide peut-être. Des écoles soviétiques, des facultés ouvrières ont été fondées ; des centaines de milliers de jeunes gens étudient. Ils étudient, peut-être trop vite, mais en tout cas, le travail a commencé, et je pense qu'il portera ses fruits. Si nous ne travaillons pas trop à la hâte, nous aurons dans quelques années une masse de jeunes gens capables de refondre radicalement notre appareil.

J'ai dit que nous avions commis une énorme quantité de sottises, mais, là-dessus, je dois dire aussi quelques mots de nos adversaires. Si nos adversaires nous reprennent et indiquent que, voyez-vous, Lénine lui-même reconnaît que les bolchéviks ont fait une énorme quantité de sottises, je réponds à cela : oui, mais nos sottises, vous savez, sont quand même d'une tout autre espèce que les vôtres. Nous avons seulement commencé notre apprentissage, mais nous apprenons d'une façon assez systématique pour être certains d'obtenir de bons résultats. Et si nos adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les paladins de la IIe Internationale, soulignent les sottises faites par nous, je me permettrai, pour la comparaison, de citer ici, en les paraphrasant un peu, les paroles d'un célèbre écrivain russe : quand les bolchéviks font des sottises, ils disent : « Deux fois deux font cinq. » Mais quand ce sont leurs adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les paladins de la IIe Internationale, qui font des sottises, ils semblent dire : « Deux fois deux font

une bougie. » Cela n'est pas difficile à démontrer. Prenez, par exemple, le traité conclu avec Koltchak par l'Amérique, l'Angleterre, la France, le Japon. Y a-t-il au monde, je vous le demande, des Etats plus éclairés et plus puissants ? Or, qu'est-il arrivé ? Ils ont promis leur aide à Koltchak, sans avoir calculé, ni réfléchi, ni observé. Ce fut un fiasco difficile même à concevoir, selon moi, du point de vue de la raison humaine.

Et cet autre exemple, encore plus rapproché de nous et plus important : la paix de Versailles. Qu'est-ce que les « grandes » puissances, « couvertes de gloire » ont fait là, je vous le demande ? Comment peuvent-elles maintenant trouver une issue à ce chaos et à ce non-sens ? Je pense ne pas exagérer en répétant que nos sottises ne sont rien en comparaison de celles que commettent, ensemble, les Etats capitalistes, le monde capitaliste et la IIe Internationale. C'est pourquoi j'estime que les perspectives de révolution mondiale — thème que je dois toucher brièvement — sont favorables. Et je présume qu'à certaines conditions, elles deviendront encore meilleures. C'est de ces conditions que je voudrais dire quelques mots.

En 1921, au IIIe Congrès, nous avons voté une résolution sur la structure organique des Partis communistes, ainsi que sur les méthodes et le contenu de leur travail. Texte excellent, mais essentiellement russe, ou presque, c'est-à-dire que tout y est tiré des conditions de vie russes. C'est là son bon mais aussi son mauvais côté. Son mauvais côté, parce que je suis persuadé que presque aucun étranger ne peut la lire ; avant de dire cela j'ai relu cette résolution : premièrement, elle est trop longue : 50 paragraphes ou plus. Les étrangers, d'ordinaire, ne peuvent aller jusqu'au bout de pareils textes. Deuxièmement, même s'ils la lisaient, pas un de ces étrangers ne la comprendrait, précisément parce qu'elle est trop russe. Non parce qu'elle a été écrite en russe, — on l'a fort bien traduite dans toutes les langues, — mais parce qu'elle est entièrement imprégnée de l'esprit russe. Et, troisièmement, si même quelque étranger, par exception, la comprenait, il ne pourrait l'appliquer. C'est là son troisième défaut. Je me suis entretenu avec quelques délégués venus ici, et j'espère, au cours du Congrès, sans y prendre part personnellement, — à mon

grand regret, cela m'est impossible, — du moins causer de façon détaillée avec un grand nombre de délégués de différents pays. J'ai eu l'impression qu'avec cette résolution, nous avons commis une faute grave, nous coupant nous-mêmes le chemin vers de nouveaux progrès. Comme je l'ai dit, le texte est fort bien rédigé, et je souscris à tous ses 50 paragraphes ou plus. Mais nous n'avons pas compris comment il fallait présenter aux étrangers notre expérience russe. Tout ce qui est dit dans la résolution est resté lettre morte. Or, à moins de comprendre cela, nous ne pourrons aller de l'avant. J'estime que le plus important pour nous tous, tant pour les Russes que pour les camarades étrangers, c'est que, après cinq ans de révolution russe, nous devons nous instruire. C'est maintenant seulement que nous pouvons le faire. Je ne sais combien de temps nous aurons cette possibilité. Je ne sais combien de temps les puissances capitalistes nous laisseront étudier tranquillement. Mais chaque instant libre, à l'abri des batailles, de la guerre, nous devons l'utiliser pour étudier, et cela par le commencement.

Tout le Parti et toutes les couches de la population de la Russie le prouvent par leur soif de savoir. Cette aspiration montre que la tâche la plus importante pour nous, aujourd'hui, est de nous instruire, encore et toujours. Mais les camarades étrangers, eux aussi, doivent apprendre, non pas dans le même sens que nous, c'est-à-dire à lire, à écrire et à comprendre ce que nous avons lu, — ce dont nous avons encore besoin. On discute pour savoir si cela se rapporte à la culture prolétarienne ou bourgeoise. Je laisse cette question en suspens. Une chose, en tout cas, est certaine : il nous faut, avant tout, apprendre à lire, à écrire et à comprendre ce que nous avons lu. Les étrangers, eux, n'en ont pas besoin. Il leur faut quelque chose de plus élevé : notamment, et avant tout, comprendre aussi ce que nous avons écrit sur la structure organique des Partis communistes, et que les camarades étrangers ont signé sans lire ni comprendre. Telle doit être leur première tâche. Il faut appliquer cette résolution. On ne peut le faire en une nuit, c'est absolument impossible. Cette résolution est trop russe : elle traduit l'expérience de la Russie. Aussi est-elle tout à fait incompréhensible pour les étrangers ; ils ne peuvent se contenter de l'accrocher dans un coin, comme une

icône, et de l'adorer. On n'arrivera à rien de cette façon. Ils doivent assimiler une bonne tranche d'expérience russe. Comment cela se passera, je l'ignore. Peut-être que les fascistes d'Italie, par exemple, nous rendront un signalé service en montrant aux Italiens qu'ils ne sont pas encore suffisamment éclairés et que leur pays n'est pas encore garanti des Cent-Noirs[129] ? Cela sera, peut-être, très utile. Nous autres, Russes, devons aussi rechercher les moyens d'expliquer aux étrangers les principes de cette résolution. Sinon, ils seront absolument incapables de la mettre en œuvre. Je suis persuadé que nous devons dire, à cet égard, non seulement aux Russes, mais aussi aux camarades étrangers, que le plus important, dans la période qui vient, c'est l'étude. Nous, nous étudions dans le sens général du terme. Ils doivent, eux, étudier dans un sens particulier, pour comprendre réellement l'organisation, la structure, la méthode et le contenu de l'action révolutionnaire. Si cela se fait, je suis persuadé qu'alors les perspectives de la révolution mondiale seront non seulement bonnes, mais excellentes. (Vifs applaudissements prolongés. Les acclamations : « Vive notre camarade Lénine ! » provoquent de nouvelles ovations enthousiastes.)

«Pravda» n° 258
15 novembre 1922

Conforme au texte du « Bulletin du IVe Congrès de l'Internationale Communiste n° 8 du 16 novembre 1922. Collationné sur le sténogramme allemand, corrigé par Lénine

MESSAGE A L'EXPOSITION AGRICOLE DE RUSSIE[130]

J'attache une très grande importance à l'exposition ; je suis sûr que toutes les organisations lui apporteront leur entier appui. De tout cœur je lui souhaite le meilleur succès.

V. Oulianov (Lénine)

14.XI. 1922

Publié en 1922 *Conforme au manuscrit*

AU GROUPE « CLARTE »* [131]

Le 15 novembre 1922.

Chers amis,

Je profite de l'occasion pour vous adresser mon meilleur salut. J'ai été gravement malade et, pendant plus d'un an, je n'ai pas pu voir une seule œuvre de votre groupe. J'espère que votre organisation *des anciens combattants* * s'est maintenue et qu'elle grandit et se renforce non seulement en nombre, mais aussi en esprit — je veux dire pour l'approfondissement et l'élargissement de la lutte contre la guerre impérialiste. Il vaut la peine de consacrer sa vie à la lutte contre cette guerre ; il faut être sans pitié dans cette lutte, et poursuivre jusqu'aux derniers recoins tous les sophismes en faveur de la guerre.

Meilleures salutations

Votre *Lénine*

Publié pour la première fois en 1925 en français, dans la revue « Clarté » n° 71
Publié pour la première fois en russe en 1930

Conforme au manuscrit

* En français dans le texte (*N.R.*)

DISCOURS PRONONCE A L'ASSEMBLEE PLENIERE DU SOVIET DE MOSCOU LE 20 NOVEMBRE 1922[132]

(Vifs applaudissements. « L'Internationale »). Camarades, je regrette beaucoup et je m'excuse vivement de n'avoir pu venir plus tôt à votre réunion. Si je suis bien renseigné, vous vous apprêtiez il y a quelques semaines à me donner l'occasion de rendre visite au Soviet de Moscou. Je n'ai pu le faire parce qu'après ma maladie, depuis le mois de décembre, j'avais, pour employer le langage des professionnels, perdu ma capacité de travail pour un temps assez long; de ce fait, j'ai dû remettre de semaine en semaine l'intervention que je fais ici aujourd'hui. J'ai été obligé de faire retomber sur le camarade Kaménev une part considérable du travail dont j'avais chargé au début, comme vous vous en souvenez, le camarade Tsiouroupa, puis le camarade Rykov. Et il faut dire que, pour user d'une comparaison que j'ai déjà employée, le camarade Kaménev a eu soudain deux chariots à traîner. Il est vrai que, pour poursuivre la même comparaison, il s'est montré un cheval exceptionnellement capable et ardent. Néanmoins, traîner deux chariots, cela ne se fait pas, et j'attends maintenant avec impatience le retour des camarades Rykov et Tsiouroupa, pour répartir les activités un peu plus équitablement. Quant à moi, en raison de la diminution de ma capacité de travail, je dois mettre un temps beaucoup plus long que je ne le voudrais pour examiner les affaires.

En décembre 1921, lorsque j'ai dû interrompre mes occupations tout à fait, c'était la fin de l'année. Nous étions en train, à ce moment-là, de réaliser le passage à la nouvelle politique économique, et nous nous sommes aperçus alors que ce passage, bien que nous l'eussions entrepris depuis le début de 1921, était assez difficile, je dirais même très difficile. Il y a maintenant plus d'un an et demi que nous y procédons ; il est temps, semble-t-il, que la plupart occupent leurs nouvelles places et s'installent conformément aux conditions nouvelles, notamment à celles de la nouvelle politique économique.

C'est dans le domaine de la politique extérieure que nous avons observé le moins de changements. Nous avons poursuivi la ligne que nous avions adoptée auparavant, et je pense pouvoir vous dire en toute conscience que nous l'avons poursuivie d'une façon parfaitement conséquente et avec un succès énorme. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de vous le rapporter en détail : la prise de Vladivostok, la manifestation qui l'a suivie et la déclaration relative à la fédération que vous avez lue ces jours-ci dans les journaux [133] ont montré et démontré de toute évidence qu'à cet égard nous n'avons rien à changer. Nous sommes sur un chemin tracé tout à fait clairement et nettement, et nous nous sommes assuré un succès face aux Etats du monde entier, bien que certains d'entre eux soient prêts à dire, maintenant encore, qu'ils ne désirent pas s'asseoir avec nous à une même table. Néanmoins, les relations économiques, et après elles les relations diplomatiques se nouent ; elles doivent se nouer et elles se noueront nécessairement. Tout Etat qui s'y oppose risque de se retrouver à la traîne et, peut-être, risque-t-il sur certains points assez importants de se retrouver dans une situation désavantageuse. Cela, nous le voyons tous à présent, et pas seulement par les journaux. Je pense que les camarades qui ont eu l'occasion d'aller à l'étranger se rendent compte aussi de l'importance des changements intervenus. A cet égard, pour employer une vieille comparaison, nous n'avons eu besoin de changer ni de train ni d'attelage.

Mais pour ce qui est de notre politique intérieure, le changement de train que nous avons effectué au printemps de 1921 et qui nous était dicté par des circonstances d'une

force persuasive extrême, à tel point qu'il n'y a eu à ce sujet aucun débat ni aucun différend entre nous, ce changement-là continue à nous causer quelques difficultés ; je dirais qu'il continue à nous causer de grandes difficultés. Et cela, non pas que nous ayons douté de la nécessité du tournant (il n'y a aucun doute là-dessus), non pas que nous ayons douté que l'essai de cette nouvelle politique économique ait réussi comme nous l'attendions. Je peux dire de la façon la plus nette qu'il n'y a aucun doute là-dessus, ni dans les rangs de notre Parti, ni dans les rangs de l'immense majorité des ouvriers et des paysans sans-parti.

En ce sens, la question n'offre pas de difficultés. Celles-ci viennent de ce que nous avons eu à affronter une tâche dont l'exécution requiert très souvent des hommes nouveaux, des mesures et des procédés extraordinaires. Nous avons encore des doutes concernant la justesse de telle ou telle chose, il y a des changements dans telle ou telle direction, et il faut dire que tout cela subsistera encore pendant un temps assez long. « Nouvelle politique économique » ! Etrange appellation. Cette politique a été appelée nouvelle parce qu'elle retourne en arrière. Actuellement, nous reculons, nous semblons reculer, mais nous agissons ainsi pour reculer d'abord, et ensuite prendre notre élan et faire un bond plus puissant en avant. C'est à cette seule condition que nous avons reculé en adoptant notre nouvelle politique économique. Où et comment nous devons maintenant nous regrouper, nous adapter et nous réorganiser pour entreprendre, après le recul, le mouvement en avant le plus opiniâtre, nous ne le savons pas encore. Pour mener toutes ces actions dans un ordre normal, il faut, comme dit le proverbe, mesurer non pas dix fois, mais cent fois, avant de se décider. Il le faut pour venir à bout des difficultés incroyables auxquelles nous nous heurtons dans l'accomplissement de toutes nos tâches. Vous savez parfaitement combien de sacrifices ont été consentis pour réaliser ce qui a été réalisé ; vous savez combien la guerre civile a été longue et combien de sacrifices elle a coûtés. Et voilà que la prise de Vladivostok nous a montré — Vladivostok est loin, mais elle est bien à nous, cette ville — (applaudissements prolongés) à tous la tendance générale vers nous, vers nos conquêtes. Là-bas comme ici,

c'est la R.S.F.S.R. Cette tendance nous a délivrés à la fois des ennemis civils et des ennemis extérieurs qui nous attaquaient. Je parle du Japon.

Nous avons conquis une situation diplomatique bien déterminée, ce n'est rien d'autre qu'une situation diplomatique reconnue par le monde entier. Vous le constatez tous. Vous en voyez les résultats, mais que de temps il a fallu pour cela ! Nous avons obtenu maintenant la reconnaissance de nos droits par nos ennemis, qu'il s'agisse de politique économique ou de politique commerciale. La conclusion des accords commerciaux le démontre.

Nous pouvons nous rendre compte pourquoi il nous est si incroyablement difficile, à nous qui nous sommes engagés il y a un an et demi sur le chemin de ce qu'on appelle la nouvelle politique économique, d'avancer sur cette voie. Nous vivons dans un Etat à tel point détruit par la guerre, à tel point dévié de tout chemin tant soit peu normal, dans un Etat qui a tellement souffert et tant enduré, que maintenant, bon gré mal gré, nous commençons tous nos calculs par un pourcentage très, très petit, un pourcentage d'avant-guerre. Nous essayons d'ajuster cette mesure aux conditions de notre vie ; nous le faisons parfois avec beaucoup d'impatience et de fièvre ; et toujours nous nous persuadons qu'il y a des difficultés incommensurables. La tâche que nous nous sommes fixée là apparaît d'autant plus écrasante que nous la comparons aux conditions d'un Etat bourgeois ordinaire. Nous nous sommes assigné cette tâche, parce que nous comprenions qu'il était vain d'attendre des puissances les plus riches l'aide qui vient habituellement dans une telle situation. Après la guerre civile, on nous a presque boycottés, c'est-à-dire qu'on nous a dit : l'aide économique que nous avons l'habitude d'accorder et qui est normale dans le monde capitaliste, nous ne vous la consentirons pas.

Plus d'un an et demi s'est écoulé depuis que nous nous sommes engagés sur le chemin de la nouvelle politique économique ; un temps beaucoup plus long s'est écoulé depuis que nous avons conclu notre premier accord international et, néanmoins, ce boycottage de toute la bourgeoisie et de tous les gouvernements à notre égard continue. Nous ne pouvions espérer rien d'autre lorsque nous avons adopté les nouvelles

conditions économiques, toutefois, nous ne doutions pas qu'il fallût les adopter, et que nous eussions à vaincre seuls. Plus le temps passe, et plus il devient clair que toute aide qui pourrait nous être accordée et qui nous sera accordée par les puissances capitalistes, loin d'éliminer cette situation, l'accentuera et l'aggravera encore davantage, selon toute vraisemblance, dans la grande majorité des cas. « Tout seuls », nous sommes-nous dit à nous-mêmes. « Tout seuls », nous dit presque chacun des Etats capitalistes avec qui nous avons conclu des marchés quels qu'ils soient, avec qui nous avons passé des conventions quelles qu'elles soient, avec qui nous avons engagé des négociations quelles qu'elles soient. Et il y a là une difficulté particulière. Nous devons en prendre conscience. Nous avons mis sur pied notre régime d'État par un travail de plus de trois ans, incroyablement pénible, incroyablement rempli d'héroïsme. Dans les conditions qui étaient les nôtres jusqu'à présent, nous n'avions pas le temps d'examiner si nous n'allions pas briser quelque chose en trop, nous n'avions pas le temps d'examiner s'il n'y aurait pas trop de victimes, parce qu'il y avait bien suffisamment de victimes, parce que la lutte que nous avions entreprise alors (vous le savez parfaitement, il n'est pas nécessaire de s'étendre là-dessus), c'était une lutte à mort contre le vieil ordre social,contre lequel nous luttions pour nous forger notre droit à l'existence et au développement pacifique. Ce droit, nous l'avons conquis. Ce n'est pas nous qui le disons, ce n'est pas le témoignage de gens que l'on peut accuser d'être partiaux à notre égard. C'est le témoignage de gens qui se trouvent dans le camp de nos ennemis et qui sont partiaux, bien sûr, mais nullement en notre faveur. Ces témoins se trouvaient dans le camp de Dénikine, ils étaient à la tête de l'occupation. Et nous savons que leur partialité nous a coûté très cher, qu'elle nous a coûté de nombreuses destructions. A cause d'eux, nous avons subi des pertes immenses, nous avons perdu des richesses de toute sorte, et la richesse principale — la vie humaine — dans des proportions incroyablement élevées. A présent, nous devons, en considérant nos tâches avec la plus grande attention, comprendre que la principale va être maintenant de ne pas céder nos anciennes conquêtes. Nous ne céderons aucune de nos ancien-

nes conquêtes. (Applaudissements.) En même temps, nous sommes placés devant une tâche absolument nouvelle ; l'ancien peut s'avérer un obstacle manifeste. Cette tâche est la plus difficile à comprendre. Pourtant, il faut s'en rendre compte pour apprendre à travailler lorsqu'on doit pour ainsi dire se retourner comme un gant. Je pense, camarades, que ces paroles et ces mots d'ordre sont compréhensibles, parce que pendant l'année presque entière où j'ai été absent, vous avez dû en parler et y réfléchir sous des angles différents, à des centaines d'occasions, pratiquement, à pied d'œuvre ; et je suis sûr que vos réflexions ne peuvent vous conduire qu'à une seule conclusion : nous devons faire preuve maintenant plus que jamais, de cette souplesse dont nous avons donné la mesure jusqu'à présent sur le théâtre de la guerre civile.

Nous ne devons pas renoncer au passé. Toutes les concessions qui nous mettent au niveau des puissances capitalistes leur donnent l'entière possibilité d'entrer en relations avec nous, et leur assure un profit parfois plus élevé, peut-être, qu'il ne faudrait. Par ailleurs, nous ne cédons qu'une faible partie des moyens de production que notre Etat détient dans leur quasi-totalité. Ces jours-ci les journaux ont évoqué la question de la concession proposée par l'Anglais Urquhart qui, jusqu'à présent, était presque constamment contre nous dans la guerre civile. Il disait : « Nous atteindrons notre objectif par la guerre civile contre la Russie, contre cette même Russie qui a osé nous enlever telle et telle chose. » Et, après cela, il nous a fallu entrer en contact avec lui. Nous n'avons pas refusé ce contact, nous l'avons accepté avec la plus grande joie, mais nous avons dit : « Excusez-nous, ce que nous avons conquis, nous ne le rendrons pas. Notre Russie est tellement grande, nos possibilités économiques sont tellement nombreuses, et nous nous jugeons en droit de ne pas refuser votre aimable proposition, mais nous la discuterons de sang-froid, en hommes d'affaires ». Il est vrai que notre première conversation n'a pas abouti, car nous n'avons pu, pour des motifs politiques, accepter sa proposition. Nous avons dû lui répondre par un refus. Aussi longtemps que les Anglais n'admettaient pas notre participation au règlement de la question des Détroits, des Dardanelles, nous devions répondre par un refus ; mais

aussitôt après avoir refusé, nous devions examiner cette question quant au fond. Nous avons discuté pour savoir si cela nous est avantageux ou non, si cela nous est avantageux d'accorder cette concession et, dans l'affirmative, à quelles conditions. Il fallait discuter le prix. Voilà qui vous montre clairement, camarades, que nous devons maintenant aborder les questions tout autrement que nous le faisions auparavant. Auparavant, le communiste disait : « Je donne ma vie », et cela lui paraissait très simple, bien que ce ne fût pas toujours aussi simple. Mais maintenant une tâche entièrement différente nous incombe, à nous communistes. A présent, nous devons tout calculer, et chacun de vous doit apprendre à devenir circonspect. Nous devons calculer comment nous allons assurer notre existence dans une conjoncture capitaliste, comment nous allons tirer profit de nos adversaires, lesquels, bien entendu, vont marchander, n'ont jamais désappris à marchander et s'efforceront de marchander à notre détriment. Cela non plus nous ne l'oublions pas, et nous n'imaginons nullement que les brasseurs d'affaires se soient quelque part transformés en agneaux et qu'ils nous offrent pour rien toute sorte de biens. Cela n'existe pas, et nous ne l'espérons pas. Ce sur quoi nous comptons, c'est que, ayant pris l'habitude de la riposte, là encore nous saurons nous débrouiller, et nous montrer capables de faire du commerce, de gagner de l'argent, et de sortir des situations économiques difficiles. Cette tâche-là est très ardue. C'est à cela que nous travaillons. Je voudrais que nous arrivions à nous rendre compte clairement de l'abîme qui sépare la tâche ancienne et la nouvelle. Si profond que soit cet abîme, la guerre nous a appris à manœuvrer et nous devons comprendre que la manœuvre qui nous attend maintenant, que nous devons opérer à présent, est la plus difficile. En revanche, c'est apparemment la dernière. Nous devons mettre ici toute nos forces à l'épreuve et démontrer que nous ne nous contentons pas d'avoir appris par cœur nos leçons d'hier et de rabâcher. Mille excuses, nous avons commencé à réapprendre, et nous réapprendrons de telle façon que nous réussirons certainement, et que notre succès sera pour tous évident. Et c'est pour permettre cette étude que le moment me paraît venu de nous promettre fermement l'un à l'au-

tre, une fois de plus, ceci : tout en effectuant ce mouvement de recul, que nous avons appelé la nouvelle politique économique, nous avons fait en sorte de n'abandonner aucune acquisition nouvelle, et dans le même temps, d'offrir aux capitalistes des avantages tels que tout Etat, quelle que soit son hostilité à notre égard, se trouvât contraint d'accepter des marchés et des rapports avec nous. Le camarade Krassine, qui s'est à maintes reprises entretenu avec Urquhart, chef et soutien de toute l'intervention, a dit qu'après toutes les tentatives faites pour nous imposer coûte que coûte l'ancien régime dans la Russie entière, Urquhart vient s'asseoir à la même table que lui, Krassine, et demande : « Combien ? Quelle quantité ? Pour combien d'années ? »... (Applaudissements.) Il y a encore assez loin de tels propos à la conclusion effective d'une série de concessions qui nous feraient accéder à des relations contractuelles tout à fait précises et intangibles, du point de vue de la société bourgeoise; cependant, nous voyons dès maintenant que nous nous en approchons, que nous y sommes presque parvenus, mais pas encore tout à fait. Il faut le reconnaître, camarades, et ne pas être présomptueux. Nous sommes encore loin d'avoir conquis pleinement ce qui nous rendra forts, indépendants et bien assurés de ne craindre aucun marché capitaliste, bien assurés que, si difficile que soit un marché, nous pouvons le conclure, en pénétrer le sens et le régler. C'est pourquoi le travail que nous avons entrepris dans ce domaine, travail politique et travail du Parti, doit être poursuivi ; c'est pourquoi il faut que nous passions des procédés anciens à des procédés absolument nouveaux.

Notre appareil n'a pas changé, et notre tâche consiste maintenant à le refondre. Nous ne pouvons pas le faire d'un coup, mais nous devons organiser les choses de façon que nos communistes soient convenablement répartis. Il faut qu'ils tiennent en main les appareils auxquels ils sont attachés, et non pas, comme cela arrive fréquemment chez nous, que ce soit l'appareil qui les tienne en main. Il est inutile de taire nos péchés, et il faut le dire franchement. Voilà quelles tâches nous incombent ; voilà quelles difficultés nous attendent, et cela justement à un moment où nous nous sommes engagés dans la voie des réalisations, où

nous avons dû cesser de considérer le socialisme comme une icône peinte de couleurs éclatantes. Il importe d'adopter l'orientation juste ; il faut que tout soit vérifié, que les masses et toute la population vérifient notre voie et disent : « Oui, c'est mieux que l'ancien régime ». Tel est notre objectif. Notre Parti, un groupe peu nombreux par rapport à l'ensemble de la population, s'y est mis. Ce noyau s'est donné pour tâche de tout transformer, et il le fait. Que cela ne soit pas une utopie, mais une œuvre vivante, nous l'avons démontré. Nous l'avons tous vu ; c'est chose faite. Il convient de transformer de façon que la majorité des masses travailleuses, paysannes et ouvrières dise : « Ce n'est pas vous qui vous vantez, c'est nous qui vous louons ; nous disons que vous avez atteint des résultats meilleurs, après lesquels aucun homme raisonnable n'envisagera jamais de revenir au passé ». Nous n'en sommes pas encore là. *C'est pourquoi la NEP continue d'être le mot d'ordre principal, immédiat, universel d'aujourd'hui.* Nous n'oublierons aucun des mots d'ordre que nous avons appris hier. Nous pouvons le déclarer à n'importe qui en toute tranquillité et sans l'ombre d'une hésitation, et chacun de nos actes le confirme. Mais nous devons encore nous adapter à la nouvelle politique économique. Tous ses aspects négatifs qu'il n'est pas besoin d'énumérer,que vous connaissez parfaitement, il faut savoir les infléchir, il faut savoir les réduire au minimum; il faut savoir organiser toute chose rationnellement. Notre législation en fournit entièrement la possibilité. Saurons-nous nous y prendre ? La question n'est pas tranchée, loin de là. Nous sommes en train de l'étudier. Chaque numéro de notre journal du Parti nous offre une dizaine d'articles où nous lisons : dans telle fabrique, chez tel fabricant, les conditions du bail sont celles-ci ; mais là où le directeur est un camarade, un communiste, les conditions sont autres. L'entreprise fournit-elle un revenu ou non, se justifie-t-elle ou non ? Nous sommes arrivés au cœur même des questions quotidiennes, et cela constitue un immense progrès. Dès à présent, le socialisme n'est plus la question d'un avenir éloigné, je ne sais quelle image abstraite, ou je ne sais quelle icône. A propos d'icônes, nous gardons notre ancienne opinion, fort mauvaise. Nous avons réussi à implanter le socialisme dans la vie quotidienne, et c'est là que

nous devons nous y retrouver. Voilà la tâche de l'heure, voilà la tâche de notre époque. Permettez-moi de terminer en exprimant l'assurance que, si difficile que soit cette tâche, si nouvelle qu'elle soit par rapport à l'ancienne, et si nombreuses que soient les difficultés qu'elle nous occasionne, tous ensemble, en l'espace de quelques années, et non demain, tous ensemble nous l'accomplirons coûte que coûte, et de la Russie de la NEP sortira la Russie socialiste. (Vifs applaudissements prolongés.)

« Pravda » n° 263
21 novembre 1922

Conforme au texte
de la « Pravda » collationné
sur le sténogramme

AU PRESIDIUM DU Ve CONGRES DU SYNDICAT DES CADRES SOVIETIQUES DE RUSSIE [134]

22.XI.1922

Chers camarades,

La tâche essentielle et urgente du moment présent, et qui restera la plus importante dans les années à venir, consiste à réduire systématiquement l'appareil soviétique et à en abaisser le coût, par une réduction de ses effectifs, par une organisation plus perfectionnée, par la suppression des lenteurs administratives, du bureaucratisme et par la diminution des dépenses improductives. Votre syndicat a un grand travail à accomplir dans cette voie.

En souhaitant le succès et un travail fructueux au Ve Congrès du syndicat des cadres soviétiques, j'exprime l'espoir qu'il discutera spécialement la question de l'appareil soviétique.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple
V. Oulianov (Lénine)

« Izvestia du C.E.C. de Russie » n° 267, 25 novembre 1922

Conforme à l'original, corrigé et signé par Lénine

AU CONGRES DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT[135]

Je vous remercie de votre message, camarades, et je vous souhaite de vous acquitter de la grande et importante tâche qui vous incombe : préparer la jeune génération à l'édification de la vie nouvelle.

Lénine

Rédigé le 26 novembre 1922.
Publié en décembre 1922
dans la revue
« Rabotnik Prosvechtchénia » n° 10

Conforme au texte de la revue

AU TROISIEME CONGRES MONDIAL DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE LA JEUNESSE, A MOSCOU[136]

4.XII.1922

Chers camarades,

Je regrette de ne pouvoir vous saluer personnellement. Je vous adresse mes meilleurs vœux de succès pour votre travail. J'espère que, malgré votre titre éminent, vous n'oublierez pas l'essentiel : la nécessité de faire progresser d'une façon pratique la formation de la jeunesse et l'étude.

Avec mes meilleures salutations communistes.

V. Oulianov (Lénine)

« Pravda » n° 275
6 décembre 1922

Conforme à l'original
corrigé et signé par Lénine

NOTES SUR LES TACHES DE NOTRE DELEGATION A LA HAYE[137]

A propos de la lutte contre le danger de guerre, en connexion avec la conférence de La Haye, je pense que la plus grande difficulté est de vaincre le préjugé que c'est là une question simple, claire et relativement facile.

« Nous répondrons à la guerre par la grève ou la révolution », — voilà ce que disent généralement à la classe ouvrière les leaders réformistes les plus en vue. Et très souvent, le radicalisme apparent de ces réponses satisfait, tranquillise les ouvriers, les coopérateurs et les paysans.

Peut-être la démarche la plus juste serait-elle de commencer par réfuter cette opinion de la façon la plus catégorique : déclarer que surtout maintenant, après la guerre récente, seuls les gens les plus sots ou les menteurs avérés peuvent assurer que pareille réponse à la question touchant la lutte contre la guerre a quelque valeur ; déclarer qu'il est impossible de « répondre » à la guerre par la grève, de même qu'il est impossible de « répondre » à la guerre par la révolution, au sens littéral, le plus simple, de ces expressions.

Il faut expliquer la situation réelle, combien grand est le mystère dont la naissance de la guerre est entourée, et combien l'organisation ordinaire des ouvriers, même si elle s'intitule révolutionnaire, est impuissante devant une guerre véritablement imminente.

Il faut encore et encore expliquer aux gens, de la façon la plus concrète, comment les choses se sont passées pen-

dant la dernière guerre et pourquoi il ne pouvait pas en être autrement.

Il faut expliquer notamment l'importance de ce fait, que la question de la « défense de la patrie » se pose inévitablement, et que l'immense majorité des travailleurs la tranchera inévitablement en faveur de sa bourgeoisie.

Donc, expliquer d'abord ce qu'est la « défense de la patrie », expliquer ensuite à ce propos ce qu'est le « défaitisme », et, enfin, indiquer le seul moyen possible de combattre la guerre, c'est-à-dire conserver et constituer une organisation illégale pour une action *durable* contre la guerre, action menée par tous les révolutionnaires participant à la guerre, — tout cela doit être mis au premier plan.

Boycotter la guerre est une phrase stupide. Les communistes doivent participer à n'importe quelle guerre réactionnaire.

On ferait bien de montrer d'une manière particulièrement concrète, avec des exemples tirés de la presse allemande d'avant-guerre, et notamment, du congrès de Bâle en 1912, que reconnaître en théorie que la guerre est un crime, que la guerre est inadmissible pour un socialiste, etc., ne sont que paroles vaines, parce qu'il n'y a rien de concret dans cette façon de poser la question. On ne donne aux masses aucune idée réellement vivante de la manière dont la guerre peut devenir imminente et éclater. Au contraire, chaque jour, dans d'innombrables exemplaires, la presse dominante escamote cette question, et répand à ce sujet des mensonges contre lesquels la faible presse socialiste est absolument impuissante, d'autant plus qu'en temps de paix également elle professe sur ce point des idées foncièrement erronées. La presse communiste, dans la plupart des pays, faillira lamentablement, elle aussi, à coup sûr.

Je pense que nos délégués au congrès international des coopérateurs et des trade-unionistes devraient se partager la besogne et analyser, très minutieusement, tous les sophismes dont on se sert aujourd'hui pour justifier la guerre.

Peut-être que le principal moyen d'entraîner les masses à la guerre, c'est justement ces sophismes de la presse bourgeoise ; et ce qui explique surtout notre impuissance

face à la guerre, c'est que nous n'examinons pas d'avance ces sophismes ou bien, chose plus grave encore, nous les éludons par des phrases banales, vaniteuses et absolument vides de sens, telles que : nous ne permettrons pas la guerre, nous comprenons parfaitement que la guerre est un crime, et ainsi de suite, dans l'esprit du Manifeste de Bâle en 1912.

Il me semble que si à la conférence de La Haye nous avons quelques personnes capables de faire, dans une langue ou dans une autre, un discours contre la guerre, il importera surtout de réfuter l'opinion selon laquelle les assistants seraient des adversaires de la guerre, qu'ils comprendraient comment la guerre peut et doit devenir imminente au moment où ils s'y attendent le moins, qu'ils connaîtraient tant soit peu le moyen de la combattre, qu'ils seraient tant soit peu en état de prendre des mesures judicieuses et efficaces contre la guerre.

Forts de la récente expérience, nous devons montrer qu'au lendemain de la déclaration de la guerre, une foule de problèmes théoriques et pratiques se poseront qui mettront l'énorme majorité des mobilisés dans l'impossibilité absolue de les envisager avec tant soit peu de lucidité, de bonne foi, sans parti pris.

Je pense qu'il faut expliquer cette question avec force détails, et ce de deux façons :

D'abord, en exposant et analysant ce qui s'est passé pendant la guerre précédente, et en déclarant à tous les assistants qu'ils l'ignorent, ou font semblant de le savoir, alors qu'en réalité ils ne veulent pas voir le fond de la question, sans quoi il est impossible de parler d'aucune lutte contre la guerre. Sur ce point, j'estime qu'il est nécessaire d'examiner toutes les nuances, toutes les opinions qui avaient cours à l'époque, parmi les socialistes russes, à propos de la guerre. Il faut démontrer que ces nuances sont dues non pas au hasard, mais au caractère même des guerres contemporaines en général. Il importe de prouver que sans faire l'analyse de ces opinions et sans expliquer comment elles naissent inéluctablement et exercent une influence décisive dans la lutte contre la guerre, — on ne saurait parler d'aucune action contre la guerre ni même d'une attitude consciente à son égard.

En second lieu, il convient de considérer les conflits actuels même les plus infimes, et expliquer par leur exemple comment la guerre peut éclater chaque jour d'un litige entre l'Angleterre et la France à propos d'un détail quelconque de leur traité avec la Turquie, ou bien entre l'Amérique et le Japon pour une divergence futile sur n'importe quelle question du Pacifique, ou bien entre telles ou telles grandes puissances pour des désaccords coloniaux, ou bien à cause de leur politique douanière, de leur politique commerciale en général etc., etc. Il me semble que si les moindres doutes surgissent sur la possibilité de pouvoir, en toute liberté, exposer à La Haye tout ce que nous avons à déclarer dans un discours contre la guerre, il convient d'envisager quelques astuces pour pouvoir dire au moins l'essentiel, et publier ensuite, dans une brochure, ce qu'on n'aura pas pu dire. Il faut parler, quitte à se faire couper la parole par le président.

Je pense que, à cette même fin, la délégation doit comprendre, en plus d'orateurs capables et tenus de prononcer un discours contre la guerre en général, c'est-à-dire de développer les principaux arguments et les conditions de lutte contre la guerre, des personnes connaissant les trois principales langues étrangères pour s'entretenir avec les délégués, afin de savoir à quel point ces derniers ont compris les arguments essentiels, et à quel point il est nécessaire de produire tels ou tels arguments ou de citer tels ou tels exemples.

Peut-être pour un certain nombre de questions pourra-t-on exercer une action efficace en citant uniquement des faits tirés de la dernière guerre. Peut-être pour d'autres problèmes ne pourra-t-on exercer une action efficace qu'en expliquant les conflits actuels entre les Etats et leur liaison avec une collision armée éventuelle.

En ce qui concerne la lutte contre la guerre, je me souviens qu'il y a eu une série de déclarations de nos députés communistes dans les parlements comme dans leurs discours extra-parlementaires, déclarations qui contiennent des choses monstrueusement fausses et d'une monstrueuse légèreté d'esprit, sur la lutte contre la guerre. Je pense qu'il faut s'élever avec la dernière énergie contre de pareilles déclarations, surtout si elles ont été faites après la guerre,

et nommer impitoyablement chacun de ces orateurs. On pourra adoucir comme on veut, surtout si cela est nécessaire, son jugement sur un orateur de cette espèce, mais on ne devra pas passer sous silence un seul de ces exemples ; car traiter cette question à la légère est un mal qui prime tout le reste et pour lequel il est absolument impossible de se montrer indulgent.

Il existe des décisions de congrès ouvriers d'une absurdité et d'une inconsistance impardonnables.

On doit recueillir sur-le-champ les documents de toute sorte, examiner minutieusement les parties et les détails de chaque thème ainsi que toute la « stratégie » au congrès.

Une erreur ou même une lacune grave en cette matière serait inadmissible de notre part.

Le 4.XII.1922

Publié pour la première fois dans la « Pravda » n° 96, le 26 avril 1924
Signé : L é n i n e

Conforme au texte dactylographié, corrigé et signé par Lénine

QUELQUES MOTS SUR N. FEDOSSEIEV[138]

Mes souvenirs sur Nikolaï Evgrafovitch Fédosséïev se rapportent au début des années 1890. Je ne certifie pas leur exactitude.

A l'époque, je vivais en province, plus précisément à Kazan et à Samara. Me trouvant à Kazan, j'avais entendu parler de Fédosséïev, mais ne l'avais pas rencontré personnellement. Au printemps de 1889, je partis pour la province de Samara, et c'est là que j'appris, à la fin de l'été 1889, l'arrestation de Fédosséïev et des autres membres des cercles de Kazan, entre autres de celui auquel j'avais appartenu. Je pense que j'aurais facilement pu être arrêté également si j'étais resté à Kazan cet été-là. Peu après, le marxisme, en tant que tendance, commença à s'étendre, allant à la rencontre de la tendance sociale-démocrate proclamée bien auparavant en Europe occidentale par le groupe « Libération du Travail »[139].

N. Fédosséïev fut l'un des premiers à proclamer son appartenance à la tendance marxiste. Je me souviens que c'est sur ce terrain que s'engagea sa polémique avec N. Mikhaïlovski, lequel répondit dans le *Rousskoïé Bogatstvo*[140] à l'une de ses lettres clandestines. C'est sur ce terrain que commença ma correspondance avec N. Fédosséïev. Je me souviens que Gopfenhaus servit d'intermédiaire entre nous ; je la rencontrai une fois et tentai, sans succès, d'organiser une entrevue avec Fédosséïev, à Vladimir, où j'étais venu dans l'espoir qu'il réussirait à sortir de prison. Mais cet espoir fut déçu[141].

Ensuite, Fédosséïev fut déporté en Sibérie orientale en même temps que moi, et c'est en Sibérie qu'il se suicida, en raison, semble-t-il, d'une pénible histoire personnelle due à des conditions de vie particulièrement malheureuses.

Autant que je m'en souvienne, ma correspondance avec Fédosséïev touchait aux questions de la conception du monde marxiste ou social-démocrate, qui commençaient alors à se poser. Ce qui est notamment resté dans ma mémoire, c'est que Fédosséïev était entouré de la vive sympathie de tous ceux qui le connaissaient, comme le type du révolutionnaire de l'ancien temps, entièrement dévoué à sa cause et ayant peut-être aggravé sa situation par telles ou telles déclarations ou démarches imprudentes vis-à-vis des gendarmes.

Il se peut que j'aie gardé quelque part certains fragments de lettres ou de manuscrits de Fédosséïev, mais je ne peux pas dire au juste s'ils se sont conservés ni s'il est possible de les retrouver.

En tout cas, pour les régions de la Volga et pour certains points de la Russie centrale, le rôle joué à l'époque par Fédosséïev fut remarquable, et les gens qui alors se tournaient vers le marxisme, ont certainement subi dans une très forte mesure l'influence de ce révolutionnaire extraordinairement doué et extraordinairement dévoué à la cause.

6.XII.1922

Publié en 1923 dans l'ouvrage : « Nikolaï Evgrafovitch Fédosséïev. Un des pionniers du marxisme révolutionnaire en Russie (Recueil de souvenirs) ». Moscou-Pétrograd. Signé : Lénine

Conforme au texte du recueil

AU CONGRES DES SOVIETS D'UKRAINE[142]

10. XII. 1922

Je salue l'ouverture du Congrès des Soviets d'Ukraine.

Une des questions les plus importantes que le Congrès aura à examiner est celle de l'unification des républiques. De la juste solution de ce problème dépend l'organisation future de notre appareil d'Etat, dont les défauts scandaleux ont été mis en relief d'une façon si frappante par le dernier recensement des employés soviétiques, effectué à Moscou, Pétrograd et Kharkov.

La seconde question sur laquelle le Congrès doit particulièrement porter son attention est celle de notre industrie lourde. Le relèvement du bassin du Donetz, de l'extraction du pétrole et de la métallurgie en vue d'atteindre leur rendement d'avant-guerre forme la tâche essentielle de toute notre économie, et tous nos efforts doivent tendre à l'accomplir.

J'exprime la ferme assurance que le Congrès trouvera le moyen adéquat de résoudre ces problèmes, et je lui souhaite de tout cœur un succès complet dans ses travaux.

Lénine

« Kommounist » (Kharkov) n° 285, 12 décembre 1922

Conforme au texte du journal « Kommounist », collationné sur la copie dactylographiée

LE MONOPOLE DU COMMERCE EXTERIEUR[143]

AU CAMARADE STALINE POUR LA REUNION PLENIERE DU C.C.

Je considère que le plus important est d'examiner la lettre du camarade Boukharine. Au point 1, il dit : « Ni chez Lénine ni chez Krassine il n'y a un seul mot sur les pertes incalculables subies par l'économie du pays en raison de l'incapacité du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur, incapacité qui découle de sa structure de « principe » ; il n'y a pas un mot sur les pertes dues à ce que nous ne sommes pas nous-mêmes en état (et ne le serons pas de sitôt, pour des raisons parfaitement compréhensibles) de mobiliser le fonds de marchandises de la paysannerie et de le lancer dans le circuit commercial international ».

Cette affirmation est absolument inexacte, car Krassine parle clairement au paragraphe II de la formation des sociétés mixtes qui sont un moyen,primo, de mobiliser ce fonds, et, secundo, d'obtenir par cette mobilisation une moitié au moins des bénéfices pour notre trésor d'Etat. Ainsi, celui qui élude le nœud de la question, c'est bien Boukharine, qui ne veut pas voir que la « mobilisation du fonds de marchandises de la paysannerie » est rentable entièrement et exclusivement pour les nepmans. Le problème est celui-ci : notre Commissariat du Peuple au Commerce extérieur fonctionnera-t-il au profit des nepmans ou bien de l'Etat prolétarien ? C'est une question fondamentale, pour laquelle on peut et on doit se battre sans faute au Congrès du parti.

En comparaison de cette première question, essentielle et de principe, celle de l'incapacité du Commissariat au

Commerce extérieur est tout à fait secondaire, car celle-ci n'est ni plus ni moins grande que celle de tous nos commissariats, due à leur structure sociale dans son ensemble et exigeant de nous de longues années de travail opiniâtre pour impulser l'instruction et élever le niveau en général.

La seconde thèse de Boukharine proclame que « des points comme, par exemple, le § 5 des thèses de Krassine, peuvent également s'appliquer entièrement aux concessions en général ». C'est encore une fois une contrevérité flagrante, car la 5e thèse de Krassine affirme : « On introduira artificiellement à la campagne l'exploiteur le plus féroce, l'accapareur, le spéculateur, l'agent du capital étranger, qui agira à coups de dollars, de livres et de couronnes suédoises. » Il ne résulte rien de semblable des concessions, dont nous prévoyons non seulement le territoire, mais aussi une autorisation particulière pour le commerce d'articles particuliers ; en outre, et c'est l'essentiel, nous tenons entre nos mains le commerce de tels ou tels articles donnés en concession ; sans objecter un seul mot aux arguments de Krassine, à savoir que nous ne parviendrons pas à maintenir le commerce libre dans le cadre envisagé par la décision de la réunion plénière du 6.X et qu'on nous arrachera le commerce par une poussée des contrebandiers, et aussi de toute la paysannerie, sans répondre un seul mot à cet argument économique et de classe essentiel, Boukharine formule contre Krassine des accusations dont l'inconsistance étonne.

Au troisième point de sa lettre, Boukharine écrit : « § 3 de Krassine ». (Il dit par erreur 3 au lieu de 4.) « Notre frontière se maintient », et interroge : « Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie en réalité que rien ne se fait. Exactement comme un magasin avec une belle enseigne dans lequel il n'y a rien (système du Glavzapor) ». Krassine dit de la façon la plus nette que notre frontière se maintient moins par la protection douanière ou frontalière que par l'existence du monopole du commerce extérieur. Contre ce fait clair, net et incontestable, Boukharine n'objecte et ne peut objecter le moindre mot. L'expression « système du Glavzapor » appartient à ce type d'expressions auxquelles Marx répondait en son temps par l'expression « Freetra-

dervulgaris », car il n'y a rien d'autre ici qu'une phraséologie tout à fait « freetraderiste-vulgaire * ».

Ensuite, au point quatre, Boukharine accuse Krassine de ne pas voir que nous devons aller vers un perfectionnement de notre politique douanière, et en même temps il m'accuse de me tromper lorsque je parle des contrôleurs dans le pays tout entier, alors qu'il s'agit en réalité, et uniquement, des points d'entrée et de sortie des marchandises. Encore une fois, ici, l'objection de Boukharine est d'une légèreté surprenante et frappe à côté de la cible, car le perfectionnement de notre politique douanière est non seulement aperçu et reconnu pleinement par Krassine, mais encore signalé par lui avec une précision qui ne laisse place à aucun doute. Ce perfectionnement réside précisément dans le fait que nous avons adopté, premièrement, le système du monopole du commerce extérieur et, deuxièmement, le système de la formation des sociétés mixtes.

Boukharine ne discerne pas (c'est son erreur la plus étonnante, et une erreur purement théorique) qu'aucune politique douanière ne peut être effective à l'époque de l'impérialisme et du contraste monstrueux entre les pays pauvres et les pays incroyablement riches. Boukharine se réfère plusieurs fois à la protection douanière, sans voir que, dans ces conditions, n'importe quel pays industriel riche peut briser entièrement cette protection. Il lui suffit de mettre en vigueur une prime à l'exportation pour l'entrée en Russie des marchandises qui, chez nous, sont imposées d'une prime douanière. N'importe quel pays industriel est assez riche pour cela, et grâce à cette mesure il peut abattre à coup sûr notre industrie nationale.

C'est pourquoi tous les raisonnements de Boukharine sur la politique douanière n'impliquent rien d'autre, en pratique, qu'une tentative de laisser l'industrie russe sans la moindre défense et le passage, recouvert du voile le plus léger, au système du commerce libre. Nous devons lutter contre cela de toutes nos forces, jusques et y compris au Congrès du Parti, car il ne peut être question d'aucune politique douanière sérieuse actuellement, à l'époque de

* « Freetraderisme » : système du libre-échange. (*N.R.*)

l'impérialisme, en dehors du système du monopole du commerce extérieur.

L'accusation portée par Boukharine contre Krassine (au point 5), à savoir que ce dernier ne comprendrait pas toute l'importance du renforcement du commerce, est réfutée de bout en bout par ce que Krassine dit des sociétés mixtes, car celles-ci ne poursuivent aucun autre but que, justement, le renforcement du commerce, tout en conservant à notre industrie russe une protection réelle, et non pas fictive comme la protection douanière.

Lorsque plus loin, au point six, Boukharine m'objecte qu'il lui importe peu que le paysan conclue le marché le plus avantageux, et que la lutte se déroulera non pas entre le paysan et le pouvoir des Soviets, mais entre ce dernier et l'exportateur, c'est une fois de plus radicalement faux, car, étant donné les différences de prix que j'ai signalées à titre d'exemple (le lin coûte 4 r. 50 en Russie et 14 r. en Angleterre), l'exportateur mobilisera autour de lui toute la paysannerie de la façon la plus rapide, la plus sûre et la plus indiscutable. De fait, Boukharine prend la défense du spéculateur, du petit bourgeois et des couches supérieures de la paysannerie contre le prolétariat industriel, lequel est absolument hors d'état de relever son industrie et de faire de la Russie un pays industriel s'il ne la protège pas, et cela nullement par la politique douanière, mais uniquement et exclusivement par le monopole du commerce extérieur. Tout autre protectionnisme, dans les conditions de la Russie actuelle, est parfaitement fictif ; c'est un protectionnisme sur le papier, qui ne donne rien au prolétariat. C'est pourquoi, du point de vue du prolétariat et de son industrie, cette lutte revêt une importance majeure, une importance de principe. Le système des sociétés mixtes est le seul qui soit réellement capable d'améliorer le défectueux appareil du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur, car dans ce système le marchand étranger et le marchand russe travaillent côte à côte. Si nous ne savons pas, même dans ces conditions, apprendre un peu, apprendre vraiment, apprendre à fond, alors notre peuple est désespérément un peuple d'imbéciles.

Mais si nous nous mettons à parler de « protection douanière », cela voudra dire que nous fermons les yeux de-

vant les dangers que Krassine montre très clairement et que Boukharine ne dément nulle part.

J'ajouterai encore que l'ouverture partielle des frontières comporte les dangers les plus graves pour les devises, car elle nous placerait pratiquement dans la situation de l'Allemagne ; elle comporte les dangers les plus graves quant à la pénétration en Russie, sans la moindre possibilité de contrôle pour nous, de la petite bourgeoisie et des agents de toute sorte des émigrés russes.

Profiter des sociétés mixtes pour étudier sérieusement et longuement, tel est le seul moyen de relever notre industrie.

Lénine

13.XII.1922

Publié pour la première fois intégralement en 1930 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 2-3 (97-98)

Dicté par téléphone. Conforme à la copie dactylographiée

LETTRE A J. STALINE POUR LES MEMBRES DU C.C. AU SUJET DE L'INTERVENTION AU Xe CONGRES DES SOVIETS DE RUSSIE[144]

Mes affaires sont maintenant réglées et je peux partir tranquillement. Il reste une seule chose qui me préoccupe au plus haut point : l'impossibilité d'intervenir au Congrès des Soviets. Mardi, j'aurai la visite des médecins, et nous verrons s'il y a au moins une faible chance pour cette intervention. J'estimerais très incommode pour moi, pour ne pas dire plus, de devoir y renoncer. J'ai déjà rédigé il y a quelques jours un résumé du discours. C'est pourquoi je propose, sans interrompre les préparatifs pour l'intervention de quelqu'un d'autre que moi, de conserver jusqu'à mercredi l'éventualité que j'intervienne moi-même, en prononçant peut-être un discours beaucoup plus court que celui que je fais d'habitude, par exemple de trois quarts d'heure. Un tel discours ne gênera aucunement celui de mon remplaçant (quel que soit celui que vous ayez désigné à cet effet), mais je pense qu'il sera utile à la fois politiquement et sur le plan personnel, car il supprimera un motif de forte émotion. Je vous prie d'y songer et, si l'ouverture du Congrès est encore retardée, de m'informer en temps utile par mon secrétaire.

Lénine

15.XII.1922

Publié pour la première fois en 1930

Dicté par téléphone. Conforme à la copie dactylographiée

FEUILLETS DE BLOC-NOTES

L'ouvrage paru ces jours-ci sur l'instruction en Russie d'après les données du recensement de 1920 (*L'instruction en Russie*, Moscou, 1922, Office central de la statistique, section de l'Instruction publique), constitue un événement d'importance.

Nous reproduisons ci-dessous un tableau emprunté à cet ouvrage et qui montre l'état de l'instruction en Russie pour les années 1897 et 1920 :

	Nombre d'hommes sachant lire et écrire (sur 1 000)		Nombre de femmes sachant lire et écrire (sur 1 000)		Nombre de personnes sachant lire et écrire (sur 1 000)	
	1897	1920	1897	1920	1897	1920
1. Russie d'Europe	326	422	136	255	229	330
2. Caucase du Nord	241	357	56	215	150	281
3. Sibérie (occidentale)	170	307	46	134	108	218
En moyenne . .	318	409	131	244	223	319

Pendant que nous dissertions sur la culture prolétarienne et sur son rapport avec la culture bourgeoise, les faits nous fournissaient des chiffres témoignant que même en ce qui concerne la culture bourgeoise les choses vont très

mal chez nous. La vérité, comme il fallait s'y attendre, c'est que nous sommes encore très loin de l'instruction primaire générale, et que même notre progression par rapport à l'époque tsariste (1897) est trop lente. C'est là un sévère avertissement et un reproche à l'adresse de ceux qui planaient et continuent de planer dans l'empyrée de la « culture prolétarienne ». Ces chiffres montrent combien il nous reste de gros ouvrages pressants à faire pour atteindre le niveau d'un pays civilisé quelconque de l'Europe occidentale. Ils montrent ensuite quelle besogne énorme nous aurons à accomplir pour pouvoir, à la faveur de nos conquêtes prolétariennes, atteindre effectivement un niveau de culture tant soit peu élevé.

Il ne faut pas nous borner à cette vérité incontestable, mais par trop théorique. Il faut que, lors de la prochaine revision de notre budget trimestriel, nous nous attelions à la besogne aussi sur le plan pratique. Bien entendu, ce qu'il faut réduire, au premier chef, ce ne sont pas les dépenses du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, mais celles des autres départements, afin d'affecter les sommes ainsi rendues disponibles à l'Instruction publique. On ne doit pas lésiner sur la ration de pain aux instituteurs, dans une année comme celle-ci, où nous sommes relativement pourvus de blé.

Le travail qui se fait actuellement en matière d'instruction publique ne saurait être, d'une façon générale, taxé d'étroitesse. On fait bien des choses pour stimuler le vieux corps enseignant, l'appeler à des tâches nouvelles, l'intéresser à la façon nouvelle de poser les problèmes de pédagogie, l'intéresser à des problèmes comme celui de la religion.

Mais nous négligeons l'essentiel. Nous ne nous préoccupons pas, ou très insuffisamment, d'élever l'instituteur à la hauteur nécessaire, sans laquelle il ne saurait être question d'aucune culture : ni prolétarienne ni même bourgeoise. Il s'agit de cette inculture semi-asiatique dont nous ne sommes pas sortis jusqu'à ce jour, et dont nous ne pouvons sortir sans efforts sérieux ; encore que nous ayons la possibilité de nous tirer de là, puisque nulle part au monde les masses populaires ne sont aussi intéressées que chez nous à la culture véritable, nulle part ailleurs ces problèmes ne se posent d'une manière aussi profonde et méthodique que chez

nous; dans aucun pays du monde, le pouvoir n'est détenu par la classe ouvrière qui, dans sa masse, se rend parfaitement compte des insuffisances, je ne dirai pas de sa culture, mais de son instruction élémentaire ; nulle part ailleurs la classe ouvrière n'est prête à consentir et ne consent des sacrifices aussi grands pour améliorer sa situation dans ce domaine.

Nous faisons encore trop peu, infiniment peu, pour remanier notre budget d'Etat de façon à satisfaire au premier chef les besoins de l'instruction primaire. Même dans le ressort du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique on trouve bien souvent un personnel excessivement nombreux dans un établissement tel que les Editions d'Etat : on oublie totalement que l'Etat doit en premier lieu se soucier non des services d'édition mais du lecteur, d'accroître le nombre de personnes sachant lire, afin que dans la Russie future les éditions prennent une ampleur politique plus vaste. Selon notre vieille (et mauvaise) habitude, nous consacrons à des questions techniques comme celle de la librairie, bien plus de temps et d'efforts qu'à la question de l'instruction publique sur le plan général de la politique.

Si l'on considère la Direction centrale de l'enseignement professionnel, je suis sûr que là aussi on peut trouver bien des choses superflues, grossies par un intérêt administratif étroit, et qui ne s'inspirent pas des nécessités d'une instruction publique largement conçue. Tout ce qui s'y fait est loin d'être dicté, tant s'en faut, par le désir légitime de relever avant tout l'instruction de notre jeunesse des usines, et de lui donner une orientation pratique. Si l'on examine attentivement les états du personnel de cette Direction, on y trouvera, sous ce rapport, bien des éléments excessifs et fictifs que l'on devrait supprimer. Sous un régime prolétarien et paysan, on peut et l'on doit, pour développer l'instruction populaire, se montrer infiniment économe en sacrifiant diverses institutions — passe-temps de type mi-aristocratique — ou bien celles dont nous pouvons et dont nous pourrons et devrons longtemps encore nous passer, en l'état de l'instruction tel qu'il a été révélé par les statistiques.

Nous devons élever l'instituteur de chez nous à une dignité qu'il n'a jamais eue, n'a pas et ne peut avoir dans

la société bourgeoise. C'est là une vérité qui n'a pas besoin d'être démontrée. Nous devons nous acheminer vers cet état de choses en travaillant de façon systématique, persévérante et continue à élever le niveau spirituel de l'instituteur, à le préparer dans tous les domaines à sa haute mission ; mais le principal, encore et toujours, c'est d'améliorer sa situation matérielle.

Il faut renforcer méthodiquement le travail d'organisation parmi les instituteurs, pour en faire, de soutien du régime bourgeois qu'ils sont jusqu'à présent dans tous les pays capitalistes sans exception, le soutien du régime des Soviets, pour pouvoir, par leur intermédiaire, détourner la paysannerie de l'alliance avec la bourgeoisie et l'amener à une alliance avec le prolétariat.

A noter brièvement qu'il importe, en particulier, que les ouvriers se rendent régulièrement dans les campagnes, ce que, du reste, on pratique déjà et ce qui doit être développé suivant un plan. Il vaut la peine d'allouer à ces fins les fonds que, bien souvent, nous gaspillons sans utilité pour un appareil administratif appartenant presque entièrement à une époque historique révolue.

Je m'étais documenté pour le discours que je n'ai pu prononcer au congrès des Soviets, en décembre 1922, et qui devait traiter du parrainage de la population des campagnes par les ouvriers des villes. Certains documents m'avaient été fournis par le cam. Khodorovski. Et je soumets aujourd'hui cette question à l'attention des camarades, puisque je n'ai pu la mettre au point moi-même et la faire connaître par l'intermédiaire du congrès des Soviets.

Il s'agit là d'un problème politique essentiel, dont l'importance est décisive pour toute notre révolution : l'attitude de la ville envers la campagne. Alors que l'Etat bourgeois s'emploie systématiquement à abrutir les ouvriers de la ville, en adaptant à ce but toute la littérature éditée aux frais de l'Etat, aux frais des partis tsaristes et bourgeois, nous pouvons et devons employer notre pouvoir à faire réellement de l'ouvrier urbain le propagateur des idées communistes au sein du prolétariat rural.

J'ai dit « communistes », mais je m'empresse de faire des réserves, craignant de provoquer un malentendu ou d'être compris trop à la lettre. Cela ne doit être aucunement

pris en ce sens que nous devrions tout de suite porter dans les campagnes des idées communistes, pures et simples. Tant que nous n'avons pas de base matérielle pour le communisme au village, ce serait, pourrait-on dire, faire œuvre nuisible, œuvre néfaste pour le communisme.

Non. Il faut commencer par établir un contact entre la ville et la campagne, sans s'assigner délibérément pour objectif d'implanter le communisme au village. Ce but ne saurait être atteint aujourd'hui. Il est prématuré. S'assigner ce but ne serait pas utile mais préjudiciable à notre cause.

Mais établir des contacts entre les ouvriers de la ville et les travailleurs des campagnes, une forme de camaraderie qui peut être facilement créée, c'est là notre devoir, une des tâches fondamentales de la classe ouvrière au pouvoir. A cet effet, il est indispensable de fonder une série d'associations (du Parti, syndicales, privées) composées d'ouvriers d'usines, et dont l'objectif serait d'aider régulièrement au développement culturel des campagnes.

Saurons-nous « rattacher » toutes les cellules urbaines à toutes les cellules rurales, de façon que chaque cellule ouvrière « attachée » à une cellule rurale guette constamment toutes les occasions de satisfaire tel ou tel besoin culturel de sa co-cellule ? Ou bien saurons-nous trouver d'autres formes de liaison ? Je me borne ici à poser la question, afin d'attirer l'attention des camarades, afin de signaler l'expérience de la Sibérie occidentale (c'est le camarade Khodorovski qui me l'a signalée) et de poser dans toute son ampleur cet immense problème culturel d'une portée historique mondiale.

Nous ne faisons presque rien pour les campagnes en dehors de notre budget officiel ou en dehors de nos relations officielles. Certes, les relations culturelles entre la ville et les campagnes revêtent d'elles-mêmes et revêtent inévitablement un caractère tout autre. En régime capitaliste, l'action que la ville exerçait sur les campagnes les corrompait sur les plans politique, économique, moral, physique, etc. Chez nous, la ville commence d'elle-même à exercer sur les campagnes une action absolument contraire. Mais cela se fait tout seul, spontanément ; cette action peut

être renforcée (et puis centuplée), si l'on rend ce travail conscient, méthodique, régulier.

Nous ne commencerons à avancer (et alors nous avancerons à coup sûr cent fois plus vite) que le jour où nous aurons étudié cette question, où nous aurons fondé des associations ouvrières de toute sorte, — en les préservant par tous les moyens de la bureaucratisation, — pour poser ce problème, le discuter et le résoudre pratiquement.

2 janvier 1923.

« Pravda » n° 2,
4 janvier 1923.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte
de la « Pravda », collationné
sur le sténogramme

DE LA COOPERATION

I

Il me semble que nous ne prêtons pas une attention suffisante à la coopération. Je ne pense pas que tous comprennent que, depuis la Révolution d'Octobre et indépendamment de la NEP (au contraire, sous ce rapport il faut dire : précisément grâce à la NEP), la coopération acquiert chez nous une importance tout à fait exceptionnelle. Les rêves des vieux coopérateurs renferment beaucoup de chimères. Ils sont souvent ridicules parce que fantastiques. Mais en quoi le sont-ils ? En ce qu'on ne comprend pas la signification fondamentale, essentielle, de la lutte politique de la classe ouvrière pour le renversement de la domination des exploiteurs. Aujourd'hui, ce renversement s'est fait chez nous, et bien des rêves fantastiques, voire romantiques, voire vulgaires, des anciens coopérateurs deviennent une réalité dépourvue de tout artifice.

En effet, chez nous, le pouvoir d'Etat étant exercé par la classe ouvrière, et l'Etat détenant tous les moyens de production, il ne nous reste effectivement qu'à grouper la population dans des coopératives. Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise de lui-même, ce socialisme qui provoquait auparavant des railleries légitimes, des sourires, le dédain des gens convaincus avec juste raison de la nécessité de la lutte de classes, de la lutte pour le pouvoir politique, etc. Eh bien, tous les camarades ne se rendent pas compte de l'importance énorme,

illimitée, que la coopération acquiert pour nous aujourd'hui en Russie. Par la NEP nous avons fait une concession au paysan considéré comme marchand, au principe du commerce privé ; de là précisément (à l'encontre de ce que certains s'imaginent), la portée immense de la coopération. En somme, tout ce qu'il nous faut, sous le régime de la NEP, c'est grouper dans des coopératives des couches suffisamment larges et profondes de la population russe ; car nous avons trouvé aujourd'hui le moyen de combiner l'intérêt privé, l'intérêt commercial privé, d'une part, et son contrôle par l'Etat, d'autre part, le moyen de subordonner l'intérêt privé à l'intérêt général, ce qui autrefois était la pierre d'achoppement pour un grand nombre de socialistes. En effet, le pouvoir d'Etat sur les principaux moyens de production, le pouvoir d'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de ce prolétariat avec les millions de petits et tout petits paysans, la direction de la paysannerie assurée à ce prolétariat, etc., — n'est-ce pas tout ce qu'il faut pour construire à partir de la coopération, de la coopération à elle seule, que nous traitions auparavant de mercantile, et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon, n'est-ce pas tout ce qui est nécessaire pour édifier une société socialiste intégrale ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant à cet effet.

Or, c'est ce que sous-estiment beaucoup de nos militants praticiens. On regarde la coopération avec dédain, on ne comprend pas l'importance exceptionnelle qu'elle a d'abord dans son principe (les moyens de production appartiennent à l'Etat), ensuite du point de vue de la transition à un nouvel état de choses par la voie *la plus simple, la plus facile, la plus accessible au paysan.*

Or, c'est là, encore une fois, l'essentiel. Imaginer toutes sortes de projets d'associations ouvrières pour construire le socialisme, est une chose ; autre chose est d'apprendre à construire ce socialisme pratiquement, de façon que *tout* petit paysan puisse participer à cette œuvre. C'est à ce stade que nous sommes parvenus aujourd'hui. Ceci étant, il est certain que nous en profitons très insuffisamment.

En adoptant la NEP nous avons forcé la note, non pas en ce sens que nous avons réservé trop de place au principe de l'industrie et du commerce libres, mais en ce sens que nous avons oublié la coopération, que nous la sous-estimons aujourd'hui, que nous avons déjà commencé à oublier la portée gigantesque de la coopération, des deux points de vue indiqués plus haut.

J'ai l'intention à présent de m'entretenir avec le lecteur de ce que l'on peut et de ce que l'on doit pratiquement accomplir tout de suite, en partant de ce principe « coopératif ». Par quels moyens peut-on et doit-on, dès maintenant, développer ce principe « coopératif », de façon que chacun se rende nettement compte de sa portée socialiste ?

Du point de vue politique, il faut faire en sorte que non seulement les coopératives bénéficient, en général et toujours, de certains avantages, mais que ceux-ci soient d'ordre purement matériel (taux d'intérêt bancaire, etc.). Il faut que l'Etat avance aux coopératives des fonds dépassant au moins légèrement les crédits que nous avançons aux entreprises privées, en les portant même au niveau des crédits consentis à l'industrie lourde, etc.

Un régime social ne surgit qu'avec l'appui financier d'une classe déterminée. Inutile de rappeler les centaines et les centaines de millions de roubles que coûta la naissance du capitalisme « libre ». Aujourd'hui, nous devons comprendre et mettre en pratique cette vérité qu'au moment actuel le régime social que nous devons soutenir pardessus tout, c'est le régime coopératif. Mais il faut le soutenir dans le vrai sens du mot ; c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de n'importe quels échanges coopératifs ; on doit entendre par là l'appui en faveur des échanges coopératifs auxquels *participent réellement les masses véritables de la population.* Accorder une prime au paysan qui prend part aux échanges coopératifs, c'est là un procédé absolument juste ; mais vérifier cette participation, voir à quel point elle est consciente et de bon aloi, voilà le nœud de la question. Lorsqu'un coopérateur arrive dans un village pour y ouvrir une boutique coopérative, la population, à parler strictement, ne prend aucune part à cette fondation. Mais guidée par son intérêt propre, elle cherchera à s'y associer au plus vite.

Cette question offre encore un autre aspect. Du point de vue de l'Européen « civilisé » (instruit avant tout), il nous reste à faire bien peu pour que la population tout entière participe activement, et non passivement, aux opérations des coopératives. A proprement parler, il nous reste « *seulement* » à rendre notre population « civilisée » au point qu'elle comprenne tous les avantages qu'offre un ralliement généralisé aux coopératives, et qu'elle l'organise. « *Seulement* » cela. Là est toute la sagesse qu'il nous faut à présent pour passer au socialisme. Mais ce « seulement » nécessite toute une révolution, toute une époque de développement culturel de la masse populaire. Voilà pourquoi nous devons avoir pour règle de raffiner et de ratiociner le moins possible. Sous ce rapport, la NEP marque un progrès en ce sens qu'elle s'adapte au niveau du paysan le plus ordinaire, qu'elle ne lui demande rien au-delà. Mais pour obtenir, au moyen de la NEP, que l'ensemble de la population prenne part aux coopératives, il faut toute une époque historique. En mettant les choses au mieux, nous pouvons la franchir en dix ou vingt ans. Ce n'en sera pas moins une période historique particulière, et sans passer par là, sans généraliser l'instruction, sans une intelligence suffisante des affaires, sans apprendre dans une mesure suffisante à la population à se servir des livres, sans une base matérielle pour cela, sans certaines garanties, disons, contre la mauvaise récolte, la famine, etc., — sans tout cela nous n'atteindrons pas notre but. Le tout maintenant est de savoir allier cet élan révolutionnaire, cet enthousiasme révolutionnaire, — dont nous avons déjà fait preuve dans une mesure suffisante, et qui a été couronné d'un succès total, — de savoir l'allier (dirais-je) à l'habileté d'un marchand intelligent et instruit, ce qui est tout à fait suffisant pour faire un bon coopérateur. J'entends par là un marchand civilisé. Voilà ce que devraient bien se mettre dans la tête les Russes ou simplement les paysans qui pensent : du moment qu'il fait du commerce, c'est qu'il sait le faire. C'est absolument faux. Il fait du commerce, mais de là au savoir-faire d'un marchand civilisé, il y a très loin. Il fait du commerce à la manière asiatique ; tandis que pour être un vrai marchand, il faut faire du commerce à l'européenne. Or, il en est éloigné de toute une époque.

Je termine : il faut accorder à la coopération une série de privilèges d'ordre économique, financier et bancaire ; c'est en cela que doit consister l'appui accordé par notre Etat socialiste au nouveau principe d'organisation de la population. Mais ce ne sont là que les lignes générales du problème ; car il reste encore à préciser et à décrire en détail le côté pratique, c'est-à-dire qu'il faudra encore déterminer les modalités des « primes » (ainsi que les conditions dans lesquelles elles seront attribuées) offertes à la coopération, et qui nous permettraient d'aider efficacement les coopératives, de former des coopérateurs civilisés. Or, le régime des coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste.

Le 4 janvier 1923.

II

Chaque fois que j'ai traité de la nouvelle politique économique, j'ai cité mon article de 1918 sur le capitalisme d'Etat [145]. Cela a suscité plus d'une fois des doutes dans l'esprit de certains jeunes camarades. Mais leurs doutes visaient surtout des questions abstraites d'ordre politique.

Ils pensaient qu'on ne devait pas appeler capitalisme d'Etat un régime où les moyens de production appartiennent à la classe ouvrière, et où celle-ci détient le pouvoir de l'Etat. Mais ils n'ont pas remarqué que je me servais de ce terme, *premièrement* pour indiquer la liaison historique entre notre position actuelle et ma position dans la polémique contre les communistes dits de gauche ; déjà à ce moment, j'ai montré que le capitalisme d'Etat serait supérieur au régime économique existant actuellement chez nous ; l'important pour moi était d'établir la filiation entre le capitalisme d'Etat ordinaire et le capitalisme d'Etat non ordinaire, et même extraordinaire, dont je parlais en exposant au lecteur la nouvelle politique économique. *Deuxièmement*, ce qui m'a toujours préoccupé, c'était le but pratique. Or, le but pratique de notre nouvelle politique économique était d'accorder des concessions : celles-ci, dans nos conditions, allaient être évidemment une forme pure de capitalisme d'Etat. Voilà comment il faut entendre mes considérations sur ce sujet.

Mais il est encore un aspect du problème où nous pouvons avoir besoin de recourir au capitalisme d'Etat ou, du moins, à une confrontation avec lui. Je veux parler de la coopération.

Il est certain que dans un Etat capitaliste les coopératives sont des institutions capitalistes collectives. Il est également certain que dans notre situation économique actuelle, alors que nous joignons les entreprises capitalistes privées (uniquement sur la terre appartenant à la société, et sous le contrôle du pouvoir d'Etat appartenant à la classe ouvrière) aux entreprises de type socialiste proprement dit (les moyens de production appartiennent à l'Etat ; de même la terre où se trouve l'entreprise et toute l'entreprise dans son ensemble), — la question se pose d'un troisième type d'entreprises qui, au point de vue du principe, ne formaient pas auparavant une catégorie à part, à savoir : les coopératives. Sous le capitalisme privé, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes comme les entreprises collectives se distinguent de celles qui sont privées. Sous le capitalisme d'Etat, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes d'Etat, d'abord comme entreprises privées, ensuite comme entreprises collectives. Dans notre régime actuel, les coopératives se distinguent des entreprises capitalistes privées, comme entreprises collectives, mais elles ne se distinguent pas des entreprises socialistes, si la terre où elles sont établies et les moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est-à-dire à la classe ouvrière.

Voilà un point dont on ne tient pas suffisamment compte chez nous lorsqu'on traite des coopératives. On oublie que grâce au caractère particulier de notre régime politique, les coopératives acquièrent chez nous une importance tout à fait exceptionnelle. Si l'on fait abstraction des concessions qui, soit dit à propos, n'ont pas pris chez nous un développement tant soit peu considérable, très souvent, dans nos conditions, la coopération coïncide entièrement avec le socialisme.

Je m'explique. En quoi les plans des anciens coopérateurs, à commencer par Robert Owen, sont-ils chimériques ? C'est qu'on rêvait de transformer pacifiquement la société moderne par le socialisme, sans tenir compte de ces questions essentielles que sont la lutte de classes, la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, le renversement de la domination de la classe des exploiteurs. Voilà pourquoi nous avons raison de dire que ce socialisme « coo-

pératif » est une chose purement fantastique, romantique et même vulgaire, puisqu'on rêve de transformer les ennemis de classe en collaborateurs de classe, et la lutte de classes en une paix de classes (paix sociale, comme on dit), par le simple groupement de la population dans les coopératives.

Il est certain que du point de vue de la tâche majeure de notre époque, nous avions raison, car sans une lutte de classes pour le pouvoir politique dans l'Etat, il est impossible de réaliser le socialisme.

Mais voyez comme les choses ont changé maintenant que le pouvoir d'Etat appartient à la classe ouvrière, que le pouvoir politique des exploiteurs est renversé, et que tous les moyens de production (excepté ceux que l'Etat ouvrier accorde volontairement aux exploiteurs, à titre de concessions, pour un temps et à certaines conditions) se trouvent entre les mains de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, nous sommes en droit de dire que le simple développement de la coopération s'identifie pour nous (compte tenu de la « petite » exception signalée plus haut) avec celui du socialisme. Force nous est de reconnaître en même temps que tout notre point de vue sur le socialisme a radicalement changé. Ce changement radical consiste en ceci : autrefois nous faisions porter le centre de gravité, et nous devions le faire, sur la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc. Aujourd'hui, le centre de gravité se déplace : il porte sur le travail pacifique d'organisation « culturelle ». Je dirais bien que pour nous, le centre de gravité se déplace vers l'action éducative, n'étaient les relations internationales, le devoir que nous avons de défendre notre position à l'échelle internationale. Mais si l'on fait abstraction de ce point pour se borner à nos rapports économiques intérieurs, il est bien vrai qu'à présent le centre de gravité de notre travail porte sur l'action éducative.

Deux tâches essentielles s'offrent à nous, qui font époque. C'est d'abord de refondre notre appareil administratif qui ne vaut absolument rien et que nous avons hérité entièrement du passé ; en cinq années de lutte, nous n'avons pas eu le temps de le modifier sérieusement, et nous ne pouvions le faire. Notre seconde tâche est d'engager une action

culturelle pour la paysannerie. Or, ce travail parmi les paysans a pour objectif économique la coopération. Si nous pouvions les grouper tous dans des coopératives, nous nous tiendrions des deux pieds sur le terrain socialiste. Mais cette condition implique un tel degré de culture de la paysannerie (je dis bien de la paysannerie, puisqu'elle forme une masse immense), que cette organisation généralisée dans les coopératives est impossible sans une véritable révolution culturelle.

Nos adversaires nous ont dit maintes fois que nous entreprenions une œuvre insensée, en voulant implanter le socialisme dans un pays insuffisamment cultivé. Mais ils se sont trompés : nous n'avons pas commencé par où il aurait fallu le faire selon la théorie (des pédants de toute sorte) ; la révolution politique et sociale chez nous a précédé la révolution culturelle qui maintenant s'impose à nous.

Aujourd'hui, il suffit que nous accomplissions cette révolution culturelle pour devenir un pays pleinement socialiste. Mais elle présente pour nous des difficultés incroyables, d'ordre purement culturel (nous sommes illettrés), aussi bien que d'ordre matériel (car pour pouvoir devenir des hommes cultivés, il faut que les moyens matériels de la production aient acquis un certain développement, il faut posséder une certaine base matérielle).

Le 6 janvier 1923.

Publié pour la première fois les 26 et 27 mai 1923 dans la « Pravda » nos 115 et 116. Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal collationné sur le sténogramme

SUR NOTRE REVOLUTION

A PROPOS DES MEMOIRES DE N. SOUKHANOV

I

J'ai feuilleté ces jours-ci les mémoires de Soukhanov sur la révolution. Ce qui saute surtout aux yeux, c'est le pédantisme de tous nos démocrates petits-bourgeois ainsi que de tous les paladins de la IIe Internationale. Sans compter qu'ils sont incroyablement poltrons, que même les meilleurs d'entre eux se payent de faux-fuyants dès qu'il s'agit du moindre écart vis-à-vis du modèle allemand, sans parler même de ce trait de caractère propre à tous les démocrates petits-bourgeois, et qu'ils ont suffisamment manifesté tout au long de la révolution, — ce qui saute aux yeux, c'est leur imitation servile du passé.

Tous ils se disent marxistes, mais ils entendent le marxisme de façon pédantesque au possible. Ils n'ont pas du tout compris ce qu'il y a d'essentiel dans le marxisme, à savoir : sa dialectique révolutionnaire. Ils n'ont absolument pas compris même les indications expresses de Marx, disant que dans les moments de révolution il faut un maximum de souplesse [146] ; ils n'ont pas même remarqué, par exemple, les indications de Marx dans sa correspondance se rapportant, il m'en souvient, à 1856, où il formulait l'espoir de voir se réaliser, en Allemagne, l'union de la guerre paysanne, capable de créer une situation révolutionnaire, avec le mouvement ouvrier [147]. Même cette indication expresse, ils l'éludent, ils tournent autour et à côté, comme ferait un chat autour d'une bouillie chaude.

Par toute leur conduite, ils se révèlent des réformistes pusillanimes, qui craignent de s'écarter de la bourgeoisie et, à plus forte raison, de rompre avec elle ; en même temps, ils couvrent leur poltronnerie d'une phraséologie et d'une vantardise effrénées. Même au point de vue purement théorique, ce qui saute aux yeux, c'est leur incapacité totale, à eux tous, de comprendre l'idée suivante du marxisme : ils ont observé que, jusqu'ici, le développement du capitalisme et de la démocratie bourgeoise a suivi une voie déterminée dans l'Europe occidentale. Ils ne peuvent concevoir que cette voie ne puisse être considérée comme modèle que *mutatis mutandis*, à la condition de certains changements (tout à fait insignifiants du point de vue du mouvement général de l'histoire universelle).

Premièrement, la révolution était liée à la première guerre impérialiste mondiale. Dans une telle révolution devaient se manifester des traits nouveaux, ou du moins des traits modifiés en raison justement de cette guerre, parce que jamais encore il n'y avait eu au monde une pareille guerre dans de semblables conditions. Aujourd'hui encore, après cette guerre, la bourgeoisie des pays les plus riches ne peut rétablir des rapports bourgeois « normaux ». Or, nos réformistes, ces petits-bourgeois qui se prétendent des révolutionnaires, estimaient et estiment encore que les rapports bourgeois normaux constituent une limite (que l'on ne saurait dépasser), et ils conçoivent cette « norme » dans un sens extrêmement vulgaire et étroit.

Deuxièmement, ils ignorent absolument que la régularité du développement général dans l'histoire universelle, loin d'exclure, implique au contraire certaines périodes présentant des singularités soit dans la forme, soit dans l'ordre de ce développement. Il ne leur vient pas même à l'esprit, par exemple, que la Russie, située entre des pays civilisés et des pays que cette guerre, pour la première fois, amène définitivement à la civilisation, c'est-à-dire tout l'Orient, les pays extra-européens, — que la Russie pouvait et devait par conséquent offrir certains traits particuliers, inscrits évidemment dans le cadre général de l'évolution mondiale, mais distinguant sa révolution à elle de toutes les révolutions antérieures de l'Europe occiden-

tale, et apportant certaines innovations partielles dès qu'il s'agit des pays orientaux.

Ainsi, ils invoquent un argument d'une banalité extrême qu'ils ont appris par cœur au cours du développement de la social-démocratie occidentale, et qui consiste à dire que nous ne sommes pas mûrs pour le socialisme ; que, selon l'expression de certains d'entre leurs « savants » personnages, nous ne possédons pas les prémisses économiques objectives pour le socialisme. Et il ne vient à l'idée de personne de se demander : un peuple placé dans une situation révolutionnaire, telle qu'elle s'est présentée lors de la première guerre impérialiste, ne pouvait-il pas, face à une situation sans issue, se jeter dans une lutte qui lui ouvrait ne fût-ce que quelques chances de conquérir des conditions pas tout à fait coutumières pour le progrès de la civilisation ?

« La Russie n'a pas atteint le degré de développement des forces productives nécessaire pour instaurer le socialisme. » Cette thèse, tous les paladins de la IIe Internationale, y compris Soukhanov, bien entendu, l'affichent ostensiblement. Cette thèse incontestable, ils la rabâchent sur tous les tons et la croient décisive pour apprécier notre révolution.

Oui, mais si un singulier concours de circonstances a entraîné la Russie tout d'abord dans la guerre impérialiste mondiale où étaient engagés tous les pays occidentaux tant soit peu influents ; s'il a situé son évolution, à la limite des révolutions naissantes et des révolutions déjà partiellement commencées de l'Orient, dans des conditions qui nous permettaient de réaliser précisément cette union de la « guerre paysanne » et du mouvement ouvrier, qu'un « marxiste » tel que Marx considérait en 1856 comme une des perspectives possibles pour la Prusse ?

Et si la situation absolument sans issue, en décuplant les forces des ouvriers et des paysans, nous a offert la possibilité de procéder à la création des prémisses essentielles de la civilisation, autrement que ne l'ont fait tous les autres Etats de l'Europe occidentale ? La ligne générale de l'évolution de l'histoire universelle a-t-elle été modifiée de ce fait ? Les rapports essentiels des principales classes dans chacun des Etats, qui est entraîné ou a été entraîné

dans le mouvement général de l'histoire universelle, ont-ils été modifiés de ce fait ?

Si pour créer le socialisme il faut avoir atteint un niveau de culture déterminé (encore que personne ne puisse dire exactement quel est ce « niveau de culture » déterminé, car il diffère dans chacun des Etats occidentaux), pourquoi ne commencerions-nous pas d'abord par conquérir révolutionnairement les conditions préalables de ce niveau déterminé pour, *ensuite*, forts d'un pouvoir ouvrier et paysan et du régime soviétique, nous mettre en mouvement et rejoindre les autres peuples ?

Le 16 janvier 1923.

II

Pour créer le socialisme, dites-vous, il faut être civilisés. Fort bien. Mais pourquoi ne pouvions-nous pas commencer par créer chez nous ces conditions préalables de la civilisation en chassant les grands propriétaires fonciers, en chassant les capitalistes russes pour, ensuite, commencer notre marche au socialisme ? Dans quels livres avez-vous lu que pareils changements dans l'ordre historique habituel sont inadmissibles ou impossibles ?

Il m'en souvient, Napoléon a dit : « On s'engage et puis... on voit *. » C'est ce que nous avons fait ; d'abord nous avons engagé un combat sérieux en octobre 1917, puis le cours du développement nous a révélé des détails (du point de vue de l'histoire mondiale ce ne sont, sans nul doute, que des détails) tels que la paix de Brest-Litovsk, ou la NEP, etc. Et à l'heure présente, il est hors de doute que, pour l'essentiel, nous avons remporté la victoire.

Nos Soukhanov, et à plus forte raison les social-démocrates placés plus à droite qu'eux, ne s'imaginent même pas que, d'une façon générale, les révolutions ne sauraient se faire autrement. Nos petits bourgeois européens ne s'imaginent même pas que les révolutions ultérieures — dans les pays d'Orient à population infiniment plus dense et aux conditions sociales infiniment plus variées, — présenteront à coup sûr beaucoup plus de traits particuliers que ce ne fut le cas pour la révolution russe.

---

* En français dans le texte. (*N. R.*)

Certes, le manuel rédigé d'après Kautsky a été très utile à son heure. Mais il est temps, en vérité, de renoncer à l'idée que ce manuel aurait prévu toutes les formes de développement de l'histoire mondiale. Ceux qui le pensent, il serait opportun de les qualifier tout bonnement d'imbéciles.

Le 17 janvier 1923.

Publié pour la première fois le 30 mai 1923 dans la « Pravda » n° 117. Signé : L é n i n e

Conforme au texte du journal, complété d'après les indications de Lénine portées sur le sténogramme

COMMENT REORGANISER L'INSPECTION OUVRIERE ET PAYSANNE ?

PROPOSITION FAITE AU XII[e] CONGRES DU PARTI[44]

Certes, l'Inspection ouvrière et paysanne présente pour nous une difficulté extrême qui, jusqu'à ce jour, n'a pas été résolue. Je pense que les camarades qui prétendent la régler en niant l'utilité ou la nécessité de cette institution ont tort. Par ailleurs, j'admets que la question de notre appareil d'Etat et de son perfectionnement est très ardue ; elle est loin d'être tranchée, et c'est aussi une question éminemment pressante.

Notre appareil d'Etat, excepté le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères, constitue dans une très grande mesure une survivance du passé, et qui a subi le minimum de modifications tant soit peu notables. Il n'est que légèrement enjolivé à la surface ; pour le reste, c'est le vrai type de notre ancien appareil d'Etat. Et pour rechercher les moyens de le rénover réellement, il faut faire appel, je crois, à l'expérience de notre guerre civile.

Comment avons-nous agi dans les moments les plus périlleux de la guerre civile ?

Nous avons concentré les meilleures forces de notre Parti dans l'Armée Rouge ; nous avons mobilisé l'élite de nos ouvriers ; en quête de forces nouvelles, nous nous sommes adressés là où plongent les racines les plus profondes de notre dictature.

C'est aussi dans ce sens que nous devons, j'en suis persuadé, rechercher les moyens de refondre l'Inspection ouvrière

et paysanne. Je propose au XII^e Congrès de notre Parti d'adopter le plan de réorganisation que voici, et qui prévoit une extension, d'un genre particulier, de notre Commission centrale de contrôle.

L'assemblée plénière du Comité central de notre Parti tend manifestement à devenir en quelque sorte une conférence suprême du Parti. Elle ne se réunit pas plus d'une fois tous les deux mois, en moyenne ; le Comité central, on le sait, confie le travail courant à notre Bureau politique, à notre Bureau d'organisation, à notre Secrétariat, etc. Je pense qu'il nous faut suivre jusqu'au bout la voie où nous nous sommes engagés, et transformer définitivement les assemblées plénières du Comité central en conférences suprêmes du Parti, tenues une fois tous les deux mois, et auxquelles prendrait part la Commission centrale de contrôle. Quant à cette dernière, elle fusionnerait avec la partie essentielle de l'Inspection ouvrière et paysanne réorganisée, en observant les conditions ci-après.

Je propose au congrès d'élire pour la Commission centrale de contrôle 75 à 100 nouveaux membres choisis parmi les ouvriers et les paysans. Les camarades élus seront soumis, en tant que membres du Parti, à une vérification pareille à celle que subissent tous les membres du Comité central, puisqu'ils jouiront de tous les droits attachés à cette qualité.

D'autre part, l'Inspection ouvrière et paysanne sera ramenée à 300 ou 400 employés, particulièrement vérifiés eu égard à leur bonne foi et à leur connaissance de notre appareil d'Etat ; ils devront aussi subir une épreuve spéciale attestant qu'ils sont au courant des principes de l'organisation scientifique du travail en général, notamment de l'administration, du travail de bureau, etc.

Je pense que cette fusion de l'Inspection ouvrière et paysanne et de la Commission centrale de contrôle sera utile à ces deux institutions. D'une part, l'Inspection acquerra ainsi une haute autorité morale, au moins égale à celle du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères. D'autre part, notre Comité central — avec la Commission centrale de contrôle — deviendra définitivement une conférence suprême du Parti ; à dire vrai, il s'est déjà engagé dans cette voie où il lui faut aller jusqu'au bout, afin de pouvoir judi-

cieusement s'acquitter de sa tâche sous un double rapport : faire en sorte que *son* organisation et *son* travail soient méthodiques, rationnels et systématiques, que la liaison réelle avec les grandes masses soit assurée par le truchement de l'élite de nos ouvriers et de nos paysans.

Je prévois une objection émanant directement ou non des milieux responsables de la caducité de notre appareil, c'est-à-dire de la part de ceux qui tiennent à conserver notre appareil sous la forme prérévolutionnaire outrée et poussée jusqu'à l'inconvenance, tel qu'il existe encore actuellement (au fait, nous avons maintenant l'occasion assez rare dans l'histoire de fixer les délais nécessaires pour opérer des réformes sociales radicales ; et nous voyons fort bien aujourd'hui *ce que* l'on peut faire en cinq ans et ce qui demande des délais bien plus longs).

Cette objection tend à faire croire que la réforme proposée par moi n'amènera que le chaos. Les membres de la Commission centrale de contrôle s'en iraient vaguer à travers les institutions, sans savoir où s'adresser, ni à qui, ni pourquoi, semant partout le désordre, détournant les employés de leur travail courant, etc., etc.

Je pense que les raisons de cette objection malveillante sont si claires qu'il est inutile même d'y répondre. Il va de soi que le Présidium de la Commission centrale de contrôle et le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, ainsi que son collège (et aussi dans certains cas le Secrétariat du Comité central) auront à fournir plus d'une année d'efforts persévérants pour organiser rationnellement leur Commissariat du Peuple et le travail de ce dernier, en commun avec la Commission centrale de contrôle. Le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne peut, selon moi, rester (et doit rester) commissaire du peuple ; ainsi que tout le collège, il continuera de diriger l'activité de l'Inspection ouvrière et paysanne, y compris celle des membres de la Commission centrale de contrôle, qui seront considérés comme ayant été mis à la disposition de ce commissaire. Les 300 à 400 employés de l'Inspection ouvrière et paysanne qui restent, d'après mon plan, rempliront d'une part les fonctions de secrétaires auprès des autres membres de l'Inspection ouvrière et paysanne, de même qu'auprès des nouveaux membres de la Commission

centrale de contrôle ; d'autre part, ils devront être hautement qualifiés, vérifiés avec soin, particulièrement sûrs, et toucher des appointements élevés qui les tireraient de cette situation vraiment misérable (pour ne pas dire davantage) qui est aujourd'hui celle des fonctionnaires de l'Inspection ouvrière et paysanne.

Je suis certain qu'en réduisant le nombre des employés au chiffre indiqué, on améliorera de beaucoup la valeur des cadres de l'Inspection ouvrière et paysanne aussi bien que la qualité de l'ensemble du travail ; on permettra ainsi au commissaire du peuple et aux membres du collège de concentrer tous leurs efforts pour organiser le travail et relever sa qualité de façon systématique et continue, chose d'une nécessité si impérieuse pour le pouvoir ouvrier et paysan et pour notre régime des Soviets.

D'autre part, je pense aussi que le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne devra s'appliquer à fusionner en partie ou à coordonner en partie l'activité des Instituts supérieurs pour l'organisation du travail (Institut central du Travail, Institut de l'organisation scientifique du Travail, etc.) qui sont au nombre de 12 au moins dans la République. L'uniformité excessive et la tendance à fusionner qui en résulte seraient nuisibles. Au contraire, il faut trouver là une solution raisonnable, un juste milieu entre la fusion de ces institutions en un tout et leur délimitation judicieuse, en laissant à chacune d'elles une certaine indépendance.

Il est hors de doute que notre Comité central gagnera à cette réforme autant que l'Inspection ouvrière et paysanne ; il y gagnera au point de vue de sa liaison avec les masses et aussi au point de vue de la régularité et de l'efficacité de ses activités. On pourra alors (et l'on devra) adopter un système plus rigoureux et plus adéquat pour préparer les séances du Bureau politique, auxquelles devront assister un nombre déterminé de membres de la Commission centrale de contrôle, déterminé soit pour une période de temps, soit d'après un certain plan d'organisation.

Le commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, d'accord avec le Présidium de la Commission centrale de contrôle, devra répartir le travail entre les membres de cette dernière, selon leurs obligations d'assister aux

séances du Bureau politique et de vérifier tous les documents qui, d'une façon ou d'une autre, lui seront soumis ; ou bien, de consacrer une partie de leur journée de travail à la préparation théorique, à l'étude de l'organisation scientifique du travail, ou encore de participer pratiquement au contrôle et au perfectionnement de notre appareil d'Etat, depuis les institutions supérieures jusqu'aux institutions de base, locales, etc.

Je crois aussi qu'en dehors de l'avantage politique que présente cette réforme — à savoir que les membres du Comité central et ceux de la Commission centrale de contrôle seront infiniment mieux renseignés, mieux préparés pour les séances du Bureau politique (tous les documents se rapportant à ces séances doivent être remis à tous les membres du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, au plus tard 24 heures avant la séance du Bureau politique, sauf les cas ne souffrant absolument aucun retard, et pour lesquels on avisera spécialement au moyen d'informer les membres du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, et au moyen de statuer là-dessus) — il y aura encore cet autre avantage qu'au sein de notre Comité central diminuera l'influence des facteurs purement personnels et fortuits, ce qui aura pour effet de diminuer le danger d'une scission.

Notre Comité central est devenu un organisme strictement centralisé et jouissant d'une grande autorité morale. Mais le travail de cet organisme n'est pas placé dans des conditions correspondant à cette autorité. La réforme que je propose doit remédier à cette situation. Et les membres de la Commission centrale de contrôle, qui sont tenus d'assister en nombre déterminé à chaque séance du Bureau politique, formeront un groupe cohérent qui devra — « sans considération de personnes » — veiller à ce qu'aucune influence ne puisse les empêcher de faire une enquête, de vérifier les dossiers et, en général, d'obtenir une clarté absolue et une stricte régularité de toutes les affaires.

Certes, dans notre République des Soviets, le régime social est fondé sur la collaboration de deux classes : les ouvriers et les paysans, collaboration à laquelle sont également admis aujourd'hui, à de certaines conditions, les « nepmans », c'est-à-dire la bourgeoisie. Si des désac-

cords sérieux surgissaient entre ces classes, la scission serait inéluctable. Mais notre régime social ne renferme pas nécessairement les germes d'une pareille scission. Et la principale tâche de notre Comité central et de notre Commission centrale de contrôle, ainsi que de l'ensemble de notre Parti, est de surveiller attentivement les facteurs pouvant donner lieu à la scission, et de les prévenir, car le sort de notre République dépendra en fin de compte de ceci : la masse paysanne, fidèle à son alliance avec la classe ouvrière, marchera-t-elle avec cette dernière, ou bien laissera-t-elle les « nepmans », c'est-à-dire la nouvelle bourgeoisie, la désunir, la séparer des ouvriers ? Plus clairement nous apparaîtra cette alternative, plus clairement nos ouvriers et nos paysans s'en rendront compte, et plus nous aurons de chances d'éviter la scission, qui serait funeste pour la République des Soviets.

Le 23 janvier 1923.

« Pravda » n° 16,
25 janvier 1923.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte
du journal, collationné
sur le sténogramme

MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX

En ce qui concerne le perfectionnement de notre appareil d'Etat, l'Inspection ouvrière et paysanne ne doit pas, à mon avis, se presser ni courir après la quantité. Jusqu'à ce jour, nous avons eu si peu de temps pour songer et veiller à la qualité de notre appareil d'Etat, que le souci serait légitime de le former avec un soin tout particulier, de concentrer dans l'Inspection ouvrière et paysanne un matériel humain de haute qualité, c'est-à-dire qui ne le cède en rien aux meilleurs modèles occidentaux. Certes, pour une république socialiste, c'est trop modeste. Mais les premières cinq années nous ont joliment farci la tête de méfiance et de scepticisme. Nous sommes enclins, malgré nous, à nous pénétrer de ce sentiment à l'égard de ceux qui dissertent beaucoup trop et trop aisément, par exemple, sur la « culture prolétarienne » : il nous suffirait pour commencer d'avoir une véritable culture bourgeoise ; il nous suffirait pour commencer de nous passer des types particulièrement invétérés de cultures prébourgeoises, c'est-à-dire bureaucratique ou féodale, etc. En cette matière, la précipitation et la surenchère sont le plus nuisibles. Beaucoup de nos jeunes littérateurs et communistes devraient se le mettre bien dans la tête.

Et maintenant, en ce qui concerne l'appareil d'Etat, nous devons tirer de l'expérience passée cette conclusion qu'il vaut mieux procéder plus lentement.

Les choses vont si mal avec notre appareil d'Etat, pour ne pas dire qu'elles sont détestables, qu'il nous faut d'abord réfléchir sérieusement à la façon de combattre ses défauts ;

ces derniers ne l'oublions pas, remontent au passé, lequel, il est vrai, a été bouleversé, mais n'est pas encore aboli ; il ne s'agit pas d'un stade culturel révolu depuis longtemps. Je pose ici la question précisément de la culture, parce que dans cet ordre de choses, il ne faut tenir pour réalisé que ce qui est entré dans la vie culturelle, dans les mœurs, dans les coutumes. Or, chez nous, ce qu'il y a de bon dans notre organisation sociale est saisi à la hâte, on ne peut moins médité, compris, senti, vérifié, éprouvé, confirmé par l'expérience, consolidé, etc. Il ne pouvait certes en être autrement à une époque révolutionnaire et avec un développement tellement vertigineux qui nous a amenés, en cinq ans, du tsarisme au régime des Soviets.

Il est temps de devenir raisonnable. Il faut se pénétrer d'une méfiance salutaire envers un élan inconsidéré, envers toute espèce de vantardise, etc. ; il faut songer à vérifier les dispositions que nous proclamons à chaque heure, que nous prenons à chaque minute et dont nous démontrons ensuite à chaque seconde la faiblesse, le caractère inconsistant et inintelligible. Le plus nuisible, ici, ce serait la précipitation. Le plus nuisible serait de croire que le peu que nous savons suffit, ou encore que nous possédons un nombre plus ou moins considérable d'éléments pour édifier un appareil vraiment neuf, et qui mérite véritablement le nom d'appareil socialiste, soviétique, etc.

Non, cet appareil, nous ne l'avons pour ainsi dire pas, et même nous possédons ridiculement peu d'éléments qui permettent de le créer. Et nous ne devons pas oublier que pour le mettre en place il ne faut pas ménager son temps, et que cela prendra beaucoup, beaucoup, beaucoup d'années.

Quels éléments possédons-nous pour créer cet appareil ? Deux seulement. En premier lieu, les ouvriers exaltés par la lutte pour le socialisme. Ils ne sont pas suffisamment instruits. Ils voudraient bien nous donner un appareil meilleur. Mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Ils ne peuvent pas le faire. Ils ne sont pas assez formés, ils n'ont pas le niveau de culture requis. Or, pour ce faire, il faut justement avoir de la culture. Ici, l'on ne peut s'en tirer par un coup d'audace ou un assaut, avec de l'énergie ou du cran, ou, en général, par une des meilleures qualités humaines, quelle qu'elle soit. En second lieu, nous possédons des élé-

ments de connaissance, d'instruction, d'enseignement, mais ridiculement peu par rapport à tous les autres pays.

Et il ne faut pas oublier que nous sommes encore trop enclins à vouloir suppléer à ce savoir (ou à nous imaginer que l'on peut y suppléer) par le zèle, la précipitation, etc.

Pour rénover notre appareil d'Etat, nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement, nous instruire ; deuxièmement, nous instruire encore ; troisièmement, nous instruire toujours. Ensuite, avoir soin que le savoir ne reste pas chez nous lettre morte ou une phrase à la mode (ce qui, avouons-le, nous arrive bien souvent) ; que le savoir pénètre vraiment dans l'esprit, devienne partie intégrante de notre vie, pleinement et effectivement. Bref, il nous faut exiger autre chose que ce qu'exige la bourgeoisie de l'Europe occidentale, savoir ce qu'il est digne et convenable d'exiger pour un pays qui se propose de devenir un pays socialiste.

Conclusion : nous devons faire de l'Inspection ouvrière et paysanne, instrument d'amélioration de notre appareil d'Etat, une institution vraiment exemplaire.

Pour qu'elle puisse atteindre au niveau voulu, il faut s'en tenir à la règle : vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.

Pour cela, il faut que tout ce qu'il y a de vraiment meilleur dans notre régime social soit mis en œuvre avec le maximum de prudence, de réflexion et de compétence, en vue de créer ce nouveau Commissariat du peuple.

Pour cela, il faut que les meilleurs éléments de notre régime social, à savoir : les ouvriers avancés, d'abord, et, en second lieu, les éléments vraiment instruits, pour lesquels on peut se porter garant qu'ils ne croiront rien sur parole et qu'ils ne diront pas un mot qui soit contraire à leur conscience, ne craignent pas de prendre conscience des difficultés, quelles qu'elles soient, et ne reculent devant aucune lutte pour atteindre le but qu'ils se seront sérieusement assigné.

Voilà cinq ans que nous nous évertuons à perfectionner notre appareil d'Etat. Mais ce n'a été là qu'une agitation vaine qui, en ces cinq ans, nous a montré simplement qu'elle était inefficace, ou même inutile, voire nuisible. Cette

vaine agitation nous donnait une apparence de travail ; en réalité, elle encrassait nos institutions et nos cerveaux.

Il faut enfin que cela change.

Il faut adopter cette règle : mieux vaut moins, mais mieux. Il faut adopter cette règle : mieux vaut dans deux ans ou même dans trois ans, que précipiter les choses sans aucun espoir de former un bon matériel humain.

Je sais qu'il sera difficile d'observer cette règle et de l'appliquer dans notre situation. Je sais que la règle contraire se frayera un chemin par mille tours et détours. Je sais qu'il faudra opposer une résistance formidable, qu'il s'agira de faire preuve d'une persévérance prodigieuse ; que ce travail, dans les premières années du moins, sera diablement ingrat. Et cependant je suis persuadé que c'est seulement ainsi que nous parviendrons à notre but et saurons, une fois ce but atteint, fonder une république réellement digne du nom de République socialiste, soviétique, etc., etc., etc.

Il est probable que beaucoup de lecteurs aient trouvé trop insuffisants les chiffres que j'ai cités à titre d'exemple dans mon premier article *. Je suis sûr que l'on peut produire bien des calculs pour montrer l'insuffisance de ces chiffres. Mais je pense que par-dessus tous les calculs possibles et imaginables, nous devons mettre une chose : une qualité vraiment exemplaire.

J'estime que le moment est justement venu où nous devons nous occuper comme il convient, avec tout le sérieux voulu, de notre appareil d'Etat, et où la précipitation serait peut-être ce qui causerait le plus grand tort. Aussi je tiens à mettre en garde contre un accroissement de ces chiffres. Bien au contraire, je pense qu'ici il faut se montrer particulièrement avare de chiffres. Parlons net. Le Commissariat du peuple de l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas à l'heure actuelle d'une ombre de prestige. Tout le monde sait qu'il n'est point d'institutions plus mal organisées que celles relevant de notre Inspection ouvrière et paysanne, et que dans les conditions actuelles on ne peut rien exiger de ce Commissariat. Il nous faut bien retenir cela si nous voulons vraiment arriver à constituer, d'ici

* Voir le présent tome, pp. 495—500. (*N. R.*)

quelques années, une institution qui, premièrement, sera exemplaire, deuxièmement, inspirera à tous une confiance absolue, et troisièmement, montrera à tous et à chacun que nous avons réellement justifié les activités de cette haute institution qu'est la Commission centrale de contrôle. Toutes les normes générales du personnel de ses administrations doivent, à mon avis, être bannies d'emblée et sans recours. Nous devons choisir les cadres de l'Inspection ouvrière et paysanne avec un soin particulier, en leur faisant subir le plus rigoureux examen, pas autrement. En effet, à quoi bon fonder un Commissariat du Peuple où le travail se ferait tant bien que mal, qui, derechef, n'inspirerait pas la moindre confiance, et dont l'opinion n'aurait qu'une infime autorité ? Je pense que notre tâche principale est de l'éviter lors de la réorganisation que nous projetons actuellement.

Les ouvriers que nous désignons comme membres de la Commission centrale de contrôle doivent être des communistes irréprochables, et je pense qu'il faudra leur consacrer un long effort pour leur apprendre les méthodes et les objectifs de leur travail. Ensuite, il devra y avoir un nombre déterminé de secrétaires comme auxiliaires à qui l'on aura soin de faire subir un triple contrôle avant de les admettre. Enfin, ceux des postulants que nous aurons décidés, à titre d'exception, d'engager d'emblée à l'Inspection ouvrière et paysanne, devront répondre aux conditions ci-après :

premièrement, ils seront recommandés par plusieurs communistes;

deuxièmement, ils subiront une épreuve attestant qu'ils connaissent notre appareil d'Etat;

troisièmement, ils subiront une épreuve attestant qu'ils connaissent les éléments de la théorie relative à notre appareil d'Etat, les principes de la science administrative, les écritures, etc;

quatrièmement, ils devront œuvrer en bonne intelligence avec les membres de la Commission centrale de contrôle et avec leur propre secrétariat, de façon que nous puissions répondre du bon fonctionnement de l'appareil tout entier.

Je sais que ce sont là des conditions hors de pair, et je crains fort que la majorité des « praticiens » de l'Inspection ouvrière et paysanne ne les déclarent irréalisables, ou ne les accueillent avec un sourire dédaigneux. Mais je

demande à n'importe lequel des dirigeants actuels de l'Inspection ouvrière et paysanne ou des personnes rattachées à ce Commissariat : peut-il me dire franchement quelle est l'utilité pratique de ce Commissariat du Peuple qu'est l'Inspection ouvrière et paysanne ? Je pense que cette question lui permettra de trouver le sens de la mesure. Ou bien il ne vaut pas la peine de procéder à la réorganisation — nous en avons tant vu — de cette entreprise désespérée qu'est l'Inspection ouvrière et paysanne ; ou bien il faut vraiment se donner comme tâche de créer par un effort lent, difficile, inaccoutumé, non sans recourir à de nombreuses vérifications, quelque chose de vraiment exemplaire, susceptible d'inspirer le respect à tous et à chacun, non pas seulement parce que titres et grades obligent.

Si l'on ne s'arme pas de patience, si l'on ne consacre pas à cette œuvre plusieurs années, mieux vaut ne pas l'entreprendre.

Je pense que parmi les établissements que nous avons déjà enfantés, en fait d'instituts supérieurs du travail etc., il faut choisir un minimum, vérifier s'ils sont organisés avec tout le sérieux requis, et continuer le travail, mais seulement de façon qu'il soit réellement à la hauteur de la science moderne, qu'il nous fasse bénéficier de toutes ses acquisitions. Dès lors, ce ne sera pas une utopie d'espérer avoir, dans quelques années, une institution qui sera en mesure de s'acquitter de sa tâche, c'est-à-dire de perfectionner notre appareil d'Etat avec méthode, sans défaillance, en jouissant de la confiance de la classe ouvrière, du Parti communiste de Russie et de toute la population de notre République.

L'action préparatoire pourrait commencer dès maintenant. Si le Commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne acceptait le plan de cette réforme, il pourrait entamer tout de suite les préparatifs et continuer d'agir systématiquement pour les faire aboutir, sans se presser et sans refuser de refaire ce qui aura été fait une fois.

Les demi-mesures seraient ici nuisibles au plus haut point. Toutes les considérations d'un autre ordre que l'on pourrait émettre au sujet des effectifs de l'Inspection ouvrière et paysanne, seraient en réalité fondées sur les vieux principes bureaucratiques, sur les vieux préjugés, sur ce qui a déjà été condamné et qui provoque la risée publique, etc.

Somme toute, la question se pose ainsi :

Ou bien montrer, dès à présent, que nous avons acquis des connaissances sérieuses en matière de construction de l'Etat (il n'est pas défendu d'apprendre quelque chose en cinq ans); ou bien nous ne sommes pas encore mûrs pour cela, et alors, il ne vaut pas la peine de s'en charger.

Je pense qu'avec le matériel humain dont nous disposons, il ne sera pas immodeste de présumer que nous en savons déjà assez pour pouvoir reconstruire à neuf, avec méthode, au moins un seul Commissariat du peuple. Il est vrai que ce seul Commissariat doit donner la mesure de l'ensemble de notre appareil d'Etat.

Ouvrir immédiatement un concours pour la rédaction de deux manuels ou plus, traitant de l'organisation du travail en général, et spécialement de l'administration. On pourrait prendre pour base le livre de Iermanski, encore que, soit dit entre parenthèses, cet auteur sympathise manifestement avec le menchévisme et soit incapable de rédiger un manuel pouvant convenir au pouvoir des Soviets. Ensuite, on pourrait prendre pour base l'ouvrage récemment paru de Kerjentsev ; enfin, on pourrait aussi mettre à profit quelques autres manuels traitant divers aspects de la question.

Envoyer quelques personnes averties et consciencieuses en Allemagne ou en Angleterre pour recueillir la documentation et étudier le problème. J'ai dit l'Angleterre pour le cas où le voyage en Amérique ou au Canada serait impossible.

Nommer une commission chargée d'élaborer le programme préliminaire des examens à faire subir aux personnes qui sollicitent une place à l'Inspection ouvrière et paysanne ; de même pour les postulants aux postes de membres de la Commission centrale de contrôle.

Ces activités et autres analogues ne gêneront, bien entendu, ni le commissaire du peuple, ni les membres du collège de l'Inspection ouvrière et paysanne, ni le présidium de la Commission centrale de contrôle.

Parallèlement, il faudra désigner une commission préparatoire chargée de trouver des candidats aux postes de membres de la Commission centrale de contrôle. J'espère que pour ces postes nous aurons aujourd'hui un nombre de candi-

dats plus que suffisant, tant parmi les collaborateurs expérimentés des administrations que parmi les étudiants de nos écoles soviétiques. Il ne serait guère rationnel d'exclure à l'avance telle ou telle catégorie. Il nous faudra probablement donner la préférence à un personnel varié pour cette institution, où nous devons rechercher une synthèse de nombreuses qualités, de mérites divers. De sorte qu'il y aura à fournir un gros effort pour dresser la liste des candidats. Il serait indésirable au plus haut point que ce nouveau Commissariat soit formé d'après un standard unique, mettons, le type de fonctionnaire, ou en en éliminant le type d'agitateur, ou les hommes dont le trait distinctif est la sociabilité ou la faculté de pénétrer dans des milieux guère familiers à ce genre de collaborateurs, etc.

* * *

Il me semble que je traduirai mieux ma pensée en comparant mon plan à des institutions de caractère académique. Les membres de la Commission centrale de contrôle seront tenus, sous la direction de leur présidium, d'examiner régulièrement tous les dossiers et documents du Bureau politique. D'autre part, ils devront répartir rationnellement leur temps entre les divers travaux de vérification des écritures dans nos institutions, depuis les plus petites et les moins importantes jusqu'aux grandes administrations de l'Etat. Enfin, ils devront aussi étudier la théorie, c'est-à-dire la théorie de l'organisation du travail auquel ils ont l'intention de se consacrer ; ils auront de même à effectuer des exercices pratiques sous la direction soit de camarades expérimentés, soit de professeurs des instituts supérieurs de l'organisation du travail.

Mais je pense qu'ils n'auront pas lieu de se borner à cette activité purement académique. Il leur faudra se préparer, en outre, à des fonctions que je n'hésiterais pas à appeler préparation à la chasse, je ne dirais pas aux filous, mais à quelque chose dans ce genre, et invention de ruses destinées à dissimuler leurs campagnes, leurs marches et contremarches, etc.

Dans les institutions de l'Europe occidentale, de pareilles propositions auraient provoqué une indignation inouïe,

un sentiment de révolte morale, etc. ; mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point-là. La NEP chez nous ne s'est pas encore acquis une réputation telle que l'on puisse se formaliser à l'idée d'attraper quelqu'un. Notre République des Soviets a été édifiée depuis si peu de temps, et il y a là un tel bric-à-brac que personne ne songera à s'offusquer à l'idée que l'on puisse, dans ce fatras, opérer des fouilles à l'aide de certaines ruses et de coups de sonde visant quelquefois des sources assez éloignées, ou s'effectuant par des voies assez détournées. Et si même quelqu'un y songeait, on peut être certain que nous en ririons tous de bon cœur.

Notre nouvelle Inspection ouvrière et paysanne, nous l'espérons, laissera loin derrière elle cette qualité que les Français dénomment *pruderie* *, et que nous pourrions appeler affectation ridicule ou ridicule ostentation, et qui fait supérieurement le jeu de toute notre bureaucratie, tant de nos institutions soviétiques que des organisations du Parti, car, soit dit entre parenthèses, la bureaucratie existe chez nous dans les unes comme dans les autres.

Si j'ai écrit plus haut que nous devions nous instruire et encore nous instruire dans les écoles supérieures d'organisation du travail, etc., cela ne veut pas dire le moins du monde que je conçoive cet « enseignement » à la façon scolaire, ou que je me borne à l'idée d'un enseignement scolaire. J'espère qu'un vrai révolutionnaire ne me soupçonnera pas d'avoir renoncé ici à entendre par « enseignement » une farce mi-plaisante, une ruse, un bon tour ou quelque chose dans ce genre. Je sais que dans un Etat grave et compassé de l'Europe occidentale, cette idée aurait vraiment provoqué l'horreur ; aucun fonctionnaire qui se respecte n'aurait consenti même à la discuter. Mais j'espère que nous ne sommes pas encore bureaucratisés à ce point, et que la discussion de cette idée ne provoque chez nous que de la bonne humeur.

En effet, pourquoi ne pas joindre l'agréable à l'utile ? Pourquoi ne pas profiter d'une farce plaisante ou mi-plaisante pour surprendre quelque chose de ridicule, quelque

---

* En français dans le texte. (*N. R.*)

chose de nuisible, ou de semi-ridicule, de semi-nuisible, etc. ?

Il me semble que notre Inspection ouvrière et paysanne gagnera beaucoup à tenir compte de ces considérations, et que la liste des cas où notre Commission centrale de contrôle ou ses collègues de l'Inspection ouvrière et paysanne ont remporté quelques-unes de leurs plus brillantes victoires, s'enrichira de nombreux exploits de nos futurs inspecteurs et contrôleurs, en des endroits qu'il n'est guère commode de mentionner dans des manuels décents et graves.

* * *

Comment peut-on réunir une institution du Parti à une administration soviétique ? N'y a-t-il pas là quelque chose d'inadmissible ?

Je ne pose pas cette question en mon nom, mais au nom de ceux auxquels j'ai fait allusion plus haut, en disant que nous avons des bureaucrates non seulement dans nos administrations soviétiques, mais aussi dans les organisations du Parti.

En effet, pourquoi ne pas réunir les unes et les autres quand l'intérêt de la chose le commande ? Est-ce que personne n'a jamais remarqué, par exemple, que dans un Commissariat du Peuple comme celui des Affaires étrangères, une semblable réunion est extrêmement utile et se pratique dès sa fondation ? Le Bureau politique ne discute-t-il pas, du point de vue du Parti, quantité de questions, grandes et petites, relatives à nos « contre-manœuvres » en réponse aux « manœuvres » des puissances étrangères, afin de prévenir, disons, quelque ruse de leur part, pour être poli ? L'alliance souple de l'élément administratif et de l'élément du Parti n'est-elle pas une source d'énergie immense dans notre politique ? Je crois que ce qui a fait ses preuves, s'est consolidé dans notre politique extérieure, et qui est entré dans les mœurs au point de ne plus provoquer le moindre doute en la matière, serait non moins opportun (et même beaucoup plus, à mon avis) dans l'ensemble de notre appareil d'État. Or, l'Inspection ouvrière et paysanne doit justement prendre en considération notre appareil d'Etat tout entier, et son activité doit porter sur toutes les institutions de l'Etat sans aucune exception, locales, centrales,

commerciales, purement administratives, scolaires, théâtrales, archives, etc., en un mot, toutes, sans la moindre exception.

Pourquoi donc pour une institution de cette envergure et qui demande, en outre, une souplesse extraordinaire des formes de son activité, — pourquoi donc ne pas admettre pour elle une fusion particulière de l'organisme de contrôle du Parti avec celui de l'Etat ?

Pour moi je n'y verrais aucun inconvénient. Bien plus : je crois que cette fusion est le seul gage d'une activité féconde. Je pense que tous les doutes à cet égard émanent des recoins les plus poussiéreux de notre appareil d'Etat, et qu'ils ne méritent qu'une chose, c'est d'être tournés en ridicule.

* * *

Autre doute : convient-il d'associer les études à l'exercice d'une fonction ? Il me semble que non seulement cela convient, mais que c'est nécessaire. En général, malgré toute notre attitude révolutionnaire à l'égard des principes qui régissent les Etats d'Occident, ceux-ci ont réussi à nous inoculer une série de préjugés des plus nuisibles et ridicules. Dans une certaine mesure, cette contagion nous vient aussi de nos aimables bureaucrates qui nous l'ont passée sciemment, dans l'espoir de pouvoir souvent pêcher dans l'eau trouble de ces préjugés. Et ils ont pêché dans cette eau trouble au point que seuls les aveugles impénitents parmi nous n'ont pas remarqué combien largement cette pêche était pratiquée.

Dans toute la sphère des rapports sociaux, économiques et politiques nous sommes « terriblement » révolutionnaires. Mais en ce qui concerne la hiérarchie, le respect des formes et des usages de la procédure administrative, notre « révolutionnarisme » fait constamment place à l'esprit de routine le plus moisi. On peut ici constater un phénomène du plus haut intérêt, savoir que dans la vie sociale le plus prodigieux bond en avant s'allie fréquemment à une monstrueuse indécision devant les moindres changements.

Cela se conçoit, parce que les pas en avant les plus audacieux relevaient, depuis fort longtemps, du domaine de la théorie, d'un domaine cultivé principalement, voire

presque exclusivement, sur le plan théorique. Ecœuré par l'abominable réalité bureaucratique, le Russe soulageait son cœur chez lui en échafaudant des systèmes éminemment audacieux ; et c'est pourquoi ces systèmes éminemment audacieux prenaient chez nous un caractère extraordinairement étroit. On voyait coexister chez nous la hardiesse dans les constructions d'ordre général et une timidité surprenante devant la plus insignifiante des réformes administratives. L'idée d'une prodigieuse révolution agraire universelle était élaborée avec une audace inconnue dans les autres pays ; et à côté de cela, on manquait d'imagination pour réaliser une réforme administrative de dixième ordre ; on manquait d'imagination ou de patience pour appliquer à cette réforme les principes généraux qui, touchant les problèmes d'ordre général, donnaient de si « brillants » résultats.

Voilà pourquoi notre vie présente réunit en elle de façon saisissante des traits d'audace stupéfiante et une indécision de pensée devant les changements les plus insignifiants.

Je crois qu'il n'en a jamais été autrement dans toutes les révolutions vraiment grandes, car elles naissent des contradictions entre l'ancien, la tendance à remanier l'ancien, et la tendance la plus abstraite vers ce qui est nouveau, nouveau au point de ne plus contenir un seul grain du passé.

Et plus cette révolution est radicale, plus longtemps subsisteront ces contradictions.

* * *

Le trait général caractérisant notre vie actuelle est celui-ci : nous avons détruit l'industrie capitaliste, nous nous sommes appliqués à démolir à fond les institutions moyenâgeuses, la propriété seigneuriale, et sur cette base, nous avons créé la petite et très petite paysannerie qui suit le prolétariat, confiante dans les résultats de son action révolutionnaire. Cependant, avec cette confiance à elle seule, il ne nous est pas facile de tenir jusqu'à la victoire de la révolution socialiste dans les pays plus avancés ; car la petite et la toute petite paysannerie, surtout sous la

NEP, reste, par nécessité économique, à un niveau de productivité du travail extrêmement bas. Au demeurant, la situation internationale fait que la Russie est aujourd'hui rejetée en arrière ; que dans l'ensemble la productivité du travail national est maintenant sensiblement moins élevée chez nous qu'avant la guerre. Les puissances capitalistes de l'Europe occidentale, partie sciemment, partie spontanément, ont fait tout leur possible pour nous rejeter en arrière, pour profiter de la guerre civile en Russie en vue de ruiner au maximum notre pays. Précisément une telle issue à la guerre impérialiste leur apparaissait, bien entendu, comme offrant des avantages sensibles ; si nous ne renversons pas le régime révolutionnaire en Russie, nous entraverons du moins son évolution vers le socialisme, voilà à peu près comment ces puissances raisonnaient, et de leur point de vue, elles ne pouvaient raisonner autrement. En fin de compte elles ont accompli leur tâche à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant tel qu'il eût justifié les prévisions des socialistes, qui leur eût permis de développer à une cadence extrêmement rapide les forces productives ; de développer toutes les possibilités dont l'ensemble eût formé le socialisme ; de montrer à tous et à chacun nettement, de toute évidence, que le socialisme implique des forces immenses et que l'humanité est passée maintenant à un stade de développement nouveau, qui comporte des perspectives extraordinairement brillantes.

Le système des rapports internationaux est maintenant tel qu'en Europe, un Etat, l'Allemagne, est asservi par les vainqueurs. Ensuite, plusieurs Etats, parmi les plus vieux d'Occident, se trouvent, à la suite de la victoire, dans des conditions qui leur permettent d'en profiter pour faire certaines concessions à leurs classes opprimées, concessions qui, bien que médiocres, retardent le mouvement révolutionnaire dans ces pays et créent un semblant de « paix sociale ».

Par ailleurs, bon nombre de pays, ceux d'Orient, l'Inde, la Chine, etc., précisément du fait de la dernière guerre impérialiste, se sont trouvés définitivement rejetés hors de l'ornière. Leur évolution s'est orientée définitivement

dans la voie générale du capitalisme européen. La fermentation qui travaille toute l'Europe y a commencé. Et il est clair maintenant, pour le monde entier, qu'ils se sont lancés dans une voie qui ne peut manquer d'aboutir à une crise de l'ensemble du capitalisme mondial.

Nous sommes donc à l'heure actuelle placés devant cette question : saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ? Mais ils ne l'achèvent pas comme nous le pensions auparavant. Ils l'achèvent non par une « maturation » régulière du socialisme chez eux, mais au prix de l'exploitation de certains Etats par d'autres, de l'exploitation du premier Etat vaincu dans la guerre impérialiste, exploitation jointe à celle de tout l'Orient. D'autre part, précisément par suite de cette première guerre impérialiste, l'Orient est entré définitivement dans le mouvement révolutionnaire, et a été définitivement entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial.

Quelle tactique cette situation impose-t-elle à notre pays ? Evidemment la suivante : nous devons faire preuve de la plus grande prudence, afin de conserver notre pouvoir ouvrier, de maintenir sous son autorité et sous sa direction notre petite et toute petite paysannerie. Nous avons pour nous cet avantage que le monde entier est entraîné d'ores et déjà dans un mouvement qui doit engendrer la révolution socialiste universelle. Mais nous avons aussi ce désavantage que les impérialistes sont parvenus à scinder le monde en deux camps ; et cette scission se complique du fait que l'Allemagne, pays où le capitalisme est réellement évolué, ne saurait que très difficilement se relever aujourd'hui. Toutes les puissances capitalistes de ce qu'on appelle l'Occident la déchiquètent et l'empêchent de se relever. D'autre part, l'Orient tout entier, avec ses centaines de millions de travailleurs exploités, réduits à la dernière extrémité, est placé dans des conditions où ses forces physiques et matérielles ne sauraient aucunement soutenir la comparaison avec les forces physiques, matérielles et militaires de n'importe quel Etat, fût-il beaucoup plus petit, de l'Europe occidentale.

Pouvons-nous conjurer le choc futur avec ces pays impérialistes ? Pouvons-nous espérer que les antagonismes et les conflits internes entre les pays impérialistes prospères d'Occident et les pays impérialistes prospères d'Orient nous laisseront une trêve pour la deuxième fois, comme ils l'ont fait la première fois, lorsque la croisade entreprise par la contre-révolution occidentale pour venir en aide à la contre-révolution russe échoua par suite des contradictions qui existaient dans le camp des contre-révolutionnaires d'Occident et d'Orient, dans celui des exploiteurs orientaux et des exploiteurs occidentaux, dans celui du Japon et de l'Amérique ?

Il me semble qu'à cette question il faut répondre que la solution dépend ici d'un trop grand nombre de facteurs ; ce qui permet, en somme, de prévoir l'issue de la lutte, c'est le fait qu'en fin de compte, le capitalisme lui-même instruit et éduque pour la lutte l'immense majorité de la population du globe.

L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour son affranchissement ; à cet égard, il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale. Dans ce sens, la victoire définitive du socialisme est absolument et pleinement assurée.

Mais ce qui nous intéresse, ce n'est point cette inévitable victoire finale du socialisme. Ce qui nous intéresse, c'est la tactique que nous devons suivre, nous, Parti communiste de Russie, nous, pouvoir des Soviets de Russie, pour empêcher les Etats contre-révolutionnaires de l'Europe occidentale de nous écraser. Pour que nous puissions subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire et nationaliste, entre les Etats les plus civilisés du monde et les pays arriérés comme ceux de l'Orient, et qui forment cependant la majorité, il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser. Nous non plus, nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme, encore que nous en ayons les prémisses politiques. Il

nous faut suivre cette tactique, ou bien adopter pour notre salut la politique suivante.

Nous devons nous efforcer de construire un Etat où les ouvriers continueraient à exercer la direction sur les paysans, garderaient la confiance de ces derniers, et par une économie rigoureuse, banniraient de tous les domaines de la vie sociale jusqu'aux moindres excès.

Nous devons réaliser le maximum d'économie dans notre appareil d'Etat. Nous devons en bannir toutes les traces d'excès que lui a laissées en si grand nombre la Russie tsariste, son appareil capitaliste et bureaucratique.

Est-ce que ce ne sera pas le règne de la médiocrité paysanne ?

Non. Si nous conservons à la classe ouvrière sa direction sur la paysannerie, nous pourrons, au prix d'une économie des plus rigoureuses dans la gestion de notre Etat, employer la moindre somme économisée pour développer notre grande industrie mécanisée, l'électrification, l'extraction hydraulique de la tourbe, pour achever la construction de la centrale hydro-électrique du Volkhov [149], etc.

Là, et là seulement, est notre espoir. Alors seulement nous pourrons, pour employer une image, changer de cheval, abandonner la haridelle du paysan, du moujik, renoncer aux économies indispensables dans un pays agricole ruiné, et enfourcher le cheval que recherche et ne peut manquer de rechercher le prolétariat, à savoir, la grande industrie mécanisée, l'électrification, la centrale hydro-électrique du Volkhov, etc.

Voilà comment je rattache dans mon esprit le plan d'ensemble de notre travail, de notre politique, de notre tactique, de notre stratégie, aux tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne réorganisée. Voilà ce qui justifie à mes yeux le souci exceptionnel, l'attention soutenue que nous devons porter à l'Inspection ouvrière et paysanne, en la plaçant à une hauteur exceptionnelle, en conférant à ses dirigeants les droits du Comité central, etc., etc.

En voici la justification : c'est seulement en épurant au maximum notre appareil, en réduisant au maximum tout ce qui n'est pas absolument nécessaire, que nous pourrons nous maintenir à coup sûr. Et cela, non pas au niveau d'un pays de petite agriculture paysanne, non pas

au niveau de cette étroitesse généralisée, mais à un niveau qui s'élève de plus en plus vers la grosse industrie mécanisée.

Telles sont les grandes tâches dont je rêve pour notre Inspection ouvrière et paysanne. Voilà pourquoi je projette pour elle la fusion de l'organisme suprême du Parti avec un « simple » Commissariat du Peuple.

Le 2 mars 1923.

« Pravda » n° 49,
4 mars 1923.
Signé: N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »,
collationné sur
le sténogramme

NOTES

1. Lénine fait allusion à la *nouvelle politique économique* (NEP). C'est la politique économique de l'Etat prolétarien dans la période de transition du capitalisme au socialisme. Elle est dite « nouvelle » à l'encontre de la politique économique mise en œuvre par la Russie des Soviets dans la période de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, et qui a reçu le nom de « communisme de guerre » (1918-1920). C'était une politique économique imposée par les conditions de la guerre, caractérisée par la centralisation extrême de la production et de la répartition des produits, l'interdiction du commerce libre et les prélèvements des denrées alimentaires ; les paysans devaient remettre à l'Etat tous les excédents des produits agricoles.

Après la fin de l'intervention et de la guerre civile fut adoptée la nouvelle politique économique. Les rapports marchands et monétaires étaient la principale forme de liaison entre l'industrie socialiste et les petites exploitations paysannes. Grâce à l'abolition des prélèvements et l'adoption de l'impôt en nature, les paysans ont pu disposer librement de leurs excédents, les vendre au marché et acquérir par l'intermédiaire du marché les articles manufacturés nécessaires.

La nouvelle politique économique visait à assurer l'alliance durable, sur le plan économique et politique, de la classe ouvrière et de la paysannerie dans l'édification du socialisme, à développer les forces productives du pays dans la voie socialiste ; elle tolérait dans certaines limites le capitalisme, les positions-clé de l'économie demeurant entre les mains de l'Etat prolétarien ; elle impliquait la lutte des éléments socialistes contre les éléments capitalistes, prévoyait la victoire des éléments socialistes, l'abolition des classes exploiteuses, l'édification du socialisme en U.R.S.S.

La nouvelle politique économique a une importance internationale. Les mesures propres à la NEP sont nécessaires, sous une forme ou sous une autre, pour tout Etat qui réalise la transition du capitalisme au socialisme. — P. 11.

2. *L'Internationale II 1/2* fut fondée à Vienne, en février 1921, à la conférence des partis et des groupes centristes qui avaient

quitté provisoirement la IIe Internationale sous la pression des masses ouvrières animées d'un esprit révolutionnaire. En 1923, l'Internationale II 1/2 a fusionné à nouveau avec la IIe Internationale. — P. 11.

3. Lénine fait allusion au groupe anarcho-syndicaliste petit-bourgeois des « gauches » qui se sépara du Parti communiste d'Allemagne en octobre 1919 et devint en avril 1920 une organisation indépendante. Ce groupe se donnait le nom de « Parti communiste ouvrier d'Allemagne ». — P. 11.

4. *L'opposition ouvrière* — groupe antiparti, anarcho-syndicaliste ; était dirigé par Chliapnikov, Medvédev, Kollontaï, Loutovinov et d'autres. Formé dans la deuxième moitié de l'année 1920, il lutta contre la ligne léniniste du Parti. L'« opposition ouvrière » niait les fonctions économiques et d'organisation de l'Etat prolétarien, réduisait à néant le rôle dirigeant du Parti daus l'exercice de la dictature du prolétariat. Le Xe Congrès du P.C.(b).R. condamna l'« opposition ouvrière » et déclara que la propagande des idées anarcho-syndicalistes était incompatible avec l'appartenance au Parti communiste. Les dirigeants de l'« opposition ouvrière » ne se soumirent pas à la décision du congrès concernant la dissolution immédiate de toutes les fractions et groupements. Peu de temps avant le XIe Congrès du Parti, le groupe fit une déclaration fractionnelle adressée à l'Internationale Communiste et signée par 22 membres de l'opposition. La session plénière élargie du Comité exécutif de l'Internationale Communiste blâma sévèrement les activités de ce groupe. Le XIe Congrès du Parti constitua une commission spéciale chargée d'examiner la « déclaration des 22 ». A la suite du rapport de la commission, le congrès adopta une résolution stigmatisant le comportement antiparti des membres de l'« opposition ouvrière » qui cherchaient à scinder le Parti, et prévint les dirigeants du groupe qu'ils seraient exclus du Parti en cas de reprise de leur activité fractionnelle. — P. 12.

5. Il s'agit des mots d'ordre lancés par les participants à l'émeute contre-révolutionnaire de Kronstadt, organisée par les gardes blancs, les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, les anarchistes et les agents des puissances impérialistes et dirigée contre le pouvoir des Soviets. L'émeute de Kronstadt, déclenchée le 28 février 1921, révéla la nouvelle tactique de l'ennemi de classe qui tentait de camoufler sa volonté de restaurer le capitalisme à la faveur du mot d'ordre « les Soviets sans les communistes », destiné à tromper les masses. Les contre-révolutionnaires voulaient écarter les communistes de la direction des Soviets, établir la dictature de la bourgeoisie et le régime capitaliste. Des unités de l'Armée Rouge reçurent l'ordre d'écraser l'émeute. Le Xe Congrès du Parti confia à 300 délégués la mission de liquider l'émeute qui fut entièrement écrasée le 18 mars. — P. 12.

6. *L'Assemblée constituante* fut convoquée par le pouvoir des Soviets le 5 janvier 1918. Les élections ayant eu lieu, pour l'essentiel, avant la Révolution socialiste d'Octobre, la composition de l'Assemblée reflétait une étape dépassée de l'évolution du pays, une étape où le pouvoir était détenu par des représentants des partis des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et aussi des cadets. Il y eut une rupture brutale entre la volonté de l'énorme majorité des masses populaires, qui se traduisait dans la création du pouvoir des Soviets et dans ses décrets, d'une part, et la politique appliquée par les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et les cadets, membres de la Constituante, porte-parole des intérêts de la bourgeoisie et des koulaks, d'autre part. Le 6 janvier 1918, l'Assemblée constituante qui avait manifesté nettement son hostilité aux intérêts véritables du peuple laborieux fut dissoute. — P. 12.

7. *Menchéviks*, partisans du courant opportuniste et petit-bourgeois dans la social-démocratie russe, porteurs de l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière. A la fin du IIe Congrès du P.O.S.D.R., en août 1903, ils furent en minorité lors de l'élection des organismes centraux du parti, tandis que les social-démocrates révolutionnaires, Lénine en tête, obtinrent la majorité ; de là, les dénominations : bolchéviks et menchéviks (majoritaires et minoritaires). Les menchéviks voulaient concilier le prolétariat et la bourgeoisie, suivaient une ligne opportuniste dans le mouvement ouvrier. Après la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, on vit s'instaurer en Russie la dualité du pouvoir, c'est-à-dire l'enchevêtrement de deux dictatures : celle de la bourgeoisie, représentée par le gouvernement provisoire bourgeois, et celle du prolétariat et de la paysannerie, représentée par les Soviets ; les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires entrèrent dans le gouvernement provisoire, soutinrent sa politique impérialiste et luttèrent contre la révolution prolétarienne qui montait. Dans les Soviets, les menchéviks menaient la même politique de soutien du Gouvernement provisoire, et qui visait à détourner les masses du mouvement révolutionnaire.

Après la Révolution d'Octobre, les menchéviks devinrent un parti ouvertement contre-révolutionnaire, qui organisait des complots et des émeutes dans le but de renverser le pouvoir des Soviets.

Socialistes-révolutionnaires (s.-r.), parti petit-bourgeois, formé en Russie vers la fin de 1901 et au début de 1902 à la suite de la fusion de différents groupes et cercles populistes («Union des socialistes-révolutionnaires», «Parti des socialistes-révolutionnaires», etc.). Le journal *Révolutsionnaïa Rossia* (1900-1905) et la revue *Vestnik Rousskoï révolutsii* (1901-1905) devinrent ses organes officiels. Les socialistes-révolutionnaires ne voyaient pas les différences de classe entre le prolétariat et les petits propriétaires, estompaient les contradictions de classe au sein de la paysannerie, niaient le rôle dirigeant du prolétariat dans

la révolution. Les opinions des s.-r. étaient un amalgame éclectique de populisme et de révisionnisme. Les s.-r. voulaient, selon l'expression de Lénine, combler « les lacunes du populisme » à l'aide de la « critique opportuniste à la mode du marxisme ». (Œuvres, 4e éd. russe, t. 9, p. 283.)

Le Parti bolchévik dénonçait les tentatives des s.-r. de se camoufler en socialistes, menait une lutte opiniâtre contre eux pour exercer son influence sur la paysannerie, montrait le caractère nuisible pour le mouvement ouvrier de leur tactique de terreur individuelle. Par ailleurs, les bolchéviks acceptaient, à certaines conditions, des accords provisoires avec les s.-r. dans la lutte contre le tsarisme. Lors de la première révolution russe (1905-1907), on vit se détacher du parti s.-r. l'aile droite qui forma un parti légal, le « Parti populaire socialiste du travail » (n.-s.), dont le programme se rapprochait de celui des cadets ; quant à l'aile gauche, elle se constitua en un parti semi-anarchiste, l'« Union des « maximalistes ». Pendant la réaction de Stolypine, le parti s.-r. traversa une période de désarroi complet sur le plan idéologique et d'organisation. Durant la première guerre mondiale, la majorité des s.-r. s'aligna sur les positions du social-chauvinisme.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, les s.-r., ainsi que les menchéviks et les cadets, furent le principal appui du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers ; leurs leaders (Kérenski, Avksentiev, Tchernov) faisaient partie du gouvernement. A la fin de novembre 1917, l'aile gauche se constitua en un parti indépendant, le parti des s.-r. de gauche. Voulant garder leur influence sur les masses paysannes, les s.-r. de gauche reconnurent pour la forme le pouvoir des Soviets et conclurent un accord avec les bolchéviks, mais ne tardèrent pas à engager la lutte contre le pouvoir soviétique.

Pendant l'intervention étrangère et la guerre civile, les s.-r. se livraient à une activité de sape contre-révolutionnaire, secondaient activement les interventionnistes et les généraux gardes-blancs, participaient aux complots contre-révolutionnaires, organisaient des actes terroristes contre les dirigeants de l'Etat soviétique et du Parti communiste. Après la guerre civile, les s.-r. poursuivirent leurs activités hostiles à l'Etat soviétique, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, dans le camp des émigrés gardes-blancs. — P. 12.

8. *La paix de Brest-Litovsk*, traité de paix entre la Russie des Soviets d'une part, et l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie d'autre part, signé à Brest-Litovsk le 3 mars 1918 à des conditions monstrueuses imposées à la Russie des Soviets par les impérialistes allemands qui profitaient lâchement de la faiblesse provisoire de la jeune République des Soviets.

Après la révolution de novembre 1918 en Allemagne, le gouvernement soviétique annula le traité de Brest-Litovsk. — P. 12.

9. Il s'agit de l'émeute contre-révolutionnaire d'un corps d'armée tchécoslovaque organisée par les impérialistes de l'Entente avec le soutien actif des menchéviks et des s.-r.

Le corps d'armée tchécoslovaque avait été formé en Russie avant la Grande Révolution socialiste d'Octobre ; il se composait de prisonniers de guerre tchèques et slovaques, soldats de l'armée austro-hongroise, et devait se battre contre l'Allemagne. Après l'instauration du pouvoir des Soviets, le corps tchécoslovaque devait, aux termes d'un accord avec le gouvernement des Soviets, être envoyé en France, via Vladivostok. Mais le commandement contre-révolutionnaire, après avoir rompu lâchement l'accord avec le gouvernement de la R.S.F.S.R. touchant la remise des armes, et ayant trompé les soldats tchécoslovaques, déclencha un soulèvement armé à la fin de mai 1918, sur l'instigation de l'Entente. Agissant en contact étroit avec les gardes blancs et les koulaks, les Tchèques contre-révolutionnaires s'emparèrent de Tchéliabinsk, Penza, Tomsk, Omsk, Samara et plusieurs autres villes. Cependant, une partie notable des prisonniers de guerre ne se laissa pas influencer par la propagande antisoviétique et nationaliste des dirigeants réactionnaires du corps : plus de 10 000 Tchèques et Slovaques combattirent dans les rangs de l'Armée Rouge.

En automne 1918, la région de la Volga fut libérée par l'Armée Rouge. L'émeute du corps d'armée tchécoslovaque fut définitivement liquidée à la fin de 1919, lors de la débâcle de Koltchak. — P. 13.

10. *Les erreurs des «gauches» dans le Parti communiste d'Allemagne* consistaient en ce que les « gauches » poussaient la classe ouvrière à une action prématurée. La bourgeoisie allemande en profita pour provoquer les travailleurs à engager la lutte armée à un moment défavorable pour eux. En mars 1921, une insurrection ouvrière éclata dans les régions centrales de l'Allemagne. Elle ne fut pas soutenue par les ouvriers des autres régions industrielles, et de ce fait, malgré une lutte héroïque, elle fut rapidement écrasée. Lénine analysa cette insurrection et critiqua les erreurs des « gauches » dans son *Discours en faveur de la tactique de l'Internationale communiste*, au IIIe Congrès de l'Internationale communiste, et dans sa *Lettre aux communistes allemands* (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 32, pp. 498-508, 545-554). — P. 15.

11. « *Ekonomitcheskaïa Jizn* » [La Vie Economique] : quotidien édité à Moscou de novembre 1918 à novembre 1937 ; fut d'abord l'organe du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale et des Commissariats économiques de la R.S.F.S.R., puis celui du Conseil du Travail et de la Défense, du Gosplan, de la Banque d'Etat et du Commissariat du Peuple aux Finances de l'U.R.S.S. — P. 21.

12. *C.T.D.* : Conseil du Travail et de la Défense ; constitué en avril 1920 à la place du Conseil de la Défense ouvrière et paysanne.

Lénine en était le président. Par arrêté du VIIIe Congrès des Soviets de Russie, en date du 29 décembre 1920, le Conseil du Travail et de la Défense était investi des droits d'une commission du Conseil des Commissaires du Peuple ; il exista jusqu'à la fin de 1936. — P. 23.

13. Lénine fait allusion à la résolution du VIIIe Congrès des Soviets de Russie (22-29 décembre 1920) : « Sur l'édification soviétique ». — P. 26.

14. *L'épuration du Parti en 1921* eut lieu au cours du second semestre en application d'une décision du Xe Congrès du Parti. Elle entraîna l'exclusion de 170 000 membres, soit 25 % environ des effectifs. — P. 31.

15. L'idée de la convocation du « Congrès ouvrier » proposée par P. Axelrod et soutenue par d'autres menchéviks, consistait à réunir un congrès des représentants de différentes organisations ouvrières et fonder ainsi un « large parti ouvrier » légal qui engloberait les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes. En réalité, cela aurait signifié la liquidation du P.O.S.D.R. et son remplacement par une organisation sans-parti. Le Ve Congrès du P.O.S.D.R., tenu en 1907, condamna résolument l'idée menchévique d'un « congrès ouvrier » et reconnut que la propagande en sa faveur était nuisible au progrès de la conscience de classe du prolétariat. — P. 32.

16. *Cadets* (parti démocratique constitutionnel), principal parti de la bourgeoisie libérale monarchiste en Russie ; formé en octobre 1905, il comprenait des représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers, membres des zemstvos, et des intellectuels bourgeois. On comptait parmi ses leaders : Milioukov, Mouromtsev, Maklakov, Chingarev, Strouvé, Roditchev et d'autres. Tout en se dénommant parti de la « liberté du peuple », les cadets cherchaient à conclure un marché avec l'autocratie pour maintenir le tsarisme sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Après la révolution de Février, à la suite d'une tractation avec les chefs menchéviks et socialistes-révolutionnaires du Soviet de Pétrograd, les cadets acquirent une situation dirigeante dans le Gouvernement provisoire bourgeois et menèrent une politique contre-révolutionnaire, antipopulaire, favorable aux impérialistes américains, anglais et français. Après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, les cadets furent les ennemis irréductibles du pouvoir des Soviets, prirent une part active à toutes les actions contre-révolutionnaires et aux campagnes des interventionnistes. Emigrés à la suite de la débâcle des interventionnistes et des gardes blancs, les cadets continuèrent leur activité antisoviétique. — P. 32.

17. Staline, qui était à l'époque Commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, adressa à Lénine un rapport prélimi-

naire de la section du combustible, près le département industriel et technique de ce Commissariat, sur la situation dans ce domaine et sur les activités des organismes compétents. — P. 34.

18. *Sajène*, mesure de longueur employée en Russie avant l'adoption du système métrique par l'U.R.S.S. Equivaut à 2,13 m. — P. 38.

19. *Le VIIIe Congrès des électrotechniciens de Russie* se tint du 1er au 9 octobre 1921 à Moscou ; il fut réuni sur l'initiative de Lénine, et rassembla près de 900 savants, ingénieurs et techniciens, ainsi que des ouvriers de différentes entreprises.
Lénine fut élu président d'honneur. Son message de salutations fut lu à la séance du matin du 9 octobre 1921. — P. 41

20. Lénine fait allusion au *Plan d'électrification de la R.S.F.S.R., Rapport de la commission d'Etat pour l'électrification de la Russie au VIIIe Congrès des Soviets*. M. 1920. Voir jugements de Lénine sur cet ouvrage dans : Lénine. Œuvres, Paris-Moscou, tome 31, p. 536 ; tome 32, pp. 141-150, 421-422. — P. 41.

21. *Le Manifeste de Bâle* (1912), manifeste sur la guerre, adopté à l'unanimité par le congrès extraordinaire de la IIe Internationale qui se tint à Bâle (Suisse) les 24-25 novembre 1912. Ce document soulignait les buts de brigandage de la guerre que préparaient les impérialistes et appelait les socialistes de tous les pays à mener une lutte énergique contre la guerre. Le Manifeste de Bâle reprenait les thèses de la résolution du Congrès de Stuttgart de la IIe Internationale (1907), proposées par Lénine et Rosa Luxembourg : en cas de déclenchement d'une guerre impérialiste, les socialistes devaient mettre à profit la crise économique et politique créée par la guerre pour préparer la révolution socialiste.
Les chefs de la IIe Internationale Kautsky, Vandervelde, etc., qui avaient voté pour ce manifeste, l'oublièrent à la déclaration de la guerre mondiale, en 1914, et se placèrent aux côtés de leurs gouvernements impérialistes. — P. 50.

22. *Le IIe Congrès des services d'éducation politique de Russie* se tint à Moscou du 17 au 22 octobre 1921 en présence de 310 délégués. Lénine fit son rapport le 17 octobre 1921, à la fin de la séance du soir. — P. 53.

23. La décision du C.E.C. de Russie en date du 29 avril 1918 fut adoptée à la suite du rapport de Lénine « Sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». Les idées exposées dans ce rapport et dans l'article « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » furent résumées par Lénine dans six thèses qui, légèrement complétées, furent adoptées à l'unanimité par le Comité central du Parti le 3 mai 1918. Voir « Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, pp. 327-330). — P. 55.

24. *Conseils économiques provinciaux* : organismes locaux du Conseil du Travail et de la Défense, créés auprès des comités exécutifs des Soviets provinciaux, en décembre 1920, conformément à la décision du VIIIe Congrès des Soviets de Russie. — P. 70.

25. *La VIIe Conférence du Parti de la province de Moscou* se tint du 29 au 31 octobre 1921, en présence de 637 délégués. Au cours de sa première séance, le 29 octobre, la conférence entendit le rapport de Lénine sur la nouvelle politique économique. Elle discuta également un rapport sur le travail de la Conférence économique provinciale, un compte rendu de l'activité du Comité de Moscou du P.C.(b)R., un rapport sur l'épuration du Parti, des rapports de la commission de vérification et de la commission de contrôle, examina aussi des questions d'organisation, etc. — P. 75.

26. Lénine fait allusion à ses articles : « La tâche principale de nos jours », « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », « Sur l'infantilisme de « gauche » et les idées petites-bourgeoises », etc. (Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, pp. 160-165, 243-287, 337-370). — P. 81.

27. Voir Lénine. Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, pp. 327-331. — P. 83.

28. « *La Feuille d'annonces de Moscou* », publication d'un groupe d'entrepreneurs privés, éditée à Moscou d'octobre 1921 à février 1922. — P. 83.

29. Voir les lettres d'Engels à Bebel du 18 au 28 mars 1875, et du 11 décembre 1884. — P. 105.

30. Voir Engels « Littérature d'émigrés ». — P. 107.

31. Voir Lénine : Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, p. 284.—P. 108.

32. Lénine était député au Soviet des députés des ouvriers, paysans et soldats rouges de Moscou, où il représentait les ouvriers de la manufacture Prokhorov (aujourd'hui combinat national de cotonnades de l'U.R.S.S., Trekhgornaïa Manoufaktoura F. Dzerjinski.) Lénine prononça cette allocution le 6 novembre à une assemblée des ouvriers de la fabrique, en présence de plus de deux mille personnes. — P. 113.

33. La brochure intitulée : *A propos de la nouvelle politique économique* (*Deux articles anciens et une postface encore plus ancienne*), ne fut pas éditée. En 1921 parut la brochure de Lénine : *A propos de la nouvelle politique économique*, qui comprenait les articles : « Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre » et « Sur le rôle de l'or aujourd'hui et après la victoire complète du socialisme » (voir le présent tome, pp. 43 et 104).—P. 119.

34. Voir Lénine. Œuvres, Paris-Moscou, tome 29, pp. 51-85. — P. 119.

35. *Le Ier Congrès agricole de la province de Moscou* se tint du 28 au 30 novembre 1921, en présence de plus de 300 délégués des paysans et des travailleurs des organismes agricoles. Le discours de Lénine fut entendu par les délégués du congrès dans l'après-midi du 29 novembre 1921. — P. 126.

36. La « *Voix Paysanne* » : organe hebdomadaire de l'Union centrale des paysans travailleurs, édité à Paris de 1920 à 1937 par le Parti communiste français. — P. 128.

37. Les *colons*, en France, louaient la terre en payant au propriétaire une partie du revenu ou de la récolte. — P. 128.

38. Il s'agit de l'article de F. Engels « La question paysanne en France et en Allemagne ». Editions Sociales, Paris 1956, p. 9. — P. 131.

39. La *Lettre aux membres du Bureau politique sur l'épuration du Parti et les conditions d'admission au Parti* fut écrite par Lénine parce que cette question figurait à l'ordre du jour de la XIe Conférence de Russie du P.C.(b)R. qui se tint du 19 au 22 décembre 1921. Lénine ne put y assister pour cause de maladie.

A la suite du rapport sur l'épuration du Parti, la conférence adopta pour base la résolution « Sur la question du renforcement du Parti, compte tenu de l'expérience de la vérification de ses effectifs », qui fut ensuite mise au point définitivement par la conférence des secrétaires des comités régionaux, des bureaux régionaux du C.C. et des comités provinciaux du P.C.(b) R. (27-29 décembre 1921) et ratifiée par le C.C. et le XIe Congrès du P.C.(b) R. — P. 135.

40. *Le IXe Congrès des Soviets de Russie* se tint à Moscou du 23 au 28 décembre 1921, en présence de 1 991 délégués. Lénine présenta dans la soirée du 23 décembre le rapport du C.E.C. de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple sur la politique intérieure et extérieure de la république. A la suite du rapport de Lénine, le congrès approuva à l'unanimité l'activité du gouvernement soviétique durant l'année écoulée. Il adopta une déclaration sur la situation internationale de la R.S.F.S.R., rédigée sur la base des indications exposées par Lénine dans la présente lettre. Le congrès adopta également l'« Instruction sur les questions du travail économique », rédigée par Lénine (voir le présent tome, pp. 179-182) et une série de décisions sur les questions de l'industrie et de l'agriculture. — P. 137.

41. La *Conférence de Washington* eut lieu du 12 novembre 1921 au 6 février 1922. Les Etats-Unis, qui en avaient pris l'initiative, obtinrent un renforcement de leurs positions politiques, navales

et économiques en Extrême-Orient. La Russie des Soviets n'était pas invitée à la conférence de Washington qui accentua encore davantage les contradictions entre les puissances impérialistes. — P. 154.

42. La construction de la Centrale électrique d'Etat V. Lénine dans le district de Chatoura fut entreprise en 1919. Sa première tranche, d'une puissance de 5 000 kW, entra en exploitation en 1920.

La construction de la centrale de Kachira devait s'achever, d'après le plan, à la fin de 1921. Le 4 juin 1922 fut achevée la première tranche (12 000 kW), et la centrale fut mise en exploitation. Lénine, qui attachait une importance exceptionnelle à la centrale de Kachira, donna des directives pour sa construction, aida à lui procurer de la main d'œuvre ainsi que l'équipement, le combustible et les matériaux industriels nécessaires. — P. 169.

43. La centrale électrique « Octobre Rouge » (ex-Outkina Zavod) fut achevée en 1922, et la première tranche, d'une puissance de 10 000 kW, fut mise en exploitation le 8 octobre 1922. — P. 170.

44. Lénine fait allusion au procès au cours duquel furent jugés à Moscou, du 15 au 18 décembre 1921, 35 entrepreneurs privés accusés de violation du Code du travail, d'exploitation d'enfants, d'adolescents et de femmes, d'allongement de la journée de travail et d'autres violations des lois soviétiques. — P. 172.

45. Lénine fait allusion à la fable « Les oies » de l'écrivain russe bien connu Krylov. — P. 174.

46. La question du rôle et des tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique fut examinée par la réunion plénière du C.C. du P.C.(b) R. le 28 décembre 1921. Lénine rédigea le texte du projet de résolution du C.C. du P.C.(b) R. sur les syndicats.

Les thèses furent examinées le 12 janvier 1922 par le Bureau politique du C.C., ratifiées à l'unanimité et proposées sous cette forme au XIe Congrès du Parti. Le XIe Congrès du P.C.(b)R. adopta les thèses à l'unanimité. (Voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et réunions plénières du Comité central*, 7e éd. 1re partie, 1954, pp. 603-612, éd. russe). — P. 185.

47. L'affaire du suicide de l'ingénieur V. Oldenborger fut examinée par la Cour Suprême près le Comité exécutif central de Russie, du 8 au 14 mars 1922. Ceux qui avaient persécuté Oldenborger furent condamnés. — P. 195.

48. Le *Projet de directive du Bureau politique du C.C. du P.C.(b) R. sur la nouvelle politique économique* fut examiné le 12 janvier

1922 à une réunion du Bureau politique du C.C. qui l'adopta comme base ; ratifiée définitivement le 16 janvier 1922, la directive fut transmise aux commissaires du peuple le 21 janvier 1922. — P. 198.

49. Le message de Lénine *Aux travailleurs du Daghestan* fut écrit en réponse à une lettre du Conseil des Commissaires du Peuple de la République socialiste soviétique du Daghestan, annonçant le début de l'exploitation des richesses minières. Les deux premiers pouds de mercure extraits furent offerts à Lénine comme cadeau. — P. 200.

50. La lettre de Lénine se rapporte à l'époque du Ier Congrès des Soviets de Géorgie, qui se tint du 25 février au 3 mars 1922.

La proposition visant à renforcer l'Armée Rouge géorgienne était suscitée par la position agressive des impérialistes anglais et la campagne de calomnies lancée contre la République des Soviets par la presse impérialiste réactionnaire de concert avec les chefs des Internationales II et II 1/2 et les menchéviks géorgiens. Afin de détacher la Géorgie de la Russie des Soviets pour la soumettre au joug des impérialistes étrangers, ils revendiquaient le retrait de l'Armée Rouge de Géorgie.

A la suite d'un rapport de G. Ordjonikidzé, le premier Congrès des Soviets de Géorgie adopta un appel « L'Armée Rouge », dans lequel il posait comme tâche essentielle le renforcement du noyau existant de l'Armée Rouge géorgienne et demandait au gouvernement de la république sœur, la République des Soviets de Russie, de ne pas retirer les troupes de l'Armée Rouge de Géorgie. — P. 201.

51. Le Code civil fut remanié sur la base des directives exposées par Lénine dans sa lettre à D. Kourski. Il fut examiné par les IIIe et IVe sessions du C.E.C. de Russie (IXe législature), en mai et octobre 1922. La IVe session prit la décision de mettre en vigueur le Code civil à dater du 1er janvier 1923 (voir dans le présent tome le discours de Lénine à la IVe session du C.E.C. de Russie, IXe législature, pp. 400-406). — P. 203.

52. Lénine fait allusion à la Conférence de Gênes.

La *Conférence de Gênes* (« Conférence économique internationale ») se tint du 10 avril au 19 mai 1922 à Gênes (Italie), avec la participation de représentants de la Russie des Soviets, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de la Belgique, du Japon, de l'Allemagne et d'autres Etats. Un représentant des Etats-Unis y assistait en qualité d'« observateur ».

Au cours de la conférence, les puissances impérialistes tentèrent d'exploiter les difficultés économiques de la Russie soviétique pour lui imposer des conditions asservissantes. Elles exigeaient le paiement de toutes les dettes tsaristes, y compris celles d'avant-guerre, la restitution des entreprises nationalisées aux propriétaires étrangers, etc.

Lénine fut nommé le 27 janvier 1922 président de la délégation soviétique par la session extraordinaire du C.E.C. de Russie. Ne pouvant se rendre à Gênes, il dirigea en fait toute l'activité de la délégation soviétique, en donnant des directives aux membres de la délégation sur la façon de poser les questions et sur la teneur des mémorandums présentés au nom du gouvernement des Soviets au cours de la conférence.

La délégation soviétique fit une série de propositions visant au renforcement de la paix et de la coopération économique des peuples, à l'établissement de relations commerciales, de relations d'affaires entre la Russie des Soviets et les pays capitalistes. La question de la réduction générale des armements était le point principal de ce programme.

La délégation soviétique, suivant les directives du Comité central du Parti et les indications de Lénine, repoussa fermement les exigences impudentes des impérialistes, les tentatives de porter atteinte à la souveraineté de l'Etat des Soviets.

En raison de la position de la France et de l'Angleterre, hostiles à la Russie des Soviets, la conférence fut interrompue. L'examen du problème fut confié à une conférence d'experts qui se réunit en juin-juillet 1922 à La Haye. Comme à la Conférence de Gênes, les négociations de La Haye s'achevèrent sans résultat.

Lénine a exposé les tâches fondamentales du gouvernement soviétique en matière de politique extérieure à propos des Conférences de Gênes et de La Haye dans ses interventions à la réunion de la fraction communiste du Congrès des métallurgistes de Russie et au XIe Congrès du Parti (voir le présent tome, pp. 214-222 et 267-270). — P. 204.

53. L'article « Notes d'un publiciste. A propos de l'ascension des hautes montagnes, des méfaits de l'abattement, de l'avantage du commerce, de l'attitude envers les menchéviks, etc. » est resté inachevé. — P. 205.

54. Les gens de la *Smiéna Viekh* formaient un groupe d'intellectuels de l'émigration blanche anti-soviétique ; il emprunta son nom au titre du recueil d'articles *Smiéna Viekh* [La Relève], paru en juillet 1921 à Prague. Convaincus qu'il était absolument vain d'espérer le renversement du pouvoir des Soviets par une intervention militaire étrangère, les gens de la *Smiéna Viekh* espéraient, après la mise en vigueur de la nouvelle politique économique, une dégénérescence interne de l'Etat soviétique. — P. 206.

55. *Ioudouchka Golovlev* — type de propriétaire foncier réactionnaire, faux dévot et hypocrite, dans « Messieurs Golovlev » de Saltykov-Chtchédrine. — P. 206.

56. Lénine fait allusion à la fable « L'aigle et les poules » de l'écrivain russe bien connu Krylov. — P. 211.

57. *Le Ve Congrès des ouvriers métallurgistes de Russie* se tint du 3 au 7 mars 1922 à Moscou, en présence de 318 délégués représentant plus d'un demi-million d'ouvriers métallurgistes organisés dans les syndicats. Le discours de Lénine à la réunion de la fraction communiste du congrès fut prononcé dans la matinée du 6 mars. — P. 214.

58. *Oblomovisme*, du nom du personnage principal du roman « Oblomov » de I. Gontcharov, synonyme d'inertie, de routine, de veulerie. — P. 217.

59. *La Conférence démocratique de Russie* eut lieu à Pétrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917. Elle fut convoquée par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires dans le but d'affaiblir la poussée révolutionnaire grandissante. Y participaient les représentants des partis petits-bourgeois, des Soviets conciliateurs, des syndicats, des zemstvos, des milieux industriels et commerciaux et des unités militaires. Les bolchéviks prirent part à la conférence dans le but de dénoncer les desseins des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. La conférence forma le Pré-parlement (Conseil provisoire de la république) à l'aide duquel les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires pensaient enrayer la révolution et engager le pays dans la voie du parlementarisme bourgeois.

Sur la proposition de Lénine, le Comité central du Parti décida de retirer ses représentants du Pré-parlement. Seuls les capitulards Kaménev, Rykov, Riazanov, qui étaient contre la ligne du Parti préconisant la révolution socialiste, prônaient la participation au Pré-parlement. Les bolchéviks dénonçaient la trahison du Pré-parlement tout en préparant les masses à l'insurrection armée. — P. 222.

60. Lénine fait allusion à son « Discours sur l'attitude envers le Gouvernement provisoire », prononcé le 4 (17) juin 1917 en séance du Ier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie (Œuvres, Paris-Moscou, tome 25, p. 9). — P. 222.

61. *Elèves-officiers*, élèves d'une école militaire dans la Russie tsariste. — P. 222.

62. Il s'agit du poème de Maïakovski « Ceux qui ne font que siéger ». — P. 226.

63. *Istpart* : « Commission pour le rassemblement et l'étude des documents sur l'histoire de la Révolution d'Octobre et l'histoire du Parti communiste de Russie », fondée près le Commissariat du peuple à l'Instruction publique par une décision du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 21 septembre 1920. Par une décision du C.C. du P.C.(b) R., l'« Istpart » devint à dater du 1er décembre 1921 une section du C.C. du P.C.(b)R. En 1928, elle fusionna avec l'Institut Lénine près le C.C. du P.C.(b)R. — P. 228.

64. « *Pod znamêniem marxisma* » [Sous la Bannière du Marxisme], revue mensuelle philosophique, sociale et économique ; parut à Moscou de janvier 1922 à juin 1944. — P. 230.

65. Voir Engels « Littérature d'émigrés ». — P. 232.

66. Cette expression, employée par Lénine, provient d'un ouvrage de Saltykov-Chtchédrine « Histoire d'une ville ». — P. 237.

67. « *Ekonomist* », revue de la section économique et industrielle de la Société technique russe ; parut à Pétrograd en 1921 et 1922.
La *Société technique russe* était une association scientifique, fondée en 1866 à Pétersbourg, qui avait des filiales dans d'autres villes. Elle avait pour but de contribuer au progrès de l'industrie et à la diffusion des connaissances techniques. Après la Révolution d'Octobre, de nombreux membres de la Société étaient hostiles au pouvoir des Soviets. Il y avait parmi eux des ingénieurs, des techniciens et aussi des employés, des avocats, des commerçants, d'anciens propriétaires d'entreprises, etc. En 1929, la Société fut dissoute. — P. 238.

68. La lettre à V. Molotov sur les thèses de Préobrajenski date de l'époque de la préparation du XIe Congrès du Parti. Le C.C. du P.C.(b)R. examina le 20 mars 1922 les thèses de Préobrajenski, les rejeta et adopta la proposition de Lénine. — P. 241.

69. Les *Comités de paysans pauvres* furent fondés aux termes d'un décret du Comité exécutif central de Russie en date du 11 juin 1918 (« L'organisation des paysans pauvres et leur ravitaillement en pain, objets de première nécessité et instruments agricoles »). Ces Comités étaient chargés de répartir le blé, les objets de première nécessité et les instruments agricoles ; ils devaient prêter leur concours aux organes locaux du ravitaillement pour confisquer les excédents de blé détenus par les koulaks et les riches. Le décret prévoyait différents avantages pour les pauvres dans la répartition du blé et des instruments. Les comités furent des points d'appui de la dictature du prolétariat dans les campagnes. Ils jouèrent un rôle considérable dans la lutte contre les koulaks, dans la répartition des terres confisquées, dans l'approvisionnement en vivres des centres ouvriers et de l'Armée Rouge. L'organisation des comités marquait une nouvelle étape dans le développement de la révolution socialiste au village. Ils contribuèrent à la consolidation du pouvoir des Soviets dans les campagnes et eurent une grande importance politique pour rallier le paysan moyen au pouvoir des Soviets. En vertu d'une décision du VIe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie (novembre 1918), les Comités de paysans pauvres, ayant rempli leur tâche, fusionnèrent avec les Soviets des villages. — P. 242.

70. *Vsiérabotzemlès* : Syndicat des travailleurs de la terre et des forêts de Russie. — P. 245.

71. Le gouvernement soviétique avait arrêté et traduit devant le Tribunal révolutionnaire suprême les membres du Comité central du parti socialiste-révolutionnaire ainsi que plusieurs militants actifs de ce parti contre-révolutionnaire, convaincus d'activité terroriste et de complicité dans l'attentat criminel contre Lénine et dans le meurtre d'Ouritski et de Volodarski en 1918. Les leaders de la IIe Internationale et de l'Internationale II 1/2 (« Groupement socialiste de Vienne ») adressèrent une lettre au gouvernement soviétique, exigeant impudemment que le procès des socialistes-révolutionnaires fût ajourné jusqu'à l'examen de cette question à une conférence des trois Internationales. Une réponse conforme au projet de Lénine fut envoyée par le Commissaire du Peuple à la Justice.

Le procès des socialistes-révolutionnaires de droite se déroula à Moscou du 8 juin au 7 août 1922. Le Tribunal suprême, ayant établi la participation des socialistes-révolutionnaires à des insurrections armées, à des complots contre-révolutionnaires contre le pouvoir des Soviets et à une activité terroriste, condamna les douze principaux coupables à la peine capitale, et les autres à des peines de réclusion rigoureuse de durée diverse. En ratifiant le verdict, le présidium du C.E.C. de Russie décida que la condamnation à mort serait appliquée au cas où le parti socialiste-révolutionnaire ne renoncerait pas aux méthodes de lutte armée et de terreur contre le pouvoir des Soviets. — P. 246.

72. Lénine fait allusion à la résolution sur l'électrification, adoptée par le VIIIe rCongrès des Soviets de Russie, tenu du 22 au 29 décembre 1920. (Œuvres, Paris-Moscou, tome 31, pp. 554-555.) — P. 248.

73. « *Biednota* » : quotidien publié à Moscou par le C.C. du P.C.(b)R. à partir du 27 mars 1918. Le 1er février 1931, *Biednota* fusionna avec le journal *Sotsialistitcheskoïé Zemlédéltié*. — P. 252.

74. La *Lettre à V. Molotov sur le plan du rapport politique pour le XIe Congrès du Parti* fut discutée à la réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R. le 25 mars 1922. La réunion ratifia le plan de rapport proposé par Lénine. — P. 254.

75. Le *Petit Conseil des Commissaires du Peuple*, fondé en décembre 1917, avait les prérogatives d'une commission du Conseil des Commissaires du Peuple ; il était destiné à décharger ce dernier des questions secondaires. Ses décisions étaient ratifiées par le Président du Conseil des Commissaires du Peuple. — P. 255.

76. *Le XIe Congrès du P.C.(b) R.* se tint à Moscou du 27 mars au 2 avril 1922. Ce fut le dernier congrès du Parti auquel participa Lénine. 522 délégués avec voix délibérative et 165 délégués avec voix consultative y assistaient. Le Congrès examina les questions suivantes : 1) Rapport politique du C.C. ; 2) Rapport d'organisation du C.C. ; 3) Rapport de la commission de vérification ;

4) Rapport de la commission centrale de contrôle ; 5) Rapport de la délégation du P.C.R. à l'Internationale communiste ; 6) Les syndicats ; 7) L'Armée Rouge ; 8) La politique financière ; 9) Le bilan de l'épuration du Parti et le renforcement de ses rangs; co-rapports sur le travail parmi la jeunesse, sur la presse et la propagande ; 10) Elections du C.C. et de la Commission centrale de contrôle.

Lénine prononça le discours d'ouverture du Congrès, présenta le rapport sur l'activité politique du C.C. du P.C.(b)R., clôtura la discussion sur ce rapport et prononça le discours de clôture du Congrès.

Le Congrès dressa le bilan de la première année de la nouvelle politique économique. Le Congrès élut le Comité central dont faisaient partie : Lénine, Andréev, Vorochilov, Dzerjinski, Kalinine, Kouïbychev, Molotov, Ordjonikidzé, Pétrovski, Roudzoutak, Staline, Frounzé, Tchoubar, Iaroslavski et d'autres ; Badaïev, Boubnov, Kirov, Krivov, Manouilski, Mikoyan et d'autres furent élus membres suppléants. — P. 263.

77. Les *communistes de gauche* étaient un groupe antiparti, formé au début de 1918, lors de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Sous le couvert de phrases gauchistes sur la guerre révolutionnaire, ce groupe défendait une politique aventureuse consistant à entraîner la République des Soviets, qui n'avait pas encore son armée, dans une guerre contre l'Allemagne impérialiste en exposant le pouvoir des Soviets à un danger mortel. Le groupe était dirigé par Boukharine, Radek et Piatakov. Trotski faisait une politique perfide qui consistait à prolonger la guerre sous une forme plus camouflée, avec le mot d'ordre : « Pas de guerre et pas de traité de paix ». Trotski et les communistes de gauche voulaient imposer au Parti une politique qui aurait abouti au renversement de la dictature du prolétariat. Lénine disait que les « communistes de gauche » étaient un instrument de la provocation impérialiste. Avec l'appui de Trotski, les « communistes de gauche » déclenchèrent ouvertement la lutte contre la ligne du Parti, désorganisaient le travail en se démettant de leurs postes dans les administrations de l'Etat soviétique et dans les organisations du Parti, etc. Lénine et ses partisans durent mener une lutte acharnée au Comité central contre Trotski et les « communistes de gauche » pour décider le Comité central à signer le traité de paix avec l'Allemagne et sauver ainsi la jeune république des Soviets. Sous la direction de Lénine, le Parti riposta fermement à la politique provocatrice de Trotski et des « communistes de gauche » qui furent isolés et battus. — P. 273.

78. Avant 1917 Genève était un des centres de l'émigration politique russe. — P. 288.

79. Il s'agit d'une commission, formée aux termes d'un arrêté du Conseil du Travail et de la Défense en date du 15 février 1922

pour examiner les propositions relatives à la fondation des sociétés mixtes. — P. 288.

80. *Sévérolès*, administration spéciale de l'industrie forestière de la région Sévéro-Biélomorski, fondée en 1921. — P. 288.

81. *Maître-exhorteur*, sobriquet donné par les soldats à A. Kérenski en 1917, lorsqu'il fut nommé Commandant en chef par le Gouvernement provisoire bourgeois. — P. 290.

82. Le livre d'Alexandre Todorski *Une année avec le fusil et la charrue* publié en 1918 par le Comité exécutif des Soviets du district de Vessiegonsk (province de Tver). Voir à ce propos l'article de Lénine « Petit tableau pour servir à l'éclaircissement de grandes questions » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 28, pp. 403-407). — P. 295.

83. *La Commission centrale de vérification* des effectifs du Parti, instituée par le C.C. du P.C.(b)R. le 25 juin 1921 pour diriger l'épuration du Parti conformément à la décision du Xe Congrès du P.C.(b)R. — P. 312.

84. Lénine dénonce la ligne antiparti suivie à l'égard des spécialistes par le trotskiste Préobrajenski, à l'époque directeur du « Glavprofobr » (Direction générale de l'enseignement professionnel du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique). A la suite de sa politique provocatrice, fin janvier et début février 1922, un certain nombre de professeurs de l'Université de Moscou et d'autres établissements d'enseignement supérieur refusèrent d'assurer les cours. Le Comité central du P.C.(b)R. exigea que le Commissariat à l'Instruction publique satisfasse plusieurs revendications légitimes du corps enseignant. Une commission du C.C. prit la décision d'écarter Préobrajenski de la direction du « Glavprofobr » et mit au point un règlement de base de l'enseignement supérieur. — P. 320.

85. J. Staline fut Commissaire du Peuple aux Nationalités depuis la constitution de ce commissariat jusqu'à sa suppression en juillet 1923. De mars 1919 au 25 avril 1922, il fut également Commissaire du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne. — P. 320.

86. Le *Club de discussion près le Comité de Moscou du P.C.(b)R.* fut fondé dans le second semestre de 1921. Les éléments oppositionnels et antiparti tentèrent de l'utiliser à des fins fractionnelles. Après avoir délibéré le 20 février 1922 au sujet du club de discussion, à la suite d'un rapport de la Commission centrale de contrôle, le Comité central du P.C.(b) R. proposa au Comité de Moscou de remanier la direction du club et d'organiser le travail conformément aux objectifs du Parti. — P. 325.

87. Lénine fait allusion à sa lettre « Au camarade Molotov pour les membres du Bureau politique. A propos des thèses du camarade Préobrajenski » ; voir le présent tome, pp. 241-245. — P. 326.

88. Il s'agit de la réunion commune du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du 9 août 1921, au cours de laquelle fut discutée, sur proposition de Lénine, la question de l'exclusion de A.Chliapnikov du Comité central et du Parti pour ses interventions antiparti. — P. 327.

89. Lénine avait fait la critique de la brochure antiparti de A. Kollontaï dans son discours de clôture sur le rapport du C.C. du P.C.(b)R. au Xe Congrès du Parti (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 32, pp. 204-215). — P. 328.

90. Voir Lénine. Œuvres, Paris-Moscou, tome 32, pp. 536-541. — P. 329.

91. Les propositions exposées dans la lettre de Lénine étaient à la base de la résolution du XIe Congrès du Parti « Sur le travail à la campagne ». Le Congrès chargea également le Comité central d'instituer une commission permanente près le C.C. pour le travail à la campagne (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et réunions plénières du C.C. », 7e éd. Ire partie, 1954, pp. 618-619). — P. 333.

92. L'article « Nous avons payé trop cher » fut écrit par Lénine à l'occasion de la capitulation de Boukharine et de Radek devant les leaders opportunistes des Internationales II et II 1/2 à la conférence des trois Internationales qui s'était tenue du 2 au 5 avril 1922 à Berlin. — P. 336.

93. *L'insurrection des ouvriers d'Afrique du Sud* avait eu lieu en mars 1922 dans les villes de Johannesburg, Benoni et Brakpan. Le gouvernement réactionnaire dirigé par le général Smuts, premier ministre, réprima férocement l'insurrection, mettant en action l'artillerie, les tanks et l'aviation. L'insurrection fut écrasée le 14 mars ; il y eut plus de 10 000 arrestations et des milliers d'ouvriers furent traduits devant la cour martiale. Le jeune Parti communiste d'Afrique du Sud prit une part active à l'insurrection ; de nombreux communistes trouvèrent une mort héroïque les armes à la main. — P. 337.

94. Le projet de *Résolution sur les fonctions des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense* fut envoyé par Lénine pour avis à J. Staline, à l'intention des membres du Bureau politique du C.C. et à A. Tsiouroupa. Voir la réponse de Lénine aux remarques qu'il avait reçues concernant le travail des vice-présidents dans la « Lettre à J. Staline pour les membres du Bureau politique » (dans ce tome, pp. 360—362). — P. 341.

95. Cet ouvrage fut édité en 1922 par le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères. Des corrections y furent apportées sur la base des propositions de Lénine. — P. 350.

96. La brochure de Lénine : *Articles anciens sur des thèmes proches de l'actualité. A propos de la « nouvelle politique économique ». (Deux articles et un discours de 1918)* fut publiée en 1922 par la section de Moscou des Editions d'Etat. Y figuraient : la « Préface à l'édition de 1922 », l'article : « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », le rapport sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets, présenté le 29 avril 1918 à la séance du C.E.C. de Russie, et l'article : « Sur l'infantilisme de « gauche » et les idées petites-bourgeoises ». (Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, pp. 243-287, 289-317 et 337-370.) — P. 351.

97. Voir Lénine. Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, pp. 337-370. — P. 352.

98. « *Iskra* », premier journal marxiste illégal pour toute la Russie fondé par Lénine en décembre 1900 à l'étranger d'où on le faisait parvenir clandestinement en Russie. Joua un rôle énorme dans le rassemblement, sur le plan idéologique, des social-démocrates russes et dans la préparation de la fusion des petites organisations isolées en un seul parti révolutionnaire marxiste.
On dit l'« ancienne » *Iskra* pour la distinguer de la « nouvelle », c'est-à-dire l'*Iskra* menchévique qui parut de 1903 à 1905. — P. 355.

99. Il s'agit de collectes effectuées par les ouvriers pour leur journal la *Pravda*. — P. 357.

100. Le 23 avril 1922, Lénine subit une opération à l'hôpital Botkine : l'extraction d'une des balles reçues lors de l'attentat criminel dont il avait été victime le 30 août 1918. — P. 360.

101. *Traité de Rapallo* : traité conclu le 16 avril 1922 par le gouvernement des Soviets et l'Allemagne, pendant la conférence de Gênes. Le traité prévoyait l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays et la renonciation réciproque à l'indemnisation des dépenses de guerre. Le gouvernement allemand renonçait également à réclamer la restitution des entreprises nationalisées par le gouvernement soviétique à leurs anciens propriétaires allemands. — P. 364.

102. Le texte remanié du projet de Code pénal, compte tenu des propositions de Lénine touchant les articles 57, 58, 61 et 70 du Code, fut examiné et ratifié par la IIIe session du C.E.C. de Russie, IXe législature (12-26 mai 1922). — P. 365.

103. Le 25 mai 1922, après avoir examiné les propositions formulées par Lénine dans ses lettres à J. Staline, le Bureau politique du C.C. décida de subventionner le laboratoire de la Radio, afin

d'accélérer la production des téléphones et postes radio-récepteurs. — P. 368.

104. La lettre *De la « double » subordination et de la légalité. Au camarade Staline pour le Bureau politique* fut écrite par Lénine à l'occasion de la mise au point du statut du Ministère public. Le 24 mai 1922, après examen de la lettre de Lénine, le Bureau politique adopta sa proposition. Le 26 mai, la IIIe session du C.E.C. de Russie (IXe législature), après rapport de la commission, ratifia le statut du Ministère public conformément à la proposition de Lénine. — P. 370.

105. *Le Ve Congrès des syndicats de Russie* se tint à Moscou du 17 au 22 septembre 1922, en présence de 970 délégués qui représentaient 5 100 000 ouvriers organisés dans les syndicats. Lénine fut élu par le Congrès membre d'honneur du présidium. La lettre de Lénine fut lue au cours de la première séance du congrès, le 17 septembre. Le congrès adressa un message à Lénine. — P. 377.

106. *Billet au Bureau politique sur la lutte contre le chauvinisme de grande puissance.* Fut rédigé à l'occasion de l'examen, à la session plénière d'octobre du C.C. du P.C.(b)R., de la question de la formation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Dans une lettre adressée aux membres du Bureau politique en date du 27 septembre 1922, Lénine souligne que le problème de l'unification des républiques est extrêmement important, que l'union doit être fondée sur les principes de l'égalité en droits et du libre consentement. En raison de sa maladie, Lénine ne put participer aux travaux de la session. Le projet de résolution sur l'union des républiques soviétiques adopté par la session est fondé sur les indications de Lénine. La session plénière du Comité central désigna une commission, Staline en tête, pour diriger les travaux préparatoires touchant l'unification des républiques soviétiques en un seul Etat fédéré. La session plénière du C.C., tenue le 18 décembre 1922, entendit le rapport de Staline sur le projet d'accord relatif à la formation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Ce document comprend la proposition de Lénine sur le choix de quatre présidents du Comité exécutif central de l'Union répondant au nombre des républiques fédérées : R.S.F.S.R., R.S.S. d'Ukraine, R.S.S. de Biélorussie, R.S.F.S. de Transcaucasie (Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie) en vue d'assurer l'égalité en droits des peuples unis pour l'édification d'un Etat fédéré. — P. 379.

107. *Le Ve Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie* se tint à Moscou du 11 au 17 octobre 1922. Lénine fut élu président d'honneur du congrès. Son message fut lu au cours de la première séance (solennelle), le 11 octobre. Dans leur réponse, les komsomols promettaient à Lénine de surmonter toutes les difficultés sur le chemin de la classe ouvrière et de la jeunesse, et lui demandaient de l'aider à assurer l'éducation communiste des jeunes. — P. 381.

108. Cette proposition capitularde, qui sapait les bases du monopole d'Etat du commerce extérieur et favorisait les nepmans et les koulaks, fut adoptée à la réunion plénière du C.C. grâce aux efforts de Boukharine et de Sokolnikov, soutenus par Zinoviev et Kaménev. La réunion suivante du C.C., en décembre, confirma sur la base des indications de Lénine l'intangibilité du monopole du commerce extérieur (voir la lettre de Lénine « Le monopole du commerce extérieur. Au camarade Staline pour la réunion plénière du C.C. », dans le présent tome, pp. 468-472). — P. 382.

109. *Le Congrès des travailleurs des finances de Russie* se tint à Moscou du 22 au 28 octobre 1922. Lénine fut élu président d'honneur. Sa lettre fut lue devant le congrès le 22 octobre. — P. 386.

110. *La Société des amis de la Russie des Soviets (en Amérique)* fut fondée en 1921. Cette Société, qui comprenait des émigrés russes d'avant la révolution, recueillait des fonds pour secourir les affamés de Russie. Persécutée par les impérialistes américains, la Société se fixait également pour tâche de diffuser des informations véridiques sur la Russie des Soviets, pour contrecarrer la campagne de calomnies de la presse bourgeoise. En été 1922, la Société expédia 21 tracteurs en Russie. Ce lot de tracteurs, utilisé dans la province de Perm, joua un rôle très important, car il montrait aux paysans les avantages de la culture motorisée. — P. 387.

111. *La Société pour l'aide technique à la Russie des Soviets* fut fondée aux Etats-Unis et au Canada en 1919 par un groupe d'ouvriers et techniciens émigrés de Russie avant la révolution. — P. 389.

112. Les troupes de la République d'Extrême-Orient entrèrent le 25 octobre 1922 à Vladivostok occupée par les gardes blancs et envahisseurs japonais et la libérèrent en commun avec les partisans. Les travailleurs du Primorié répondirent au télégramme de Lénine par un message de reconnaissance au gouvernement des Soviets pour son concours. — P. 391.

113. *République d'Extrême-Orient*, Etat démocratique, fondé sous la direction des bolchéviks lors de la lutte des masses laborieuses contre l'intervention militaire en Extrême-Orient. Elle subsista du 6 avril 1920 au 14 novembre 1922, après quoi elle fusionna avec la R.S.F.S.R. Au point de vue territorial, la république comprenait toutes les régions d'Extrême-Orient à l'Est du lac Baïkal jusqu'à l'océan Pacifique. La fondation de cette république « tampon » dont la forme était démocratique bourgeoise, mais qui appliquait en fait la politique soviétique, répondait aux intérêts de la Russie des Soviets qui cherchait à éviter un conflit militaire déclaré avec l'impérialisme japonais et à obtenir une trêve prolongée sur le front oriental. Le 14 mai 1920, la Russie des Soviets reconnut officiellement le gouvernement

de la République d'Extrême-Orient. La direction de la politique de cette république était assurée par l'intermédiaire du bureau d'Extrême-Orient du C.C. du P.C.(b) R. qui relevait directement du C.C. du P.C.(b)R. — P. 391.

114. En septembre 1922, Edouard Herriot, leader du parti radical-socialiste, homme politique bien connu, arriva en Union Soviétique. Edouard Herriot eut à Moscou plusieurs entretiens avec les dirigeants de l'Etat. Cette visite joua un grand rôle dans le développement des relations commerciales et autres entre la France et l'Union Soviétique. — P. 392.

115. Il s'agit de la conférence de Lausanne, qui se tint du 20 novembre 1922 au 24 juillet 1923. — P. 394.

116. Il est question des pourparlers en vue de la conclusion d'un accord de concession avec le grand industriel anglais Urquhart pour l'exploitation de minéraux utiles dans l'Oural et en Sibérie. Lors de la discussion du projet de contrat, Trotski, Zinoviev et Kaménev insistèrent pour que les conditions extrêmement désavantageuses proposées par Urquhart fussent acceptées. Le 6 octobre 1922, le projet fut rejeté par le Conseil des Commissaires du Peuple en raison de la politique hostile du gouvernement anglais à l'égard de la Russie des Soviets et des conditions asservissantes du contrat. — P. 396.

117. La *IVe session du C.E.C. de Russie (IXe législature)* se tint du 23 au 31 octobre 1922. Lénine prononça son discours à la séance de clôture. — P. 400.

118. Il s'agit du décret sur la terre adopté au IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie. (Œuvres, Paris-Moscou, tome 26, pp. 266-269). — P. 402.

119. La « *Pétrogradskaïa Pravda* », quotidien, commença à paraître le 2 avril 1918. Fut d'abord l'organe du Comité central et du Comité de Pétrograd du P.C.(b) R. A partir de juin de la même année, devint l'organe du Comité central, du comité régional du Nord et du comité de la ville du P.C.(b)R, puis des comités provincial et de ville du Parti. En janvier 1924, prit le nom de *Léningradskaïa Pravda*. — P. 407.

120. La *Première Conférence internationale des coopérateurs communistes* se tint à Moscou du 1er au 6 novembre 1922, en présence de représentants des pays suivants : Russie des Soviets, Allemagne, France, Italie, Suisse, Finlande, Autriche, Bulgarie, Suède, Norvège, Danemark, Pologne, Estonie, Lituanie, Ukraine, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, République d'Extrême-Orient, Australie. La conférence adopta une résolution sur la tactique des communistes dans le mouvement coopératif. La résolution fixait pour tâche aux communistes de lutter contre la neutralité

des coopératives et définissait le rôle de celles-ci dans l'accomplissement des tâches générales, politiques et économiques, du prolétariat. Lénine fut élu président d'honneur de la conférence qui lui adressa un message. La réponse de Lénine fut lue le 2 novembre 1922. — P. 409.

121. Le *Quatrième Congrès des statisticiens de Russie* se tint à Moscou du 3 au 12 novembre 1922. Lénine fut élu président d'honneur du Congrès qui lui envoya un télégramme de salutations. La réponse de Lénine fut lue au cours de la deuxième séance du Congrès, le 5 novembre. — P. 410.

122. Les *économistes* étaient les partisans d'un courant opportuniste (l'« économisme ») dans la social-démocratie russe à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. D'après cette théorie, la lutte politique contre le tsarisme devait être menée principalement par la bourgeoisie, tandis que les ouvriers devaient se borner à la lutte économique pour améliorer les conditions de travail, augmenter les salaires, etc. Niant le rôle dirigeant du parti et l'importance de la théorie révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, les « économistes » affirmaient que le mouvement ouvrier devait se développer d'une manière spontanée et pas autrement. Lénine a démontré dans son livre *Que faire ?*, paru en 1902, l'inconsistance totale et le caratère nuisible de l'« économisme ». — P. 411.

123. La *Conférence des ouvrières et des paysannes sans-parti de Moscou et de la province de Moscou* eut lieu le 6 novembre 1922, en présence de plus de 2 000 déléguées. Lénine remit son message aux déléguées qui étaient venues lui demander de prononcer un discours. — P. 421.

124. Le message de Lénine aux ouvriers de l'usine fut écrit en réponse à une invitation de venir prononcer un discours à l'assemblée consacrée au cinquième anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre. L'usine ex-Michelson prit par la suite le nom d'usine « Vladimir Ilitch ». — P. 422.

125. Le message de Lénine aux ouvriers et employés de la centrale électrique d'Etat « Elektropérédatcha » (qui porte aujourd'hui le nom de R. Klasson, ingénieur qui la construisit) fut écrit en réponse à une invitation de venir prononcer un discours pour l'inauguration du club, le jour du cinquième anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre. — P. 125.

126. La lettre *Aux ouvriers de la fabrique de draps Stodolskaïa à Klintsy* fut écrite par Lénine en réponse à un message des ouvriers en date du 3 novembre 1922, jour où cette entreprise fut nommée fabrique « Lénine ». En même temps que le message, les représentants des ouvriers offrirent à Lénine un coupon de drap. — P. 424.

127. Le *IVe Congrès de l'Internationale communiste* se tint du 5 novembre au 5 décembre 1922. La séance d'ouverture eut lieu à Pétrograd ; les autres séances, à partir du 9 novembre, eurent lieu à Moscou. Participaient au Congrès 408 délégués, dont 343 avec voix délibérative, représentant 58 organisations communistes de différents pays. Etaient en outre présents des représentants du Parti socialiste italien, du Parti ouvrier islandais et du Parti populaire révolutionnaire de Mongolie, ainsi que de l'Internationale communiste de la jeunesse, de l'Internationale syndicale, du Secrétariat international des Femmes, du Secours ouvrier international et de l'organisation des noirs américains. Le Congrès adopta les thèses sur le front ouvrier unique élaborées par le P.C.(b)R., ratifia les thèses sur la tactique de l'Internationale communiste, sur les tâches des communistes dans le mouvement syndical, sur la question d'Orient, adopta des résolutions sur la révolution socialiste en Russie, sur l'Internationale communiste de la jeunesse, etc.

Le rapport de Lénine « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », qu'il fit en allemand, fut entendu par le Congrès le 13 novembre au cours de la séance du matin. — P. 425.

128. Lénine fait allusion à son article : « Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises ». (Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, pp. 337-370.) — P. 430.

129. Les *Cent-Noirs*, bandes monarchistes, formées par la police tsariste pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire. Elles assassinaient les révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes. — P. 444.

130. L'*Exposition agricole de Russie* devait être ouverte en automne 1922 par décision du IXe Congrès des Soviets de Russie. Vu l'importance des travaux nécessaires pour organiser l'exposition et faire disparaître les séquelles de la mauvaise récolte, son inauguration fut reportée à 1923. Elle s'ouvrit le 19 août 1923 à Moscou et fut appelée : « Première exposition agricole, artisanale et industrielle de l'U.R.S.S. ». — P. 445.

131. Le *groupe « Clarté »* : groupe d'écrivains, dirigé par Henri Barbusse, qui fonda en France l'« Association républicaine des anciens combattants ». Le groupe publiait une revue, portant le même titre, qui parut avec certaines interruptions de 1919 à 1928 à Paris. Il comprenait de grands écrivains, parmi lesquels A. France, Vaillant-Couturier, S. Zweig, H. Wells. — P. 446.

132. Le discours de Lénine à l'Assemblée plénière du Soviet de Moscou, qui siégeait en commun avec les assemblées plénières de tous les Soviets d'arrondissement de Moscou, fut prononcé dans la

soirée du 20 novembre 1922. Ce fut la dernière intervention publique de Lénine. — P. 447.

133. Lénine fait allusion à la décision de l'Assemblée populaire de la république d'Extrême-Orient sur la réunion de cette république à la R.S.F.S.R., en date du 14 novembre 1922; l'information fut publiée par les journaux le 15 novembre 1922. — P. 448.

134. Le *Ve Congrès du syndicat des cadres soviétiques de Russie* se tint à Moscou du 16 au 21 novembre 1922. Lénine fut élu délégué d'honneur au Congrès par le VIe Congrès du syndicat des cadres soviétiques de la province de Tver. Le Ve Congrès l'élut président d'honneur et lui adressa un message. — P. 457.

135. Le *IVe Congrès du syndicat des travailleurs de l'enseignement de Russie* se tint à Moscou du 21 au 26 novembre 1922. Lénine fut élu président d'honneur du Congrès qui lui adressa un message. La réponse de Lénine fut lue devant le Congrès le 26 novembre 1922, à la séance du matin. — P. 458.

136. Le *IIIe Congrès de l'Internationale communiste de la Jeunesse* se tint à Moscou du 4 au 16 décembre 1922, en présence de 121 délégués de 38 organisations de jeunes de différents pays. Le message de Lénine fut lu le jour de l'ouverture du Congrès, qui lui répondit par une lettre. — P. 459.

137. Le *Congrès mondial pour la paix de La Haye*, qui se tint du 10 au 15 décembre 1922, fut convoqué par l'Internationale des syndicats d'Amsterdam sous la pression des masses ouvrières pour lutter contre le danger d'une nouvelle guerre mondiale. La délégation soviétique, invitée au Congrès à la demande des ouvriers révolutionnaires, membres des syndicats et des coopératives, malgré la résistance de la majorité opportuniste du Congrès, exposa les tâches du prolétariat vis-à-vis de la guerre dans l'esprit des directives données par Lénine. Le Congrès repoussa le programme d'action proposé par la délégation soviétique. — P. 460.

138. L'article « Quelques mots sur N. Fédosséïev » fut rédigé par Lénine, à la demande de la commission pour l'étude de l'Histoire du Parti, pour un recueil spécial consacré à l'activité révolutionnaire de N. Fédosséïev (1871-1898). N. Fédosséïev est l'auteur d'un certain nombre d'œuvres marxistes dirigées contre les populistes et en premier lieu contre N. Mikhaïlovski (voir les lettres de N. Fédosséïev à N. Mikhaïlovski dans la revue *Prolétarskaïa révoloutsia* [La Révolution prolétarienne], 1933, n° 1, pp. 178-233). La correspondance de Lénine avec N. Fédosséïev, dont parle Lénine dans son article, n'a pas été retrouvée. — P. 465.

139. La *Libération du Travail*, premier groupe marxiste russe, organisé par Plékhanov à Genève, en 1883, et qui joua un grand rôle dans la diffusion du marxisme en Russie. — P. 465.

140. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [Richesse russe], revue mensuelle qui paraissait à Pétersbourg de 1876 jusqu'au milieu de l'année 1918. Devint l'organe des populistes libéraux au début des années 90. La revue préconisait une politique conciliatrice avec le gouvernement tsariste et menait une lutte acharnée contre le marxisme et les marxistes russes. — P. 465.

141. A la fin d'août 1893 Lénine se trouvait à Vladimir. — P. 465.

142. Le *VII^e Congrès des Soviets d'Ukraine* se tint à Kharkov du 10 au 14 décembre 1922. L'une des principales décisions du Congrès fut la décision, adoptée après un rapport de M. Frounzé, relative à l'unification des républiques soviétiques. Le télégramme de Lénine fut lu le 10 décembre, jour de l'ouverture du Congrès. Le Congrès élut Lénine membre d'honneur du C.E.C. d'Ukraine et lui répondit par un télégramme de salutations. — P. 467.

143. La lettre de Lénine *Le monopole du commerce extérieur* était destinée à la réunion plénière du C.C. du P.C.(b) R. qui devait se tenir le 18 décembre 1922 et aux travaux de laquelle Lénine souffrant ne put participer. La réunion plénière dénonça la position capitularde de Boukharine et de Sokolnikov, confirma la nécessité de maintenir le monopole du commerce extérieur et de ne tolérer aucune dérogation pour l'importation et l'exportation de certaines catégories de marchandises à l'insu du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur. Le XII^e Congrès du Parti, qui se tint du 17 au 25 avril 1923, et auquel Lénine ne put participer non plus en raison de sa maladie, repoussa les attaques des capitulards contre l'intangibilité du monopole du commerce extérieur, et adopta sur ce point la décision suivante : « Le Congrès confirme catégoriquement l'intangibilité du monopole du commerce extérieur et l'interdiction d'y porter atteinte de quelque façon que ce soit, ou d'hésiter dans son application ; il charge le nouveau C.C. de prendre des mesures méthodiques pour renforcer et développer le régime du monopole du commerce extérieur » (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du C.C. », 7^e éd. 1^re partie, 1954, p. 682). — P. 468.

144. Le *X^e Congrès des Soviets de Russie*, auquel Lénine souffrant ne put participer, se tint du 23 au 27 décembre 1922 à Moscou, en présence de 2 215 délégués, dont 488 délégués de la R.S.F.S. de Transcaucasie, de la R.S.S. d'Ukraine et de la R.S.S. de Biélorussie. Le Congrès entendit un rapport de J. Staline sur l'union des républiques soviétiques, prit la décision de former l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et ratifia la composition de la délégation au I^er Congrès des Soviets de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Le I^er Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. eut lieu le 30 décembre 1922. Lénine souffrant n'y assista pas ; le Congrès l'élut président d'honneur et lui envoya un message. A ce Congrès,

sur la proposition de Lénine, fut créée l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Le Congrès adopta à l'unanimité la Déclaration et le Traité créant l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, sur la base de l'idée léniniste de l'égalité en droits, de la coopération fraternelle et de l'internationalisme prolétarien. Le Congrès chargea la prochaine session du C.E.C. de l'U.R.S.S. de préparer le texte définitif de la déclaration et du traité fédéral pour le IIe Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. — P. 473.

145. Lénine fait allusion à son article « Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 27, pp. 337-370). — P. 485.

146. Lénine fait sans doute allusion à ce que dit Marx dans son ouvrage *La Guerre civile en France* et dans sa lettre à Kugelmann du 12 avril 1871 (voir Marx et Engels : *La Guerre civile en France*, Editions Sociales. Paris 1953, pp. 44-45, 14-15). — P. 489.

147. Voir la lettre de Marx à Engels du 16 avril 1856. — P. 489.

148. L'article « Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne? » et l'article « Mieux vaut moins, mais mieux », qui en est la suite, furent écrits par Lénine pour le XIIe Congrès du Parti.

Le XIIe Congrès du P.C.(b)R., qui eut lieu du 17 au 25 avril 1923, tint compte dans ses décisions de toutes les indications données par Lénine dans ses derniers articles et lettres. Le Congrès adopta une résolution spéciale « Sur les tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne et de la Commission centrale de contrôle », ainsi qu'une décision relative à la coordination des activités des organismes de la Commission centrale de contrôle et du Commissariat du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne. (Voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du C.C. », 7e éd. 1re partie, 1954, pp. 719-723, 725,726.) — P. 495.

149. Il s'agit de la première grande centrale hydroélectrique de l'Union Soviétique construite sur le Volkhov. Les travaux commencèrent en 1918, mais ce n'est qu'après la guerre civile, en 1921, qu'ils prirent une grande ampleur. La centrale fut mise en marche en 1926. — P. 516.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LENINE
(CHRONOLOGIE)

(Août 1921-janvier 1924)

1921

16 août et 1er septembre — Dans des lettres à l'Office central de la statistique, Lénine donne des indications sur l'organisation de la statistique industrielle et agricole courante.

20 août — Lénine rédige l'article : « Nouveaux temps, anciennes erreurs sous une forme nouvelle ».

31 août — Lénine donne des indications à la commission « Hydrotorf » pour vérifier l'invention d'un procédé de déshydratation de la tourbe en usine.

août — septembre — Lénine dirige la préparation du VIIIe Congrès des électrotechniciens de Russie.

août — décembre — Lénine donne des ordres au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale de Russie, aux Commissariats du Peuple aux Voies de communication, aux Finances, au Ravitaillement, etc., en vue d'assurer aux chantiers des centrales électriques de Kachira et du Volkhov la main-d'œuvre et tous les matériaux nécessaires.

1er septembre — Lénine écrit une lettre à la rédaction du journal *Ekonomitcheskaïa Jizn* sur les tâches essentielles du journal appelé à traiter les questions de l'économie nationale.

3 septembre — Dans une lettre au Commissariat du Peuple à la Justice, Lénine donne des indications sur les moyens de lutter contre la bureaucratie.

5 septembre — Dans une lettre à la section des statistiques du C.C. du P.C.(b)R., Lénine donne des indications pour organiser le contrôle de la répartition

des cadres dirigeants du Parti employés dans l'administration soviétique.

15 septembre — Lénine soumet au C.C. du P.C.(b)R. un projet de circulaire concernant les modalités de remise des recommandations en liaison avec l'épuration du Parti.

19 septembre — Lénine s'entretient avec des représentants des ouvriers américains, venus en Russie pour fournir une aide technique ; il écrit une lettre à V. Kouïbychev, secrétaire du C.C. du P.C.(b)R, lui demandant d'organiser à leur intention une colonie de production dans le bassin de Kouznetsk.

20 septembre — Lénine rédige l'article « Sur l'épuration du Parti ».

27 septembre — Lénine écrit la lettre « A propos des tâches de l'Inspection ouvrière et paysanne, de leur interprétation et de leur exécution».

30 septembre — Lénine préside la réunion d'une commission du C.T.D. pour l'approvisionnement en combustible des transports ferroviaires.

Il dirige une réunion du Conseil du Travail et de la Défense, au cours de laquelle sont examinés les points suivants : plan de répartition des ressources en céréales pour 1921/22 ; mesures pour le relèvement de l'industrie houillère du Donetz et de l'industrie pétrolière de Bakou et de Grozny ; travaux de bonification dans les sovkhozes de la province de Moscou, etc.

4 octobre — Lénine dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple au cours de laquelle sont examinées les questions suivantes : mise au point des mesures pour la collecte de l'impôt en nature ; modalités et délais de la mise en circulation du nouveau rouble ; création de la Banque d'Etat de la R.S.F.S.R., etc.

8 octobre — Lénine écrit son message « Au présidium du VIIIe Congrès des électrotechniciens de Russie ».

Il dirige la réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R. au cours de laquelle sont discutées les questions suivantes : politique financière ; échange de marchandises et coopératives ; épuration du Parti ; dénombrement des militants responsables et modalités de leur répartition (il soumet un projet de proposition) ; le Commissariat

du Peuple à l'Instruction publique ; l'Internationale Communiste ; la situation extérieure.

Il rédige les directives du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. sur l'attribution de terres en Ukraine aux usines en vue de la culture de la betterave à sucre.

14 octobre — Lénine rédige l'article « Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre ».

17 octobre — Lénine prend la parole au IIe Congrès des services d'éducation politique de Russie et présente un rapport sur le thème « La nouvelle politique économique et les tâches des services d'éducation politique ».

Il donne des indications au Commissariat du Peuple aux Finances sur la préparation de la réforme monétaire.

21 octobre — Lénine dirige une réunion du Conseil du Travail et de la Défense au cours de laquelle sont examinés les points suivants : projet d'« Atlas de diagrammes pour le C.T.D. » avec données statistiques sur l'industrie, l'agriculture, les transports, etc. (projet soumis par Lénine) ; prêt à la République soviétique d'Azerbaïdjan pour travaux de bonification sur le Mougan ; les ports de Mourmansk et de Pétrograd, etc.

22 octobre — Lénine assiste aux essais d'une charrue électrique à l'exploitation expérimentale de l'Institut zootechnique de Moscou.

24 octobre — Lénine écrit une lettre-directive à N. Sémachko, Commissaire du Peuple à la Santé publique, sur l'organisation de la semaine d'assainissement des habitations, et lui demande d'obtenir une propreté exemplaire à Moscou.

29 octobre — A la VIIe Conférence du Parti de la province de Moscou, Lénine présente un rapport « La nouvelle politique économique » et prononce le discours de clôture.

3 novembre — Lénine charge le Petit Conseil des Commissaires du Peuple d'examiner rapidement le projet d'accord avec la République populaire de Mongolie.

4 novembre — Lénine dirige une réunion du Conseil du Travail et de la Défense au cours de laquelle sont

examinés les points suivants : travaux de la section du Gosplan pour la division administrative de la Russie; commande de turbines pour la centrale du Volkhov ; expédition de Kara, etc.

5 novembre Lénine rédige l'article : « Sur le rôle de l'or aujourd'hui et après la victoire complète du socialisme ».

Il reçoit une délégation de la République populaire de Mongolie.

6 novembre Lénine prononce une allocution à l'assemblée des ouvriers de la manufacture Prokhorov à l'occasion du quatrième anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

7 novembre Lénine prononce un discours à l'assemblée des ouvriers, ouvrières, soldats rouges et jeunes de l'arrondissement Khamovniki, consacrée au quatrième anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

Il prononce un discours à l'assemblée des ouvriers de l'usine « Elektrosila » n° 3 (ex-« Dynamo »), consacrée au quatrième anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

10 novembre Lénine dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont discutées les questions suivantes : amélioration des conditions d'existence des savants ; politique des tarifs, etc.

Il reçoit W. Pieck et F. Heckert et s'entretient avec eux sur la situation du Parti communiste allemand.

16 novembre Lénine rédige la préface pour la brochure : « A propos de la nouvelle politique économique ».

au plus tôt le 17 novembre Lénine envoie un message au Conseil des Commissaires du Peuple de la République soviétique d'Azerbaïdjan à l'occasion de l'ouverture de la Banque d'Etat d'Azerbaïdjan.

18 novembre Lénine dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple au cours de laquelle sont examinés les points suivants : plan financier et plan d'émission pour 1922 (il présente des compléments au projet d'arrêté) ; composition de la commission pour systématiser la législation relative à la nouvelle politique économique, etc.

Il dirige une réunion du Conseil du Travail et de la Défense au cours de laquelle sont discutées les

questions suivantes : mise en exploitation de la centrale de Kachira ; stock d'approvisionnements, etc.

22 novembre — Echange de lettres avec J. Staline à propos des mesures de lutte contre les abus et le vol dans les entreprises cédées à bail.

23 novembre — Lénine invite le Gosplan à mettre au point la question de l'accélération des travaux et de la mise en service de la centrale électrique d'Ivanovo-Voznessensk.

25 novembre — Lénine dirige une réunion du Conseil du Travail et de la Défense au cours de laquelle sont examinés les points suivants : industrie minière et industrie de l'or et du platine ; passage de l'industrie pétrolière à la gestion équilibrée ; accélération des travaux dans les mines d'Oural et de Sibérie ; ravitaillement des mineurs du bassin de Moscou, etc.

28 novembre — Lénine rédige et envoie à J. Staline le « Projet de proposition pour la formation d'une fédération des républiques de Transcaucasie ». La proposition de Lénine, avec l'amendement de J. Staline qu'il a accepté, est ratifiée par le C.C. du P.C.(b)R. le 29 novembre.

28 et 30 novembre — Lénine rédige un projet de directive sur le travail des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense.

29 novembre — Lénine prononce un discours au Ier Congrès agricole de la province de Moscou.

30 novembre — Lénine signe un arrêté du C.T.D. portant création d'un fonds de semences d'arbres forestiers devant permettre la sylviculture, la fixation des sables et des ravins et l'aménagement de rideaux d'arbres pour la retenue des neiges.

5 décembre — Lénine écrit une lettre aux camarades américains à propos de la publication aux Etats-Unis de son ouvrage « Données nouvelles sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture. Fascicule 1. Le capitalisme et l'agriculture des Etats-Unis d'Amérique » et leur demande de lui envoyer les éditions officielles du recensement de 1920.

6 décembre — Dans une lettre à Gorki, Lénine lui demande de lancer un appel à Bernard Shaw et à Wells, afin qu'ils participent à l'organisation de l'aide aux affamés de Russie.

Il rédige des remarques sur les thèses de l'Internationale communiste concernant le front unique.

Il reçoit un congé de maladie et s'en va habiter à Gorki, près de Moscou.

11 décembre — Lénine rédige l'article : « A propos des thèses du Parti communiste français sur la question agraire ».

16 décembre — Lénine charge le Commissariat du Peuple à l'Instruction publique de créer une commission pour mettre au point l'organisation de l'industrie cinématographique en Russie.

17 décembre — Lénine commence à préparer le rapport sur l'activité du gouvernement pour le IXe Congrès des Soviets de Russie et demande aux Commissariats du Peuple la documentation nécessaire.

19 décembre — Lénine écrit la « Lettre aux membres du Bureau politique sur l'épuration du Parti et les conditions d'admission au Parti ».

22 décembre — Lénine propose au Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. de préparer une résolution spéciale du IXe Congrès des Soviets de Russie sur la situation internationale.

23 décembre — Lénine présente au IXe Congrès des Soviets le rapport du C.E.C. de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple « Sur la politique extérieure et intérieure de la République ».

25-27 décembre — Lénine rédige l'« Instruction sur les questions du travail économique », adoptée par le IXe Congrès des Soviets de Russie le 28 décembre 1921.

26 décembre — Lénine participe à la conférence des délégués sans-parti au IXe Congrès des Soviets de Russie, fait le procès-verbal des interventions et répond aux questions des délégués.

27 décembre — Lénine écrit au C.C. du P.C.(b)R. la lettre « A propos de la politique du Parti travailliste anglais ».

28 décembre — Lénine participe aux travaux de la réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R.

30 décembre-4 janvier 1922 — Lénine rédige un projet de résolution du C.C. du P.C.(b)R. « Sur le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la nouvelle politique économique ». Le projet est adopté par le Comité central le 12 janvier 1922.

31 décembre — Lénine participe à une réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. Celui-ci décide de lui accorder un congé de six semaines à dater du 1er janvier 1922.

Décembre 1921-janvier 1922 — A plusieurs reprises, Lénine va se reposer au village (aujourd'hui ville) de Kostino, près de Moscou.

1922

3 janvier — Lénine charge le chef du secrétariat administratif du Conseil des Commissaires du Peuple de fixer les modalités des comptes rendus et des bilans des entreprises et administrations que l'Etat cesse d'approvisionner, et d'inviter toutes les entreprises commerciales à présenter des comptes rendus à la Banque d'Etat.

Entre les 9 et 12 janvier — Lénine rédige le « Projet de directive du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. sur la nouvelle politique économique ».

12 janvier — Lénine correspond avec J. Staline au sujet d'un projet de circulaire du C.C. du P.C.(b)R. sur les tâches des communistes du Turkestan en matière de politique nationale dans les conditions de la nouvelle politique économique.

Il adresse un message « Aux travailleurs du Daghestan ».

17 janvier — Lénine écrit à D. Kourski, Commissaire du Peuple à la Justice, une lettre sur la lutte contre la bureaucratie.

19 janvier — Lénine écrit une lettre à J. Staline pour proposer que le Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. prenne la décision d'acheter à l'étranger 15 millions de pouds de blé.

20 janvier — Lénine charge le chef du secrétariat administratif du Conseil des Commissaires du Peuple d'expédier d'urgence à tous les Commissaires

du Peuple les directives du Bureau politique du C.C. du P.C.(b) R. sur la nouvelle politique économique.

24 janvier, 15, 20, 21 et 27 février — Dans des lettres à A. Tsiouroupa, Lénine donne des directives sur la nouvelle organisation du travail du Conseil des Commissaires du Peuple, du C.T.D. et du Petit Conseil des Commissaires du Peuple.

27 janvier — Lénine écrit une lettre à V. Molotov à l'intention des membres du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. proposant que M. Kalinine se rende en Ukraine afin d'y collecter des vivres pour les affamés.

La session extraordinaire du C.E.C. de Russie (IXe législature) désigne Lénine comme président de la délégation soviétique à la conférence de Gênes.

Janvier-mars — Lénine prépare et met au point les directives essentielles pour la délégation soviétique à la conférence de Gênes.

2 février — Le Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. prend la décision de proroger le congé de Lénine jusqu'au XIe Congrès du Parti.

13 février — Lénine écrit la « Lettre au camarade Ordjonikidzé sur le renforcement de l'Armée Rouge géorgienne ».

15, 18, 22 et 28 février — Dans des lettres au Commissariat du Peuple aux Finances, à A. Tsiouroupa et à la Banque d'Etat, Lénine donne des indications sur les tâches de la Banque d'Etat dans les conditions de la nouvelle politique économique.

20 et 28 février — Dans des lettres à D. Kourski, Lénine donne des indications sur le travail du Commissariat du Peuple à la Justice et sur la mise au point du Code civil.

22 février — Lénine écrit une lettre à V. Molotov pour les membres du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. sur la mise au point du Code civil.

28 février — Lénine écrit un billet à J. Staline sur la nécessité d'établir au Commissariat du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne un projet de décret relatif au contrôle des groupements et

des entreprises privés par l'Inspection ouvrière et paysanne.

Fin février — Lénine rédige l'article : « Notes d'un publiciste. A propos de l'ascension des hautes montagnes, des méfaits de l'abattement, de l'avantage du commerce, de l'attitude envers les menchéviks, etc. »

1er mars — Dans une lettre à l'Union centrale des coopératives de consommation, Lénine donne des directives sur les tâches des coopératives dans les conditions de la nouvelle politique économique.

3 mars — Dans une lettre aux membres du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R., Lénine les invite à rejeter la proposition de Sokolnikov sur la libre importation des denrées alimentaires et réclame des mesures énergiques visant à renforcer le monopole du commerce extérieur, ainsi qu'une enquête sur le retard apporté à l'achat de conserves à l'étranger.

Il écrit des lettres à V. Molotov pour les membres du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R., dans lesquelles il critique les thèses de Sokolnikov pour le XIe Congrès du Parti sur les principaux points du programme financier et propose d'adopter les thèses sur le renforcement du monopole du commerce extérieur.

6 mars — A la réunion de la fraction communiste du Ve Congrès des métallurgistes de Russie, Lénine prononce un discours sur « La situation internationale et intérieure de la République des Soviets ».

10 mars — Lénine charge le chef du secrétariat administratif du Conseil des Commissaires du Peuple de prendre des mesures visant à assurer des conditions de travail normales à la Bibliothèque publique de Moscou (aujourd'hui Bibliothèque Nationale Lénine).

12 mars — Lénine rédige l'article « La portée du matérialisme militant » pour la revue *Sous la bannière du marxisme.*

16 mars — Lénine écrit une lettre à V. Molotov pour les membres du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. dans laquelle il critique les thèses de Préobrajenski sur le travail à la campagne et propose de les rejeter ; il propose aussi la réunion d'une conférence

de délégués au XIe Congrès du Parti pour l'étude de l'expérience du travail à la campagne.

Il donne des indications au chef du secrétariat administratif du Conseil des Commissaires du Peuple pour que l'Office central de la statistique présente au Conseil des Commissaires du Peuple des comptes rendus statistiques conformes aux formulaires mis au point.

17 mars Lénine rédige un projet de lettre à E. Vandervelde en réponse à la tentative d'ingérence des leaders des Internationales II et II 1/2 dans le procès des socialistes-révolutionnaires de droite.

Il ordonne au chef du secrétariat administratif du Conseil des Commissaires du Peuple d'assurer la mise en œuvre de ses directives touchant le développement de l'industrie photographique et cinématographique et de l'industrie radiotéléphonique.

18 mars Lénine rédige la préface de l'ouvrage de I. Stépanov « L'électrification de la R.S.F.S.R. en fonction de la phase transitoire de l'économie mondiale ».

21 mars Lénine écrit la « Lettre à J. Staline sur les fonctions des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense ».

23 mars Dans une lettre à V. Molotov, Lénine demande à la réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R. de le dispenser d'assister à la réunion, en raison de son état de santé, et expose le plan du rapport politique du C.C. du P.C.(b)R. pour le XIe Congrès du Parti.

Il écrit un message au journal *Biednota* à l'occasion de son quatrième anniversaire.

24 mars Dans une lettre adressée à V. Molotov, Lénine soumet à l'examen de la réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R. une proposition relative aux conditions d'admission des nouveaux membres au Parti.

26 mars Lénine adresse une seconde lettre à V. Molotov sur les conditions d'admission des nouveaux membres au Parti, en lui demandant de la porter à la connaissance de tous les membres du C.C. du P.C.(b)R.

31 mars — Lénine écrit une lettre à D. Kourski, Commissaire du peuple à la Justice, sur les lenteurs bureaucratiques au Comité des inventions.

27 mars-2 avril — Lénine dirige les travaux du XIe Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie.

27 mars — Lénine prononce le discours d'ouverture du Congrès et présente le rapport politique du Comité central du P.C.(b)R.

28 mars — Lénine clôture les débats du Congrès sur le rapport politique du Comité central du P.C.(b)R.

1er avril — Lénine rédige les directives de la section agricole du XIe Congrès pour l'établissement du projet de résolution du Congrès sur le travail à la campagne.

2 avril — Lénine est élu par le Congrès membre du Comité central du P.C.(b)R. Il prononce le discours de clôture.

3 avril — Lénine participe aux travaux de la réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R.
Lénine soumet une proposition sur le travail du secrétariat du C.C. du P.C.(b)R.

6 avril — Lénine écrit une lettre à G. Krjijanovski où il donne des directives sur la nécessité d'entreprendre énergiquement l'exploitation des gisements de fer de Koursk.

6 et 10 avril — Dans des lettres adressées à V. Adoratski, Lénine donne des indications sur la publication d'un choix de lettres de Marx et d'Engels.

9 avril — Lénine rédige l'article : « Nous avons payé trop cher ».

11 avril — Lénine rédige le projet de « Résolution sur les fonctions des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense ».

12 avril — Lénine écrit une lettre à N. Ossinski (des copies sont remises aux rédactions des journaux la *Pravda* et les *Izvestia*, ainsi qu'au Conseil des Commissaires du Peuple) dans laquelle il donne des indications sur les moyens d'organiser l'étude de l'expérience locale et la diffusion des réalisations enregistrées dans les localités.

15 avril — Lénine écrit une lettre à J. Staline pour le Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. à propos du livre « Documents sur l'histoire des relations franco-russes de 1910 à 1914 ».

23 avril — On opère Lénine à l'hôpital S. Botkine pour lui extraire une balle.

28 avril — Lénine rédige la préface de la brochure : « Articles anciens sur des thèmes proches de l'actualité. Préface à l'édition de 1922 ».

Lénine adresse un télégramme aux ouvriers et ingénieurs de l'Azneft à Bakou pour les remercier de l'héroïsme avec lequel ils ont localisé l'incendie des puits de Sourakhany.

2 mai — Lénine rédige l'article : « Pour le dixième anniversaire de la *Pravda* ».

Il écrit une lettre au Commissariat du Peuple aux Finances sur la nécessité d'affermir la situation financière. (Des copies sont remises au Conseil des Commissaires du Peuple et à J. Staline à l'intention des membres du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R.)

5 mai — Lénine écrit la « Lettre à J. Staline pour les membres du Bureau politique. Réponse aux remarques relatives aux fonctions des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple ».

15 mai — Lénine prend connaissance du projet de Code pénal de la R.S.F.S.R. et propose d'étendre l'application de la peine de mort par fusillade aux activités contre-révolutionnaires des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

15 ou 16 mai — Lénine rédige le « Projet d'arrêté du C.E.C. de Russie sur le rapport de la délégation à la conférence de Gênes ».

16 mai — Lénine participe aux travaux de l'assemblée plénière du C.C. du P.C.(b)R.

17 mai — Lénine rédige et envoie à D. Kourski, Commissaire du peuple à la Justice, un brouillon de paragraphe supplémentaire du Code pénal, sur l'application de la terreur aux partis contre-révolutionnaires.

Il écrit une lettre au Commissaire du peuple à l'Instruction publique soulignant la nécessité de baisser les prix des livres pour les rendre accessibles aux larges masses.

19 mai — Lénine écrit des lettres à J. Staline au sujet du développement de la radio.

20 mai — 1er octobre — Lénine séjourne à Gorki, près de Moscou.

20 mai — Lénine écrit à J. Staline, pour le Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. la lettre « De la « double » subordination et de la légalité ».

26 mai — Lénine ressent les premières attaques de son mal.

Mi-juin — Une certaine amélioration se manifeste dans l'état de santé de Lénine.

11 juillet — Lénine rencontre J. Staline à Gorki.

12 juillet — De Gorki, Lénine informe le Secrétariat du Conseil des Commissaires du Peuple de sa guérison et demande qu'on lui envoie des livres.

5 août — Lénine rencontre J. Staline à Gorki ; il le charge de transmettre ses remerciements à la XIIe Conférence du P.C.(b)R. en réponse à son message, et exprime l'espoir de pouvoir reprendre rapidement son travail.

30 août — Lénine rencontre J. Staline à Gorki.

Fin août — début septembre — Lénine rédige l'article : « Une goutte de fiel dans un tonneau de miel ».

Entre les 9 et 13 septembre — Lénine envoie à J. Staline à l'intention des membres du Bureau politique, pour avis, son projet de message au prochain Ve Congrès des syndicats de Russie.

12 et 19 septembre — Dans des lettres adressées à J. Staline et aux membres du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R., Lénine se prononce contre la ratification du contrat de concession avec Urquhart.

17 septembre — Lénine écrit au Conseil des Commissaires du Peuple pour demander qu'une assistance financière soit accordée au bassin du Donetz et à Bakou.
Lénine adresse une « Lettre au Ve Congrès des syndicats de Russie ».

25 septembre — Lénine demande au Commissariat du Peuple à la Justice où en est l'édition du Code législatif du pouvoir des Soviets.

2 octobre — Lénine revient à Moscou et reprend son travail.

3 octobre — Après sa guérison, Lénine dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle sont examinés les points suivants : fonds des salaires pour le mois d'octobre ; organisation d'un recensement des employés de Moscou ; organisation d'une direction de la pêche, etc.

5 octobre — Lénine participe aux travaux de la réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R.

6 octobre — Lénine rédige une note au Bureau politique sur la lutte contre le chauvinisme de grande puissance à propos de la discussion au C.C. du P.C.(b)R. sur la formation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Lénine signe l'arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple rejetant le contrat de concession avec Urquhart.

Lénine adresse le message « Aux ouvriers de Bakou ».

Il envoie un message à la rédaction du journal des Jeunesses communistes de l'arrondissement Bauman *Pout molodioji* [La Voie de la Jeunesse].

10 octobre — Lénine dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle sont examinés les points suivants : Code agraire ; législation du travail ; élaboration de la loi sur le budget local ; code civil ; organisation judiciaire, etc. Il adresse un message au Ve Congrès des ouvriers et des ouvrières du textile de Russie.

11 octobre — Lénine adresse un message au Ve Congrès de l'Union de la jeunesse communiste de Russie.

13 octobre — Lénine écrit une lettre à J. Staline sur le monopole du commerce extérieur.

17 octobre — Lénine dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle sont discutées les questions suivantes : projet de règlement des congrès provinciaux des Soviets et des comités exécutifs provinciaux ; budget du Commissariat du Peuple aux Voies de communication, etc.

19 octobre — Lénine participe à la réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R.

20 octobre — Lénine adresse un message au Congrès des travailleurs des finances de Russie.

Il écrit des lettres « A la Société des amis de la Russie des Soviets (en Amérique) » et « A la Société pour l'aide technique à la Russie des Soviets ».

21 octobre — Lénine adresse un télégramme au Comité central du Parti communiste de Géorgie pour demander catégoriquement que des mesures soient prises afin de faire cesser la lutte antiparti des national-déviationnistes du groupe Mdivani.

24 octobre — Lénine dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle sont examinés les points suivants : traité commercial avec la Finlande ; Code civil, etc.

26 octobre — Lénine participe à la réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R.

Il écrit le « Salut au Primorié libéré ».

27 octobre — Lénine rédige l'« Interview accordée à Farbman, correspondant de l'*Observer* et du *Manchester Guardian* ».

28 octobre — Lénine écrit une lettre à V. Molotov sur les mesures pour aider au relèvement économique de l'Arménie soviétique.

31 octobre — Lénine prononce un discours à la IVe session du C.E.C. de Russie (IXe législature).

Il dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle sont discutées les questions suivantes : émission d'un emprunt d'Etat à lots ; subventions en faveur du développement de la culture du coton en Arménie, etc.

1er novembre — Lénine adresse un message à la *Pétrogradskaïa Pravda* à l'occasion du cinquième anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

2 novembre — Lénine participe à la réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b) R.

Il adresse un message à la *Pravda* à l'occasion du cinquième anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

Il adresse un message à la Première conférence internationale des coopérateurs communistes.

3 novembre — Lénine dirige une réunion du Conseil du Travail et de la Défense au cours de laquelle sont examinés les points suivants : dispositions relatives à la récolte, financement du bassin du Donetz, approvisionnement en blé de l'industrie de Pétrograd, etc.

4 novembre — Lénine adresse un message au IVe Congrès mondial de l'Internationale Communiste et au Soviet des députés ouvriers et soldats rouges de Pétrograd.

Il adresse un message au Congrès des statisticiens de Russie.

5 novembre — Lénine rédige l'« Interview accordée à A. Ransome, correspondant du *Manchester Guardian* ».

Entre les 6 et 12 novembre — Lénine rédige une seconde version (inachevée) de son interview à A. Ransome, correspondant du *Manchester Guardian*.

6 novembre — Lénine adresse un message « A la Conférence des ouvrières et des paysannes sans-parti de Moscou et de la province de Moscou ».

6 et 8 novembre — Lénine demande de la documentation sur la situation dans le bassin du Donetz et l'application du décret relatif à la « Gossemkoultoura ».

7 novembre — Lénine adresse un message « Aux ouvriers de l'usine ex-Michelson » à l'occasion du 5e anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

Il adresse un message « Aux ouvriers et aux employés de la centrale électrique d'Etat *Elektropérédatcha* » à l'occasion de l'inauguration de leur club en l'honneur du 5e anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

8 novembre — Lénine écrit un message « Aux ouvriers de la fabrique de draps Stodolskaïa à Klintsy ».

9 novembre — Lénine participe à la réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R.

13 novembre — Au IVe Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine présente le rapport : « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale ».

14 novembre Lénine écrit le « Message à l'Exposition agricole de Russie ».

15 novembre Lénine écrit un message aux écrivains étrangers, anciens combattants, qui ont formé en France le groupe « Clarté ».

Il écrit une lettre à I. Skvortsov-Stépanov sur la politique du Parti à l'égard des spécialistes bourgeois sous la dictature du prolétariat.

16 novembre Lénine participe à la réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R.

17 novembre Lénine dirige une réunion du Conseil du Travail et de la Défense, au cours de laquelle sont examinés les points suivants : préparation des documents pour le Xe Congrès des Soviets de Russie ; dispositions relatives à la récolte ; financement de l'industrie houillère et pétrolière, etc.

18 novembre Lénine s'informe des travaux et des expériences de I. Mitchourine ; il propose de soumettre au C.T.D. la question d'un système d'irrigation au Turkestan.

20 novembre En réunion plénière du Soviet de Moscou, Lénine prononce un discours sur la politique extérieure et intérieure.

22 novembre Lénine adresse la lettre « Au présidium du Ve Congrès du Syndicat des cadres soviétiques de Russie ».

23 novembre Lénine participe à la réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R.

26 novembre Lénine adresse le message « Au Congrès des travailleurs de l'enseignement ».

Novembre Lénine a une série d'entretiens avec les délégués au IVe Congrès de l'Internationale Communiste sur la structure des partis communistes, sur les méthodes et le contenu de leur travail.

1er décembre Lénine charge le chef du secrétariat administratif du Conseil des Commissaires du Peuple de réclamer les chiffres des bilans relatifs à la situation de l'industrie pour l'exercice en cours et au budget de l'industrie, pour préparer le Xe Congrès des Soviets de Russie.

2 décembre — Dans une lettre au secrétariat du Comité central du Secours ouvrier international, Lénine lance un appel aux ouvriers et aux travailleurs du monde entier pour l'organisation d'une campagne d'assistance économique à la Russie des Soviets.

4 décembre — Lénine adresse le message au « Troisième congrès mondial de l'Internationale communiste de la Jeunesse, à Moscou ».

Il rédige les « Notes sur les tâches de notre délégation à La Haye ».

5 décembre — Lénine rédige les directives sur la répartition des tâches entre les vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple et du Conseil du Travail et de la Défense.

Il charge le chef du secrétariat administratif du Conseil des Commissaires du Peuple de s'informer auprès du Commissariat du Peuple à l'Agriculture des mesures prises pour venir en aide à I. Mitchourine.

6 décembre — Lénine rédige l'article « Quelques mots sur N. Fédosséïev ».

7 décembre — Lénine participe à la réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R.

7-12 décembre — Lénine séjourne à Gorki. Il prépare son rapport pour le X^e^ Congrès des Soviets de Russie.

9 décembre — Lénine rédige des directives sur l'organisation du travail des vice-présidents et du président du Conseil des Commissaires du Peuple.

10 décembre — Lénine adresse le message « Au Congrès des Soviets d'Ukraine ».

12 décembre — Lénine travaille pour la dernière fois dans son bureau du Kremlin.

13 décembre — Lénine écrit une lettre à J. Staline pour la réunion plénière du C.C. du P.C.(b)R. sur le monopole du commerce extérieur.

Première quinzaine de décembre — Lénine prépare son intervention au X^e^ Congrès des Soviets de Russie, il rédige le plan de son discours.

15 décembre — Lénine écrit la « Lettre à J. Staline pour les membres du C.C. au sujet de l'intervention au X^e^ Congrès des Soviets de Russie ».

16 décembre	Seconde attaque du mal.
23 décembre	Lénine fait venir un secrétaire, dicte des lettres et réclame des livres.
29 décembre	Les médecins autorisent Lénine à lire.

1923

2 janvier	Lénine dicte l'article « Feuillets de bloc-notes ».
4 et 6 janvier	Lénine dicte l'article « De la coopération ».
9 et 13 janvier	Lénine dicte la première version de l'article « Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne? »
10 janvier	Lénine charge le chef du secrétariat administratif du Conseil des Commissaires du Peuple de réclamer à l'Office central de la statistique la documentation sur les résultats du recensement des employés soviétiques.
16 et 17 janvier	Lénine dicte l'article « Sur notre révolution (à propos des mémoires de N. Soukhanov) ».
19, 20, 22 et 23 janvier	Lénine dicte la seconde version de l'article « Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne? (proposition faite au XIIe Congrès du Parti)» et donne l'ordre de l'envoyer à l'impression.
2, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 février	Lénine dicte l'article « Mieux vaut moins, mais mieux ».
2 mars	Lénine revoit son article « Mieux vaut moins, mais mieux » et donne l'ordre de l'envoyer à l'impression.
9 mars	Troisième attaque du mal.
15 mai	Lénine est transporté à Gorki.
Seconde quinzaine de juillet	La santé de Lénine s'améliore.
19 octobre	Lénine vient à Moscou pour quelques heures, passe dans son bureau ; en rentrant à Gorki, il visite l'exposition agricole.

1924

21 janvier, 18 h 50	Mort de Lénine à Gorki.
Nuit du 21 au 22 janvier	Le Comité central du P.C.(b)R. tient une session plénière à la suite de la mort de Lénine.
22 janvier	M. Kalinine annonce la mort de Lénine au XIe Congrès des Soviets de Russie.
21-23 janvier	Viennent à Gorki, pour faire leurs adieux à Lénine, les membres du Comité central du P.C.(b)R., les membres du gouvernement, des délégations du Congrès des Soviets et des organisations de Moscou, ainsi que les paysans des villages avoisinants.
23 janvier, 10-11 h	Le cercueil contenant la dépouille mortelle de Lénine est acheminé à bras d'homme de Gorki à la gare de Guérassimovo (aujourd'hui Léninskaïa).
23 janvier, 13 h	Le convoi funèbre arrive à Moscou. Les compagnons d'armes et les camarades les plus proches portent le cercueil jusqu'à la Salle des Colonnes de la Maison des Syndicats.
26 janvier	Séance de deuil du IIe Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. Des discours sont prononcés par les dirigeants du Parti et de l'Internationale Communiste, par les membres du gouvernement de l'U.R.S.S., par les représentants des ouvriers et des paysans, des intellectuels, de l'Armée Rouge, de la jeunesse. Le Congrès prend la décision de perpétuer la mémoire de V. Lénine.
23-27 janvier	Nuit et jour, en un flot ininterrompu, des centaines de milliers d'ouvriers, de paysans, de soldats rouges et d'employés de Moscou et des délégations venues de toute l'Union Soviétique défilent dans la Salle des Colonnes pour dire adieu à Lénine.
27 janvier, 9 h 20	Le cercueil contenant la dépouille mortelle de Lénine est transporté de la Maison des Syndicats à la Place Rouge.
27 janvier, 16 h	Le cercueil est placé dans le Mausolée.

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1921

NOUVEAUX TEMPS, ANCIENNES ERREURS SOUS UNE FORME NOUVELLE 11

LETTRES A L'OFFICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE . . . 21

1. Au chef de l'Office central de la satistique 21
2. Au chef de l'Office central de la statistique ou à son adjoint 24

LETTRE A LA RÉDACTION DU JOURNAL *EKONOMITCHESKAIA JIZN* 27

SUR L'ÉPURATION DU PARTI 31

A PROPOS DES TACHES DE L'INSPECTION OUVRIÈRE ET PAYSANNE, DE LEUR INTERPRÉTATION ET DE LEUR EXÉCUTION 34

AU PRÉSIDIUM DU VIII^e CONGRÈS DES ÉLECTROTECHNICIENS DE RUSSIE 41

POUR LE QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 43

LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET LES TACHES DES SERVICES D'ÉDUCATION POLITIQUE. *Rapport présenté au II^e Congrès des services d'éducation politique de Russie le 17 octobre 1921* 53

Un tournant brusque du pouvoir des Soviets et du P.C.R. 53
Le C.E.C. de Russie et le rôle de la paysannerie en 1918 55
Notre erreur 55
Repli stratégique 56
Le sens de la nouvelle politique économique 58
Qui vaincra : le capitalisme ou le pouvoir des Soviets. . 58
La lutte sera encore plus cruelle 60

Est-ce la lutte finale ? 62
Nous ne devons pas compter sur une application immédiate des principes communistes 63
Le principe de l'intérêt personnel 64
Saurons-nous travailler pour nous-mêmes ? 65
Des procédés périmés 67
Le plus grand miracle 68
Les tâches des instructeurs politiques 70
Les trois principaux ennemis 72
Le premier ennemi : la suffisance communiste . . . 72
Le deuxième ennemi : l'analphabétisme 72
Le troisième ennemi : le pot-de-vin 73
La différence entre les tâches militaires et les tâches culturelles 73

VII^e CONFÉRENCE DU PARTI DE LA PROVINCE DE MOSCOU 29-31 octobre 1921 . . . . . .

LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE 75

1. RAPPORT A LA SÉANCE DU 29 OCTOBRE 1921 . . . 77
2. DISCOURS DE CLOTURE 97

SUR LE ROLE DE L'OR AUJOURD'HUI ET APRÈS LA VICTOIRE COMPLÈTE DU SOCIALISME 104

ALLOCUTION PRONONCÉE A L'ASSEMBLÉE DES OUVRIERS DE LA MANUFACTURE PROKHOROV, A L'OCCASION DU QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, LE 6 NOVEMBRE 1921. *Bref compte rendu de presse* 113

ALLOCUTION PRONONCÉE A L'ASSEMBLÉE DES OUVRIERS, DES OUVRIÈRES, DES SOLDATS ROUGES ET DES JEUNES DE L'ARRONDISSEMENT KHAMOVNIKI, A L'OCCASION DU QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, LE 7 NOVEMBRE 1921 115

ALLOCUTION PRONONCÉE A L'ASSEMBLÉE DES OUVRIERS DE L'USINE « ÉLECTROSILA » No 3 (EX-« DYNAMO »), A L'OCCASION DU QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE, LE 7 NOVEMBRE 1921. *Bref compte rendu de presse* 118

PRÉFACE POUR LA BROCHURE : « A PROPOS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE (DEUX ARTICLES ANCIENS ET UNE POSTFACE ENCORE PLUS ANCIENNE)» 119

TÉLÉGRAMME A NARIMANOV, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE DE L'AZERBAIDJAN. Bakou 122

UN LIVRE PLEIN DE TALENT 123

PROJET DE PROPOSITION POUR LA FORMATION D'UNE FÉDÉRATION DES RÉPUBLIQUES DE TRANSCAUCASIE. . . . 125

ALLOCUTION PRONONCÉE AU Ier CONGRÈS AGRICOLE DE LA PROVINCE DE MOSCOU, LE 29 NOVEMBRE 1921. *Bref compte rendu de presse* 126

A PROPOS DES THÈSES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SUR LA QUESTION AGRAIRE 128

LETTRE AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE SUR L'ÉPURATION DU PARTI ET LES CONDITIONS D'ADMISSION AU PARTI 135

LETTRE AU BUREAU POLITIQUE AU SUJET D'UNE RÉSOLUTION DU IXe CONGRÈS DES SOVIETS DE RUSSIE SUR LA SITUATION INTERNATIONALE 137

IXe CONGRÈS DES SOVIETS DE RUSSIE 23-28 décembre 1921 139

1. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ET INTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE. *Rapport du C.E.C. de Russie et du C.C.P. au IXe Congrès des Soviets de Russie, le 23 décembre 1921* . 141

2. INSTRUCTION SUR LES QUESTIONS DU TRAVAIL ÉCONOMIQUE ADOPTÉE PAR LE IXe CONGRÈS DES SOVIETS DE RUSSIE, LE 28 DÉCEMBRE 1921 179

A PROPOS DE LA POLITIQUE DU PARTI TRAVAILLISTE ANGLAIS *Lettre au C.C. du P.C.(b)R.* 183

1922

LE ROLE ET LES TACHES DES SYNDICATS DANS LES CONDITIONS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE. *Décision du Comité central du parti communiste (bolchévik) de Russie du 12 janvier 1922.* 185

1. La nouvelle politique économique et les syndicats . . 185
2. Le capitalisme d'Etat dans l'Etat prolétarien et les syndicats 186
3. Les entreprises d'Etat à gestion équilibrée et les syndicats 186
4. Différence essentielle entre la lutte de classes du prolétariat dans un Etat qui reconnaît la propriété privée du sol, des fabriques, etc., où le pouvoir politique est aux mains de la classe capitaliste, et la lutte économique du prolétariat dans un Etat qui ne reconnaît pas la pro-

priété privée du sol et de la plupart des grosses entreprises, où le pouvoir politique est aux mains du prolétariat. 187
5. Le retour à l'adhésion libre au syndicat 189
6. Les syndicats et la gestion des entreprises 190
7. Le rôle et la participation des syndicats aux organismes économiques et administratifs de l'Etat prolétarien 191
8. La liaison avec les masses comme condition majeure de toute activité syndicale 193
9. Les contradictions dans la situation même des syndicats sous la dictature du prolétariat 194
10. Les syndicats et les spécialistes 195
11. Les syndicats et les influences petites-bourgeoises sur la classe ouvrière 196

PROJET DE DIRECTIVE DU BUREAU POLITIQUE DU C.C. DU P.C.(b)R. SUR LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE 198

AUX TRAVAILLEURS DU DAGHESTAN 200

LETTRE AU CAMARADE ORDJONIKIDZÉ SUR LE RENFORCEMENT DE L'ARMÉE ROUGE GÉORGIENNE 201

LETTRE A D. KOURSKI 203

NOTE D'UN PUBLICISTE. *A propos de l'ascension des hautes montagnes, des méfaits de l'abattement, de l'avantage du commerce, de l'attitude envers les menchéviks, etc.* 205

I. En guise d'exemple 205
II. Sans métaphores 207
III. A propos de la chasse au renard. De Lévi et de Serrati 209

LA SITUATION INTERNATIONALE ET INTÉRIEURE DE LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS. *Discours prononcé à la séance de la fraction communiste du Congrès des métallurgistes de Russie, le 6 mars 1922* 214

LA PORTÉE DU MATÉRIALISME MILITANT 230

AU CAMARADE MOLOTOV POUR LES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE. *A propos des thèses du camarade Préobrajenski* 241

PROJET DE RÉPONSE A E. VANDERVELDE 246

PRÉFACE AU LIVRE DE I. STÉPANOV : « L'ÉLECTRIFICATION DE LA R.S.F.S.R. EN FONCTION DE LA PHASE TRANSITOIRE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE» 247

LETTRE A J. STALINE SUR LES FONCTIONS DES VICE-PRÉSIDENTS DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE ET DU CONSEIL DU TRAVAIL ET DE LA DÉFENSE 250

POUR LE QUATRIÈME ANNIVERSAIRE DE LA *BIÉDNOTA* 252

LETTRE A V. MOLOTOV SUR LE PLAN DU RAPPORT POLITIQUE POUR LE XIe CONGRÈS DU PARTI 254

A PROPOS DES CONDITIONS D'ADMISSION DES NOUVEAUX MEMBRES AU PARTI. *Lettres à V. Molotov.* 257

1. 257
2. 259

XIe CONGRÈS DU P.C.(b) R. 27 mars-2 avril 1922 263

1. DISCOURS D'OUVERTURE DU CONGRÈS, LE 27 MARS 265
2. RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHÉVIK) DE RUSSIE, LE 27 MARS 267
3. CONCLUSIONS SUR LE RAPPORT POLITIQUE DU C.C. DU P.C.(b).R., LE 28 MARS 315
4. DISCOURS DE CLOTURE DU CONGRÈS, LE 2 AVRIL 330

A PROPOS DU PROJET DE RÉSOLUTION DU XIe CONGRÈS DU PARTI SUR LE TRAVAIL A LA CAMPAGNE. *Lettre à N. Ossinski* 333

NOUS AVONS PAYÉ TROP CHER 336

RÉSOLUTION SUR LES FONCTIONS DES VICE-PRÉSIDENTS DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE ET DU CONSEIL DU TRAVAIL ET DE LA DÉFENSE 341

I. Tâches générales et fondamentales des vice-présidents 341
II. Questions spéciales relatives aux fonctions des vice-présidents 343
III. Mode de travail des vice-présidents ; leur appareil 346
IV. De l'unité du travail des deux vice-présidents . . 347
V. Répartition du travail entre les vice-présidents . . 348

LETTRE A J. STALINE. *Au camarade Staline (pour le Bureau politique).* 350

PRÉFACE A LA BROCHURE : « ARTICLES ANCIENS SUR DES THÈMES PROCHES DE L'ACTUALITÉ ». *Préface à l'édition de 1922.* 351

TÉLÉGRAMME AUX OUVRIERS ET INGÉNIEURS DE L'AZNEFT. *Bakou* 354

POUR LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA *PRAVDA* 355

LETTRE A J. STALINE POUR LES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE. *Réponse aux remarques relatives aux fonctions des vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple* . . 360

PROJET D'ARRÊTÉ DU C.E.C. DE RUSSIE SUR LE RAPPORT DE LA DÉLÉGATION A LA CONFÉRENCE DE GÊNES . . . 363

LETTRE A D. KOURSKI 365

LETTRES A J. STALINE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA RADIO 367

1. 367
2. 369

DE LA « DOUBLE » SUBORDINATION ET DE LA LÉGALITÉ. *Au camarade Staline pour le Bureau politique* 370

UNE GOUTTE DE FIEL DANS UN TONNEAU DE MIEL . . . 375
LETTRE AU Ve CONGRÈS DES SYNDICATS DE RUSSIE . . . 377

BILLET AU BUREAU POLITIQUE SUR LA LUTTE CONTRE LE CHAUVINISME DE GRANDE PUISSANCE 379

AUX OUVRIERS DE BAKOU 380
AU CINQUIÈME CONGRÈS DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE DE RUSSIE 381

LETTRE A J. STALINE SUR LE MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR. *Au camarade Staline, secrétaire du C.C.* . . 382

AU CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DES FINANCES DE RUSSIE 386

A LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE LA RUSSIE DES SOVIETS (EN AMÉRIQUE) 387

A LA SOCIÉTÉ POUR L'AIDE TECHNIQUE A LA RUSSIE DES SOVIETS 389
SALUT AU PRIMORIE LIBÉRÉ. *Au Président du Conseil des Ministres de la République d'Extrême-Orient. Tchita* . . 391

INTERVIEW ACCORDÉE A FARBMAN, CORRESPONDANT DE L'*OBSERVER* ET DU *MANCHESTER GUARDIAN* 392

DISCOURS PRONONCÉ A LA IVe SESSION DU C.E.C. DE RUSSIE (IXe LÉGISLATURE), LE 31 OCTOBRE 1922 400

A LA *PÉTROGRADSKAIA PRAVDA* 407

A LA *PRAVDA* 408

A LA PREMIÈRE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES COOPÉRATEURS COMMUNISTES 409

AU CONGRÈS DES STATISTICIENS DE RUSSIE 410

INTERVIEW ACCORDÉE A A. RANSOME, CORRESPONDANT du *Manchester guardian* 411

Première variante 411

Seconde variante (inachevée) 417

A LA CONFÉRENCE DES OUVRIÈRES ET DES PAYSANNES SANS-PARTI DE MOSCOU ET DE LA PROVINCE DE MOSCOU 421

AUX OUVRIERS DE L'USINE EX-MICHELSON 422

AUX OUVRIERS ET AUX EMPLOYÉS DE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE D'ÉTAT «ÉLECTROPÉRÉDATCHA» 423

AUX OUVRIERS DE LA FABRIQUE DE DRAPS STODOLSKAIA A KLINTSY 424

IVe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. 5 novembre-5 décembre 1922 425

1. AU IVe CONGRÈS MONDIAL DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, AU SOVIET DES DÉPUTÉS DES OUVRIERS ET DES SOLDATS ROUGES DE PÉTROGRAD 427

2. CINQ ANS DE RÉVOLUTION RUSSE ET LES PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION MONDIALE. *Rapport présenté au IVe Congrès de l'Internationale communiste, le 13 novembre 1922* 429

MESSAGE A L'EXPOSITION AGRICOLE DE RUSSIE 445

AU GROUPE « CLARTÉ » 446

DISCOURS PRONONCÉ A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU SOVIET DE MOSCOU, LE 20 NOVEMBRE 1922 447

AU PRÉSIDIUM DU Ve CONGRÈS DU SYNDICAT DES CADRES SOVIÉTIQUES DE RUSSIE 457

AU CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT 458

AU TROISIÈME CONGRÈS MONDIAL DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE LA JEUNESSE, A MOSCOU 459

NOTES SUR LES TACHES DE NOTRE DÉLÉGATION A LA HAYE 460

QUELQUES MOTS SUR N. FÉDOSSÉIEV 465

AU CONGRÈS DES SOVIETS D'UKRAINE 467

LE MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR. *Au camarade Staline pour la réunion plénière du C.C.* 468

LETTRE A J. STALINE POUR LES MEMBRES DU C.C. AU SUJET DE L'INTERVENTION AU Xe CONGRÈS DES SOVIETS DE RUSSIE 473

1923

FEUILLETS DE BLOC-NOTES 474

DE LA COOPÉRATION 480

I 480
II 485

SUR NOTRE RÉVOLUTION. *A propos des mémoires de N. Soukhanov* 489

I 489
II 493

COMMENT RÉORGANISER L'INSPECTION OUVRIÈRE ET PAYSANNE? *Proposition faite au XIIe Congrès du parti* 495

MIEUX VAUT MOINS, MAIS MIEUX 501

Notes 519

La vie et l'œuvre de V. Lénine 549

ILLUSTRATIONS

V. Lénine. 1921 10-11

La première page du manuscrit de V. Lénine «Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre». — 14 octobre 1921 42-43

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR VLADIMIR SOLOMON, SERGE MAYRET MIKHAIL KATSOVITCH

Achevé d'imprimer en mai 1963 par les Editions en langues étrangères de Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT